MAIRIE DE PARIS

N° 12 - Vendredi 4 février 2011
Imprimé sur papier recyclé

BULLETIN MUNICIPAL OFFICIEL

VILLE DE PARIS



Raymond MESNILDREY - Mairie de Paris

Débats du Conseil de Paris

Séance des lundi 13, mardi 14 et mercredi 15 décembre 2010

http://www.paris.fr

Abonnement annuel : 10,80 euros. Prix au numéro : 1 euro. Les paiements sont effectuées par chèque bancaire ou postal à l'ordre du TRESOR PUBLIC et adressés à la "Régie de la Caisse intérieure - Service des Publications administratives - Bureau 262 - 4, rue de Lobau - 75196 Paris cedex 04". Pour les réclamations, changements d'adresse et renouvellements, prière de joindre la dernière étiquette d'abonnement.
Jouve, 11, boulevard de Sébastopol 75001 Paris *ISSN 0151-8291*

La séance est ouverte à neuf heures cinq minutes, sous la présidence de M. Bertrand DELANOË, Maire de Paris, assisté de Mmes Marie-Laure HAREL, Emmanuelle BECKER, M. Gauthier CARON-THIBAULT et Mme Hélène BIDARD, secrétaires de séance.

M. le Préfet de police est présent en séance.

Ouverture de la séance.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, la séance est ouverte.

Condoléances.

M. LE MAIRE DE PARIS. - M. Claude Roux, ancien Député, ancien Conseiller général de la Seine, ancien Conseiller de Paris, est décédé le 7 octobre 2010.

(Les conseillers se lèvent).

Avocat, M. Roux, fit partie, en 1954, du cabinet du Secrétaire d'État aux P.T.T. du Gouvernement Pierre Mendès-France.

Il fut ensuite élu, sous l'étiquette U.N.R., Député du 15e arrondissement de Paris en 1958 et réélu constamment jusqu'en 1978.

Il siégea dans notre Assemblée de 1965 à 1977. Il était membre de la Commission de la jeunesse et des sports et de la Commission du travail et du chômage de 1965 à 1971 et il siégea à la Commission des affaires culturelles et à la Commission du règlement de 1971 à 1977.

En outre, il présida l'Institution interdépartementale des barrages-réservoirs de 1974 à 1977.

Au nom du Conseil de Paris et en mon nom personnel, je veux exprimer à sa famille et à ses proches les condoléances de notre Assemblée.

(L'Assemblée, debout, observe une minutes de silence).

Nous avons appris aussi la disparition survenue le 10 novembre de Bernard Guyomard, ancien Sénateur, ancien Conseiller de Paris et adjoint au Maire.

(Les Conseillers se lèvent).

Administrateur civil, M. Guyomard fut directeur du cabinet du Président du Sénat de 1972 à 1989, ainsi que directeur de cabinet du Président de la République par intérim, Alain Poher, en 1974.

Il fut élu Conseiller de Paris dans le 17e arrondissement en 1983 et réélu en 1989. Il siégea sur les bancs du groupe "Paris Liberté". Durant cette période, il fut adjoint au Maire du 17e arrondissement et, de 1983 à 1989, adjoint au Maire de Paris.

Par ailleurs, il fut Conseiller régional d'Ile-de-France de 1983 à 1986.

Au nom du Conseil de Paris et en mon nom personnel, j'exprime à l'ensemble de sa famille et à tous ses proches les condoléances de notre Assemblée.

(L'Assemblée, debout, observe une minute de silence).

Enfin, mes chers collègues, nous avons appris avec beaucoup de tristesse la disparition survenue le 11 novembre dernier de Manuel Diaz, ancien Maire de Millau, ancien Conseiller de Paris, ancien adjoint au Maire de Paris.

(Les Conseillers se lèvent).

Fils de républicains espagnols qui s'installèrent à Millau en 1936, il demeura toujours très attaché à cette ville et au Département de l'Aveyron.

Durant la Seconde guerre mondiale, il participa activement à la Résistance et combattit dans l'armée d'Afrique en qualité de sous-lieutenant d'infanterie.

Après avoir milité durant 25 ans à la S.F.I.O., il rejoignit en 1973 le Mouvement des radicaux de gauche dont il devint membre du bureau national en 1975.

Ensuite, il adhéra au parti radical valoisien dont il fut vice-président.

En 1983, M. Diaz fut élu Conseiller de Paris dans le 17e arrondissement, réélu en 1989 et en 1995. Il siégea sur les bancs du groupe "Rassemblement pour Paris".

Il fut adjoint au Maire de Paris de 1984 à 2001, en charge des anciens combattants.

Manuel Diaz laisse le souvenir d'un homme généreux, fidèle à des convictions profondément républicaines, attaché à une certaine idée du bien commun et, j'en témoigne, une idée du bien commun qui dépassait les clivages partisans.

Au nom du Conseil de Paris et en mon nom personnel, je veux exprimer à l'ensemble de sa famille et à tous ses proches les condoléances de notre Assemblée.

(L'Assemblée, debout, observe une minute de silence).

Je vous en prie, Madame…

Mme Fabienne GASNIER. - Monsieur le Maire, Monsieur le Préfet, mes chers collègues.

Le 10 novembre dernier, Bernard Guyomard nous quittait. Il me revient aujourd'hui au nom du groupe "Centre et Indépendants" le douloureux privilège d'évoquer la mémoire d'un homme qui a été pour nous un exemple.

Entré très tôt au M.R.P., il afficha ses convictions européennes et centristes tout au long de sa vie publique qu'il entama par la carrière administrative avant d'être attiré par la vie politique, tout d'abord au Sénat pendant de longues années, auprès du Président Alain Poher dont il fut le directeur de cabinet et qu'il suivit par deux fois dans l'exercice de l'intérim de la présidence de la République.

En 1989, il devint Sénateur de Paris, Vice-président du groupe de l'union centriste et développa en sa qualité de législateur ses compétences au sein de la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, dont il fut rapporteur pour avis du budget.

Elu du 17e arrondissement, adjoint au Maire du 17e, il était ancré dans la vie locale et très à l'écoute de ses habitants dont il fut le porte-parole au Conseil de Paris.

Conseiller de Paris, adjoint au Maire de Paris, Conseiller régional, il s'est souvent battu dans cette enceinte pour défendre "son 17e".

Humaniste, nous conserverons de lui l'image d'un homme ayant une influence discrète mais réelle et certaine, dont les jugements étaient toujours respectés et empreints d'équité.

C'est en perpétuant ses convictions européennes et centristes que nous apporterons le meilleur hommage à sa mémoire.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup, Madame.

Je crois que Mme DUMAS souhaite aussi dire quelques mots.

Mme Catherine DUMAS. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, je me fais le porte parole de notre groupe pour rendre aujourd'hui un hommage à un ancien élu de Paris mais aussi à un ami, je veux parler de Manuel Diaz.

Manuel Diaz, fils de réfugiés républicains espagnols, vous l'avez dit, était arrivé en Aveyron à l'âge de 15 ans.

Il fut le Maire de Millau entre 1977 et 1983 et s'investit énormément dans cette ville, notamment par le jumelage avec la ville espagnole de ses racines, Sagonte.

En 1983, Manuel Diaz devient élu de Paris du 17e arrondissement jusqu'en 2001.

Il a été notamment adjoint au Maire de Jacques CHIRAC puis de Jean TIBÉRI en 1995.

Grande figure du parti radical, membre éminent de son bureau national, il était encore il y a peu le conseiller très apprécié de Jean-Louis BORLOO.

Enfin, parallèlement à une vie politique intense, il a été un pionnier du monde des travaux publics avec une très grande réussite professionnelle.

Manuel ne s'engageait pas à la légère, c'était un homme de confiance, un homme généreux, sur lequel on pouvait compter.

Il allait jusqu'au bout de ses responsabilités, n'acceptait ni compromis ni défaite, toujours avec le sourire.

Aujourd'hui, le Conseil de Paris a perdu un ami très cher et nous exprimons notre tristesse et présentons nos condoléances à sa famille.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Madame.

Félicitations.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je change de registre pour adresser nos félicitations à M. Jean-Pierre LECOQ qui vient d'être promu officier dans l'Ordre national du Mérite.

(Applaudissements).

Souhaits de bienvenue.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je voudrais aussi souhaiter la bienvenue dans notre Assemblée à Claire MOREL qui, conformément aux dispositions du Code électoral, a remplacé notre collègue Philippe TORRETON, démissionnaire.

Bienvenue, chère Claire.

(Applaudissements).

Adoption de comptes rendus.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, le compte rendu intégral de la séance des lundi 18 et mardi 19 octobre 2010 a été publié.

Le compte rendu sommaire de la séance des lundi 15 et mardi 16 novembre 2010 a été affiché.

Avez-vous des observations sur ces documents ?

Il n'y en a pas.

Ils sont donc adoptés.

Discussion budgétaire Ville et Département.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons donc au budget de la Ville et du Département de Paris.

Intervention de M. le Maire de Paris.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vais vous donner un peu mon sentiment sur ce budget.

Mes chers collègues, un budget, c'est d'abord une hiérarchie des priorités, c'est-à-dire des choix assumés.

En vous présentant ce matin le projet de budget de notre collectivité pour 2011, je renonce donc d'emblée à l'exhaustivité. Je tiens en revanche à tracer quelques grandes lignes qui identifient notre politique et qui peuvent s'exprimer en quatre mots : solidarité, diversité, dynamique, exigence.

J'ai envie de rajouter silence, mais bon.

Solidarité, diversité, dynamique et exigence.

Solidarité d'abord. L'effort social de notre collectivité a augmenté de près de 75 % depuis 2001 pour s'élever aujourd'hui à plus de 2 milliards d'euros.

Cet élan sera accéléré parce que la crise n'est pas finie et que les Parisiens en subissent de plein fouet les conséquences.

Dans ce contexte, la solidarité passe notamment par des moyens pour aider au retour à l'emploi.

Certes, depuis bientôt deux ans, le taux de chômage parisien est passé pour la première fois depuis 20 ans en dessous du taux national, il s'établit à 8,7 % contre 9,3 % au plan national.

Mais cela reste évidemment trop élevé et nous devons continuer à mobiliser tous les instruments disponibles.

Au-delà même de l'augmentation des crédits attribués aux allocations R.S.A. qui passent à 310 millions d'euros, nous renforcerons les moyens du plan départemental d'insertion et nous intensifierons notre action dans le secteur de l'économie sociale et solidaire.

Dans la mesure de ses compétences et parfois même au-delà, la collectivité parisienne, et ce budget l'atteste, veillera donc à être présente auprès de tous ceux qui attendent d'elle protection et soutien.

Mais la solidarité, c'est aussi plus simplement encore, protéger les plus vulnérables, et je pense en particulier aux enfants en situation de solitude ou de détresse sociale.

Les crédits de l'Aide sociale à l'enfance, qui soutiennent 26.000 jeunes, seront ainsi sensiblement augmentés, avec notamment une hausse de plus de 8 % des sommes destinées aux mineurs étrangers isolés.

Ces enfants, de plus en plus nombreux dans notre ville, sont en effet dans une situation souvent dramatique et l'État, sur ce sujet comme sur tant d'autres, n'assume pas ses responsabilités.

Mais au-delà même de la solidarité, Paris doit être une ville diverse.

Car la vie d'une métropole, c'est une multiplicité d'origines, de générations et de cultures.

Cette diversité doit d'abord être sociale, et la réalisation de cet objectif passe par une politique déterminée en faveur du logement.

Je réaffirme ici notre volonté d'atteindre en 2014, en 2014, les 20 % de logements sociaux, soit avec six années d'avance sur les échéances fixées par la loi S.R.U.

En 2011, 6.000 logements supplémentaires seront bien financés, et nous renforcerons les moyens du dispositif "Louer Solidaire", de même que ceux de "Paris Logement", qui soutient sous condition de ressources les Parisiens qui consacrent plus de 30 % de leurs revenus à leur loyer.

Comme je vous l'avais annoncé lors de notre précédente séance, ce dispositif, qui est venu en aide à 35.000 foyers en 2010, sera étendu aux retraités et aux personnes handicapées.

Nous en débattrons lors de notre prochaine séance, mais pour amorcer dès maintenant cette nouvelle mesure, 2 millions d'euros supplémentaires ont été inscrits à cette fin dans le budget primitif.

Car le problème du logement dans notre ville, qui compte plus de 60 % de locataire, c'est bien sûr avant tout l'envolée des loyers.

Aussi, je le répète, nous souhaitons expérimenter dans la Capitale un dispositif d'encadrement des loyers à la première location et au changement de locataire. Il faut pour cela que l'Etat prenne les dispositions législatives et réglementaires nécessaires.

De même, nous attendons du Gouvernement qu'il débloque les emprises foncières qui permettraient de construire plus de 5.000 logements avant 2014.

Cette décision, que je réclame avec insistance, aurait une influence très positive sur l'offre de logements alors que la spéculation immobilière se nourrit précisément de la rareté.

Cela contribuerait aussi à renforcer la diversité sociale de Paris.

Mais la diversité est aussi celle des générations. Nous voulons une ville pour tous les âges de la vie. Ainsi, en 2011, 55 millions d'euros seront investis dans les crèches. Et en 2014, Paris comptera bien 10.300 berceaux de plus qu'en 2001, ce qui représente une augmentation de plus de 50 % par rapport à 2001.

Quant aux écoles, 108 millions d'euros leur seront consacrés l'année prochaine en investissements, notamment pour la restructuration des groupes scolaires Binet, dans le 18e, Keller-Bullourde dans le 11e, et Olivier-de-Serres dans le 15e.

A l'autre bout de la vie, pour le soutien à nos aînés, le C.A.S.-V.P. ouvrira en 2011 trois nouveaux établissements pour les personnes âgées dépendantes. Car c'est bien notre ambition : faire de Paris une ville accueillante pour tous sans distinction d'aucune sorte.

Solidaire, diverse, notre Capitale doit aussi être dynamique, et le budget 2011 traduit pleinement cette part de notre identité.

Dynamique urbaine avant tout.

Parmi la quarantaine de projets importants engagés, je citerai les Halles, mais aussi Boucicaut, Saint-Blaise, et les opérations dans les Z.A.C. "Batignolles", "Paris Rive gauche" et "Paris Nord-Est", et bien sûr, le réaménagement des voies sur berges, qui restituera à tous les amoureux de Paris ce site unique entre tous.

Oui, Paris aura changé en 2014, dans le respect scrupuleux de son patrimoine mais avec le souci de l'avenir, c'est-à-dire notamment la prise en compte du défi climatique.

Dans cet esprit, nous continuerons de créer des espaces verts, et 46 millions d'euros sont prévus à cet effet pour 2011.

Dans cet esprit toujours, nous intensifierons notre politique de diversification des moyens de transport, qui a déjà produit des effets très concrets.

Nous voulons que chacun ait le choix de son mode de déplacement. En dehors du tramway, dont la prolongation se poursuivra évidemment, 2011 sera l'année d'Autolib'.

Cette véritable nouveauté dans la façon de concevoir la métropole moderne est menée en partenariat avec 38 collectivités voisines, qu'elles soient socialistes, communistes, Nouveau Centre ou U.M.P. Seuls les élus de la Droite parisienne ont choisi, et je le regrette, de rester en dehors de cette dynamique.

Il est vrai qu'ils étaient aussi contre le tramway, contre "Paris Métropole" et qu'ils sont aujourd'hui contre le projet des voies sur berges que nous menons là encore avec des élus de l'agglomération venus de toutes les familles politiques.

Mais chacun est libre de choisir comme il l'entend, ce que je crois être le vrai choix, entre l'immobilisme et le mouvement, l'anachronisme et l'innovation.

Et on peut toujours aller chercher son inspiration à l'Élysée plutôt qu'auprès des Parisiens.

(Applaudissements).

Non, je ne suis vraiment pas jaloux.

Mes chers collègues, puisque je parle…

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - C'est toujours la même chose.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Restez détendus : il y en aura d'autres. Comme j'essaie d'être détendu parfois pendant vos interventions, et j'y ai quelque mérite.

Mes chers collègues, puisque je parle d'innovation, l'examen de ce budget est pour moi l'occasion de faire un point sur un sujet où j'ai été souvent contesté par l'opposition, c'est l'un des engagements importants que j'avais pris devant les citoyens avant les dernières municipales.

Entre 2008 et 2014, nous aurons bien consacré un milliard d'euros à la recherche, aux universités et aux entreprises innovantes.

D'ailleurs, la moitié de cette somme est déjà engagée à ce moment de notre mandat.

Avec l'impulsion donnée à de grands équipements comme l'Institut de la vision ou l'Institut du cerveau et de la moelle, ou avec le soutien aux P.M.E., des pépinières et des incubateurs continuent en outre à ouvrir leurs portes. Ce sera le cas en 2011, entre autres, rue des Poissonniers ou rue du Chemin-Vert.

Et nous maintiendrons bien sûr notre contribution au dynamisme universitaire de Paris et à la recherche sous toutes ses formes, en particulier en menant à bien le projet de l'Institut d'études avancées et en poursuivant le grand chantier de rénovation de la bibliothèque de la Sorbonne.

Bien entendu, l'ensemble de ces projets coûte cher, et rien ne serait possible sans une gestion très sérieuse de nos finances.

C'est pourquoi, au service de la solidarité, de la diversité et de la dynamique de Paris, nous mettons une très grande exigence.

Celle-ci s'applique d'abord à nos dépenses de fonctionnement.

Les charges à caractère général seront ainsi en 2011 en légère diminution, ce qui représente un effort considérable, si l'on considère l'ensemble des équipements et services qui seront ouverts.

Quant aux emplois, ils seront stabilisés, les besoins nouveaux étant pourvus par redéploiement. A l'heure où le Gouvernement gèle la valeur du point Fonction publique, nous voulons préparer, au terme d'une négociation que j'ai confié à Maïté ERRECART - elle est d'ailleurs déjà lancée avec les syndicats - un train de mesures destinées avant tout à renforcer le pouvoir d'achats de nos agents dont les revenus sont les plus bas, et à améliorer les conditions de travail de tous.

De même, nous poursuivrons, sous l'autorité de la Secrétaire générale, les réformes structurelles de notre administration. A cet égard, je rappelle que la mise en place de la Direction des achats a permis des économies de quelques 15 millions d'euros sur les marchés passés entre octobre 2009 et octobre 2010. Cette impulsion se poursuivra.

Mes chers collègues, ce budget a été établi dans un contexte de très grande incertitude, liée notamment au comportement de l'Etat. D'abord, celui-ci s'obstine à refuser aux Parisiens un droit constitutionnel : la compensation intégrale de toutes les dépenses correspondant aux compétences transférées aux collectivités locales.

La dette de l'Etat envers de Paris s'élève aujourd'hui à 470 millions d'euros et il a fallu que nous allions devant la Justice pour que l'Etat consente enfin à prendre sa part du financement de la Maison départementale des personnes handicapées.

Mais il faut ajouter à cela la suppression de la taxe professionnelle, qui est conduite d'une façon extrêmement confuse. Les entreprises parisiennes devront, au titre du nouveau dispositif envisagé, verser une contribution deux fois supérieure - je dis bien : deux fois supérieure - à ce qu'elles acquittaient jusqu'à présent, et ce matraquage ne profitera évidemment pas aux finances de la Ville.

Je ne suis pas sûr que les acteurs économiques parisiens aient clairement pris conscience de ce danger et je souhaiterais que les parlementaires, qui ont voté cette réforme, ne fuient pas leurs responsabilités. Non seulement donc l'Etat affaiblit les collectivités locales, mais ils bride la compétitivité des entreprises de Paris.

En dépit de ces réalités, notre budget se veut volontariste et sérieux. Il est édifié sur trois principes.

Premièrement, nous ne toucherons plus au taux des impôts locaux. Les hausses de 2009 et 2010 auront donc été les seules en treize ans.

Rappelez-vous de ce que je viens de dire sur la taxe professionnelle et sur l'effet sur les entreprises parisiennes : un doublement de leur contribution ! Ce qui permet de relativiser les deux années d'augmentation d'impôts locaux à Paris en treize ans et qui permettent à Paris de rester la ville où les contribuables sont les moins imposés de toutes les grandes villes de France.

Deuxièmement, nous maintiendrons un endettement modéré. D'ailleurs, je lisais ce matin dans un journal que nous n'étions pas assez endettés. Et la semaine dernière, je lisais dans un autre journal que nous étions vraiment dans une situation catastrophique !

Nous devons être, cher Bernard GAUDILLÈRE, sur l'équilibre du sérieux. Nous allons donc maintenir un endettement modéré. Le plafond d'emprunt prévu au budget 2011 s'élèvera à 770 millions d'euros. Même s'il était intégralement utilisé, cela laisserait notre ville à un niveau d'endettement très raisonnable : 45 % de nos recettes de fonctionnement contre 80 % en moyenne dans les grandes villes.

Troisième principe, nous investirons encore de façon résolue. L'investissement avait doublé entre 2001 et 2008. Il a augmenté depuis de 18 % en moyenne annuelle, et il s'élèvera en 2011 à près de 1,7 milliard d'euros. Nous ne relâcherons pas cet effort parce que c'est, pour Paris, un gage de progrès.

Mes chers collègues, le budget qui vous est présenté ce matin exprime dans sa diversité le dynamisme de notre Ville.

Je tiens à remercier toutes celles et tous ceux qui y ont contribué, au premier rang desquels tous les agents de notre collectivité et bien sûr la Direction des finances.

J'exprime une nouvelle fois ma gratitude à l'ensemble de l'Exécutif, qui a contribué à l'élaboration de ce budget, et bien sûr tout particulièrement à Bernard GAUDILLÈRE, qui comme toujours a conduit la préparation de ce budget avec beaucoup d'intelligence, de discernement et de sens des priorités.

(Applaudissements).

Et à vous tous, mes chers collègues, je veux dire, sans aucun spleen, ma confiance totale dans le mouvement de Paris.

Merci.

(Applaudissements).

Interventions des orateurs.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous avons l'habitude de l'organisation des débats sur le budget et nous allons d'abord entendre, une dizaine de minutes, un orateur par groupe. Après quoi Bernard GAUDILLÈRE fera une première réponse au nom de l'Exécutif, puis le débat reprendra.

Je vous rappelle que tous les vœux et amendements doivent être argumentés pendant ce débat général, et il y aura une deuxième réponse de l'Exécutif aux alentours de 16 heures ou 16 heures 15.

Je donne d'abord la parole à Sylvain GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, le budget primitif pour l'année 2011 qui nous est proposé est conforme aux orientations budgétaires, sur lesquelles nous avons débattu en octobre dernier, et en cohérence avec les engagements de notre municipalité pour cette mandature.

Aussi le groupe "Europe Ecologie - Les Verts" et apparentés votera bien entendu ce budget qui nous est proposé, qui est un budget centré sur des priorités importantes.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle notre groupe a déposé cette année un nombre relativement limité de propositions d'amendements et de vœux budgétaires. Ceux-ci vous seront présentés plus en détail par d'autres élus du groupe dans les prochaines interventions.

Notre groupe est satisfait que l'effort que nous déployons depuis 2001 dans le domaine social et de la solidarité se poursuive et même s'intensifie dans divers domaines.

Si des gens pouvaient s'arrêter de parler…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Exactement. Arrêtez le compteur, s'il vous plaît.

Je voudrais que l'on écoute absolument tous les orateurs. Nous allons être tous, à un moment ou à un autre, agacés, mais écoutons tout le monde sereinement.

M. Sylvain GAREL. - Surtout que je n'ai encore rien dit d'agaçant pour l'instant !

(Rires).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Oui, pour moi, mais peut-être pour d'autres... Donc, on va tous se supporter aimablement et démocratiquement.

Sylvain GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Le budget social de Paris, vous l'avez rappelé, sera de 2 milliards d'euros en 2011. Ainsi, par ce budget, notre Municipalité se montre volontaire et ambitieuse en matière de construction de logement social, de résorption de l'habitat insalubre et d'hébergement d'urgence et de réhabilitation des foyers de travailleurs migrants.

Cela avait été réaffirmé lors du débat que nous avons eu le mois dernier sur le programme local de l'habitat de Paris, et cela se traduit en termes de choix budgétaires clairs. Notre collègue René DUTREY interviendra sur cette question ultérieurement.

Après des années d'immobilisme, sous la précédente majorité municipale, nous poursuivons également notre politique et amplifions notre effort en direction des populations les plus fragilisées, que ce soit dans le domaine de l'aide alimentaire et d'urgence, de l'accueil des réfugiés, où à Paris nous payons l'inconséquence du Gouvernement avec la fermeture de Sangatte et le démantèlement de la "jungle de Calais", d'aide sociale à l'enfance, de soutien aux personnes âgées dépendantes et aux personnes en situation de handicap, ou des jeunes avec le réseau des missions locales. Et cela, les Parisiennes et les Parisiens le savent et l'apprécient.

Notre Municipalité continue, par ailleurs, de soutenir les centres de planification et d'éducation familiale, pourtant malmenés et fragilisés par une politique gouvernementale absolument incompréhensible et scandaleuse dans ce domaine.

Nous saluons, bien entendu, les efforts de notre municipalité en matière d'accueil de la petite enfance. L'objectif, fixé en début de mandature d'augmenter de 50 % les places proposées en crèche d'ici 2014, sera atteint. Nous nous en réjouissons car cela répond, encore une fois, à une forte attente et une forte préoccupation de nombreuses familles.

Face à cela, nous ne pouvons, une nouvelle fois, que regretter, comme vous, le fait que l'Etat, non content de mener une politique sociale hasardeuse et profondément révoltante par une casse systématique du service public dans différents domaines, ne soit pas au rendez-vous en matière de dotations et de paiement des transferts de compétence.

A force de le marteler, il faudra bien que l'Etat rende des comptes et s'acquitte des sommes dues ou, plus probablement, du moins nous l'espérons, qu'un changement de majorité au niveau national en 2012 permette, entre autres, de rétablir ces équilibres et cette justice budgétaire.

D'ailleurs, il est intéressant de noter que, suite à l'annonce faite par le Premier ministre du gel des dotations aux collectivités locales en 2011 et pour les trois prochaines années, nombreuses ont été les collectivités locales à réagir fortement, et pas seulement des collectivités dirigées par la Gauche. Ainsi, certaines collectivités locales menacent désormais l'Etat de recours pour sa sous-compensation de la décentralisation, comme la Région Ile-de-France, mais aussi plus récemment comme un nombre important de départements, menaçant de saisir les tribunaux administratifs pour les compensations insuffisantes concernant les allocations transférées que sont l'A.P.A., la P.C.H. ou le R.S.A.

En matière d'investissement, vous l'avez souligné, Monsieur le Maire, notre Municipalité se montre conséquente et volontaire : 1,7 milliard d'investissement prévu pour l'année 2011. En temps de difficultés économiques et financières, cela est à saluer.

Cependant, vous le savez, nous l'avons indiqué de nombreuses fois lors de nos échanges dans ce domaine, les choix sont cruciaux.

Ainsi, lorsque la Ville investit dans le logement, dans les équipements de proximité, sportifs ou culturels, les crèches, pour la construction ou la rénovation d'écoles, la création de couloirs de bus et de pistes cyclables, ou encore dans des projets plus conséquents, tels que le tramway, le réaménagement de la place de la République ou le projet d'aménagement des voies sur berges, même si à nos yeux ce projet est encore trop timide, nous approuvons et soutenons totalement et sans réserves ces choix.

Cependant, nous sommes beaucoup plus réservés, et c'est bien entendu un euphémisme, lorsque la Ville consacre des sommes pharaoniques au projet des Halles, pour la construction de la Canopée ou la rénovation des zones commerciales, alors que, selon nous, l'urgence et la priorité absolue sont la rénovation du pôle transports. De même, devions-nous une nouvelle fois engager de telles sommes pour la destruction-reconstruction du stade Jean Bouin ou le lancement d'Autolib' ? Nous avons eu ces débats précédemment et vous n'avez pas souhaité revenir sur ces décisions. Comme beaucoup de Parisiens, nous le regrettons.

Différents élus du groupe E.E.L.V.A. présenteront dans les prochaines interventions les propositions budgétaires portées par notre groupe dans différents domaines ; des propositions destinées essentiellement à rendre ce budget plus écologiste et plus social et en plus grande cohérence avec nos engagements.

Nous souhaitons insister notamment sur deux volets.

Le premier concerne notre demande pour un engagement de la Ville pour la création d'une S.E.M. "Energie". Pourquoi ?

Pour atteindre les objectifs du Plan climat à l'horizon 2020, c'est-à-dire couvrir 25 % de la consommation énergétique du territoire de Paris par des énergies renouvelables, réduire de 25 % la consommation énergétique de la Capitale, lutter contre la précarité énergétique et déployer 200.000 mètres carrés de panneaux photovoltaïques. C'est le simple respect de vos engagements, de nos engagements électoraux. Alors que l'Etat se désengage d'une politique environnementale et particulièrement dans l'aide aux énergies renouvelables, la création d'un outil efficace et d'envergure régionale est indispensable pour atteindre nos objectifs et serait, par ailleurs, un signal politique fort.

En effet, notre proposition de créer une S.E.M. "Energie" viendra à la fois renforcer le potentiel de développement des énergies renouvelables, notamment solaires, dans la Capitale et explorer la piste des montages en tiers investisseurs, facilitant le passage à l'acte des propriétaires, privés ou publics, pour une amélioration de l'isolation thermique des bâtiments.

Nos objectifs en termes d'énergies renouvelables ne pourront être atteints dans une réflexion se limitant à Paris intra muros. La diminution des gaz à effet de serre...

M. LE MAIRE DE PARIS. - S'il vous plaît ! Il y a un bruit de fond absolument insupportable.

M. Sylvain GAREL. - Merci.

Je reprends.

La diminution des gaz à effet de serre (se prémunir contre les hausses du prix de l'énergie et la création d'emplois et des filières économiques résultant directement du développement des énergies renouvelables) ne s'arrête pas à la frontière du périphérique. Notre politique de production d'énergie renouvelable doit donc se développer sur un territoire plus large que Paris et doit nous inciter à travailler étroitement avec les autres collectivités.

Concernant le tiers investissement, il faut avoir à l'esprit que le passage à l'acte pour lancer des réhabilitations thermiques n'est pas immédiat, quels que soient les propriétaires concernés. Les travaux sont souvent d'ampleur et invisibles. Ainsi, faire financer les investissements d'aujourd'hui par des économies de fonctionnement des années à venir nous semble la voie à emprunter pour faciliter le lancement des opérations de réhabilitation thermique.

La dimension métropolitaine de ces enjeux est incontestable et nous considérons que cette S.E.M. "Energie" doit s'ouvrir aux collectivités d'Ile-de-France, la Région mais aussi les intercommunalités voisines de Paris. Elles ont d'ailleurs fortement manifesté leur volonté d'une action commune sur ces questions.

Voilà pourquoi le groupe E.E.L.V.A. demande un engagement fort et ferme de notre collectivité.

Le second volet concerne différentes propositions ayant trait aux espaces verts : plantations d'arbres d'alignement, entretien des espaces verts et jardins partagés.

Nous avions déjà souligné, lors du débat sur les Orientations budgétaires, et lors du Budget primitif de l'année dernière, nos inquiétudes quant au budget dégagé dans ce domaine. Ce sont des propositions importantes, car on ne peut annoncer d'un côté l'objectif ambitieux de créer 30 nouveaux hectares d'espaces verts dans la mandature et ne pas se donner réellement les moyens de poursuivre une gestion et un développement satisfaisant dans ce secteur. C'est important et, vous le savez, les Parisiennes et les Parisiens y sont très sensibles. Cela a motivé les différentes propositions déposées par notre groupe et qu'Yves CONTASSOT présentera dans quelques minutes.

Ce budget, Monsieur le Maire, est un bon budget et deviendra même un excellent budget une fois que vous aurez intégré les propositions des Ecologistes.

Je vous en remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes EELVA, socialiste, radical de gauche et apparentés et Communiste et élus du Parti de Gauche).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je veux très brièvement vous redire publiquement ce que je vous ai dit la semaine dernière.

Nous tiendrons tous nos objectifs en matière d'énergies renouvelables, notamment les objectifs du Plan climat et notamment les panneaux photovoltaïques, la géothermie, etc. Simplement, pas besoin de mettre beaucoup d'argent dans une société d'économie mixte dont on ne connaît pas encore les objectifs, qui n'est pas créée. En revanche, je suis tout à fait prêt à ce que nous nous associons avec la Région et les collectivités locales pour faire cela ensemble mais quand on connaîtra l'instrument. L'instrument n'est absolument pas connu aujourd'hui et je ne veux pas que l'incertitude sur l'instrument ralentisse nos propres efforts sur les énergies renouvelables.

Donc, c'est une conception différente en termes d'organisation de l'entreprise publique ; ce n'est pas du tout une différence dans la détermination, Monsieur GAREL, et je vous le prouverai.

La parole est à Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, je voudrais tout d'abord dire qu'il y a lieu de se réjouir de cette présentation du budget 2011.

En effet, c'est un budget fidèle à nos engagements, ceux-là même qui nous ont valu d'être élus.

Et une fois de plus, une fois encore, nous aurons l'occasion d'y revenir, ce budget nous donne l'occasion de voir l'écart entre ce que nous faisons et ce que fait la Droite au sommet de l'Etat. Il suffit de regarder ce que fait le Gouvernement en ce moment.

Jugez plutôt : en ces temps de crise, la Ville de Paris a fait le choix de relever la contribution des propriétaires par le biais de la taxe foncière, ce qui nous permet aujourd'hui d'investir 2 milliards d'euros dans la solidarité. L'Etat, pour ce qui le concerne, rogne sur les dépenses sociales pour consolider le bouclier fiscal et remettre en cause l'impôt sur la fortune.

Voilà donc deux logiques ! Deux logique incompatibles : l'une consiste à répondre aux besoins de tous, et d'abord des plus vulnérables, l'autre abandonne le plus grand nombre à son sort et protège les juteux dividendes de ses riches amis.

Le clivage entre la Droite et la Gauche est donc bien visible.

La bonne santé financière de Paris, cependant, n'est pas une fin en soi. Le but n'est pas de satisfaire à une certaine orthodoxie comptable mais de servir les Parisiennes et les Parisiens, touchés depuis plusieurs années par une maladie qui redouble d'intensité et que la crise aggrave : je veux parler du logement, bien sûr, rendu inabordable par une spéculation immobilière, spéculation qui fait d'un appartement pour une famille aux revenus moyens une denrée aussi rare qu'une vérité dans un discours du président de la République.

Au troisième trimestre de l'année 2010, nous avions déjà battu un triste record : celui du prix au mètre carré supérieur à 7.000 euros pour la première fois depuis 2008. Au quatrième trimestre, selon la Chambre des notaires, Paris affiche une moyenne de 7.500 euros au mètre carré, soit une augmentation de 20 % en un an. Et rien n'indique, je cite le président de la Chambre des notaires, que "la courbe va s'inverser ou s'aplatir".

En un an, j'aimerais savoir combien de Parisiens ont vu leurs revenus augmenter d'autant, c'est-à-dire de 20 % !

La situation est donc préoccupante sur ce point-là.

En 1ère Commission, l'adjoint chargé des finances a avancé le chiffre de 927 millions d'euros de recette des droits de mutation cette année. Ce sont donc plus de 150 millions d'euros supplémentaires, par rapport à 2010, que le groupe Communistes et élus du Parti de gauche veut voir utiliser prioritairement pour le logement. C'est une question de logique et de justice. Cet argent vient de la spéculation immobilière, il doit être rendu aux victimes de la spéculation immobilière. La projection prudente qui nous annonce 750 millions d'euros pour 2011 a de fortes chances d'être sous-estimée. Là aussi, tout excédent devra permettre un meilleur accès au logement pour les Parisiens.

Toutes les énergies doivent être mobilisées pour faire face à une situation sans précédent, sur le point d'engendrer un véritable "apartheid social".

Je ne peux, ainsi, que me réjouir de l'accord des trois groupes de la majorité municipale sur un amendement qui va nous permettre de porter à 100 millions d'euros, la part du compte foncier dédiée au logement social. Chaque logement social construit est un logement que l'on sauve de la spéculation immobilière, chaque ménage ainsi relogé compte. La Gauche ne pouvait que se retrouver sur ce thème et je suis heureux que ce soit le cas aujourd'hui.

Mais c'est un premier pas que la Droite ne pouvait s'empêcher de crocheter.

Je ne me faisais certes pas d'illusion, mais, quand même, la décence qu'impose une situation aussi grave invitait à la retenue, juste pour une fois, mais non, pas de décence, pas de retenue, on avait déjà vu le budget du ministère du Logement réduit à peau de chagrin, depuis le projet de loi de finances 2011, on connaissait la scandaleuse taxe sur les organismes H.L.M. pour compenser le désengagement de l'État qui consiste à faire régler la facture de la solidarité par les plus précaires.

On savait tout cela, et pourtant, la Droite et l'État font la démonstration d'une créativité sans limite. La dernière en date est d'une mesquinerie abyssale, pathétique et consternante dans son habileté fiévreuse à fuir ses responsabilités.

La loi impose 20 % de logements sociaux dans les communes de plus de 3.500 habitants. Elle nous y contraint à l'horizon 2011.

A Paris, vous l'avez rappelé, Monsieur le Maire, l'une des villes les plus chères du monde, où, je viens de le rappeler, les prix ont explosé, la Municipalité presse le pas pour atteindre cet objectif dès 2014. Il s'agit d'une urgence sociale validée par le suffrage universel. Les Parisiens nous ont élus pour cela, parce qu'ils connaissent la situation et parce qu'ils connaissaient nos engagements dans ce domaine, parce qu'ils vivent la situation que nous connaissons aujourd'hui et qu'elle est incontestablement dramatique, tout le monde en conviendrait, tout le monde sauf quelques irréductibles prêts à tout pour protéger la "gentrification" de Paris.

Dernier héro de cette véritable lutte de classe : le Préfet de Région qui a donné récemment de la voix pour le compte de l'État. Que nous dit-il ? Qu'il n'y a aucune raison de se presser, que les logements sociaux, l'État ne les co-financera pas au rythme où nous le souhaitons. En pleine crise du logement, on nous explique que nous voulons en faire trop, que nous voulons aller trop vite, à moins de quelques aménagements, bien sûr, parce que c'est un chantage, la solidarité, désormais.

L'État veut nous imposer deux conditions. La première, c'est que nous donnions la priorité au logement intermédiaire, alors même que 7 Parisiens sur 10 sont éligibles au logement social, c'est-à-dire alors que tous les locataires potentiels sont pris en compte. On finirait par croire que le but de l'État n'est pas de favoriser les classes moyennes, mais d'empêcher les plus pauvres d'accéder au logement. Voilà la réalité du discours du Préfet de Région !

Et le Préfet de Région adjoint une seconde condition : il nous dit d'arrêter de préempter des immeubles occupés à l'Ouest de Paris. Autrement dit, il nous incite à mettre fin, définitivement fin, à toute tentative de rééquilibrage du logement social à Paris.

A ce titre, cette séance du Conseil va nous donner, encore une fois, une occasion de dénoncer la logique du ghetto de riches de nos collègues de Droite, car certains dans cet hémicycle sont décidément incorrigibles.

La Droite du 16e arrondissement s'est encore une fois distinguée par le pire, en votant, en Conseil d'arrondissement, contre un projet de 47 logements sociaux rue Chardon-Lagache. J'imagine que ces élus ont eu la curiosité de voir à quelle population ces logements sont destinés : personnes isolées, familles monoparentales et victimes de violences en sortie d'hébergement temporaire. C'est vrai que cela leur fait peur, sans doute.

Décidément, le combat en faveur du logement pour tous est un combat qui nous oppose, mais les Parisiens nous ont élus pour cela, pour le logement, pour le logement pour tous, et le mépris de la Droite et les cris d'orfraie que l'on entend régulièrement dans cet hémicycle n'y changeront rien, car c'est de cela qu'il s'agit, avouez-le, pour une fois, du combat de quelques irréductibles qui n'ont pas digéré…

(Brouhaha).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Attendez une seconde !

Je m'attends à ce que, tout à l'heure, d'autres choses soient dites qui en agacent d'autres…

M. Jean-François LAMOUR. - Il faut qu'il arrête !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur LAMOUR, je ne conseille pas de qualifier la forme, donc je voudrais bien que l'on écoute tout le monde.

M. Jean-François LAMOUR. - Il faut l'exprimer calmement, c'est tout.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Déjà, vous n'avez pas écouté mon intervention, moi, je suis plus humble, mais, au moins, écoutez toutes les interventions, comme je veillerai à ce que l'on écoute les vôtres ! Cela risque de ne pas être plus facile.

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - C'est faux !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Pourquoi ? Vous ne dites jamais rien de faux, vous ?

Alors, Monsieur BROSSAT tout seul ?

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Corrigez-le…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Et puis quoi encore ?

Allons ! Ce n'est pas notre culture.

Monsieur BROSSAT ?

M. Ian BROSSAT. - Ce serait quand même paradoxal que vous contribuiez, en m'interrompant, à allonger le temps de parole du groupe Communiste et des élus du Parti de Gauche.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit, avouez-le, pour une fois, du combat de quelques irréductibles qui n'ont pas digéré leur défaite de 2001 et de 2008 et qui s'enorgueillissent de faire feu de tout bois pour remettre en cause la victoire de la Gauche ! Tous les moyens sont bons.

Ce mépris de la démocratie est consternant, mais il a un but, un but précis : conserver 1,2 % de logements sociaux dans le 7e, 2 % dans le 8e, 2,5 % dans le 6e et le 16e arrondissements, alors que la moitié des logements sociaux se concentrent dans trois arrondissements tous de gauche.

Nous ne gagnerons cette bataille du logement qu'en rééquilibrant la carte du logement social, nous le savons tous, et même la Droite, qui nous le confirme, et qui nous le confirme en ce moment en s'arc-boutant de la sorte à l'abri de ces petites forteresses pour privilégiés.

Et je veux vous le dire, ce travail-là, avec ce budget, avec les prochains budgets de cette mandature, nous le mènerons jusqu'au bout, parce que nous avons été élus pour cela et parce que la bonne santé financière de Paris est une arme supplémentaire pour contrer la guerre de tranchées dans laquelle vous vous êtes enfermés, de même que la décision que nous avons prise lors du dernier vote du Plan local pour l'habitat. Le groupe Communiste et des élus du Parti de Gauche est déterminé à mener cette bataille au sein de notre majorité.

Décidément, le budget de Paris n'est pas qu'une suite de chiffres, ce sont des valeurs et, nous venons de le voir, ce sont des personnes, et je me reconnais dans un budget qui donne la priorité à la solidarité et au logement, car nous avons fort à faire : au front ouvert par la crise s'ajoutent les agressions libérales du Gouvernement. Nous savons notamment, et cela a été rappelé par Monsieur le Maire, qu'a été décidé un gel du point d'indice pour les fonctionnaires. C'est la raison pour laquelle nous insistons tout particulièrement sur la question du traitement que nous allons donner aux fonctionnaires qui travaillent au service des Parisiennes et des Parisiens, je veux parler des conditions dans lesquelles vivent les personnels de la collectivité.

Nous allons, en particulier, présenter un vœu visant à déprécariser les plus fragiles d'entre eux et j'ai bon espoir qu'il soit voté.

Vous l'aurez compris, Monsieur le Maire, sur le logement, sur la situation des personnels, sur toutes ces questions, vous pourrez compter à la fois sur le soutien du groupe Communiste et des élus du Parti de Gauche et sur une combativité sans faille.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Communiste et élus du Parti de Gauche, socialiste, radical de gauche et apparentés et EELVA).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je donne la parole au Président Jean-François LAMOUR. Je vous demande de faire preuve de plus de respect et de tolérance que n'en a bénéficié Ian BROSSAT.

Je suis sérieux, je demande qu'on l'écoute, même si on n'est pas d'accord avec ce qu'il dit, ce qui peut arriver.

Monsieur LAMOUR ?

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Laissez-les crier, Monsieur le Maire !

M. LE MAIRE DE PARIS. - M. GOASGUEN me conseille de les laisser crier ; qu'est-ce que je fais ?

M. Jean-François LAMOUR. - Pour une fois, on est d'accord, Monsieur le Maire…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Non, je ne suis pas le conseil de M. GOASGUEN ; M. LAMOUR doit parler tranquillement.

M. Jean-François LAMOUR. - Je vous disais que l'on allait être d'accord au moins sur un point : effectivement, ce que je vais vous dire ne va certainement pas vous faire plaisir, Monsieur le Maire, c'est une évidence.

Monsieur le Maire, chers collègues, ce budget 2011 qui nous est soumis est un rendez-vous important : une sorte de bilan de mi-mandat, une étape décisive de la mise en œuvre de votre projet et une feuille de route, en tout cas nous l'espérons, des prochains objectifs poursuivis.

C'est votre action, votre stratégie au service de cette action qui nous est ici présentée. Car bâtir un budget, c'est bien partir d'objectifs pour déterminer les moyens de les atteindre.

Mais où sont ces objectifs en termes de vision d'avenir et d'investissements structurants pour la Capitale ?

Et les moyens ? Ce sont toujours les mêmes : des impôts et des taxes, encore des impôts et des taxes, toujours des impôts et des taxes, avec, en guise de priorité, des dépenses de fonctionnement qui continuent de déraper. Tout cela dans un contexte caricatural d'absence de transparence, notamment, Monsieur le Maire, lorsque vous prétendez justifier votre matraquage fiscal par un pseudo effort d'investissement.

Mais lorsqu'on parle de finances et de budget, Monsieur le Maire, votre devoir est de tenir un langage de vérité. Or, ce n'est pas ce que vous faites.

C'est tout votre logiciel fiscal qu'il va falloir changer, en commençant enfin par accepter la réalisation d'un audit indépendant car les chiffres parlent d'eux-mêmes :

- un milliard de droits de mutation d'ici à la fin de l'année,

- 174 millions d'euros supplémentaires, en fiscalité directe et indirecte,

- 150 millions de cessions d'actifs cette année, sans compter les 19 millions de surplus liés à la réforme de la taxe professionnelle, Christine LAGARDE y reviendra, et les 110 millions générés par le F.C.T.V.A.

Malgré cette manne financière que vous ne cessez de minorer, vous avez déjà fait appel sans vergogne à de nouveaux impôts, la création de la taxe foncière départementale, vous avez également augmenté les impôts deux années de suite.

Malgré toutes ces recettes, les Parisiens demeurent soumis à une politique fiscale injuste, car injustifiée.

C'est une hérésie que d'avoir persisté à augmenter les taux de prélèvement alors que, dans le même temps, vous mettez de côté près de 300 millions d'euros de fonds de roulement, alors que la réforme de la taxe professionnelle vous a fait gagner du pouvoir fiscal, contrairement à ce que vous affirmez. Car la Ville touche désormais une contribution assise principalement sur la valeur ajoutée des entreprises.

Et qui peut dire ici que Paris n'est pas dynamique en terme de valeur ajoutée ?

Qui peut dire ici, puisqu'il faut "jargonner", que la contribution au F.N.G.I.R., les augmentations de la Contribution économique territoriale ne retomberont pas dans les caisses de la Ville ?

En réalité, la réforme de la taxe professionnelle qui, d'après vous, était censée coûter un argent fou à la Ville de Paris, va lui rapporter, d'après ce que vous nous dites, déjà 19 millions d'euros dès 2011.

Qui peut finalement dire que la Ville de Paris rencontre des difficultés financières alors que vous avez constitué une cagnotte de près de 300 millions d'euros ?

Qui ? Sinon un adepte du verbe, un communicant qui cherche avant tout à masquer la vérité, au lieu d'investir, tout en laissant déraper les dépenses de fonctionnement de la Ville ?

Car ces dépenses vont encore déraper de plus de 200 millions d'euros cette année. Vous mettez en avant la crise, vous mettez en cause l'État mais vous-mêmes n'avez en aucune façon pris votre part d'effort véritable de resserrement des dépenses, en vous réformant, en rationalisant votre fonctionnement et votre gestion. Vous avez finalement cédé à la facilité fiscale, refusant ainsi d'ouvrir le débat sur le dynamisme de ces dépenses et en présentant des chiffres insincères.

Tenez, par exemple, vous prétendez dans votre rapport de présentation que les crédits affectés aux charges à caractère général baissent de 9 millions d'euros, pour être précis "sous l'effet d'une politique active d'achat rationalisé" et, je vous cite aussi, "d'économies importantes sur les consommations".

Mais c'est faux, Monsieur le Maire. Les crédits baissent, tout simplement et passent de 143 à 131 millions d'euros. Cette baisse résulte uniquement de la fin des travaux liés au chantier du tramway. Elle n'a donc aucun rapport avec une quelconque politique d'économies.

En revanche, les dépenses de locations immobilières continuent d'augmenter de 61 à 63 millions d'euros. Les subventions dépassent désormais la barre des 200 millions d'euros.

Les seuls crédits qui baissent sont ceux affectés à la propreté, qui passent de 208 à 204 millions, traduisant ainsi une dégradation de la qualité de service.

Quant aux dépenses de personnels, elles explosent pour atteindre plus d'un quart du budget de la Ville et tutoyer les 3 milliards d'euros.

Dans le même temps, aucune mesure sérieuse n'est prise pour redresser les errements dénoncés par la Chambre régionale des comptes et surtout par la Mission d'information, remarquablement présidée par Alain DESTREM, si ce n'est désigner 60 boucs émissaires à qui il est prévu de soustraire quelques milliers d'euros de primes et de salaires.

Rien non plus sur le coût des mises à disposition illégales d'agents auprès de la Mutuelle complémentaire de la Ville. L'Inspection générale l'a évalué à 1,8 million d'euros par an depuis 2007, soit à peu près 4,4 millions d'euros. Nous exigeons leur remboursement et c'est l'objet de l'un de nos amendements, afin que cette somme soit affectée en 2011 à l'action en faveur des personnes handicapées à Paris.

En quelque sorte, Monsieur le Maire, vous subissez les problèmes sans réformer, sans innover, tout cela dans un langage qui n'est pas celui de la vérité ni celui de la responsabilité.

Car vous prétendez à nouveau augmenter les investissements.

Sans doute pensez-vous aux 1,2 milliard consacrés aux Halles ou aux 200 millions d'euros destinés à Jean Bouin ? Mais où sont réellement vos investissements en faveur de la qualité de vie des Parisiens ? Où sont les investissements structurants pour l'avenir du cœur de notre future métropole ?

La présentation de votre budget fait apparaître que les autorisations de programme passent d'1,7 milliard au B.P. 2010 à 2,5 milliards, pour les Halles, dont d'ailleurs on aimerait savoir à quoi ils correspondent.

La réalité est donc que les autorisations de programme nouvelles sont d'1,8 milliard d'euros et surtout en neutralisant le fameux trou des Halles, car cela redevient un trou des Halles, on constate que l'investissement nouveau s'effondre à 1,2 milliard d'euros, soit une baisse de 25 %.

Mais surtout, qu'en est-il du fameux milliard en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche, qui devait constituer votre priorité et qui demeure pourtant le parent pauvre alors que l'État engage 700 millions d'euros en faveur des établissements parisiens, en particulier pour le Plan Campus, et s'est engagé à hauteur d'1,7 milliard d'euros sur la période 2007-2013 ?

Au total, ce sont 2,4 milliards d'euros que l'État investit dès à présent dans l'enseignement supérieur de la Capitale. Et, de votre côté, que faites-vous pour accompagner ces opérations comme le font bien d'autres : Montpellier, Bordeaux ou Lille, dans un esprit de co-responsabilité ? Nous avons d'ailleurs déposé un amendement dans ce sens.

Nous réitérons notre demande de P.I.P.P. dans ce domaine afin d'avoir une plus grande lisibilité de vos efforts qui ne correspondent en rien à vos promesses.

Car si vous avez effectivement programmé un milliard pour cette mandature, 500 millions d'euros devraient être déjà engagés à mi-mandat et vous semblez loin du compte.

Ne nous ressortez surtout pas l'argument de la valorisation du foncier universitaire puisque tous les investissements fonciers ont été réalisés sur les précédentes mandatures - n'est-ce pas, Jean TIBERI ? Soyez donc mobilisé par exemple sur les terrains de la Cité universitaire.

En réalité, Monsieur le Maire, et c'est un constat de votre budget 2011, vous gérez votre Ville en fonctionnement. Vous n'avez pas de politique d'investissement.

Monsieur le Maire, investir, ce n'est pas dépenser de l'argent public. Il me semble que vous devriez renouer avec une tradition : celle de ne lever l'impôt qu'à hauteur de ce qui est strictement nécessaire et de l'affecter en priorité à ce qui donne le plus de sens et de qualité de vie à toutes les Parisiennes et à tous les Parisiens, et donc aux investissements qui s'inscrivent dans cette logique.

Car, dans le même temps, le Président de la République vient de confirmer la participation de l'État à hauteur de 4 milliards au financement des projets de la Région capitale et en particulier au financement du Grand Paris.

Paris est au cœur de cette future métropole et nous serons obligatoirement sollicités pour la bâtir.

Alors, allez-vous continuez à faire entrer les recettes en augmentant les impôts ? Je vous le dis à nouveau, c'est une hérésie économique.

Faites rentrer des recettes par l'augmentation de l'activité. Ne cédez pas à la facilité fiscale.

Faites le choix, peut-être plus difficile mais plus prometteur, du dynamisme économique.

Vous nous préparez, Monsieur le Maire, un enfer fiscal si vous poursuivez sur cette voie sans issue alors qu'il existe un vrai chemin : resserrez les dépenses de fonctionnement d'une part, diminuez les prélèvements et encouragez l'activité économique, d'autre part.

Vous avez un lien direct fondamental, Monsieur le Maire, avec les entreprises parisiennes : c'est vous qui fixez le taux de la Contribution foncière des entreprises. Cette taxe touche particulièrement les petites entreprises, les commerçants et les artisans donc, par ricochet, l'ensemble du monde économique parisien.

Puisque vous prétendez défendre le tissu commercial de Paris, nous vous demandons de baisser le produit attendu au titre de cette contribution de 5 %, ce qui représente près de 14 millions d'euros pour 2011, afin d'encourager ces entreprises à maintenir leur activité à Paris.

Monsieur le Maire, chers collègues, il faut renforcer Paris par le développement de son tissu économique, faire confiance aux acteurs concernés et préparer le Grand Paris.

Là encore, nous attendons vos investissements, vos initiatives, vos idées pour écrire ensemble cette page de l'histoire de notre Capitale.

Nous attendons votre stratégie de sortie de crise qui doit passer par l'investissement. C'est la voie choisie par le Président de la République avec le plan de relance qui permet à la France de mieux résister aux effets de la crise.

Prenez en compte nos propositions et, à votre tour, investissez enfin pour l'avenir de Paris.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Vous aviez vu juste, nous ne serons pas d'accord, et je vous confirme à la fin de votre intervention que je n'ai pas l'intention de prendre comme exemple la politique budgétaire et fiscale du Gouvernement, qui me paraît particulièrement injuste, inefficace, et qui met surtout les finances de la France dans une situation catastrophique, contrairement aux finances de la Ville de Paris.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

Je voudrais aussi remercier l'Assemblée d'avoir écouté respectueusement M. LAMOUR, vous avez eu raison ! Je vous demande d'en faire autant pour M. POZZO di BORGO, à qui je donne la parole.

M. Yves POZZO di BORGO. - Merci, Monsieur le Maire, mes chers collègues, ce projet de budget pour 2011 se caractérise par des ressources considérables, une manne financière de plus de 7,5 milliards d'euros qui vous offre une force de frappe considérable. Le dynamisme des recettes réelles de fonctionnement marque une augmentation de 3,2 %, tandis que les recettes fiscales croissent après neutralisation des recettes versées au Fonds national de garantie individuelle des personnes.

Quant au produit globalement attendu de la fiscalité immobilière, il atteint 750 millions d'euros, en augmentation de 150 millions d'euros par rapport à 2010, et comme le disait mon collègue LAMOUR, ce sera un milliard d'euros en fin d'année.

La réforme de la taxe professionnelle vient rajouter 30 millions correspondant à l'affectation au Département de la part de droits auparavant perçue par l'État.

L'inscription totale est donc de 780 millions d'euros.

La Ville est riche ! La Ville éclate d'argent ! Mais au détriment des Parisiens accablés de hausses successives d'impôt, dois-je vous le rappeler.

De 8 % en 2008 et de 9 % en 2009, avec une hausse moyenne de 11,7 % pour la taxe d'habitation et de 47 % pour la taxe foncière. Et comme si cela n'était pas suffisant, la création d'une taxe foncière départementale de 3 %.

A cela, il faut ajouter les multitudes d'augmentations que vos adjoints insidieusement infligent aux Parisiens : la taxe hôtelière, la redevance sur les marchés, et même nos futures obsèques ont augmenté de 9 % en 2009. Cette flambée des taxes sévit également au B.P. 2011, avec notamment une hausse de 4,3 % du produit des droits de stationnement.

Tout cela est à ajouter aux augmentations, bien supérieures au niveau de l'inflation, de charges variées, celles du quotidien de la vie, pour ne parler que du gaz, de l'électricité et des charges du logement.

Les Parisiens sont à 70 % locataires, Monsieur le Maire, vérifiez votre chiffre, loin de la moyenne nationale. Ils paient un lourd tribut au logement. S'ils veulent devenir propriétaires, les prix de vente dans l'ancien se sont emballés. La Chambre régionale des notaires nous indique que les prix dans l'immobilier auront augmenté de 20 % en 2010.

Le taux d'effort des classes moyennes parisiennes pour le logement, et leurs ressources qui y sont consacrées crèvent le plafond de l'acceptable.

Votre politique acule les Parisiens et contribue à les maintenir dans l'étau d'une pression fiscale oppressante alors qu'il faudrait leur redonner au contraire de la respiration fiscale.

Pour le budget, cette année, comme depuis 10 ans, vous avez choisi de dépenser en fonction de votre idéologie, des fantasmes des Verts, de vos amitiés. Surtout, vous semblez vous laisser porter au gré de la vague donnant corps à la devise de votre ville, flottant sur le matelas confortable de l'argent dont vous disposez, vous laissant porter par cet argent, l'accompagnant plus que le gérant sérieusement.

Pour ne prendre que deux exemples, les subventions aux associations dont nous demandons l'évaluation qualitative afin de mesurer clairement l'efficacité des actions menées par le monde associatif au service des Parisiens vont ainsi augmenter de 4,7 % en 2011.

S'agissant des dépenses de personnel, nos oreilles s'habituent à la ritournelle dissonante d'une augmentation annuelle de 2,3 % cette année encore sans que pour autant, nous nous fassions à cette musique : 10.000 agents supplémentaires en 10 ans pour une augmentation de près de 50 % des charges fixes de personnel, quelle étrange conception de la maîtrise des charges ! 2 milliards d'euros que vous voudriez nous rendre indolores ! De l'aveu même de l'adjointe aux ressources humaines, Mme ERRECART, les départs à la retraite sont systématiquement renouvelés alors que nous demandions dès 2009 une évaluation de l'opportunité du maintien ou du remplacement des postes à l'occasion des départs à la retraite.

Sur ce problème du personnel, Monsieur le Maire, permettez-moi une digression. Vous avez cru, après le vote des conclusions par votre majorité sur la mission consacrée au personnel de la Ville, que tout était réglé à bon compte, et ainsi pouvoir vous débarrasser d'un revers de la main des conclusions du rapport de la Chambre régionale des comptes.

Non ! cette dernière fait état de votre libre interprétation du décret du 24 mai 1994 organisant un régime particulier pour les agents des administrations parisiennes et de vos manquements à ses articles, notamment en ce qui concerne la délibération emploi, qui ne fait pas l'objet d'un avis en comité technique paritaire. Bien d'autres irrégularités sont pointées du doigt : une politique statutaire au cas par cas, un tropisme très marqué vis-à-vis des administrations centrales qui présente l'inconvénient notable de rendre la carrière des agents plus complexe et leur mobilité réduite, ou encore des recrutements au sein du cabinet du Maire sur des emplois permanents et non des postes de collaborateurs ; la liste est longue.

Un temps de latence est certes tolérable dans la mise en conformité de la Ville avec les textes réglementaires, mais notre groupe sera vigilant à l'avenir pour vérifier si vous allez tenir compte de ces recommandations et changer les choses. Paris n'étant pas un État dans l'État, la Ville doit se conformer à la règle de droit, quand bien même il me semble nécessaire d'envisager une réforme de son statut dérogatoire pour nous rapprocher du droit commun.

C'est la raison pour laquelle, Monsieur le Maire, par précaution, et compte tenu de votre irrespect du statut dérogatoire de la Ville de Paris, cela m'a conduit à faire déposer ce matin même au Sénat une proposition de loi visant à abroger l'article 118 de la loi de 1984, et à établir enfin un régime de droit commun pour Paris comparable à celui qui régente l'ensemble des collectivités territoriales.

Je n'en dis pas plus sur ce point essentiel pour laisser la place à mes collègues, qui vous diront que vos investissements ne sont pas utilisés à si bon escient que cela, qui vous diront que l'État ne vous doit pas tant d'argent que vous le dites, qui vous diront que les crédits au développement économique ont une traçabilité erratique, qui vous diront que la politique culturelle, c'est beaucoup de gabegie financière, qui vous diront que les sommes consacrées à l'action sociale nécessaire pourraient être mieux utilisées, qui vous diront que vos déclarations tonitruantes sur votre politique du logement sont gangrenées de contradictions.

Christian SAINT-ETIENNE, demain, vous dira pourquoi nous ne voterons pas votre budget, vous l'avez compris.

Je vous remercie, Monsieur le Maire.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est au président Jean-Pierre CAFFET.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, pour la troisième année consécutive, notre discussion budgétaire s'ouvre dans un contexte de crise qui a sans doute changé de nature mais n'en reste pas moins très présente puisque aujourd'hui, ce sont l'euro et les États qui sont menacés.

À la prise en compte de cette crise qui dure, il nous faut ajouter deux réalités incontournables : le désengagement sans cesse croissant de l'État et l'embrasement du prix de l'immobilier dans toutes les grandes villes de France dont Paris, évidemment, ainsi que la progression des loyers, bien au-delà du pouvoir d'achat des ménages.

Pendant cette période, nous avons adopté une stratégie budgétaire fondée sur un triptyque :

- Aider les Parisiens frappés par la crise en augmentant les dépenses de solidarité et en inventant de nouveaux dispositifs d'aide ;

- Investir massivement pour soutenir l'activité économique et préparer l'avenir de Paris ;

- Maîtriser les dépenses de fonctionnement et l'endettement de la Ville.

A ces fins, et pour nous donner des marges de manœuvre, nous avons recouru à une fiscalité additionnelle annoncée à tous les Parisiens pendant la campagne de 2008, que nous assumons totalement et qui est maintenant derrière nous.

Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Pour l'année prochaine encore, les fondamentaux économiques resteront médiocres.

Les prévisions de croissance pour la France restent faibles ; stagnation des revenus et chômage élevé vont se poursuivre.

Dans ce contexte, la première question qui se pose est la suivante : faut-il, comme l'a fait l'État pour 2011, changer de stratégie budgétaire ?

Pour mon groupe, la réponse à cette question est non.

Dans l'année qui vient, nombre de Parisiennes et de Parisiens resteront fragilisés et notre collectivité a le devoir d'un budget solidaire.

Dans l'année qui vient encore, il nous faudra préparer la Capitale à la sortie de crise et lui donner tous les atouts dans la compétition des grandes métropoles internationales.

Dans l'année qui vient enfin, nous devrons accentuer nos efforts pour une gestion rigoureuse et juste.

Face à cette triple exigence, le budget qui nous est présenté aujourd'hui est parfaitement crédible. Crédible parce que la solidarité et l'investissement ne sont aucunement antinomiques avec une gestion sérieuse des finances municipales. Les équilibres sont là et les rendez-vous sont tenus.

L'effort social est important, inédit même avec plus de 2 milliards d'euros. Ce ne sont pas moins de 312 millions d'euros prévus à destination du C.A.S.-V.P. ou 310 millions consacrés au R.S.A.

L'investissement augmente encore cette année : d'un montant de 1,6 milliard d'euros, il ne sera financé qu'à hauteur d'un tiers par le recours à l'emprunt, les deux autres tiers provenant des recettes d'investissement et de l'épargne dégagée par notre gestion.

Ces choix s'inscrivent en outre dans une vision résolument collective, puisque les contributions à destination de nos partenaires institutionnels augmenteront de 2 % en moyenne.

A titre d'exemple, le S.T.I.F. bénéficiera d'une participation de l'ordre de 350 millions d'euros. Elle profitera à Paris, bien sûr, mais aussi à l'ensemble de la Région.

Les membres de mon groupe éclaireront les grandes directions données à ce budget, que ce soit par exemple en matière de solidarité, qui a inspiré la plupart de nos amendements, en matière de logement pour lequel nous poursuivons inlassablement notre objectif de 6.000 logements chaque année, ou en matière de transports avec la réalisation du tramway et la mise en service d'Autolib', projets qui seront dotés respectivement de 162 millions d'euros et de 15 millions d'euros en investissements.

Je souhaiterais, pour ma part, insister sur un aspect de ce budget qui me semble fondamental : le budget qui nous est présenté est non seulement celui de la solidarité mais aussi celui de la réussite économique qui passe par l'incitation à l'innovation et à la créativité.

Réussite économique parce que ce budget soutient directement le dynamisme de l'investissement privé et, en particulier, notre tissu de P.M.E. et d'entreprises innovantes. Car une entreprise qui se développe à Paris, c'est autant d'emplois, d'offres de formation et de richesses à distribuer.

Pour chacun des moments décisifs, dans la vie d'une entreprise parisienne, notre collectivité s'engage dans ce projet de budget pour 2011.

Dans le cas des jeunes entreprises innovantes, et par l'intermédiaire de "Paris Développement", 100.000 mètres carrés d'incubateurs et de pépinières offriront, en 2014, toutes les potentialités nécessaires. Par exemple, la pépinière de la rue des Poissonniers dans le 18e arrondissement avec plus de 7.000 mètres carrés sera financée et livrée en octobre 2011.

Une entreprise doit bien sûr se financer. La Ville de Paris participe activement au dispositif OSEO, mais soutient aussi le capital risque qui fait encore cruellement défaut.

Je suis en outre convaincu que ce soutien aux entreprises parisiennes est d'autant plus le bienvenu qu'elles vont se trouver rapidement confrontées au matraquage fiscal de l'Etat, qui n'a rien trouvé de mieux pour 2011 que de réduire considérablement les encouragements fiscaux à la recherche et d'augmenter leur imposition à Paris de près de 800 millions d'euros, en raison de la réforme de la taxe professionnelle.

Plus largement, vous l'aurez compris, se pose la question de l'investissement. Alors qu'en 2010, l'investissement public des collectivités locales a diminué en France, jamais, dans toute l'histoire de notre collectivité, Paris n'a autant investi : 1,6 milliard d'euros pour ce budget primitif.

Pour répondre à vos interrogations, Monsieur LAMOUR, ce sont 400 millions d'euros pour le logement, 300 millions d'euros pour les transports, 120 millions d'euros pour le sport ou encore 50 millions d'euros pour les crèches.

C'est aussi, comme vous l'avez rappelé, Monsieur le Maire, l'ouverture en 2011 de trois nouveaux établissements pour les personnes âgées dépendantes. Sujet majeur que celui de la dépendance qui amènera mon groupe à demander au Conseil de février la constitution d'une mission d'information et d'évaluation consacrée à cette question.

En matière d'investissement, je le dis donc avec force, nous n'avons de leçons à recevoir de personne ! Parce qu'en ce domaine, c'est plutôt la réalité des engagements du Gouvernement qu'il faudrait examiner.

Je ne prendrai qu'un seul exemple, celui du Plan Campus de Mme PÉCRESSE évoqué par M. LAMOUR. Monsieur LAMOUR, sur le Plan Campus de Mme PÉCRESSE, pas un euro n'a été déboursé pour Paris depuis son lancement en 2007, alors que la Ville s'est d'ores et déjà engagée sur le bâti.

Cela m'amène à dire que c'est avec beaucoup de sérénité que j'ai entendu les critiques de la Droite. D'ailleurs, avec mon groupe, nous avons examiné ces amendements dont on pouvait s'attendre à ce qu'ils dessinent une autre logique budgétaire que la nôtre.

Or, que propose l'U.M.P. par exemple ?

Premièrement, de maintenir le niveau de l'investissement à 1,6 milliard d'euros, quitte à en redéployer une partie.

Deuxièmement, de maintenir - je dis bien de maintenir - le niveau des dépenses de fonctionnement, en n'en modifiant la composition que de manière extrêmement marginale.

Troisièmement, de diminuer les recettes de la Ville.

Ces propositions appellent de notre part trois remarques.

Tout d'abord, l'U.M.P. valide le niveau de dépenses de ce budget, tant en investissement qu'en fonctionnement, dont acte.

Ensuite, contrairement aux années précédentes, l'U.M.P. propose de faire à Paris l'exact contraire de ce que fait le Gouvernement dans sa loi de finances pour 2011. Car enfin, que fait le Gouvernement, sinon augmenter massivement les ressources fiscales et baisser drastiquement les dépenses !

Je ne sais pas si c'est Mme LAGARDE, jamais avare de recommandations tirées de ce qu'elle croit être l'exemplarité de l'Etat en matière financière, qui a inspiré ces propositions de l'U.M.P, mais reconnaissons qu'il y a là un mystère, sur lequel nous sommes impatients d'entendre les orateurs de la Droite.

Enfin, en proposant de diminuer les recettes sans toucher le niveau de la dépense, l'U.M.P. accepte ainsi d'accroître mécaniquement l'endettement de la Ville. Je dis que c'est là une attitude totalement irresponsable, notamment au regard des générations futures de Parisiens.

En réalité, chers collègues, vous l'avez compris, la Droite parisienne n'a pas grand-chose à dire sur ce budget.

Pendant deux ans, elle a entonné un credo répétitif sur la progression de la fiscalité parisienne et les dépenses de fonctionnement, notamment les dépenses salariales. Las ! Le premier terme n'est plus d'une actualité brûlante, puisque les impôts n'augmenteront plus jusqu'en 2014, et ce projet de budget en témoigne.

Quant à la seconde thématique, nous ne pouvons que constater que la Droite, qui a pourtant piloté, présidé cette année une mission d'information et d'évaluation sur les ressources humaines de la Ville, s'avère incapable de la moindre proposition de meilleure maîtrise de la masse salariale.

Nous attendons toujours ! Nous attendons toujours de savoir comment elle compte la diminuer, autrement dit quels postes elle souhaite supprimer. S'agit-il des auxiliaires de puériculture, des agents des piscines, des bibliothèques, des gymnases, bref, des équipements publics parisiens ?

En tout cas, une chose est sûre…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Ecoutez, nous avons écouté M. LAMOUR. Tout le monde a écouté M. LAMOUR et M. POZZO di BORGO respectueusement. M. CAFFET ne mérite pas moins de respect que M. LAMOUR. Quelle est cette conception de la démocratie ?!

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

M. CAFFET seulement.

M. Jean-Pierre CAFFET. - En tout cas, et pour terminer sur ce thème…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Et alors ? Vous aussi, vous m'avez particulièrement mis en cause ! Je n'ai pas répondu tout de suite.

M. Jean-François LAMOUR. - Je n'ai pas à vous répondre.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur LAMOUR, soyez aussi respectueux de la démocratie que nous le sommes.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

(Rires sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Oui, Monsieur GOUJON, j'ai été assez longtemps dans l'opposition, avec vous comme adjoint, pour pouvoir en témoigner !

Monsieur CAFFET, seulement !

Votre intervention est d'un très haut niveau.

M. Jean-Pierre CAFFET. - J'en termine, je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - C'est peut-être pour cela qu'elle suscite quelque agacement !

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

M. Jean-Pierre CAFFET. - Cela énerve M. LAMOUR, mais enfin… peu importe !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Continuez à ce noble niveau, Monsieur CAFFET.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Je disais donc, mes chers collègues, avant d'être interrompu, que nous ne savons toujours pas comment la Droite compte s'y prendre pour diminuer les dépenses de fonctionnement et la masse salariale.

En tout cas, une chose est sûre, ce n'est pas l'amendement de l'U.M.P. proposant la suppression de l'emploi de délégué au design qui suffira à régler la question !

Mes chers collègues, puisqu'il me faut conclure, je dirai simplement que mon groupe approuve pleinement le budget proposé aujourd'hui par l'Exécutif municipal. Il en approuve pleinement la solidarité qui en est le fil conducteur et qu'il vise à renforcer au travers de ses amendements. Il en approuve le dynamisme, le volontarisme et le sérieux.

J'ajoute, pour terminer, que ce que la présentation du budget primitif pour 2011 donne à voir, c'est une différenciation claire de notre politique et de celle de la Droite.

C'est pourquoi, chers collègues, en ces circonstances, mon groupe votera, sans l'ombre d'une hésitation, ce que je qualifiais de budget de la solidarité et de la réussite économique.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je ne sais pas si vous pouvez parler de brosse à reluire, compte tenu de vos propos, par exemple, sur le Président de la République !

M. Jean-François LAMOUR. - Oui, mais là, c'est justifié.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Ah bien voilà ! Là, c'est justifié !

(Rires).

Je ne voulais pas, par mon intervention, vous amener à vous caricaturer vous-mêmes !

Nous allons maintenant entendre une première réponse à toutes ces interventions par Bernard GAUDILLÈRE.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, au nom de la 1ère Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - M. LAMOUR considère que c'est une vraie réponse si vous lui donnez raison ! Donc, je ne sais pas comment vous allez faire pour faire une vraie réponse ?!

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Merci, Monsieur le Maire. Je vais essayer de me hisser au niveau de M. LAMOUR.

Un budget, c'est l'expression d'une politique, tout simplement sa traduction en termes financiers et nous avons voulu que le budget 2011 synthétise ambition, réalisme et prudence. Je vais vous le démontrer, à travers le respect de nos engagements, la réponse à la crise sociale, la réalisation d'économies, l'impact de la politique de l'Etat et le financement de l'investissement.

Première évidence : nous respectons nos engagements, et c'est particulièrement vrai en matière d'investissement.

Je vous rappelle, parce qu'il faut toujours avoir une petite vision historique des choses, que lorsque nous sommes arrivés aux responsabilités en 2001, Paris était une ville nettement sous-équipée. La précédente municipalité n'avait investi que 700 millions en moyenne par an et les retards étaient criants dans tous les domaines. Je ne choisirai qu'un exemple : je rappelle le tragique symbole qu'était la persistance d'un habitat indigne dans l'une des villes les plus riches du monde.

Pour combler ce retard dans tous les domaines, nous avons investi 1,2 milliard par an, de 2001 à 2008, et les Parisiens ont reconnu et salué cet effort de la manière que vous savez en 2008.

Nous avons considéré que l'effort de rattrapage n'était pas terminé. Nous avons donc présenté cette année-là un programme encore plus ambitieux.

Il arrive parfois que les promesses soient trahies après l'élection. Nous n'avons pas cette conception de la politique et nous appliquons scrupuleusement ce que les Parisiens ont massivement approuvé.

Je vais m'évader peut-être un instant des chiffres du budget 2011 et donner un éclairage global sur le contenu du programme de mandature.

On connaît en général le nombre de logements sociaux qui nous permettront d'atteindre le pourcentage de 20 % en 2014, ou le tramway, les 4.500 places de crèche, le stade Jean Bouin, les Halles et les 30 hectares d'espaces verts. Mais on ne parle guère d'autres investissements et c'est peut-être une réponse à votre interpellation, Monsieur le Ministre, quand vous disiez : "Où sont les investissements d'amélioration de la qualité de la vie ?"

Je vais vous le dire, et d'ailleurs vous le savez sans doute : le programme d'investissement prévoit la construction ou la réhabilitation d'une quarantaine d'écoles, d'une vingtaine de collèges, d'une dizaine de bibliothèques, de plusieurs conservatoires, d'une douzaine de piscines, d'une vingtaine de gymnases et j'y ajouterai 4.000 logements étudiants et 100.000 mètres carrés de pépinières d'entreprises qui font partie du fameux milliard.

Vous avez d'ailleurs émis tout à l'heure un doute sur le milliard consacré à l'innovation et à la recherche. Je vais vous répondre en deux mots parce que je souhaite ne laisser aucune équivoque sur ce point : 120 millions sont inscrits au budget 2011 - mon collègue Jean-Louis MISSIKA pourra vous les détailler si vous le souhaitez - et, à l'issue de ce troisième budget de la mandature, nous aurons atteint 508 millions de crédits à ce titre, ce qui correspond parfaitement, vous en conviendrez, à la moitié du milliard.

Je termine sur l'investissement en disant que nos investissements atteindront au moins 8,5 milliards et que sur les trois premiers budgets, ils auront représenté 4,7 milliards. Voilà l'effort considérable que nous consentons.

J'ai voulu vous convaincre que ce programme n'était pas le fruit de décisions prises conjoncturellement, ce qui serait absurde d'une année sur l'autre ; nous l'avons placé au cœur de notre campagne de 2008 après mûres réflexions, après une étude des besoins. Les Parisiens l'ont approuvé et nous l'appliquons, ce qui est déjà très ambitieux, puisque cet effort, le Président CAFFET l'a rappelé il y a un instant, est historiquement sans précédent.

Deuxièmement, ce budget répond à une situation économique et sociale difficile.

Nous ne sommes évidemment pas responsables de la crise mais, depuis qu'elle a commencé, nous avons voulu que les Parisiens, en particulier les plus fragiles, trouvent dans la collectivité un appui contre l'adversité.

Notre réponse sociale est globale. Le total de nos dépenses dans ce domaine, on l'a dit, augmente en 2011 de 2,6 %.

2, 6 %, c'est un peu abstrait. Je vais citer un chiffre qui est moins abstrait : cela représente une cinquantaine de millions d'euros.

Et les plus fortes hausses s'appliquent :

- à l'enfance en danger, plus 8 % ;

- à l'allocation d'autonomie des personnes âgées, plus 3 % ;

- au RSA, plus 3,3 %.

D'ailleurs, nous ne nous contentons pas de reconduire mécaniquement les mesures des années précédentes. Chaque année, nous nous adaptons aux effets de la crise, ce qui est naturel, et nous prenons des mesures nouvelles. Je n'en citerai qu'une cette année : c'est l'extension de l'allocation Paris logement aux retraités et handicapés aux ressources modestes.

Surtout, nous ne relâchons pas nos efforts sur l'emploi, puisque l'emploi est évidemment au cœur des problématiques sociales, en particulier les problématiques d'exclusion. C'est tout le sens d'un Plan départemental d'insertion qui augmente de 2,4 %, de l'ouverture de nouvelles régies de quartier et de l'évolution du réseau des missions locales pour l'emploi. C'est aussi le résultat du maintien de l'emploi public au niveau de la Ville et d'un investissement sans égal qui crée des emplois.

Je conclurai ce propos en disant tout simplement que nous n'avons certes pas le pouvoir d'abolir la crise, mais nous avons la ferme volonté, que nous démontrons par des actes année après année, d'en limiter autant qu'il est possible les effets pour les Parisiens.

Troisième trait directeur de ce budget : nous restons plus que jamais attentifs à contenir les dépenses de fonctionnement des services de la Ville.

J'ai entendu, et lu d'ailleurs puisqu'il y avait des articles de presse, les critiques de l'U.M.P. sur la pseudo-tendance de la Municipalité à dépenser sans compter pour le train de vie de la Ville.

Je vous le dis, et je vous le répète, ce sont là purs fantasmes, car notre politique…

Pardon ?

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vais acheter un avion !

(Rires).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - A 700 millions d'euros !

Ce sont là purs fantasmes !

Notre politique est, au contraire, très exigeante sur ces chapitres et rien ne serait plus dangereux, je le dis avec beaucoup de gravité, que de s'éloigner de cette règle de prudence.

Comme dans les deux budgets précédents, notre souci permanent est d'empêcher toute dérive. La première et la plus convaincante des preuves, c'est le total des sommes consacrées en 2011 aux charges à caractère général, c'est-à-dire aux moyens des services. Ce total va reculer de 0,6 %.

Croyez-vous que ce soit facile ? Croyez-vous que ce soit facile, vous qui déposez des amendements où, par un coup de baguette magique, on diminue de 10 millions ou 20 millions d'euros ces totaux ? Non, ce n'est pas facile, alors que nous ouvrons de nouveaux équipements. Non, c'est un effort difficile, parce qu'il est évidemment exclu de dégrader la qualité de nos services publics, mais les directions y parviennent en remettant en cause les dépenses devenues inutiles et en rationalisant les marchés publics.

D'autre part, vous vous souvenez que nous avons pris en 2008 la décision importante du maintien de l'emploi au niveau atteint cette année-là, ce qui est évidemment un élément stabilisateur de nos dépenses, et d'ailleurs, je trouve que dans les accusations de M. LAMOUR et de M. POZZO di BORGO sur l'augmentation de nos frais de personnel, il y a tout de même un peu, je ne sais pas s'il faut dire d'injustice ou de mauvaise foi, je vous laisse choisir le mot qui vous convient ; vous savez très bien que l'augmentation des frais de personnel est due à des éléments qui ne dépendent pas de nous ; ce sont les augmentations dues au G.V.T., ce sont les augmentations dites catégorielles et ce n'est en aucun cas l'augmentation des effectifs, puisque les effectifs sont gelés.

Et comment sont-ils gelés ? Ils sont gelés parce que nous créons les emplois nécessaires aux nouveaux équipements ou aux nouvelles missions en supprimant des emplois devenus inutiles, et j'en cite un exemple très concret, parce qu'il faut toujours être très concret quand on parle de budget, il ne faut pas se réfugier dans les généralités : lorsqu'au budget 2011, nous augmentons les effectifs des correspondants de nuit pour mieux assurer la sécurité des Parisiens, nous redéployons en contrepartie des emplois purement administratifs.

Bref, les Parisiens ne doivent avoir, mes chers collègues, aucun doute sur notre volonté de gérer avec le plus grand sérieux l'argent public à Paris.

Quelques mots sur l'attitude de l'État.

(Brouhaha).

Ah… Oui, ah… Je suis bien obligé d'en parler, parce que c'est un sujet important, Monsieur le Ministre, parce que c'est un des postes importants du budget de Paris, et lorsque j'aborde ce sujet, en général, l'opposition m'accuse de polémiquer. Je vais donc, encore plus strictement que les années précédentes, m'en tenir à quelques chiffres simples que chacun peut vérifier dans les documents budgétaires et si vous ne les trouvez pas, je vous donnerai le numéro de la page.

M. Jean-François LAMOUR. - Vous êtes bien placé pour les avoir.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Je suis adjoint aux finances ; effectivement, je connais les chiffres budgétaires. Vous ne voulez pas dire autre chose, je suppose ?

M. Jean-François LAMOUR. - Non.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Très bien.

Merci.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je suis très attentif à cet échange et je donne acte à M. LAMOUR que c'est bien comme adjoint aux finances que M. GAUDILLÈRE est particulièrement compétent ; vous n'avez rien pensé d'autre, ni aujourd'hui ni hier ni à aucun autre moment.

Ce que vous pensez, je n'en juge pas ; ce que vous exprimez, je suis malheureusement souvent obligé d'y être très attentif.

Monsieur GAUDILLÈRE ?

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Premier chiffre sur la compensation des transferts de compétences : nous prévoyons que les crédits versés aux allocataires du R.S.A. progresseront en 2011 de 3,3 %, mais que les compensations versées par l'État reculeront de 2 %.

La différence entre ces deux chiffres, mes chers collègues, ce sont 46 millions d'euros, et ce sont évidemment les contribuables parisiens qui les financeront.

Deuxième chiffre : les allocations personnalisées d'autonomie versées aux personnes âgées augmenteront de 3 % et le montant pris en charge par l'État reculera de 44 %. Sans doute est-ce l'un des premiers effets de la priorité au risque dépendance que vient de décider le Gouvernement.

Troisième chiffre : M. FILLON a annoncé le gel des dotations aux collectivités locales, mais il a oublié de préciser que pour Paris, il ne s'agira pas d'un gel mais d'un recul de 27 millions d'euros, soit - 2 %.

Je reconnais que pour 2011, la compensation correspondant à l'ancienne taxe professionnelle est équitable, mais je ne peux pas laisser dire, comme l'a fait M. LAMOUR, que nous percevrons à ce titre davantage que ce que nous percevions auparavant. La différence, Monsieur le Ministre, de 19 millions n'est pas un cadeau ; c'est simplement la conclusion d'un vieux contentieux entre l'État et la Ville de Paris sur la taxe professionnelle de France Télécom qui nous aura coûté en six ans la bagatelle de 120 millions d'euros.

Enfin, et ce n'est pas le moindre, la lourde incertitude que je soulignais en octobre sur la part de l'État dans les dépenses de logement social persiste et fait peser des menaces. Elle ne fait pas peser des menaces sur le programme de logement social, puisque nous ne songeons pas une seconde à le remettre en cause et il sera appliqué, n'en déplaise à l'opposition, elle fait peser des menaces, c'est vrai, sur son mode de financement.

L'opposition municipale, voyez-vous, parle souvent des impôts locaux, mais cette défense du contribuable parisien gagnerait beaucoup en force de conviction si les parlementaires de la majorité nationale - ils sont 10, je le rappelle, parmi nous - luttaient avec autant d'ardeur contre ce qu'il faut bien appeler une attitude déloyale de l'État.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

Enfin, j'ai réservé pour la fin de mon propos quelques réflexions sur le financement de ce budget.

Une évidence tout d'abord : notre politique fiscale correspond à nos engagements de 2008. Les taux des impôts directs des ménages, taxe d'habitation et taxe foncière, ne changent pas et ne changeront pas jusqu'en 2014. Nous l'avions dit dès la fin de 2007 et nous tenons cette promesse comme les autres.

Il n'en va pas de même, et d'autres orateurs, à commencer par le Maire de Paris, l'ont rappelé, vous le savez, des impôts locaux sur les entreprises. La réforme de la taxe professionnelle a, pour Paris, une conséquence proprement stupéfiante. Les entreprises parisiennes payaient en 2009, 800 millions de taxe professionnelle ; elles devraient payer en 2014, après une montée progressive, le double c'est-à-dire environ 1,6 milliard. Ce n'est pas une augmentation de 9 % ni de 8 %, c'est une augmentation de 100 %. La Ville n'encaissera d'ailleurs pas un centime de ces 800 millions supplémentaires ; je souhaite qu'il n'y ait aucune équivoque sur ce sujet.

En tout cas, Mesdames et Messieurs de l'opposition, ne nous parlez plus de l'attractivité économique de Paris, car vous venez de lui porter un coup terrifiant dont elle aura beaucoup de mal à se remettre, et n'employez plus l'expression de "matraquage fiscal", parce que, chacun le sait maintenant, le matraquage fiscal à Paris, c'est vous !

Je reviens un instant aux investissements, pour confirmer que dans ce budget, comme dans tous ceux que nous avons présentés depuis 2001, leur financement reste extrêmement sain : grosso modo, un tiers d'épargne, ce qui est dû, comme en 2010, au regain des droits de mutation, un tiers de recettes d'investissement, cessions d'actifs ou subventions, et un tiers d'emprunt.

Un mot justement sur l'emprunt. Je n'ai pas parfaitement compris ce que j'ai lu dans la presse ni les propos que j'ai entendus aujourd'hui sur l'emprunt. J'ai cru comprendre que certains trouvaient la croissance de l'emprunt trop forte et que les autres voulaient que nous empruntions davantage. C'est donc l'occasion pour moi de redire ma conviction.

Nous finançons l'effort exceptionnel, historique, d'investissement de cette mandature que j'ai décrit, chiffré tout à l'heure, en empruntant de manière raisonnable ! C'est-à-dire sans craindre l'emprunt et la croissance de l'emprunt le prouve, mais aussi sans nous lancer dans une fuite en avant, qui présenterait un triple péril : alourdir beaucoup nos frais financiers qui s'élèvent aujourd'hui à une centaine de millions par an, rendre les emprunts plus difficiles à trouver d'année en année, et je vous renvoie à la situation d'autres collectivités, voire d'autres pays dans ce domaine, et, enfin, ce n'est pas le moindre, obérer les marges de manœuvre de la prochaine mandature auxquelles personne ne devrait être indifférent.

J'en ai terminé. Vous l'avez compris, ce budget est la suite logique des deux précédents sur ses priorités, sur la répartition entre fonctionnement et investissement et sur son mode de financement.

Dans notre politique budgétaire, nous avons deux impératifs que nous ne perdons jamais de vue.

Le premier est le sérieux indispensable, parce que sans sérieux financier, aucune politique n'est durable - je répète : aucune politique n'est durable -, et notre deuxième impératif est le respect intégral des engagements pris devant les Parisiens et ratifiés par eux en 2008.

Le vote que va donc émettre le Conseil de Paris ne sera pas seulement un vote de confiance financier, mais bel et bien un vote de confiance politique.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

Nous poursuivons le débat, je donne d'abord la parole à M. BARGETON.

M. Julien BARGETON. - Monsieur le Maire, chers collègues.

Le budget est l'acte politique par excellence puisqu'il reprend, retrace et résume les priorités que se fixe une collectivité publique.

C'est le moment fort pour apprécier l'application d'un programme politique. Peu de décisions restent sans traduction budgétaire. Il en existe, bien sûr, mais elles sont rares.

Inversement, le budget a besoin d'axes forts pour ne pas être une coquille vide. Sans le budget, une action publique est peu de chose. Sans axe politique, le budget n'est rien.

Comment se présente cette articulation, comment se construit-elle, comment parvient-elle à dessiner un cheminement des politiques publiques ?

D'une manière qui est plus simple que l'on veut bien souvent le faire croire, définir des priorités d'abord, choisir les voies et moyens de les financer ensuite, élaborer un mode de gestion qui encadre l'ensemble, enfin.

Nos priorités, les intervenants du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés vont les souligner et les détailler, en tout cas pour les principales : la solidarité, le logement, l'emploi, l'éducation, la petite enfance ou encore la culture.

Ecoutons attentivement les oratrices et orateurs de notre groupe et nous verrons que les lignes de force sont bien là, que les engagements sont respectés, que le cap est tenu.

Quoiqu'en disent certains, il y a beaucoup de nouveautés dans ce budget, nouvelles actions qui s'inscrivent dans notre ligne politique et nos ambitions sur Paris, je pense par exemple au début de la traduction concrète des "Etats généraux de la nuit", pilotés avec talent et intelligence par Mao PENINOU et dont j'ai pu vivre l'intensité et l'émulation des débats.

Vous allez entendre bientôt tous les autres exemples développés par les orateurs de notre groupe.

S'agissant des dépenses donc, je rappellerai juste d'abord que l'essentiel en est constitué par les dépenses de personnel et que ce n'est pas une charge, bien que cela dépasse les 2 milliards d'euros, parce que cela rétribue toutes celles et tous ceux qui rendent chaque jour le service public aux Parisiennes et aux Parisiens.

La récente mission d'information et d'évaluation a fait des propositions importantes, 2011 sera la première année de leur application.

Les nécessaires redéploiements, par définition de plus en plus compliqués chaque année, plus les budgets se suivent, ne résument pas notre pilotage de la gestion des ressources humaines avec la refonte de la catégorie B, les prestations sociales ou le plan formation, et surtout la résorption de l'emploi précaire et les gains de pouvoir d'achat pour les agents les moins bien payés.

Au total, la masse salariale progresse de 45 millions d'euros pendant que le Gouvernement gèle le point d'indice suscitant l'inquiétude légitime de nos agents, avec la réforme des retraites.

Je dirai ensuite que notre budget se caractérise par des investissements massifs, qui le singularisent dans le monde des collectivités publiques. C'est un cas à part, c'est un cas rare et nous en sommes fiers.

1,7 milliard d'euros en 2011, plus de 4,6 milliards depuis 2008, cela fait de notre Ville l'un des tous premiers investisseurs publics de France. 165 millions d'euros seront ainsi consacrés au tramway que nous attendons avec impatience dans le 20e arrondissement et dans tout le Nord-est parisien.

Le reste, enfin, ce sont les subventions et les achats externes, les prestations de services dont nous avons tant besoin.

Il n'y a pas de train de vie, ou dans des proportions très faibles, à Paris. Les 812 millions d'euros de moyens de fonctionnement, en légère diminution, servent à faire tourner les équipements si utiles aux Parisiens.

Ailleurs, les économies sont systématiquement recherchées et chacun peut en témoigner, les réformes de structure, la Direction des achats ont conduit ainsi à 14 millions d'euros d'économie.

Ensuite, lorsqu'on établit chaque année les dépenses qui permettent d'appliquer le contrat de mandature, il faut savoir comment on les finance.

Il y a bien sûr un degré d'interdépendance entre ces deux éléments, le cadre des possibilités n'est pas totalement déconnecté, mais il ne revient pas aux moyens de déterminer l'action, c'est l'objectif qui fixe la voie et pas l'inverse.

Comme chaque année, le contexte est inquiétant. La réforme de la taxe professionnelle a créé un imbroglio technocratique insensé, dénoncé par les parlementaires de tous bords, dont on nous annonce sans cesse les ajustements et pour laquelle les simulations précises manquent toujours.

Elle va peser lourd sur les entreprises parisiennes, plusieurs centaines de millions d'euros de plus, sans que la Ville puisse en bénéficier du tout.

La dette de l'État continue de se creuser pour atteindre 465 millions d'euros, secteur par secteur (politique de la ville, éducation, culture), les désengagements de l'État s'approfondissent, comme en témoigne le budget de 2011.

Quant au R.M.I.-R.S.A., il est toujours aussi mal compensé. Les dotations de l'État sont gelées, enfin, gelées dans l'ensemble. Pour Paris, ce sont 27 millions d'euros de moins. Pour quelles raisons ? Justifiées par quoi ? Qu'avons-nous fait de mal ?

On ne le saura pas mais l'État en faillite de François FILLON racle les fonds de tiroir.

Dans ce combat, la lutte paie, l'État a été condamné à verser la réalité de sa part pour la Maison départementale du handicap.

Mais cette lutte, c'est la nôtre, c'est celle de notre Majorité. Tandis que les parlementaires de la majorité gouvernementale, ici dans l'Opposition, votent inlassablement, loi de finances après loi de finances, pour des dispositions iniques qui privent la collectivité parisienne des moyens d'agir.

Assumez-le devant les Parisiennes et les Parisiens et cessez de prétendre que vous les défendez.

Et si c'était encore pour financer des villes en difficulté, pourquoi pas ? Cela se discute. Mais non, c'est pour combler les déficits de l'État que votre politique fiscale a largement contribué à faire dérailler.

Malgré cela, nous parvenons à financer nos priorités, grâce à la bonne gestion et tout en prenant compte d'une inscription prudente des droits de mutation, somme toute logique.

La fiscalité immobilière, cela se constate en compte administratif pour éventuellement dégager des marges de manœuvre après coup, mais on ne finance pas à long terme en souhaitant la poursuite infinie de la spéculation, pour soupirer, dépité, plus tard, comme chez Beckett, "Oh, les beaux jours que nous avons eus !"

Nul ne sait ce que vont devenir taux d'intérêt ou allongement de la durée des prêts. En matière de dette, je lis la même prudence, la même attention à la longue durée, dont il faut gratifier Bernard GAUDILLÈRE car le financement des dépenses est fondamentalement sain.

Les modes de gestion sont enfin, hélas, trop souvent passés sous silence. Les recettes, les dépenses, cela se gère, dans un cadre budgétaire si possible adapté et modernisé.

La Ville de Paris s'inspire volontairement de la démarche instaurée par l'adoption de la loi organique relative aux lois de finances pour l'État en 2001, alors même qu'elle n'y est pas soumise, comme toutes les collectivités locales.

Je me souviens que Christian SAUTTER, lorsqu'il était adjoint chargé des finances, avait écrit pour voir si nous pouvions aller plus loin et adopter le budget dans ce mode-là. Hélas, l'État nous l'avait carrément refusé.

La démarche de performance a vocation à constituer un outil à l'attention tant des élus que de l'administration, leur permettant de s'assurer de la réalisation de nos projets, tout en préservant la bonne santé financière de la collectivité.

Quatre directions pilotes (espace verts environnement, famille et petite enfance, développement économique et emploi, Direction des finances) ont initié cette démarche en 2009.

Trois nouvelles directions (Direction de la propreté et de l'eau, Direction des affaires sociales de l'enfance et de la santé et Direction des achats) ont élaboré courant 2010 leur contrat d'objectifs et de performance.

Ces contrats sont pour la première fois présentés dans un fascicule ad hoc, annexé au budget primitif 2011.

A titre d'exemple, le contrat de la Direction des famille et de la petite enfance, pour sa partie petite enfance, permet tout à la fois de suivre la réalisation du programme de construction de nouvelles crèches, de mesurer le développement de la qualité de service à l'usager, à travers le développement des établissements en horaires décalés, et de poursuivre l'optimisation de la gestion liée à l'accroissement du taux de fréquentation des crèches.

L'ensemble des contrats ainsi élaborés fera l'objet d'un suivi tout au long de l'année 2011, année au cours de laquelle la démarche sera généralisée à l'ensemble des directions de la collectivité, afin d'en faire un outil de pilotage de notre action partagé par tous.

Au moment où l'on jette l'opprobre de façon globale sur les cadres de la Ville, nous pouvons quand même remarquer au passage que, sous le pilotage du Secrétariat général, ils ne sont pas restés inactifs.

Je vous demande d'examiner cela objectivement, de ne pas passer outre en faisant comme si cela n'existe pas.

Quand j'entends parfois certains leaders de l'Opposition, j'ai l'impression qu'ils n'ont tout simplement même pas jeté un œil à cette démarche.

Oui, il y a des indicateurs et des objectifs à la Ville de Paris, nous allons beaucoup plus loin que nos obligations budgétaires et comptables que n'importe quelle autre collectivité locale mais, s'il vous plaît, faites juste l'effort de regarder et de lire les documents.

En effet, il n'y a rien à cacher mais tout à débattre dans l'espace public, à faire comprendre, à partager. Cela a toujours été, je crois, notre méthode, car la forme rejoint le fond. C'est par l'échange démocratique véritable que l'on atteint un contenu de qualité.

Or, que peut-on humer de notre discussion budgétaire ?

Les membres de l'Opposition ne voteront pas ce budget, ce qui se comprend, ce n'est pas faire une grande confidence que d'affirmer que les parlementaires de Gauche ne voteront pas non plus le projet de loi de finances, heureusement pour les collectivités locales et les Parisiens.

Une opposition s'oppose, surtout pour l'acte politique majeur que représente le budget, et nous l'avions déjà constaté en matière de ressources humaines pour la mission d'évaluation.

Mais au nom de quoi ? Au nom de quelle politique alternative ? Elle n'est ni visible ni compréhensible, car que constate-t-on ? Des amendements de l'U.M.P. qui, d'un côté, proposent des baisses substantielles de recettes et, de l'autre, réclament toujours plus et ajoutent des dépenses.

Ce n'est pas sérieux. Je sais bien qu'il faut demander plus à l'Etat et moins à l'impôt, mais au-delà de l'humour, cela ne fait en rien une politique budgétaire crédible.

Il n'est pas possible à la fois de réduire de 5 % certaines recettes comme les droits de mutation et faire davantage pour tel ou tel arrondissement, tel ou tel secteur.

Vous êtes en quelque sorte contre la dépense en général et pour la dépense en particulier, et ce n'est pas avec les microéconomies que vous proposez que vous financerez cela.

Ne me parlez pas en termes d'économie, par exemple, du 39-75, comme si c'était à la hauteur, ou bien de certains équipements puisque vos baisses d'impôts viennent réduire les recettes annuelles en fonctionnement. Quant à tirer par anticipation sur une fiscalité immobilière virtuelle, vous êtes les premiers à vous écrier que c'est dangereux, mais assumez plutôt à l'U.M.P. une politique qui vise à baisser les impôts et dans le même temps à réduire les services publics rendus aux Parisiens. Et dites lesquels, et comment !

Moins de personnel pour les crèches, dans les jardins, pas de Plan Climat, les prestations sociales en moins ? Vos amendements ne le disent pas.

Peut-être parce que le Gouvernement, lui, augmente désormais massivement les impôts et les taxes, signant une politique erratique. Peut-être aussi parce que c'est bien l'équilibre de fonctionnement qui est le plus périlleux pour les collectivités locales. Si on baisse les recettes, il faut baisser sauvagement les dépenses. Vous n'osez tout simplement pas l'avouer et l'assumer. Nous avons augmenté les impôts les deux premières années. Nous l'avions annoncé et assumé. Désormais, nous les stabilisons car nous savons que beaucoup reste à faire pour préparer l'avenir métropolitain de Paris, assurer une solidarité innovante dans la Capitale et rééquilibrer sur notre territoire les équipements et les services.

Mais nous savons aussi que la vie est chère à Paris et que la possibilité de hausse d'impôt n'est pas infinie. Ce budget trace donc une ligne. Il ne s'en prend ni à la qualité des services publics - une baisse d'impôt contraindrait à les réduire - ni au pouvoir d'achat des Parisiennes et des Parisiens, mais s'en tient au dosage rigoureux d'application résolue du contrat de mandature, d'actions nouvelles liées aux évolutions du contexte, d'efforts de bonne gestion et de modes de financement prudents, dosage dont la pertinence avait été testée entre 2001 et 2008 et n'a pas été démenti par les citoyens. C'est cet équilibre exigeant et ambitieux que nous soutenons sans réserve.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci bien.

La parole est à Jacques BOUTAULT.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Le budget est l'expression d'une politique et les Verts approuvent la traduction budgétaire de cette politique que vous nous proposez de mener en commun en 2011, Monsieur le Maire, et que nous avons d'ailleurs contribué à élaborer.

Si nous l'approuvons, nous l'avons dit, c'est essentiellement en raison de son orientation résolument à l'écoute de la souffrance sociale de certains de nos concitoyens, ceux qui sont les plus fragiles, les jeunes, les personnes âgées, les sans logement, les sans emploi, ceux qui ont eu un accident de la vie ou qui ont un emploi, mais précaire et sous-payé, et qui ont du mal à finir le mois.

Le cadrage budgétaire que vous nous proposez d'approuver ne néglige pas pour autant les besoins des familles à revenus moyens qui consacrent à Paris un taux d'effort important pour se loger, qui se déplacent dans des conditions difficiles en raison d'un sous investissement chronique de l'État dans les transports en commun durant les années passées.

M. LE MAIRE DE PARIS. - S'il vous plaît, écoutez attentivement du début à la fin.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Nous nous réjouissons des efforts communs de la Région et de notre collectivité pour améliorer la qualité et la régularité des transports publics et faciliter les déplacements à vélo avec la réalisation du tramway et les aménagements cyclables.

Nous nous réjouissons aussi des efforts en direction de l'enfance et de la petite enfance pour des écoles accueillantes et en bon état et disposant d'un matériel pédagogique de qualité, ainsi que de l'effort soutenu de création de places en crèche, sans oublier la culture, fabrique de lien et de sens dans une société en manque de repères.

Mais si nous approuvons sans réserve cette orientation de votre politique, nous pensons qu'un effort supplémentaire aurait pu être engagé en matière environnementale, un effort qui pourrait facilement être mis en œuvre en renonçant aux opérations de prestige socialement et écologiquement peu utiles comme la rénovation du centre commercial des Halles, le stade de rugby Jean Bouin, ou l'extension de Roland Garros sur les serres d'Auteuil. Voire Autolib !

L'écologie et le social marchent ensemble. L'un ne doit rien céder à l'autre. Car l'environnement n'est pas un luxe, c'est une nécessité d'aujourd'hui et un investissement pour demain.

Un investissement nous permettant de faire face aux conséquences économiques, sociales et sanitaires du dérèglement climatique, de mieux nous préparer au renchérissement des matières premières énergétiques et alimentaires et de nous adapter aux inéluctables crises financières à venir (si rien n'est fait pour limiter l'accumulation sans fin du capital) et ainsi, penser la résilience de notre ville, comme le préconise le réseau des villes en transition.

Sylvain GAREL avant moi a eu l'occasion de tenter de vous sensibiliser, Monsieur le Maire, à l'intérêt de créer une société d'économie mixte consacrée à l'énergie afin de résolument adapter notre ville à la nouvelle donne environnementale à venir tout en créant des emplois non délocalisables.

Même si nous avons bien compris que pour vous c'était une question de temps et d'organisation, après lui je souhaitais, dans un autre domaine, insister sur un aspect à améliorer de notre politique. Un aspect qui met bien en valeur le lien indéfectible qui existe entre le social et l'environnemental. Je veux parler du personnel de service des restaurants scolaires parisiens, également appelé les cantinières, au féminin, car il s'agit quasi exclusivement de femmes.

Le projet de la Ville, l'engagement ayant été pris devant les électeurs en 2008, est de servir un nombre conséquent de plats issus de l'agriculture biologique dans les repas des élèves qui déjeunent à l'école à midi, soit presque 80 % d'entre eux.

Mais servir 30 % de plats bio à la cantine d'ici 2013 ne pourra se faire qu'à plusieurs conditions. J'en souligne deux en particulier.

La première est de mutualiser les achats des caisses des écoles afin d'instaurer une solidarité entre elles et d'instituer un système de péréquation destiné à limiter leur différentiel de recettes et de ne pas laisser perdurer l'existence de caisses pauvres et de caisses riches.

La deuxième, tout aussi indispensable, consiste à impliquer davantage, à la base, le personnel dans sa tâche quotidienne auprès des enfants. Cette implication passe par une amélioration rapide des conditions d'emploi des personnels des caisses des écoles. La situation est très hétéroclite d'une caisse à l'autre puisque ces établissements publics locaux sont autonomes et régis par leur propre conseil d'administration. Mais le point commun de l'ensemble de ces personnels de cantine est sans aucun doute leurs conditions d'emploi, indignes d'une collectivité progressiste comme la nôtre.

Pour être titularisées en CDI, les cantinières doivent effectuer deux contrats de trois ans en CDD. Elles sont payées 10 mois sur 12 car durant les vacances scolaires, elles ne sont pas employées. Elles travaillent le plus souvent en temps partiel subi quelques heures par jour. Sans mutuelle santé ni comité d'entreprise, car toutes les caisses ne cotisent pas à l'A.G.O.S.P.A.P., elles ne disposent en outre d'aucune bonification indiciaire liée à l'ancienneté. Il n'y a aucune gestion sérieuse des carrières. Le salaire d'une cantinière expérimentée en fin de carrière est équivalent à celui d'une débutante. Et quel salaire… Le personnel contractuel de droit public est payé sur un indice de la fonction publique équivalent au S.M.I.C., c'est-à-dire à peine 7 euros nets.

Ajoutons à cela que les services de l'État ont transmis une consigne pour ne pas augmenter au 1er janvier les salaires des contractuels des établissements publics, et l'on risque de se retrouver avec du personnel payé au S.M.I.C. horaire. Cela n'est tout simplement pas tolérable.

Aussi, le groupe "Europe Ecologie - Les Verts et Apparentés" a déposé un vœu dans le cadre du débat budgétaire pour qu'un audit sérieux de cette situation soit mené rapidement, audit qui devrait aboutir en toute logique à nous donner des éléments de méthode pour réintégrer le personnel des caisses des écoles à l'effectif du personnel municipal.

Dans cette attente, la Ville devra mobiliser des moyens supplémentaires pour que chaque cantinière, quel que soit l'arrondissement où elle travaille, puisse bénéficier d'indemnités I.A.T. des agents de la Ville, de l'application des acquis des originaires d'outre-mer, de l'intégration à l'A.G.O.S.P.A.P. et d'une allocation prévoyance santé.

C'est à cette condition que la Ville pourra motiver et mobiliser ce personnel dans le cadre de sa politique d'introduction du bio dans les menus des cantines scolaires.

Une formation, plus encore qu'une sensibilisation, au développement durable et aux pratiques éco-responsables à destination des personnels des caisses des écoles et plus largement, à destination de tout le personnel de la Ville, doit être mise en place, accompagnée d'un bilan annuel.

Or, il n'existe pas de formation au développement durable dans le catalogue des formations de la Ville. La sensibilisation qui est faite du personnel est trop générale. Il n'est fait état que de très peu d'éléments sur les pratiques éco-responsables et leurs applications concrètes.

Les formations à destination des cadres sont aussi nécessaires, par exemple des formations destinées aux achats éco-responsables pourraient être utiles pour accompagner la transition de notre Ville.

Le groupe "Europe Ecologie - Les Verts et Apparentés" a déposé des vœux sur cette question, vœux destinés à peser dans le sens de l'indispensable écologisation de notre collectivité.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Monsieur BOUTAULT.

La parole est à Emmanuelle BECKER.

Mme Emmanuelle BECKER. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, alors que nous débattons du budget de notre collectivité pour l'année à venir, un nombre croissant de jeunes Parisiens est en proie à la misère et au chômage. Le taux de chômage chez les jeunes actifs de moins de 26 ans est proche des 25 % en France.

Dans ce contexte, la question de l'emploi des jeunes est un enjeu majeur de société. Nous avons en tout cas le devoir de la traiter comme telle. En effet, le chômage des jeunes est souvent synonyme de misère, de difficultés quotidiennes, d'angoisse et d'isolement. Sans travail, beaucoup de jeunes n'accèdent pas au logement. Ils doivent alors renoncer à leur indépendance et obscurcir ainsi leur confiance dans l'avenir.

La jeunesse est un moment clé de la construction individuelle. Se résigner à voir les vies de milliers de jeunes parisiennes et parisiens accablées par le chômage n'est pas une option envisageable. Quand un jeune sur deux est angoissé par son avenir, et puisque l'Etat n'assume pas ses responsabilités sur cette question, il est indispensable que nous assumions les nôtres.

Nous devons le faire aussi dans un souci de justice car de criantes inégalités territoriales existent au sein même de la jeunesse parisienne. Ainsi, les six arrondissements les plus touchés par le chômage des jeunes (12e, 13e, 14e, 18e, 19e et 20e) concentrent à eux seuls plus de 52 % des jeunes chômeurs parisiens, alors que les six arrondissements les moins touchés (1er, 4e, 5e, 6e, 16e) n'en hébergent que 22 %. L'écart est considérable.

Je sais que dans sa réelle volonté d'agir concrètement en faveur des jeunes en difficulté, Paris peut compter sur son réseau des missions locales.

L'Inspection générale des finances, comme celle des Affaires sociales, n'a pas manqué de rappeler, en juillet dernier, les excellents résultats des missions locales parisiennes. Car en mettant en œuvre une démarche globale d'accompagnement social et en prenant en compte les caractéristiques individuelles de chaque jeune se présentant à elles, elles font preuve d'une capacité remarquable en matière d'insertion professionnelle durable des jeunes.

Il me paraît utile du reste de rappeler que l'Inspection générale des finances souligne les coûts très raisonnables de ces bonnes performances. Ils sont de l'ordre de 417 euros par jeune. A titre de comparaison, il faut compter un minimum de 3.600 euros par jeune pour le contrat d'autonomie du Gouvernement, bien moins efficace par ailleurs.

Vous annoncez donc, Monsieur le Maire, vouloir renforcer la coopération des missions locales parisiennes, afin d'en faire l'un des leviers principaux de la politique d'emploi de notre collectivité.

Le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche n'a pas d'opposition particulière à l'idée d'une réforme de l'organisation des missions locales. Cependant, les modalités d'une éventuelle fusion suscitent des interrogations légitimes, notamment parmi les personnels.

Pour nous, il est indispensable en effet d'harmoniser les conditions de travail des personnels des missions locales. Cette harmonisation doit se faire par le haut, bien entendu, afin que les agents des missions bénéficient des meilleures conditions de travail possibles.

Cela implique aussi que la réorganisation ne diminue aucunement le nombre de salariés, car enfin pour nous l'essentiel est avant tout de prendre en compte les résultats des missions locales par rapport aux jeunes Parisiennes et Parisiens et de veiller à conserver, voire améliorer leur excellence.

C'est pour cette raison que nous avons déposé un amendement visant à abonder de 200.000 euros le compte des subventions aux associations pour financer l'action des missions locales parisiennes.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Communiste et élus du Parti de Gauche, socialiste, radical de gauche et apparentés et EELVA).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

La parole est à Mme LAGARDE.

Mme Christine LAGARDE. - Merci, Monsieur le Maire.

Mesdames et Messieurs les Conseillers de Paris, Monsieur le Maire, nous serons d'accord sur un point : l'examen du budget est un moment important qui nous lie collectivement pour les mois à venir ; il exprime l'orientation politique menée par la Ville.

L'orientation, je la trouve, elle est à la hausse. La politique, je la cherche.

A la hausse, parce que c'est plus de dépenses, c'est plus d'impôts, c'est plus de dettes. L'Etat, que vous avez tout à l'heure, pour certains des orateurs, fustigé dans sa politique économique, a choisi une logique inverse : nous avons choisi de redresser les finances publiques. Nous l'avons fait de manière responsable, et dans le respect des engagements qui ont été pris vis-à-vis des Français et vis-à-vis des collectivités territoriales.

Alors, sur ce triangle infernal de la hausse, dépenses, impôts, endettements, je voudrais faire quelques commentaires sur le volet recettes, sur le volet de l'endettement, et je voudrais ensuite revenir sur certain des aspects, qui ont été évoqués dans cet hémicycle, concernant la politique économique de l'Etat.

La taxe d'habitation et la taxe foncière viennent d'arriver dans nos boîtes aux lettres. Une fois encore, les impôts locaux crèvent le plafond, ils ont augmenté de 26 % ces deux dernières années.

Je voudrais simplement rappeler les augmentations de taux qui ont été effectuées. Sur la taxe d'habitation, nous sommes passés de 9,59 % à 10,36 %, sur la taxe foncière sur les propriétés bâties de 7,75 % à 8,57 % et sur la taxe d'enlèvement des ordures ménagères de 5,75 % à 6,24 %.

Voilà pour ce qui concerne un certain nombre de hausses.

Sans compter parfois quelques orientations qui, sur le plan fiscal, viennent un peu à contresens de la politique qui est souhaitée par la Ville de Paris et par nous tous : celle de l'attractivité de notre territoire. Quand on voit, par exemple, que les impôts sur les spectacles, qui font la réputation de Paris à travers le monde, sont en hausse de 5 millions d'euros par rapport à 2010, pourquoi ?

Ces augmentations sont d'autant plus difficiles à expliquer, à supporter, que dans le même temps les recettes de la Ville, liées au flux des transactions immobilières, ont tout simplement explosé.

Pendant la précédente mandature, les D.M.T.O. ont rapporté 5 milliards d'euros et elles sont reparties à la hausse. Je note, à cet égard, la provision qui a été effectuée. Dans un premier temps, ce sont 600 millions d'euros portés à 750 millions d'euros, et il est d'ores et déjà avéré que les D.M.T.O. pour la Ville de Paris au titre de l'année 2010 s'élèveront au moins à 1 milliard d'euros. On peut s'interroger, en ce qui concerne ce volet recettes, sur la sincérité du chiffre avancé.

Un milliard d'euros, c'est aussi le montant des recettes fiscales attendues pour Paris avec le nouveau schéma de financement des collectivités locales mis en place dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle.

Naturellement, et je ne le conteste en aucun cas, Monsieur le Maire, une partie des recettes supplémentaires permettra d'alimenter un mécanisme de garantie, que vous connaissez bien, qui est tout simplement fondé sur un mécanisme de solidarité qui permet d'équilibrer les gains des uns avec les pertes des autres, dans un souci de solidarité sur l'ensemble du territoire national.

En tout état de cause, la réforme de la taxe professionnelle ne peut pas justifier de hausses d'impôts locaux dans la mesure où, comme cela a été confirmé aussi bien par le rapport du Gouvernement que par le rapport des parlementaires, que par le rapport Durieux, la réforme de la taxe professionnelle permet aux collectivités de bénéficier de ressources fiscales plus dynamiques.

J'ai entendu les uns et les autres qualifier cette réforme de compliquée, de susceptible d'ajustements. Mais bien sûr, puisque réformer la fiscalité locale, c'était évidemment une tâche lourde.

J'ajoute que la ressource fiscale est fondée sur un panier beaucoup plus dynamique d'impôts. Je les évoque rapidement : la taxe sur les conventions d'assurances, la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises - j'y reviendrai dans un instant avec votre chiffre de 600 millions d'euros -, la cotisation foncière des entreprises, la taxe d'habitation, la taxe sur les propriétés bâties et non bâties, la taxe sur les surfaces commerciales, l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau. L'ensemble de ces éléments, et cela a été souligné par tous les rapports, y compris parlementaires, bi-partisans d'ailleurs, l'ensemble de ces éléments sont infiniment plus dynamiques que l'assiette précédente de la taxe professionnelle, que le président Mitterrand, je vous le rappelle, avait qualifiée d'impôt imbécile.

Alors quelles sont les affectations de ces recettes supplémentaires en faveur des Parisiens ? Quels investissements d'avenir pour améliorer l'activité économique, pour améliorer l'attractivité de notre ville, pour améliorer le mieux-être et la qualité de vie de chacun d'entre nous ?

Pour financer vos choix de gestion, Monsieur le Maire, il est toujours plus facile de se défausser de sa responsabilité sur l'Etat et d'augmenter les impôts pesant sur les ménages que de réduire les dépenses.

Vous avez hérité - j'en viens maintenant au chapitre de la dette - en 2001 d'une ville bien gérée et en voie de désendettement. Or, en neuf ans, qu'avez-vous réussi à faire ?

(Manifestations bruyantes et brouhaha dans l'hémicycle).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Chut ! Soyez aussi patients que moi ! Chut !

Madame LAGARDE, je vous en prie.

Mme Christine LAGARDE. - Merci, Monsieur le Maire.

En neuf ans, la Ville de Paris a plus que doublé son endettement : elle est passée en 2001 de 1,395 milliard d'euros à plus de 2,8 milliards d'euros. C'est une fuite en avant, peut-être légitime, probablement pas raisonnable, Monsieur GAUDILLÈRE. J'ai bien retenu votre qualificatif.

Pourquoi pas raisonnable ? Parce que lorsqu'on regarde la qualité d'une signature, on regarde non seulement la notation et la perspective qui est donnée, et je ne conteste pas que la notation soit bonne et que la perspective soit stable, mais pour autant les commentaires qui sont effectués amènent à douter de la durabilité et de la soutenabilité de cette politique d'endettement.

Je cite : "La capacité d'autofinancement de la Ville de Paris est structurellement moins solide et son endettement est moins soutenable qu'au cours du précédent mandat". Je dis donc : attention en matière de politique d'endettement.

Alors, je voudrais maintenant dire quelques mots sur trois sujets particuliers. Tout simplement pour vous indiquer que la politique économique, financière et fiscale qui est menée par le Gouvernement, quels que soient les qualificatifs portés par les uns et les autres, est destinée à un objectif : la création dans notre pays de valeur, la création d'emploi ; c'est l'objectif impératif que nous devons poursuivre dans le cadre du redressement des finances publiques.

Je voudrais citer quelques exemples de cette politique que nous menons au service de l'emploi et de l'investissement dans notre pays, parce que la valeur travail, la valeur économique, est déterminante.

Et je vais revenir un instant sur la taxe professionnelle.

Pourquoi ? Parce que vous avez fait état tout à l'heure, Monsieur le Maire et Monsieur le Premier adjoint aux Finances, d'une augmentation manifeste de la charge fiscale qui pèse sur les entreprises et vous avez ainsi indiqué que la contribution sur la valeur ajoutée économique avait augmenté de 800 millions d'euros. Je ne conteste pas ce chiffre, Monsieur le Maire. Pourquoi est-ce que je ne le conteste pas ? Parce que le mécanisme que nous avons mis en place entraîne la consolidation de la valeur au niveau des sièges des entreprises. Ce que les entreprises payent de plus à Paris, elles le payent en moins ailleurs.

Alors, soyons un peu honnêtes dans le qualificatif que nous faisons de cette réforme ! Cette réforme a bénéficié aux entreprises. Il en résulte, en régime de croisière, 4,7 milliards d'euros d'économie d'impôts pour les entreprises et il en résulte une diminution de 20 % du coût de l'investissement réalisé par chacune des entreprises en coût moyen.

Cependant, je comprends aussi que vous évoquiez un certain nombre de difficultés rencontrées notamment par les commerçants de Paris. Pourquoi ? Parce que le taux de la contribution foncière sur les entreprises, eh bien, vous l'avez augmenté, parce qu'il est de 16,52 %, à comparer avec un taux de taxe professionnelle qui était de 13,46 %.

Alors, pour celles des entreprises qui disposent de foncier pour l'exercice de leurs activités, oui, elles rencontrent des augmentations, mais pourquoi ? Parce que le taux a été augmenté par Paris.

J'ajoute qu'il est totalement impossible qu'une entreprise voie sa taxe professionnelle doubler. Pourquoi ? Parce que nous avons mis en place dans la loi de finances qui prévoit la taxe professionnelle un double mécanisme tel que dès lors que la taxe professionnelle d'une entreprise augmenterait de 10 % ou de 500 euros, à ce moment-là, l'État intervient et opère sous forme de dégrèvement.

Je ne vous laisserai pas dire, Monsieur le Maire, que la contribution économique territoriale, fondée tout à la fois sur la cotisation valeur ajoutée et la cotisation foncière, a augmenté de 800 millions d'euros pour les entreprises de Paris sans que vous ajoutiez immédiatement que, corrélativement, ces mêmes entreprises payent moins d'impôts ailleurs. Il faut regarder l'ensemble de l'équation taxe professionnelle.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Deuxième exemple qui a été évoqué ici ou là, pour vous montrer tout simplement que l'État ne renie pas ses engagements à l'égard des collectivités territoriales, et vous le savez d'ailleurs, vous l'avez reconnu tout à l'heure : plus d'encaissements au titre de la contribution économique territoriale que de la taxe professionnelle et application d'un mécanisme de solidarité.

Prenons l'exemple maintenant du R.S.A. En 2010, 24 départements dont Paris n'ont pas imputé de dépenses de R.S.A. majoré. L'application stricte du régime juridique de compensation aurait dû conduire à ne verser à ces départements aucune compensation pour 2011 et à reprendre ce qui avait été versé pour 2009 et 2010.

Qu'a fait le Gouvernement ? Pour ne pas pénaliser les 24 départements en question, le Gouvernement a proposé un amendement pour neutraliser la clause de rendez-vous pour ces 24 départements et reconduire le montant de la compensation 2010.

Troisième exemple : le logement social. Je me suis personnellement engagée, et vous le savez, lors du vote de la loi de modernisation de l'économie pour que le logement social puisse continuer à être financé dans des conditions importantes au titre de la réforme du livret A et, en particulier, en garantissant le taux de centralisation jusqu'à au moins 125 % des besoins de financement des logements sociaux.

Un instant sur ces logements sociaux. Savez-vous quelle était la moyenne annuelle des logements sociaux qui étaient construits pendant les années 1985 à 2000 ? 68.000 par an. De 2000 à 2005, 64.000 par an. En 2008, 103.000. En 2009, 120.000. En 2010, 120.000. Là non plus, je ne peux pas laisser dire que l'État ne soutient pas financièrement, comme jamais d'ailleurs depuis plusieurs décennies, le logement social dans notre pays.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Et puis, dernier exemple, Monsieur le Maire, je pense aux générations futures, aux jeunes qui aiment faire leurs études à Paris et ailleurs. Là aussi, le Gouvernement a fait de la recomposition du paysage universitaire parisien une priorité absolue, université par université, organisme après organisme, école après école. L'État s'engage pour accompagner les projets immobiliers et proposer des solutions concrètes.

Nous avons engagé des moyens. Outre les 700 millions attribués aux établissements parisiens par l'opération Campus, l'État apportera, et vous le savez, 1,7 milliard d'euros sur la période 2007-2013. Au total, ce sont donc 2,4 milliards d'euros sur la période, dont 200.000 ont déjà été engagés sous l'autorité de ma collègue Mme PÉCRESSE.

En conclusion, Monsieur le Maire, mon ambition pour Paris dépasse les querelles idéologiques et sectaires. C'est ma conception à moi de l'engagement au service de la Ville.

C'est pourquoi je soutiens, et vous le savez aussi, Monsieur le Maire, de toutes mes forces, au sein de mon Ministère et dans la position qui est la mienne, à Paris et au niveau national, la candidature de Paris pour l'accueil en 2013-2017 du Mobile World Congress, le plus grand salon au monde de l'industrie de la téléphonie mobile, et je ne regrette pas cet engagement un seul instant.

Ce que je regrette, à l'observation de ce budget, c'est l'application du toujours plus qui trahit des erreurs de stratégie pour la Ville.

Je vous le demande, Monsieur le Maire, où est la R.G.P.P., la Revue générale des politiques publiques, pour la Ville de Paris ? Où sont les investissements stratégiques ? Vous vilipendez bien souvent la politique de l'État en la matière, on peut faire des progrès en matière de redressement des finances publiques, en matière de gestion attentive et raisonnable de nos ressources, notamment en matière de création d'emploi, et surtout en donnant l'espérance d'un destin collectif qui profite à tous, qui soit fondé sur des stratégies de développement et d'investissement d'avenir, mais je crains, malheureusement, que vous ne fassiez vôtre la jolie phrase de Beaumarchais : "Taxons, taxons, il en restera toujours quelque chose".

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Chère Madame, je voudrais vous répondre très aimablement, donc je vais commencer par vous dire que pour ce qui concerne le fameux congrès que vous avez évoqué, avec mon adjoint Jean-Louis MISSIKA, votre collègue du 12e arrondissement, nous avons déjà pris beaucoup d'initiatives pour l'accueillir, et j'aurais aimé vous parler d'innovation, mais Jean-Louis MISSIKA, je vous laisse le soin de le faire quand vous aurez l'occasion de croiser Mme LAGARDE et vous lui direz tout ce que nous faisons pour l'innovation, la recherche et l'université.

Mais, Madame, tout en restant aimable, comment puis-je vous laisser dire, pour reprendre votre expression, puisque vous voulez m'interdire de m'exprimer de telle ou telle manière, franchement… D'abord, ce n'est pas très courtois de dire : "Je ne veux pas vous laisser dire", "Je ne veux pas vous laisser dire".

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Moi, je vous ai laissé parler, Madame LAGARDE, mais je suis désolé de vous dire que vous êtes la ministre de l'Economie d'un Gouvernement qui a baissé considérablement les crédits pour le logement social, et tous les parlementaires peuvent le vérifier.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

Mais si, Madame ! Les crédits du logement social ont baissé, notamment dans le budget 2010 et dans la prévision du budget 2011.

M. LAMOUR me dit "non". Regardez les documents budgétaires que vous discutez et votez à l'Assemblée nationale.

Deuxièmement, Madame LAGARDE, vous dites que nous sommes trop endettés. Eh bien écoutez, je préfère vraiment être à la tête d'une collectivité qui est à 38 % environ de ses recettes de fonctionnement en termes d'endettement quand la moyenne des villes françaises est environ à 80 %, les grandes villes, et notamment la Ville de Marseille à 190 %, je préfère être avec cet endettement-là que d'être Ministre de l'Economie d'un Gouvernement qui est obligé de financer par l'emprunt la moitié des dépenses de fonctionnement de toute l'année et qui est obligé de faire voter au Sénat il y a 15 jours un emprunt supplémentaire pour payer en décembre les fonctionnaires de 10 grands ministères, dont le Ministère de la Défense et le Ministère de l'Éducation.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élsu du Parti de Gauche et EELVA).

Enfin, Madame, vous avez voulu être extrêmement véhémente sur les impôts locaux.

Ce qui est très drôle, c'est que quand vous avez abordé la taxe professionnelle, vous avez dit que, bien qu'il y ait plus d'impôts avec la réforme, les entreprises parisiennes seront moins taxées que les entreprises des autres collectivités.

Chère Madame, que n'appliquez-vous ce raisonnement aux impôts locaux de Paris, à la taxe foncière et à la taxe d'habitation ?

Vous m'avez parlé de matraquage fiscal, mais après deux années, révolues d'ailleurs, d'augmentation des impôts locaux à Paris, deux années en 13 ans, nous restons les contribuables les moins taxés de toutes les grandes villes de France.

En revanche, vous avez parlé de matraquage fiscal, cette expression n'est valable que pour une réforme : la réforme de la taxe professionnelle qui verra les entreprises parisiennes payer le double de ce qu'elles payaient avant la réforme.

C'est vrai !

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élsu du Parti de Gauche et EELVA).

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Au cas, chère Madame, où vous ne seriez pas là cet après-midi à 16 heures, Bernard GAUDILLÈRE se propose, si vous le souhaitez seulement, de vous répondre maintenant puisqu'il répondra à tous les orateurs, en fin de débat.

Il se tient à votre disposition.

Je vous redonne la parole pour répondre à cette question, pas pour me répondre, ce n'est pas prévu par le Code des communes.

Madame LAGARDE, des règles s'appliquent dans toutes les communes. Le Maire peut vous répondre quand il veut.

C'est la loi.

Mme Christine LAGARDE. - Je ne vous réponds pas, Monsieur le Maire, je réponds à votre proposition et à cette gentille invitation de suggérer à M. GAUDILLÈRE qu'il réponde sur la question de la taxe professionnelle, je suppose.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Exceptionnellement, pour tenir compte de votre agenda, je le fais de bonne foi, M. GAUDILLÈRE se propose de vous répondre immédiatement, pas trop longuement, Monsieur GAUDILLÈRE.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Ni de manière idéologique ou sectaire.

Je répondrai sur quelques points qui m'ont frappé dans l'intervention de Mme LAGARDE.

Premièrement, vous avez mis en doute la sincérité de notre inscription de recettes en matière de droits de mutation. Figurez-vous que la prévision sur les droits de mutation est extrêmement difficile à faire, puisqu'elle dépend d'une conjoncture que ni vous ni moi ne connaissons, et que nous avons vécu dans ce domaine une aventure très désagréable en 2009, alors que nous avions inscrit un produit que nous croyions réaliste et qui s'est révélé finalement très excessif.

J'ai dû supporter pendant six mois les critiques, peut-être justifiées d'ailleurs, de vos collègues de l'Opposition me disant que je ne savais pas prévoir, que j'avais été excessif et qu'il fallait baisser ce chiffre.

Nous préférons donc inscrire une prévision qui, je l'espère, sera inférieure à la réalité, mais je ne peux pas laisser dire, surtout par un membre du Gouvernement, qu'il s'agit là d'insincérité.

Ce n'est pas de l'insincérité, Madame la Ministre, c'est de la prudence et, bien entendu, ce chiffre sera réévalué au budget supplémentaire si la conjoncture, ce que j'espère, nous est favorable.

Deuxièmement, sur la taxe professionnelle, vous dites deux choses qui me paraissent contestables. La première, c'est que les entreprises paieront davantage à Paris mais, si j'ai bien compris le raisonnement, moins en province ou dans d'autres collectivités.

Vous oubliez que votre raisonnement est peut-être valable, je dis bien peut-être, pour les grandes entreprises mais ne l'est sûrement pas pour les petites et moyennes entreprises qui n'ont d'établissement qu'à Paris.

Elles seront frappées par cette augmentation de la taxe professionnelle et elles ne se compenseront pas, ni à Courbevoie, ni à Lyon, ni à Marseille.

Ensuite, vous nous dites que l'État a prévu de compenser ces augmentations. Mais je n'ai jamais dit que ces augmentations intervenaient cette année, j'ai dit qu'elles étaient progressives et vous avez raison de dire que l'État, pour amortir l'effet de ce matraquage, a prévu une progression - je l'ai dit d'ailleurs dans mon discours, vous n'étiez pas là lorsque je me suis exprimé et si vous étiez là vous devez le reconnaître - j'ai dit que cette montée en charge serait progressive.

Mais je maintiens qu'en 2014 les entreprises parisiennes paieront le double de la taxe professionnelle qu'elles ont payé en 2009.

Nous nous donnons rendez-vous, Madame, en 2014, puisque vous serez sûrement encore conseillère de Paris au début de 2014, et nous pourrons comparer les chiffres.

Il y a un dernier point sur les transferts de compétences. Vous nous expliquez que l'État est loyal, c'est tout à fait naturel dans votre fonction de le dire, mais je ne répète qu'un seul chiffre, un seul : les dépenses sur le R.S.A. vont augmenter de 3,3 % tandis que la compensation que versera l'État va baisser de 2 %.

C'est un fait que vous ne pouvez pas contester, Madame, c'est un fait qui figure dans les documents budgétaires à la fois de la Ville, enfin, du Département et de l'État.

La différence entre ces deux évolutions, ce sont 46 millions d'euros. Et ces 46 millions d'euros, ce sont les contribuables parisiens qui vont les payer.

Je m'en tiens là, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

Nous poursuivons le débat, je donne la parole à M. Jérôme DUBUS.

M. Jérôme DUBUS. - Monsieur le Maire, mes chers collègues.

Dans trois mois, vous fêterez, Monsieur le Maire, vos 10 ans à la tête de notre Ville. C'est la raison pour laquelle vous partez, je suppose ?

(Mme Anne HIDALGO, première adjointe, remplace M. le Maire de Paris au fauteuil de présidence).

Depuis 2001, vous vous targuez de bien gérer Paris. Est-ce vraiment le cas ? La réponse est négative et l'examen de ce budget 2011 doit être l'occasion de dresser le bilan de cette décennie écoulée.

Mes chers collègues, un constat s'impose : le Maire de Paris est un expert en matière de dépense publique, suivant à la lettre le précepte de Michel ROCARD qui, en 1988, voulait "réhabiliter la dépense publique".

A Paris, c'est fait, et on peut même dire que l'élève DELANOË a dépassé le maître ROCARD.

A Paris, depuis 2001, c'est "je dépense donc je suis", c'est "je dépense donc j'existe". Vous avez inventé un véritable existentialisme budgétaire.

Dépenser toujours plus semble être l'horizon indépassable de cette municipalité.

Depuis 10 ans, le train des dépenses n'a cessé d'évoluer à vive allure, principalement en matière de fonctionnement.

Des exemples : les dépenses de personnel sont passées d'1,4 milliard d'euros à 2,1 milliards d'euros, 50 % d'augmentation.

Les charges à caractère général -que vous stabilisez cette année, paraît-il-, soit le train de vie de la Ville, atteignent 812 millions d'euros contre 492 en 2000, une progression de 65 %.

Les subventions de fonctionnement aux associations s'élèvent désormais à 327 millions d'euros contre 133 il y a 10 ans. Une augmentation de 146 %.

On aurait pu espérer, compte tenu des incertitudes de la conjoncture, un changement de cap en 2011, mais il n'en est rien. La Ville continue de mener grand train avec des dépenses…

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Un instant, Monsieur DUBUS.

Je vais demander à tous les conseillers qui sont en train de parler ou à leurs collaborateurs dans les travées de bien vouloir poursuive leurs conversations à l'extérieur et laisser M. DUBUS poursuivre son intervention.

Merci.

M. Jérôme DUBUS. - La Ville continue de mener grand train avec des dépenses de fonctionnement qui augmentent plus vite que l'inflation.

Quant à l'investissement qui fait votre fierté, sa proportion dans le budget général n'a pas bougé depuis 2001, sans compter la différence de plus en plus importante entre les dépenses inscrites au budget et celles réellement réalisées.

Dépenser n'est pas un crime pour une collectivité locale, reste à déterminer l'efficacité sur la vie quotidienne des Parisiens.

Le bilan est malheureusement mauvais :

- hausse du nombre de demandeurs de logement pour atteindre le chiffre record de 120.000,

- étiolement du tissu économique avec le départ de grandes entreprises (départ récent de L.C.L. à Villejuif ou du Crédit Agricole à Montrouge), 12.000 salariés en moins pour Paris,

- augmentation de la pauvreté et du chômage, chômage en hausse au mois d'octobre alors que les chiffres nationaux et régionaux baissent,

- efficacité réduite des services municipaux, le cas le plus emblématique étant celui de la propreté.

C'est si vrai que vous refusez systématiquement une évaluation objective de l'efficacité de ces dépenses, pourtant indispensable à toute gestion moderne.

Comme l'a dit Mme le Ministre, une revue générale des politiques publiques parisiennes, la R.G.P.P.P, s'impose.

Il vous faut alors trouver des boucs émissaires.

Qui mieux que l'État pouvait remplir ce rôle ? Un État vilipendé à longueur de Conseils, alors qu'il a toujours assumé ses engagements et ses responsabilités.

Vous avez inventé, Monsieur GAUDILLÈRE, la prétendue dette à l'égard de la Ville, plus de 300 millions d'euros où l'on trouve pêle-mêle le R.M.I.-R.S.A. qui a explosé depuis 2001 à Paris, l'A.P.A., l'ex-taxe professionnelle de France Télécom et même, comble de la supercherie, la couverture du périphérique Ternes-Villiers-Champerret, alors que vous refusez de lancer l'enquête publique !

Cette dette, c'est en réalité le monstre du Loch Ness : tout le monde en parle mais personne ne l'a croisé ! Quand assumerez-vous enfin vos propres erreurs ? Quand reconnaîtrez-vous que vous êtes l'unique responsable de l'augmentation massive des impôts ces deux dernières années ? Augmentations qui font du contribuable parisien une variable d'ajustement de votre budget, augmentation qui s'ajoute au coût de la vie parisienne particulièrement élevé, détruisant ainsi l'avantage comparatif d'une fiscalité qui jusqu'alors restait non confiscatoire à Paris.

C'est la raison pour laquelle mon groupe souhaite que, dès 2011, vous procédiez à un gel des dépenses de fonctionnement. Cela représente 93 millions d'euros d'économies, soit un peu plus de 1 % du budget général. Ce serait une mesure de précaution pour préparer un avenir que l'agence de notation Standard & Poors a qualifié elle-même d'incertain : incertain en ce qui concerne les recettes de fonctionnement, incertain sur la capacité d'autofinancement de la Ville, incertain sur l'endettement.

Vous profitez, et tant mieux pour vous, d'un marché immobilier dont les prix s'envolent, par la création d'une économie de la rareté à laquelle vous avez largement contribué. Il y a d'ailleurs un énorme paradoxe à voir les ennemis du marché les plus virulents, les gardes rouges de Ian BROSSAT et les templiers verts de Sylvain GAREL, s'apprêter à voter un budget dont l'équilibre repose précisément sur des recettes issues du marché tant honni !

Combien de temps cela durera-t-il ? Personne ne le sait.

Alors, mes chers collègues, au nom du principe de précaution financière, nous vous demandons de revenir à une gestion plus sage mais aussi plus efficace, sous peine de déclencher avant 2014 - et nous en prenons le pari aujourd'hui - une nouvelle hausse des impôts.

C'est l'ambition de mon groupe, c'est celle qu'attendent une majorité de Parisiens.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - La parole est à M. Jean-François MARTINS.

M. Jean-François MARTINS. - Merci, Madame le Maire.

Chers collègues, c'est la deuxième année consécutive que notre Assemblée doit préparer et débattre de son budget dans un contexte difficile, un contexte de crise économique, financière et sociale.

A ce contexte exceptionnel, l'ensemble de la force publique, qu'elle soit nationale ou locale, doit apporter une réponse, elle aussi exceptionnelle. Nous devons donc sortir des sentiers battus, transgresser la feuille de route électorale qui avait été établie dans un contexte bien plus favorable et inventer des solutions nouvelles, expérimentales, créatrices, qui vont nous permettre de sortir de ce contexte.

A ce titre, malgré vos déclarations tonitruantes, ce budget ne fait pas face à la crise, il la constate ; ce budget ne prépare pas l'avenir, il gère tant bien que mal le présent. Paris, dans ce contexte, a besoin d'une impulsion visionnaire. Le budget que vous nous présentez est tristement gestionnaire.

Il touche à tout, tout paraît prioritaire, comme si votre seule obsession était de mettre en œuvre tout de suite l'ensemble de vos engagements de campagne. Mais, entre votre élection et aujourd'hui, sont arrivées la crise et la nécessité d'y apporter des remèdes urgents.

Car ne nous y trompons pas, il ne suffit pas de faire face à la crise, il faut l'endiguer, l'éteindre et proposer aux Parisiens des raisons de retrouver un peu d'optimisme. En l'occurrence, il nous faut répondre à Paris à plusieurs crises sur lesquelles des options courageuses étaient attendues par nos concitoyens : la crise économique, la crise du logement et la crise environnementale.

La crise économique, tout d'abord : je vous l'accorde bien volontiers, Madame le Maire, les investissements réels en matière sociale et leur progression lors des deux dernières années ont permis à Paris d'assurer la protection et l'assistance des Parisiens frappés de plein fouet par la crise. Cet effort nous a permis de réduire l'impact social et humain des conséquences désastreuses de la crise financière.

Pour autant, si cet effort a permis de panser les plaies, cet effort était nécessaire et je vous félicite de l'avoir fait, mais il ne faut pas simplement s'attaquer aux symptômes mais aussi au mal qui les provoque.

Notre mal économique à Paris, c'est la difficulté de plus en plus grande de voir s'installer et perdurer des P.M.E., de maintenir à Paris des activités de production, d'artisanat et de petit commerce ; ces activités, pourtant si précieuses, qui produisent des emplois, du lien social et une richesse pas seulement monétaire ; ces activités, justement, qui sont victimes jour après jour de l'augmentation du prix du foncier, d'un contexte concurrentiel - nous aurons l'occasion d'en reparler - où seuls les grands groupes ont primauté et qui seront demain victimes, vous l'avez souligné avec justesse, de l'augmentation de la taxe professionnelle décidée par le Gouvernement.

Redonner aux P.M.E. les moyens et le cadre favorables à leur implantation à Paris devrait donc être notre priorité, en particulier pour les quartiers de Paris qui ont besoin d'emplois et qui ont besoin d'un rééquilibrage entre l'usage résidentiel et les activités économiques. A ce titre, je vous rappelle une nouvelle fois notre proposition d'expérimenter, dans les quartiers du Nord-est parisien, des zones franches urbaines où nous pourrions notamment favoriser les P.M.E. et une réduction de charges pour celles-ci.

Deuxième élément : la crise du logement…

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Monsieur MARTINS, vous avez déjà largement dépassé votre temps de parole.

M. Jean-François MARTINS. - J'ai 5 minutes, Madame HIDALGO !

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - On m'a inscrit 2 minutes, donc c'est peut-être une erreur de la séance. Donc autant pour moi !

M. Jean-François MARTINS. - Je n'ai pas pu m'exprimer ce matin…

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Allez-y, je vous en prie !

M. Jean-François MARTINS. - C'est la seule expression à laquelle j'ai droit sur le budget et, si je peux me permettre, j'y suis un tout petit peu attaché !

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - C'est simplement que, sur mon document, on m'avait inscrit 2 minutes, mais allez-y, vous avez les 5 minutes !

M. Jean-François MARTINS. - Merci.

Deuxième élément : la crise du logement…

Il va bien, Monsieur DUBUS, merci pour lui !

… la crise du logement ensuite qui, contrairement à ce que vous croyez, n'est pas seulement une crise du volume et une crise du nombre de logements mais c'est aussi une crise du nombre d'habitats et de leur répartition dans la Capitale.

Si je prends acte avec satisfaction de l'effort continu de notre collectivité pour le logement social, en tout cas en volume, ce budget, pour autant, n'est pas très enthousiasmant car il aggrave une nouvelle fois, de manière dramatique, la fracture territoriale dont souffre Paris et qui met chaque jour à mal la mixité sociale et l'unité de Paris.

Si votre politique du logement est ambitieuse en moyens, elle est terriblement étriquée et inégalitaire quand on la regarde dans le détail.

Inégalitaire car elle concentre une fois de plus les logements sociaux là où ils sont très largement excédentaires. Comme vous aimez les chiffres et les bilans depuis 2001, je vous saurai gré d'écouter ceux-ci : depuis 2001, sur l'ensemble des logements sociaux nouveaux créés par votre Municipalité, 70 % se situent dans le Nord-Est parisien (9e, 10e, 11e, 12e, 13e, 18e, 19e et 20e arrondissements), c'est-à-dire dans les quartiers qui ont depuis très longtemps dépassé les quotas S.R.U. et même les quotas supplémentaires qu'on pourrait espérer.

Inégalitaire, je viens de le dire, mais aussi étriquée car votre politique du logement se résume exclusivement à la production de logement social. Evidemment, cette production est nécessaire mais, en aucun cas, vous ne tentez et n'avez l'ambition de mobiliser le parc privé ou l'accès social à la propriété.

Votre réponse à cette question ? C'est seulement 3 % ! 3 petits pourcents du budget logement dédiés à l'accession à la propriété et à la mobilisation du parc privé. Tout est dit ! Votre politique de logement, c'est de riches propriétaires d'un côté et de pauvres locataires en parc social de l'autre. L'enfer pour les classes moyennes !

Enfin, permettez-moi quelques mots sur le cadre de vie et la crise environnementale auxquelles sont confrontés les Parisiens, que vous n'avez pas su prendre en considération et auxquelles vous n'avez pas su apporter de réponse dans ce budget. J'ai fait une liste, malheureusement non exhaustive et pour autant déjà très longue :

- pas d'investissement pour la refonte des axes noirs de la voirie parisienne ; je pense en particulier à l'avenue du Général Leclerc, à la porte d'Orléans dans le 14e arrondissement ;

- pas d'investissement, pourtant tant attendu, pour une généralisation massive du tri sélectif des déchets à Paris ;

- pas d'investissement pour un plan urgent contre les nuisances sonores, qui sont pourtant devenues à Paris de plus en plus insupportables et source même de pathologies chez une partie de nos concitoyens.

Autre investissement que vous n'avez pas fait et, pour vous, visiblement la solidarité est à géométrie variable : nous sommes à mi-chemin de la loi de 2005 pour l'égalité des droits et des chances et la participation à la citoyenneté des personnes handicapées. Nous sommes à mi-chemin et nous avons normalement l'obligation de présenter un plan d'investissement qui nous permettra de rendre les établissements recevant du public accessibles d'ici à 2015. Dans ce budget, pas un mot, pas une ligne pour atteindre cet objectif et je le regrette.

Ainsi, Madame le Maire, votre budget apporte quelques réponses sur les investissements qui seront livrés pour 2011, 2012, 2013. Et après ? Que se passe-t-il après ? La vie parisienne a-t-elle vocation à ne pas avoir d'avenir à la fin de votre mandature ?

Les investissements qui construisent réellement l'avenir et qui modifient la ville en profondeur sont des investissements pluriannuels, à l'échelle d'une décennie, des investissements durables et continus qui permettent de répondre dès maintenant aux enjeux et questions auxquels seront confrontés les enfants qui naissent aujourd'hui à Paris. Nous leur devons cette exigence de prévision, d'investissement et de confiance dans l'avenir.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Madame Sandrine CHARNOZ, s'il vous plaît ?

Mme Sandrine CHARNOZ. - Merci, Madame la Maire.

Madame la Maire, mes chers collègues, je voudrais, comme mes collègues de ce côté-ci de l'hémicycle, saluer ce budget qui, comme les précédents, est d'abord celui de la solidarité pour nos concitoyens les plus fragiles. Il démontre ensuite le dynamisme de notre politique.

Ce budget arrive dans un contexte économique et social lourd et la reprise économique annoncée par le Gouvernement depuis deux ans n'est toujours pas au rendez-vous. Là où le Gouvernement se désengage chaque jour un peu plus, préférant la communication plutôt que le fond, notre collectivité, par son budget solidarité et par ses investissements, démontre que l'action politique est un levier dans des domaines aussi importants pour les Parisiens que le logement ou encore l'emploi. Même si le taux de chômage parisien est, pour la première fois depuis 20 ans, inférieur à la moyenne nationale et augmente moins vite, ce sont plus de 111.000 chômeurs et 60.500 allocataires du R.S.A. qui nécessitent toute notre attention.

Le chiffre des sans-emploi ne reflète d'ailleurs pas forcément la réalité. Les chômeurs arrivés en fin de droit sortent des statistiques, sans compter ceux qui ne s'inscrivent à Pôle Emploi, comme les jeunes.

Autres signe préoccupant, la précarisation du marché de l'emploi. Ce sont les offres d'emploi temporaire qui progressent fortement, avec presque 16 %, alors que les offres d'emploi durable régressent, moins 3,2 % en septembre de cette année. Ce sont les contrats aidés, également, qui augmentent le plus, plus 50 %. Nous avions 6.571 offres en septembre 2009 ; nous en avons 9.897 un an après. Ces offres de contrat aidé dissimulent ainsi une fausse reprise et en tout cas ne sont pas au rendez-vous de l'emploi durable que nous pourrions espérer.

Dans ce contexte de crise, Paris reste mobilisée pour l'aide au retour à l'emploi et l'insertion professionnelle, et notamment pour les plus fragiles. Paris fait de l'accompagnement la clé de voûte de ces dispositifs. Chaque année, ce sont plus de 20.000 Parisiens qui retrouvent un emploi grâce aux nombreux dispositifs d'accompagnement vers l'insertion professionnelle.

Solidarité tout d'abord avec les plus éloignés de l'emploi.

310 millions d'euros pour les allocataires du R.S.A., en progression de plus de 10 millions d'euros non totalement compensés par l'État avec les fameux 46 millions d'euros manquants évoqués par M. GAUDILLÈRE tout à l'heure.

61 millions d'euros pour le plan départemental d'insertion, en augmentation de plus de 2 %. Le million supplémentaire sera quasi totalement dédié à des actions d'insertion professionnelle comme par exemple le nouveau dispositif "premières heures" qui est soumis à ce Conseil, 300.000 euros en 2011 et 300.000 euros en 2012 pour une centaine d'allocataires chaque année. Ce projet permet de proposer un parcours d'insertion professionnelle à des personnes en situation de grande exclusion, avec une progression graduelle des heures travaillées au sein d'un chantier d'insertion, d'une entreprise d'insertion ou d'une régie de quartier jusqu'à ce que cet accompagnement débouche sur un emploi durable. Comme l'emploi est notre objectif, une prime de 500 euros est prévue lorsque la personne suivie rentre en contrat aidé ou en emploi durable au terme de son parcours.

Notre politique d'accompagnement reprend et prolonge les dispositifs qui ont fait leurs preuves, comme le plan local pour l'insertion et l'emploi. Le P.L.I.E. des 18e et 19e, qui a suivi entre 2007 et 2009 3.200 Parisiens et a permis le retour à l'emploi de 1.235 d'entre eux va s'étendre au 20e. Conscient des résultats de ce dispositif, mon groupe défend un amendement de 200.000 euros supplémentaires pour son extension aux 11e et 12e arrondissements de Paris, deux arrondissement fortement touchés par l'augmentation du chômage, notamment des jeunes, à plus de 40 %.

Poursuite des dispositifs qui ont fait leurs preuves, je le disais précédemment, mais également essaimage des bonnes pratiques, comme c'est le cas pour l'expérimentation de La Clairière, qui, je le précise ici, est en difficulté suite également au désengagement de l'État dans ses subventions. En 2009, La Clairière a suivi 34 femmes, dont 22 sont sorties en emploi durable. Ces femmes sont accompagnées vers le métier d'auxiliaire parentale. Ce programme sera étendu aux centres sociaux "Solidarité Roquette", dans le 11e, et "Relais 59", dans le 12e. Chacun de ces centres accompagnera 15 femmes par an. Cela illustre notre priorité donnée à l'emploi des femmes, et notamment des mères isolées, souvent issues des quartiers "politique de la ville".

Extension également du secteur de l'économie sociale et solidaire avec l'ouverture de nouvelles régies, comme dans le 12e et le 10e. Paris appuie également le secteur de l'économie solidaire par ses achats. En 2009, ce sont 2.800 allocataires du R.S.A. qui ont retrouvé un emploi grâce aux clauses sociales de nos marchés publics.

Solidarité également avec les jeunes qui sont le plus durement touchés par la crise et qui peinent à s'insérer professionnellement, ce qui nous fait toujours craindre à l'heure actuelle l'émergence d'une véritable génération sacrifiée. À Paris, le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans a progressé de 38 % entre mai 2008 et mars 2010, voire de plus de 40 % dans certains quartiers ou arrondissements. Dans le prolongement des travaux de la mission d'information et d'évaluation dont le rapport a été débattu en séance de juin dernier, mon groupe porte un amendement de 100.000 euros pour abonder le budget des missions locales. Ces dernières sont un des outils centraux de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes qui pour beaucoup ne poussent même pas la porte de Pôle Emploi.

Ce sont plus de 20.000 jeunes qui auront été suivis cette année. Les missions locales ne cessent d'évoluer pour ne servir qu'un seul objectif, l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, et les résultats sont à saluer : 36 % des jeunes sont placés en emploi. C'est un des pourcentage les meilleurs d'Île-de-France. Expérimentations et réformes vers une meilleure transversalité permettront de renforcer leur action.

Paris favorise par ailleurs la rencontre directe entre employeurs et demandeurs d'emploi par ses forums. Le premier d'entre eux, "Paris pour l'emploi", depuis 2003 a permis le retour de plus de 40.000 personnes à l'emploi. En 2009, il a permis le retour à l'emploi de plus de 5.000 Parisiens et Franciliens dont 60 % en contrat à durée indéterminée.

Au-delà de ce rendez-vous annuel sur le Champs de Mars, en 2010, Paris innove encore et a proposé un forum pour les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur au "104". Ce forum a attiré 5.500 jeunes. Des forums par ailleurs dans les arrondissements pour favoriser l'emploi de proximité ont également été organisés. Le forum "Paris de l'expérience et de l'emploi des seniors" a attiré 6.500 personnes le 1er décembre dernier.

Ce dernier point illustre bien notre priorité pour l'emploi des seniors. Pour chacun de ces forums, les structures accompagnent les allocataires du R.S.A., les préparent et leur permettent de déposer une candidature.

Autre formule innovante, nos MdEE, qui ont permis l'accompagnement de nombreux Parisiens, et notamment celle du 10e, qui vient d'ouvrir ses portes et qui se consacre principalement aux services à la personne. Nous lançons d'ailleurs lors de ce Conseil un partenariat avec la Région à l'occasion d'un pacte territorial pour l'emploi.

Paris soutient l'emploi également comme employeur de personnes en insertion en Île-de-France, c'est le premier employeur d'ailleurs. Ils sont actuellement près de 1.500 au sein de notre collectivité, et l'objectif sera le même dans le budget 2011. Si ces contrats permettent à des personnes en insertion de revenir à l'emploi, ils ne sont pas une fin en soi, et la qualité de la réinsertion dépend de l'encadrement et des formations, ce à quoi nous nous attelons régulièrement.

Actuellement, le désengagement de l'Etat frappe également ces contrats, et je voulais partager avec vous l'inquiétude de voir l'Etat faire des économies sur l'insertion professionnelle des personnes les plus fragiles en annonçant récemment qu'il va baisser son taux de prise en charge des contrats aidés de 90 % à 70 %, faisant encore une fois peser sur notre collectivité des doutes sur notre budget 2011, et se désengageant ainsi toujours de l'aide aux plus fragiles.

Les contrats aidés ne sont qu'un filet, d'autant plus vital que nous sommes en crise. Mais Paris cherche à soutenir l'emploi et les secteurs pourvoyeurs d'emplois pérennes.

Notre politique de lutte pour l'emploi s'appuie sur le soutien à la création d'activité et nos actions pour renforcer l'attractivité de Paris, quoi qu'en dise la Droite. La création d'entreprises diminue en 2010 : 7.480 au premier trimestre contre 5.657 au troisième trimestre. C'est pourquoi l'action de la Ville est nécessaire, faute d'un État efficace dans sa politique économique.

Nous avons inventé et mis en œuvre de nombreux dispositifs spécifiques pour soutenir la croissance, l'emploi et en particulier le tissu des PME. Paris apporte une garantie financière à des entreprises en création, reprise ou développement par des prêts, des crédit-bails ou des cautions bancaires comme "Paris finances plus" mais aussi du soutien au capital-risque avec "Paris business angel". Plus de 7.000 emplois ont été créés par exemple en 2009-2010 avec une belle montée en charge du dispositif, notamment avec "Paris entreprendre" ou "Paris innovation amorçage".

Ce soutien aux P.M.E. est d'autant plus important que ce sont les P.M.E. qui drainent 80 % de l'emploi salarié à Paris. Notre collectivité leur permet de se créer et de se développer, de se loger, et favorise leur accès à nos marchés publics par le pacte P.M.E. ou encore en leur réglant 20 % lors du passage de la commande pour les aider dans leur trésorerie.

Par ailleurs, nous soutenons l'innovation, et 500 millions d'euros ont été investis sur la période 2009-2011, et la Droite est vraiment de mauvaise volonté en cherchant le milliard puisque la moitié est déjà mobilisée. En 2011 seront livrés de nouveaux incubateurs : 8.000 mètres carrés rue des Poissonniers, et ce sont 13.500 mètres carrés nouveaux d'incubateurs que nous mettrons en œuvre cette année. Près de 40.000 sont programmés et engagés pour remplir l'objectif des 100.000 mètres carrés aux jeunes entreprises d'ici 2014. Ou encore des pôles à loyers modérés en moyenne inférieurs de 20 % au prix du marché comme Losserand et Belleville pour héberger les entreprises parisiennes.

Je tiens également à signaler l'initiative de la bourse des logements vacants pour une meilleure circulation de l'information qui permet aux entreprises de trouver aisément des locaux en pied d'immeuble ou en hôtel d'entreprise.

Je souhaite également saluer la licence "open data" votée à ce conseil pour ouvrir les données publiques municipales à tous pour que les Parisiens puissent créer de nouveaux produits et services.

Pour soutenir l'emploi, pour épauler les chômeurs parisiens, pour l'attractivité de Paris, je vous invite à voter ce budget.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

Mme Anne HIDALGO, adjointe, présidente. - Merci, Madame CHARNOZ.

Je donne la parole à Mme Danielle FOURNIER, présidente du groupe "Europe Ecologie - Les Verts et Apparentés".

Mme Danielle FOURNIER. - Merci, Madame la Maire.

Nous sommes très sensibles au fait que la solidarité, qui est un des maîtres mots de ce budget, se décline aussi avec un axe fort en matière de solidarité internationale.

La Ville de Paris va ainsi être chef de file d'un projet de développement des stratégies municipales de santé en Afrique, à Bamako et Ouagadougou. A ces 400.000 euros de dépenses s'additionneront 2,3 millions d'euros qui seront consacrés à la lutte contre le Sida en Afrique - et dans la précédente mandature, nous avions beaucoup œuvré pour que cette ligne soit créée - auxquels s'ajoute l'aide d'urgence et, par exemple, le budget 2011 intègre la participation de Paris à la reconstruction de Port-au-Prince à hauteur de 500.000 euros par an pendant trois ans, conformément au vote du Conseil de Paris, suite au tremblement de terre survenu en Haïti.

Notre Ville poursuit donc une politique volontaire dans le domaine de l'aide humanitaire et l'aide d'urgence, dans le domaine de la solidarité, par exemple l'accès à l'eau potable et à la santé, et dans le domaine de la coopération.

Il nous semble cependant important de favoriser la reconnaissance et l'action des initiatives de solidarité et de partenariats d'une ampleur différente, par la création d'une enveloppe locale destinée aux projets de solidarité et aux partenariats internationaux au niveau des arrondissements.

En effet, de très nombreuses associations locales ont mis en place des programmes d'échange et des manifestations croisées qui portent sur des domaines très divers, aussi bien la culture que la jeunesse ou l'insertion, la formation, le développement économique ou l'environnement.

A ce niveau, ce sont les habitants, plus que la Ville, qui s'impliquent et il nous semble essentiel de les soutenir, tant l'échelle locale et très locale semble pertinente aussi en la matière.

En considérant la décision qui a été prise en 2001 par le Maire de Paris de créer une enveloppe budgétaire locale d'animation culturelle, ce qui a permis de développer de manière cohérente des manifestations et des initiatives culturelles au plus près des habitants dans les différents arrondissements, le groupe "Europe Ecologie - Les Verts et Apparentés" propose la création d'une enveloppe budgétaire locale d'animation destinée à soutenir des projets de solidarité et des partenariats internationaux.

C'est le sens du vœu que nous avons déposé dans le cadre du budget primitif qui s'inscrit dans la volonté de mettre en place une forme de décentralisation, en dotant les arrondissements de moyens supplémentaires.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci à vous, Danielle FOURNIER.

Je donne la parole à Mme SIMONNET, du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche.

Mme Danielle SIMONNET. - Merci, Madame le Maire.

Alors que nous débattons du budget Ville et Département, ayons conscience, mes chers collègues, de la remise en cause très grave de la souveraineté populaire aujourd'hui à l'œuvre en Europe.

La Commission européenne veut imposer un contrôle a priori des budgets nationaux sur des critères tout à fait discutables, tirés des pires doctrines libérales, comme la baisse des impôts, et les politiques d'austérité.

Dans le contexte de crise, l'Union européenne veut contraindre les États à imposer aux citoyens des politiques d'austérité plutôt que le recours à la hausse des impôts, outil de redistribution qui prend aux plus riches et au Capital.

Je tiens à dire que je regrette fortement que les députés socialistes et Verts comme l'U.M.P. n'aient pas soutenu la proposition de loi Billard présentée par les communistes et les élus du Parti de gauche à l'Assemblée nationale, visant à garantir la souveraineté des peuples en matière budgétaire.

La politique nationale du Gouvernement SARKOZY a, depuis le début, profité de la crise pour justifier son offensive libérale. Au nom de la réduction des déficits publics, il n'a de cesse de baisser les dépenses, d'attaquer les services publics. On casse la retraite à 60 ans et, demain, la Sécurité sociale.

Le désengagement financier organisé par le Gouvernement vis-à-vis des collectivités territoriales persiste et s'aggrave. 465 milliards d'euros de dettes cumulées vis-à-vis de Paris, même si, heureusement, parfois, nous remportons des victoires, comme celle relative à la participation financière de l'État à la M.D.P.H., à laquelle le Gouvernement voulait déroger et nous pouvons nous en féliciter. Mais d'autres choix pourraient prévaloir, celui d'avoir recours à l'augmentation des recettes en revenant sur toutes les mesures de défiscalisation comme le bouclier fiscal, le recours aux multiples exonérations. Taxer le Capital, les profits, la spéculation financière, taxer enfin les hauts revenus et imposer un salaire maximum, permettrait de financer un programme ambitieux pour répondre à la crise écologique et sociale.

Mais au lieu de cela, le dumping fiscal et l'austérité sont imposés aux gouvernements et aux peuples et le Gouvernement de SARKOZY l'impose aux collectivités : Paris, comme l'ensemble des collectivités, devrait accepter des plans de rigueur de type R.G.P.P. C'est bien l'injonction que vient de nous faire Mme LAGARDE ici présente… Non, déjà ici absente. Je pense qu'elle a dépassé sa petite heure trimestrielle de présence parmi nous, annuelle même !

Alors, que faire ? Résister et démontrer qu'une politique alternative est possible ou nous y soumettre ?

Dans le rapport de présentation du budget primitif de la Ville et du Département de Paris pour 2011, nous nous vantons de nous voir attribuer par les agences de notation financières, chaque année, leur note maximale…

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Pardonnez-moi, Madame, juste un instant.

Il y a beaucoup de monde dans les travées qui parlent, qui n'écoutent pas l'oratrice. Je voudrais vraiment que ceux qui ont des conversations qui perturbent le bon déroulement de la séance aillent les poursuivre à l'extérieur et que nous laissions Mme Danielle SIMONNET poursuivre son intervention.

Merci.

Mme Danielle SIMONNET. - Nous nous vantons dans notre rapport de nous voir attribuer par les agences de notation financières, chaque année, leur note maximale dite "triple A". Ces agences ne manquent pas de saluer à cette occasion la gestion saine et soutenable de notre Municipalité.

A quel prix et selon quelle logique ?

Pour le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, nous n'avons pas à nous vanter d'avoir beaucoup plus faiblement recours à l'emprunt que les autres grandes villes, d'avoir des impôts locaux bien plus bas qu'ailleurs. Aussi, ne minorons pas non plus nos recettes relatives aux droits de mutation.

Faut-il satisfaire les besoins en fonction de moyens qu'on limite ou faut-il dégager les moyens nécessaires en vue de satisfaire les besoins ? Dans la période de crise, c'est, au contraire, je pense, une politique ambitieuse, garante de l'accès aux droits qu'il nous faut mener.

Le discours dominant ne cesse de marteler qu'il n'est pas responsable de laisser aux générations futures des dettes importantes. Mais si nous engagions des investissements aujourd'hui bien supplémentaires à ceux prévus, que permettrait un plus fort recours à l'emprunt, ce serait le legs d'infrastructures collectives, de services publics, qui sont la propriété de celles et ceux qui n'en ont pas ! Et ce n'est pas aux Parisiens d'aujourd'hui de payer seuls des équipements qui peuvent être amortis sur plusieurs années et donc pris en charge par la collectivité et les générations d'aujourd'hui et de demain.

Concernant nos impôts, on nous dit souvent que la vie est si chère à Paris et les loyers si élevés qu'il n'est pas juste socialement de recourir à une nouvelle hausse des impôts. Oui, une révolution fiscale est nécessaire pour rendre juste et réellement redistributive la fiscalité locale, mais même imparfait, nous ne devons pas nous priver d'un outil qui permet d'organiser la redistribution. On peut augmenter les impôts tout en exonérant et dégrevant les foyers fiscaux des familles les plus modestes.

Alors, oui, il est tout à fait possible pour une grande ville comme Paris de se ménager d'autres marges de manœuvre, mais il faut assumer de sortir de l'orthodoxie budgétaire actuelle et dominante qu'on peut entendre au F.M.I., à Bruxelles ou à Matignon !

Nous devons continuer de mener la bataille face au Gouvernement. Nous devons rendre intelligible pour l'ensemble des Parisiennes et des Parisiens, n'en déplaise aux Conseillers de Paris U.M.P., ce qu'il en coûte aux Parisiens quand l'État se désinvestit. Mobilisons les conseillers de quartier et l'ensemble de la population ! Pourquoi ne pas envisager une forte mobilisation pour exiger du Gouvernement U.M.P. qu'il rembourse sa dette ?

Nous en parlerons demain, mais nous ne devons rien lâcher sur le Grand Paris et exiger l'investissement financier de l'État dans l'amélioration des transports existants et le projet régional Arc Express.

Concernant le logement, Ian BROSSAT a raison de dénoncer le Gouvernement qui veut limiter sa participation au logement social.

Disons-le fermement aux collègues de l'U.M.P., nous ferons du logement social à l'Ouest et au Centre de Paris, car l'entre soi dans certains quartiers à Paris, cela suffit ! Nulle part dans la Capitale on ne doit se sentir comme à Neuilly ! Nous devons gagner la bataille de la mixité sociale et réduire les déplacements subis domicile - travail, en distance et en temps, en réaménageant nos territoires, car la concentration du logement social à l'Est dans et hors Paris, pour une concentration du travail à l'Ouest dans et hors Paris est une aberration écologique et sociale !

Notre groupe a déposé des amendements afin que les crédits du compte foncier consacrés aux acquisitions en faveur du logement social soient abondés de 50 millions pour être portés à 130. Il est déterminant de les adopter. Sans cela, le montant des crédits de cette action serait inférieur aux années précédentes et cela, nous ne pouvons l'accepter.

Le foncier est de plus en plus rare, la Ville en a besoin pour ses équipements de proximité, en ciblant les besoins les plus utiles socialement. Conserver et développer une politique foncière, c'est anticiper pour répondre aux besoins en équipement pour la prochaine mandature.

Alors engageons un programme de déclarations d'utilité publique pour mobiliser les réserves pour les équipements inscrits au P.L.U., ciblons d'ailleurs en priorité les crèches et pensons également aux structures accueillant les personnes en situation de handicap ou de dépendance.

Concernant maintenant la partie fonctionnement de notre budget, nous devons sans cesse privilégier le public par rapport au privé, l'associatif à but non lucratif, l'économie sociale et solidaire face au privé lucratif.

Nous tenons à réaffirmer nos désaccords avec le recours, par exemple, aux partenariats public/privé, comme ce fut le cas pour l'application du Plan Climat dans les écoles.

La Ville pourrait faire des économies en respectant strictement la laïcité. On s'éviterait nombre de travaux dans des bâtiments religieux, dont la Ville n'est pas propriétaire et donc pas forcée par la loi d'y participer financièrement. De plus, qu'en est-il des moyens alloués aux écoles et collèges privés par rapport au public ?

Nous reviendrons plus tard sur les délibérations liées à la situation des crèches. Mais, mes chers collègues, cessons de financer les crèches confessionnelles et les structures privées animées par la recherche du profit.

Nous devons cesser de verser des sommes bien trop conséquentes à des structures comme "Business Angels" ou "Paris Finances Innovations".

Les deniers publics ne doivent aller qu'à des organismes respectueux des valeurs républicaines et de l'intérêt général ! Notre priorité doit rester le soutien social, qui plus est en période de crise.

Nous pouvons nous enorgueillir des sommes allouées qui n'ont strictement aucun rapport à celles du temps de l'ère TIBÉRI, mais qui hélas trop souvent doivent pallier le désengagement de l'État organisé par le Gouvernement.

Là aussi, nous pouvons être plus ambitieux. Notre groupe est notamment à l'initiative de vœux relatifs aux centres sociaux et aux E.P.N. Alain LHOSTIS parlera de la question essentielle des centres de santé, et ma collègue Emmanuelle BECKER a très bien parlé des missions locales.

Concernant les centres sociaux, leur rôle est déterminant dans nos quartiers. Au-delà des actions classiques, ils organisent l'implication citoyenne et démocratique des habitants dans le développement social et culturel. Ils sont des leviers puissants de création de solidarités, d'innovations démocratiques et d'implication populaire.

Nous les soutenons d'ores et déjà beaucoup, certes, mais nous devons faire plus. Ils nous alertent régulièrement sur la situation critique. Imaginez nos quartiers s'ils n'existaient plus !

De nombreuses villes en France ont créé les conditions de la gratuité de leur loyer. Les situations à Paris sont, certes, diverses mais nous vous demandons donc de soutenir notre amendement budgétaire, qui vise à abonder de 200.000 euros le compte relatif aux centres sociaux, afin que nous puissions enfin mettre en place la gratuité de leurs loyers avec l'ensemble des bailleurs concernés.

Concernant les E.P.N., j'étais déjà intervenue lors de notre précédent Conseil de Paris. Ce budget prévoit la reconduction à l'identique de leurs crédits. Pourtant, nous savons que certains sont menacés de devoir mettre la clé sous la porte, malgré leurs brillants résultats, salués dans le rapport les concernant.

Je pense notamment à "Microlithe" et à l'"ASTS", deux associations du 20e. Il m'avait été rétorqué à l'époque que suivre les indications de rallonges, pour certains présentées dans le rapport, devait conduire à baisser celles d'autres.

Pourtant, si certains obtiennent de moins bons résultats, ne faudrait-il pas au contraire en analyser les causes ? Permettre une meilleure mutualisation des pratiques, afin de les faire tous réussir ? Réduire la fracture numérique en période de crise sociale est essentiel ! Il en va des conditions d'insertion sociale, professionnelle et citoyenne de nombres de Parisiens.

Nous proposons donc un amendement budgétaire qui vise à abonder le budget dans ce sens.

Nous présentons également un autre amendement qui préconise d'étendre l'application du 1 % artistique à l'ensemble des rénovations et nouvelles constructions d'équipements publics de la Ville. Car même en période de crise, et le budget de la culture en témoigne et nous le saluons, nous devons être ambitieux, permettre de valoriser les créations artistiques et les inscrire dans le quotidien des Parisiennes et des Parisiens.

L'art dans la rue ! Le slogan est toujours valable et un foyer de travailleurs migrants réhabilité, comme une crèche ou un nouveau gymnase, mérite tout comme un collège ou une école de voir 1 % de la somme totale de ses travaux alloués à l'achat d'une oeuvre d'art.

Enfin, pour finir, je ne peux, hélas, développer tout ce que je souhaitais dire concernant le personnel, mais soyons conscient que lorsque l'on souhaite augmenter les équipements publics, on doit assumer d'augmenter les personnels pour en assurer la qualité. Aujourd'hui, nous avons des difficultés, dans la propreté, dans les personnels de crèches, des surcharges de travail qui pèsent sur le personnel et sur la qualité du service rendu.

Nous devons aussi éradiquer la précarité. C'est pour cela que nous présentons un amendement en ce sens.

Pour conclure, soyons conscient que ce n'est pas un progrès, même si la Droite voudrait nous le faire croire. C'est un outil au service d'un projet politique de destruction de tous les repères sociaux et démocratiques qui font société.

La précarité organise le délitement de la démocratie au profit du marché. C'est la grande régression de notre temps et ce serait une illusion de croire que la Gauche n'aurait pas à mener cette bataille face à la Droite.

Je vous remercie.

(Applaudissements).

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci.

Monsieur Jean-François LEGARET, s'il vous plaît.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Madame le Maire, mes chers collègues, on ne peut que souscrire à ce qu'a dit Bernard GAUDILLÈRE : le budget est l'expression d'une politique.

Quelle expression et surtout quelle politique ? Parce qu'à lire l'ensemble des documents budgétaires, on ne peut constater qu'essoufflements, redites, platitudes, manque d'ambition, à toutes les pages. Pour tous les lecteurs attentifs des documents budgétaires que nous sommes, on ne voit que des arguments usés, remâchés, ressassés.

Et derrière ces torrents de mots creux comme des cannes à pêche, qu'avez-vous à nous dire de nouveau ? Et surtout quelle est la réalité des chiffres ? La réalité des chiffres, c'est d'abord l'état anémié des investissements.

Jean-Pierre CAFFET s'y est trompé lui-même, il a sous-estimé l'effort d'investissement en citant le chiffre de 1,6 milliard d'euros. Non, en réalité, s'il faisait allusion, comme je le crois, au montant des crédits de paiement, il aurait dû lire 1,7 milliard d'euros.

Mais que vaut ce 1,7 milliard ? Il y avait 1,7 milliard d'inscription de crédits de paiement en 2009. Il y en avait 1,6 milliard en 2010. Il y avait donc bien diminution. Puis, il y a 1,7 milliard en 2011. Il y a donc augmentation par rapport à 2010, mais si on regarde bien, c'est en réalité, au mieux, stagnation sur ces trois exercices.

Quant au montant des autorisations de programme, elles étaient à 1,7 milliard en 2010 et elles montent à 2,4 milliards en 2011. Mais, sur ce montant, il faut enregistrer qu'il y a 1,260 milliard d'euros pour la seule opération des Halles.

Ce chiffre de 1,260 milliard d'euros m'a d'ailleurs interpellé et j'ai demandé des explications que M. le Directeur des finances a bien voulu me fournir en Commission des finances puisque, sur ce 1,260 milliard d'euros, il y a 630 millions qui représentent des mouvements d'ordre, et qui en réalité doublent l'inscription.

On m'a expliqué que c'était toujours comme cela lorsqu'il y avait maîtrise d'ouvrage déléguée en M14. Très bien. A ce moment-là, j'aimerais qu'on fasse une petite reconstitution historique au cours des dernières années de toutes les opérations d'investissement dans lesquelles il y avait des maîtrises d'ouvrage déléguées - c'est souvent le cas - car cela voudrait dire que le montant des autorisations de programme a été doublé optiquement sur l'ensemble de ces budgets. J'aimerais bien que l'on regarde cela de plus près.

Pendant ce temps-là, stagnation des investissements, alors que les recettes explosent, comme cela a été dit par la plupart des orateurs. Où sont les investissements correspondant à cette explosion des recettes ? Où est le fameux P.I.P.P., dont on nous parle depuis bien des années et qui ne nous a jamais été communiqué, en tout cas qui n'a jamais été communiqué au Conseil de Paris, ni même aux maires d'arrondissement ? Je parle des maires d'arrondissement d'opposition qui n'ont jamais vu la couleur de ce document.

Et où est le plan de relance ? Christine LAGARDE a eu raison de rappeler tout à l'heure, au nom du Gouvernement, que la stratégie de relance en France, la stratégie de sortie de crise, avait été la relance par les investissements. Et bien, ce n'est pas la collectivité parisienne qui nous en fait la démonstration.

D'ailleurs le ratio, que je cite chaque année des dépenses d'équipement brutes sur les recettes réelles de fonctionnement, s'il est en très légère augmentation sur la Ville, puisqu'il passe de 26,26 % à 27,33 %, s'effondre au Département où il passe de 15,89 % à 7,67 %.

On voit donc bien que votre effort réel d'investissement, comparé à vos recettes, est en nette diminution. Pendant ce temps-là, bien entendu, le budget de fonctionnement continue à augmenter.

Le Maire de Paris prétend d'ailleurs - c'est à la page 64 du rapport de présentation - que les crédits affectés aux charges de caractère général baissent de 9 millions d'euros, je cite le rapport : "sous l'effet d'une politique active d'achats rationalisés et d'économies importantes sur les consommations". En réalité, si on lit un peu plus loin le rapport, on découvre que la baisse des crédits provient exclusivement de l'inscription minorée des dépenses d'entretien qui passent de 143 à 131 millions d'euros, et que cette baisse résulte, là aussi je cite : "pour l'essentiel de la fin des travaux pour compte de tiers" ; il s'agit des travaux du tramway.

Donc, ce n'est en rien l'expression d'une politique de diminution du budget de fonctionnement, c'est simplement la fin de l'opération de paiement des comptes de tiers sur le tramway.

Pendant ce temps-là, toutes les dépenses des services continuent à augmenter, les locations immobilières augmentent encore, passant de 61,4 millions d'euros à 63 millions d'euros.

L'enveloppe des subventions crève cette fois-ci le plafond des 200 millions d'euros, puisqu'elles atteignent les 203 millions d'euros. Je rappelle que cette enveloppe était à 120 millions d'euros en 2001.

Les crédits qui baissent le plus sont ceux affectés à la propreté, qui passent de 208 à 204,1 millions d'euros, les Parisiens apprécieront cet arbitrage budgétaire.

Quant aux dépenses de personnel, elles continuent également à augmenter. Je n'ai pas le dernier chiffre du nombre d'agents. J'avais dit l'année dernière que la Municipalité et le Département avaient créé 10.000 emplois de plus depuis 2001. Je m'étais trompé, j'avais rectifié cette erreur puisque ce n'était en réalité pas 10.000 mais 9.898.

J'aimerais savoir quel est le dernier chiffre. Nous n'avons pas pu le savoir lors de la mission d'évaluation présidée par Alain DESTREM, mais j'espère qu'on nous citera ce chiffre.

Au total, la masse du budget de fonctionnement va encore augmenter de 3,7 %, c'est-à-dire presque trois fois plus que l'inflation prévisionnelle.

Et il y a des curiosités dans les choix budgétaires. Si on lit attentivement, on découvre que le F.S.R.I.F., le Fonds de solidarité de la Région Ile-de-France, baisse, puisqu'il passe de 95 à 89 millions d'euros, ce qui représente une diminution de 7 %.

On ne cesse de nous parler de la solidarité, voilà en tout cas un effort de solidarité pour lequel le Maire de Paris est manifestement décidé à en faire moins.

Pendant ce temps, la Ville et le Département croulent effectivement sous les recettes, sous toutes les recettes : les recettes de fiscalité, bien sûr, puisque + 26 % en deux ans produisent naturellement des recettes supplémentaires.

Plus de recettes sur la compensation de l'État, cela a été dit tout à l'heure. Je constate que, par rapport à tout ce que vous aviez déclaré les années précédentes, c'est plutôt profil bas puisqu'en réalité les concours de l'État passent d'1,3 milliard à 1,32 milliard, il y a donc 20 millions d'euros de plus et, en ce qui concerne la réforme de la T.P., la compensation représente plus 19 millions d'euros.

Quant aux droits de mutation, ils remontent à leur étiage maximal, c'est-à-dire à un quasi milliard, 927 millions d'euros exactement en 2010, pour lequel vous proposez une inscription de 780 millions d'euros pour 2011.

Vous avez raison de dire, Monsieur GAUDILLÈRE, que c'est manifestement sous-évalué.

Alors, pour répondre à cette situation, avec mes collègues du groupe U.M.P.P.A, nous avons effectivement proposé par amendement de diminuer la fiscalité.

Nous proposons de baisser de 5 % le taux de la taxe d'habitation et de la taxe foncière et nous proposons même de stabiliser les droits de mutation.

Vous ne cessez de nous expliquer que cette recette des droits de mutation est une recette très incertaine, quelle est très difficile à prévoir et que c'est un vrai danger que de voir cette taxe augmenter parce qu'elle pourrait très bien diminuer.

Raisonnablement, nous proposons de la stabiliser, ce qui serait en même temps un encouragement pour tous les accédants à la propriété à Paris, et ce serait un moyen de lutter contre la spéculation immobilière que vous dénoncez avec tant de vigueur, mais l'explosion des droits de mutation alimente la spéculation immobilière.

Nous proposons que Paris se range également à la mesure qui a déjà été adoptée par les deux tiers des départements français, accordant l'exonération des droits d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière, pour les cessions de logements réalisées par des organismes d'habitations à loyer modéré ou par des S.E.M.

Enfin, nous déposons des vœux. Nous proposons que l'on réalise à nouveau des audits. Nous connaissons votre refus obstiné mais nous considérons que le seul audit qui a été réalisé en 2001 a manifestement besoin d'être actualisé sur un certain nombre de points, à commencer par l'estimation ou l'évaluation actuelle des actifs de la Ville, parce qu'en réalité, le patrimoine de la Ville s'est appauvri.

Vous avez vendu les actifs de la Ville dans le bail à construction des Halles, vous avez vendu Beaugrenelle, vous avez vendu le Sofitel Sèvres, le Concorde Lafayette, vous avez vendu les parts de la Ville dans la Compagnie nationale du Rhône.

Tout cela représente une diminution des actifs. Nous pensons qu'il serait utile qu'un audit nous donne, à l'heure actuelle, l'état exact du patrimoine de la Ville.

Nous proposons enfin, par deux vœux, la création d'un office municipal de la fiscalité, qui serait un outil de transparence qui permettrait à tous les contribuables parisiens de savoir où en est la fiscalité des Parisiens et nous proposons également par un vœu le contrôle des subventions.

Je ne doute pas que vous aurez un regard particulièrement bienveillant sur tous ces vœux et amendements et sur nos contributions qui vont dans le sens de la transparence que vous proclamez tant et que vous mettez si peu en application.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Mme TACHÈNE a la parole.

Mme Anne TACHÈNE. - Madame le Maire, mes chers collègues.

Selon le Maire de Paris, le culte du sauveur suprême serait une faute, ce n'est pas sa culture.

Alors, que dire du dogme de l'infaillibilité municipale ?

En 2001, vous promettiez de contraindre le marché immobilier. Au final, les prix et les loyers n'ont jamais été aussi élevés.

En 2001, vous deviez réduire les inégalités territoriales et sociales, les dernières données de l'I.N.S.E.E. révèlent que, au contraire, la fracture en marche dans les années quatre-vingt-dix s'est aggravée au cours de la dernière décennie.

Mon groupe a exprimé lors de l'adoption du programme d'action du P.L.H. en novembre dernier son analyse sur l'état des lieux du logement parisien.

Il a formulé des propositions constructives, notamment en matière de stratégie de l'offre. Nous retiendrons de cette séance une loi commune : le fait majoritaire balaye les faits et les arguments.

Aujourd'hui nous sont présentées les prévisions financières 2011 consacrées au logement. Elles sont, je le reconnais, effectivement en correspondance avec vos engagements, accordant la priorité au logement social.

Si 20 millions d'euros manquent au compte foncier par rapport au primitif 2010, ils seront sans doute retrouvés par la grâce d'un amendement en séance ou bien à l'occasion d'un budget supplémentaire.

Les acquisitions d'immeubles occupés présentent en effet des avantages statistiques, tels que vous ne pouvez les négliger.

Ainsi, M. MANO, dans un article tout récent, a soutenu ce mode de réalisation du logement social, motif pris que cinq ans après leur achat, 65 % des occupants des immeubles acquis avaient changé.

Il est quand même singulier de se féliciter du remplacement d'une population par une autre.

Où vont donc les anciens locataires ? Vous intéressent-ils si peu ? Trouvent-ils à se loger à Paris alors que le loyer moyen atteint en 2010 plus de 22 euros du mètre carré et que cette hausse, vous le savez, est alimentée par l'érosion du parc locatif, à laquelle contribuent ces achats ?

Deviennent-ils propriétaires quand le prix du mètre carré moyen s'envole à 7.500 euros, bientôt 8.000 euros, soit quasiment trois fois le niveau de 2001 ?

Monsieur le Maire, je ne sais de quelles études vous disposez pour avancer ce pourcentage. En revanche, je détiens celle réalisé par l'A.P.U.R. en 2009 qui mentionne d'autres résultats et notamment un taux que vous passez toujours sous silence, celui de l'implantation géographique des immeubles préemptés.

63 % en effet relèvent de la zone non déficitaire en logement social, avec un privilège tout particulier et peu fortuit, il faut le dire, pour les secteurs des 15e, 19e et 12e arrondissements.

Ainsi, le rééquilibrage territorial du logement social, que vous aviez juré priorité de vos mandatures, fut un leurre.

Monsieur le Maire, votre politique du logement est elle aussi imprégnée de la culture du chiffre, avec ses exigences et ses défauts, les moindres n'étant pas de concentrer le logement social dans certains quartiers et de confondre financement et mise en service réel.

En effet, quand le dernier bleu budgétaire annonce 6.081 logements financés en 2009, ce bréviaire précise trois pages plus loin que 2.600 logements sociaux ont été livrés, chiffre bien moins médiatique.

Ce différentiel dans le temps fut du reste pointé par le Comité de vigilance sur le logement et la solidarité.

Or, le taux de satisfaction de la demande en logement social dépend de la réalité de cette mise en service, mais aussi de la mobilité au sein du parc aidé quand, de surcroît, les dispositifs, qu'il s'agisse du D.A.L.O., de l'accord collectif départemental et les critères de sélection fixés par les Commissions d'attribution priorisent les bénéficiaires, les employés ou les cadres, les plombiers ou les ingénieurs ont le choix entre la patience et encore la patience ou le départ hors de Paris.

Le logement des classes moyennes en zone chère est de toutes les proclamations. Le flou existe d'ailleurs sur la définition de cette catégorie sociale. Mais une chose est certaine, leur maintien dans la Capitale exige une offre diversifiée et flexible. Tel n'est pas le cas. L'accès au parc social est thrombosé, le logement réellement intermédiaire a disparu en raison des conventionnements que vous avez menés. Quant aux secteurs privés et locatifs ou immobiliers, nous savons le choc des prix, le poids du foncier et du P.L.U.

Bien sûr, il y a l'apport non négligeable du "Prêt Parisien Logement" à taux zéro qui contribue à aider les primo-accédants dans leur projet d'accession. Mais contraint par des plafonds de ressources et par le niveau des prix, il est utilisé quasi exclusivement par des ménages d'une voire deux personnes. Les familles n'y ont que très peu recours. L'acquisition, si elle leur est permise, se fait donc hors de Paris, d'où aussi un déficit migratoire de certaines tranches d'âge.

Aussi, mon groupe vous proposes-t-il un rehaussement des plafonds pour en élargir l'accès. Notre souci commun pour les familles et la classe moyenne devrait garantir un accueil favorable à ce vœu.

Je vous remercie de votre attention.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Madame Karen TAÏEB, vous avez la parole.

Mme Karen TAÏEB. - Merci, Madame la Maire.

Mes chers collègues, à ce moment de notre débat, on l'a déjà dit, mais permettez-moi tout de même en préambule de rappeler les contours de la période dans laquelle s'inscrit ce budget.

Contours d'une crise impitoyable pour celles et ceux dont les emplois sont précaires, pour ceux qui sont confrontés au chômage, qui survivent du minimum, une crise qui enlève tout espoir aux jeunes de plus en plus nombreux au chômage.

Contours d'une crise snobée par un Gouvernement qui mène une politique sociale et fiscale injuste, une crise que notre collègue Christine LAGARDE pensait en 2008 derrière nous. Cynique plaisanterie !

Si notre système social et nos services publics nous ont permis d'amortir mieux que d'autres la crise économique, nous ne devons pas nous voiler la face : les aides sociales et le nombre de repas servis par les Restos du Cœur explosent, les foyers d'hébergement sont saturés et le 115 ne répond plus, faute de moyens et de lits suffisants.

Tel est donc ce contexte de crise longue et lourde de conséquences, qui demande qu'une politique responsable soit menée. C'est avec cette responsabilité que notre majorité municipale agit.

Les élues républicaines socialistes tiennent tout particulièrement à saluer ce budget dans lequel la solidarité reste la première de nos priorités.

Pour cela, la Ville utilise tous les moyens dont elle dispose et je vais en donner de nombreux exemples, que ce soit dans le domaine du logement, du travail, des services publics et de toutes les solidarités. Preuve s'il en fallait, Madame LAGARDE - qui n'est plus là ! - que le budget, ce n'est pas une suite de chiffres déconnectés de la vie et de la réalité mais, pour cela, il faudrait être peut-être plus souvent ici dans ce Conseil de Paris.

Alors que l'Etat ne cesse de se décharger sur les collectivités, sans accorder les finances nécessaires, nous tenons le cap. Depuis 2001, notre budget de solidarité a augmenté de plus de 70 % pour permettre au budget social de dépasser les 2 milliards d'euros en 2011. La Ville poursuivra, malgré le désengagement de l'Etat, ses efforts de solidarité dans les quartiers, dans la lutte contre la discrimination et pour l'intégration, l'amélioration de l'accueil dans les foyers de travailleurs migrants en faveur de l'hébergement d'urgence et de l'aide alimentaire.

Je veux tout particulièrement remercier nos collègues Olga TROSTIANSKY, Myriam EL KHOMRI et l'équipe de la DASES pour leur détermination au quotidien.

L'action à l'aide sociale à l'enfance augmentera de 8,1 % pour atteindre 248 millions d'euros. Cela répond à une augmentation préoccupante pour la mise à l'abri des mineurs étrangers isolés.

Comme vous le savez, une mission d'information et d'évaluation sur les familles monoparentales, présidée par Ian BROSSAT, a lieu en ce moment : 33 % des familles dans les quartiers en politique de la ville sont monoparentales contre 28 % pour l'ensemble de Paris. Quatre quartiers présentent une situation très particulière, avec des taux de monoparentalité très supérieure à la moyenne parisienne :

- Porte de Vanves, 47,3 % ;

- Saint-Blaise, 44,1 % ;

- Porte Montmartre et Porte de Clignancourt, 39,3 %.

Et les difficultés s'y cumulent. A la question de l'accès à l'emploi, s'ajoutent un niveau de formation faible, une absence d'expérience professionnelle, une maîtrise insuffisante de la langue, un certain isolement social et des conditions de logement souvent médiocres.

C'est pourquoi les élus du groupe P.S.R.G.A. proposent un amendement aux projets de délibération DF 2010 85 et 30-G afin que 50.000 euros soient attribués comme suit : 25.000 euros à destination de la Délégation à la politique de la Ville et à l'intégration et 25.000 à destination de la Direction de la famille et de la petite enfance.

Œuvrer pour la solidarité, c'est aussi permettre à tous de se loger et vivre correctement de son travail. Les objectifs de logements sociaux de la loi S.R.U. seront atteints dès 2014 et la Ville ne s'arrêtera pas là, même si une partie de cet hémicycle veut y mettre des obstacles en refusant les logements sociaux dans l'Ouest de Paris, pensant sans doute que la précarité est une maladie dont il vaut mieux se prémunir.

Dans le domaine du travail, notre Ville ne peut pas, à elle seule, lutter contre la crise et la politique du Gouvernement mais, malgré cela, la Ville augmentera de 2,4 % le budget alloué au Programme départemental d'insertion, ouvrira de nouvelles régies de quartier et permettra d'étendre le dispositif du Plan local pour l'insertion et l'emploi aux 18e, 19e et 20e arrondissements.

La solidarité, c'est, bien sûr, le financement d'outils collectifs, à savoir les services publics. Nous souhaitons que les Parisiens puissent continuer à bénéficier des services publics de qualité, accessibles à toutes et à tous, dans une gestion transparente. Là encore, la Ville donne l'exemple, à preuve la remunicipalisation de l'eau voulue par la Mairie de Paris et menée par Anne LE STRAT et Eau de Paris.

La Ville soutient, voire participe aux diverses manifestations pour la défense et le développement des services publics, comme elle l'a fait pour la votation citoyenne de La Poste ou le "Printemps des services publics". Mais la volonté de l'Etat est de les démanteler, de les privatiser, de les supprimer.

Il en est un dont l'avenir nous inquiète particulièrement : c'est celui de la santé, l'A.P.-H.P. qui se voit actuellement démantelée, désossée. On supprime des milliers d'emplois, on ferme des lits, on ferme des services y compris d'urgence.

La solidarité, c'est aussi d'un bout à l'autre de l'échelle des âges. Du point de vue de la petite enfance, là encore, désintérêt de l'Etat qui confond le rôle des crèches et celui de l'école maternelle. La Ville fait tout pour permettre l'intégration à la maternelle dès l'âge de 2 ans et développe une politique volontariste de création de places en crèche pour permettre aux parents de concilier vie professionnelle et vie familiale.

C'est aussi cette nouvelle convention avec l'A.P.-H.P. à l'ordre du jour de ce Conseil que Jean-Marie LE GUEN nous a présenté en 6e Commission avec beaucoup d'enthousiasme et qui a pour objet la mise en place d'un programme pilote. C'est pourquoi je souhaite mettre l'accent sur ce programme "Paris Santé Réussite" en vue du dépistage et du traitement de la dyslexie et des troubles cognitifs de l'apprentissage. De nombreuses familles, et notamment dans les milieux défavorisés, sont très démunies face à ces troubles de la lecture et de l'écriture. Prendre en charge ces enfants, c'est leur permettre une meilleure réussite scolaire et leur donner une réelle chance de réussite.

Pour les personnes âgées, je tiens à saluer l'ensemble du travail effectué par Liliane CAPELLE en ce domaine mais aussi et surtout l'esprit de cette mandature, à savoir le décloisonnement par un travail de collaboration entre les différents cabinets. Car ce qui est tout aussi important que la construction de nouveaux E.H.P.A.D. ou que le schéma directeur du plan Alzheimer, c'est de mener une politique volontariste et humaniste pour créer et renforcer les liens intergénérationnels.

Concernant l'attribution de l'A.P.A. qui permet aux personnes âges plus ou moins dépendantes de continuer à vivre à domicile autant que faire se peut, le Conseil général augmente sa participation de plus de 3 % avec 293 millions d'euros, alors que la part de l'Etat passe de 18 millions à 10 millions, moins 44 %. Voilà encore un bel exemple du désengagement de l'Etat !

Nous nous félicitons du budget dédié au handicap, avec une augmentation de 182 millions d'euros, avec notamment 115 millions d'euros pour la prise en charge des Parisiens en situation de handicap en établissement, les aides directes versées par le biais de l'Allocation Ville de Paris, l'allocation pour les familles ayant un enfant en situation de handicap, ou encore la gratuité de la carte Emeraude.

Je veux évidemment féliciter notre collègue Véronique DUBARRY pour son travail toujours très efficace dans ce domaine.

22 millions d'euros de travaux sont prévus pour continuer la mise en accessibilité de la Ville, 6 millions d'euros seront consacrés à l'accueil dans les établissements de la petite enfance, ainsi que 5 millions d'euros pour le soutien aux élèves en situation de handicap.

La solidarité, c'est évidemment la culture pour tous et c'est sur ce point que je voudrais conclure mon propos. C'est un sujet qui me tient particulièrement à cœur, car je crois en la culture comme pilier fondamental d'une société, la culture comme un droit pour tous qui ne doit à aucun moment ajouter de la marginalisation à la marginalisation, de l'exclusion à l'exclusion.

Je remercie conjointement Christophe GIRARD et Véronique DUBARRY pour la politique menée et l'aide octroyée aux associations. La mise en accessibilité des équipements culturels se poursuit. En 2011, cela concernera notamment le conservatoire Jean-Philippe Rameau, le hall d'accueil du conservatoire Erik Satie, la salle d'art dramatique du conservatoire Boulanger ou encore la bibliothèque Beaugrenelle.

La Direction des Affaires culturelles soutient également les actions et productions culturelles de personnes en situation de handicap. Quatre bibliothèques sont désormais spécialisées dans l'accueil des personnes sourdes et malentendantes et proposent des activités en langue des signes. En 2011, l'achat d'ouvrages adaptés, comme les livres audio ou en gros caractères sera poursuivi, sans oublier le soutien à différents festivals comme "Ciné-ma différence" qui crée des séances de cinéma ouvertes à tous, et adaptées aux personnes autistes, polyhandicapées ou présentant un handicap mental accompagné de troubles du comportement.

Je veux également citer le festival "Futur composé" qui permet aux jeunes autistes d'avoir non seulement accès à la culture mais aussi d'être à leur tour acteurs dans le champ culturel.

Preuve, s'il fallait, que culture peut intelligemment rimer avec solidarité.

Je terminerai par l'importance de la gratuité. L'argent ne doit pas être un frein à la culture. Bien sûr, il faut rappeler la mise en place de la gratuité des musées parisiens pour les collections permanentes, mais à la culture savante j'associe la culture vivante, celle qui offre Paris aux arts de la rue, celle qui fait naître dans la rue des Jean-Michel BASQUIAT dont on peut voir une vaste rétrospective de l'œuvre au Musée d'art moderne.

Vous l'aurez compris, l'adhésion des élus républicains socialistes aux différents budgets est donc totale et, comme je le disais au début, le budget, ce ne sont pas que des chiffres, ce sont des personnes et des actions.

Pour terminer, nous voulons féliciter l'ensemble des adjoints car la solidarité concerne toutes les délégations et remercier le personnel municipal qui permet à notre politique de solidarité d'être efficiente.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci à vous, Karen TAÏEB.

Une information pour les élus présents en séance : il y a eu un début d'incendie au cinquième étage, qui vient d'être maîtrisé par les pompiers.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je donnais cette information parce que je sais que certains avaient déjà des éléments sur leur portable, pour qu'il n'y ait pas de brouhaha.

Maintenant que tout le monde est au même niveau d'information, nous pouvons continuer la séance avec Yves CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - Merci, Madame la Maire.

Je vais parler d'arbres et d'espaces verts, j'espère qu'il n'y aura pas d'incendie.

Je voulais d'abord me féliciter de l'augmentation des budgets, concernant les jardins partagés.

Comme vous le savez, il y a une demande extrêmement forte en la matière, à la fois des associations, des citoyens mais aussi des maires d'arrondissement. Il est tout à fait utile de pouvoir y répondre car, au-delà de l'aspect végétal, les jardins partagés jouent un rôle social tout à fait déterminant.

Nous n'avons plus aujourd'hui à faire face seulement aux créations mais aussi à la rénovation des premiers jardins partagés qui ont presque six ans d'âge et d'expérience. C'est donc une excellente nouvelle, nous nous en félicitons.

En revanche, nous pensons qu'il faudrait faire très attention en matière de remplacement des arbres, car si effectivement un effort a été fait sur les arbres d'alignement (les arbres qui sont dans les rues), avec une augmentation du budget initialement prévu pour le porter à 3 millions d'euros, il n'empêche que, s'agissant des arbres dans les cimetières ou dans les espaces verts, le compte n'y est pas.

Ces arbres sont fragilisés par l'évolution climatique, si bien qu'on a de plus en plus d'arbres à remplacer. Je crains que, dans l'avenir, ce ne soit hélas la même chose.

Il ne faudrait donc pas que les arbres d'alignement soient remplacés au détriment, si j'ose dire, des autres arbres. Nous souhaitons que, véritablement, un effort soit fait car ces arbres jouent un rôle tout à fait important, à la fois en matière de biodiversité mais aussi, on le sait, pour lutter contre les îlots de chaleur. Ils jouent donc un rôle indispensable au bien-être des Parisiennes et des Parisiens.

Autre point, c'est l'entretien du Bois de Vincennes. Certes, il y a eu un effort mais les crédits affectés sont un peu en trompe-l'oeil car, en réalité, on le sait, l'intégralité de ces crédits sera consommée par la réhabilitation du hall de la pinède dans le parc floral, ainsi que par un local social.

La conséquence, c'est qu'il n'y a pas un centime pour l'entretien courant du bois, que ce soit pour le plan de gestion arboricole, la réfection des allées ou la rénovation du réseau de lacs et rivières, qui est un enjeu tout à fait essentiel en matière de biodiversité, ou encore pour ce qui concerne les conteneurs en matière de tri sélectif ou la mise en conformité des réseaux électriques et d'assainissement.

Nous avons demandé qu'il y ait 700.000 euros de crédits de paiement supplémentaires, et pas simplement d'autorisations de programme car, hélas, ce qui compte, c'est la capacité dans l'exercice à avoir des financements.

C'est inquiétant, parce qu'il y a une charte de développement durable du bois de Vincennes, adoptée le 26 avril 2003, qui nous engage, vis-à-vis non seulement des Parisiennes et des Parisiens mais aussi des communes riveraines. Il est nécessaire que nous soyons en capacité d'y faire face.

Le dernier point, qui n'a pas grand-chose à voir, concerne les effectifs. Lors de la mission d'information sur les effectifs, j'avais souhaité que nous disposions de documents plus précis que ceux que nous avons jusqu'à présent, lors du budget.

Nous avons eu pour réponse que nous les aurions au moment du compte administratif.

Néanmoins, je ne peux pas passer sous silence le fait que, pour la troisième année consécutive, il y a une diminution de l'emploi, certes légère mais une diminution réelle.

Depuis 2008, nous aurons assisté ainsi à une baisse de 0,43 % de l'emploi budgétaire, et quand on sait que l'emploi réel n'est pas égal à l'emploi budgétaire, on est un peu inquiet, d'autant plus que cela s'accompagne, cela a été souligné largement ce matin, de l'ouverture de nombreux nouveaux équipements, ce dont nous ne pouvons que nous féliciter.

Cela signifie toutefois que, par rapport à tout l'existant, la pression est effectivement très forte, on le voit bien dans de nombreux secteurs et pour de nombreuses Directions. Ce qui remonte, c'est que l'on commence à avoir des difficultés à faire face aux besoins courants.

Nous souhaitons que, de ce point de vue, l'engagement du Maire quant au maintien de l'emploi soit un réel maintien et non pas, au fil de l'eau, des diminutions qui atteignent aujourd'hui plus de 200 postes, ce qui n'est pas négligeable.

Merci.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci.

Monsieur LHOSTIS, vous avez la parole.

M. Alain LHOSTIS. - Monsieur le Maire, chers collègues.

A l'occasion de ce débat budgétaire, notre groupe a souhaité, en cohérence avec ses précédentes interventions, rappeler une nouvelle fois dans cet hémicycle les difficultés pour les Parisiennes et Parisiens dans l'accès aux soins et l'hébergement des personnes vivant dans la rue.

Car il s'agit d'une alerte, en effet, d'un avertissement que nous voulons lancer aujourd'hui, alors qu'une partie de la population parisienne est en difficulté.

A ceux qui m'accuseraient de radoter, je rappellerai cette phrase, si j'ose citer André Gide : "Toutes choses sont dites déjà, mais comme personne n'écoute, il faut toujours recommencer".

La situation de l'accès aux soins sur le territoire parisien est ainsi connue de tous. Les chiffres sont préoccupants et leur évolution n'est en rien rassurante. La densité de médecins généralistes par exemple est en deçà de la moyenne nationale. Nous peinons à atteindre les neuf médecins généralistes pour 10.000 habitants, avec des disparités importantes selon les arrondissements.

De manière mécanique, cela entraîne un report sur les services d'urgence, y compris en pleine semaine, en pleine journée, pendant les horaires de consultation des médecins.

L'engorgement et l'attente dans les hôpitaux sont ainsi devenus proverbiaux à Paris.

Du côté des médecins spécialistes, la situation n'est guère plus brillante, mais pour d'autres raisons, à savoir un dépassement quasi systématique d'honoraires.

72 % des spécialistes parisiens sont ainsi en secteur 2, un chiffre qui s'envole pour certaines spécialités comme la gynécologie, qui culmine à 89 %.

Les conséquences sont prévisibles, une partie de la population ne consulte plus ou peu, une autre se rend dans les hôpitaux.

Quand on examine de plus près les statistiques, le tableau s'assombrit encore. Au-delà d'un mouvement général qui se dégrade, les populations les plus précaires sont plus touchées que les autres.

Au chapitre de la double peine cependant, la situation est encore plus dramatique en ce qui concerne l'accès aux soins des étrangers. Ces populations sont ainsi tout simplement exclues. On leur refuse l'accès aux soins dont on fait un privilège, alors qu'il devrait s'agir d'un droit.

Je veux citer ici cette phrase de Caroline IZAMBERT, doctorante à l'E.H.E.S.S. et membre du collectif "Cette France-là".

"La mise en place d'un régime d'exception pour l'accès aux soins d'un segment de la population rappelle à chacun qu'être soigné n'est pas forcément un droit absolu, que celui-ci peut être conditionnel et partiel.

Cet avertissement prend tout son sens dans un contexte de fragilisation de la Sécurité Sociale et de restrictions des prestations de l'assurance maladie, justifiées par des discours étroitement comptables et une culpabilisation systématique des patients."

Régime d'exception, discours comptable et culpabilisation des patients, c'est exactement de ce dont il s'agit depuis plusieurs années, encouragés par une idéologie inégalitaire dont se prévaut sans honte le Gouvernement.

Dans ce contexte, même si ni la Ville ni le Département n'ont de compétence obligatoire en matière de santé, il y a urgence, parce que s'il est parfois des domaines où nous pouvons nous interroger légitimement sur le bien-fondé de nous substituer aux carences de l'État, la santé des personnes participe de notre responsabilité collective et nous interdit l'immobilisme ou l'indifférence dans l'accès aux soins, car l'égalité d'accès aux soins est un droit pour tous.

Ainsi dans le cas des centres de santé de la Ville de Paris qui garantissent un accès pour tous en secteur 1 sans dépassement d'honoraires et avec tiers payant. Il s'agit d'un service essentiel pour garantir l'accès aux soins sur l'ensemble du territoire parisien, aussi bien pour les habitants de la capitale que pour l'ensemble des salariés qui y travaillent. C'est la raison pour laquelle nous avons souhaité qu'un centre de santé soit implanté dans le futur forum des Halles et c'est également la raison pour laquelle notre groupe a déposé un amendement budgétaire qui propose d'abonder de 500.000 euros le budget destiné au fonctionnement des centres de santé associatifs.

Une autre urgence concerne les usagers de drogue, car nous sommes, en l'occurrence, dans une situation paradoxale où les expérimentations les plus modernes côtoient les régressions les plus obscènes. Notre assemblée a ainsi fait preuve d'une volonté réelle de progrès en débattant en 2010, dans le cadre d'un groupe de travail pluraliste, de l'expérimentation d'au moins une salle de consommation à moindre risque pour les usagers de drogue.

Plusieurs écoles s'affrontent quand il s'agit de toxicomanie. Soit on exclut, on met à l'écart, on enferme, soit on considère qu'il s'agit d'une situation humaine et sociale qui mérite d'être appréhendée dans sa complexité. Depuis trop longtemps, les usagers de drogue sont traités comme l'étaient certains malades sous l'Ancien régime. Loin, toujours plus loin, loin de la vue, et qu'on ne les entende surtout pas. Or, comme disait Albert Einstein : "J'aime penser que la lune est là, même si je ne la regarde pas".

En ce qui nous concerne, nous n'avons aucun doute. A cacher le problème, on ne travaille certainement pas à le résoudre.

La prévention des toxicomanies est exemplaire de notre dilemme face à l'État, car elle relève de ses compétences. La collectivité parisienne n'a pas hésité en menant une politique de prévention des produits psychotropes, de réduction des risques et d'insertion des usagers de drogue. Il faut s'en réjouir.

Créée en 2002, rattachée à la délégation de la santé, la Mission de prévention des toxicomanies coordonne les actions de la collectivité et intervient au croisement de plusieurs politiques publiques : éducation, prévention, soins, action sociale, jeunesse, politique de la ville. Son rôle est étendu car son champ d'intervention est justement complexe. L'imbrication des domaines, les publics très différents, les catégories d'âge imposent un spectre large : de la prévention de l'entrée de la consommation jusqu'au soutien à la réinsertion sociale et professionnelle des usagers de drogue…

(Brouhaha).

Cela explique le développement de la Mission depuis 2002. 21 structures étaient partenaires à l'origine, 60 en 2009, dont 41 soutenues financièrement par la Ville. En 2010, ce sont de nouveaux partenariats qui vont entrer en ligne de compte.

La Mission intervient dans des domaines aussi divers que l'accès aux soins, l'errance, la réduction des risques liés aux consommations, avec également de nouveaux chantiers dans le cadre des Etats généraux qui ont été menés par cette Mission.

L'ambition répond à l'urgence et il lui faut des moyens supplémentaires. Aucun dossier ne peut être abandonné car nous avons le devoir de la continuité. Dans le cas de la toxicomanie, la continuité des politiques de prévention et de soins est essentielle, d'autant que d'autres problèmes majeurs pointent à l'horizon, au premier rang desquels la recrudescence du tabagisme chez les jeunes.

En l'état actuel du budget de la Mission, ces nouveaux problèmes, et notamment le travail préparatoire aux conditions d'ouverture d'une salle de consommation à moindre risque, ne pourraient être pris en compte.

C'est pour cette raison que le groupe Communiste et des élus du Parti de Gauche a déposé un amendement au projet de budget primitif en faveur de la prévention des toxicomanies. Nous proposons que 100.000 euros supplémentaires soient portés au crédit de ces actions pour en assurer la continuité et pour permettre que la Mission se saisisse le plus rapidement possible des urgences nouvelles en la matière.

Dans le même ordre d'idée, nous avons voulu également insister sur une autre carence inacceptable de l'État, celle qui découle des responsabilités qu'il n'assume pas en ce qui concerne les personnes vivant à la rue. Les situations sont diverses, les réponses doivent être ajustables, mais l'urgence est humaine et sociale. Nous ne nous contenterons pas d'accuser Météo France s'il neige trop fort encore cette semaine. Chaque année, des hommes et des femmes sont exposés à la mort faute d'un abri et je sais cette situation insupportable pour nous comme pour vous, Monsieur le Maire.

A l'occasion de la séance de novembre, nous avons fait adopter un amendement au Plan Local de l'Habitat pour l'humanisation de l'hébergement d'urgence, afin de faire en sorte que l'accueil dans ces structures respecte la dignité des personnes.

Il faut aller plus loin encore. Dans un arrondissement comme le mien, le 10e, quartier de deux grandes gares, porte de l'Europe du Nord et vers la Grande-Bretagne, un grand nombre d'exilés vivent en permanence à la rue. Aussi, ne faut-il pas s'interroger sur l'implantation de lieux d'accueil de proximité dans ces quartiers.

Dans d'autres quartiers, dans d'autres arrondissements, la situation est la même. C'est pour cette raison que nous voulons nous associer aux élus du 11e qui portent un vœu en faveur d'une équipe de rue de l'association Charonne. Ces équipes ou maraudes se donnent l'objectif de sortir de la rue les personnes qui sont obligées d'y vivre. En plein hiver, on conçoit aisément leur utilité. Il s'agit, en l'occurrence, d'une mission de service public pour le compte de l'État, assurée par les hommes et les femmes qui ont une connaissance approfondie de la rue et de ceux qui y trouvent refuge.

Dans cet arrondissement, le 11e, comme souvent dans Paris, la prise en charge est insuffisante, nous le savons. L'association a demandé un financement de quatre postes de travailleurs sociaux à la Direction régionale interdépartementale de l'hébergement et du logement, demande restée sans réponse.

Nous pensons que Paris doit proposer un cofinancement à la D.R.I.H.L., parce que cette situation est urgente. C'est l'objet d'un des vœux de notre groupe.

Dans le même ordre d'idée, dans le 11e toujours, un autre vœu a été déposé qui demande un cofinancement, à nouveau avec la D.R.I.H.L., s'agissant cette fois d'un dispositif d'accueil de nuit, moins contraignant que l'hébergement d'urgence pour les personnes sans domicile fixe qui refusent de s'y rendre. Les raisons sont diverses, liées à leur sécurité, à la promiscuité ou à leur parcours personnel. Là encore, la D.R.I.H.L., c'est-à-dire l'État, n'a pas répondu à la demande de financement émanant cette fois du Centre d'action sociale protestant, déposée avec le soutien de la Mairie de Paris et de la mairie d'arrondissement. Nous pensons que la Ville doit porter cette demande. La situation n'est certainement pas moins urgente.

Le budget que nous allons voter est un budget qui porte haut la solidarité. Nos propositions pour les plus exclus vont également dans ce sens.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci à vous, Monsieur LHOSTIS.

Nous allons suspendre la séance, puisque c'était la dernière intervention.

Un mot… Tout à l'heure, à la fin du débat budgétaire, il y aura une suspension de séance pour la réunion de la 1ère commission, cela devrait se situer aux environs de 17 heures, avant que l'on ne reprenne le débat sur le budget de la P.P.

Chers collègues, bon appétit !

On se retrouve à 14 heures 45.

Merci.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à douze heures cinquante-cinq minutes, est reprise à quatorze heures quarante-cinq minutes, sous la présidence de M. François DAGNAUD, adjoint).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Cher collègues, nous reprenons le débat budgétaire général.

Interventions des orateurs (suite).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - La parole est à Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE.

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, face au défi environnemental, et portés par l'élan du Grenelle, nous attendions un budget climat très H.Q.E.

Or, dans les 11 pages de votre rapport de présentation, les quelques lignes se rapportant au Plan Climat semblent reléguer les enjeux écologiques au second plan.

Pourtant, devant la raréfaction des énergies fossiles et leur impact sur notre environnement, le triptyque "développement des énergies renouvelables, promotion de l'efficacité énergétique et adaptation du territoire parisien aux changements climatiques" aurait dû faire l'objet d'une programmation ambitieuse pour 2011.

Alors que la Ville croule sous l'argent - un quotidien parle même d'un trésor -, les moyens budgétaires alloués aux différents volets du Plan Climat ne sont pas au niveau des objectifs affichés.

Avec près d'un milliard de droits de mutation, vous avez là de quoi passer à la vitesse supérieure pour les politiques prioritaires, en particulier pour l'action écologique. Et ceci d'autant que trois ans après son adoption, les résultats du Plan Climat de Paris sont en demi-teinte.

Face à cette situation, notre groupe vous propose à travers l'amendement 28 d'inscrire la Ville dans un processus vertueux de résultat et d'affecter une partie de ses recettes exceptionnelles à la lutte contre le changement climatique, c'est-à-dire à la réduction de la consommation énergétique des bâtiments, au développement des énergies renouvelables, au renforcement de la végétalisation.

S'agissant de la consommation énergétique des bâtiments municipaux, le bleu climat précise que les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 8 % par rapport à 2004 alors que la Ville s'est engagée à réduire sa consommation de 30 % d'ici 2020.

Afin d'enrayer cette flambée d'émissions, nous demandons que la dotation budgétaire consacrée à la réduction des consommations énergétiques des bâtiments municipaux soit portée à 12 millions d'euros.

S'agissant des énergies renouvelables, où la Ville est à la traîne, nous proposons d'affecter une dotation globale de 20 millions pour le développement des installations de panneaux solaires sur les grandes toitures-terrasses publiques, par exemple sur les halls du Parc des Expositions, qui sont susceptibles d'offrir un potentiel important si toutefois l'ombre portée de la tour Triangle ne neutralise pas ce projet.

Je vous rappelle, mes chers collègues, qu'à ce jour, seulement 10 % des 200.000 mètres carrés prévus pour 2014 ont été réalisés.

Les énergies renouvelables offrant un gisement appréciable de développement, nous nous demandons ce qu'est devenu le projet de S.E.M. Energie qui devait nous être présenté début 2010. Quel sera le périmètre d'intervention de cette société ? Quels sont ses partenaires ? C'est pour l'instant une S.E.M. virtuelle, étant observé que si elle voit le jour, elle ne devrait pas se focaliser sur les hydroliennes et les éoliennes, Paris n'ayant ni courant marin, ni mistral !

S'agissant du logement social, vous êtes bien loin du compte et de l'exemplarité annoncée, puisque vous venez seulement de livrer cet été le premier immeuble Plan Climat. La marge de progression est immense et les moyens que vous y consacrez sont sous-évalués par rapport à l'ambition affichée.

Notre groupe propose de doubler les crédits afin que la totalité des opérations de construction soit désormais labellisée Plan Climat ; il en va de même pour l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le parc social existant, pour lequel nous demandons l'accélération des opérations de rénovation et de réhabilitation du patrimoine le plus énergivore et non pas, comme à la R.I.V.P., un report des gros travaux sur l'année suivante.

Pour le bâti privé, avouez, Monsieur le Maire, que votre politique a échoué. Vous reconnaissez d'ailleurs dans le Bleu climat que les objectifs de rénovation énergétique de l'habitat privé au travers du dispositif "copropriétés objectifs climat" ne sont pas au rendez-vous. Vous ajoutez même que "si 132 propriétés ont voté la réalisation d'un diagnostic de performance énergétique, seules 25 d'entre elles sont entrées dans une phase de réalisation d'un projet de travaux". C'est là une goutte d'eau au regard du territoire parisien et de ses 100.000 immeubles privés.

Face à cet échec, nous nous étonnons de la suppression des éco-primes pourtant destinées à encourager les travaux d'amélioration énergétique. Nous demandons donc le maintien de ces subventions dans le cadre des aides aux copropriétés.

J'ajoute que le retard de mise en place de l'Agence parisienne du climat n'arrange pas les choses. Annoncée en 2007, l'Agence en est toujours au stade d'association de préfiguration. Au vu de l'impréparation manifeste de cette structure et des incertitudes qui planent sur la sécurisation de son budget, je suis assez inquiète sur sa capacité effective à mettre en œuvre dès 2011 un nouveau programme d'accompagnement des Parisiens vers la rénovation énergétique de leur patrimoine.

Enfin, dans le cadre de la lutte contre la précarité énergétique des Parisiens les plus modestes, nous souhaitons accroître le nombre de familles bénéficiant du dispositif "Paris énergie famille". Dans cette perspective, nous proposons que la dotation budgétaire inscrite au B.P. 2011 soit augmentée de 2 millions et que le plafond de ressources auquel sont soumis les demandeurs soit relevé.

J'en viens maintenant à la végétalisation et à la biodiversité.

Alors que s'achève l'année mondiale de la biodiversité, je m'étonne que nous n'ayons toujours pas vu la couleur du plan biodiversité de Paris pourtant annoncé dès 2009.

La végétalisation et la biodiversité constituant un levier important pour la limitation de l'impact du changement climatique en ville, nous souhaitons que ce secteur soit renforcé au travers d'une dotation de 6 millions d'euros.

Monsieur le Maire, la végétalisation ne doit pas être une touche cosmétique ou une variable d'ajustement. Nous entendons qu'elle s'inscrive pleinement dans les stratégies d'aménagement du territoire parisien, notamment à travers la végétalisation du bâti, l'augmentation des plantations, la réalisation des trames vertes prévues par le Grenelle ou encore la valorisation des corridors écologiques, à l'image de l'ancienne petite ceinture, dont le 15e attend depuis 10 ans l'ouverture à la promenade.

Je conclurai mon intervention par deux remarques sur le bleu climat.

La première pour m'inquiéter de l'écart grandissant qui semble se dessiner sur certains secteurs du Plan Climat entre les annonces, les résultats escomptés et les avancées réellement obtenues.

La seconde pour regretter que les dispositifs moteurs mentionnés dans le Plan Climat de 2007 soient défaillants. L'agenda 21 de Paris est gelé ; la S.E.M. énergie est à la traîne ; l'Institut des métropoles durables est toujours embryonnaire ; quant à l'Association de préfiguration de l'Agence du climat, elle patine. Paris accuse là un vrai temps de retard qui pénalise les Parisiens.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, saisissons ce budget 2011 pour entrer à fond dans l'écologie de l'action et donner à Paris les moyens de mener à bien les objectifs de son Plan Climat.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Nous poursuivons avec Mme Catherine BRUNO, pour le groupe Centre et Indépendants.

Madame BRUNO, ne vous laissez pas distraire.

Mme Catherine BRUNO. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, c'est dans un contexte économique et social particulièrement dégradé que s'inscrit votre colossal budget social de 2 milliards d'euros. Alors que 508.300 chômeurs franciliens étaient inscrits à Pôle Emploi fin octobre 2010, en diminution de 0,1 % par rapport à fin septembre, Paris marque en revanche une hausse de 0,7 %, soit le chiffre le plus important avec celui de la Seine-Saint-Denis (+ 0,3 %).

Dans ce contexte, quand on sait que 15 % des 18 à 25 ans vivent à Paris sous le seuil de pauvreté, nous ne pouvons que soutenir l'effort social de la collectivité et approuver les mesures en termes d'insertion et de lutte contre la précarité.

L'INSEE estimait en 2001 que 12 % de la population parisienne, âgée de moins de 65 ans, vivait sous le seuil de bas revenus fixé à 670 euros contre 11 % pour la Région Ile-de-France. Ce chiffre a augmenté de 1,7 % pour atteindre 13,7 % en 2007.

Alors même que Paris est la championne des inégalités, avec un écart de revenu de 1 à 5, entre les plus riches et les plus pauvres, cet accroissement de la paupérisation sur la période de votre mandature nous amène à fortement remettre en question la pertinence des arbitrages budgétaires et l'efficacité des politiques menées en termes de solidarité.

Ainsi, s'il ne fait nul doute que l'insertion des personnes en difficulté est affichée comme un engagement fort de la collectivité parisienne, avec une augmentation des crédits alloués à ces politiques de 150 % depuis 2001, les moyens mobilisés achoppent notamment sur des erreurs de ciblage des publics prioritaires.

En effet, comme je vous le faisais déjà remarquer lors de l'adoption du P.D.I. en mars dernier, les seniors sont les grands laissés-pour-compte de votre politique d'insertion et d'aide au retour à l'emploi, Monsieur le Maire. 29 % des bénéficiaires du R.S.A. ont pourtant 50 ans et plus. Est-ce une portion négligeable ? Que leur proposez-vous ?

Une fois de plus, les trois publics visés en introduction de votre projet de budget social demeurent les femmes en situation de monoparentalité, les jeunes et enfin les artistes. Pourquoi pas eux, certes ? Cependant, l'opportunité de corriger le tir sera peut-être saisie d'ici le prochain P.D.I. ou encore le prochain budget 2012. Laissez-nous des raisons d'espérer.

Depuis la première année de votre mandature, les crédits dévolus à l'insertion et à la lutte contre l'exclusion ont gonflé de 148 %. Je renouvelle mon engagement en faveur de ces politiques, mais une telle augmentation se caractérise notamment par certaines dépenses que je juge contestables.

Ainsi, certaines aides facultatives parisiennes ont crû de plus de 25 % entre 2006 et 2010, à l'instar de l'allocation "Paris jeune solidarité". Le développement de toutes sortes d'aides catégorielles, quel que soit au demeurant le bon sentiment qui les anime, pêche cruellement par manque d'ambition sociale pour les Parisiens.

L'accès des jeunes en difficulté au marché du travail est un sujet par trop primordial pour se permettre de mener une politique dispendieuse et trop souvent quelque peu confuse.

A ce titre, une évaluation rigoureuse de l'efficience des aides et subventions versées devrait être effectuée dans une démarche où le pragmatisme irait de concert avec les principes redistributifs et de société solidaires.

J'ai notamment à l'esprit la délibération qui est proposée à notre Assemblée, conjointe à la DASES et à la DDEEES et relative aux actions d'insertion progressive par le biais du travail à la carte, dit premières heures, au bénéfice des publics les plus fragilisés et éloignés de l'emploi.

Le principe est incontestable, mais le coût de 600.000 euros sur deux ans, pour l'accompagnement d'un public restreint de 100 personnes, mériterait que l'on s'interroge sur un bilan coût/avantage à travers un comparatif des outils disponibles.

C'est donc une vision à long terme de la politique sociale, cohérente et construite que nous appelons de nos vœux. Et c'est son absence criante qui nous fera voter contre votre projet de budget social.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Madame BRUNO.

Nous poursuivons avec le groupe socialiste et son intervenant Claude DARGENT.

M. Claude DARGENT. - Merci, Monsieur le Maire.

Oui, nous allons continuer pour le 15e mais peut-être sur un autre registre.

Monsieur le Maire, chers collègues…

Calmons-nous !

Le budget 2011, que nous examinons aujourd'hui, poursuit méthodiquement les efforts engagés depuis 2008. Dans le domaine des transports, comme dans d'autres, ce budget nous démontre clairement qu'il n'y aura pas de pause dans notre action au service des Parisiens.

Ce budget est d'ailleurs la traduction concrète de nos engagements. En 2008, Bertrand DELANOË avait fait, de la question des déplacements, le deuxième défi prioritaire de son programme. Ce budget est la traduction financière de cet objectif.

Les projets qui concernent l'espace public et les transports modèlent la physionomie même de notre ville. Ils contribuent à conforter son statut de capitale internationale, mais surtout ils permettent d'améliorer les conditions de vie des Parisiens et de tous ceux, et ils sont nombreux, qui fréquentent notre Ville.

A cet égard, 2011 sera un grand cru pour les transports à Paris. Je pense que la Droite le regrettera sûrement, elle qui conjugue en la matière un immobilisme traditionnel avec des initiatives brouillonnes d'inspiration élyséenne. Ce différend m'encourage plutôt à penser que nous sommes sur la bonne voie.

Les déplacements et la voirie constitueront à nouveau la deuxième dépense d'investissement de notre collectivité, après le logement.

Au total, le budget qui nous est présenté consacrera 315 millions d'euros, au titre de l'investissement voirie et déplacements, notamment pour les couloirs de bus, les pistes cyclables et la voirie en général.

En dehors du tramway, 150 millions d'euros de crédits seront consacrés notamment pour le réaménagement de la rue de Rennes ou encore l'amélioration des voies, dans le cadre de l'opération "Clichy Batignolles".

2011 serait également l'année de démarrage des travaux de réaménagement de la place de la République, après une concertation fructueuse.

La rénovation du pôle transports des Halles mérite également d'être soulignée dans le cadre du programme d'aménagement piloté par Anne HIDALGO, adjointe à l'urbanisme.

Enfin, le lancement du programme PAM n° 2 permettra d'offrir un service amélioré aux personnes à mobilité réduite dans leurs déplacements.

Je profite de la présentation de ce budget pour saluer également l'ensemble du travail entrepris sur le projet des voies sur berges. Tant au niveau de la méthode de concertation que des aménagements ambitieux proposés, ce projet innovant permettra aux Parisiens, en se réappropriant leur fleuve, de voir leur environnement et leurs modes de déplacements transformés.

Et je me réjouis, comme élu du 15e arrondissement dont nous parlions à l'instant, que l'engagement récemment réaffirmé par le Maire de Paris d'intégrer la totalité des arrondissements de la Capitale à ce projet d'amélioration des rives de Seine ouvre des perspectives pour beaucoup d'arrondissements de la Capitale.

La Ville de Paris poursuivra en 2011 sa politique de diversification des transports.

Indifférents aux critiques de nos collègues du groupe U.M.P., nous persistons à offrir aux Parisiens une alternative à la voiture individuelle. Il s'agit ici d'une volonté politique que nous assumons pour mettre fin à l'hégémonie de ce mode de déplacement dans la Capitale. Nous entendons offrir le choix à chaque Parisien de son mode de déplacement.

Je ne détaillerais pas ici les démonstrations tangibles de l'efficacité de cette politique. Je note simplement qu'elle aboutit à un premier rééquilibrage en la matière, avec une réduction de 24 % de la circulation automobile dans Paris depuis 2001, soit un quart, au profit du vélo et des transports collectifs.

Cette volonté d'amélioration dans le domaine des transports est également portée par des dispositifs aux contours ciblés sur des besoins précis.

Avec 15 millions d'euros inscrits au budget 2011, Autolib' sera la prochaine étape majeure. Ce projet, porté par ma collègue Annick LEPETIT, est à l'image de notre politique en matière de transports, à la fois métropolitain et résolument innovateur.

Métropolitain avec 32 communes et intercommunalités, ainsi que la Région Ile-de-France qui se trouve associée.

Innovateur avec la création de 700 stations qui permettront également la recharge des véhicules électriques des particuliers.

Ce nouveau dispositif sera accessible à tous les Parisiens, notamment à ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter une voiture, dans un souci de justice sociale, d'efficacité et de développement économique.

Il permettra à d'autres, comme ils nous le disent déjà, de se dessaisir d'un véhicule dont la charge financière est lourde dans une ville déjà trop chère pour ses habitants.

Avec 4,7 millions d'euros, la Ville souhaite également mettre en service un nouveau bus de quartier dans les 17e et 18e arrondissements et nous lancerons également cette année la concertation pour la création d'une nouvelle ligne dans le 15e.

Ces bus de quartier permettent de desservir les cœurs des arrondissements plus finement et de diversifier utilement l'offre de transports.

Le vélo ensuite constitue toujours un axe prioritaire. Après le vote du schéma "Vélo" en juin dernier, 2011 verra la réalisation d'un jalonnement de l'axe nord/sud et des aménagements cyclables complémentaires.

Notre engagement pour Vélib' ne faiblira pas par ailleurs, son extension en banlieue rencontre en effet un vrai succès.

L'année à venir sera également décisive pour la poursuite du chantier T3 à l'Est, avec 730 millions d'euros d'investissement, en partenariat avec la Région.

A ce titre, ce sont 162 millions d'euros qui seront inscrits dans ce budget 2011.

Enfin, comment ne pas évoquer l'effort soutenu de la Ville dans sa contribution aux déplacements pour l'ensemble de l'Ile-de-France ?

D'après la décentralisation du S.T.I.F., les collectivités franciliennes ont augmenté de près de 60 % leur contribution financière, dédiée à l'amélioration des transports en commun, puisqu'elle est passée de 600 millions d'euros à 1,3 milliards d'euros par an.

En deux ans, le S.T.I.F. a donc investi plus d'argent que l'État ne l'avait fait en 20 années.

Paris est ainsi devenu le deuxième contributeur public, après la Région, au budget du S.T.I.F.

La contribution de notre collectivité a augmenté de plus de 70 % depuis la décentralisation du S.T.I.F. et augmentera encore en 2011 de près de 7 millions d'euros.

Paris va donc là aussi très loin dans le domaine de la solidarité régionale, ici en matière de développement des transports en commun, y compris de banlieue à banlieue.

Un chiffre l'établit clairement, 77 % de l'offre nouvelle développée depuis 2006 bénéficie aux territoires en dehors de Paris, et notamment aux territoires de la grande couronne, historiquement moins pourvue en transports collectifs.

Cette politique inscrit notre Ville dans un avenir résolument métropolitain. Pour 2011, la contribution de la Ville au budget du S.T.I.F. s'élèvera donc à 353 millions d'euros.

En particulier, la contribution importante de notre collectivité permet désormais au S.T.I.F. d'étendre la gratuité des transports en commun en Ile-de-France pour 20.000 jeunes, en contrat d'insertion, après l'avoir fait pour les bénéficiaires des minima sociaux.

Enfin, cette politique volontariste en matière de transports constitue à l'évidence un levier majeur pour lutter contre le changement climatique.

La politique suivie depuis quelques années a déjà permis une réduction d'un tiers de la pollution de proximité et de plus de 80 % des émissions d'autres gaz polluants.

C'est un devoir de notre collectivité de préserver ainsi la qualité de vie de ses habitants, c'est pourquoi la Ville s'engage pour un total de 350.000 euros à déterminer avec la Région et Paris Métropole des zones de restriction de circulation pour les véhicules les plus polluants.

Voici donc un programme qui, je pense, n'aura pas l'heur de plaire à la Droite, cette Droite parisienne qui s'est toujours inscrite à rebours des principaux projets que nous avons portés en la matière, que ce soit le tramway, Autolib', Paris Métropole ou aujourd'hui les voies sur berge.

Bref, cette Droite est toujours contre les évolutions en matière de déplacement sur le territoire de notre collectivité. Au demeurant, durant ces 24 années en responsabilité à la tête de Paris, de 1977 à 2001 -les Parisiens s'en souviennent-, cette Droite a mené une politique archaïque en matière de transports, celle de la logique toxique du tout voiture, de l'asphyxie et du déséquilibre urbain.

Le niveau de ce budget des transports contraste par ailleurs de manière criante avec le désengagement de l'État en la matière, dans ce domaine comme dans d'autres.

Depuis 2002, les budgets de l'État consacrés aux transports en Ile-de-France ont diminué de moitié. De plus, en asphyxiant financièrement nos collectivités comme il le fait, l'État sanctionne ceux qui ont le plus besoin des actions que nous engageons, notamment en matière de transports.

A l'avenir, il y a fort à parier que le domaine des transports sera également fortement concerné par le gel des dotations aux collectivités territoriales, orchestré par l'État dans un futur proche.

Chers collègues, les collectivités parisiennes et franciliennes, heureusement, ont cherché à suppléer à l'effort nécessaire de l'État pour financer et lancer elles-mêmes des projets d'envergure : évidemment l'extension du tramway, évidemment le plan de mobilisation régionale de 18 milliards d'euros pour les transports, lancé par la région Ile-de-France il y a deux ans et demi.

Pour conclure, je note que ce budget apporte une nouvelle fois la démonstration du dynamisme de notre capitale, tournée vers les innovations et la modernisation en matière de déplacements, ce dont nous pouvons, je crois, tout particulièrement nous réjouir.

Il témoigne de l'efficacité d'une volonté politique partagée, c'est la raison pour laquelle les Parisiens nous ont accordé leur confiance en 2001 et qu'ils l'ont renouvelée en 2008.

Gageons que cette question jouera de nouveau un rôle central dans l'avenir. Au vu de ce budget, il est clair que nous faisons tout ce qui est possible pour que le bilan que nous présenterons dans ce domaine soit à la hauteur de leurs attentes.

Nous nous devions de produire cet effort pour répondre à la confiance que les Parisiens et les Parisiennes nous ont accordée et qu'ils nous témoignent de plus en plus, je le constate, dans le 15e arrondissement comme dans l'ensemble de la capitale.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Monsieur DARGENT.

Nous poursuivons avec René DUTREY qui est, "a priori", le dernier inscrit de son groupe et qui dispose donc d'un temps de parole maximum de 10 minutes.

C'est trop ?

M. René DUTREY.- Exactement, je serai beaucoup moins long, Monsieur le Maire, je n'utiliserai pas mes 10 minutes.

Comme vous avez pu le remarquer aujourd'hui, le groupe "Europe Ecologie - Les Verts et apparentés" n'a pas déposé d'amendement budgétaire sur le logement, et c'est bien une première puisque depuis 2001 nous avions l'habitude de déposer des amendements budgétaires sur le logement.

Nous sommes bien sûr heureux de la politique de logement menée, des récents débats sur le P.L.H., bien que nous gardions certains points de désaccord, en particulier sur la production de logements P.L.S. et sur la part trop importante de terrains réservés aux bureaux, mais si nous n'avons pas déposé d'amendement, c'est que nous pensons aujourd'hui que la principale bataille politique à mener pour notre majorité de Gauche est une bataille face à la spéculation.

J'aimerais que nous nous projetions, tous ensemble, mes chers collègues, sur ce que sera la situation du logement et du foncier dans 10 ans, dans cette capitale.

Si vous prenez les courbes actuelles, nous sommes à 7.500 euros du mètre carré, nous étions à peu près à 3.200 en 2001. Si vous appliquez une progression identique à celle de 2001 jusqu'à aujourd'hui, le mètre carré du logement coûtera en 2020 entre 15.000 et 35.000 euros, selon que vous appliquez 10 ou 20 % d'augmentation.

15.000 euros le mètre carré, si la spéculation continue au même train qu'aujourd'hui !

Cela signifie que nous pourrons faire tous les efforts possibles sur le logement social, nous pourrons batailler entre nous pour passer de 4.500 à 5.000 et de 5.500 à 6.000 logements, nous pourrons, et c'est essentiel, continuer à nous plaindre de l'État qui se désengage, mais force est de constater qu'avec de telles augmentations, dans 10 ans, plus personne ne pourra se loger à Paris.

Vous me direz : quel est le rapport direct avec le budget aujourd'hui de la Ville de Paris ?

Le rapport direct est que le budget, aujourd'hui, est calé principalement sur les droits de mutation et que les droits de mutation sont bien les droits de la spéculation, ce sont les droits qui entraînent l'exclusion de l'accès de personnes au logement et qui font que la collectivité publique est obligée de mettre de l'argent public pour mener cette politique de logement social.

Mais, avec un foncier prévu dans 10 ans entre 15.000 et 35.000 euros le mètre carré, on pourra mettre autant d'argent public que l'on souhaite sur la politique de logement social, cela ne suffira pas.

Nous avons donc cette nécessité de lutter contre la spéculation, ce qui demande une certaine cohérence par rapport à notre organisation budgétaire.

A partir du moment où 17, 18 ou 19 % de notre budget sont calés sur les droits de mutation, sur les droits de spéculation, comment mettre en place une politique antispéculative dans la capitale ?

Quand je parle de politique antispéculative, je suis vraiment très heureux que le Maire de Paris se soit positionné clairement - M. Jean-Yves MANO l'avait fait depuis plusieurs années - sur l'encadrement des loyers à la relocation, mais il reste le problème - c'est un sujet peut-être d'ordre national - de l'encadrement des prix du foncier.

Aujourd'hui, quand un propriétaire qui achète un logement, fait des travaux dans ce logement, cela valorise son bien, nous sommes dans une situation normale. En revanche, quand la Municipalité, et c'est très bien, réalise un quartier vert dans une zone, là, le mètre carré du logement y est majoré de 30 ou 40 %. Toute amélioration de la qualité de vie participe à augmenter ce prix du bien et pourtant, le propriétaire n'a rien fait pour ce bien, on peut quasiment parler d'enrichissement sans cause. C'est bien un sujet, à un moment, qu'il faudra que l'on aborde clairement : le prix du foncier et comment nous devons l'encadrer. Sinon, nous resterons dans une situation complètement schizophrène ; nous avons un budget calé sur la spéculation, et quand cette spéculation, quand la bulle, va exploser, nous aurons moins de moyens et ce sera pourtant à ce moment-là que les Parisiens auront le plus besoin de l'amortisseur public et d'investissements publics.

Il faut, et nous le répétons depuis maintenant plusieurs années, absolument déconnecter ce budget des fluctuations de la spéculation.

Alors, comment le déconnecter ? Bien sûr, par l'impôt.

J'ai entendu, bien sûr, des mots très durs sur les bancs de la Droite, parlant de "matraquage fiscal" à Paris et M. GAUDILLÈRE de répondre : "Non, ce n'est pas du matraquage fiscal, nous avons des impôts extrêmement bas".

La vérité à Paris aujourd'hui est que nous avons une fiscalité particulièrement injuste, nous avons une fiscalité qui ne répartit pas les richesses.

Je m'explique. Prenons impôt par impôt en commençant par la taxe foncière : j'ai déjà pris cet exemple, un logement de 20 mètres carrés, parce qu'à un moment, il faut parler de choses précises, à Paris 18e, faisait l'objet d'une taxe foncière d'un montant de 180 euros l'année dernière. Cette année, après ce fameux "matraquage fiscal" fanfaronné par la Droite, celle-ci est passée à 210 euros, c'est à peine un demi-mois de loyer en termes de taxe foncière.

Alors, bien sûr, on peut employer l'argument consistant à dire que les Parisiens sont déjà matraqués par la fiscalité. Il ne s'agit pas de l'augmenter encore plus, mais de quel impôt parle-t-on ? Il y a des propriétaires richissimes aujourd'hui à Paris qui bénéficient d'une taxe foncière extrêmement basse et ce n'est absolument pas normal.

Bien sûr, la taxe d'habitation est un impôt beaucoup plus inéquitable, puisqu'elle frappe, quelque part, le droit au logement et que son mode de calcul peut apparaître clairement inéquitable, mais cette taxe foncière n'est pas aujourd'hui cet outil de répartition des richesses dont nous avons besoin.

Il faut, à ce titre, absolument changer de modèle et passer d'un modèle aujourd'hui basé sur la croissance et la spéculation à un modèle, beaucoup plus pérenne, beaucoup plus paisible et beaucoup plus sain de financement par l'impôt de nos dépenses publiques.

Changer de modèle, mais également changer d'échelle. La future création, nous le souhaitons réellement, d'une vraie Métropole, de Paris Métropole, va entraîner de très lourds changements sur notre type de fiscalité, et là, même chose, je vous rappelle qu'en 2005 - c'est peut-être de là que tout est parti -, les émeutes urbaines qui ont eu lieu ont souligné le fait que les richesses ne se répartissaient pas de manière équivalente sur l'ensemble des territoires et que des territoires extrêmement riches comme Paris, comme Issy-les-Moulineaux, comme La Défense, faisaient une concurrence effroyable à des territoires extrêmement pauvres.

Si nous nous engageons clairement dans Paris Métropole, il y a une logique de solidarité qui va nous amener à mieux partager la fiscalité parisienne.

Deux domaines, peut-être totalement prospectifs aujourd'hui, mais qu'il va bien falloir traiter ; si nous laissons la spéculation agir aujourd'hui, nous pourrons nous égosiller face à l'État et face à l'ensemble des gens qui participent à augmenter cette spéculation, cela aura bien peu d'effets. Si nous n'intégrions pas dans nos réflexions cette logique future de répartition des richesses nécessaires dans le cadre de Paris Métropole, nous passerions également à côté d'un sujet extrêmement important.

Le groupe "Europe Ecologie - Les Verts et apparentés" porte de façon prospective ces différentes idées, nous sommes, bien sûr, à la disposition de l'Exécutif pour en discuter beaucoup plus longuement, mais il nous semble essentiel, à un moment, de faire ce rappel, bien sûr, en votant avec plaisir ce budget et en particulier ces dépenses.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs du groupe "Europe Ecologie - Les Verts et apparentés").

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup, Monsieur DUTREY.

Nous poursuivons avec le groupe U.M.P.P.A. et Claude GOASGUEN.

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Merci, Monsieur le Président.

Ce qui est rafraîchissant lorsqu'on écoute M. DUTREY, c'est qu'il est, avec sincérité, complètement aux antipodes de ce nous pensons. Je respecte ses opinions, mais je tiens à dire à quel point nous sommes totalement à l'opposé de ce qu'il vient de dire.

Je vois que M. CONTASSOT s'en félicite. Eh bien, je m'en félicite aussi !

Pourquoi ? Parce que je crois que nous sommes dans une logique qui, désormais, a montré ses limites dans la politique parisienne du logement.

Dans ce domaine, je ne prends pas en considération, à cause du temps, la gestion du patrimoine du logement parisien qui fera l'objet d'autres débats, notamment à l'Assemblée, puisqu'une commission d'enquête parlementaire est ouverte sur la gestion du logement social, mais je voudrais dire qu'en réalité, nous sommes dans une voie sans issue, dont, hélas, l'évolution va faire que cette mixité sociale que vous réclamez tant aboutit en réalité à l'écrasement de la classe moyenne.

Deux éléments, en effet, sont intervenus, qui sont venus aggraver les aspects néfastes de votre politique.

Le premier élément est d'abord, vous l'avez dit, l'explosion du foncier.

Cette explosion du foncier a sorti littéralement de toute possibilité une grande partie de la classe moyenne.

Le deuxième élément est la loi que nous avons votée d'ailleurs en commun, dite loi D.A.L.O., qui impose une fixité des contingents préfectoraux, enlevant automatiquement une certaine mobilité à un secteur qui était susceptible de discussion et qui pouvait éventuellement loger une partie de la classe moyenne inférieure. Il ne s'agit pas de revenir là-dessus. Désormais, votre Municipalité, notre Municipalité, a des responsabilités accrues sur le secteur intermédiaire entre le foncier très cher qui exclut la classe moyenne et le D.A.L.O. qui s'occupe de la possibilité de loger ceux qui sont le plus en difficulté, encore une fois à juste titre.

Vous avez la possibilité, actuellement, de changer de politique totalement, car nous en avons les moyens.

Les moyens, on l'a dit, des droits de mutation quand même importants, à cause de la montée du foncier. Je n'évalue pas le chiffre, mais c'est un chiffre extrêmement important.

Ensuite, il y a la hausse de la fiscalité. Je sais bien que la fiscalité est basse, sauf que M. DUTREY oublie que la fiscalité locale est calculée par des bases fiscales du Ministère des Finances, ce qui fait que l'on ne paie pas de la même manière dans le 18e ou dans le 15e arrondissement et que dans un certain nombre de cas, la base fiscale du foncier peut vous valoir des augmentations de 60 %. Passons.

La troisième aide que vous avez l'air de refuser, c'est l'aide de l'État. L'aide de l'État, contrairement à ce que j'entends, est importante. La convention, votée par la Droite en 2002, dite d'aide à la pierre, permet chaque année à la Ville de Paris d'avoir des bases d'aide de l'État automatiques sur la politique du logement social à Paris entre 120 et 140 millions d'euros. Vous me direz : "Ce n'est rien" ; certes, ce n'est rien, sauf que cela représente 20 % de la politique de l'État dans ce domaine, c'est-à-dire que Paris, qui représente 3,5 % de la population nationale, bénéficie quand même de l'aide de l'État à hauteur de 20 %. Évidemment, on peut le regretter, mais je voudrais vous dire quand même que l'aide qu'il accorde dans ce domaine permet à l'État, automatiquement, de gérer la politique du logement social et, quelquefois, de dire : "Ecoutez, puisque je participe à la politique du logement social, de temps en temps, j'aimerais que l'on écoute mon avis".

Vous avez donc la possibilité de changer parce qu'il y a de l'argent, mais vous perdurez, vous perdurer dans la même direction, c'est-à-dire une politique de préemption, une politique où il y a très peu de transparence, assez peu de logement finalement, puisqu'on s'aperçoit qu'entre 2001 et 2009, vous avez acquis 42.208 logements dont simplement 60 % sont disponibles sur le marché et qu'en réalité, vous avouez vous-mêmes que dans les préemptions, vous mettez cinq ans à libérer de leurs habitants 60 % des logements préemptés.

C'est donc une politique extrêmement coûteuse, mais qui, en réalité, n'a pas le résultat quantitatif que l'on pourrait souhaiter.

Je souligne d'ailleurs pour le Président qui m'a, tout à l'heure, interpellé sur Chardon-Lagache, que l'immeuble de 47 logements n'est pas un immeuble que nous avons refusé parce qu'il était refusable ; cet immeuble était destiné à un établissement d'accueil de jeunes handicapés. On aurait voulu quand même que la Mairie de Paris fasse au moins l'effort de nous dire que, soudain, cet immeuble de 47 logements avait changé d'affectation. Nous avions été, je le rappelle, favorables à l'affectation pour des handicapés de cet immeuble de 47 logements.

Il faudrait peut-être en sortir de cette politique qui date un peu, mais c'est vrai que le Parti Communiste a 90 ans aujourd'hui, qui consiste à dire que le 16e arrondissement, c'est toujours les 200 familles. Hélas, ce n'est plus, je dirais, les 200 familles, c'est autre chose. Il faudrait peut-être quand même que vous l'acceptiez.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Permettez-moi de nous dire, et ce sans agressivité, que vous accentuez vos erreurs. Pourquoi ?

Parlons chiffres !

On nous dit que vous faites une politique de classe moyenne. Vous ne faites pas une politique de classe moyenne ! Je vais vous le démontrer.

Les classes moyennes, selon un sondage I.F.O.P., c'est 3.536 euros par mois pour un ménage. Or, vous ne prenez aucune décision d'attribution de logement dans le parc social au-dessus de 60 % du plafond.

(Brouhaha).

Non, non, non ! 3.500 euros par mois.

Vous me dites : "Mais ce n'est pas vrai, les 60 %, vous les inventez !" Alors, j'ai là deux délibérations relatives au 19e arrondissement qui sont DLH 315 alinéa 1 et DLH 379 alinéa 1. Qu'est-ce que je lis ? "Au moins 30 % des logements devront être attribués à des personnes sous plafonds de ressources P.L.A.-I."

Alors, quand vous me dites qu'il n'y a pas de 60 % pour les plafonds de ressources, vous vous moquez de nous ! On le voit bien dans la politique actuelle.

Qu'est-ce cela signifie, vos plafonds de ressources sur la classe moyenne ?

Moi, je vais vous donner des éléments salariaux de la classe moyenne.

Un gardien de la paix en début de carrière touche 1.800 euros. Imaginons que ce gardien de la paix épouse une gardienne de la paix, ils sont à 3.600 euros. 3.500 euros pour la classe moyenne sur un plafond de 4.000 euros, excusez-moi mais à 60 %, ils ne rentrent pas dans le plafond.

Je prends les instituteurs : un instituteur en début de carrière, c'est entre 1.500 et 1.800 euros. Couple d'instituteurs : 3.000 euros. A 60 % du plafond, vous ne les casez pas !

Si vous considérez qu'un instituteur en début de carrière, c'est quelqu'un d'extrêmement favorisé, c'est que vous avez une vision du social un peu particulière !

(Brouhaha).

Laissez-moi terminer !

Je voudrais vous dire deux choses.

Vous ne voulez pas vous occuper de la classe moyenne, certes, c'est votre droit, mais vous ne pouvez pas interdire à l'Etat et à la majorité parlementaire d'essayer de s'occuper, puisque vous ne vous en occupez pas, de la classe moyenne à Paris.

(Brouhaha).

Un Intervenant. - Bloquez les loyers !

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de proposer à l'Etat une nouvelle convention avec la Ville de Paris qui permettra d'intégrer la classe moyenne à l'aide que l'Etat apporte, premièrement.

Deuxièmement, nous estimons que le foncier parisien a une telle particularité qu'il est absurde désormais d'établir des plafonds nationaux. Le foncier parisien doit être traité à part et c'est la raison pour laquelle nous travaillons en ce moment à un projet de loi Ile-de-France, qui nous permette d'éviter que Paris sombre dans une mixité sociale approximative avec les très riches et les assistés et redonne à la classe moyenne sa place dans Paris qui est nécessaire, mes chers amis, à l'évolution de notre Capitale.

Merci de votre attention.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Chers collègues, je crois qu'il est important que nous puissions nous écouter dans des conditions raisonnables.

Monsieur HÉLARD, vous avez maintenant la parole. Je me permets de vous préciser qu'il reste un temps de parole de 8 minutes au groupe Centre et Indépendants à partager avec Mme SACHS.

M. Eric HÉLARD. - Merci beaucoup.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, l'étude sur l'accès du jeune public aux activités culturelles gérées ou soutenues, rendue publique par l'Inspection générale en avril 2009, soulignait le caractère hétérogène de l'offre des institutions culturelles marquée par l'empirisme et la diversité des objectifs et des contraintes propres à chaque secteur d'activité.

Les musées de la Ville paraissent ainsi pénalisés par leur faible autonomie de gestion et une communication inadaptée, tandis que les grandes institutions musicales soutenues par la Ville souffrent de l'absence d'un financement dédié et de la faiblesse de l'évaluation des résultats dans la mise en œuvre de leurs actions. Surtout la DAC ne dispose pas, dans les conventions d'objectifs conclues avec ces institutions, des leviers nécessaires pour orienter leurs interventions et n'entretient pas de lien à ce sujet avec d'autres acteurs tels que le Rectorat ou la DASCO.

Cette déficience institutionnelle s'accompagne de faiblesses structurelles dans l'action culturelle de la Ville en faveur des jeunes.

Les services municipaux, comme leurs partenaires, ne disposent que de données très parcellaires sur les pratiques et les attentes des jeunes en matière culturelle, de telle sorte qu'il est très difficile d'apprécier l'adéquation des offres aux besoins.

En deuxième lieu, l'intervention de la Ville, qui se déploie dans des directions à la fois nombreuses et variées, n'est pas ordonnée autour d'orientations stratégiques claires. Des objectifs explicites et évaluables d'éducation artistique et culturelle dans les missions des institutions culturelles parisiennes, quel que soit leur mode de gestion, via des lettres de mission ou des conventions d'objectifs, ainsi que l'élaboration d'un bleu budgétaire, retraçant l'effort financier réalisé par la Ville en matière d'actions culturelles pour les jeunes ont été dès lors préconisés par l'Inspection générale afin de pallier ces dysfonctionnements.

Le manque actuel d'investissements dans les conservatoires ou les bibliothèques municipales, qui doivent rester, rappelons-le, ouvertes le dimanche, témoigne de la nécessité d'investir davantage dans la culture de proximité en renforçant les équipements culturels de quartier. Mais, loin de ces préoccupations terre-à-terre, vous préférez, Monsieur le Maire, vous lancer dans des projets dont le gigantisme le dispute au caractère de gouffre financier.

Vos arbitrages budgétaires sont plus que contestables en matière de politique culturelle.

Ainsi, "La Gaîté Lyrique", à mi-chemin entre art numérique et musique actuelle, censée incarner un nouveau type d'institution, écrin de 11.000 mètres carrés de technologie dernier cri, de salles d'exposition, de conférences, de concerts, représente une facture salée, avec certains espaces à plusieurs milliers d'euros le mètre carré. Son utilité est pourtant relative. Les artistes qui vont y travailler préfèrent un réceptacle où ils apportent la technologie de leur choix en fonction de leur projet. Le bâtiment est donc dépassé avant d'avoir ouvert, et ce, pour un budget de fonctionnement de 9 millions d'euros par an dont 5,2 millions de subvention. Le chantier aura nécessité six ans d'étude et 80 millions d'euros de travaux.

La même logique de dépense irraisonnée est à l'œuvre avec "Les Trois Baudets", rénové en 2006 par la Mairie pour 7,5 millions d'euros et qui reçoit 450 millions d'euros annuels de subvention. La délégation confiée à une équipe chargée de découvrir de jeunes talents ne fait pas ses preuves et accuse un coup de "bide monstrueux" pour reprendre les termes de l'Inspection générale.

Quant au pharaonique "Louxor", ce mythique témoin de l'architecture néo-égyptienne, il présente un coût de rénovation de 29 millions d'euros, à mettre en regard avec la maigre fréquentation réservée à un type de programmation beaucoup trop élitiste.

La réputation du CENTQUATRE n'est, quant à elle, plus à faire. Rénové à grands frais, environ 100 millions d'euros, cet équipement, qui devait être une vitrine culturelle, n'est qu'une onéreuse coquille vide que les dirigeants successifs n'ont su comment remplir.

A ce gaspillage intempestif, s'ajoute une inquiétante désinvolture quant à la préservation du patrimoine des musées parisiens. En effet, si la sécurisation des musées constituait une priorité affichée à la suite du rocambolesque et dramatique vol de cinq chefs-d'œuvre au musée d'Art moderne, le plan d'actions proposé au budget primitif 2011 apparaît peu ambitieux et pour le moins opaque. Alors même que le budget supplémentaire, voté en juillet dernier, consacrait dans l'urgence 2,1 millions à la sécurisation des musées, nous pouvions espérer, après ce vol spectaculaire, qu'il ne s'agissait là que d'une première réponse impérieuse apportée aux graves lacunes de sécurité des musées parisiens, qui serait suivie par de nécessaires moyens.

Or, que nous proposez-vous, Monsieur le Maire ? La création de six postes de techniciens des services culturels, seulement 2,6 millions d'euros en crédits de paiement dans le cadre d'une programmation pluriannuelle et un partage des bonnes pratiques entre établissements, dont nous nous interrogeons sur le contenu et l'efficacité avérée.

De la rigueur mais de l'ambition, une vision globale mais sans oublier les équipements de proximité, des moyens mais une évaluation de leur bon usage, tels sont les ressorts d'une politique culturelle digne du prestige de Paris, telles sont nos attentes insatisfaites.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Monsieur HÉLARD.

J'en profite pour indiquer d'ores et déjà à Mme SACHS qu'il lui restera 3 minutes 30.

Monsieur HÉLARD, si je peux me permettre, vous avez évoqué la situation du CENTQUATRE. Un mot d'actualité, puisque ce week-end, ce sont des milliers de Parisiens qui ont pu découvrir avec bonheur - j'en suis le témoin - la nouvelle programmation de la nouvelle équipe du CENTQUATRE. Donc, rassurez-vous sur la coquille vide : elle a été très remplie ce week-end !

Nous poursuivons avec le groupe socialiste et Philippe DUCLOUX.

M. Philippe DUCLOUX. - Je vais momentanément prendre la place de Dominique BERTINOTTI.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, après la culture, je voudrais parler d'un sujet ô combien important dans le cadre de ce budget primitif pour l'année 2011 : les affaires scolaires.

Ce budget qui s'élève au titre du fonctionnement à plus de 192 millions d'euros, dans ce budget 2011, témoigne de la volonté politique de la Ville de Paris de continuer à privilégier l'éducation comme levier incontournable d'égalité sociale demeure intacte.

Pourtant, le Gouvernement n'arrête pas d'en fragiliser les principaux acteurs.

D'un côté, les professeurs, par le biais de la réforme dite de mastérisation, qui montre aujourd'hui ses limites. Je réunissais mes directeurs d'écoles ce midi, qui m'ont réaffirmé qu'il faudra le jour venu remettre en question cette réforme que nous n'avions prédite par ailleurs (sic*).

Et d'un autre côté, les élèves, qui non seulement peuvent voir défiler une dizaine de professeurs en un trimestre mais qui sont également victimes depuis deux ans de rythmes scolaires trop denses qui aggravent la situation des élèves les plus fragiles.

J'épargnerai à l'auditoire les milliers de suppressions de postes du Gouvernement qui montrent aujourd'hui que le système de l'Éducation nationale et en danger.

Ces rythmes scolaires sont d'ailleurs condamnés par la plupart des acteurs du monde éducatif, le débat du moment en fait foi.

L'effort d'investissement, mes chers collègues, ne faiblit pas avec un budget 2011 à hauteur de plus de 108 millions d'euros. On peut citer notamment une restructuration qui me concerne directement, c'est la restructuration du groupe Keller-Bullourde, dans le 11e arrondissement.

À ce stade de mon propos, je voudrais rendre hommage d'une part à Colombe BROSSEL, l'adjointe au maire de Paris chargée de ce secteur, tous les gens qui travaillent autour d'elle, et notamment les gens de la DASCO, et tous les gens qui font vivre le système scolaire parisien, les animateurs, les surveillants, les A.S.E.M., les A.T.E., enfin toutes celles et ceux qui font qu'aujourd'hui, Paris défend véritablement l'éducation.

Je voudrais évoquer ainsi la mise en accessibilité de l'école Gustave-Rouanet et la restructuration du collège Maurice-Utrillo, tous deux dans le 18e arrondissement. Sans oublier de mentionner le nouveau collège Aimé-Césaire qui a été inauguré le 2 décembre dernier par Bertrand DELANOË et Daniel VAILLANT, et qui porte le nombre de collèges parisiens à 112 pour plus de 50.000 collégiens accueillis. Vous pouvez constater que l'effort est considérable.

Mes chers collègues, donner du sens et une cohérence à la communauté scolaire, voilà la logique qui anime toute l'action de la Ville, à commencer par une volonté récurrente, chaque année, de déprécarisation des personnels relevant de la Direction des affaires scolaires.

Ce budget primitif 2011 comprends ainsi la création de 30 emplois d'adjoints d'animation titulaires, et dans le cadre du dispositif inspiré de la reconnaissance des acquis de l'expérience mis en place à la DASCO, 50 animateurs vacataires seront intégrés par voie de contractualisation tandis qu'un nombre équivalent de contractuels deviendront titulaires.

Je voudrais aussi mettre en avant trois mesures de ce budget primitif 2011 qui me semblent emblématiques de la démarche volontaire de la Ville en direction de tous les élèves parisiens en termes d'accès à la culture et à la citoyenneté.

Tout d'abord, en lien avec la Direction des Affaires culturelles et la mission cinéma, la Direction des Affaires scolaires a mis en place en 2010-2011 un programme éducatif appelé "l'art pour grandir", favorisant l'accès de tous les jeunes parisiens à la culture et à ses institutions.

Ce ne sont pas moins de 244 écoles élémentaires et maternelles, 130 centres de loisirs et 36 collèges, 10 musées municipaux, le Théâtre de la Ville, deux formations musicales, 18 salles de cinéma et quatre associations qui y participent. 100.000 euros sont inscrits au budget 2011 afin que 60 % des établissements scolaires parisiens soient concernés par ce dispositif qui a maintenant fait ces preuves en termes d'émancipation individuelle et d'épanouissement personnel des jeunes parisiens par le biais d'une confrontation de leurs émotions et de leur imagination aux œuvres qui constituent notre patrimoine culturel.

Le deuxième point est la volonté d'établir des passerelles, encore et toujours, entre l'école et la culture, qui explique l'inscription au budget 2011 de 150.000 euros pour étendre le dispositif des résidences d'artistes dans les collèges parisiens.

À l'aune du succès de l'expérimentation menée dans un collège du 19e arrondissement, ce ne sont pas moins de 30 collèges parisiens qui en bénéficieront à la rentrée 2011-2012.

Enfin, à cela s'ajoute la création de deux nouveaux postes afin d'étendre "Actions collégiens", que bon nombre d'entre vous connaissent, portant ainsi à 37 le nombre de collèges parisiens bénéficiant de ce dispositif qui touche un peu plus de 12.000 jeunes par an, âgés de 11 à 17 ans, afin de faciliter leur accès à la culture et leur permettre une meilleure maîtrise de la lecture et de l'écriture, à l'heure même où les résultats de l'enquête 2009 P.I.S.A., rendus publics la semaine dernière, ne sont guère flatteurs pour la France.

Il faut d'ailleurs préciser que si "Actions collégiens" s'étend territorialement, ce dispositif s'ouvre ainsi à de nouvelles missions. Les assistants éducatifs sont désormais partie prenante des dispositifs de réussite éducative en lien avec les équipes pluridisciplinaires et les référents de parcours dans les établissements sélectionnés.

Voilà la démarche de la Ville de Paris, mes chers collègues, encore confirmée, une constante recherche de mise en synergie des professionnels de la communauté éducative.

Enfin, je me dois de vous présenter l'amendement budgétaire que mon groupe, le groupe socialiste, vous propose, relatif à une augmentation de 300.000 euros des crédits consacrés aux vacances arcs-en-ciel. Cet abondement permettra à encore davantage de jeunes parisiennes et parisiens âgés de 4 à 16 ans d'être accueillis dans des sites variés, en pleine nature, au bord de la mer ou à la montagne, pour des séjours de qualité de 5 à 12 jours, en juillet et en août.

Vous l'aurez compris, mes chers collègues, en concluant mon propos, je dirai que ce budget 2011 qui vous est proposé aujourd'hui permet, comme depuis 2001, de lutter contre l'échec scolaire et la reproduction des inégalités sociales en développant des initiatives sur le long terme alliant projets éducatifs et ouverture d'esprit.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous poursuivons avec le groupe U.M.P.P.A. et Mme Anne-Constance ONGHENA.

Mme Anne-Constance ONGHENA. - Merci, Monsieur le Maire.

Beaucoup de choses ont déjà été dites pour commenter le budget que vous nous proposez aujourd'hui pour le prochain exercice budgétaire.

Je vais compléter ces remarques, ces critiques quelquefois, par d'autres observations concernant la politique des déchets et à cet effet, Monsieur DAGNAUD, je suis ravie que vous ayez pris la place de M. DELANOË pendant quelques minutes.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - C'est très provisoire, je vous rassure.

Mme Anne-Constance ONGHENA. - J'ai lu avec grand intérêt le rapport sur les contrats d'objectifs et les propositions de programme du volet déchets du contrat d'objectif et de performance pour la Direction de la propreté et de l'eau, et je dois vous dire que j'ai été bien déçue, car si l'outil est intéressant et très bien fait, le contenu, lui, est d'une très grande pauvreté.

Or, pardonnez-moi de vous le dire, votre feuille de route pour 2011 est sans grande ambition. Dans un contexte bien particulier tout de même, et je me permets de le rappeler, le Gouvernement que vous décriez tant dans cette assemblée est le premier à avoir mis en place des politiques ambitieuses, disruptantes en matière de prise en compte de la question écologique. Nos angles d'approche ne sont plus les mêmes, nous avons définitivement changé, et ce, grâce au Président de la République.

Alors votre majorité est composée d'une frange écologique souvent revendicatrice mais qui est cette fois très silencieuse sur ce sujet. Elle aurait pu se saisir de ces opportunités pour que la Ville contribue à sa manière à proposer aux Parisiens une politique audacieuse, notamment sur la question des déchets, car voilà un sujet sur lequel il y a beaucoup à faire, comme le précise votre contrat, qui a pour objectif et pour ambition de fixer des orientations année après année et de les évaluer pour ensuite construire les budgets.

Alors, je rejoins M. BARGETON, qui l'évoquait tout à l'heure, c'est une mesure d'évaluation des politiques publiques très intéressante, et sa lecture pour la question des déchets a été vraiment passionnante, et je vais vous la commenter.

Première intention d'action, objectif n° 3 du programme environnement et développement durable. Vous avez pour objectif de réduire l'impact environnemental des déchets. Vous souhaitez ainsi réduire le nombre de déchets produit par les Parisiens, et je vous rappelle quand même que la Ville n'est en rien responsable de la réduction de cette part entre 2008 et 2009. Ce n'est pas vous, Monsieur DAGNAUD, qui me direz le contraire, puisque vous dites exactement la même chose que ce que je vais dire après, c'est que tous les experts attribuent malheureusement cette réduction aux effets de la crise économique. D'ailleurs, cette courbe est en train de s'infléchir.

Alors, vous précisez que vous souhaitez que cette production se situe pour 2015 au niveau de 490 kilos par habitant. Dix pages plus loin, vous ramenez cet indicateur à 460 kilos. Finalement, quelle page faut-il croire ? La page 20 ou la page 47 ?

Dans votre indicateur 16, vous précisez que la Ville met en place des composteurs, notamment dans le 11e arrondissement. Je pense que c'est quand même une plaisanterie, vous n'allez pas vous nous faire croire que vous allez réduire la production de déchets de 50 kilos par habitant en trois ans avec des composteurs !

Votre indicateur 17 fait référence à la mise en place d'un observateur 3R (réduire, recycler, réemployer). Je voulais vous préciser que le SYCTOM de l'agglomération parisienne revendique également la mise en place de cet observatoire.

Alors, dans la mesure où cet observatoire dépasse les frontières de la Ville, je pense que la vérité est que cet objectif est bien celui du SYCTOM. Vous m'avouerez que cela commence vraiment mal pour ce contrat d'objectif et de performance.

Un peu plus loin, toujours dans ces mêmes objectifs, vous reparlez à nouveau de la mise en place de cet observatoire en annonçant que vous allez suivre trente actions. L'objectif de cette mission, est-il précisé à nouveau, touche la réduction des déchets et vous reparlez des composteurs comme indicateur de performance, mais il s'agit toujours des mêmes puisque vous les localisez dans le même arrondissement.

L'indicateur 11 du deuxième programme fixe la performance de l'administration parisienne en matière de production de déchets. Volet intéressant et important car montrer l'exemple est incitatif. Vous parlez de l'utilisation du papier : la quantité consommée entre 2009 et 2010 est sensiblement la même et vous fixez pour 2011 un objectif vraiment, vraiment très ambitieux : une petite flèche qui pointe vers le bas. Quelle ambition ! Quel progrès !

Quant aux objectifs du contrat de performance de la direction pour les R.H., le document en dit long : dix lignes d'un tableau qui ne compte pas loin de 20 pages. Rien, aucune ambition !

Toutefois, il y a deux données que j'aimerais porter à la connaissance de notre Assemblée : 9,6 % de taux d'absentéisme pour les agents de la DPE en 2009. Pas une donnée disponible pour 2010. L'objectif pour 2011 est une petite flèche avec la tête qui pointe vers le bas. Je pense que cela signifie que vous souhaitez réduire ce taux et c'est heureux.

Toutefois la colonne plan d'action est vide, vierge, pas une ligne, rien ! C'est encourageant pour les personnels et cela en dit long sur la place que vous laissez aux agents dans la préparation de vos politiques publiques.

Autres chiffres intéressants : 16,6 % d'absences dans les séances de formation en 2009. Alors idem pour l'absentéisme général : les cases des objectifs de 2011 pour réduire ces absences et la plan d'action sont vides. Rien !

Je suis personnellement assez consternée de cet état de fait, après la mission qui a eu lieu à la fin du mois dernier.

Je vous rappelle quand même que ce budget s'inscrit dans un contexte bien particulier : celui où la Ville est à nouveau sale.

Avec mon collègue Jean-Jacques GIANNESINI, nous sommes régulièrement interpellés par les habitants sur l'état des rues du 19e. Nous constatons que des encombrants sont à nouveau abandonnés autour de arbres, que des épaves de scooters demi désossés sont abandonnées sur les trottoirs et que les tags sur les bâtiments font de nouveau leur retour. Votre contrat de performance ne fait pas état de cette situation.

Par ailleurs, en 2011, comme en 2010 et en 2009, les quartiers populaires de l'Est parisien seront une nouvelle fois condamnés à se passer du ramassage des feuilles mortes.

Votre contrat précise que vous comptez, et vous me pardonnerez de reprendre vos mots mais ils sont tellement éloquents, mettre en place des éteignoirs sur les traditionnelles corbeilles de rue et engager un dialogue compétitif pour l'attribution de la fabrication de nouvelles corbeilles de rue.

Je ne ferai aucun commentaire sur l'importance des enjeux en matière de propreté de Paris, des opportunités offertes par le Grenelle de l'Environnement et vos propositions. On a de la chance - si, il faut s'en féliciter - cette année, on ne dira pas que si Paris est sale, c'est parce que les Parisiens sont sales !

C'est dans ce contexte que je voulais aussi parler de la performance des contrats passés avec les sociétés titulaires d'un marché de ramassage des ordures ménagères. Votre contrat de performance ne fait état d'aucun objectif d'évaluation de ce marché, pourtant il y aurait beaucoup à dire. Pourquoi ne le prévoyez-vous pas ? C'est utile tout de même pour la Ville, pour la société prestataire et pour les concitoyens.

Pour ma part, dans le 19e arrondissement, je constate que l'entreprise Derichebourg a commencé l'exécution de son marché avec de vieilles bennes, signalées quelquefois en panne sur la voie publique. Aujourd'hui, les camions sont neufs mais la satisfaction des habitants décroît. Et vous ? Vous ne bougez pas.

Enfin, pas un mot non plus sur les commerçants. Ceux-ci disposent d'un temps très court pour déposer leurs déchets avant le ramassage. En revanche, les procès-verbaux, eux, sont toujours dressés sans tarder. Que comptez-vous faire ?

Si je résume vos objectifs pour 2011 en matière de propreté à Paris, c'est mettre en place un observatoire dont la paternité entre le SYCTOM et la Ville n'est pas claire et installer des composteurs. Pardonnez-moi mais c'est un peu court.

Quand, à côté de cette feuille de route, vous affichez un budget de fonctionnement de 464 millions d'euros, j'aimerais bien que vous m'expliquiez également à quoi vont servir les 5,7 millions d'euros prévus en investissements. Peut-être est-ce le coût des composteurs !

Les objectifs qui sous-tendent votre budget sont décevants, il vise peut-être à jeter de la poudre aux yeux de votre électorat, mais en tout cas il n'apportera pas de réponses concrètes aux Parisiennes et aux Parisiens, et il traduit votre absence de vision politique pour Paris et d'ambition sur une question, la gestion des déchets, qui permettrait pourtant de l'audace et de la créativité.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Madame ONGHENA, je prends acte de la sévérité de vos propos. Sévérité vis-à-vis du Président de la République qui rappelait, il y a peu, que l'écologie, "ça commence à bien faire !", et sévérité vis-à-vis des groupes parlementaires U.M.P. à l'Assemblée nationale comme au Sénat qui viennent - vous le savez sans doute ou peut-être pas - de voter la suppression de la taxe sur les emballages plastiques, qui était une mesure phare qui avait précédé le Grenelle de l'Environnement et qui suscite la consternation et la stupeur dans tous les milieux qui connaissent un peu le sujet.

Dernier point, puisque vous avez fait allusion à l'arrondissement dont nous sommes, vous et moi, élus, manifestement l'outrance de vos propos montre que vous n'avez tiré aucune leçon de l'échec retentissant de votre dernière campagne municipale menée sur le même ton !

(Rires et applaudissements).

Mme Anne-Constance ONGHENA. - Bravo, Monsieur DAGNAUD !

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous poursuivons avec Mme SACHS, à qui il reste trois minutes de temps de parole.

En tout cas, ceux qui habitent réellement le 19e savent à quoi s'en tenir.

Mme Valérie SACHS. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, quelques paragraphes aussi laconiques que sommaires, disséminés sur 11 pages d'autosatisfaction, voilà à quoi vous réduisez le développement économique et l'attractivité de Paris : une trentaine de lignes plutôt incantatoires pour toute politique sur l'avenir économique de la Capitale.

Aussi, Monsieur le Maire, je pratiquerai la même concision que vous pour résumer le budget primitif que vous nous présentez aujourd'hui. Où est la dynamique de croissance ? Où est l'ambition économique de sortie de crise ? Où est l'écosystème puissant et compétitif au niveau mondial qui doit être celui de Paris ?

J'ai la désagréable impression de me répéter : qu'y a-t-il de nouveau par rapport aux deux premiers budgets de la mandature ?

Le fameux milliard, toujours le même, mais est-il exclusivement dédié à l'innovation ? L'objectif des 100.000 mètres carrés d'ici à 2014 de surface dédiée aux pépinières et aux incubateurs. Mais pourrez-vous tenir cette promesse ?

Bien sûr, j'ai soutenu vos initiatives de l'Institut du cerveau à l'Institut de la vision, en passant par l'Institut Langevin, la rénovation de la Sorbonne, les pépinières et incubateurs partout dans Paris, le pacte P.M.E. J'ai voté la création du laboratoire "Paris Région Innovations", mais celui-ci ne saurait résumer à lui tout seul la quintessence de l'innovation parisienne.

Le mot innovation ne doit pas être un leurre. A trop l'utiliser, on le galvaude et cela ne crée pas une politique de développement économique qui reste, malgré nos appels répétés, le parent pauvre de votre action.

La solidarité, oui évidemment, mais comment la créer sans croissance ? Où sont les projets économiques d'envergure, de visibilité internationale de Paris ? Où sont les mesures indispensables d'après crise pour l'implantation des entreprises étrangères et de leurs centres de décisions ?

Pourtant, Paris regorge de potentiel, d'atouts économiques, grâce au meilleur crédit impôt recherches en Europe. Paris s'est formée et a attiré le capital humain le plus qualifié, mais souffre d'une sous-valorisation économique chronique et d'un déficit d'image.

L'attractivité d'une métropole dépend autant de sa perception que de sa réalité. Paris est une place économique et financière qui ne fait plus rêver, car elle est sans stratégie pour créer des synergies productrices de valeurs.

Selon le dernier classement mondial KPMG 2010, en matière d'attractivité, Paris ne séduit que 8 % des entrepreneurs interrogés et pointe en sixième position au sein des métropoles internationales.

Au classement 2009 des villes européennes préférées des entrepreneurs, Paris n'est que 33e sur les 37 métropoles européennes pour la création d'entreprises.

Une étude récente du cabinet DELOITE confirme que les créateurs d'entreprises innovantes préfère toujours Londres à Paris. Et quid de l'action de Paris pour les "Business Angels", étranges absents de la communication d'aujourd'hui ?

Il y a aussi un chiffre à méditer : 45 % des entreprises installées à Paris n'emploient pas de salariés. Comment y remédier ?

J'évoquerais pour conclure le désengagement de la Chambre de commerce de Paris et de l'association "Paris Développement", vitrines parisiennes de l'attractivité internationale, et le timide soutien de la Chambre au laboratoire "Paris Région Innovation".

Ce désengagement, pour dire clairement les choses, m'inquiète et ne manque pas de soulever de lourdes interrogations. Est-ce un message d'alerte ou un règlement de compte aux dépens des Parisiens ? Et surtout : comment les investisseurs le liront-ils ?

Paris se doit de maîtriser son avenir économique.

Votre budget, Monsieur le Maire, n'est donc pas à la hauteur des enjeux, il ne mobilise pas les bons leviers de la croissance.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Madame SACHS, je vais devoir vous inviter à conclure.

Mme Valérie SACHS. - Paris doit tout mettre en œuvre pour transformer la recherche en innovation et l'innovation en développement économique, en instaurant une logique de rentabilité qui se substitue à la logique de subvention, ce que, je le reconnais, commence à faire Jean-Louis MISSIKA.

En reprenant les mots de mon ami et collègue Christian SAINT-ÉTIENNE, je déplore, Monsieur le Maire, que l'attractivité économique demeure pour vous une donnée annexe de votre politique plutôt que l'axe central qu'elle devait être.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Nous poursuivons avec le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés et Gauthier CARON-THIBAULT.

M. Gauthier CARON-THIBAULT. - Monsieur le Maire, mes chers collègues.

Pouvoir se loger à Paris est un droit et la Ville de Paris en a fait sa priorité absolue depuis 2001.

A ce titre, le budget que nous consacrons à cet enjeu s'élève à plus de 400 millions d'euros, représentant plus du quart de notre programme d'investissement sur la mandature.

En novembre, le Conseil de Paris a approuvé son nouveau P.L.H. qui apporte des réponses volontaristes à la crise du logement. Paris fait face à une forte tension entre l'offre et la demande, liée en particulier à une attractivité retrouvée de la Capitale mais également, malheureusement, à un niveau de production insuffisant par l'État ou par certaines communes à l'échelle métropolitaine.

Il s'agit donc de proposer des instruments nouveaux face à une demande sans cesse plus intense.

Notre nouveau P.L.H. confirme la politique ambitieuse engagée par la Ville en matière d'habitat et dessine de nouvelles actions déterminantes pour Paris, afin de répondre à l'urgence et il nous faut aujourd'hui les financer.

En plus de la construction de 4.500 logements neufs par an dont 50 % sociaux, il s'agit de continuer à donner corps à cet effort sans précédent que la Ville mène depuis 2001 en matière de logement social.

Ayant rempli notre objectif de 30.000 logements sous la précédente mandature, nous avons décidé de nous fixer comme objectif ambitieux mais nécessaire celui de 40.000 logements à financer au cours du mandat actuel.

Cette politique répond à la réalité sociale et sociologique de Paris, puisque 71 % des ménages parisiens sont éligibles au logement social.

Des plus modestes aux classes moyennes, chacun peut donc trouver une réponse adaptée dans la diversité des produits que nous veillons à développer et, cet enjeu, nous voulons le relever avant la date imposée par la loi S.R.U. dès 2014.

Nous avons fait le choix de doter la Ville de Paris de logements spécifiques pour permettre à chacun également d'y trouver sa place : 4.000 logements sociaux pour étudiants, 5.800 places en résidences sociales de divers types, 1.300 places pour personnes âgées ou en situation de handicap lourd seront ainsi financées et nous devons dès aujourd'hui, dans le budget 2011, prévoir leur réalisation.

De même - et la période actuelle nous le rappelle encore plus -, nous devons prendre notre part du chantier de l'hébergement des plus précaires.

Paris concentre sur son territoire plus de la moitié des places d'hébergement de l'ensemble de l'Ile-de-France, soit plus de 8.000 places, représentant une place pour 450 habitants contre une pour 2.000 habitants dans les Hauts-de-Seine et les Yvelines, alors même qu'il en manque plus de 13.500.

A notre niveau, nous nous sommes fixés l'objectif de créer 2.000 places nouvelles et d'humaniser 1.400 places pour que chaque personne sans domicile puisse être hébergée et avoir la possibilité d'accéder à terme à un logement adapté à ses besoins.

Notre action a pour ambition de couvrir les besoins mal couverts sur Paris : les jeunes, les femmes victimes de violence, les personnes souffrant de troubles psychiques, d'addictions ou encore les personnes marquées par les conséquences d'une désocialisation prolongée dans la rue et qui ont du mal à accéder aux centres d'hébergement traditionnels.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, si nous voulons remplir ces ambitieux objectifs, nous devons dès aujourd'hui nous en donner les moyens.

C'est donc avec satisfaction que nous pouvons constater que le budget que vous nous proposez prévoit de financer 6.000 logements supplémentaires.

Cela représentera au total sur notre budget plus de 400 millions d'autorisations de programme inscrits pour 2011.

Il s'agit également de soutenir les Parisiens désireux d'entrer dans une démarche d'acquisition. Depuis 2004, près de 15.000 personnes ont bénéficié du dispositif "Prêt Paris Logement". Il a été majoré de 50 % en 2009 afin de soutenir la demande.

Cet objectif a été atteint au-delà de nos attentes puisque cela représente en 2010 environ 4.200 foyers et que son budget a été fixé à 25 millions d'euros en 2011.

Ensuite, nous voulons renforcer les dispositifs de prévention des expulsions et de réinsertion par le logement et l'hébergement. Leur succès prouve malheureusement leur nécessité, que ce soit à travers le renforcement du dispositif "Louez-solidaire", la réforme des prises en charge hôtelières au titre de l'Aide sociale à l'enfance, l'augmentation de 2 millions d'euros de l'efficace Fonds de solidarité logement pour prévenir les expulsions ou l'extension de l'allocation "Paris Logement" pour les retraités et les personnes en situation de handicap.

Les continuelles évolutions montrent que la Ville sait adapter ses aides aux besoins de celles et ceux qui en ont besoin, justement.

De même, 98 millions d'euros seront consacrés cette année aux besoins des plus précaires à travers le financement de maison relais (C.H.R.S., C.H.U.) et l'humanisation de nombreuses chambres.

Enfin, nous poursuivrons la lutte contre l'habitat insalubre et pour une prise en compte toujours plus importante du développement durable.

La convention signée avec la S.I.E.M.P. a permis de traiter plus de 1.000 immeubles depuis 2001. De nouvelles situations se produisant chaque année, la Ville de Paris a créé à cet égard la société de requalification des quartiers anciens à l'échelle métropolitaine et 15 millions d'euros sur le budget 2011 y seront consacrés.

De même, de nombreuses O.P.A. sont prévues de manière à inciter les propriétaires à réaliser des travaux dans leur appartement pour les rendre éco-compatibles.

Mais, Monsieur le Maire, ce budget et surtout ces autorisations de programme sont établis avec l'hypothèse d'une continuité de l'apport de l'État de 120 millions d'euros.

En effet, malgré toute notre volonté politique, la Ville de Paris ne pourra pas résoudre seule la crise du logement et, parmi ses partenaires, l'État ne joue pas son rôle.

En effet, en dépit de ses déclarations, le Gouvernement Sarkozy - Fillon a décidé de baisser les crédits consacrés aux subventions au logement social de 75 %.

De plus, le projet de loi de finances 2011 prévoit une baisse globale de 2,6 % des crédits de la mission "Ville et Logement", ce qui signifie que la construction, la rénovation et le renouvellement urbain sont sacrifiés sur l'autel de l'austérité.

Afin de compenser ce désengagement, l'État a scandaleusement décidé de ponctionner les bailleurs sociaux de près de 260 millions d'euros par an.

Ce prélèvement induira mécaniquement une baisse des moyens consacrés par ces bailleurs à l'entretien de leur patrimoine et à la construction de nouveaux logements.

Par conséquent, nous craignons que l'État ne révise fortement à la baisse son engagement en matière de production de logements sociaux et qu'il ne tienne pas ses promesses et ne renouvelle pas la dotation annuelle de 120 millions d'euros destinée à Paris.

Il est donc urgent que le Gouvernement prenne ses responsabilités dans la crise du logement.

Face à l'ampleur de la crise sur le territoire métropolitain, la Ville de Paris demande donc au Gouvernement de mettre en place des dispositifs législatifs pour mieux réguler le marché privé, en encadrant l'évolution des loyers à la relocation, dans le secteur privé, et qu'elle réquisitionne les immeubles que les propriétaires laissent vacants depuis plusieurs années.

C'est pourquoi, afin de répondre à cette inquiétude et de nous permettre en responsabilité de tenir nos engagements pour permettre aux Parisiennes et aux Parisiens de rester vivre dans leur Capitale, les trois groupes de la majorité, P.S.R.G.A., P.C. et "Les Verts" ont déposé un amendement demandant à ce que le budget du compte foncier soit abondé de 20 millions d'euros supplémentaires en crédits de paiement, afin de ramener les moyens totaux affectés à 100 millions d'euros.

Le compte foncier qui retrace de manière spécifique les dépenses et les recettes immobilières, au sein de la section investissement, permet l'acquisition par la collectivité parisienne des immeubles et des terrains nécessaires à la réalisation d'équipements publics et de logements sociaux.

Il constitue ainsi l'un des leviers fondamentaux de la politique municipale en faveur du logement, qui vise d'abord à accroître le nombre de logements sociaux, notamment dans les quartiers parisiens les moins pourvus, ainsi qu'à aménager l'espace urbain au plus proche du besoin des Parisiens.

C'est pour cette raison que, au nom de mon groupe, j'appelle à soutenir cet amendement qui permettra d'augmenter le montant du compte foncier afin de saisir toute opportunité d'acquérir, dans des conditions favorables aux Parisiennes et aux Parisiens, les offres foncières permettant d'atteindre cet objectif ambitieux, tout en favorisant un rééquilibrage géographique de l'offre globale, et ce malgré l'évolution du marché immobilier parisien, et en particulier des prix du logement dans le secteur ancien.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, le budget d'une ville est le meilleur outil pour voir quels sont ses choix politiques et quelle traduction concrète une équipe municipale décide de prévoir, quand d'autres se limitent au mieux à des discours, au pire à des coupes sombres.

Je crois que nous pouvons être particulièrement fiers de ce que laisse voir notre budget 2011 en matière de logement, permettant ainsi d'honorer l'engagement que nous avons pris devant les Parisiennes et les Parisiens de refaire de Paris une ville pour tous et toutes.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

La parole est maintenant à M. Pierre GABORIAU.

M. Pierre GABORIAU. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, mon intervention portera, dans ce budget 2011, sur quelques éléments concernant le tourisme, le patrimoine cultuel et la gastronomie.

Le tourisme parisien, que ce soit tourisme de loisirs ou tourisme d'affaires, a toujours représenté pour notre Capitale un mélange de cultures exceptionnel et un atout économique majeur qui fait de notre ville lumière, l'une des plus prisées d'Europe et même du monde.

Après une crise économique et financière sans pareille depuis 1929, le tourisme parisien semble bien se porter, avec une image au mieux, un taux d'occupation de l'hôtellerie parisienne le plus élevé après Londres et de nouvelles capacités hôtelières, en particulier dans le grand luxe, avec de significatives créations d'emplois ; puis-je citer le Royal Monceau, le Shangri-La, le Mandarin Oriental, le Peninsula ou la Samaritaine ?

De tout ceci, je me réjouis et je sais que toute l'équipe de l'Office du tourisme et des congrès de Paris y contribue sans relâche, mais ces éléments positifs ne doivent pas cacher les faiblesses actuelles et les inquiétudes pour demain.

A cet effet, puis-je rappeler, Monsieur le Maire, la tenue des Etats généraux du tourisme parisien réclamés depuis tant d'années par notre groupe et ma collègue Brigitte KUSTER ?

Quelles sont les faiblesses actuelles ? Le retard pris dans le développement du secteur hôtelier, le nombre insuffisant d'hôtels de moyenne gamme, même si un programme de 7.000 chambres a été inscrit sur les terrains de la Ville, la priorité donnée au logement social au détriment du développement du secteur touristique, avec la préemption d'hôtels pour en faire des logements, le chevauchement des organismes touristiques, Région (C.R.T.) et Ville de Paris (O.T.C.P.), enfin, l'affectation non touristique de la taxe de séjour, dont moins de 20 % est affecté au développement du tourisme.

Quelles sont les inquiétudes pour demain ? L'accessibilité et la sécurité des hôtels qui risquent de faire perdre un nombre significatif d'établissements, 300 hôtels au total, soit 7.000 chambres, autant de chambres créées dans le cadre du chantier des 7.000 chambres du Maire. Ceci risque également de faire perdre près de 2.000 emplois.

Autres inquiétudes pour demain : la gestion des groupes avec les autocars, le logement en banlieue avec visite de Paris. Quelle anticipation de la part de la Ville aussi pour l'évolution du tourisme actuel à forte sensibilité occidentale par rapport à la diversité culturelle, alimentaire, linguistique et religieuse ?

La diversité religieuse que je viens d'évoquer me permet de présenter l'amendement budgétaire présenté par notre groupe U.M.P.P.A. sur les édifices cultuels de Paris et particulièrement les églises.

En effet, la fermeture de l'église Saint-Germain-de-Charonne par décision de la Préfecture de police en raison de la dangerosité et de la gravité de son état constitue un exemple majeur, mettant en lumière les désordres en toiture ou en façade de nombreuses églises, selon l'aveu même de l'adjoint au Maire chargé du patrimoine en 9e Commission.

Dois-je rappeler, Monsieur le Maire, que la Ville a la charge d'entretenir et de restaurer les 96 édifices cultuels dont elle est directement responsable ?

Comme l'a très bien exposé notre président de groupe, Jean-François LAMOUR, dans son intervention budgétaire, au même titre que notre collègue sénateur Yves POZZO di BORGO, la Ville a considérablement augmenté ses recettes dont le réemploi n'est pas assez consacré à une politique d'investissement ambitieuse, particulièrement pour entretenir son patrimoine cultuel.

En effet, dans la réponse de M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint au Maire chargé des finances sur les investissements 2011 de notre budget, les édifices cultuels sont totalement absents de la liste qu'il a présentée.

Afin de rendre aux Parisiens et aux touristes l'attrait des bâtiments cultuels en toute sécurité, le groupe U.M.P.P.A. demande en conséquence que la Ville augmente ses crédits d'entretien et de rénovation et de sécurisation de ces édifices en doublant le budget prévu, soit près de 3 millions pour la sécurisation et 2,5 millions pour les travaux des édifices cultuels.

Pourquoi ne pas financer ce supplément de budget de patrimoine immobilier grâce au supplément de produit fiscal des droits de mutation immobiliers ?

Notre groupe souhaite également que la Ville de Paris réalise rapidement un audit détaillé de l'état de tous les édifices cultuels de la Capitale dont elle a la responsabilité et qu'il soit communiqué aux Conseillers de Paris.

Je souhaiterais, enfin, terminer mon intervention en rendant hommage à la Mission française du patrimoine et des cultures alimentaires qui, sur proposition du Président de la République, a permis l'inscription au patrimoine immatériel de l'Humanité du Repas gastronomique des Français. Cette Mission, à laquelle s'est beaucoup investie avec succès notre collègue sénatrice Catherine DUMAS, a permis au Comité intergouvernemental des États de prendre cette décision qui consacre la grande richesse du patrimoine alimentaire et culinaire français, encourageant ainsi le tourisme gastronomique sur nos territoires, et de développer ainsi la promotion du patrimoine alimentaire français à l'international où l'on connaît la place primordiale que tient Paris, notre Capitale, grâce à ses nombreux chefs, dans ce développement.

Je vous remercie de votre attention.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Nous poursuivons avec le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés et Mme Frédérique CALANDRA.

Mme Frédérique CALANDRA, maire du 20e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Avant de livrer mes réflexions sur le budget que nous allons voter, je souhaitais d'abord dire à quel point j'avais trouvé divertissante l'intervention de notre collègue sur la propreté, qui n'en est pas à une contradiction près, mais j'en soulèverai simplement une : en tant que maire d'arrondissement, j'ai trouvé particulièrement baroque de nous reprocher de ne rien faire pour améliorer la propreté de nos rues et d'infliger davantage de contraventions aux commerçants qui sortent leurs conteneurs en dehors des heures requises, parce que tous les gens qui s'intéressent un peu à cette question, savent que sortir les conteneurs en dehors des heures requises contribue notablement à la salissure des rues. Je parle d'expérience et sous le couvert de François DAGNAUD. Je prends juste cette petite phrase.

J'ai également trouvé amusante l'intervention de notre collègue qui dit que les entreprises choisissent toujours prioritairement Londres par rapport à Paris ; d'abord, cela dépend desquels, mais, surtout, je rappelle que Londres est une terre, évidemment, de dérégulation, où la politique fiscale n'est pas la même qu'à Paris, mais la politique sociale non plus, alors que l'une et l'autre se tiennent, si j'ose dire, par la barbichette, et on voit aujourd'hui les conséquences sociales des politiques menées à Londres. Je parie que dans les années qui viennent, la politique en matière d'inscription des étudiants à l'université va se payer très cher en Angleterre et, croyez-moi personnellement, je préfère les choix que nous faisons à Paris et je n'envie pas les Anglais pour ce qu'ils vivent aujourd'hui.

Un débat sur un budget, c'est le moment, d'autres l'ont dit, tout simplement, de débattre entre nous des priorités que nous choisissons et des choix politiques que nous faisons.

Ce budget de la Ville de Paris demeure cohérent avec les choix qui sont faits depuis 2001. La solidarité est le premier poste budgétaire de la Ville de Paris ; ce sont plus de 2 milliards d'euros qui sont consacrés à un peu plus de 2 millions d'habitants. La somme peut peut-être paraître énorme à Londres ; à Paris, nous la trouvons justifiée et nécessaire, les besoins demeurent énormes.

Ce résultat, bien sûr, n'est pas le fait du hasard, l'opposition l'a bien relevé, c'est le fait de nos choix politiques.

Par exemple, je me réfère à 2001. Depuis 2001, le budget social de la Ville de Paris a bénéficié d'une hausse globale de 70 %. En tant que maire d'un arrondissement de l'Est parisien, un arrondissement où beaucoup de familles et de personnes isolées sont en très grande difficulté, je ne peux que me réjouir de ces choix politiques.

Cette solidarité, nous l'avons vu, d'autres l'ont dit, je passerai rapidement, passe par l'emploi et l'aide au retour à l'emploi, bien que ce ne soit pas la première compétence d'une commune.

Cette solidarité, ce sont également 310 millions consacrés au R.S.A., soit une augmentation de 10 millions pour ce budget. Je rappellerai globalement que 46 millions d'euros sont versés par la Ville de Paris pour compenser notamment, là encore, l'insuffisante dotation de l'État.

Ce choix de solidarité s'adresse également à nos aînés. Bon nombre, aujourd'hui, en tout cas dans les quartiers que je connais, sombrent dans la pauvreté et la précarité dans leurs vieux jours. Avec la construction de trois nouveaux E.H.P.A.D., l'ouverture de 62 places pour l'accueil de malades d'Alzheimer et 520 places d'hébergement collectif, nous donnons tout son sens au mot solidarité. Evidemment, la solidarité, c'est héberger correctement nos aînés.

Cette solidarité se traduit également par la consécration de 293 millions à l'Allocation personnalisée d'autonomie, alors qu'une fois encore, nous constatons le retrait de l'État qui aura diminué de 44 % les crédits pour cette même allocation dans la même période.

La solidarité dans le budget de la Ville de Paris, ce sont également 182 millions d'aide départementale pour les personnes en situation de handicap ; cela a été détaillé, je n'y reviens pas, mais, encore une fois, en tant que maire du 20e, je m'en réjouis.

La solidarité, enfin, c'est la santé, et nous le savons, beaucoup de Parisiennes et de Parisiens se trouvent aujourd'hui dans de telles situations financières qu'ils font le choix de faire passer leur santé personnelle et parfois même celle de leurs enfants après d'autres postes budgétaires.

Ce sont des choix très graves qui font que dans les arrondissements de l'Est parisien, nous voyons réapparaître des pathologies qui avaient disparu depuis longtemps à Paris.

Dans le 20e arrondissement, les choix de la Ville de Paris ont consisté notamment à restructurer et à sauver le Groupement des œuvres sociales de Belleville, un centre de santé indispensable dans le 20e arrondissement, ce dont je me félicite.

C'est aussi consacrer 7 millions d'euros pour tout Paris, pour la protection maternelle infantile et globalement 2,5 millions pour les centres de santé. C'est cela notre politique de solidarité à mettre en regard de la politique de restructuration de l'A.P.-H.P., dont les conséquences pour l'instant sont que les urgences de Tenon ont déjà fermé une fois dans des circonstances jamais vues à Paris. À mon avis, elles vont fermer à nouveau à plusieurs reprises et aujourd'hui, dans le 20e arrondissement, l'accès aux soins de première urgence n'est plus assuré correctement, non seulement pour la population du 20e mais aussi pour la population de proche banlieue.

Enfin, les choix de solidarité du budget de la Ville de Paris, ce sont surtout des actions envers les plus démunis, ceux qui ont déjà basculé dans la grande précarité et la grande exclusion. C'est la raison pour laquelle je souhaite mettre en lumière dans le cadre de mon intervention deux amendements au budget qui sont la preuve que la Ville de Paris prend toutes ses responsabilités, et même au-delà, car je le rappelle encore une fois, la lutte contre la grande exclusion devrait être d'abord et avant tout une compétence de l'État.

Le premier amendement concerne l'augmentation des moyens alloués aux actions de maraude qui consistent à aller au-devant des personnes vivant à la rue en permettant de renforcer les équipes associatives de Charonne et de l'association "Aux captifs la libération" sur le terrain dans les 11e et 20e arrondissement. Cet amendement intervient à point nommé. Principalement formées de bénévoles, ces équipes ont besoin aujourd'hui pour leur suivi et la continuité de leurs actions de moyens professionnels renforcés. Aussi, l'amendement qui porte à 50.000 euros les crédits de la D.A.S.E.S. pour créer quatre postes d'intervention sur ces maraudes qui interviennent sous un très grand territoire me paraît un excellent choix.

J'attire également l'attention du Conseil sur un amendement au budget auquel je tiens tous particulièrement pour l'avoir personnellement porté, qui consiste à attribuer 100.000 plus 150.000 euros à la création d'une ressourcerie-déchetterie à la Porte de Montreuil. Je rappelle que nous connaissons aux portes de l'Est parisien et à Belleville, mais notamment aux Portes de Montreuil et de Bagnolet des situations très difficiles, avec l'apparition des marchés de la misère qui ont vu des milliers de personne débouler sur nos trottoirs, qu'il pleuve, qu'il vente ou qu'il neige. Il ne s'agit pas seulement aujourd'hui d'assurer la régulation de l'espace public mais de pouvoir créer des emplois d'insertion pérennes et garantir à des personnes un parcours dans l'emploi qui ne soit pas seulement institutionnaliser la misère mais véritablement leur offrir des perspectives d'avenir.

C'est pourquoi je me félicite de ces deux amendements qui vont nous permettre de mettre à l'étude et de créer un projet de déchetterie-ressourcerie dans l'Est parisien, si possible à la Porte de Montreuil, avec en perspective, encore une fois, des possibilités d'insertion pérenne pour des populations qui en ont grand besoin.

Je vous en remercie.

(Applaudissements).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

La parole est maintenant à Mme Delphine BURKLI.

Je me permets de préciser, notamment avec la présence à vos côtés de Géraldine POIRAULT-GAUVIN, qu'il reste six inscrits au nom de votre groupe pour un temps total qui ne pourra pas être dépassé de 32 minutes.

Merci aux unes et aux autres de se maîtriser dans les temps de parole.

Mme Delphine BURKLI. - Mon propos s'adresse au Maire de Paris qui malheureusement n'a pas souhaité être présent aujourd'hui pendant ce débat mais je veux croire qu'il suit nos interventions de son bureau.

Au moment où nous discutons du projet primitif pour 2011, je me souviens, Monsieur le Maire, de votre voyage à Montréal, sympathique au demeurant que nous avons effectué ensemble en octobre 2008.

Nous étions alors venus pour l'inauguration de Bixi, le Vélib' de Montréal. À cette occasion, nous avons rencontré le maire de la grande métropole francophone d'Amérique du Nord, Gérard TREMBLAY, le maire d'une ville active et innovante. Sa priorité était et reste le développement économique de sa ville.

"Gérald" TREMBLAY, merci, Monsieur LÉVY, qui a été élu comme vous en 2001, et réélu en 2009, vous a invité à participer à une des réunions périodiques qu'il organise avec les chefs d'entreprise de Montréal. Les principaux acteurs économiques étaient présents, dont la famille DESMARAIS. Nous avons pu alors constater à quel point le maire de Montréal travaillait en symbiose et mettait au centre de ses préoccupations l'emploi et le développement économique de Montréal.

Tout naturellement, Gérald TREMBLAY vous a alors interrogé sur la façon dont Paris entendait affronter la crise qui débutait, et vous avez alors réservé votre réponse.

Cette réponse, justement, nous pensions la trouver dans vos budgets. En fait, qu'avons-nous trouvé depuis votre réélection en 2008 ?

Un accroissement de la pression fiscale de l'ordre de 26 % sur les deux dernières années ; une politique d'investissements qui représente à peine 20 % du budget global de la ville, essentiellement consacrée à des aménagements de voirie ou à des projets pharaoniques comme celui des Halles ; un départ des grandes entreprises vers la banlieue qui va en s'accélérant, dernier exemple en date : les départs de L.C.L., du Crédit Agricole, de S.F.R., de Bouygues Télécom, et d'Alcatel-Lucent. Des milliers d'emploi ont ainsi quitté Paris en deux ans, et la proportion d'entreprises de plus de 1.000 salariés installées à Paris ne cesse de diminuer : de 32 % en 2007, nous passons à 28 % en 2009.

En face, que trouvons-nous dans votre politique ? Des effets d'annonce !

Rappelez-vous : vous aviez annoncé en 2008 1 milliard d'euros en faveur de la recherche, de l'enseignement et de l'innovation. Nous les recherchons en vain dans votre projet de budget. Peut-être pourrez-vous nous indiquer dans votre réponse où ils se trouvent.

Plus récemment, vous avez annoncé avec Pascal LAMY la création d'un Conseil de l'attractivité à l'international, autrement dit un "business council". Est-ce que cela correspond à ce que nous avions vu à Montréal en octobre 2008, une volonté pour la Ville de travailler enfin en symbiose avec les milieux économiques et d'être à leur écoute ? Nous souhaitions que vous nous teniez directement et étroitement informés du développement de cette initiative dont nous espérons qu'elle présage un revirement de votre politique.

Celle-ci doit être revue complètement avec une priorité : éviter le départ des entreprises déjà sur place à Paris, parce que vous ne ferez pas venir de nouvelles entreprises à Paris par des effets d'annonce à l'heure où la Ville perd son tissu économique.

Nous observons avec inquiétude une situation dans laquelle les entreprises et les emplois quittent la Ville et où ses classes moyennes sont rejetées de la capitale, qui va devenir au bout de 10 ans de mandature une ville de très riches et de très pauvres, sans emplois pour sa population.

Nous n'avons donc pas trouvé de réponses à nos préoccupations dans votre budget primitif, un budget de la passivité finalement, qui n'offre aucune perspective d'avenir à la population parisienne.

Je vous remercie.

(Applaudissements).

(M. Christian SAUTTER, adjoint, remplace M. François DAGNAUD au fauteuil de la présidence).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Je donne la parole à Mme Laurence GOLDGRAB.

Mme Laurence GOLDGRAB. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, en 2011, le budget culture de la Ville reflétera des choix assumés, ceux du Maire de Paris, qui s'engage une fois de plus à ce que la culture soit une des priorités majeures de la mandature, car la culture fait partie intégrante de la construction de l'individu.

La crise économique que j'évoquais l'année dernière n'est pas encore derrière nous et beaucoup de Parisiennes et Parisiens en ressentent les effets. Raison de plus pour favoriser une politique culturelle de proximité dans les quartiers, quoi qu'en dise la Droite, tournée vers les jeunes, et avec l'objectif constant du rééquilibrage géographique de l'offre culturelle sur le territoire parisien, notamment en faveur des arrondissements du Nord-Est de la Capitale, oubliés des politiques culturelles des précédentes mandatures gérées par la Droite.

Globalement, les budgets culture et patrimoine sont sensiblement en hausse. Ainsi, le budget global pour la culture s'élèvera à 143,4 millions d'euros pour 2011. Il y a d'ailleurs des hausses sensibles pour les subventions qui permettront à certaines grandes institutions qui ont subi une baisse de subvention de 1,5 % en 2010 de voir leurs subventions réétudiées.

Côté patrimoine, le budget global est également sensiblement en hausse, tant en fonctionnement (15.652.000 euros) qu'en investissement (14.387.824 euros).

En 2011, l'accent est mis sur le développement des pratiques amateurs. La Municipalité prévoit le lancement de cinq nouveaux lieux dédiés aux pratiques artistiques amateurs qui seront pilotés par la Maison des pratiques artistiques amateurs dans le 6e. 2011 verra donc l'ouverture de deux de ces espaces, l'un à Saint-Blaise dans le 20e arrondissement, dans un quartier en pleine rénovation urbaine, et l'autre à la place de l'ancienne chaufferie de l'hôpital Broussais dans le 14e arrondissement.

Ainsi, les Parisiennes et les Parisiens pourront pratiquer l'activité artistique de leur choix dans les meilleures conditions.

J'aimerais, moi aussi, comme l'a fait Philippe DUCLOUX, mon collègue, souligner l'action exceptionnelle de la Ville dans le domaine de l'action artistique et de l'éducation artistique. Oui, Paris est la capitale de l'ouverture de la culture au plus grand nombre. Et, n'en déplaise à la Droite, c'est bien l'action conjointe de nos collègues Colombe BROSSEL, Christophe GIRARD, Danièle POURTAUD et Bruno JULLIARD sur ce point qui permet aux jeunes Parisiens de bénéficier d'une vraie éducation artistique, malgré le manque d'enseignants formés par l'Education nationale et la suppression de 50.000 postes d'enseignants, qui est bien un désengagement de l'Etat dans ce domaine.

Je ne vais pas rappeler les dispositifs fort nombreux qui existent en matière d'éducation artistique et inutile également de repréciser les nombreux bénéfices que peuvent en retirer les enfants.

La lecture publique va également rester au cœur des priorités de la politique culturelle de la Ville grâce au développement du réseau des bibliothèques, quoi qu'en dise là encore la Droite, comme je l'ai entendue tout à l'heure, qui déplorait le manque d'investissement dans les bibliothèques, ce qui est totalement faux. Je ne vais pas rappeler qu'entre 2008 et 2010, la Ville s'est enrichie de huit nouvelles bibliothèques qui vont contribuer à ce dynamisme et que les crédits nécessaires à leur fonctionnement s'élèvent à 3,9 millions d'euros. Cela comprend en plus les crédits de préfiguration de trois futures bibliothèques très attendues : la médiathèque Saint-Lazare dans le 10e, la bibliothèque de la Z.A.C. Pajol (18e) et celle de la Canopée dans le 1er.

Il y a également d'ailleurs, je voulais souligner en matière de lecture publique, le festival littéraire "Paris en toutes lettres" dont le succès est grandissant chaque année et qui aura lieu cette année du 5 au 8 mai 2011. Son budget est reconduit, soit 600.000 euros dont 100.000 euros pour la communication.

Concernant notre politique théâtrale, la Ville soutiendra les programmations audacieuses entreprises par ses théâtres. Il nous faut renforcer le développement des musiques actuelles, des arts de la rue, des chants artistiques populaires comme le cirque et c'est l'occasion de dire que la Ville entreprend de monter un nouvel espace dédié au cirque Porte des Lilas.

La Ville s'engage également à poursuivre son action de consolidation des équipements et structures culturels d'envergure :

- "Le 104" : on en a parlé tout à l'heure et je salue la nouvelle direction ;

- "Les Trois Baudets" : contrairement à ce que j'ai pu entendre, le succès des "Trois Baudets" est évident pour moi qui suis une habitante et une élue du 18e ;

- la Maison des Métallos ;

- les médiathèques Marguerite Yourcenar, Marguerite Duras, etc.

Pour sa 10ème édition, 1,5 million d'euros seront consacrés à "Nuit blanche".

J'en viens à la politique cinématographique dont nous avons ici longuement parlé à d'autres occasions.

Cette politique cinématographique est, elle, renforcée avec :

- le soutien aux salles d'arts et d'essai et au festival "Paris Cinéma" ;

- les actions tournées vers l'éducation à l'image ; et cela, d'ailleurs, c'est un objectif d'éducation artistique ;

- l'aide à la transition au numérique des salles indépendantes - on en a parlé au dernier Conseil de Paris - avec 1,4 million d'euros sur cinq ans ;

- la rénovation du "Louxor", que vous semblez déplorer, mais qui est quand même un atout pour cet arrondissement dans lequel vous n'êtes peut-être pas très présent.

Le budget de la mission cinéma sera donc une fois de plus consolidé pour cette nouvelle année.

Parmi les projets culturels à venir, je citerai, entre autres, l'ouverture prévue de "La Gaieté Lyrique". J'entends que cela est dépassé et je trouve cela absolument surprenant de pouvoir dire une telle chose puisque, au contraire, cela permet d'initier un tournant culturel et générationnel pour les arts numériques. Et puis il y a la reprise du chantier de préfiguration de la Philharmonie après une longue période de flottement du côté de l'Etat.

Je vais également préciser que la Ville est le plus gros employeur culturel de Paris, ce qui fera plaisir à M. le Maire ici présent. La création de nouveaux emplois est à l'ordre du jour pour permettre la réalisation des engagements de la Municipalité en la matière. Ainsi, 26 emplois seront créés en 2011 pour les nouveaux équipements de lecture publique et conservatoires, dont on parlait tout à l'heure.

En matière de patrimoine, le budget 2011 est, comme je le disais tout à l'heure, sensiblement en hausse tant en fonctionnement qu'en investissement. Le succès des expositions temporaires des 14 musées de la Ville a permis de dégager 1,2 million d'euros de recettes en 2009 qui seront reversés au budget 2011. Suite au vol d'œuvres d'art ayant eu lieu au Musée d'Art Moderne, le plan de rénovation et de sécurisation des musées a été renforcé : 3,5 millions d'euros sont inscrits au budget. Des opérations de sécurisation d'envergure auront lieu au M.A.M. et à Carnavalet et dans les autres musées de la ville. Des moyens supplémentaires seront dégagés : à savoir plus de 300.000 euros pour les expositions temporaires et le développement d'une politique événementielle d'animation des collections permanentes, ainsi que pour la valorisation du patrimoine photographique de la Ville.

Je voudrais également répondre à M. GABORIAU, qui nous parlait des églises, pour dire que le programme de remise en état des églises, dont l'entretien incombe à la Ville, se poursuit à un rythme soutenu puisque 5,7 millions d'euros sont consacrés aux chantiers des églises et vous savez que c'est un investissement de 80 millions d'euros qui a eu lieu dans la première mandature, contre 25 millions d'euros à peine par le passé. Ce sont 53 millions d'euros qui sont consacrés au patrimoine des églises.

Pour conclure, je dirai simplement que le budget 2011 est le reflet, pour moi, d'une politique culturelle ambitieuse, subtilement répartie entre les multiples objectifs que s'est donné l'Exécutif municipal, qu'il s'agisse d'éducation artistique, de développement des pratiques amateurs, de soutien à l'innovation et à la création, de maintien des efforts déjà entrepris ou encore d'investissements sur de nouveaux chantiers puisque tout doit être parfaitement équilibré dans ce budget "Culture et Patrimoine".

Je veux, bien sûr, féliciter mes collègues, nos collègues, Christophe GIRARD, Danièle POURTAUD et Colombe BROSSEL pour leur action conjointe, tant ce budget me paraît sérieux et complet.

Merci, Monsieur le Maire.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame GOLDGRAB.

Je donne maintenant la parole à M. COUDERT. Il reste 28 minutes pour les cinq orateurs de votre groupe.

M. Thierry COUDERT. - Monsieur le Maire, mon propos risque d'être d'une tonalité un petit peu différente sur la culture.

Un budget, ce n'est pas seulement des chiffres. C'est, à travers ceux-ci, une volonté politique et des priorités qui se traduisent. Et en matière culturelle, l'une et l'autre vous font cruellement défaut.

Quelle volonté politique se cache, en effet, derrière un budget dont la part consacrée à la culture, 10,59 %, est inférieure à celle des grandes villes françaises, 12,9 %, ou des grandes villes européennes ? Une part qui, de plus, s'érode d'année en année. Quelle volonté politique se cache derrière un budget où les dépenses de fonctionnement croissent de 1,7 % au détriment des dépenses d'investissement qui baissent de 16, 6 % ?

Mais surtout quelles priorités ? De toute évidence, vous en avez une qui pourrait paraître honorable mais semble, hélas, relever d'un véritable "perseverare diabolicum" : réaliser coûte que coûte, au vrai sens du terme, des projets de votre programme municipal, sans cesse repoussés dans leur inauguration, comme "La Gaîté Lyrique", le "Louxor", la Cité de la mode et du design, ou qui, lorsqu'ils ont finalement été ouverts, cherchent inlassablement leur public, comme "Les Trois Baudets" qui ont à peine plus de spectateurs que de baudets, ou comme "Le 104" pour lequel cela apparaît un événement, effectivement, ce week-end qu'un peu de monde s'y déplace.

Cette persévérance dans la quête de châteaux en Espagne ne serait pas grave si l'on n'était dans un contexte de restrictions budgétaires dictées par la crise auxquelles la culture paie plus que sa part…

(Protestations dans l'hémicycle).

On voit que vous êtes spécialiste de la santé !

… auxquelles la culture paie plus que sa part…

(Brouhaha).

Vous êtes mieux inspiré sur la culture, peut-être !

… que les autres aspects de la politique culturelle n'en faisaient les frais.

En revanche, face à des priorités fantasmatiques, il y a beaucoup de non-priorités. Il y en a eu une pendant des années sur laquelle vous amorcez, sous la pression des événements, à savoir un rocambolesque cambriolage au musée d'Art moderne, un effort : la sécurité des musées. Le métier de base d'un conservateur de musée, c'est de conserver les œuvres. Encore faut-il leur en donner des moyens !

C'est pourquoi nous proposons par amendement d'augmenter les crédits de sécurisation des collections.

Deuxième non-priorité constante, elle : la stagnation des budgets des grandes institutions culturelles de la Ville qui, du fait de l'augmentation mécanique de leurs coûts fixes, et notamment des charges de personnel, voient la part consacrée à la création se restreindre d'année en année. Ainsi, par exemple, pour le théâtre du Châtelet, dont je suis administrateur, le budget de création artistique est passé en huit ans de 7,5 millions d'euros à 3,9 millions, alors même que son directeur général accomplit un travail formidable, tant en termes de renommée de son institution, d'affluence, que de diversification des publics.

Pour les musées, c'est la durée et le nombre des expositions qui en pâtissent, mais aussi la politique d'acquisition. Si les grandes institutions sont maltraitées, imaginez ce qu'il en est de la myriade d'associations qui, dans nos quartiers, font vivre la culture au quotidien, sans parler de "l'underground" qui souffre, comme on vient de le voir, à travers l'exemple de la "Comète 347".

Il serait urgent à cet égard qu'une politique, pourtant peu coûteuse, soit mise sur pied, pour permettre l'hébergement temporaire dans des lieux inoccupés, pendant un certain temps, de collectifs d'artistes qui créent et permettent un réel échange avec la population.

En fait, ce budget de misère privilégie les projets artificiels au détriment d'acteurs institutionnels ou de terrain qui, contre vents et marées, mènent un travail formidable, et de leur public.

Il faut, même en période de vache maigre, privilégier la culture dans les choix budgétaires et dégager de véritables priorités dans une certaine complémentarité avec les actions menées par l'État.

Mais cela supposerait d'abandonner une politique de coups médiatiques pour définir une véritable stratégie culturelle de Paris, y compris au plan international.

Autant rêver encore quelques années.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur COUDERT.

Je donne maintenant la parole à M. Jean-Baptiste MENGUY.

Il doit rester 23 minutes, environ.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Je pense que je ferai moins, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, puisque Bertrand DELANOÉ ne daigne pas siéger cet après-midi pour discuter du budget de la Ville et du Département de Paris, laissez-moi tout de même commencer mon propos en le citant.

En effet, Bertrand DELANOÉ disait la chose suivante : "Nous ne gagnerons pas en avril 2012 si nous nous comportons mal en novembre 2010".

Voilà, mes chers collègues, la seule phrase que la presse ait retenue du colloque organisé par le Maire de Paris sur l'éducation, ce 27 novembre dernier.

En vérité, cette phrase illustre à elle seule l'attitude de la Gauche à l'égard de la jeunesse et de l'éducation à Paris, celle de l'abandon.

Ne nous y trompons pas, les choix budgétaires opérés par cette majorité pour l'année sont des choix d'opportunité politique qui ne servent en rien les familles et les petits Parisiens.

N'a-t-on pas besoin à Paris d'une nouvelle piscine, de nouvelles écoles, d'écoles restructurées comme celle du 99, rue Olivier-de-Serres dans le 15e arrondissement, d'équipements sportifs accessibles de façon pérenne pour les scolaires, de gymnases rénovés et sans matières toxiques pour les sportifs, de stations de métro accessibles aux familles avec poussette ?

Et bien, a priori, ce n'est pas l'avis du Maire de Paris.

Alors, mes chers collègues, cette année, qu'y a-t-il dans la hotte du Père "DELANOËL" ?

Monsieur le Maire, vous avez fait le choix de financer intégralement la restructuration du stade Jean Bouin, faisant ainsi un magnifique cadeau de Noël de 200 millions d'euros à Max GUAZZINI, et faisant le choix du sport business au mépris du sport scolaire, qui en pâtira lourdement.

Vous avez également fait le choix d'augmenter encore les crédits accordés à l'aménagement des Halles, sans penser qu'une infime partie de ces crédits supplémentaires, disons 50 millions d'euros, aurait pu être affectée à l'investissement dans des équipements pour la jeunesse parisienne, soit 250 millions d'euros que vous auriez pu utiliser, Monsieur le Maire et cette Majorité, pour multiplier et augmenter l'offre de service public pour les plus jeunes de façon significative.

Par exemple :

- la rénovation d'un gymnase dans les arrondissements : 80 millions d'euros,

- construire deux nouvelles piscines : 34 millions d'euros,

- remplir votre contrat de performance énergétique pour les écoles parisiennes : 40 millions d'euros,

- restructurer complètement deux écoles : 60 millions d'euros,

- établir un véritable plan d'investissement pour les logements de fonction des chefs d'établissements scolaires : 5 millions d'euros,

- construire deux nouvelles crèches : 80 millions d'euros,

- rendre accessible les stations Châtelet, Montparnasse, Bastille, République, Opéra, Nation et Gare de Lyon : 40 millions d'euros,

- construire un grand "skate-park" et une dizaine de grands terrains de sports de rue dans les arrondissements : 5 millions d'euros.

Que dire encore, mes chers collègues, d'une politique budgétaire à l'égard des Directeurs d'école qui sonne la paupérisation d'une profession lourde de responsabilités ?

Ils vous ont récemment alerté sur les conséquences de vos choix, démontrant un malaise sans précédent dans la relation entre la communauté éducative parisienne et sa collectivité de tutelle, décidément sourde à toute demande.

Autant dire tout de suite et à la communauté éducative, et aux jeunes parents, et aux sportifs amateurs, et aux bénévoles, et aux jeunes : "Circulez, il n'y a rien à voir, cette Majorité ne vous aime décidément pas".

Vos arbitrages budgétaires sont encore et toujours plus pernicieux. En recentralisant les tarifs de la restauration scolaire, c'est encore l'idéologie qui prime sur le pragmatisme et la confiance.

Vous estimez que des milliers de repas seront mieux gérés de la Mairie centrale plutôt que dans les arrondissements au plus près des réalités du terrain.

Mais, Monsieur le Maire, de quoi ou de qui avez-vous peur pour reprendre autant la main sur les arrondissements ?

Même dans votre politique à l'égard des associations, c'est toujours l'idéologie qui prime.

Deux exemples significatifs : les "Macaques troubadours" et plus récemment l'U.N.E.L. 75, alors même que l'U.N.I. ne reçoit aucun soutien de la Ville, nous en avons déjà débattu.

Monsieur le Maire, la jeunesse parisienne mérite mieux que des faux-semblants ou des effets d'annonce, la main sur le cœur.

Evidemment, j'entends déjà Mme BROSSEL prendre la parole pour répondre à l'Opposition. Je ne l'entends pas, d'ailleurs, puisqu'elle n'est pas là non plus.

J'entendrais Mme BROSSEL, si elle était là, qui dirait que le méchant, c'est l'État, qui casse le système éducatif en diminuant les moyens alloués à l'Éducation Nationale.

Mes chers collègues, laissez-moi lui répondre tout de suite, en citant les propos d'autres responsables politiques.

Je cite : "Nous sommes convaincus que les efforts financiers seuls ne suffiront pas en matière éducative et qu'il faudra les accompagner de réformes structurelles". Ce n'est pas moi, c'est le Parti Socialiste dans son rapport sur l'égalité réelle.

Les réformes structurelles, vous les écrivez et nous, nous les faisons.

Mieux encore, concernant les personnels de l'Éducation Nationale, Bruno JULLIARD, adjoint à la jeunesse, envisage plus de matières à enseigner, plus d'heures de travail mais ni augmentation ni embauche et, je le cite encore : "De toute façon, ils ne sont plus autant qu'avant un électorat du P.S.".

Que de mépris à l'égard de ces professionnels !

Monsieur le Maire, ou plutôt Monsieur le Maire de Paris, je ne m'adresse pas à vous directement Monsieur le Président de séance, lorsque vous ne serez plus aux responsabilités, c'est-à-dire dans 40 mois, l'histoire retiendra que vous avez été Maire de Paris, mais l'histoire retiendra surtout que vous n'avez pas été le Maire de la jeunesse parisienne.

Nous avons la conviction que vos choix budgétaires ne vont pas dans le bon sens, puisqu'ils servent des intérêts particuliers plutôt que l'intérêt général et que, surtout, ils font payer à la jeunesse parisienne une note déjà bien trop salée.

Je vous remercie.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Après M. MENGUY, M. David ALPHAND a la parole.

M. David ALPHAND. - Merci, Monsieur le Président.

Vous aller voir qu'il y a une grande continuité, finalement, dans la pensée du groupe U.M.P.P.A puisque je vais m'inscrire dans la droite ligne de l'intervention de mon collègue MENGUY.

Nous avons…

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Un peu de calme, mes chers collègues. Nous écoutons M. ALPHAND.

M. David ALPHAND. - En définitive, la seule question qui vaille après toutes ces interventions depuis le début de la matinée est la suivante : les Parisiens en ont-ils pour leur argent ?

Cette question renvoie à la mesure de la performance des directions de la Ville. Or, disons-le tout net de ce point de vue aussi, l'Exécutif parisien est particulièrement défaillant.

Les récentes auditions menées par la Mission d'information et d'évaluation sur les effectifs de la Ville l'ont d'ailleurs démontré de façon magistrale, j'allais presque dire caricaturale.

C'est tout d'abord M. GAUDILLÈRE, dont je regrette d'ailleurs l'absence - mais je suis certain que vous serez nombreux à lui rapporter mes propos -, qui est venu nous expliquer que seule l'évolution des grandes masses budgétaires l'intéressait, renvoyant la balle de la performance à M. PENINOU.

Ce même M. PENINOU qui nous expliquait à son tour, une heure plus tard, que seule la qualité des services le préoccupait, reconnaissant presque benoîtement, et c'en était presque touchant, qu'il ne connaissait en revanche pas le coût de ces services.

Le dialogue de sourds entre deux adjoints au Maire témoigne du profond malaise qu'entretient votre majorité municipale à l'égard de la performance.

Faisons juste un instant une pédagogie. La mesure de la performance, ce n'est pas l'expression d'une tyrannie aveugle et purement comptable, c'est un outil pour un pilotage moderne de la collectivité, en rapportant les résultats obtenus aux moyens engagés.

Concrètement, le rapport sur les contrats d'objectifs et de performance qui nous est soumis aujourd'hui s'apparente au Désert des Tartares.

Page après page, on attend des éclairages pertinents sur la gestion de la Ville, et rien ne vient, ou si peu.

Sur les 37 directions de la Ville, seules quatre font l'objet d'une étude, trois autres commenceront à s'y mettre en 2011. C'est peu, très peu.

Encore ce "no man's land" réserve-t-il de bien amères surprises. Certains objectifs ne prennent même pas la peine de s'accompagner d'indicateurs, comme par exemple celui renvoyant à l'accueil des chercheurs à Paris, pour la D.D.E. On en déduit le peu d'attention porté par l'Exécutif municipal à cet objectif, en définitive.

Quand les indicateurs existent, encore ne fournit-on pas toujours leur cible pour 2010 et 2011.

C'est notamment le cas -il faut le relever, car c'est important- de la mesure de l'absentéisme à la D.F.P.E. Alors que cette Direction est frappée d'un absentéisme particulièrement élevé, cette absence de cible pour 2010 et 2011 traduit bien le renoncement de l'Exécutif à traiter sérieusement ce problème, qui ne fait d'ailleurs qu'empirer et on comprend bien pourquoi.

Et puis, il y a les indicateurs à ranger, si j'ose dire, au rayon comique de situation. Je pense bien sûr à celui concernant la Direction des finances, qui fixe une hausse de 40 % des redevances pour les contrats que cette direction aura à renouveler en 2011.

Il faut bien là parler de comique de situation effectivement, quand on sait que la Ville s'apprête à se livrer à un véritable hold-up du côté de Roland Garros, en bradant ceci pour une redevance honteusement faible.

Je rappelle pour mémoire que l'Inspection générale des services de la Ville indiquait il y a encore fort peu de temps que le juste prix pour cette redevance était de 19 millions d'euros, chiffre à rapprocher de certains chiffres évoqués tous récemment et hier encore dans la presse.

Bref, c'est peu dire que les Parisiens n'en ont pas pour leur argent. Il faut donc prendre des mesures, et parmi celles-ci nous vous en proposons une, emblématique : la suppression du poste de déléguée au design de la Ville.

Pointée par le rapport de la Chambre régionale des comptes, cette affaire traîne depuis de longs mois, au point de devenir vraiment rocambolesque. Un poste grassement rémunéré et si stratégique que le Maire lui-même peine à en présenter un bilan d'activité, bilan pourtant demandé depuis septembre par le groupe U.M.P.P.A.

Nous aurons la pudeur de passer sous silence le questionnement quant à la performance de cette déléguée. Mais nous considérons néanmoins que les meilleures histoires sont les plus courtes. C'est pourquoi nous demandons la suppression de ce poste, véritable placard doré au frais du contribuable parisien.

Merci de votre attention.

(Applaudissements).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur ALPHAND.

Je donne maintenant la parole à Mme Joëlle CHÉRIOUX de SOULTRAIT. Il doit rester environ 14 minutes pour deux oratrices.

Mme Joëlle CHÉRIOUX de SOULTRAIT. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, je vais parler surtout du Centre d'action sociale, et la communication portant sur le budget du Centre d'action sociale est révélatrice de la façon dont la majorité maquille la vérité. On vous sait d'ailleurs maître dans l'art de l'affichage.

En effet, outre le fait qu'il nous soit offert un copier-coller pratiquement récurrent chaque année, la réalité des chiffres ne cadre pas avec le discours officiel. Trouvez-vous crédible d'annoncer la confirmation de l'engagement fort de la Ville en matière de solidarité avec un budget qui prévoit, en recettes, la diminution sensible des crédits du Département pour les actions d'insertion et, en dépenses, la réduction du montant des aides et allocations puisque, je le rappelle, celui-ci diminue de 0,73 % ?

Concernant ce dernier aspect, c'est d'ailleurs souvent le même artifice utilisé : jouer sur l'équilibre global en réduisant le montant des aides pour recruter du personnel supplémentaire, comme ce fut le cas notamment, et de façon très significative il y a quelques années, pour absorber le coût des 35 heures.

L'augmentation des charges de personnels de 1,06 % appelle aussi quelques commentaires. En effet, comment expliquer ces embauches supplémentaires, notamment pour ce qui concerne les restaurants solidaires ? Je rappelle qu'ils seront au nombre de dix, alors que vous auriez pu redéployer une partie des postes créés l'an passé pour la mise en place de l'allocation "Paris logement" dont, je le rappelle, vous actez la faible montée en charge - je reparlerai de cela - mais aussi redéployer les postes supprimés avec la disparition de Cœur de Paris ?

De plus, je note à nouveau un renforcement des effectifs du Centre contraire aux injonctions du dernier rapport de la Chambre régionale des comptes.

L'autre point important sur lequel je souhaite m'arrêter un instant est le mauvais ciblage de l'allocation "Paris logement". A ce propos, je suis d'ailleurs très étonnée que vous puissiez envisager à la fois d'en diminuer le montant global - je rappelle que vous avez prévu 6,6 millions d'euros au lieu de 10 millions d'euros comme l'année passée - ce qui représente à peu près une baisse de 40 % du montant alloué, et d'en étendre le champ d'application aux retraités et handicapés.

Il faudra m'expliquer comment vous pouvez distribuer la même somme à plus de monde avec un montant global réduit. Magie ou mensonge ?

Mais revenons au ciblage de cette allocation. Lors de sa création, j'avais déjà critiqué la faiblesse des plafonds ouvrant l'accès à cette aide : 1.100 euros pour une personne seule, c'est inférieur, je le rappelle, aux revenus médians tels que définis par l'Observatoire des inégalités qui est de 1.200 euros mensuels. Donc 1.100 euros pour une personne seule et 1.600 euros pour une famille.

De ce fait, vous avez exclu les classes moyennes de ce dispositif. Il est vrai que c'est un dogme chez vous de ne faire que du très social, excluant ainsi une partie non négligeable des Parisiens de la solidarité de notre collectivité.

Aussi, plutôt que de réduire le montant de cette aide pour 2011, vous auriez pu en étendre le champ en remontant le plafond d'accès. Mais, nous le savons, les classes moyennes ne sont pas dans vos priorités, c'est d'ailleurs pourquoi celles-ci quittent Paris qui devient une ville, soit pour les plus riches, soit pour les plus aisés.

(Applaudissements).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame CHÉRIOUX de SOULTRAIT.

Dernière oratrice inscrite, Madame Géraldine POIRAULT-GAUVIN, je vous donne la parole.

Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN. - Monsieur le Maire.

L'hebdomadaire "Le Point" titrait cette semaine : "Paris coule-t-il ? Les dossiers noirs de l'ère Delanoë". Et le logement faisait partie de la liste évoquée par cet hebdomadaire. Jamais Paris ne coulera fidèle à sa devise, "fluctuat nec mergitur".

En revanche, votre pari hasardeux est bien perdu, Monsieur le Maire, comme nous le montre ce budget pour 2011. En matière de logements, les fondations de votre politique ne sont pas saines et le mirage DELANOË s'effondre tel un château de cartes.

Dans le secteur du logement social, je voudrais m'arrêter sur trois points caractéristiques de votre politique. D'abord, vous menez une politique de logement social à pure fin électoraliste.

Pur électoralisme car vous pratiquez une politique d'affichage. Une politique du chiffre, cela a été dit : le financement de 40.000 logements sociaux sous la mandature ne peut être considéré comme la création nette de 40.000 logements supplémentaires dans Paris.

Vous vous donnez sans doute bonne conscience, alors qu'une politique sincère intégrerait que l'effort doit être concentré sur la construction et non sur le conventionnement.

Pur électoralisme toujours, car vous n'investissez pas finalement dans les arrondissements difficiles à reconquérir pour la Gauche : le 6e arrondissement : 2,5 % de logements sociaux ; le 7e arrondissement : 1,3 % ; le 16e arrondissement : 2,5 %. Ni dans les arrondissements que vous considérez acquis à la Gauche, et qui ont pourtant des pourcentages très éloignés des prescriptions de la loi S.R.U. : le 2e arrondissement : 3,4 % ; le 10e arrondissement : 10,6 % ; le 11e arrondissement : 10,9 %. Et comme par hasard, vous concentrez vos efforts dans les arrondissements que vous entendez faire basculer à Gauche : le l1e et le 15e arrondissement.

Vous accusez régulièrement certains maires de Droite, les 6e, 7e et 16e arrondissements de vouloir faire obstacle au logement social. D'ailleurs vous tenez un discours hypocrite car chacun sait que le Maire d'arrondissement n'a pas vraiment son mot à dire sur les programmes sociaux décidés par la mairie centrale dans son arrondissement.

La mairie centrale décide de tout et impose si elle ne peut pas recueillir le consensus. C'est donc elle qui refuse d'investir dans le 16e ou le 7e arrondissement. Elle affirme que c'est au motif que les prix sont trop élevés. Balivernes ! Les prix du foncier et de l'immobilier ne sont pas différents dans le 15e et dans le 17e arrondissement. Elle n'investit pas dans les arrondissements qu'elle a peu de chance de reconquérir, telle est la vérité.

Pur électoralisme enfin car au nom de la mixité sociale, vous devriez demander à un certain nombre d'arrondissements tenus par vos amis de faire un effort. Le 2e arrondissement avec 3,4 % de logements sociaux, le 3e arrondissement avec 5,3 %, le 4e arrondissement avec 8,1 %, etc.

Seule la mairie centrale peut le décider. Alors, quand on prétend donner des leçons à la Droite, Monsieur le Maire, il faut être exemplaire.

Ensuite, toujours dans le parc social, vous êtes responsables de l'insuffisance, voire de l'absence d'entretien des logement sociaux. Et dans les parties communes de ces immeubles, c'est la politique de la rustine : réhabilitation, requalification, rénovation. Finalement, derrière, toujours des problèmes d'ascenseur, toujours des problèmes d'éclairage, pas de vidéosurveillance, insuffisance de l'intervention du G.P.I.S. dans le périmètre d'intervention qui devrait être plus étendu. Aucun investissement en la matière.

Enfin, nous dénonçons une mobilité et un parcours résidentiel complètement en panne. L'insuffisance d'offres nouvelles de logements influe directement sur l'équilibre du marché, l'ajustement des prix et des loyers et leurs conséquences sur le taux d'effort des ménages.

Cela se traduit, finalement, par l'allongement de la période d'occupation moyenne des logements H.L.M. En Ile-de-France, il est passé de 8 ans à 13 ans entre 1984 et 2006, ce qui a aussi pour conséquence de prolonger la période d'attente d'un grand nombre de demandeurs de logements.

Je voudrais d'ailleurs évoquer le scandale du blocage des échanges pratiqués par certains bailleurs. De plus en plus de locataires nous font part dans nos permanences de leurs difficultés à échanger leur appartement en fonction de l'évolution de la taille du foyer. Les refus des bailleurs, d'ailleurs, sont incompréhensibles quand il y a une volonté d'échanger de grands appartements contre de plus petits et quand on sait la rareté des F4, des F5, traiter un échange en trois ou quatre ans est proprement scandaleux. Il ne peut y avoir ajustement entre la taille des ménages et la taille des logements à cause de cette mauvaise gestion.

Cette panne de la mobilité révèle l'absence, finalement, d'un vrai parcours résidentiel à Paris qui devrait être proposé aux Parisiens, notamment grâce à l'accession sociale à la propriété.

Donner accès aux Parisiens à un logement social, c'est bien, les en faire sortir, c'est mieux. Les mécanismes de transition sont minces, voire inexistants.

Je voudrais m'arrêter un instant sur l'accession sociale à la propriété. Nous disons clairement que vous pouvez mieux faire en suivant notamment le chemin tracé par le Gouvernement. Vous consacrez 3 % du budget logement à l'accession sociale à la propriété, ce qui est totalement insuffisant ; vous faites le contraire du Gouvernement qui a choisi, lui, de soutenir massivement les classes moyennes en mettant en place un "prêt à taux zéro plus" au 1er janvier 2011 qui n'est plus soumis à des conditions de ressources et permet aux primo accédants de bénéficier de montants de prêts largement supérieurs aux montants actuels et vous persistez en conditionnant votre prêt Paris Logement 0 % à un plafond de ressources. S'il ne l'était pas, un cumul serait possible pour tous entre le dispositif gouvernemental et le dispositif de la Ville, et c'est la raison pour laquelle le groupe U.M.P.P.A. a déposé un vœu invitant la Ville de Paris à aligner son dispositif d'accession sociale à la propriété sur celui plus avantageux du Gouvernement.

Pour conclure, Monsieur le Maire, je dirai que ce "bleu logement", c'est beaucoup d'esbroufe et de poudre aux yeux, une once de mauvaise foi et, surtout, une absence de crédibilité sur les objectifs que vous annoncez.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

(M. le Maire de Paris reprend place au fauteuil de la présidence).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Madame.

Pour répondre à ces nombreuses interventions, je vais donner la parole d'abord à Bernard GAUDILLÈRE, puis à Maïté ERRECART.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, au nom de la 1ère Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Effectivement, ce débat a été très riche et je suis donc un peu embarrassé pour y répondre dans le laps de temps qui m'est imparti.

Je voulais d'abord répondre aux vœux et amendements sur lesquels je donne un avis favorable.

Nous y reviendrons demain matin, mais je voulais dire d'ores et déjà que je donne un avis favorable d'abord à l'amendement commun des groupes de la majorité sur l'abondement du compte foncier logement, puisqu'il se rattache directement à l'une de nos priorités budgétaires essentielles, de même qu'un amendement sur la prévention de la toxicomanie.

Je donnerai un avis favorable à un certain nombre d'amendements du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés sur les familles monoparentales, sur les missions…

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Pouvez-vous donner les numéros ?

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Certainement.

Le compte foncier, c'est l'amendement n° 8, la prévention pour la toxicomanie le 17, celui sur les familles monoparentales le 3, celui sur les missions locales pour l'emploi le 4, celui sur les marchés de la misère de la porte de Montreuil le 5, l'abondement des crédits vacances "Arc-en-ciel" qui permettra à beaucoup de petits Parisiens de partir en vacances le 6, l'abondement sur le Plan local pour l'insertion et l'emploi qui l'étend à deux arrondissements nouveaux le 7 et j'oubliais le 2 sur le Pavillon des Thermopyles.

Voilà pour le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

Pour le groupe "Europe Ecologie - Les Verts et Apparentés", je donnerai un avis favorable à l'amendement sur les jardins partagés, n° 9, sur l'entretien du bois de Vincennes - c'est un amendement qui a été transformé en amendement de l'Exécutif, mais il venait du groupe "Europe Ecologie - Les Verts et Apparentés" - n° 11, même processus pour les plantations d'arbres d'alignement n° 10.

Enfin, pour le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, je donne un avis favorable à l'amendement n° 14 sur la lutte contre l'homophobie dans le football, le n° 16 sur la protection contre la traite des êtres humains, le n° 19 qui a été transformé en amendement de l'Exécutif mais peu importe sur les centres de santé, le n° 20 sur les loyers des centres sociaux parisiens.

Voilà pour les avis favorables. J'ajouterai un avis favorable sur un vœu qui a été rattaché à la 1ère Commission, même s'il n'est pas exclusivement budgétaire, qui est un vœu du groupe Centre et Indépendants sur la communication des salaires des dirigeants des S.E.M. pour lesquels nous ferons une communication en 1ère Commission, naturellement, selon les formes normales et compatibles avec la confidentialité que la loi prévoit dans ce domaine, mais nous ferons une communication, je crois l'avoir déjà dit à M. le sénateur POZZO di BORGO.

Je vais, encore une fois, en très peu de mots, m'attacher à quelques réponses à l'U.M.P. et d'abord, peut-être, une réponse sur les classes moyennes, parce que M. GOASGUEN y est revenu et je dois dire que je ne suis pas d'accord avec M. GOASGUEN mais il a dit les choses de manière assez claire et je vais y répondre de manière également claire.

D'abord, un élément historique. L'U.M.P. ou ce qu'était l'U.M.P. à l'époque, parlait très peu des classes moyennes, au moment où la Droite gouvernait Paris et où la spéculation a jeté hors de Paris des dizaines de milliers de familles de classes moyennes.

Qui a lutté contre la spéculation depuis 2001 en préemptant toutes sortes d'immeubles que les promoteurs achetaient, qu'ils allaient rénover à grand frais et qu'ils allaient vendre en appartements de luxe ? C'est nous, et je vous rappelle que ces préemptions, nous les avons faites à la moitié du prix du marché, donc elles n'ont pas grevé les finances des contribuables parisiens, mais elles ont, à coup sûr, permis d'éviter toutes sortes d'évictions de familles, à la fois populaires et moyennes.

Enfin, qui a créé en 2004 le prêt "Paris Logement" pour aider à l'accession à la propriété des classes moyennes, avec un total de crédit tout de même impressionnant de 140 millions d'euros ? C'est nous.

Dernier point, je pense que sur les dizaines de milliers d'habitants que Paris a gagné depuis 2001 alors que Paris ne cessait d'en perdre dans les 30 ou 40 années précédentes, il y a, à l'évidence, beaucoup de familles des classes moyennes.

Voilà pour les classes moyennes.

Deuxième réponse sur l'amendement n° 25 de l'U.M.P. qui consiste à reprendre des crédits sur les Halles et sur Jean Bouin pour les réorienter vers d'autres équipements, premièrement, il y a un problème d'addition, parce que les propositions de l'U.M.P. s'élèvent à 210 millions d'euros, alors que Jean Bouin, cette année, c'est 40 et les Halles 85, donc nous sommes loin du compte. Quant aux équipements vers lesquels l'U.M.P. souhaite détourner ces crédits, je me suis expliqué ce matin, les équipements de proximité, contrairement à ce que l'U.M.P. cherche à faire croire, ne sont nullement sacrifiés dans le plan d'investissement de la Ville. J'ai cité des chiffres, je pense que chacun les a retenus, nous construirons ou nous réhabiliterons des écoles, des collèges, des piscines, des bibliothèques, c'est tout à fait incontestable, et nous avons, sur ce point, des ambitions égales à celles que nous avons sur d'autres secteurs de notre plan d'investissement.

Une autre réponse que je ne résiste pas à faire, parce que chacun connaît ma fibre patrimoniale, concerne l'amendement de Mme MACÉ de LÉPINAY relatif aux édifices cultuels, secteur où Mme MACÉ de LÉPINAY souhaite que l'on rajoute de l'argent. Je voudrais rappeler à Mme MACÉ de LÉPINAY que nous allons consacrer au total 53 millions d'euros aux édifices cultuels pendant cette mandature et que nous leur avons consacré 80 millions dans la mandature précédente. Madame MACÉ de LÉPINAY, vous souvenez-vous des sommes que vous avez consacrées aux édifices cultuels de 1995 à 2000, quand vous étiez adjointe au patrimoine ? Si vous ne vous en souvenez pas, je vais vous le dire, c'était 25 millions.

(Protestations hors micro de Mme MACÉ de LÉPINAY).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Attendez, parce qu'ils n'ont pas bien entendu.

25 millions consacrés de 1995 à 2000 ; combien de 2001 à 2008 ?

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - 80 de 2001 à 2008.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Et maintenant, dans cette mandature ?

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - 53.

M. LE MAIRE DE PARIS. - 53 millions d'euros dans cette mandature, par rapport aux 25 millions d'euros de la mandature où Mme MACÉ de LÉPINAY était en responsabilité.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Mais j'ajoute, Madame…

M. Pierre-Yves BOURNAZEL. - Il y a eu 10 ans entre les deux.

M. LE MAIRE DE PARIS. - M. BOURNAZEL, pourtant, était né.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - J'ajoute que je suis très heureux à titre personnel de cet immense effort en faveur des édifices cultuels.

Je suis en outre adjoint du patrimoine dans le 10e arrondissement et je m'occupe beaucoup des églises du 10e arrondissement. Je referme la parenthèse.

Peut-être un mot sur un autre sujet, qui est un sujet grave, la sécurité des musées.

Je rappelle que nous avons majoré, nous avons plus exactement accéléré sensiblement la consommation des crédits en matière de sécurité des musées et que le budget 2011 complète très heureusement cet effort avec 3,5 millions d'euros d'A.P. et un peu plus de 3 millions d'euros de C.P., plus d'ailleurs la création de six postes et un certain nombre de crédits en budget de fonctionnement.

Je réponds par-là même à l'amendement n° 26 de l'U.M.P.

Je terminerai par la fiscalité, parce qu'il faut bien que j'en reparle, dans la mesure où un certain nombre d'amendements de l'U.M.P. touchent à la fiscalité.

On nous propose des baisses de taxe foncière, des baisses de taxe d'habitation, des baisses de droits de mutation et l'on met en face des économies qui sont parfois un peu étranges.

Par exemple, quand je vois la somme de 10 millions d'euros sur la masse salariale, je rappelle au passage que cela signifie ou pourrait signifier la baisse de 200 euros des salaires de chaque agent de la collectivité parisienne.

En tout cas, je vais redire que nos augmentations fiscales modérées de 2008 et de 2009, décidées en 2008 et 2009, ont été très minutieusement étudiées, nous n'avons pas choisi ces taux à la légère et nous les avons choisis de telle sorte qu'ils permettent de faire face à l'ensemble de notre programme d'ici à 2014.

Nous n'avons donc pas l'intention d'y revenir, ni en les augmentant, j'insiste, ni en les baissant.

Voilà, Monsieur le Maire, les quelques réponses un peu rapides que je souhaitais faire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mais toujours de très grande qualité.

La parole est à Mme Maïté ERRECART.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, au nom de la 2e Commission. - Monsieur le Maire, chers collègues.

La question des ressources humaines à la Ville a été au centre de toutes les attentions ces derniers mois.

La présentation de ce budget est donc l'occasion de revenir sur ce sujet majeur pour le devenir de notre collectivité.

Il dresse, comme chaque année, les perspectives en matière d'évolution des effectifs comme des salaires.

S'agissant des effectifs, le budget qui vous est présenté s'inscrit comme les fois précédentes dans le respect des engagements pris devant les Parisiennes et les Parisiens.

En effet, en 2011, nous allons ouvrir de nombreux équipements de la petite enfance, des écoles, des bibliothèques, des équipements sportifs, des espaces verts, une nouvelle maison des initiatives étudiantes.

Nous créons ainsi 126 postes pour pourvoir à leur bon fonctionnement.

Nous renforçons également la sécurité des Parisiens en créant une nouvelle équipe de correspondants de nuit, ainsi que des postes d'assistants socioéducatifs pour intervenir dans les commissariats et nous privilégions également la jeunesse.

Nous tenons nos engagements, et cela dans un contexte très incertain comme cela a été souligné plusieurs fois dans ce débat.

Nombre de collectivités, fragilisées par les incertitudes quant à leur financement et par le désengagement de l'État, n'ont pas cette chance.

Ce budget répond également aux urgences sociales. Nous créons ainsi six postes pour le renforcement des services dédiés aux revenus de solidarité active mais aussi sept postes pour l'Aide sociale à l'enfance, parce que nous ne voulons pas laisser des mineurs isolés sans aucun accompagnement, là où l'État ne prend pas totalement ses responsabilités.

Cette délibération "Emploi", enfin, exprime le mouvement de notre administration - j'ai entendu dire ce matin que nous étions parfaitement immobiles, ce n'est pas le cas -, il exprime sa capacité à se réorganiser afin qu'elle fournisse le meilleur service possibles aux Parisiens.

Les transferts concernent 154 postes essentiellement au titre de la deuxième vague de la constitution de la Direction des achats et des C.S.P. comptables.

Cette année se rajoutent quatre nouveaux postes de cadres techniques pour apporter aux mairies d'arrondissement une expertise nécessaire à l'exercice de nos fonctions, ainsi que divers mouvements, pour permettre à l'administration de progresser dans le management ou la déconcentration.

Si ces différents mouvements nous permettent de rendre notre administration plus efficace, il ne s'agit pas non plus de désorganiser notre collectivité.

C'est pourquoi j'émettrai un avis défavorable au vœu n° 49 du groupe Centre et Indépendants sur le rattachement du Bureau des temps à la D.I.L.T.

Le Bureau des temps - Mao PENINOU en parlerait mieux que moi - est parfaitement positionné à la Direction des usagers, des citoyens et des territoires, la D.U.C.T. Il est destiné à mieux répondre aux demandes des usagers en matière de services et je ne vois pas très bien ce qu'il ferait à la D.I.L.T. qui est une Direction support pour les questions de logistique, de transport et d'immobilier.

Au total, comme lors des deux exercices précédents, nous parvenons à équilibrer nos créations et nos suppressions de postes budgétaires, objectif raisonnable dans un contexte économique incertain, encore une fois.

Cela ne se fait évidemment pas sans difficulté. Lorsque nous avons présenté nos évolutions des emplois au Comité technique paritaire central vendredi dernier, cela n'a pas suscité l'enthousiasme mais bien un refus des syndicats.

Je rappelle brièvement que ce projet de budget "Emploi", tant en créations qu'en redéploiements, représente l'aboutissement d'une procédure de neuf mois menée en partenariat avec tous les acteurs impliqués, les Directions, le Secrétariat général, les adjoints et enfin un ultime arbitrage du Maire.

C'est le dynamisme de notre administration, une analyse au cas par cas et non pas une quelconque règle globale aveugle, comme le fait l'État qui supprime un départ en retraite sur deux, qui nous permettent de dégager des postes nécessaires à l'ouverture des nouveaux équipements ou au développement des nouvelles missions et de répondre aux urgences sociales.

Ce n'est en rien ni une R.G.P.P. au sens où l'État la conduit et que, si j'ai bien compris, l'Opposition appelle de ses vœux, ni un immobilisme comme l'a affirmé M. POZZO di BORGO en indiquant que nous remplacions systématiquement tous les départs en retraite.

J'entends bien que certains voudraient créer plus d'emplois alors que d'autres voudraient en supprimer, et pas n'importe où, puisque c'est au cabinet du Maire.

A ces derniers, en l'occurrence le groupe Centre et Indépendants qui propose de ramener le nombre des membres du cabinet du Maire de 40 à 20 membres, je tiens à rappeler que, avant 2001, il y avait plus de 150 collaborateurs au cabinet du Maire.

C'est notre Majorité qui a fixé une limite très inférieure, et je pense que nous n'avons pas de leçon à recevoir, de qui que ce soit, en ce domaine.

Je m'étonne de surcroît que, dans le même élan, le vœu ne demande pas la diminution de l'enveloppe destinée aux collaborateurs des Maires d'arrondissement, ce serait pour le moins logique car nous arriverions sinon à la situation où certains Maires d'arrondissement, comme le 15e, bénéficieraient de plus de collaborateurs que le Maire de Paris.

C'est pourquoi j'émets un avis défavorable à l'adoption de ce vœu n° 50.

Je constate également que l'U.M.P.P.A. demande avec insistance la suppression de la déléguée au "design" par son vœu n° 47, auquel je m'oppose.

Les membres de l'U.M.P.P.A. seraient-ils particulièrement insensibles à rendre le mobilier de l'espace public plus beau ?

Je pense que ce qui est envisagé, c'est de compléter sa mission dans une prise en compte plus prospective du devenir de Paris.

Compte tenu de l'évolution précitée des effectifs, le budget qui vous est présenté intègre une progression modérée de la masse salariale, puisqu'il s'agit de 2,33 %.

Conformément à nos engagements, il acte des évolutions de rémunération diverses, une progression réelle des emplois aidés - dont on ne parle pas beaucoup ici -, des transformations d'emploi complétant les dispositifs de promotion, notamment dans le secteur de la propreté.

Il prévoit une enveloppe de progression en relation avec la réforme de la catégorie B, il prend en compte le gel du point d'indice tel qu'il a été décidé par le Gouvernement.

Toutefois, et je tiens immédiatement à rassurer mes collègues sur ce point, à la demande de M. le Maire, soucieux de la situation de nos agents qui ont les rémunérations les plus faibles, j'ai donc effectivement engagé avec les organisations syndicales des négociations pour déterminer les mesures que nous devons prendre pour soutenir le pouvoir d'achat des catégories aux revenus les plus faibles.

Nous savons combien, pour les revenus modestes, la part des dépenses contraintes est forte.

Enfin, je veux dire un mot de l'évolution de l'emploi précaire. Comme chaque année, nous résorbons des emplois précaires par la création d'une quarantaine d'emplois. Ceux-ci s'ajoutent aux 1.764 emplois de titulaires et aux 1.977 emplois de contractuels.

Nous continuerons notre politique, c'est pourquoi j'émets un avis favorable à l'adoption du vœu du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, le vœu n° 45.

En ce qui concerne la déprécarisation des personnels des caisses des écoles, c'est un sujet que Colombe BROSSEL et moi-même suivons de près. Je rappelle simplement que ces personnels ne sont pas des personnels de la Ville.

Suite au précédent vœu qui a été adopté par cette Assemblée en faveur d'un groupe de travail et à l'appel que j'avais adressé aux maires d'arrondissement, une réunion aura lieu fin janvier avec deux caisses des écoles, celles du 13e et du 2e, pour voir comment nous pouvons agir.

Dans l'attente de cette réunion, je vous propose de reformuler le dernier paragraphe du vœu n° 45 ainsi : " qu'il soit mis en place un dispositif incitatif à l'égard des caisses des écoles, destiné à améliorer concrètement les conditions de travail et de rémunération de leurs personnels."

C'est donc une invitation à ce que nous allions plus avant en la matière.

Avec cette modification, j'émets un avis favorable à l'adoption de ce vœu.

Sur l'amendement n° 43 et le vœu n° 48, j'émets un avis défavorable. Je me suis déjà exprimée sur le sujet de la Mutuelle au précédent Conseil de Paris et je vous renvoie à mes déclarations. Je ne souhaite pas que l'adoption du vœu et de l'amendement qui nous sont proposés rende les discussions en cours avec cette Mutuelle et aussi avec les partenaires sociaux encore plus difficiles.

Le groupe "Les Verts" m'interroge par le vœu n° 44 relatif au développement des formations au développement durable. La Ville a déjà mis en place de nombreuses formations de ce type, comme des formations à l'écoconduite, à l'écoconstruction, au commerce équitable ou à la gestion des déchets écoresponsable (tri et recyclage). Il est peut-être néanmoins nécessaire de les rendre plus visibles et plus cohérentes. C'est pourquoi j'émets un avis favorable à son adoption.

En conclusion, notre collectivité bénéficie de femmes et d'hommes dévoués au service des Parisiens, soucieux d'assurer un service public de qualité. Ils méritent de notre part la plus grande attention.

C'est pourquoi, au-delà du vote de ce budget, soyez assurés que, dans le droit fil du vœu adopté par cette Assemblée suite aux travaux de la M.I.E., nous allons résolument travailler à l'amélioration de la gestion des ressources humaines de la Ville et tout particulièrement, comme l'a dit M. le Maire, à l'amélioration des conditions de travail pour tous. Nous allons continuer les négociations avec les partenaires, négociations parfois difficiles, comme dans le cas du travail du dimanche dans les bibliothèques que nous venons de conclure, mais toujours avec le souci d'aboutir dans l'intérêt des Parisiens et le respect des agents.

Je propose donc au groupe "Les Verts" de retirer leur amendement n° 12.

Nous allons, par ailleurs, résolument préparer les exercices à venir en matière de services aux Parisiens, en plaidant pour les réorganisations, les aménagements, les évolutions nécessaires de notre administration, récusant ainsi tout immobilisme et aussi toute idée de fuite en avant.

(Applaudissements).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

Merci à tous les intervenants.

Merci aux adjoints qui ont répondu.

2010, PP 70 - Budget spécial primitif de la Préfecture de police pour 2011.
Vœu relatif à l'utilisation du Taser par les effectifs de police déposer par le groupe PCF/PG.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons maintenant à la discussion sur le budget de la Préfecture de police.

Monsieur le Préfet de police, mes chers collègues, depuis 2001, notre Ville a renforcé sa participation au budget de la Préfecture de police de près de 50 %. Et cette année encore, elle augmentera de 5,5 millions d'euros, ce qui représente une hausse de 2 % par rapport au budget 2010. Cet effort supplémentaire s'explique notamment par notre contribution au Plan de modernisation de la Brigade des Sapeurs-pompiers de Paris. Ce plan a pour objectif de permettre de recruter des personnels, de rénover le matériel et de préparer les pompiers à toutes les situations nouvelles auxquelles ils peuvent avoir à faire face.

En outre, nous prenons évidemment notre part dans l'augmentation de la masse salariale et nous contribuons aux investissements immobiliers et à l'entretien ou à la rénovation des bâtiments, qu'il s'agisse des casernes de pompiers ou des immeubles centraux de la Préfecture de police sur l'Ile de la Cité.

Nous le faisons dans un esprit de partenariat, et c'est naturel, puisqu'il s'agit de la sécurité des Parisiens.

Cela dit, Monsieur le Préfet, puisque notre Municipalité contribue de façon constante et conséquente à votre budget, il est légitime que je pose, au nom des Parisiens, un certain nombre de questions.

Une réorganisation des services de police à Paris dans les départements de petite couronne a été annoncée il y a 15 jours. Nous suivrons avec intérêt tous les programmes de redéploiement des personnels de la Préfecture pour les mois qui viennent. Et le Conseil de Paris tient à en être régulièrement informé. Nous serons en particulier très attentifs à deux choses :

- d'abord, bien sûr, le maintien des effectifs, auquel, je me permets de vous le rappeler, nous avons conditionné notre participation au financement du Plan "1.000 caméras" ;

- ensuite, la répartition géographique des forces de l'ordre dans la Capitale qui doit demeurer équitable et ne pas être en décalage avec les besoins de la population. Car ces besoins évoluent très vite et, dans certains quartiers, ils sont particulièrement pressants. Je dois, en effet, me faire ici l'écho des inquiétudes exprimées, notamment par les maires d'arrondissement qui ressentent comme une réalité douloureuse le phénomène des bandes qui s'affrontent dans certaines rues de notre ville.

Mon intention n'est pas de manipuler les peurs, mais le rôle de la puissance publique, c'est de les entendre et surtout d'y répondre en assurant une protection qui, j'y insiste, passe d'abord et avant tout par une présence humaine réelle et perceptible.

Nous serons donc vigilants. C'est notre devoir et c'est la contrepartie de la confiance, et nous ne voulons rien céder sur la sûreté et la tranquillité publiques à Paris.

Notre effort en la matière ne se limite d'ailleurs pas à notre participation au budget de la Préfecture de police et nous consacrerons en 2011 quelque 30 millions d'euros à nos actions de prévention, notamment le développement des équipes de correspondants de nuit.

A eux comme à tous ceux qui œuvrent chaque jour pour la sécurité des Parisiens, aux pompiers, aux policiers et aux agents territoriaux de la DPP, je tiens à dire notre profonde gratitude.

Cette gratitude, je souhaite enfin en adresser un témoignage très particulier à mon ami Georges SARRE qui a choisi de quitter ses fonctions d'adjoint à la fin de cette année. Je veux le remercier, en notre nom à tous et en mon nom personnel, pour le travail intelligent et très patient qu'il a conduit dans cette fonction pendant près de trois ans.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élsu du Parti de Gauche et EELVA).

Alain DESTREM a tenu à se joindre à ces applaudissements amicaux.

Enfin, il l'a pensé !

Monsieur le Préfet, mes chers collègues, j'invite notre Assemblée à voter pour le budget spécial de la Préfecture de police, avec l'espoir que cet esprit de responsabilité et de dialogue qui prévaut entre la Ville de Paris et la Préfecture de police se vérifie, bien sûr, dans les mois à venir, sur d'autres sujets, sur tous les sujets qui engagent le visage de Paris, sa dynamique et la vie de ses habitants.

Je vous remercie.

(Applaudissements).

Je donne la parole maintenant à M. Eric HÉLARD pour le groupe Centre et Indépendants.

M. Eric HÉLARD. - Monsieur le Maire, Monsieur le Préfet de police, mes chers collègues, le budget global ...

M. LE MAIRE DE PARIS. - Non, non ! Je suis confus !

D'abord, c'est M. le Préfet de police.

Monsieur HÉLARD, j'espère que vous me pardonnez !

Vous auriez pu me le dire, franchement !

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - C'est du beau partenariat !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Ne vous inquiétez, Monsieur GOUJON, tant qu'il n'y aura que cela, tout ira bien !

Je donne avec grand plaisir la parole à M. GAUDIN, Préfet de police de Paris.

M. LE PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire, d'avoir souligné que vous me donniez la parole par une astuce de séance !

Merci en tout cas de me donner la parole !

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les conseillers de Paris, chaque année, lorsqu'il revient au Préfet de police de vous présenter le budget spécial primitif de la Préfecture de police, il est d'usage d'évoquer le caractère contraint du contexte budgétaire ; la formule est moins que jamais une clause de style.

En effet, cette année, plusieurs pays de notre espace politique économique et social européen, à commencer par la Grèce et l'Irlande, ont dû subir de terribles ajustements structurels en raison d'une imprévoyance dramatique dans la gestion des budgets publics ou privés de ces pays.

C'est pourquoi, au regard de l'évolution des déficits publics de notre pays, une éthique de la responsabilité s'impose à nous et j'assume, pour ma part, cette responsabilité de décideur public en contribuant et en veillant à la maîtrise des dépenses de la Préfecture de police.

C'est aussi pourquoi, afin de ne pas être dans une situation schizophrénique, je me refuserai à parler avant longtemps des risques de désengagement de l'État ; je considère qu'il nous faut nous organiser avec les moyens significatifs que le contribuable met déjà à notre disposition, qu'il soit parisien ou national.

C'est d'ailleurs aussi dans cet esprit que nous parachevons notre effort triennal de transparence pour présenter désormais intégralement le budget spécial en mode L.O.L.F., comme je m'y étais engagé auprès de vous l'année dernière, avec 5 missions et 21 actions assorties d'indicateurs d'objectifs et de performance.

C'est l'occasion, pour moi, de rappeler que la L.O.L.F. avait été adoptée à l'unanimité au Parlement.

Ces deux dernières années, en 2009 et 2010, la progression de notre masse budgétaire a été limitée à 1,5 % puis 1,1 % en part Ville ; ces taux sont légèrement inférieurs à la progression mécanique des dépenses de personnel et comme 83 % de nos dépenses réelles relèvent de la masse salariale et que nous avons continué à fonctionner convenablement, je dirai même à nous moderniser, il est évident que nous avons fait de gros efforts d'économie sur certains postes. Hors B.S.P.P., toutes les mesures nouvelles ont été financées par redéploiement de crédits.

Pour 2011, Monsieur le Maire, nos discussions préparatoires vous ont conduit à proposer à cette assemblée une augmentation modérée de +2 % de l'enveloppe budgétaire du budget spécial, soit des crédits de fonctionnement qui vont atteindre près de 639 millions d'euros, mais je tiens à souligner que cette évolution en apparence plus favorable ne traduit nullement un relâchement du caractère rigoureux de notre gestion.

L'essentiel de la hausse sera, en effet, consacré au financement de dépenses obligatoires et à l'amélioration de la sincérité budgétaire.

Le contrôle récent de la P.P. par la Chambre régionale des comptes nous y incite d'ailleurs fortement, puisque, comme vous le savez, la moitié de la progression budgétaire en part Ville soldera dès le budget primitif des dépenses jusqu'alors honorées en décision modificative.

La seule mesure véritablement nouvelle concerne le financement du plan pluriannuel, vous venez de l'indiquer, de modernisation de la B.S.P.P., à un rythme d'ailleurs un peu moins rapide que prévu initialement, afin de ménager l'ensemble des collectivités territoriales contributrices. Avec une hausse de son budget de +3,5 %, soit 11,7 millions d'euros sur 17,2 de dépenses supplémentaires, la brigade des sapeurs-pompiers constitue, une fois de plus, la priorité du budget spécial.

Concrètement, ces crédits financeront l'équivalent de 86 nouveaux emplois à la B.S.P.P., d'autres étant créés par redéploiements internes.

Vous noterez également au profit du contribuable parisien une conséquence particulièrement heureuse - je ne pense pas qu'il y en ait beaucoup qui ait été soulignées depuis ce matin - de la révision générale des politiques publiques, avec la prise en charge désormais intégrale par l'État du coût du service interdépartemental chargé des installations classées quand la Ville de Paris en finançait jusqu'ici 60 %.

Cet effet structurel reconductible chaque année explique en large partie la forte hausse de la participation de l'État au financement du budget spécial, puisqu'elle sera, cette année, de 4,62 %.

Enfin, s'agissant de l'investissement, nous resterons dans l'épure pluriannuelle fixée en accord avec l'exécutif municipal, avec 19 millions d'euros en 2011 en part Ville et 76,7 millions d'euros au total.

Sur cette enveloppe, 54 sont dévolus à la B.S.P.P. et 23 millions aux autres services, vous l'avez souligné, notamment pour la cité. Je dois remercier, bien sûr, ce financement, parce que je pense qu'il y avait nécessité de moderniser, de rénover la structure centrale de la Préfecture de police et, dans les années qui viennent, ce sera chose faite.

Si, ces dernières années, les aléas des marchés publics avaient pesé sur le taux d'exécution des dépenses, cela n'a pas été le cas en 2010 et ne le sera pas en 2011. Pour parler clairement, nous dépenserons toutes les enveloppes qui nous sont allouées.

En cette année 2011 de bicentenaire pour la brigade des sapeurs-pompiers, nous devrions d'ailleurs livrer deux opérations phares : le nouveau poste de commandement opérationnel ultramoderne dans une caserne Champerret réhabilitée et restructurée et le bouclage de la très importante réhabilitation de la caserne Masséna dans le 13e arrondissement, qui, d'ailleurs, au passage, me donne l'occasion de signaler que ce sera la plus grande caserne de sapeurs-pompiers d'Europe. Nous aurons l'occasion de parler du projet de Château-Landon.

En termes opérationnels, et c'est également un point positif que je tenais à souligner, pour la première fois depuis 1985, l'effort de maîtrise des sorties et les campagnes de sensibilisation que nous avons menées en commun à l'abus de recours aux services d'urgences semblent avoir porté leurs fruits. Une baisse sensible des sorties en intervention est enfin constatée, 20.000 de moins sur les 10 premiers mois, soit -5 % ; c'est très encourageant, mais il est encore trop tôt pour voir le spectre de la surchauffe s'éloigner définitivement. Pour cette raison, un plan de regroupement des activités spécialisées permettra d'adopter une organisation des ressources humaines plus efficiente.

S'agissant des missions de circulation et de stationnement, 2010 marque une hausse significative de l'activité de verbalisation du non-respect du stationnement payant, conformément aux souhaits municipaux.

Je suis tout à fait conscient que le taux de paiement spontané du stationnement de surface est scandaleusement bas à Paris, où le partage équitable de l'espace public est pourtant un enjeu fort.

C'est pourquoi j'ai contribué à sensibiliser le Gouvernement à la nécessité de relever le tarif des amendes de non-paiement de la redevance. Suite à l'avis du Comité des finances locales et au souhait parlementaire, ce devrait être prochainement chose faite.

Ce sujet est l'occasion pour moi d'évoquer la situation des A.S.P. On l'oublie parfois, mais ils exercent des missions variées : lutte contre le non-paiement du stationnement, évidemment, mais aussi lutte contre le stationnement gênant, gestion des fourrières, gestion de la circulation, participation aux missions de la sécurité routière, surveillance des points écoles, et encore, c'est une opération qui pèse beaucoup sur leur emploi, les opérations "Paris Respire".

Ces agents ont un salaire modeste et exercent pour beaucoup leur mission sur la voie publique, ce qui est particulièrement difficile, chacun le sait. Cependant, et, là aussi, par rapport à ce que j'ai entendu depuis ce matin et que je viens d'entendre à nouveau, je crois que la Préfecture de police, et j'y tenais, a montré l'exemple. En trois ans, ils ont vu leurs rémunérations indiciaires et indemnitaires significativement augmenter. Le revenu brut médian a progressé de 21.550 euros à 24.640, soit +14,3 % et, en valeur absolue, 3.090 euros. Nous y tenions, nous avons fait cela sur l'enveloppe qui nous était allouée et je crois que c'est une bonne chose.

Cet effort légitime, il est proposé de le poursuivre sur le plan indemnitaire, mais il est aussi légitime que cela se fasse dans les mêmes conditions que pour les autres agents publics, et notamment avec l'introduction d'une part variable annuelle prenant en compte la manière de servir.

J'ai lu et entendu beaucoup d'inexactitudes, voire de caricatures, ces derniers jours sur ce sujet et afin de ramener le débat à de justes proportions, il me semble important de signaler que cette part variable n'enlève rien à personne, puisque la prime créée se surajoute au régime indemnitaire actuel et, au final, la modulation ne représentera qu'entre 0,33 et 1,6 % du salaire total annuel et après d'ultimes concertations avec les représentants du personnel ces derniers jours, nous avons accepté que tout cela se fasse en trois ans.

Je veux donc le dire également de la façon la plus claire, parce que cela n'intéresse pas que les A.S.P. mais nos concitoyens, la manière de servir ne s'apprécie pas en fonction de je ne sais quel quota de procès-verbaux, la Préfecture de police ne percevant d'ailleurs aucun retour financier de l'activité de verbalisation, même indirecte.

Je ne vois pas l'intérêt que nous pourrions avoir à mettre, là comme ailleurs, des systèmes de quotas. J'ai déjà eu l'occasion, dans cette assemblée, de signaler la façon dont est bien souvent caricaturée ce que certains appellent la politique du chiffre.

L'outil de management que constitue en revanche une modulation très faible, d'ampleur limitée et encadrée par des procédures collectives, doit pouvoir s'appliquer à tous. Elle s'applique à tous les fonctionnaires de la Préfecture de police.

S'agissant des missions de circulation, je me réjouis tout particulièrement de l'aboutissement d'un chantier de deux ans, mené avec Mme LEPETIT, du partage des emplacements de livraison la nuit et les jours fériés. Dès que votre assemblée en avait émis le souhait, j'avais fait part de mon enthousiasme face à une mesure de bon sens. C'est désormais chose faite après une période raisonnable d'expérimentation dans deux arrondissements.

Pour ce qui concerne les fourrières, l'évolution récente du compte global est défavorable, principalement en raison du réhaussement du coût unitaire des enlèvements qui découlent des derniers marchés. En concertation avec M. GAULILLIÈRE, j'ai demandé à mes services de procéder à un audit complet de la filière des enlèvements d'ici à la fin du premier trimestre.

Monsieur le Maire, vous avez aussi voulu engager une réflexion sur la mise des grands boulevards à double sens, concomitante aux chantiers de la place de la République. J'ai demandé à mes équipes, en conséquence, d'étudier le dossier pour en évaluer l'impact, sans a priori bien sûr, comme c'est toujours le cas.

S'agissant des voies sur berges, j'aurai l'occasion de m'exprimer à nouveau au cours des prochains conseils après l'achèvement des études complémentaires en cours et la restitution des résultats des concertations préalables à l'enquête publique que vous avez menée, et d'autres qui seront conduites en début d'année prochaine.

Enfin, dans la foulée du Grenelle de l'environnement, la Préfecture de police est ouverte pour apporter son concours à la préparation d'une zone d'action prioritaire pour l'air à titre expérimental. Je m'en suis entretenu à plusieurs reprises avec M. BAUPIN.

Je voulais également saluer devant vous l'engagement remarquable des agents des guichets d'accueil du public dans la délivrance des passeports, des cartes d'identité, des permis de conduire et des cartes grises. En deux ans, nous avons géré, et ce n'est pas fini, la modernisation de ces titres avec le passage à la biométrie. Mais, nous avons aussi accompagné l'évolution des modes de vie. Désormais, un quart des titres sont délivrés sur rendez-vous et, dès ce mois-ci, avec la possibilité de prendre ces rendez-vous par Internet. Notre objectif est d'aboutir à ce que très rapidement 54 % des usagers puissent acquérir les titres par cette voie du rendez-vous.

Cumulé avec le libre choix géographique du guichet pour accomplir ces démarches, ces mesures facilitent la vie de nos concitoyens. Je n'ignore nullement que tout n'est pas parfait mais, si j'en juge - je crois qu'on fait souvent des sondages et c'est un bon indicateur - par le succès qui pour nous devient inquiétant des guichets de la Préfecture de police, cela prouve bien que les délais de délivrance et que les conditions de délivrance sont relativement performants.

Je souhaite maintenant, comme chaque année, informer votre assemblée des tendances de la délinquance et de l'action des forces de police pour la prévenir, la dissuader et la combattre. Après huit années de baisse continue, qui se sont traduites par pratiquement la baisse d'un quart du niveau de délinquance, la délinquance globale connaît depuis l'année 2010 une hausse modérée de + 0,5 % des crimes et délits enregistrés par les services de police.

Mais - je donnerai les chiffres avec beaucoup d'objectivité - je pense que ce chiffre global recouvre des évolutions contrastées en positif comme en négatif.

Tout d'abord, ce dont on ne parle jamais, la criminalité organisée et spécialisée, qui est sans doute la plus violente par ses méthodes (homicides, règlements de comptes, prises d'otages ou séquestrations, vols à main armée et proxénétisme) a reculé à nouveau de près de 10 % depuis le début de l'année à Paris. Avec 2.445 faits en onze mois, elle a diminué de 45 % depuis huit ans et atteint des planchers historiques. J'ajoute que pour cette catégorie, qui est évidemment la plus préoccupante, le taux d'élucidation qui était de 80 % est passé à 92 %.

Je sais, Monsieur le Maire, que vous étiez inquiet de ce qu'on ne transmette pas les chiffres de la délinquance et je souhaite être très clair et transparent, de façon aussi régulière que précédemment, c'est tout simplement parce qu'il a été décidé avec l'Observatoire de la délinquance, par le Ministre, qu'on ne devait transmettre que les sous-ensembles que sont les trois indicateurs de l'observatoire : les biens, l'économique et le financier, et les violences aux personnes.

S'agissant de l'économique et du financier, la délinquance économique a baissé à Paris de 6,6 %. S'agissant de la délinquance contre les biens, elle a connu une hausse de 3,7 % au cours des onze mois de l'année, mais avec un écart très important en fonction des thèmes. Ainsi, par exemple, le nombre de véhicules volés a baissé de 11,2 % et les cambriolages ont augmenté de 7,4 %.

Encore faut-il savoir - il faut, je crois, dans ces matières, comme ailleurs sans doute probablement, prendre un peu de recul - que les cambriolages avaient baissé au cours des huit dernières années de 59 %, en passant de 27.578 à 11.207, et aujourd'hui bien sûr nous avons 4 à 500 cambriolages de plus, ce qui se traduit par l'augmentation que je viens de signaler.

Ce qui, par contre, paraît positif sur ce point, c'est que l'utilisation des techniques de police scientifique nous a permis de doubler pratiquement le taux d'élucidation des cambriolages. Je ne reviendrai pas sur une affaire, par exemple, qui a été fortement médiatisée à la périphérie de Paris, au cours du week-end non pas dernier mais précédent, et qui illustre tout particulièrement le fait que certains groupes, qui se contentaient de vol à la tire, de vol par ruse, se sont maintenant convertis au cambriolage.

Par ailleurs, quand aux vols à la tire, très fréquents dans le métro et le R.E.R., l'enquête judiciaire menée depuis trois ans avec des ramifications internationales a montré comment des réseaux criminels pouvaient introduire et exploiter sur le territoire national des mineurs et les contraindre au vol par des méthodes violentes, allant jusqu'aux coups et parfois le viol. Tout le monde aura compris que je veux évoquer ici ce clan Hamidovic.

La hausse des violences contre les personnes, en revanche, a augmenté de façon significative, avec une hausse de 8,9 %, mais on doit évidemment analyser ce chiffre. C'est ce que nous avons fait, et nous pouvons nuancer les inquiétudes en raison notamment de la poussée très importante des vols de portables de nouvelles générations : les smartphones.

En effet, les formes de violence qui augmentent ne sont pas nécessairement celles qui entraînent les séquelles physiques ou morales les plus graves. J'ai déjà parlé des vols à main armé qui sont à nouveau en recul significatif : 380 contre 411 au cours des onze premiers mois.

Surtout, ce qui est très important et à mettre au crédit sans doute du travail que nous avons engagé et que nous devons poursuivre en matière de prévention : pour la première fois, depuis plusieurs années, les violences non crapuleuses, c'est-à-dire essentiellement les violences intrafamiliales diminuent avec - 3 % environ ; c'est un indicateur qui n'avait pas baissé depuis quinze ou vingt ans. Cet indicateur recouvre les coups et blessures volontaires entre personnes (- 2 %), les Avip (- 8 %) et les violences sexuelles qui sont en baisse (- 9 %).

Mais il reste que les vols violents sans arme à feu, soit à l'arme blanche, soit sans armes, sont en hausse très nette de 15 % et 27 %. J'ai donc souhaité, comme je l'indiquais à l'instant, connaître très précisément les facteurs de cette hausse inhabituelle, car nos outils statistiques ne permettent pas de discriminer en fonction de l'objet volé.

Les constatations des enquêteurs convergent pour constater que le vol des téléphones portables de nouvelle génération, et notamment les smartphones d'Apple et BlackBerry font l'objet de véritables marchés du vol et de la revente qui s'est beaucoup développé au cours des derniers mois. Pour objectiver ce constat, toutes les procédures du Service régional de la police des transports du mois d'octobre ont été épluchées, mais ce constat vaut sans doute assez largement sur la voie publique.

Elles révèlent qu'un vol sur deux dans les transports concerne désormais un portable, alors que le plus classique vol de portefeuille ou de porte-monnaie ne représente plus, ce qui est encore beaucoup trop, que 33 % des faits.

Au sein de la catégorie des téléphones volés, la marque "Apple" constitue 58 % des téléphones et la marque "BlackBerry", 10 %. L'objet technologique "smart phone" et notamment l'I-phone fait donc l'objet d'une forte convoitise sociale et une délinquance opportuniste d'appropriation s'est véritablement constituée autour de lui.

Les enquêtes et les affaires élucidées démontrent l'émergence d'un véritable marché parallèle, ce que confirment les arrestations menées cette semaine dans le 18e arrondissement, non loin de Barbès.

La proportion des portables parmi les vols avec violence, parce que c'est ce qui est très important, c'est que ces vols sont la plupart du temps qualifiés de vols avec violence, y est encore plus forte puisque cela représente trois faits sur quatre.

L'impact sur la délinquance violente est donc évidemment tout à fait considérable. Sur 991 vols violents recensés en octobre, les vols de téléphone en représentent 75 %, et les I-phones 69 %. Les changements d'habitudes du public et l'usage généralisé du téléphone sur l'espace et dans les transports publics rend les usagers particulièrement vulnérables aux vols commis de manière opportuniste et en situation, sans qu'il soit nécessaire de faire de repérage particulier. Ces vols sont d'une grande furtivité, le moment de la fermeture des portes étant un élément facilitateur du passage de l'acte.

J'ai tenu à souligner ce point, peut-être trop dans les détails d'ailleurs, mais c'est pour lancer un appel afin que nos concitoyens soient plus vigilants quand ils utilisent des portables et ces fameux I-phones - cela me paraît tout à fait évident -, d'autant plus, et nous le savons, j'ai eu l'occasion de le dire déjà, que les clauses commerciales des contrats d'assurances prévoient que le remboursement ne peut s'opérer que lorsqu'il y a un vol avec violence, ce qui fait penser aux policiers - une étude récente, là encore, l'a montré - qu'une partie des vols sont qualifiés avec violence sans que ce soit obligatoirement le cas.

C'est un premier point d'explication sur cette affaire des violences dites crapuleuses.

Le deuxième élément d'inquiétude, quand on regarde les chiffres de l'évolution de la délinquance à Paris, c'est la place que prennent les mineurs dans cette hausse récente de la délinquance. Je le souligne d'autant plus que c'est une situation parisienne, c'est une situation que l'on ne retrouve pas dans les départements de la petite couronne. En effet, dans le Val-de-Marne et les Hauts-de-Seine, il y a eu une stabilité, et même en Seine-Saint-Denis, la baisse de la proportion des mineurs a été de 9 %.

En revanche, à Paris, nous avons eu un nombre de mineurs impliqués dans les délits de + 17 %, hausse qui atteint 32 % dans les atteintes aux biens et 11 % dans les atteintes aux personnes.

En dehors de la lutte contre les réseaux organisés de voleurs à la tire qui exploitent ces mineurs de façon réitérée, il semble bien qu'il y ait lieu - nous en avons longuement parlé vendredi après-midi au Palais de justice dans le cadre de la rencontre partenariale de tous les signataires du contrat de sécurité -, il semble bien qu'il y ait lieu d'accroître de manière partenariale et vigoureuse l'encadrement et le suivi des mineurs délinquants parisiens. Sur le plan policier et judiciaire bien sûr, mais également dans le cadre des dispositions de l'ordonnance de 1945 sur les mineurs et de la loi de prévention du 5 mars 2007.

Nous avons pris cet engagement dans le cadre du Contrat parisien de mars 2009. Depuis la mi-2010, nous disposons d'une Charte nationale de déontologie applicable à ce type d'actions, validée par le Conseil supérieur du travail social. Je souhaite donc que nous puissions concrétiser dans les meilleurs délais cette orientation dans les faits dans un cadre de proximité réaliste qui ne peut être que l'arrondissement.

De la même manière que nous avons souhaité en 2009-2010 travailler sur les conséquences sanitaires et sociales de l'usage de stupéfiants dans une optique préventive, la Préfecture de police, et j'en ai fait la proposition vendredi dernier à tous les partenaires du contrat local, souhaite conduire une réflexion de fond sur les questions des violences, de ses manifestations, et des moyens de les traiter chacune.

D'ores et déjà, les meilleurs spécialistes nous ont confirmé que le décrochage scolaire et l'appartenance à un groupe de pairs en rupture avec les normes sociales, une bande, étaient des marqueurs puissants de l'entrée dans la délinquance juvénile. Un jeune qui appartient à une bande à sept fois plus tendance à commettre des violences qu'un autre jeune ayant les mêmes caractéristiques socioculturelles. Le Rectorat a mis en place un dispositif renforcé de suivi de l'absentéisme en un temps record qui se traduit par le signalement de situations préoccupantes. J'ai moi-même lancé un plan bandes sur le modèle du plan de lutte contre les stupéfiants et je vous propose donc, Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les Conseillers, que nous contribuions conjointement à cette réflexion sur la violence, dont les racines individuelles et sociales sont multiples, afin de renverser la tendance autant que possible s'agissant de ce que nous constatons sur les mineurs à Paris.

Ensuite, et j'en terminerai par là, en évoquant rapidement la réforme des commissariats dans le cadre de la police d'agglomération, comme vous l'avez souhaité.

La police ne produit pas la délinquance mais il lui revient de se mobiliser, de s'adapter sans cesse à ses évolutions pour la prévenir, la dissuader et la combattre.

Je vous avais présenté l'an dernier les objectifs de la police d'agglomération, et je suis le premier surpris de tout ce qui a été accompli en un an en termes d'intégrations opérationnelles entre les équipes parisiennes et celles de la petite couronne.

Je veillerai, comme vous l'avez souhaité et comme je m'y étais engagé, à ce que cela ne se fasse évidemment pas au détriment de Paris. Nous échangeons au quotidien et en temps réel, aussi bien dans le domaine de l'ordre public, de la sécurisation que de l'investigation. Et en mutualisant certaines fonctions support mais aussi les unités de renforts, nous avons augmenté notre réactivité, avant tout au profit des deux piliers de l'action policière : la présence sur la voie publique, et l'investigation de proximité.

Mais cette première étape franchie en appelle d'autres, comme l'unification des méthodes de travail et le renforcement des mobilités professionnelles entre Paris et la banlieue. C'est cela, le Grand Paris de la sécurité. Un groupe de travail constitué de 11 professionnels de terrain s'est réuni pendant plusieurs mois et m'a fait des propositions de restructuration des organigrammes des commissariats pour gagner en efficacité.

Cette démarche a été validée par les organisations représentatives du personnel de la police à l'unanimité et entrera en vigueur au mois de janvier.

Quelles sont les priorités ?

Donner toutes ses lettres de noblesse à l'occupation de la voie publique et à la présence sur le terrain. Cela me semble correspondre, puisque je n'avais pas les termes de votre intervention, ce qui est bien normal, mais cela me semble correspondre tout à fait à ce que vous avez souhaité en évoquant une présence humaine, réelle et perceptible renforcée.

L'autre objectif concerne l'investigation de proximité. Nous sommes à la veille d'une réforme législative majeure relative à la garde à vue qui va bouleverser l'activité de police judiciaire. Elle aura un coût humain en effectifs. Il est donc de notre devoir de l'anticiper, et je suis de ceux qui pensent - je l'ai redis vendredi et je le dis à chaque fois que nous signons des contrats d'arrondissement - que la voie d'accès la plus normale à la réussite pour détruire les réseaux est la judiciarisation de l'action policière.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les maires d'arrondissement, je suis très attentif aux remontées de terrain que vous nous faites parvenir. Monsieur le Maire, vous venez de rappeler l'inquiétude de certains maires d'arrondissement. Je suis bien sûr parfaitement au fait de ces inquiétudes. L'un d'entre eux, je l'ai rencontré la semaine dernière dans le commissariat de l'arrondissement concerné. Nous avions été alertés : cinq jours après, nous avons fait une réunion, et je tiens à vous redire, bien sûr, qu'à partir des vœux qui seront adoptés, à partir des situations qui sont portées à notre connaissance, je pourrais, et je suis déjà trop long et m'en excuse, je pourrais évoquer le travail que nous faisons, qui est très compliqué, qui est celui de la lutte contre les marchés clandestins, où nous avons beaucoup de travaux en commun. Je reverrai la semaine prochaine, d'ailleurs, les responsables de ces marchés.

En tout cas, ce que je voulais vous dire pour terminer, c'est vous dire notre engagement, vous dire notre écoute en ce qui concerne la qualité de la vie dans les arrondissements. La sécurité, évidemment, est un élément très important pour cette vie collective et la Préfecture de police sera à vos côtés, comme nous le sommes depuis quelques temps déjà.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup, Monsieur le Préfet de police.

D'abord, j'informe l'Assemblée, à la demande du président de la 1ère Commission, que cette commission se réunit maintenant.

Je donne maintenant la parole à M. Eric HÉLARD.

M. Eric HÉLARD. - Monsieur le Maire, Monsieur le Préfet de police, mes chers collègues, le budget global de la Préfecture de police, auquel la Ville apporte chaque année sa contribution, est en légère hausse puisque les dépenses de fonctionnement atteignent globalement 638 millions d'euros, soit près de 17 millions d'euros supplémentaires par rapport à celui de l'an dernier.

La part de la Ville dans le financement de ces dépenses de fonctionnement atteint la somme de 279 millions d'euros, soit 6 millions d'euros de plus que l'an dernier. Notre Municipalité a ainsi augmenté sa participation de 2 %.

Ce budget supporte notamment les efforts du deuxième Plan de modernisation de la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris.

La section d'investissement, quant à elle, dispose d'un budget global de 76 millions d'euros avec une participation de la Ville de 19 millions d'euros.

Mon intervention vise à vous interroger sur deux sujets structurants pour la Préfecture de police : tout d'abord, le Grand Paris de la police, puis la compétence municipale de la Préfecture de police qui nous conduit aujourd'hui à voter ce budget spécial.

Avant toute chose, je salue bien évidemment le dévouement, l'efficacité et le courage de l'ensemble des personnels de la Préfecture de police.

En septembre 2009, la Préfecture de police a connu sa plus grande réforme depuis 1971, en se voyant rattachés les services de police des trois départements de la petite couronne : Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne.

Cette réforme, motivée par la nécessité d'avoir un bassin d'actions plus cohérent et de réaliser ainsi un Grand Paris ou un Paris métropole de la sécurité, tient compte du fait que certains des noyaux de délinquance les plus concentrés de France figurent dans les départements qui ont été rattachés à l'autorité du Préfet de police. De fait, le périphérique n'a jamais constitué une barrière pour la délinquance, alors qu'il constituait une frontière administrative propre à ralentir les opérations de police. Parmi les groupes ou bandes issus des quartiers sensibles, sévissant dans Paris intra muros, un certain nombre est composé d'habitants des départements voisins.

Le Grand Paris de la sécurité a donc une véritable cohérence territoriale. Il permet assurément une mutualisation des moyens et une fluidité de l'information. Un peu plus d'un an après sa mise en place, nous serions très intéressés d'avoir l'analyse de M. le Préfet de police sur ce sujet.

Venons-en à l'une des grandes idées historiques de l'U.D.F. à Paris : la police municipale.

Notre président de groupe a, à plusieurs reprises, tant au Sénat que devant le Conseil de Paris, rappelé toute l'actualité de cette question. La loi du 31 décembre 1975, qui a modifié l'organisation de Paris en instituant un conseil et un maire élu, visait à aligner le statut de la Capitale sur le droit commun de l'administration communale. Mais cette évolution fut partielle. Le maintien d'un régime dérogatoire concernant les pouvoirs de police dans la Capitale a été réaffirmé. Chacun connaît les arguments développés à l'appui de cette singularité prévue par l'arrêté du 12 messidor an VIII, un texte vieux de près de deux siècles.

En revanche, cette spécificité parisienne ne saurait légitimer que deux siècles plus tard, et même si quelques attributions ont été reconnues au Maire de Paris depuis une dizaine d'années, le champ des pouvoirs de police communale dévolus au Préfet de police reste quasi entier.

Au moment où la gestion de proximité est vantée, ce n'est pas l'un des moindres paradoxes que de priver le Maire de Paris de moyens réglementaires tendant à en assurer l'exercice et à prémunir les Parisiens contre les risques d'origine humaine ou naturelle qui les menacent.

L'ordre public communal ne cesse d'évoluer pour mieux s'adapter aux évolutions de la société elle-même. Le Maire, autorité de police communale partout ailleurs qu'à Paris, dispose ainsi d'une gamme de prérogatives faisant de lui un véritable protagoniste dans des domaines aussi variés que l'organisation de la circulation et du stationnement, la protection de l'environnement, de la tranquillité et de la sécurité publique pour ne citer que cela.

Qu'en est-il cependant d'une gestion de proximité au plus près des attentes des administrés, si l'exercice des attributions reste confié à une administration d'Etat, en l'occurrence la Préfecture de police, assujettie hiérarchiquement à une autorité autre que celle du Maire, même si la Préfecture de police, je veux le souligner, accomplit globalement ses missions de manière satisfaisante ?

Le groupe Centre et Indépendants milite en faveur du développement d'une forme de coproduction entre le Maire et l'Etat au sein de la Capitale. L'abrogation d'une législation archaïque non seulement fournirait au Maire de Paris les moyens réglementaires pour définir et faire respecter les choix des Parisiens mais surtout ouvrirait la faculté à ce dernier de se doter d'un corps d'agents de police municipale.

La question ici n'est pas tant celle des moyens que celle des pouvoirs d'intervention. Nous avons dit que la Ville de Paris contribue cette année encore à hauteur de 279 millions d'euros au fonctionnement de la Préfecture de police. Cette contribution sert principalement à verser la solde des 8.300 sapeurs-pompiers et des 6.000 agents de la Préfecture, dont 2.300 agents de surveillance de la Ville de Paris, les A.S.V.P., placés sous l'autorité du Préfet de police. La Ville de Paris paie donc 100 % du traitement de ces agents, mais elle ne peut contrôler leur action. Ces derniers pourraient pourtant servir d'embryon à une future police municipale.

J'ajoute également que la Ville de Paris dispose de près de 1.100 emplois au sein de la Direction de la Prévention et de la Protection, direction qui disposera en 2011 d'un budget de 17 millions d'euros et comprend différents corps : agents d'accueil et de surveillance, inspecteurs de la Ville, correspondants de nuit. Si l'on additionne ces moyens, Paris est donc une ville qui a les moyens d'avoir une police municipale forte d'au moins 3.000 agents.

En tout état de cause, la Mairie paie mais elle ne dispose pas des moyens de déterminer ou même d'aménager l'usage qui est fait de ses financements.

Je sais bien que M. le Maire est très satisfait de cette situation. Cela lui évite d'aborder les problèmes de sécurité. Il laisse faire la Préfecture de police, qui accomplit d'ailleurs bien son travail. Néanmoins, se pose le problème de la responsabilité de l'élu. En termes de démocratie, il serait quelque peu dommage qu'un maire aussi important que celui de Paris ne puisse pas s'impliquer beaucoup plus fortement dans la gestion des problèmes de police. Nous continuerons donc à soulever cette problématique, en espérant qu'elle pourra un jour être réellement abordée sur le fond à l'occasion d'un débat spécifique.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à M. Patrick BLOCHE.

M. Patrick BLOCHE, maire du 11e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, Monsieur le Préfet de police, Monsieur l'adjoint au Maire, que je tiens tout particulièrement à saluer aujourd'hui, mes chers collègues, la sécurité et la tranquillité publiques sont des éléments fondamentaux pour la cohésion de notre ville et plus largement de notre société. Sans sécurité ni tranquillité, une ville ne saurait envisager sereinement son développement. Sans sécurité ni tranquillité, ce sont particulièrement le lien social mais aussi la liberté de chacun qui se trouvent menacés, très souvent au détriment des plus faibles et des plus modestes.

La répartition à Paris des compétences en matière de police municipale invite notre Municipalité à travailler en bonne intelligence et en coopération avec la Préfecture de police, afin que soient respectées, dans l'intérêt de tous, les règles qui garantissent notre vivre-ensemble.

Je connais parfaitement, comme beaucoup d'élus parisiens qui suivent de près ces questions, la mobilisation des fonctionnaires de police sur le terrain. Ils mènent un travail à la fois exigeant et risqué. Le métier de fonctionnaire de police n'a rien d'une mission facile. Vouloir s'engager pour l'intérêt général en acceptant de risquer sa vie est un acte digne qui doit être considéré à sa juste valeur.

Aussi, tenais-je à saluer, Monsieur le Préfet de police, au nom de notre groupe, l'engagement de vos services qui, sous votre autorité et celle notamment des commissaires dans les arrondissements, agissent chaque jour avec courage, implication et compétence, au service des Parisiens.

Je tenais également à saluer les processus de coopération auxquels la Préfecture de police participe : actions de communication et de prévention dans les établissements scolaires, réunions régulières entre les maires et les commissaires, cellule de veille, conseils locaux de sécurité et de la prévention de la délinquance ou bien encore comité de pilotage associant l'ensemble des acteurs d'un territoire, à l'instar du comité mis en place suite à l'augmentation sensible à Belleville des violences perpétrées à l'encontre des membres de la communauté chinoise.

Ces dispositifs opérationnels sont essentiels pour partager diagnostics et solutions et permettre aux mairies et aux commissariats d'agir dans un même sens.

Je voulais enfin saluer l'action de la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris et le courage physique des femmes et des hommes qui en font partie et qui, chaque jour, viennent aux secours des Parisiens.

Notre groupe est attaché à cet impératif de sécurité et de tranquillité publique. Ce choix résolu est un choix pleinement assumé. Il se traduit par un effort financier conséquent de la collectivité parisienne, qui contribue d'ailleurs toujours de manière croissante au budget spécial de la Préfecture de police.

Or, force est de constater que cette contribution croissante ne permet pas de réduire les craintes des Parisiens, qu'alimente la situation actuelle.

Paris, depuis quelque mois, est marquée par une recrudescence de la délinquance que vous venez de détailler, Monsieur le Préfet de police, et par une augmentation des violences faites aux personnes.

Cette situation locale est de notre point de vue la conséquence immédiate des décisions néfastes prises par le Gouvernement, qui ont visé à réduire, dans le cadre de la révision générale des politiques publiques, le nombre de fonctionnaires de police mais également à supprimer la police de proximité, une police qui présentait l'avantage primordial d'établir un lien de confiance entre les fonctionnaires de police et la population.

Je voulais dire très simplement que la présence des fonctionnaires de police dans la rue, leur connaissance d'un secteur, des habitants et des commerçants, leur attachement à un quartier doit faire partie des fondamentaux de l'action policière.

Il ne fait aucun doute que, en matière de sécurité, seule la présence des effectifs policiers sur le terrain apporte des résultats concluants et continus dans le temps.

Depuis septembre 2009 et la création de la police de l'agglomération parisienne, la sécurité des habitants de Paris et des trois départements de la petite couronne a été placée sous votre autorité, Monsieur le Préfet de police.

La volonté de construire un Grand Paris de la sécurité est une bonne chose car elle élimine des frontières, notamment géographiques, entre les services, des frontières que la délinquance et la criminalité, elles, ne connaissent pas.

Toutefois, cette construction aurait pu se faire différemment et plus efficacement en évitant notamment qu'un rééquilibrage des moyens humains ne se fasse au détriment de Paris.

Cette répartition défavorable est manifeste dans certains quartiers de la Capitale où la présence policière devrait au contraire être renforcée.

Ainsi, dans le 11e arrondissement, les cinq aires d'intervention ont été réduites à quatre, avec le rapprochement en décembre 2009 des aires Merlin et Houdin.

Cette décision n'a pas été neutre en termes d'effectifs puisqu'elle a conduit à ce que, sur des aires dès lors plus étendues, un même nombre de policiers que précédemment soit affecté.

"In fine", cette réorganisation s'est traduite par une baisse des effectifs au niveau de l'arrondissement et par des fonctionnaires de police encore plus sollicités dans leurs aires d'intervention respectives.

Cette décision est d'autant plus regrettable qu'elle a impacté le quartier de la Fontaine au Roi, quartier classé en politique de la ville, au cœur du secteur de Belleville, qui est le plus dense de Paris.

Sous la contrainte de la réduction des effectifs, des décisions sont ainsi prises qui se trouvent à l'opposé de ce qu'il conviendrait de faire.

Cette diminution des effectifs et les fermetures déjà réalisées, celles semble-t-il programmées des antennes de police, conduisent à ce que les agents ne soient plus installés dans les quartiers.

Les policiers, et beaucoup d'entre eux le regrettent, travaillent de plus en plus dans une logique d'intervention au coup par coup qui, outre les dangers opérationnels qu'elle induit, finit de distendre les liens avec la population.

C'est une tendance très dommageable car jamais rien ne remplacera une présence humaine sur le terrain.

A ce titre, si une majorité d'élus a adopté ici même le plan de vidéoprotection, ceux-ci ont tenu dans un même mouvement à insister pour que la mise en place de cette technologie ne serve pas de prétexte à une réduction de la présence policière, bien au contraire.

La vidéoprotection est un instrument connexe au service d'une politique de sûreté, elle ne saurait être le levier principal de cette politique.

D'autre part, les dispositifs tels que les équipes de correspondants de nuit mises en place par la Ville de Paris ou encore les clubs de prévention ne doivent pas être pensés en substitution d'une police policière, mais bien de manière complémentaire.

Enfin, suite aux préconisations issues des "Etats généraux de la nuit", il est bon de rappeler qu'en matière de tranquillité publique, la Mairie de Paris et les mairies d'arrondissement entendent jouer tout leur rôle mais uniquement leur rôle.

La question de la dérégulation de l'espace public aux abords des établissements de nuit est un enjeu majeur pour la tranquillité des habitants. Elle réclame une réponse coordonnée et efficace de tous les acteurs, au premier rang desquels se trouve la Préfecture de police.

Comment également, en matière de dérégulation de l'espace public, ne pas évoquer ce phénomène préoccupant, à plus d'un titre, ne serait-ce que pour la santé publique, de la consommation - et notamment par les plus jeunes - d'alcool dans la rue ?

Un phénomène qui m'a conduit, fin 2008, à vous demander, Monsieur le Préfet de police, avec la commissaire du 11e arrondissement d'alors, d'étendre très largement à trois secteurs de l'arrondissement le périmètre d'application de l'arrêté préfectoral interdisant la vente et encore plus la consommation d'alcool entre 16 heures et 7 heures, seul ou en groupe, sur la voie publique.

Un arrêté toutefois difficile à mettre en œuvre, et j'ai d'ailleurs il y a quelques mois attiré votre attention à ce sujet, Monsieur le Préfet de police. En effet, toute interpellation pour ébriété manifeste sur la voie publique implique une procédure lourde, avant mise en cellule de dégrisement, réclamant l'obtention auprès des services hospitaliers d'un bon de non admission, une procédure qui, de fait, peut immobiliser des fonctionnaires de police pendant plusieurs heures.

J'évoquais à l'instant le cas de Belleville. Je souhaite, pour conclure mon propos, y revenir à nouveau car, une fois de plus, il est l'illustration du moindre niveau de service public offert aux Parisiennes et aux Parisiens du fait de la baisse des effectifs policiers.

Depuis le mois de septembre, nous assistons en effet à la résurgence d'un marché sauvage, à l'image quelque part de celui de la porte de Montreuil, mais je voudrais évoquer celui qui s'est développé sur le boulevard de Belleville, et notamment dans le haut de la rue du Faubourg-du-Temple.

Ce phénomène, localisé sur les arrondissements du Nord et de l'Est de la Capitale, s'exprime d'une manière particulièrement aiguë dans le quartier de Belleville.

Au cœur d'un espace public très fréquenté, des vendeurs à la sauvette, dont la majorité se trouvent dans une grande précarité, s'installent pour vendre des biens de toutes natures, générant ainsi des nuisances importantes pour les riverains.

En septembre 2009, un dispositif dissuasif et efficace, salué à ce titre par la population, avait été mis en place par la Préfecture de police, en lien avec les services de la propreté de la Ville et de la Direction de la prévention et de la protection.

Or, depuis l'été dernier, par manque d'effectifs semble-t-il, détrompez-moi, Monsieur le Préfet de police, une présence policière en continu n'est pas possible.

Pourtant, elle seule permettrait d'apporter une solution pérenne à cette occupation illégale de l'espace public, sous réserve bien sûr que les dimensions sociales et humaines du problème soient prises en charge par d'autres dispositifs et par d'autres formes d'action.

Reste que, sans l'intervention de la Préfecture de police, seule compétente dans le maintien de l'ordre public, rien ne sera possible.

En matière de sécurité, et peut-être plus que dans tout autre domaine, les contraintes en termes de moyens humains et matériels sont difficilement acceptées par la population.

Les Parisiens veulent une ville où ils se sentent en sécurité et où peut prospérer un modèle du vivre ensemble.

Aux gardiens de la paix, on apprenait à une autre époque qu'il fallait, je cite, "ni trop défendre, ni trop permettre, mais toujours veiller".

Cette vigilance de chaque instant ne peut se faire sans des moyens humains et matériels pour lesquels nous entendons rester mobilisés.

Tel est le message de notre groupe, que je souhaitais délivrer au moment de l'examen annuel du budget spécial de la Préfecture de police, sans oublier, à la demande expresse de Pascal CHERKI, le commissariat du 14e arrondissement.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je remercie Pascal CHERKI de son intervention ... Ah non, pardon !

La parole est à Véronique DUBARRY.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, Monsieur le Préfet, chers collègues,

Un budget, ce sont des additions, des lignes de chiffres, des colonnes et c'est donc principalement du quantitatif.

Mais, nos débats sur les budgets de la Ville d'aujourd'hui le prouvent, ce sont surtout des priorités, des choix politiques qui agréent les uns et qui font grincer les dents des autres.

Avec constance, depuis 2001, le budget de la Préfecture de police nous fait grincer des dents et, cette année encore, nous avons du mal à nous solidariser avec une politique qui est parfois très loin de nos valeurs.

Les récents événements et les récentes déclarations ont de quoi laisser perplexe quant aux bornes que fixe notre démocratie à l'exercice de l'autorité.

Si autorité il y a, elle doit se faire dans le respect du droit. Outrepasser cette règle de base de toute démocratie, c'est franchir une dangereuse frontière. Un État qui ne respecterait plus sa justice est un État qui ne respecterait plus la démocratie.

Cela nous concerne tous directement. Cela nous pose la question, à l'instar de ce que Patrick BLOCHE a dit en partie dans son intervention, de : quelle police voulons-nous ? Voulons-nous d'une police au-dessus des lois, se comportant comme des "tontons flingueurs" ou voulons-nous une police qui protège, qui apaise et qui fait respecter la loi ?

La police fait encore malheureusement trop souvent usage d'une force disproportionnée et trop souvent aussi laissée entre des mains inexpérimentées ou inconscientes.

On l'a vu au cours des incidents qui ont émaillé cette année : tirs de flashball conduisant à des blessures graves, utilisation inconsidérée du taser, gestion plus que hasardeuse de certaines manifestations publiques.

Je n'ose même plus mentionner la question de la vidéosurveillance qui nous est proposée comme l'ultime solution et l'ultime réponse à tous les maux.

Nous ne croyons toujours pas, comme cela nous est pourtant dit et répété, que cet outil soit la panacée en matière de prévention des agressions ou des accidents.

Nous croyons toujours que l'argent de l'achat des matériels, de l'installation puis de la maintenance de ces caméras, trouverait sans aucun problème à être beaucoup mieux utilisé, et ce au réel profit de la sécurité des Parisiens et des Parisiennes.

Nous ne croyons toujours pas que les libertés individuelles ne vont pas s'en trouver compromises.

Enfin, nous ne croyons toujours pas que cette installation et ce besoin de maintenance ne va pas s'accompagner d'un retrait de personnels de terrain, là où pourtant ces personnels sont et nécessaire et réclamés par les Parisiens et les Parisiennes, là où ils seraient vraiment utiles à leur sécurité et à leur bien-être.

Un mot sur l'espace public, justement. La DVD a effectué un diagnostic des points de non-conformité sur les trottoirs. Elle arrive à ce constat sidérant : un piéton parisien rencontre l'un de ces points, plus ou moins gênants, tous les 10 mètres. Or, 20 % de ces points sont dus à des incivilités.

Ces incivilités sont autant le fait de particuliers et de leur véhicule, notamment des deux-roues, puisqu'ils représentent plus d'un quart de ces incidents, que d'une occupation abusive du domaine public (terrasses dépassant les surfaces autorisées, mobilier publicitaire, etc.).

Les incivilités commerciales recensées dépassent d'ailleurs celles imputées aux particuliers.

Des campagnes de sensibilisation sont, sans aucun doute, indispensables. C'est d'ailleurs dans ce cadre qu'ont eu lieu la verbalisation citoyenne organisée par le conseil local de la jeunesse dans les rues du 3e arrondissement en octobre dernier ou bien encore l'action de l'association "Jaccede.com" qui organise annuellement une journée de l'accessibilité, cette année dans le 13e.

Mais ni prévention ni réglementation ne porteront leurs fruits si elles ne sont accompagnées d'un investissement et peut-être de formations spécifiques des agents de la Préfecture de police qui doivent s'attacher à verbaliser le plus souvent possible ces infractions aux règles de l'occupation de l'espace public.

Je le redis, parce que je sais très bien qu'à chaque fois que je le dis, je fais sourire, mais je le redis, nous avons besoin de police, d'une police qui fasse respecter le vivre ensemble, une police qui va dans le même sens que la politique que nous portons et en matière de partage et de respect de l'espace public, il y a encore un très long chemin à faire et j'espère qu'il sera plus accessible que nos trottoirs ne le sont actuellement.

Mais d'autres interrogations vont se faire jour quant aux politiques partenariales à mettre en œuvre. Par exemple, que va-t-il se passer quand la municipalité parisienne va commencer à travailler sur la mise en place des salles de consommation à moindre risque ? Nous savons tous et toutes que la présence de la police aux différentes étapes de la mise en œuvre de ces dispositifs est indispensable ; nous l'avons d'ailleurs tous dit lors du débat organisé sur la question au Conseil d'octobre dernier.

Quelle sera la position de la Préfecture de police quant à la nécessité de réfléchir ensemble, voire même de lancer des débats publics vers la population ?

Comment allons-nous travailler ensemble sur cette question ?

Lorsqu'on lit l'avant-dernière livraison du magazine "Liaisons", qui est un trimestriel, de la Préfecture de police, on ne peut que s'interroger.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Vous avez bonnes lectures !

Mme Véronique DUBARRY, adjointe. - Je le lis…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Elle a raison de le lire !

Mme Véronique DUBARRY, adjointe. - Je le lis attentivement et, justement, ce que j'y ai lu dans cet exemplaire est exactement l'inverse de ce que la grande majorité des groupes présents dans l'hémicycle ont dit sur les consommations de stupéfiants et sur la nécessaire ouverture d'une salle de consommation.

Je n'ai qu'une question : comment allons-nous faire ? Quelle sera la position de la Préfecture de police sur cette question ?

Mais cette question est valable sur l'ensemble des autres dossiers que j'ai évoqués, et c'est d'ailleurs pour toutes ces raisons : valeur, coût, difficulté à mettre en place des partenariats, que, cette année encore, comme à notre habitude, les élus - on a juste changé de nom cette année - du groupe E.E.L.V.A. voteront contre ce budget, mais en précisant, comme à notre habitude, que nous saluons le travail et l'engagement de l'ensemble des personnels de la B.S.P.P. et que si cela était possible techniquement et administrativement, nous voterions avec enthousiasme la partie du budget de la Préfecture de police consacrée à la B.S.P.P.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je suis déçu, parce que je pensais que le sang neuf qui était apporté à votre groupe allait vous permettre de voter le budget de la Préfecture de police, Georges doit avoir la même déception que moi, mais nous pouvons espérer pour la suite.

La parole est à Mme Hélène BIDARD.

Mme Hélène BIDARD. - Monsieur le Maire, Monsieur le Préfet, chers collègues, comme chaque année, il nous revient de délibérer sur le budget spécial de la Préfecture de police.

L'an dernier, le groupe Communiste et des élus du Parti de Gauche avait fait le choix de ne pas voter ce budget. Il nous était devenu impossible de tolérer la mise en place de la politique sécuritaire de l'État au travers du vote d'un budget pour la Préfecture, alors même que nous en contestions l'action dans de nombreux domaines, car c'est bien l'un des rôles de la Préfecture que de mettre en œuvre la politique de l'État en matière de sécurité.

Dans ce contexte, la contradiction entre la politique prônée par la Droite au Gouvernement et celle que nous ambitionnons pour Paris était devenue si forte que nous n'avions pas eu d'autre choix que d'exprimer notre opposition en ne votant pas le budget.

J'aimerais pouvoir dire aujourd'hui que les choses ont changé. Malheureusement, nous en sommes loin, car plutôt que de calmer sa surenchère sécuritaire, le Gouvernement l'a amplifiée en 2010, et sans aucune amélioration en matière de sécurité réelle pour les Parisiennes et les Parisiens.

Non seulement cette politique est un échec, mais elle est, en plus, signée de trop nombreuses dérives.

Un échec tout d'abord. Le rapport 2010 de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales pointe avec gravité l'inanité de la politique sécuritaire menée en France et en particulier à Paris. Les agressions physiques et sexuelles, les menaces, les vols, avec ou sans violence, sont en augmentation. Tous les indicateurs sont au rouge. Avec plus de 1.000 agressions physiques et 2.000 vols supplémentaires pour la seule ville de Paris, l'échec est cinglant pour les candidats qui avaient fait de l'insécurité leur principal thème de campagne.

Je veux juste faire une parenthèse ici pour souligner l'action des associations féministes et des militantes politiques qui prennent cette question à bras-le-corps, je veux parler des violences faites aux femmes, l'action également des fonctionnaires de police qui, même manquant de moyens, s'attachent à mieux accompagner les femmes victimes de violences, mieux écouter et protéger ces femmes.

Les chiffres dramatiques sont là. En France, 75.000 femmes sont violées chaque année, 200 femmes sont violées par jour. Oui, il doit s'agir pour nous d'une priorité et je voudrais, Monsieur le Préfet, que vous vous exprimiez plus longuement à ce sujet plutôt que de parler d'iPhone.

J'en reviens à mon propos initial : l'échec des politiques sécuritaires. Cela n'empêche pas le Président et son Gouvernement de proposer une diminution de 6,4 % des dépenses de fonctionnement et d'investissement de la police pour le projet de loi de finances 2011.

Pendant ce temps, les agences de sécurité privées, tout comme les entreprises de vidéosurveillance et autres tasers, ne se sont jamais portées aussi bien et sont de plus en plus rentables à mesure que les effectifs de police nationale diminuent.

Un recul continu de missions essentielles, comme celles dévolues à la police de proximité, est encouragé par une baisse terrifiante des effectifs.

Ainsi, entre juillet 2009 et juillet 2010, les effectifs réels de la police ont diminué de 2.603 personnes et le nombre d'emplois administratifs devrait diminuer de 307 personnes en 2011 selon les chiffres du député U.M.P. Guy GEOFFROY, rapporteur de la mission sécurité du projet de loi de finances 2011 à l'Assemblée nationale ; vous voyez que ce sont des chiffres sûrs.

Monsieur le Préfet, nous contestons, comme beaucoup de nos concitoyens, votre bilan de la mise en place de la vidéosurveillance, cette technique qui coûte cher et qui sert à justifier des redéploiements d'effectifs qui se terminent par des diminutions de postes sur le terrain.

Au cœur de notre débat, il y a un constat d'échec de la politique gouvernementale et le sentiment d'une profonde injustice : l'injustice qui est faite aux travailleurs sans-papiers, quand aucun signe n'est donné par la Préfecture pour indiquer que les engagements du Gouvernement obtenus à l'issue d'une longue grève seront respectés. Ainsi, après 10 mois de grève et de piquet, après trois semaines d'occupation place de la Bastille, après l'accord obtenu le 18 juin dernier avec le Gouvernement, il serait de bonne politique de respecter ces engagements au plus vite.

Une injustice profonde encore quand la loi de réquisition des logements vides n'est pas appliquée, alors que 116.000 Parisiennes et Parisiens sont en attente d'un logement, que certains d'entre eux sont dans la rue, dans des logements insalubres ou inadaptés. Au lieu de voir appliquée la loi de réquisition sur les logements vacants, nous assistons à l'expulsion des collectifs de mal-logés par la force publique.

Injustice, enfin, des trop nombreuses dérives conséquences de la politique de répression voulue par le Gouvernement. Des jeunes sont assimilés à des délinquants dans un discours politique dominant et cela amène à des multiplications d'actes qui ne devraient exister.

Le cas de Geoffrey TIDJANI est symptomatique. Ce lycéen de 16 ans a été grièvement blessé au visage par un tir de flash-ball émanant d'une unité de police, alors qu'il participait pacifiquement à une manifestation devant son lycée lors du mouvement contre la réforme des retraites.

Et Geoffrey n'est pas la première victime des flash-balls. Avant lui, il y a eu Sékou, 14 ans, Jihad, 16 ans, Pierre, 17 ans et je pense malheureusement à l'actualité à Marseille, qui ne peut que nous atterrer. Ces personnes ont été définitivement défigurées, certaines ont perdu l'usage d'un œil des suites de leurs blessures.

Autre arme dite antibavure : le pistolet à impulsion électrique taser. Nous avons tous en tête le cas du jeune homme décédé le 30 novembre à Colombes après avoir reçu deux décharges de taser.

Selon un rapport d'Amnesty International, 334 personnes ont succombé au taser entre 1999 et 2008 aux Etats-Unis. Nous demandons que la dangerosité de cette arme soit enfin reconnue par les autorités. Nous avions voté un vœu en ce sens en début de mandat et nous persistons.

Parce qu'il s'agit d'actes qui se multiplient et non de cas isolés, nous estimons pouvoir parler de dérive, dérive sécuritaire, causée par un discours et une politique gouvernementale dominante, mais qui, malheureusement, ne s'arrête pas là.

Je pense également à l'explosion du nombre de gardes à vue. Les chiffres officiels de 2009 font état de 900.000 gardes à vue, soit une hausse de 54 % depuis 2000. Cette augmentation, vous en conviendrez, est sans rapport avec celle de la délinquance et surtout de l'efficacité du traitement de cette délinquance.

Oui, qui plus est, la durée de ces gardes à vue a augmenté également ; plus de 74 % dépassent aujourd'hui les 24 heures, alors qu'elles se déroulent dans des conditions qui sont le plus souvent jugées déplorables du point de vue de l'hygiène et de la dignité des personnes.

Dans les faits, tout citoyen, mais ce n'est pas un hasard, plus particulièrement les jeunes, surtout s'ils sont de l'immigration, et/ou s'ils sont manifestants, sont susceptibles d'être placés en garde à vue. Là aussi, les chiffres nous montrent qu'il s'agit d'une politique volontaire et non d'incidents isolés.

Rappelons que le droit à la sûreté, c'est aussi le droit de ne pas être arrêté ni détenu arbitrairement. Il n'y a pas de sécurité légitime si elle met en péril la liberté. C'est cette conception de la sécurité que nous défendons.

C'est d'ailleurs en grande partie en s'appuyant sur cette volonté de contrôler et surveiller les jeunes de la métropole que la police du Grand Paris a été créée. Là aussi, quel bilan en tirer, alors que cette nouvelle direction opérationnelle a vu le jour ?

D'ores et déjà, de nombreux élus, populations et associations vous ont déjà alerté sur la nécessité d'une organisation de police de proximité.

Vous avez répondu à cela en justifiant la création de la police du Grand Paris, et que constatons-nous ?

Par exemple, la fermeture des vigies de proximité et autres antennes de police, comme dans le 11e arrondissement, et le maire Patrick BLOCHE vient de vous en parler. Ou la réduction a minima de présence humaine, comme au poste de l'Orillon, dans le quartier Fontaine-au-Roi.

Dans le même temps, l'augmentation de la délinquance à Paris, avec une flambée de + 27 % de vols et violents sans arme à feu et + 9 % des atteintes aux personnes sur les huit premiers mois de 2010.

Il ne peut y avoir de politique visant la sécurité des biens et des personnes sans prévention.

Cette prévention doit être menée par des politiques de passerelles entre fonctionnaires de police, associations de quartier, conseils de quartier et élus. Nous voulons une police proche, dans les faits, des préoccupations et des besoins des habitants. C'est pour cela que nous nous opposons aussi à toute réduction d'effectifs de police.

Il semble bien qu'il y ait devant nous deux façons d'envisager la sécurité.

Même sur la circulation, Monsieur le Préfet, nous sommes fermement en désaccord avec votre projet d'octroyer des primes au mérite - car malgré les euphémismes il s'agit bien de cela - aux agents chargés de la verbalisation.

Vous constatez vous-même qu'ils ont un salaire modeste. Vous les avez augmenté, eh bien augmentez-les encore ! Au lieu de choisir un système discriminatoire de prime au mérite.

Tout comme vous, Monsieur le Préfet, nous sommes profondément attachés à la sécurité des Parisiennes et des Parisiens. Tout comme vous, nous souhaitons que l'ordre public et les libertés soient garantis, mais comme en 2009, il nous est impossible de cautionner par notre vote tout ce qu'impliquent les choix de l'État. C'est pourquoi les élus communistes et du parti de gauche s'abstiendront sur le vote du budget spécial de la Préfecture de police.

Parce que la sécurité est un droit, et lorsqu'il fait défaut, ce sont les quartiers populaires qui sont les plus touchés par ce manque, et parce que ce sont les fonctionnaires de police ainsi que les pompiers qui en pâtissent dans leurs conditions de travail.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à M. GOUJON.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Préfet de police, mes chers collègues, alors que nous approchons de la mi-mandature, nous sommes en mesure de tirer un premier bilan de votre action, et force est de constater - cela a été dit tout au long du débat budgétaire - que celui-ci est en bien des domaines, négatif : précarité et crise du logement aggravées, explosion des impôts locaux, malpropreté des rues, etc.

En revanche, s'il est un domaine où la situation s'est améliorée, c'est celui de la sécurité.

Et je dis cela sans triomphalisme tellement nous sommes conscients de l'amplification de l'effort à accomplir. Mais reconnaissez que cette partie positive du bilan n'est pas de votre fait : c'est à l'État que les Parisiens doivent cette amélioration sans précédent depuis 2002.

(Réactions dans l'hémicycle).

Monsieur le maire, vous êtes un animateur de salle, un chauffeur de salle, ou un maire qui essaie de passer la parole ?

M. LE MAIRE DE PARIS. - Non, vous, vous êtes un animateur de salle, pas moi !

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Alors j'aimerais quand même parler dans la sérénité, si vous faites votre travail de président de séance.

Merci.

(Réactions dans l'hémicycle).

On peut arrêter si vous voulez... J'ai tout mon temps !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Comme vous le sentez.

Je vous suggère d'écouter M. GOUJON.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Comme cela va être comme ça pendant 20 minutes, autant…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur GOUJON ! Vous le faites exprès ! Ce sont les réactions que vous attendez et après, vous rebondissez, vous faites le spectacle, les questions et les réponses.

Nous parlons du budget de la Préfecture de police, et vous me dénoncez sur la propreté, sur je ne sais quoi.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Bien sûr : cela en fait partie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Avouez quand même que cela fait rire. C'est drôle !

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Si vous souhaitez co-censurer mon intervention, dites-le tout de suite.

(Réactions dans l'hémicycle).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mais non ! Vous avez l'humour involontaire.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Dites-le tout de suite. Vous vous targuez d'être un démocrate, alors soyez-le en tant que président de séance !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Cela dit, au cas où vous riiez, je vous en prie, riez en silence !

Monsieur GOUJON ?

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Merci.

La sécurité ne figure même plus au premier rang de leurs priorités comme ce fut le cas si longtemps, du temps de la naïveté, souvenez-vous en, du Gouvernement Jospin et à chaque fois, grosso modo, que la Gauche accédait au pouvoir. Et c'est à se demander si cette naïveté n'est pas toujours de mise quand on prend connaissance d'un document absolument édifiant intitulé "le pacte national de protection et de sécurité du parti socialiste".

D'ailleurs, ce n'est pas moi qui le dis mais Delphine BATHO, que vous connaissez sans doute, qui est une députée socialiste spécialiste de la sécurité, qui s'est exprimée en ces termes, permettez-moi de la citer à propos de ce programme : "Ce sont des solutions anciennes alors qu'il en faudrait de nouvelles porteuses d'une fermeté de gauche. Proclamer le droit à la sécurité ne suffit pas. Nous devons être capables d'avoir des solutions opérationnelles face à une insécurité qui s'est endurcie. Trop de propositions ressemblent à ce que nous avons fait entre 1997 et 2002. On s'en tient à des solutions anciennes d'avant le 21 avril".

Alors il est vrai qu'en dehors de la facilité consistant à augmenter toujours les effectifs, et donc les impôts, ce n'est qu'une succession d'incantations naïves ; ainsi, je cite ce programme : "Construire des villes plus denses, plus actives, plus aérées, plus apaisées", ou encore et toujours la culture de l'excuse ; dans les huit pages du document, le mot "prévention" - et chacun veut de la prévention, bien sûr - revient deux fois plus souvent que le mot "sanction", et quand ce dernier est utilisé, c'est avec une réticence pour la prison, pudiquement nommée enfermement.

Oui, au P.S., on a encore peur des mots quand il s'agit de la sécurité !

M. LE MAIRE DE PARIS. - De quoi parle-t-on ? Du budget de la Préfecture de police, de la propreté à Paris ou bien des programmes nationaux des différents partis ?

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Je parlerai de ce dont j'ai envie de parler, Monsieur le Maire, tout comme vous !

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Et moi, Monsieur GOUJON, je fais les commentaires que je veux ! Monsieur LAMOUR, vous pouvez protester, je fais les commentaires que je veux !

Faites comme le sentez, mais le sujet est le budget de la Préfecture de police.

M. Jean-François LAMOUR. - Et occupez-vous de vos affaires !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur LAMOUR, attendez !

M. LAMOUR m'a dit : "Occupez-vous de vos affaires". Il lui arrive d'être encore moins aimable que cela. Mais, Monsieur LAMOUR, ce sont mes affaires, le budget de la Préfecture de police, surtout quand je contribue financièrement 50 % de plus qu'à l'époque où vous étiez conseiller du maire et M. GOUJON, adjoint au maire !

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

Alors, Monsieur GOUJON, pour un commentaire sur les propositions nationales du parti socialiste.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Vous venez de vous comporter en orateur du parti socialiste : cela me paraît tout à fait dans le débat.

Si l'on peut continuer… Ai-je l'autorisation de parler, Monsieur le Maire ?

M. LE MAIRE DE PARIS. - Cela va être intéressant.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Merci de cette anticipation, et je continue si vous permettez.

Quant à ceux parmi vous, mes chers collègues, qui se réjouiraient prématurément de la suppression programmée des lois dites SARKOZY, ils déchanteront en se contentant, page 7 du même programme, d'un vague, et je cite encore : "Nous procéderons à l'évaluation des textes législatifs et réglementaires adoptés en matière de sécurité afin de déterminer ce qui doit être maintenu, renforcé ou abrogé", voilà qui est clair.

Heureusement, pendant que la Gauche va de colloques en forums et de pactes en programmes, le Gouvernement, lui, agit !

(Réactions dans l'hémicycle).

D'abord, en combattant le fléau de la drogue… Oui, oui, en combattant le fléau de la drogue et non comme vous, en accompagnant la consommation avec des salles de shoot ou en dépénalisant, mes chers collègues.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je n'invoquerai pas Mme BACHELOT, poursuivez.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - La sanction est tombée. On peut continuer ou vous allez m'interrompre sans arrêt, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Allez-y, allez-y !

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Vous me dites cela mais vous m'interrompez toutes les phrases.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Allez-y, c'est un plaisir.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Plaisir partagé, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Il n'y a que ceux-là qui sont bons !

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Un plan global a été décidé par le Gouvernement de François FILLON en décembre 2009, afin d'amplifier l'action et de renforcer la mobilisation des services concernés. Et cette année, l'État a mis en place un plan départemental de lutte contre les addictions avec une action particulière en direction des usagers très dépendants, et vous le savez d'ailleurs, mon collègue GIANNESINI le sait, puisqu'il s'agit de Stalingrad.

Notre arsenal juridique a été renforcé pour frapper les trafiquants au portefeuille et saisir les biens achetés avec l'argent de la drogue.

Le Parquet décline la loi SARKOZY sur la prévention en ordonnant des stages d'alternative aux poursuites - plus de 400 -, en déférant en vue d'une injonction thérapeutique et en orientant les mineurs vers des structures sociosanitaires.

Et c'est aussi votre priorité, Monsieur le Préfet et votre plan drogue, l'une des cinq priorités de la police d'agglomération basée sur des opérations de police répétées et ciblées dans plusieurs quartiers a déjà donné des résultats absolument spectaculaires avec 5.230 interpellations depuis le début de l'année.

Que fait la Ville de Paris pendant ce temps ?

Elle finance une étude, et je cite encore, "pour affiner la compréhension des processus d'entrée, d'inscription, et de sortie de l'économie de rue"… Comprenne qui pourra.

Pire, elle subventionne bien sûr l'étude de salles de shoot.

Or, le seul objectif médical possible est le sevrage. Il doit aller de pair avec la réduction des risques, qui ne saurait conduire à installer le confort des addictions.

Qui plus est, l'Etat a ouvert à Paris dix centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogue (C.A.A.R.U.D.), dont un, d'ailleurs, dédié aux usagers de crack.

Prenez garde, mes chers collègues, à ne pas briser le tabou de l'interdit. Le risque d'accroissement de la toxicomanie est immense par la banalisation de la drogue et de la représentation qui en est faite, qui se trouverait de fait légalisée. Mais je sais que c'est ce que certains préconisent dans vos rangs. C'est même l'ancien Ministre de l'Intérieur de M. JOSPIN, aujourd'hui maire du 18e arrondissement, qui prône la dépénalisation.

Davantage d'efforts doivent être consacrés à la prévention, notamment dans les écoles et les collèges. Et bien que notre amendement, déposé en ce sens il y a trois ans, ait été à l'époque rejeté, nous voterons certains des vœux de votre majorité, qui rejoignent tout simplement notre point de vue avec trois ans de retard.

Si les jeunes sont menacés par les dangers de la drogue, la délinquance de proximité peut concerner chacun d'entre nous. Avec huit années consécutives de baisse de la délinquance - oui, huit années consécutives de baisse de la délinquance depuis 2001 ! -, la délinquance parisienne a baissé de 25 %, soit 11 points de plus qu'au niveau national.

A l'heure où 40 % à peine des délinquants interpellés à Paris y résident, la police d'agglomération crée les synergies nécessaires pour mieux sécuriser la plaque urbaine centrale, et les résultats sont déjà probants, par exemple, les déplacements de bandes se rendant gare du Nord sont désormais suivis en temps réel.

La délinquance itinérante pose un problème particulier à Paris, où les délits commis par les ressortissants roumains ont augmenté de 259 % en dix-huit mois. Un vol sur quatre est commis par un mineur de cette nationalité.

Et un groupe de jeunes filles, vous l'avez dit, Monsieur le Préfet de police, exploitées par une filière criminelle abominable, originaire de l'Europe centrale, les Hamidovic, à l'origine de 67 % des vols dans le métro sur les neuf premiers mois de l'année vient d'être démantelé.

La LOPPSI 2, prochainement adoptée, renforce encore les moyens d'action des services de police, grâce à l'introduction des nouvelles technologies, comme la lecture automatique des plaques d'immatriculation pour l'identification des véhicules volés, ainsi que par la mise en œuvre de nouveaux outils juridiques, tel celui réprimant les ventes à la sauvette - un amendement que j'ai fait adopter -, la cybercriminalité ou par les développements de fichiers sériels et de la cartographie.

L'Etat assume donc, contrairement à ce que vous feignez de croire, pleinement sa responsabilité, ainsi d'ailleurs que l'atteste le niveau historiquement élevé, et je le proclame, des effectifs qui s'établit à 18.356 policiers et adjoints de sécurité, bien au-delà de l'effectif de référence de 16.050 défini en 2003.

Et, de surcroît, avec plus de présence sur la voie publique, aux heures et aux endroits les plus sensibles, et plus d'investigations de proximité, d'ailleurs en anticipant - on en reparlera sans doute - la réforme de la garde à vue.

Alors comment ne pas relever l'outrance de ceux qui crient aujourd'hui à l'insuffisance des effectifs de police, alors qu'ils y ont le plus contribué par le passé, quand il manquait 1.500 policiers à Paris dans les années JOSPIN.

Sous l'impulsion du Président de la République, l'Etat a décidé d'accomplir un effort exceptionnel à Paris, bravant l'inertie de la Municipalité qui se contente de financer quelques menus travaux de voirie ; vous avez compris, je veux parler du plan "1.000 caméras", qu'une partie de votre majorité a essayé d'empêcher, et elle vient encore de s'exprimer, et qui sera pourtant mis en place en trois ans au lieu de cinq, c'est-à-dire dès 2011, dès l'année prochaine.

Il faudra aller plus loin, Monsieur le Préfet, en initiant une deuxième tranche de 1.000 caméras dans le cadre d'un plan "5.000 caméras" dans le ressort de la police de l'agglomération. Et on sera encore très loin des 75.000 caméras reliées directement à Londres à Scotland Yard !

Innovation importante, la LOPPSI 2 permettra désormais de transmettre à la police les images des caméras installées dans les parties communes des immeubles sensibles, privés mais aussi publics.

C'est pourquoi nous avons déposé un vœu pour que vous proposiez, Monsieur le Maire, aux bailleurs sociaux d'y implanter ce dispositif et pas seulement dans les parkings. Alors que vous allez "vidéoprotéger", pour fort cher d'ailleurs, les stations Autolib', il serait injuste de mieux protéger les voitures que les habitants des logements sociaux.

En complément, le G.P.I.S. doit voir ses horaires d'intervention, ainsi que son périmètre d'action, étendus.

De même, puisque le rapport de l'Observatoire parisien de la tranquillité publique relève que les incidents ont augmenté de plus de 15 % en 2009 dans les équipements municipaux, et les agressions physiques contre les agents de 20 %, nous insistons, par ce vœu, pour que vous engagiez les études nécessaires à l'implantation de caméras là aussi. La Ville ne fera qu'assumer la responsabilité qui est la sienne.

Recentrez aussi, Monsieur le Maire, les inspecteurs de sécurité sur leurs missions de sécurité, et utilisez-les aussi, comme la loi vous le permet désormais, dans les ensembles immobiliers sociaux, car ils n'ont rien à faire comme gardes du corps d'élus, encore moins pour protéger les réunions du Maire de Paris.

Il faudra même aller plus loin, en créant un nouveau corps de "gardes urbains" territorialisés avec tous les personnels de sécurité de la Ville qui useront des moyens juridiques offerts nouvellement par la loi, pour sanctionner ce qui relève de l'infrapénal et qui pourrit littéralement la vie quotidienne de nos concitoyens.

Soyez moins frileux, Monsieur le Maire, et prenez enfin dans ce domaine des initiatives d'envergure, dans ce second mandat, qui manque singulièrement de souffle. Ce n'est pas moi qui l'ai déclaré mais Jean-Marie LE GUEN…

Et vous qui n'avez à la bouche que la coproduction avec la Préfecture de police et l'augmentation des effectifs, que faites-vous donc, Monsieur le Maire, pour fidéliser les policiers dans la Capitale ?

Sous les précédentes mandatures, de gauche comme de droite, l'effort conjoint de l'Etat et de la Ville a permis la constitution d'un parc locatif social, de 10.000 logements à la disposition des fonctionnaires de la Préfecture de police. Le contrat parisien de sécurité de 2000 prévoyait même de les reloger prioritairement.

Où en est-on, Monsieur le Maire, de vos engagements répétés selon lesquels la Commission d'attribution porterait une attention particulière aux demandes de logements des policiers ?

Pendant ce temps, heureusement la LOPPSI 2 prévoit la construction de 1.000 logements supplémentaires pour les fonctionnaires de police.

Où en est-on du déploiement des travailleurs sociaux dans les commissariats, comme vous vous y étiez engagé, pour prendre en charge les victimes ? Un seul est aujourd'hui en place. La Préfecture de police, quant à elle - je dois bien le reconnaître - y a affecté les onze psychologues prévus.

Alors, c'est vrai, plus préoccupante est la délinquance des mineurs. M. le Préfet en a abondamment parlé. Près de la moitié des auteurs de violences en réunion ou en bande étant des mineurs de 16 ans. Un vol sur deux est commis par un mineur.

C'est la raison, comme l'a expliqué le Préfet de police, de l'augmentation ces derniers mois des violences crapuleuses acquisitives, alors que les violences non crapuleuses baissent, et c'est intéressant à observer, pour la première fois. La hausse de violences sans arme ou avec une arme blanche correspond à une hausse des mineurs mis en cause, qu'on peut corréler avec l'explosion des vols des téléphones portables nouvelle génération, sans compter les fausses déclarations, avez-vous dit, Monsieur le Préfet.

Après avoir détecté la cause principale de la remontée des violences physiques, dans des proportions heureusement considérablement moindres que sous les années JOSPIN, nous avons trouvé la parade : un article de la loi à venir, LOPPSI 2, permettra la neutralisation à distance de la carte SIM et du boîtier du téléphone dans les quatre jours.

Cette mesure d'ailleurs complètera le plan contre les violences et les bandes que mettent en œuvre de concert, comme pour le plan drogue, et la Préfecture de police et le Parquet.

Je me réjouis que face au phénomène des mineurs multi-réitérants, le Parquet ait décidé dorénavant la mise en place d'audience rapide comme le prévoit la loi LOPPSI 2 d'ailleurs, la poursuite des mineurs devant le Tribunal pour enfants par convocation par O.P.J., l'instauration du couvre feu pour mineurs, et de façon plus générale l'application de peines minimales contre les auteurs de violence aggravées.

Mais la responsabilisation des parents est sans conteste la voie principale à emprunter. Là, Monsieur le Maire, n'hésitez pas à vous inspirer de la politique exemplaire mise en œuvre par le Conseil général des Alpes-Maritimes. Qu'attendez vous pour créer un conseil pour les droits et les devoirs des familles à Paris ? Vous y serez bientôt contraints. Et pour instaurer le contrat de responsabilité parental, comme le permet la loi de 2006 et comme la LOPPSI 2 va en élargir la possibilité ?

Car si tous les élèves absentéistes ne deviennent pas heureusement des délinquants, quasiment tous les délinquants mineurs sont ou ont été, vous le savez, en situation d'absentéisme. Et c'est ce danger là qu'il nous appartient de prévenir en responsabilisant les parents au regard du devoir d'assiduité scolaire de leurs enfants, et s'il le faut en suspendant les allocations familiales. Le suivi spécifique mis en place par le Rectorat permet d'accompagner individuellement à Paris près d'un millier d'élèves de moins de 16 ans (la moitié d'ailleurs est connu par la Justice) et de signaler les décrocheurs de plus de 16 ans. Avec le Parquet sont organisés des stages de soutien à la fonction de parentalité.

Mais c'est à vous, Monsieur le Maire, de mettre en place un système de pilotage, sur lequel vous travaillez depuis deux ans, qui n'est pas encore en place, pour identifier et suivre les mineurs prédélinquants. Soyez au moins aussi audacieux que Strasbourg !

Le Fonds interministériel de prévention de la délinquance consacre, quant à lui, encore 1,2 million à la lutte contre le décrochage à Paris et le "GIP réussite éducative" est doté de 1 million. Il vous faudrait, avec l'Etat, en étendre le périmètre.

Quand à la violence scolaire dans les établissements, si des diagnostics de sécurité ont été dressés par l'Académie dans tous les collèges et les lycées, encore devez-vous, avec la Région et c'est de votre responsabilité, suivre leurs préconisations. Si une équipe mobile académique de sécurité intervient désormais à Paris, la réinsertion par mesures de réparation exige aussi de vous davantage de mises à disposition de TIG comme le réclame l'Etat.

Deux observations concernant la circulation et le stationnement.

Quelles mesures nouvelles envisagez-vous, Monsieur le Préfet, alors que vous avez désormais l'autorité sur toute la circulation en Ile-de-France, afin d'anticiper la fermeture des voies sur berges, si le Maire de Paris persévère dans son improbable entreprise ?

Ensuite, alors qu'entre 10 et 15 % de places de stationnement ont disparu depuis 2001, un très grand nombre d'enlèvements n'est pas dicté par la gêne provoquée par le véhicule mais par la facilité, la rapidité et la proximité des préfourrières, chacun le constate.

Le vrai critère est celui de la rentabilité financière pour les entreprises qui font du chiffre et parce que, manquant de crédits que ne lui alloue pas suffisamment la Ville, la Préfecture de police trouve là le moyen d'alimenter son budget spécial, ce qui, de surcroît, permet à la Ville de diminuer sa contribution à ce budget, tout en le faisant apparaître en augmentation, du gagnant-gagnant pour la Ville au seul détriment des automobilistes !

Ainsi, encore une fois en 2011, vous inscrivez pour le financement des marchés d'enlèvement la même somme totalement irréaliste qu'en 2009 et 2010, soit 13,6 millions. Or, à chaque décision modificative, vous avez dû rajouter entre 1,5 et 2 millions d'euros supplémentaires. Mais, pendant ce temps, la Préfecture de police a dû faire mener un train d'enfer aux sociétés d'enlèvement, soumises alors à très forte pression.

D'où ma proposition, Monsieur le Maire, Monsieur le Préfet, de transférer cette mission régalienne aux pouvoirs publics, ce en quoi, je crois, je rejoins votre adjoint M. SARRE. Nous aurons, et alors seulement, une vraie politique d'enlèvement à Paris et non pas une simple caisse enregistreuse ! Nous attendons donc beaucoup de l'audit de la filière que vous venez d'annoncer. Nous aurons l'occasion d'en débattre une autre fois.

Pour conclure sur le budget spécial, je me réjouis, pour la première fois, de sa présentation en mode L.O.L.F. et non plus en M14, comme de l'amélioration des crédits de paiement de la section d'investissement permettant de revenir au niveau de 2008 pour les véhicules de la Brigade des sapeurs-pompiers, tout en regrettant malheureusement, à l'inverse, pour l'achat de matériels amortissables de la Préfecture de police, de passer de 10 millions en 2008 à 8,5 millions aujourd'hui.

Quant à l'augmentation de 2,7 % de la section de fonctionnement, elle est due principalement, c'est une bonne chose mais cela m'apparaît normal, à la consolidation de dépenses de personnels à caractère obligatoire, budgétées partiellement dans le budget primitif 2010 ou prises en compte habituellement seulement à la DM 1. C'est ce que l'on appelle un budget insincère, donc il est un peu moins insincère cette fois-ci, soyez-en félicités les uns et les autres !

Enfin, si la contribution obligatoire de la Ville augmente de 2,02 %, contre 4,6 % pour la part Etat, je tiens à le souligner quand même, puisque la part de la Ville augmente de 2 % et celle de l'Etat augmente de 4,6 %, soit deux fois moins, atteignant 43,68 % de la section de fonctionnement, je regrette néanmoins une nouvelle fois que la part de la Ville, Monsieur le Maire, parce qu'il faut bien regarder les chiffres, baisse chaque année… Oui, la part de la Ville au budget spécial baisse chaque année en pourcentage depuis 2005 puisqu'en 2004, elle représentait encore 45,53 % du total. Aujourd'hui, nous sommes à 43,68 %. Son plus fort montant, dois-je le dire puisque vous nous critiquiez tout à l'heure, ainsi que Jean-François LAMOUR - le pauvre qui n'y était pas pour grand-chose à l'époque ! -, son plus fort montant, soit 48 %, Monsieur le Maire, 48 %, fut atteint en 1995 et, que je sache, vous n'étiez pas à l'époque encore Maire de Paris.

Il est vrai, il s'agissait d'une époque où ce n'était pas seulement les mots qui tenaient lieu de politique mais bien les actes et pour le grand bénéfice des Parisiennes et des Parisiens.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Il vous sera répondu, mais, Monsieur GOUJON, je veux vous dire tout de suite à quel point je regrette que vous tentiez de faire une utilisation partisane des rapports entre la Mairie de Paris et la Préfecture de police. Vous pouvez étendre les chiffres dans tous les sens, c'est depuis que je suis Maire de Paris que la contribution de la Ville de Paris au budget de la Préfecture de police est la plus importante.

(Brouhaha).

Vous permettez ?

Les chiffres parlent, je suis désolé.

J'ajoute que vous avez fait un autre commentaire qui m'a choqué profondément. Vous avez dénoncé le fait que des inspecteurs de sécurité pouvaient protéger certains élus.

Les deux seuls adjoints qui sont effectivement accompagnés par un inspecteur de sécurité ont été victimes, je dis bien victimes d'agression réelle. Et il y a aussi un maire d'arrondissement de l'opposition, à qui j'ai maintenu un inspecteur de sécurité, c'est M. TIBÉRI, l'ancien Maire de Paris, qui me l'a demandé.

Donc, je crois qu'il ne faut pas jouer avec ce genre de chose, d'autant...

Non, ne levez pas les yeux au ciel, vous allez voir la suite !

… d'autant qu'il n'y a pas d'inspecteur de sécurité qui protège les réunions du Maire de Paris. Il y a les comptes rendus de mandat…

Attendez la suite !

C'est quoi ?

C'est quoi, la suite ?

(Brouhaha).

Monsieur GOUJON, attendez. C'est quoi, la suite ?

La suite, je vais vous la dire : c'est que, après bien des semaines, j'ai fini par être convaincu par le Ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Nicolas SARKOZY, et le Préfet de police de l'époque que je devais accepter une protection policière.

Je ne l'ai acceptée qu'au bout de quelques semaines, après un attentat.

(Brouhaha).

Je peux continuer ?

Je peux continuer sur les choses comme cela ?

(Brouhaha).

Et j'ai accepté à une condition, c'est que la Ville de Paris délibère et que le Conseil de Paris, après délibération, rembourse totalement ce que cela coûtait au Ministère de l'Intérieur.

Donc, Monsieur GOUJON, il y a des points sur lesquels je pense qu'un comportement extrêmement politicien n'est pas tout à fait à la hauteur du sujet.

(Brouhaha).

Cessez de criailler !

Et notamment je tenais à vous rappeler que je dois, dans certaines circonstances effectivement, répondre soit à des agressions qui se sont produites pour des adjoints, soit à des menaces ressenties légitimement par des élus de l'opposition, ce que je fais, moi, sans esprit partisan, Monsieur GOUJON.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

La parole est à M. POZZO di BORGO.

M. Yves POZZO di BORGO. - Merci.

J'ai un peu honte parce que c'est un sujet…

(Brouhaha).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Elle n'a pas d'inspecteur de sécurité, ma Première adjointe !

Vous ne la menacez pas encore physiquement, donc elle n'a pas d'inspecteur de sécurité !

(Brouhaha - rires).

Cela veut dire que… voilà !

(Brouhaha).

Pour le moment, il n'a pas agressé !

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Ce n'est pas loin !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Revenons à plus de sérénité !

Monsieur POZZO di BORGO ?

M. Yves POZZO di BORGO. - J'ai un peu honte parce que c'est un sujet très particulier qui concerne l'arrondissement dont je suis élu.

Je me dis : est-ce que cela vaut la peine d'intervenir là sur ce sujet, surtout que j'en ai parlé ce matin avec M. le Préfet de police, mais je crois que c'est quand même important, si vous voulez, au niveau de l'image, que je fasse cette intervention.

Je voulais attirer l'attention sur mon arrondissement - je suis aussi élu d'arrondissement - qui connaît de nombreuses servitudes de police qui perturbent la vie quotidienne des habitants. C'est ainsi l'un des arrondissements qui a le plus à subir les manifestations quotidiennes, je crois que presque la moitié des manifestations parisiennes se passent dans le 7e arrondissement. C'est également celui qui compte le plus de ministères et de représentations diplomatiques. Le 7e arrondissement, de par sa situation géographique et les nombreuses institutions qu'il renferme, paie donc un lourd tribut aux servitudes administratives.

Je le dis parce que c'est quand même quelque chose d'important.

Or, il vient de se passer, je l'ai signalé à M. le Préfet tout à l'heure, je crois que c'était la place aujourd'hui, si vous le permettez, parce que cela concerne aussi d'autres arrondissements, que l'immeuble du 20, avenue de Ségur, anciennement siège du Ministère de l'Ecologie, est désormais affecté à divers services relevant du Ministère de l'Intérieur.

Il s'avère qu'outre la quarantaine de places affectées aux véhicules administratifs nécessaires au fonctionnement du service, il semblerait que plusieurs dizaines d'emplacements de stationnement sont désormais réquisitionnés par des services afin de permettre aux fonctionnaires de garer leur véhicule personnel.

Je vous l'ai dit ce matin, Monsieur le Préfet, si tel était le cas, je trouve que cela n'est pas correct. Il y a des milliers de fonctionnaires qui viennent travailler dans le 7e arrondissement. On est un peu en désaccord avec le Maire de Paris parce qu'on aurait souhaité que, depuis le temps qu'il est là, il construise quelques parkings, mais il refuse parce qu'il prétend que ce sont des aspirateurs à voitures. C'est vrai que le stationnement dans cet arrondissement, notamment dans cette partie-là où il y a très peu de métro, est quelque chose d'assez difficile. J'avais attiré ce matin l'attention de M. le Préfet, donc je ne voulais pas trop vous embêter sur cette affaire-là, mais c'est vrai que cela ne donne pas une très bonne image de la police, alors que la police est vraiment… Je vois les habitants du 7e. Il y a une semaine, j'ai moi-même fait un parcours avec une équipe, un capitaine et deux policiers ; j'ai fait pendant presque 8 heures le parcours dans le 7e. J'ai trouvé une intelligence et des situations… j'ai trouvé des équipes qui étaient vraiment très motivées et une interrogation des policiers qui disaient que les habitants ne les aiment pas.

Ce n'est pas vrai. Je crois que les habitants de tout Paris ressentent le besoin de la police, apprécient ce qu'elle fait, mais il est vrai que de telles situations, qui donnent l'impression que les services administratifs abusent un peu de leur situation, donnent une image un peu négative.

Je suis désolé, Monsieur le Maire, d'intervenir sur un débat aussi important, mais je crois que c'est important pour votre image ainsi que pour l'image de la Préfecture de police, parce que le travail est bien fait, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous votons sans problème le budget de la Préfecture de police.

Je voulais tout de même attirer votre attention là-dessus.

Merci, Monsieur le Préfet.

(M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, remplace M. le Maire de Paris au fauteuil de la présidence).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Président.

La parole est à Gilles ALAYRAC, pour 15 minutes maximum.

M. Gilles ALAYRAC. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, Monsieur le Préfet, mes chers collègues, je débuterai mon propos en rappelant, et les Parisiens ne le savent pas assez, que bien que la sécurité et l'ordre public soient dans notre ville une compétence de l'État, la Municipalité parisienne y consacre un effort humain et budgétaire maîtrisé et conséquent.

Les élus et leur Maire entendent apporter à la Préfecture de police et à la Brigade des sapeurs-pompiers un concours qui leur permette d'intervenir plus efficacement au service des habitants, et ceci se fait dans un climat de confiance, que nous devons largement à notre collègue Georges SARRE.

Nous avons d'ailleurs constamment accentué notre effort, en dépit des contraintes budgétaires difficiles, M. GOUJON est sur ce sujet particulièrement ingrat de ne pas le relever.

Pour l'année 2011, ce sont 279 millions d'euros qui seront mobilisés par notre collectivité, pour contribuer à l'action de la Préfecture de police, soit une augmentation de 2 %.

Notre groupe votera donc le budget spécial de la Préfecture de police.

Mais qui dit efforts financiers dit aussi résultats attendus sur le front de la délinquance. Or, les résultats ne sont pas au rendez-vous sur la sécurité. Les chiffres sont sans appel, et en particulier sur les atteintes aux personnes qui ne cessent d'augmenter, notamment contre les représentants de l'État.

"La répression ne suffit pas à faire une politique publique, une politique de sécurité doit être équilibrée, il faut de la fermeté, de l'humanité et du dialogue."

Ces propos, mes chers collègues, ne sont pas de moi, ils ont été tenus par Mme Rachida DATI dans un quotidien paru le 1er décembre.

Le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés n'est pas loin du tout de porter la même appréciation.

Il est heureux que, sur un sujet comme la sécurité, des élus de tous bords fassent les mêmes constats et partagent les mêmes préoccupations.

Les dernières statistiques publiques dont nous disposons indiquent que la délinquance à Paris a augmenté de 1,2 % sur les huit premiers mois de l'année, par rapport à 2009.

Les vols violents sans arme à feu flambent de + 29 %, les atteintes aux personnes de + 9 %.

Les chiffres plus récents que vous nous avez apportés tout à l'heure, Monsieur le Préfet de police, confirment malheureusement cette tendance à la hausse.

Le bilan est mauvais en France et, contrairement à ce qu'a dit M. GOUJON, il le devient aussi dans la Capitale.

On le voit bien, les rodomontades et les coups de menton, les annonces du type "Vous allez voir ce que vous allez voir", tout ceci ne suffit pas à obtenir des résultats.

Car ce qui est en jeu, ce n'est pas le travail de la police, au contraire, les fonctionnaires de police méritent notre reconnaissance et nos encouragements pour la difficile mission qui est la leur.

Dans l'élucidation des faits, ils obtiennent de beaux résultats. Tout au long de l'année 2010, ils sont parvenus à interpeller très rapidement et à déférer au Parquet des présumés criminels qui représentaient un véritable danger public et semaient la terreur.

Que l'on veuille bien se souvenir en septembre de cet adolescent d'à peine 14 ans qui avait commis cinq agressions au couteau en seulement trois heures ou encore des agresseurs de sept personnes âgées qui sévissaient dans le 19e arrondissement.

Tous ont été appréhendés très vite, chapeau donc à la police.

Ce qui est en cause, c'est le rythme infernal du travail auquel elle est soumise. C'est la pression de la politique du chiffre. Ce sont les effectifs qui manquent, et notre collègue Patrick BLOCHE l'a illustré très concrètement. De plus, c'est une coupure avec le terrain, avec les quartiers, avec les gens qui y vivent, avec nous les élus, avec les associations, les bailleurs sociaux, les syndics d'immeubles et les commerçants.

Mes chers collègues, notre société est déstabilisée par la montée de la violence, à laquelle elle ne parvient pas à s'accoutumer. Sa finalité est de faire mal, de blesser et de mutiler.

C'est d'abord contre cette montée de la violence que nos concitoyens attendent des résultats.

Je voudrais à cet égard, Monsieur le Préfet, vous faire part de notre grande préoccupation en l'illustrant par plusieurs indices qui nous incitent à constater que la situation se dégrade.

Je vais commencer mon propos en évoquant les débordements de plus en plus fréquents qui émaillent les grandes manifestations dans la Capitale. Quelles soient spontanées ou organisées, nous savons qu'elles sont nombreuses.

Or, nous observons de plus en plus de violences en marge de ces manifestations.

Je voudrais rappeler, par exemple, les débordements qui ont accompagné l'annulation de la distribution de billets à des fins publicitaires aux abords de la Tour Eiffel.

Mon collègue Jean-Bernard BROS et moi-même avions, en amont, demandé l'interdiction de la manifestation. Les événements, hélas, nous ont donné raison puisque des personnes ont été blessées et que des dégâts matériels importants ont été occasionnés.

En juin dernier, des incidents brefs mais graves ont éclaté dans le 13e arrondissement, après la défaite de l'équipe de foot d'Algérie face aux États-Unis, avec des voitures incendiées et des vitres brisées.

A la Foire du Trône, les commerçants se plaignent d'une situation qui empire d'année en année avec une violence très présente, en particulier en bandes.

On déplore aussi maintenant des agressions lors de la Technoparade.

Il est impératif que la police se penche sur ce phénomène de la violence lors des grands rassemblements qui doivent être plus encadrés et le public mieux protégé.

Autre motif d'inquiétude quant à la montée de la violence, celle qui touche les gays, les lesbiennes et les trans. Tout au long de l'année, nous avons assisté à une recrudescence des actes homophobes et lesbophobes avec des agressions de personnes seules ou en couple, au parc de Belleville, rue Saint-Denis, le long du Canal de l'Ourcq ou devant la mairie du 3e arrondissement.

Les associations de lutte contre l'homophobie s'en émeuvent et il faut ici relayer leur inquiétude.

La violence qui s'installe dans notre société est aussi celle qui frappe de plus en plus les personnels des transports en commun. C'est également la délinquance féminine, qui progresse fortement avec la mise en cause de mineurs dans les faits violents, qui mérite que l'on se penche sur ce phénomène très inquiétant.

Je souhaite enfin, Monsieur le Préfet, que vous puissiez nous éclairer sur la situation de la violence commise en bandes.

Vous aviez annoncé votre intention de mener une action de fond sur ce phénomène, et je rappelle qu'il s'agit d'une priorité fixée par le Contrat parisien de sécurité.

Plus que leur nombre, c'est leur dureté qui inquiète et c'est une action au niveau de l'agglomération qui doit être menée.

Où en sommes-nous aujourd'hui et quel est le bilan du Service régional de la police des transports ?

Les interventions de la police doivent être les plus précoces possibles afin d'éviter les affrontements de bandes qui avaient défrayé la chronique gare du Nord, aux Halles ou à Pigalle, on s'en souvient.

La vidéoprotection peut apporter un concours utile aux forces de l'ordre pour prévenir ces violences en bandes. A cet égard, la position de notre groupe n'a pas varié. Nous soutenons le plan d'équipement des 1.200 caméras dans l'espace public, conçu comme le moyen tout simplement d'aider la police à intervenir plus rapidement sur les lieux délictueux et à identifier les auteurs des délits.

Je note d'ailleurs que les caméras, ces dernières semaines, ont apporté aux services de police un concours précieux, leur permettant d'appréhender des délinquants ayant commis des agressions ou des vols et qui s'étaient enfuis dans le métro.

La vidéoprotection, oui, mais à condition que cela ne s'accompagne pas de déflation des effectifs de police, nous sommes nombreux ici à l'avoir toujours rappelé.

L'U.M.P., pour sa part, demande plus de caméra de vidéoprotection, toujours plus, nous n'avons pas encore installé les premières qu'il faudrait déjà enclencher une deuxième phase. Ne confondons pas vitesse et précipitation, mes chers collègues, ceci n'est pas très sérieux.

L'U.M.P. demande aussi des caméras dans les parties communes des immeubles sociaux. Personnellement, je considère que la protection de la vie privée ne doit pas autoriser ce déploiement, mais ne fuyons pas un débat, s'il doit avoir lieu au Conseil de Paris, mais aussi avec les bailleurs et les amicales de locataires sur cette question.

En tout état de cause, rien ne doit se faire sans la consultation et l'accord des premiers intéressés : les locataires.

Il me faut également évoquer la question de l'instauration d'une prime pour les agents de surveillance de Paris, les A.S.P.

Le principe en est positif, mais nous souhaiterions obtenir de votre part, Monsieur le Préfet, l'engagement qu'elle ne sera pas octroyée en fonction du nombre de contraventions dressées. Les objectifs assignés aux A.S.P. ne peuvent pas être chiffrés au risque de créer de la tension entre agents et automobilistes.

Cette année 2010 a vu la possibilité pour les vélos de remonter à contresens certaines rues. Dans beaucoup de villes où ceci est pratiqué, je pense notamment à Strasbourg, ce dispositif fonctionne bien. A Paris, il va falloir s'habituer à ces nouvelles règles du Code de la route et, pour cela, il faut de la pédagogie.

L'État doit mener une campagne de communication et de sensibilisation sur cette question des double sens.

Mme Annick LEPETIT en a fait la demande, elle a eu raison. Il faut de la pédagogie, mais aussi de la fermeté. Beaucoup de cyclistes semblent ne pas vouloir comprendre que le contresens cyclable concerne les zones 30 et pas toutes les rues de la capitale, et cela pose un vrai problème de sécurité, d'abord pour eux, mais aussi pour l'ensemble des usagers de la voie publique.

Je terminerai cette intervention en évoquant la montée d'un climat d'insécurité dans les arrondissements du Nord et de l'Est de la Capitale, où l'appréhension et l'anxiété gagnent chez les habitants.

Dans le 19e arrondissement tout particulièrement, les efforts de la Préfecture de police doivent être intensifiés. Il est nécessaire de renforcer les patrouilles de jour comme de nuit.

Le 14 juillet dernier, des affrontements ont eu lieu avec des barricades contre les forces de l'ordre et une caserne de pompiers a été incendiée par des jets de mortier et de feux d'artifice.

Nous n'oublions pas non plus les personnes blessées à coups de couteau en septembre à proximité de la cité Curial ou encore les vols avec violence commis dans le quartier des Buttes-Chaumont.

Une action soutenue doit donc être conduite dans les quartiers les plus sensibles et elle passe d'abord par une présence continue de la police sur le terrain.

Un travail collectif de maillage au niveau de plusieurs quartiers, et même au niveau des micro quartiers dirai-je, dois être menée par les commissariats avec les mairies d'arrondissement, les associations, les commerçants, les écoles, les conseils de quartier, les bailleurs, les syndics d'immeubles.

Regardons ce qui se fait ailleurs et ce qui marche, par exemple à Chicago avec le "Community policing" où, à l'échelle des quartiers, les policiers travaillent main dans la main avec les résidents, les commerçants, les associatifs, les services de la Ville. Nous pouvons nous en inspirer et y puiser des concepts nouveaux de traitement de la délinquance.

Pourquoi pas alors, à Paris, identifier des micros quartiers où les problèmes sont récurrents et créer de nouvelles plates-formes de concertation entre police et habitants afin d'optimiser le recueil des données et l'analyse des problèmes ? C'est d'ailleurs ce qui se fait dans le 18e arrondissement sur les questions de la prostitution.

Voici, Monsieur le Préfet, quelles sont les attentes de notre groupe. Nombreuses, exigeantes, oui, elles le sont incontestablement, mais elles le sont aussi à la mesure de l'intérêt que les élus socialistes et radicaux de gauche portent à la question de la sécurité de nos concitoyens.

Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Vous n'avez pas utilisé votre temps totalement et je vous en remercie.

La parole est à M. BOURNAZEL pour six minutes.

M. Pierre-Yves BOURNAZEL. - Merci, Monsieur le Maire.

A Paris, comme dans le 18e arrondissement dont je suis élu, la question de la sécurité reste majeure.

Oui, effectivement, on a accepté, dans notre arrondissement, depuis bien longtemps, plus de 15 ans, ce qu'on n'aurait jamais dû accepter. Nous sommes tous en cause, et notamment ceux qui ont la responsabilité de l'arrondissement depuis 15 ans, qui ont été même, par ailleurs, parfois, Ministre de l'Intérieur jusqu'en 2002.

Prostitution, trafic de drogue, vendeurs à la sauvette, joueurs de bonneteau, oui, notre arrondissement cumule les difficultés.

Et la Ville doit prendre sa responsabilité parce qu'elle a toujours refusé un vrai plan de vidéoprotection par exemple pour les logements sociaux que je propose depuis deux ans maintenant en Conseil d'arrondissement et au Conseil de Paris.

Refus de mener une vraie politique d'urbanisme qui allie développement économique, innovation, transports et équipements publics.

Refus de mener par la Ville de Paris une vraie politique de logement qui allie diversité sociale, générationnelle et d'origine.

Non à la concentration des problèmes dans les mêmes quartiers, non à la politique que M. VAILLANT et M. DELANOË mènent depuis 15 ans dans nos quartiers populaires !

Je voudrais insister sur un point particulier dans mon intervention : la question de la prostitution.

La prostitution est une violence, une violence faite aux prostituées, des femmes notamment d'abord, c'est une violence faite aussi aux riverains qui subissent chaque jour la présence de ces femmes ou de ces hommes sur leur territoire. La prostitution, c'est un esclavagisme moderne, et c'est pourquoi, Monsieur le Préfet, nous soutenons votre politique de répression et de lutte contre le proxénétisme, qui est d'ailleurs menée par l'Office central de répression de la traite des êtres humains. Il faut casser les réseaux mafieux, il faut casser les aides, notamment les passeurs.

Je salue d'ailleurs les 13.000 arrestations pour racolage en Ile-de-France depuis 5 ans et la loi de sécurité intérieure de 2003 qui permet à la Justice de punir le racolage passif.

Je voudrais faire une parenthèse d'ailleurs. Lorsque Nicolas SARKOZY était Ministre de l'Intérieur et que cette loi était appliquée dans le 18e arrondissement, nous en avons vu les résultats : la prostitution a disparu des Maréchaux.

(Protestations sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

Eh bien, la justice française…

Elle est revenue parce que cette loi doit être appliquée par des magistrats qui, aujourd'hui, n'appliquent plus la loi de 2003 ! Voilà la vérité !

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

C'est un maillon ! La politique de sécurité est un maillon ; il y a la police, il y a aussi la Justice, le Parquet donne des consignes, il doit être très clair que cette loi doit être appliquée, que le racolage passif est sanctionné.

(Réactions sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Attendez !

S'il vous plaît !

M. Pierre-Yves BOURNAZEL. - Cela vous gêne, mais c'est la réalité !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Attendez !

Laissez parler M. BOURNAZEL seul ! C'est très intéressant.

M. Pierre-Yves BOURNAZEL. - C'est la réalité de la vie dans un quartier et notre politique doit être de mettre en œuvre tout ce qui est possible pour lutter contre ce proxénétisme et la Justice, ne vous en déplaise, a son rôle à jouer, et j'insiste dessus, parce que trop souvent, dans nos quartiers, on voit des réseaux qui tombent et un certain nombre de prostituées qui restent sur le territoire ou qui reviennent parce que, simplement, un certain nombre de magistrats n'ont pas appliqué la loi, et cela, les riverains ne peuvent pas l'accepter. Le maillon de la Justice est un maillon faible aujourd'hui dans la lutte contre le proxénétisme ; j'ose le dire.

Je salue la lutte contre le grand banditisme menée par le Gouvernement et ses résultats, mais je souhaite, Monsieur le Préfet, si vous le permettez, vous dire que les efforts que vous mettez en œuvre doivent encore se poursuivre et s'amplifier, parce que je pense d'abord aux riverains, à ces riverains qui vivent porte de Clignancourt, porte de Montmartre, et qui vivent le calvaire des passes dans les halls d'immeuble, ou à ce jeune homme dans le 18e arrondissement, il y a quelques semaines encore, tabassé par des proxénètes ; c'est d'abord à eux que nous devons penser, parce que nous croyons à la sécurité partout et pour tous.

Oui, la politique de la prostitution, c'est la répression qui doit se durcir, mais c'est aussi une politique de prévention.

Il y a 20.000 prostituées, estime-t-on, en France, dont 80 % étrangères, souvent issues d'Europe centrale, d'Afrique, Nigeria, Ghana, et d'Asie.

Le travail entre la police, les associations - et je salue le travail des associations, ici, "Bus des femmes", "Enfants du monde" - et les services sociaux, ce travail doit être mené ensemble. L'exploitation des femmes comme des hommes et des mineurs est inacceptable sur notre territoire.

Il faut améliorer le dépistage aussi des maladies sexuellement transmissibles. Il y a un certain nombre d'efforts à faire et je propose que la Ville de Paris, qui a un rôle majeur à jouer en cette matière, puisse renforcer les centres d'hébergement pour prostituées pour allier à la fois l'aide sanitaire, la protection policière et l'assistance administrative, car on voit souvent trop de femmes laissées aux mains d'esclavagistes ; nous ne pouvons l'accepter sur nos territoires.

Enfin, je voudrais dire en conclusion qu'une mission d'information a été mise en place à l'Assemblée nationale, dont d'ailleurs Philippe GOUJON sera membre. Nous espérons beaucoup de ce travail, parce que la sécurité, c'est chaque jour qu'elle se gagne.

Merci, Monsieur le Préfet de police et vos services de nous y aider, car ce combat doit être commun.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Conseiller.

La parole est à M. Georges SARRE pour répondre et, ensuite, au Préfet de police.

M. Georges SARRE, adjoint, au nom de la 5e Commission. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, cette année, la participation de la Ville au budget spécial de la Préfecture de police représente 279 millions d'euros, en augmentation de 5.520.000 euros par rapport au budget primitif 2010, soit une progression de 2,02 %, conforme à la progression du budget de la Ville de Paris.

En ce qui concerne la section d'investissement, la participation de la Ville de Paris s'établit à 19 millions d'euros, en progression de 1,87 % par rapport au budget primitif 2010, soit une augmentation de 350.000 euros.

En 2011, la Ville de Paris renforcera encore davantage son soutien financier en faveur de la Préfecture de police, et donc de la sécurité des Parisiennes et des Parisiens, et à un rythme accéléré par rapport à 2010, plus 5.520.000 euros contre 3.000.000 d'euros en 2010.

Ce faisant, nous agissons comme nous le devons mais également comme nous le voulons, en faveur de l'intérêt général et du bien public.

Vous le savez, nous devons financer ce que les collectivité départementales et municipales financent ; je pense naturellement aux pompiers ou à la délivrance de titres et aux fourrières, par exemple.

Ce n'est pas parce qu'à Paris, le Préfet de police exerce les compétences habituellement dévolues aux maires et aux présidents des Conseils généraux dans le droit commun, que notre collectivité est dispensée de les financer.

Mais notre financement est aussi et surtout le fruit d'une volonté. Je fais ici référence à la création du corps des A.S.P., qui allège la police nationale de toutes les missions municipales de police pour que cette dernière se concentre sur sa mission première : la lutte contre la délinquance.

Nous avons la volonté de tirer le meilleur parti pour l'intérêt général, de l'unité de la Préfecture de police, gage d'efficacité (économie d'échelle, commandement de qualité, etc.). Une unité, chers collègues, qu'il ne faut pas casser. Je le dis notamment à M. HÉLARD.

Je tiens également à souligner que nous avons beaucoup progressé depuis 2008 en matière de transparence et d'efficacité.

Comme vous avez pu le remarquer, la Préfecture de police nous présente pour la deuxième année consécutive le budget spécial selon les modalités préconisées par la Loi Organique relative aux Lois de Finances (L.O.L.F.) de 2001.

C'était une demande de l'Exécutif, notamment de notre collègue, M. Bernard GAUDILLÈRE, et les services de la Préfecture de police se sont mis en ordre de bataille pour y répondre. Je les en remercie.

Par ailleurs, je ne saurai oublier de mentionner le fait que grâce à notre volonté sans faille et à celle du Préfet de police, nous avons réussi à atteindre la saturation du niveau d'emploi des A.S.P. avec 1.980 agents, hors gel consenti pour améliorer leur rémunération indemnitaire. C'est une excellente chose. La balle est aujourd'hui dans le camp de la Ville de Paris pour préciser les objectifs prioritaires des A.S.P. de manière cohérente : la polyvalence ne saurait naturellement signifier la dispersion.

Alors, certes, il reste encore des progrès à faire, notamment sur l'enlèvement, qui coûte cher et qui génère des profits dont on ne sait rien. Je n'ai pas peur de dire que le service des enlèvements tel qu'il existe aujourd'hui n'est pas satisfaisant en ce qui concerne les poids lourds, à tout le moins. Je crois savoir que la Préfecture de police a lancé un audit sur les fourrières. J'espère qu'il nous permettra de prendre enfin connaissance du montant des profits réalisés par les entreprises privées.

Voilà, chers collègues, les informations que je tenais à porter à votre connaissance sur le budget spécial de la Préfecture de police.

Je voudrais préciser les choses toutefois à l'attention de M. GOUJON, qui a vanté les mérites de l'État.

Il faut savoir de quoi on parle. Certes, la participation de l'État à la section de fonctionnement du budget spécial augmente cette année de 4,62 %, mais cette progression n'est que le reflet financier du processus d'intégration des personnels du Service technique interdépartemental d'inspection des installations classées, le S.T.I.I.I.C., à la fonction publique d'État.

Cela ne vous aura pas échappé : nous avons voté le mois dernier la délibération PP 61, relative à l'intégration des personnels du S.T.I.I.I.C., qui relevaient du statut des administrations parisiennes, au sein de la fonction publique d'État, en vertu de la loi du 5 juillet 2010.

Cette mise à disposition se traduit en toute logique par la prise en charge de l'État d'une partie du coût des personnels du S.T.I.I.I.C. transférés à la nouvelle Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie, d'où naturellement ce taux de progression.

Cette hausse de 4,62 % ne représente donc pas un effort financier pérenne de la part de l'État mais la conséquence budgétaire ponctuelle de l'application de la loi. Il y a fort à parier, une fois le processus de transfert de ces personnels terminé, que nous retrouverons un taux de progression de la part de l'État au budget spécial inférieur à celui de la Ville.

Mais là, bien sûr, vous ne le soulignerez sans doute pas.

De même, M. GOUJON se garde de dire que lui faisait voter 181 millions d'euros quand aujourd'hui, nous donnons 279 millions.

Je dirai aussi à M. GOUJON qu'il n'a pas dû lire le budget 2011 de la Ville. Il aurait vu les trois créations d'intervenants de proximité en commissariat. Quant à la L.O.P.P.S.I., vous en parlez, mais elle est toujours virtuelle.

Je ne répondrai pas, et ceci délibérément, aux propos qui ont été tenus sur les questions de politique nationale de sécurité. Nous sommes partenaires des institutions de l'État, et je pourrais vous exposer longuement la coproduction de sécurité à laquelle nous parvenons dans un esprit républicain, pour l'intérêt général. Mais ce serait totalement hors de propos dans le cadre du débat sur le budget spécial. Il n'est nullement question ici des choix gouvernementaux en matière de politique nationale de sécurité, et je le souligne, mais uniquement du financement des actions départementales des pompiers et de toutes les missions municipales de police.

Au reste, certains nous annoncent qu'ils s'abstiendront de voter le budget parce qu'ils seraient en désaccord avec la politique départementale sur l'immigration ou sur tel ou tel aspect de la politique gouvernementale de sécurité, notamment la vidéoprotection.

Permettez-moi de vous dire que les raccourcis politiques n'autorisent pas tous les contresens juridiques. Il s'agit du budget spécial de la Préfecture de police, et pas spécialement du budget de la police !

Faut-il que les pompiers s'abstiennent d'éteindre les incendies parce que la politique de M. HORTEFEUX vous déplaît autant qu'à moi ?

Faut-il s'abstenir d'ouvrir les antennes de police administratives parce que certains sont contre la vidéoprotection ?

Faut-il que les A.S.P. s'abstiennent de surveiller les sorties d'écoles ou de verbaliser les contrevenants aux règles du stationnement parce que M. SARKOZY est président de la République ?

Certains veulent augmenter les A.S.P. mais ne votent pas le financement de leurs salaires.

Je me désole de tous ces hors sujet, et j'irai plus loin : je me réjouis pour ma part de l'unité de la Préfecture de police. Je l'ai dit, ce statut particulier, pluriséculaire, contribue à la sécurité des Parisiennes et des Parisiens, et je me réjouis de la qualité de son encadrement, notamment préfectoral.

Je saisis d'ailleurs l'occasion de ce dernier Conseil de Paris en tant qu'adjoint au maire pour remercier M. GAUDIN et son équipe, notamment M. Renaud VEDEL, de leur sens de l'intérêt général, de leur puissance de travail, et de leur élégance dans l'action commune pour la sécurité des Parisiennes et des Parisiens.

Voilà, Mesdames et Messieurs, je vous remercie, vous le savez, dans la vie, il faut savoir tourner la page.

(Applaudissements).

Je remercie tous les collègues qui m'applaudissent en ce moment, mais je n'ai pas tout à fait terminé mon intervention.

(Rires).

Je mets un peu de suspense.

Nous avons aujourd'hui au moins un désaccord avec M. le Préfet de police ; cela arrive... Je ne crois pas que la Grèce soit responsable de son déficit, mais c'est bien plutôt la faute des marchés financiers et des spéculateurs.

Mes chers collègues, je réponds maintenant au vœu du président BROSSAT, dont je ne comprends d'ailleurs pas très bien en quoi il est rattachable au budget spécial de la Préfecture de police. Quoiqu'il en soit, il me semble intéressant de rappeler que les règles d'utilisation du Taser dans la police nationale ont été fixées par un arrêté du 6 juin 2006 et une instruction ministérielle du 9 mai 2007.

Le 26 mai 2010, un nouveau décret a autorisé les maires à équiper en Taser les policiers municipaux, sous réserve que ceux-ci aient suivi une formation spécifique préalable à l'autorisation de port du Taser, ainsi qu'une formation spécifique d'entraînement.

Est-ce nécessaire de le rappeler ? A Paris, il n'y a pas de police municipale et quoi qu'il en soit, le Maire de Paris exclut l'usage des pistolets Taser par toute autre force que celles de la gendarmerie nationale et de la police nationale. Plus globalement, je dois préciser que, jusqu'à présent, aucune corrélation directe entre l'usage du Taser et la mort d'un individu n'a été établie en France.

Ce n'est pourtant pas une raison pour moi d'être indifférent ou de regarder cela sans réagir.

Pour autant, l'incident grave du 30 novembre 2010 repose effectivement la question des dangers du Taser, même réservé aux seules forces de police et de gendarmerie nationale. C'est pourquoi je donne un avis favorable au vœu présenté par M. Ian BROSSAT, sous réserve toutefois que soit supprimé, je cite : "dans l'attente de son interdiction". J'estime, en effet, qu'il est trop tôt pour préjuger des conclusions de la double enquête administrative et judiciaire en cours. Et sous réserve, en outre, que ce vœu s'adresse au Ministre de l'Intérieur, qui est compétent dans ce domaine, et non au Préfet de police.

Je conclurai en disant qu'à l'instar du Maire de Paris, je pense nécessaire qu'une commission indépendante soit constituée afin d'évaluer les dangers du Taser et l'opportunité de son usage.

Cette fois, c'était la fin, ma conclusion, et je me vous remercie beaucoup. Bonne soirée !

(Applaudissements).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, cher Georges SARRE.

Je donne la parole maintenant au Préfet de police.

M. LE PRÉFET DE POLICE. - Mesdames et Messieurs les conseillers, je vais m'efforcer, je crois qu'il me reste 3 minutes pour répondre à toutes les questions que vous avez posées. Et comme je concluais mon intervention liminaire en exposant ma disponibilité, ce que je redis tout de suite, et que certains des élus qui sont intervenus considéreraient que je n'ai pas répondu à tous les éléments de leurs inquiétudes et de leurs satisfactions, je resterai à leur disposition, parce que je pense qu'il y a une petite question de méthode et j'aurais plaisir à répondre, pas à tout mais vraiment à chacun d'entre vous, un peu plus dans le détail.

Je vais m'efforcer, en regroupant un peu les thèmes, de ne pas être trop long.

D'abord, il ne faut pas, M. SARRE vient de l'indiquer, qu'il y ait des confusions qui naissent du fait que… Je ne vais pas faire un cours de droit sur les institutions mais on me l'a rappelé, puisque j'avais commis cette lourde erreur à ma première séance, je ne suis pas ici en tant que représentant de l'Etat, je suis une autorité municipale dont je m'honore et dont on vote le budget.

Et cela, c'est très important. M. SARRE a bien voulu le dire, c'est quelque chose qui dépasse évidemment les modestes compétences du Préfet de police mais moi je suis un fervent défenseur, maintenant que j'ai la pratique depuis trois ans et demi, du système institutionnel, qui n'est pas d'ailleurs antinomique d'une police municipale le jour où le Conseil de Paris le décidera mais en tout cas je pense que, pour l'exercice de la sécurité dans la Capitale de la France, qui n'est pas Lyon, Lille ou Marseille, mais qui est la Capitale, le dispositif institutionnel, qui est un peu vieux maintenant, j'en conviens, fonctionne parfaitement, mais il aboutit à quelques petites confusions.

Comme je reviendrai très vite à ma compétence qui fait que je suis installé sur ce siège, je ne voudrais pas néanmoins, puisque beaucoup l'ont évoqué, passer sous silence les résultats de la politique de sécurité, en tant que représentant de l'Etat à Paris et maintenant dans l'agglomération parisienne.

Chacun pense ce qu'il veut, mais je ne peux pas laisser dire que la politique qui a été conduite depuis quelques années est un échec à Paris.

Je ne vais pas multiplier les chiffres, je ne vais même pas, puisque mon métier n'est pas de m'engager dans une carrière politique, faire des comparaisons avec des périodes précédentes. Je vais simplement rappeler que depuis que la police urbaine de proximité a été créée en 1999 à Paris, la délinquance a baissé jusqu'au 31 décembre 2009 de 24,9 % depuis le début de l'année.

Je remercie M. ALAYRAC d'avoir donné des chiffres très précis, puisqu'au mois de juillet, quand vous m'avez interrogé, je vous ai dit qu'elle avait augmenté de 1,2, et tout à l'heure je vous ai dit qu'elle avait augmenté de 0,50, ce qui arithmétiquement montre que nous avons retrouvé une bonne tendance. Si les 8 premiers mois étaient à plus 1,2 et que les 11 premiers sont à 0,50, c'est que nous retrouvons, sur la délinquance globale, des chiffres tout à fait rassurants par rapport à ce que certains d'entre vous, mais c'est la démocratie, ont dit sur le coupe-gorge que serait devenu Paris en quelques mois.

Ce que je souhaite aussi souligner, c'est l'évolution du taux d'élucidations.

On reproche, puisqu'on va parler du budget des sapeurs-pompiers, on reproche assez peu souvent aux pompiers d'être à l'origine des incendies, on voit comment ils éteignent le feu. Les policiers ne sont pas à l'origine de la délinquance, ils la combattent. Le taux d'élucidations mérite d'être souligné. Je rejoins là, et je vous en remercie, la plupart des intervenants à l'image de M. BLOCHE et de M. CHERKI, et je serai leur porte-parole auprès des fonctionnaires qui travaillent avec moi pour leur dire que la plupart des élus de Paris, tous groupes confondus, considèrent que la police travaille bien. Et le taux d'élucidations est passé de 10 % à Paris en 1999 à 36 ou 37 %. Donc, c'est quand même quelque chose qui mérite d'être souligné.

Quand on ajoute, que s'agissant de ce qui est le plus difficile, c'est-à-dire la grande délinquance, M. ALAYRAC, si j'ai bien entendu, et j'ai été très attentif, a bien voulu rendre hommage à l'action de la police sur les dossiers les plus compliqués, cela correspond à ce que j'ai dit dans le propos liminaire sur le fait que 92 % de la grande délinquance, de la criminalité organisée, est élucidée.

Voilà ce que je voulais dire sur les chiffres de la délinquance, parce que là aussi, si j'étais un peu plus malicieux, ce qui m'arrive quelquefois, je ferais remarquer que la politique du chiffre est contestée mais que tout le monde cite des chiffres. C'est quand même assez intéressant de voir cela et je m'en félicite !

Ensuite, si je reprends plutôt par thème les questions que vous avez évoquées, apparaît la problématique de la drogue notamment.

Et la drogue a été abordée au travers de deux choses.

Je remercie Philippe GOUJON d'avoir bien voulu dire que le Plan drogue, pour ce qui concerne Paris, dont je vous avais parlé à mon arrivée dans ce poste, et avec la mise en place d'un programme dès octobre 2007, est aujourd'hui étendu à l'ensemble de l'agglomération, puisque là aussi c'est un sujet qui n'a pas de frontière, et la semaine dernière, puisqu'on a évoqué, M. ALAYRAC également, le 19e arrondissement, je me suis rendu à la demande de M. MADEC et de M. PENINOU dans cet arrondissement où nous avons étudié dans le détail, comme vous le souhaitez - peut-être vous n'étiez pas au courant, mais vraiment, nous sommes à la disposition -, nous avons donc étudié cette question de la drogue et si je l'évoque là, c'est pour des reports qui se font de la gare de Saint-Denis maintenant, avec le retour du crack, à la cité Reverdy.

S'agissant de la drogue, depuis le début de l'année, à Paris et dans l'agglomération, on a fait 2.616 affaires et interpellé 5.230 personnes. C'est quand même quelque chose qui compte !

Ensuite, deux orateurs ont évoqué les problèmes de salle de shoot. Alors, sur les salles de shoot, qu'est-ce que je vais faire ? Moi, je ne suis qu'un simple exécutant de décisions nationales qui interviendront. En l'état actuel des choses, c'est un dispositif difficile à mettre en place puisqu'il est illégal. Toute la difficulté vient du fait que, si on met en place ces salles de shoot, il faut, bien sûr, avoir du produit et le produit n'est pas en vente en France, sauf à tomber dans un régime médical.

Cela dépasse la Préfecture de police. On agira, évidemment, conformément au droit.

En revanche, peut-être n'a-t-on pas assez parlé d'un point très important quant à la drogue, et c'est le jour de le dire puisque l'Etat vient de lancer un programme de sensibilisation : dans le cadre du contrat de sécurité, l'année dernière - je l'ai rappelé dans mon propos liminaire et on veut faire la même chose pour la violence cette année - on a réalisé deux séances de travail, colloques ou séminaires - on appelle cela comme on veut - à la Sorbonne et au Palais de Justice, sur la thématique du cannabis et sur la thématique de la cocaïne.

C'est un travail qui n'a pas été fait par la police mais par des médecins, des psychosociologues, des psychothérapeutes, des spécialistes ou encore des pédiatres.

Ce travail montre la dangerosité de tous ces produits. On ne parle jamais de façon personnelle, aussi bien je trouve dommage que ces documents n'aient pas un impact suffisant parce que, s'il y a ce marché de la drogue, c'est parce qu'il y a des clients.

Ce n'est pas non plus la peine de se voiler la face. Il faudrait développer ce genre d'actions, notamment au niveau de l'Éducation nationale, bien que les documents de la Préfecture de police - ce qui a été considéré comme un mini scandale -, aient été publiés sur le site du Rectorat… Vous vous rendez compte ! Le Recteur l'a fait et je crois que c'est une très bonne chose.

M. BLOCHE, je crois, a évoqué l'alcool. Je suis tout à fait de son avis, d'ailleurs il a bien voulu reconnaître qu'il avait fait des propositions et, depuis trois ans, nous avons repris tous les arrêtés à Paris, en ce qui concerne à la fois les interdictions de vente et les interdictions de consommation sur la voie publique.

Les textes sont pris, nous sommes prêts à revoir la carte elle-même, mais je pense qu'il faut surtout mettre en œuvre cette thématique maintenant.

Un autre sujet nous préoccupe. L'un d'entre vous m'a interrogé sur l'avancement de notre projet concernant les bandes. A l'heure actuelle, j'en ai informé Monsieur le Maire de Paris ainsi que le maire adjoint chargé de la sécurité, nous avons fait un recensement quasi exhaustif des bandes.

Je ne vais pas entrer dans l'énumération de ces bandes, telles que les "Candy Shop" ou des bandes de filles. On vient de me remettre un rapport sur les bandes de filles.

Nous allons nous engager dans des mesures plus opérationnelles, parce que c'est un sujet très difficile. Je prends l'exemple des "Candy Shop" qui, à titre principal, sont installés aux Halles. Le fait de circuler et de s'installer n'est pas encore complètement interdit en France. Donc, des infractions ne peuvent pas être forcément relevées.

La loi sur les bandes du 2 mars a eu un mérite. Pour les magistrats, ce n'est pas simple non plus. Il faut que nous leur apportions la preuve. Les magistrats ont redécouvert, lorsqu'il y a utilisation d'arme, parce que très souvent il y a des bagarres, l'utilisation de la loi de 1936 sur les attroupements armés.

Mais, la loi sur les bandes elle-même pose des difficultés d'application, et je ne remets personne en cause dans cette affaire.

Ce sont quelques thématiques que vous avez les uns et les autres abordées, sur lesquelles je souhaitais apporter quelques éléments.

Vous avez été nombreux à signaler des problèmes d'effectifs. Je tiens à le redire, les chiffres qui ont été donnés par Mme BIDARD sont des chiffres nationaux. Ces chiffres ne sont sans doute pas contestables, puisqu'ils sont dans le rapport qui a été présenté à l'Assemblée Nationale, toutefois ce ne sont pas les chiffres de Paris.

Or, ici, à Paris, dans l'agglomération, nous n'avons pas connu jusqu'à maintenant de baisse des effectifs, les effectifs sont restés constants.

M. AIDENBAUM ne semble pas exactement de mon avis. C'est peut-être dû au fait que, d'un arrondissement à l'autre, il y a effectivement des changements, cependant, globalement, sur Paris et sur l'agglomération, il y a une stabilité.

Les chiffres qui ont été donnés sont justes au niveau national. Les formations qui ont eu des effectifs en baisse sont celles des C.R.S. et les écoles. En effet, les recrutements ayant baissé, un certain nombre de centres de formation ont été fermés, ce qui d'ailleurs est une bonne chose, puisque c'étaient de petits centres qui étaient à côté de compagnies de C.R.S.

Sur l'agglomération, nous avons eu un maintien des effectifs.

J'y veillerai, bien que l'on sache qu'il y aura sans doute quelques baisses d'effectifs.

Ensuite, beaucoup d'entre vous ont remis à l'ordre du jour la question des moyens, au-delà des effectifs, qui sont les moyens de travailler. Vous avez reparlé de la vidéoprotection.

La vidéoprotection va se mettre en place. L'un d'entre vous a parlé de bilan, il n'y a pas de bilan puisque ce n'est pas installé.

En revanche, je peux vous dire -ce que M. ALAYRAC a eu la gentillesse de souligner- que des identifications sont maintenant faites à partir de la vidéo, pratiquement tous les jours, à partir des vidéos des 10.000 caméras dont nous avons le report d'images, à savoir les caméras de la R.A.T.P. et de la S.N.C.F.

En ce qui concerne le projet parisien des 1.200 caméras, on fait souvent des comparaisons - M. GOUJON l'a encore fait - avec l'Angleterre et Londres.

Je vous rappelle, je pense l'avoir déjà signalé, que dans notre esprit ce n'est pas du tout le système londonien. Ce que nous souhaitons - ce qui est très ambitieux, et je suis prêt pour ceux qui seraient intéressés à expliquer la maquette -, c'est que la vidéoprotection soit un outil non pas pour remplacer les fonctionnaires, mais pour rendre plus efficaces les fonctionnaires.

Puisque Mme DUBARRY, qui parle avec son ami M. GAREL, est une lectrice fidèle de "Liaison", je l'invite à lire l'édito du dernier numéro sur les techniques nouvelles. Je l'ai écris moi-même celui-là, en citant des philosophes grecs. Madame DUBARRY, lisez ce document.

Il faut que, en temps réel, on puisse repérer des personnes en train de commettre des délits et qu'avec la géolocalisation des véhicules que l'on est en train de mettre en place, on puisse intervenir.

Ce n'est pas du tout pour remplacer des fonctionnaires, c'est pour les rendre plus efficaces.

Alors qu'à Londres, ce n'est pas cela, à Londres on enregistre et on va chercher la bobine, c'est tout. La plupart du temps, on ne le fait pas.

C'est ce sur quoi je voulais insister, concernant la vidéo, puisqu'on sent bien qu'aujourd'hui, la plupart des groupes, d'ailleurs, acceptent cette idée que la vidéo peut être utile.

S'agissant toujours de l'organisation et des moyens, il y a les commissariats, le budget que l'on examine aujourd'hui sur l'investissement ne concerne que la B.S.P.P.

Les commissariats sont du ressort de l'État. M. CHERKI m'a parlé du 14e arrondissement. Vous savez que nous avons construit le commissariat du 20e, que nous avons rénové celui du 5e, que nous sommes actuellement en train de refaire le commissariat du 17e et, donc, nous programmerons, en fonction des crédits dont nous disposerons, celui du 14e arrondissement.

Voilà un certain nombre de choses que je voulais vous dire.

Concernant la police d'agglomération, il est évident, Monsieur HÉLARD, que je vous donnerai - je crois qu'on l'avait déjà diffusé - le bilan de la première année. Il est évident que, comme vous l'avez expliqué, notre idée est simple. Le nombre de personnes interpellées à Paris et qui habitent à Paris, est sans cesse en diminution.

Quand je vous ai présenté sommairement le projet sur la base des chiffres de 2008, on était à 44 % des personnes interpellées à Paris qui habitaient Paris. Le mois dernier, on est passé sous la barre des 40 %.

20 % habitent en petite couronne, 10 % dans la grande couronne et le reste dans le monde entier.

Il est bien évident, à partir du moment où l'on a affaire à des réseaux, à des dispositifs qui dépassent largement Paris intra-muros, que ce dispositif, par rapport à ce à quoi on a à faire face en matière de délinquance, sera évidemment plus efficace.

Alors, Monsieur BLOCHE, je pense avoir répondu à un certain nombre de vos préoccupations.

Nous avons été associés à ce que la Mairie a organisé pour la nuit, puisque nous n'y sommes pas hostiles. Les bonnets de nuit ont quelquefois été signalés. Comme je l'ai déjà dit devant ce Conseil, nous sommes aussi pour le port du bonnet de nuit pour ceux qui veulent en porter.

Nous avons à la fois des personnes qui s'amusent, mais d'autres souhaitent se reposer. Je pense que, là, on avance, on fait preuve d'une assez grande sévérité, il faut le reconnaître, mais je ne pense pas que l'on puisse faire autrement.

Une autre question est très préoccupante pour nous, celle des marchés à partir de Belleville. On voit bien qu'à partir de Belleville, il y a eu un report : on a travaillé sur Belleville, et ensuite il y a eu un report sur Montreuil.

Nous avons beaucoup travaillé avec Mme CALANDRA. Je crois que du fait de la présence policière, les choses se sont améliorées. Mais là, comme l'a dit Philippe GOUJON, on est dans l'attente de la Loppsi.

Je ne vais pas vous donner le nombre exact d'interpellations pour sauvette qui ont été réalisées à Paris depuis le 1er janvier, mais cela dépasse les 10.000 ! C'est une contravention, c'est un sabre de bois. D'abord, les gens ne la payent pas. Ils ne peuvent pas être mis en garde à vue, puisque c'est une simple contravention.

Donc, avec le nouveau dispositif qui sera adopté dans le cadre de la Loppsi, je pense que nous aurons un outil plus efficace. Il n'est pas normal, ce n'est pas la peine de cacher la réalité, que l'on soit arrivé au Trocadéro, au Sacré-Cœur, voire sur la place qui est à côté de la Préfecture de police, le parvis de Notre-Dame, à la situation que l'on connaît actuellement.

C'est une de nos préoccupations, ces marchés, et on va y travailler. Voilà ce que je voulais vous dire.

M. ALAYRAC a cité Mme DATI. Moi, je ne suis pas d'accord avec l'ancienne Garde des Sceaux sur ce qu'elle peut dire dans ses commentaires sur la réussite de la police nationale. Enfin, je lui en parlerai.

Il y a une question, qui est particulièrement préoccupante dans ce qu'a dit M. ALAYRAC, concernant la lutte contre l'homophobie. Là, il est bien évident que vous nous trouverez toujours à vos côtés et que nous sommes prêts à avancer sur ces sujets, de la même façon que je regrette un peu la dureté des propos qui ont été tenus en signalant que, plutôt que de parler des I-Phone, j'aurai dû parler des violences faites aux femmes.

Je parle des I-Phone, tout simplement parce que très souvent ce sont des femmes qui se font arracher leur sac ou leur I-Phone, mais s'agissant de la question des violences faites aux femmes, je crois que beaucoup de choses ont été faites à Paris.

Pour notre part, et je tiens à le souligner, nous avons mis en place, dans le cadre de la politique de l'Etat, des Brigades de protection des familles dans tous les commissariats, où nous avons mis des psychologues, alors qu'à l'Etat on n'a pas les créations de postes en nombre important.

C'est l'occasion pour moi de faire un appel à nouveau à M. le Maire de Paris sur la nécessité de l'aide qui peut être apportée en mettant des travailleurs sociaux à disposition dans le cadre du C.L.S. Je pense que c'est un peu dur de mettre en cause notre inertie sur cette affaire.

Mme DUBARRY a parlé aussi du niveau national et a beaucoup parlé de la problématique de la violence policière. Je ne méconnais pas qu'il y ait quelques problèmes quelquefois. Il y a un nombre d'interventions tout à fait considérable, mais je voudrais vous rassurer sur le caractère particulièrement sévère de la discipline dans la police nationale.

La police nationale fournit - vous allez me dire que l'argument se retourne et cela prouve qu'il y a des incidents - la moitié des procédures disciplinaires du Conseil national de la fonction publique territoriale. Et sur les affaires de déontologie et de discernement, je peux vous dire que nous sommes un certain nombre, dont je m'honore de faire partie, à rappeler sans cesse les messages.

J'ai repris quelques traditions à la Préfecture de police qui étaient abandonnées. Nous avons reçu, le 2 novembre dernier, 358 fonctionnaires, gardiens, sortant des écoles. A cette occasion, j'ai refait une cérémonie à laquelle M. SARRE représentait le Maire de Paris, dans la cour de la Préfecture, pour re-délivrer un certain nombre de messages puisque, assez paradoxalement, les fonctionnaires de police ne venaient plus à la Préfecture de police. Ils avaient traditionnellement à leur disposition, je devrais en remercier M. TIBERI, un gymnase du 5e arrondissement.

Mais j'ai souhaité solennellement assurer cet accueil, et à cette occasion j'ai rédigé ce petit livret qui, à 30.000 exemplaires, sera diffusé aux fonctionnaires. Il comporte trois documents.

Il comporte le Code de déontologie, telle qu'il a été adopté à la période de M. JOXE. Il comporte la circulaire sur l'exercice de l'autorité hiérarchique à laquelle je suis relativement attaché pour en être en partie l'auteur en 1997 et 2004. Mais comme la Préfecture de police, dans son indépendance, ne l'avait pas encore diffusé, nous l'avons maintenant diffusé. Il comporte la magnifique lettre de M. GRIMAUD, Préfet de police, qu'il a écrite aux policiers au cours des événements de 1968.

Tout cela fait vieillot, ringard, mais c'est notre code.

Et c'est à partir de là que je pense que la grande, grande majorité des policiers, qui fait un métier particulièrement difficile, ne peut pas être assimilée à ce que vous avez qualifié comme une police qui serait au-dessus des lois, ce qui aboutirait à des "gestions hasardeuses des manifestations", je vous cite. Nous avons eu l'honneur d'encadrer 5.282 manifestations et opérations d'ordre public depuis le 1er janvier. Je dis bien "5.282 manifestations" ! Nous avons eu, dans cette grande démocratie, 6 manifestations de très grande ampleur avec 760.000 participants, aux dires de la police. Et je m'honore qu'il y ait eu assez peu d'incidents, alors qu'il y a, comme l'un d'entre vous l'a dit sur un autre sujet, aujourd'hui, quelle que soit la manifestation de grande ampleur, de petits groupes qui viennent se mêler aux manifestants, soit des manifestants de revendications sociales, soit des manifestations qui devraient être de joie, puisque l'un d'entre vous a évoqué les événements après les matchs de football, soit à Barbès, mais je peux vous dire que sur les Champs-Elysées, nous avons eu affaire à des situations comme nous en connaissons assez peu souvent.

D'ailleurs, puisque le maire adjoint délégué aux sports me regarde quelques instants, je dois dire à cet égard que nous avons, je pense, mais il faut rester très prudent, un peu progressé sur la problématique des hooligans.

Voilà ce que je voulais vous dire.

Madame BIDARD, j'ai répondu, je pense, à vos questions. Je suis prêt d'ailleurs à vous rencontrer parce que, sur les baisses d'effectifs, je pense que les choses ne sont pas aussi caricaturales, mais vous avez, bien sûr, le droit de vous exprimer.

Philippe GOUJON a rappelé ce qui est fait par le Gouvernement, que je représente comme fonctionnaire. C'est vrai que beaucoup de choses sont faites en matière de sécurité.

Il ne s'agit pas de stigmatiser qui que ce soit, mais il n'y a aucune honte à signaler qu'une part importante de la délinquance à Paris est une délinquance étrangère. C'est 40 %, c'est dans les chiffres, c'est tout à fait légal de le dire. Il est tout à fait légal de dire que, dans les voleurs à la tire, c'est 89 % des personnes qui sont des étrangers, et pas d'origine étrangère. Donc, tout en respectant parfaitement ces personnes, il appartient à la police évidemment de lutter contre ces phénomènes qui portent atteinte à la sécurité de nos concitoyens.

S'agissant des fourrières, puisque M. GOUJON m'a interpellé sur la question, la réponse est : l'audit. Bien sûr, vous serez informés de ce que l'on fait et nous travaillerons collectivement sur ce sujet.

Nous avons ensuite M. BOURNAZEL qui a évoqué la problématique de la prostitution. Il est vrai que la loi de 2003 avait porté ses fruits, la loi de mars 2003 sur le racolage. En dehors de toute application par la Justice, ce que peut-être nous faisions moins et que j'ai relancé au cours des derniers mois, notamment après que l'on a porté à notre connaissance les difficultés du boulevard Ney, c'est de reprendre un certain nombre d'opérations de contrôle et, si possible, en ayant le relais de la police judiciaire pour le démantèlement des filières.

S'agissant enfin, et je termine par là, de la problématique plus ponctuelle de M. POZZO di BORGO, il m'en a parlé ce matin, s'il y a des véhicules personnels, il est bien évident que ces espaces n'ont pas été mis à disposition pour des véhicules personnels. Comme je voulais l'expliquer ce matin, il n'y a pas que la police avenue de Ségur, il y a d'autres services administratifs, mais j'ai pris l'engagement de regarder avec précision qui peut stationner, de limiter aux services de police et le plus possible, car je ne méconnais pas les difficultés engendrées par les services de l'administration, les services centraux, dans votre arrondissement.

Ensuite, je crois que le vœu les concernant sera adopté, mais quelle est la problématique pour la police sur le taser et le flash-ball ? La problématique est simple, c'est une problématique d'alternative par rapport à l'arme à feu.

Ce que j'ai demandé pour Paris à l'I.G.S., c'est que l'on fasse une étude sur les 10 dernières années pour voir dans quelle mesure il y a eu une substitution à l'utilisation de l'arme à feu et ces armes qui sont mises à disposition des fonctionnaires, armes non létales, doivent être utilisées avec évidemment beaucoup de précaution et de discernement, je crois que c'est le cas dans la majorité des cas, mais si je fais référence au cas qui était signalé de ce garçon dans les Hauts-de-Seine à Colombes, il était équipé, si l'on peut dire, armé, d'un marteau, il frappait les policiers, ils ont utilisé le taser et, évidemment, toute mort d'homme est tout à fait regrettable, l'enquête est en cours, mais nous avons la dure problématique de savoir si l'on doit ou pas utiliser des armes non létales ou s'il faut uniquement avoir des armes à feu.

Voilà !

Excusez-moi d'avoir été long, mais vous l'avez été également.

(Applaudissements).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Préfet de police.

Le débat général est terminé.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - C'est dommage que le Maire de Paris n'était pas là !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Ecoute bien ! Tu te tais avant d'aller boire un coup !

(Rires).

Demain, nous nous retrouvons à 9 heures pour les explications de vote et le vote et maintenant, tu peux aller rejoindre les salons pour boire un coup avec tout le monde !

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue le lundi 13 décembre 2010 à dix-neuf heures cinquante-cinq minutes, est reprise le mardi 14 décembre 2010, à neuf heures cinq minutes, sous la présidence de M. le Maire de Paris).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, je vous propose de ne pas perdre de temps. Ce matin, il y a les explications de vote. Après, on passe au vote du budget, puis à tous les autres nombreux sujets de cette séance.

Explications de vote.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est d'abord à M. LEGARET.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, dans le monde entier, la crise fait des ravages, personne n'est épargné, ni à Paris ni ailleurs, mais avec une singularité tout à fait étonnante, la Ville de Paris est totalement extérieure à ce contexte. Elle revendique, elle arbore, elle étale sa richesse et que fait-elle de cette richesse ? Cette richesse permet-elle d'augmenter les investissements, comme vous le dites ?

Hélas non ! Puisque, en réalité, l'effort d'investissement, que l'on peut d'abord mesurer en crédits de paiement, stagne depuis trois ans. Ils sont remontés à 1,7 milliard, c'est-à-dire le niveau de 2009, après avoir baissé à 1,6 milliard l'année dernière. Quant aux autorisations de programme, si l'on neutralise le 1,260 milliard qui, d'ailleurs, compte double de l'opération des Halles, c'est là encore une régression.

Pendant ce temps-là, le budget de fonctionnement, lui, continue à déraper : + 3,7 % par rapport au budget de fonctionnement de l'année dernière.

Bernard GAUDILLÈRE disait hier : "Sans sérieux financier, aucun investissement n'est durable." Alors, où est le sérieux financier ? Où sont les investissements ? Et où est le durable ?

Ce n'est certainement pas dans des efforts d'investissement en faveur de l'enseignement supérieur ; on en a parlé hier. Ce n'est certainement pas dans les efforts d'investissement en faveur du logement intermédiaire, de l'accessibilité aux handicapés ou du Plan climat. Voilà des priorités budgétaires que vous affirmez en parole mais jamais en acte et sur lesquelles votre richesse aurait permis de faire des efforts.

C'est la raison pour laquelle, avec nos collègues du groupe U.M.P.P.A., nous avons déposé des amendements et des vœux.

Ces vœux et ces amendements avaient une logique globale : maîtriser les recettes et les dépenses.

Oui, maîtriser les recettes parce que, contrairement à ce que vous affirmez, avec l'augmentation de 26 % des taux au cours des deux dernières années, vous allez continuer à voir la fiscalité augmenter par le simple ajustement des bases, au moins jusqu'à la fin de cette mandature.

Par ailleurs, les contributions d'Etat : vous nous aviez dit que vous aviez très peur d'une diminution ; elles sont en augmentation de l'ordre de 20 millions, donc on ne voit pas très bien où serait le problème.

Quant aux droits de mutation, bien entendu, ils pénalisent tous les accédants à la propriété et, comme l'a dit René DUTREY hier, les droits de mutation alimentent la spéculation immobilière. C'est un fait indéniable. Nous avons fait des propositions de limitation de ces recettes de droit de mutation. Ce serait plus équilibré, ce serait moral et naturellement vous refusez de le faire.

Pour toutes ces raisons, bien entendu, les élus du groupe U.M.P.P.A. voteront contre votre budget.

Mais vous me permettrez d'ajouter un mot, Monsieur le Maire, en tant que président de la Commission des finances. J'ai d'ailleurs évoqué cette question hier soir devant les membres de la Commission.

Je peux vous dire, ayant quelque expérience en la matière, que jamais une session budgétaire ne s'est déroulée de cette manière-là. Nous sommes dans une régression démocratique indiscutable, puisque des vœux et amendements qui ont été déposés par des élus n'ont même pas été examinés, n'ont reçu aucun élément de réponse, ni en Commission des finances ni en séance.

Donc, je le dis solennellement, je n'accepterai pas à l'avenir qu'une session budgétaire se déroule de cette manière.

Il se trouve que, depuis quelque temps, les amendements et vœux sont envoyés par la voie électronique et ne sont même plus discutés en 1ère Commission. Ils ne sont pas discutés en 1ère Commission et l'adjoint en charge des finances, pour des raisons, nous a-t-on dit, d'horaires hier, n'a apporté aucune réponse, il a rejeté, naturellement pour des raisons de pur esprit partisan, toutes les contributions que nous avions faites et il a retenu toutes celles qui étaient présentées par les élus de la Majorité municipale. On appréciera le sens de l'équilibre et l'objectivité !

Mais je tiens à le dire, la plupart de ces amendements et vœux n'ont reçu aucun élément de réponse, ils n'ont absolument pas été discutés. Cela ne s'est encore jamais produit dans cette Assemblée lors des précédentes séances budgétaires.

J'émets, de ce point de vue-là, Monsieur le Maire, une protestation solennelle et je vous demande de veiller à l'avenir à ce que les principes démocratiques retrouvent leur droit.

Je vous en remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je n'ai pas le sentiment que nous soyons dans une situation démocratique catastrophique, mais moi je suis toujours preneur, notamment pour une séance budgétaire, de propositions faites par la Commission des finances notamment, qui a un président, qui a une majorité, qui a une opposition. Faites-moi des propositions et je les examinerai sans aucune appréhension.

Monsieur SAINT-ETIENNE ?

M. Christian SAINT-ETIENNE. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, votre projet de budget primitif continue de creuser le sillon d'une politique maintenant vieille de 10 ans et voit Paris s'effacer de plus en plus devant Londres comme capitale la plus attractive d'Europe, aussi bien pour le développement économique que malheureusement pour une autre raison qui était censée vous tenir à cœur, c'est-à-dire la vie nocturne.

Et pour cause, l'investissement n'est pas utilisé à bon escient, les crédits destinés au développement économique ont une traçabilité erratique et les dépenses de fonctionnement flambent.

Pourtant, nos avertissements, nos inquiétudes justifiées et nos recommandations demeurent lettre morte, comme celle de M. LEGARET, s'abîmant dans votre entêtement dispendieux.

Loin de lisser les effets récessifs du cycle, vous n'avez cessé, Monsieur le Maire, d'aggraver la situation financière des Parisiens en réduisant le pouvoir d'achat des classes moyennes en maniant la massue fiscale.

Quel message adressez-vous donc aux 50 % des ménages parisiens disposant de revenus moyens compris entre 1.100 et 2.900 euros mensuels avant impôts ?

Il est grand temps, Monsieur le Maire, de cesser d'épuiser les classes moyennes d'impôts mal dépensés, d'autant qu'après avoir progressé de 42 % de 2001 à 2008 et augmenté de près de 25 % supplémentaires entre 2009 et 2010, la pression fiscale qui accable les Parisiens s'accompagne d'un emballement du prix moyen de l'immobilier dans la Capitale.

La faiblesse prétendue de la fiscalité que vous revendiquez s'est transformée en matraquage fiscal qui aggrave le prix du logement à Paris et aboutit conjointement à éroder fortement le reste à vivre des habitants d'une ville qui est aujourd'hui malheureusement l'une des plus chères du monde.

Une même frénésie semble régir les lignes budgétaires relatives aux dépenses de fonctionnement.

Les masses budgétaires consolidées au budget primitif entre 2008 et 2011 font ainsi apparaître des dépenses de fonctionnement hors contribution de la Ville au Département qui croissent de 5,36 à 5,91 milliards d'euros, pratiquement 6 milliards d'euros, soit une augmentation de 10 % sur la période de mi-mandat, si l'on accepte de retirer le contribution de Paris au Fonds national de garantie individuelle des ressources, le F.N.G.I.R., au titre de la taxe professionnelle.

A ce titre, le plan d'économie et de rationalisation des dépenses entrepris par la Ville, ayant conduit à une diminution des charges à caractère général d'1 % par rapport au budget primitif, apparaît limité, ces charges représentant 800 millions au B.P. 2011.

Que dire des dépenses d'investissements ? M. LEGARET en a dit un mot, la Mairie investit peu et de façon inefficace, elle s'éparpille dans des actions clientélistes qui ne sont pas à la hauteur de la compétition économique mondiale.

La capitale de notre pays, aujourd'hui, pâtit d'un déficit d'image en termes d'entreprises innovantes et ne se classe que 33e sur les 37 métropoles européennes en matière d'attractivité pour la création d'entreprise.

Le dernier classement mondial K.P.M.G. n'est guère plus optimiste, tandis qu'en matière d'attractivité, Paris ne séduit que 8 % des entrepreneurs interrogés, à l'instar d'Hong-Kong, et pointe en 6e position au sein des métropoles qui comptent.

La Capitale est menacée alors que, depuis 10 ans, vous avez eu, Monsieur le Maire, une force de frappe inouïe avec un budget cumulé de plus de 60 milliards d'euros.

Vous possédez, Monsieur le Maire, comme je l'ai déjà dit, une Ferrari. J'avais dit il y a quelques mois que vous rouliez en première. Avec le nouveau budget d'investissement que vous venez de présenter, vous roulez maintenant en marche arrière.

Tandis qu'il est impératif de miser sur l'innovation et la recherche pour que Paris devienne l'un des centres mondiaux de la future économie, vous allouez 2,1 milliards d'euros aux charges de personnel pour accompagner l'explosion des effectifs.

La manne des droits de mutation pourrait pourtant permettre de créer à Paris des centres d'affaires, de développement économique, de recherche au plan mondial et d'innovation, ce qui ferait que les sociétés du monde entier viendraient s'installer ici et apporteraient les emplois dont nous avons besoin.

Malheureusement, ce constat d'inefficacité, nous le réitérons budget primitif après budget primitif.

Nous réclamons, Monsieur le Maire, de l'ambition, de l'audace, une vision d'ensemble à long terme, c'est ce qu'exigent également les Parisiens, mais vous préférez la poudre aux yeux à l'effort vers l'excellence, ce qui nous conduira une fois de plus à voter contre votre budget.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à M. Jean-Pierre CAFFET.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, je crois que le débat que nous avons eu hier a montré à la fois la qualité et la pertinence de ce budget, ainsi que la nécessité de l'adopter.

Ce dont nous avons besoin, dans la période de crise que nous traversons, c'est d'une stratégie budgétaire qui nous permette de remplir les engagements que nous avons pris devant les Parisiens, qui ont été ratifiés par une grande majorité d'entre eux, sans pour autant mettre à l'avenir en péril les finances de la Ville.

Alors, nous avons entendu énormément de choses de la part de la Droite, notamment durant la journée d'hier et encore ce matin.

Nous avons entendu, par exemple, que le "104" ne fonctionnait pas, ce qui n'est plus vrai. Nous avons entendu qu'à la Gaîté Lyrique, les artistes étaient en désaccord avec les choix qui avaient été faits.

Nous avons entendu qu'il pouvait y avoir une contradiction entre la page 10 et la page 27 de je ne sais quel document budgétaire consacré aux indicateurs de performance sur la politique de la propreté.

Nous avons entendu surtout qu'il ne fallait pas faire les Halles, nous avons également entendu qu'il ne fallait pas faire de logement social dans le 16e arrondissement.

Ecoutez, chers amis de Droite, tout cela est très gentil, très sympathique, mais que vous le vouliez ou non, cela ne fonde en aucun cas une stratégie budgétaire.

Très franchement, je ne sais pas ce que vous en pensez, mais j'ai trouvée que Mme LAGARDE, qui n'est jamais avare de recommandations, dans son style un peu flamboyant, hier particulièrement en retrait, par rapport aux prestations qu'elle nous délivre habituellement, je l'ai trouvée un peu terne, je l'ai trouvée sur la défensive, je l'ai trouvée embarrassée dans des explications extraordinairement techniques, auxquelles la plupart des conseillers ne comprenaient rien.

Finalement, elle ne nous a rien dit. Elle nous a dit simplement, et j'ai noté cette phrase, que "l'endettement de la Ville était légitime, mais pas raisonnable".

Voilà le message que nous a délivré Mme LAGARDE.

Très franchement, à certains moments, j'avais plutôt l'impression de me trouver en face d'un chef de bureau de la Direction du budget à Bercy que devant la ministre des Finances et j'ai trouvé franchement qu'il y avait une rupture fondamentale avec ce qu'elle nous avait dit lors des deux premiers exercices budgétaires.

(Brouhaha).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Il faut vous écouter tous. Ce que l'on entend de l'autre côté n'est pas plus agréable.

(Protestations).

M. Jean-Pierre CAFFET. - Ce qui appelle de ma part deux remarques.

Vous pouvez dire ce que vous voulez sur les Halles ou le logement social dans le 16e arrondissement, mais je ne vois pas pourquoi nous obéirions à vos injonctions sur ce que vous voulez faire de l'investissement à la Ville de Paris.

Je ne comprends pas pourquoi vous dites qu'il faudrait que nous…

(Protestations).

Je peux parler, Monsieur LAMOUR ? C'est incroyable !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Une seconde, j'arrête les compteurs de temps.

Chers collègues, nous avons écouté M. LEGARET et M. SAINT-ÉTIENNE sereinement. Ce n'était pas plus agréable à entendre.

Il faut que l'on écoute aussi calmement et aussi respectueusement les propos du Président…

Qu'avez-vous, Madame DOUVIN ? Vous avez bu trop de café, ce matin ?

J'ai écouté M. LEGARET qui me disait plein d'amabilités ainsi que M. SAINT-ÉTIENNE qui a fait de même. Je n'ai pas protesté, mais c'était quand même violent.

Cela s'appelle la démocratie.

Peut-être suis-je plus patient que d'autres, mais je ne suis pas moins légitime que d'autres, et Jean-Pierre CAFFET non plus. Il est Président du groupe qui représente le plus de citoyens de Paris.

Donc, bien que vous estimiez que ce n'est pas d'un bon niveau, c'est en tout cas d'un niveau démocratique en termes de représentativité qui mérite le respect.

Jean-Pierre CAFFET ?

(Applaudissements).

M. Jean-Pierre CAFFET. - Je disais donc que les remarques que nous avons entendues hier appelaient de ma part deux séries d'observations.

Première série d'observations : je ne vois pas pourquoi nous céderions à vos injonctions sur la modification de la composition de l'investissement.

Je vous rappelle que nous avons été élus sur les engagements qui ont été pris avec les Parisiens et que les Parisiens nous ont demandé de faire les Halles. Les Parisiens ont ratifiés le choix que nous leur avons proposé, à savoir d'arriver en 2014, avec six ans d'avance par rapport à l'obligation légale, pour avoir 20 % de logements sociaux dans la capitale, et je ne vois pas pourquoi nous ne le ferions pas.

La deuxième série d'observations, c'est sur la stratégie budgétaire. Ce que vous nous avez dit hier, excusez-moi, ne fonde pas une stratégie budgétaire. Je l'ai expliqué, je le répète, vous nous demandez de réduire les impôts, de maintenir le niveau des dépenses, ce qui aboutira inévitablement à un endettement supplémentaire dont vous critiquez la dynamique depuis 2001, ce qui n'a rigoureusement aucun sens en termes de stratégie.

Je maintiens donc que la stratégie budgétaire de la Ville est pertinente, qu'elle est fondée, qu'elle permet de remplir les engagements que nous avons pris vis-à-vis des Parisiens et qu'en plus, elle a une qualité : elle ne met pas en péril les finances de la Ville, elle les maîtrise, contrairement à ce que vous voulez qu'on fasse.

C'est la raison pour laquelle mon groupe votera évidemment ce budget avec détermination et avec plaisir.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur GAREL ?

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Je vous disais hier que nous pensions que ce budget était un bon budget et qu'il serait excellent si vous intégriez nos propositions.

Comme vous avez intégré l'essentiel de nos propositions, je vous dis maintenant que ce budget est excellent.

Nous nous réjouissons effectivement d'avoir obtenu un vœu qui engage la Ville à inscrire au B.S. cette S.E.M. "Energie" à laquelle nous tenons tant et nous sommes vraiment très heureux que cette avancée vers une ville plus écologiste trouve enfin une concrétisation dans les mois qui viennent, et le groupe sera particulièrement vigilant sur la réalisation de cette promesse d'ici le B.S.

Nous avons également obtenu un million d'euros pour remplacer les arbres d'alignement et faire en sorte que Paris ne coupe pas des arbres qui ne seraient pas remplacés et nous en sommes très heureux.

De même, 700.000 euros pour l'entretien du Bois de Vincennes, 200.000 euros pour les jardins partagés, 50.000 euros pour lutter contre les conséquences de la toxicomanie et aussi, avec nos collègues du P.S. et du P.C., 20 millions supplémentaires pour le compte foncier.

Si nous ajoutons à tout cela des vœux qui reprennent nos propositions pour les formations au développement durable et les achats éco-responsables et la déprécarisation des personnels des caisses des écoles, à laquelle nous sommes extrêmement attachés, nous voyons que beaucoup de choses ont été faites pour que ce budget soit amélioré et aille dans un sens plus social et plus écologiste.

C'est donc avec enthousiasme, cette année, que nous voterons le budget de la Ville de Paris, mais nous rappelons, par contre, que nous allons voter contre le budget de la Préfecture de police, nous avons expliqué pourquoi l'an passé et hier aussi.

Je voudrais terminer, en n'utilisant pas forcément tout mon temps de parole, parce que je considère que les débats sont beaucoup trop longs et qu'il faudrait parvenir à avoir des débats plus intéressants et plus passionnants, plutôt que les gens parlent pendant 80 minutes pour répéter quasiment toujours la même chose, pour remercier tous ceux qui ont travaillé sur ce budget pendant des mois pour certains et remercier tous ceux qui, dans notre équipe de collaborateurs et dans votre équipe, ont permis que ces compromis, favorables aux Parisiens, soient trouvés.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes EELVA, socialiste, radical de gauche et apparentés et Communiste et élus du Parti de Gauche).

M. LE MAIRE DE PARIS. - J'apprécie beaucoup, y compris sur le fait qu'on pourrait peut-être parler moins longtemps et être plus efficace.

Monsieur BROSSAT ?

Oui, cela arrange la démocratie.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce débat qu'on a eu tout au long de la journée d'hier nous a, je crois, et cela a été dit par mon collègue Jean-Pierre CAFFET, permis de voir tous l'écart qu'il y a entre la politique que nous menons à l'échelle de la Ville de Paris et la politique désastreuse menée par le Gouvernement, parce qu'honnêtement, ce qu'on a entendu hier confirmait, une fois de plus, cette différence fondamentale.

On a entendu, une fois de plus, Claude GOASGUEN nous expliquer sur tous les tons et avec tous les prétextes possibles et imaginables son opposition à la production de logements sociaux dans le 16e, on a entendu Mme LAGARDE et, honnêtement, c'est une plaisanterie, nous faire des leçons de bonne gestion ; c'est une plaisanterie de la part d'une représentante d'un Gouvernement qui a mis notre pays financièrement à genoux…

(Brouhaha sur les bancs de l'opposition).

Tout cela, c'est la réalité, et vous le savez aussi bien que moi. C'est aussi pour cela que cela vous énerve !

… pour étancher la soif de sang des vampires de la finance. C'est ça, la réalité !

(Brouhaha sur les bancs de l'opposition).

Cela vous énerve, Monsieur LAMOUR, cela vous crispe, et je comprends que vous soyez crispé, parce qu'à votre place, je serais crispé moi aussi.

Oui, précisément, tout cela, c'est la différence entre la politique que nous menons et la politique que vous menez.

D'ailleurs, la chance qu'on a avec Mme LAGARDE, c'est qu'on ne risque pas de la revoir de sitôt dans l'enceinte du Conseil de Paris ; c'est notre chance et c'est notre bonheur.

Face à cela, le choix que nous allons faire, le choix de notre majorité, et vous l'avez dit, Monsieur le Maire, hier, dans votre communication, le choix…

(Brouhaha).

C'est incroyable quand même cette intolérance que vous avez vis-à-vis des propos des autres !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Poursuivez, Monsieur BROSSAT !

M. Ian BROSSAT. - Honnêtement, Monsieur LAMOUR, quand on voit le nombre d'âneries que l'on a entendues à longueur de 85 minutes de la part de votre groupe, on se dit que vous pourriez nous laisser parler.

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - S'il vous plaît, arrêtez le compteur de M. BROSSAT !

M. Ian BROSSAT. - Pour ce qui nous concerne, et je parle de cette majorité, nous avons fait le choix de mettre le cap sur la justice sociale et sur la solidarité et je voudrais me féliciter, de ce point de vue, des amendements qui vont être adoptés à l'initiative de notre groupe et qui permettent d'enrichir ce budget.

Oui, on a de la chance, nous sommes dans la majorité, vous êtes dans l'opposition ! C'est une découverte ! On a toujours l'impression avec vous que vous découvrez la poudre tous les matins.

Pour ce qui nous concerne, nous avons fait le choix de mettre le cap sur le logement avec cet amendement qui permettra d'abonder de 20 millions d'euros supplémentaires le compte foncier en faveur du logement et qui permettra notamment de rééquilibrer le logement social en direction du centre et de l'Ouest de Paris, le cap sur le logement toujours avec un million d'euros supplémentaires en faveur du F.S.L., ce qui permettra de venir en aide aux locataires qui ont des difficultés à payer leur loyer.

Vous devriez écouter, Monsieur LAMOUR, parce que cela concerne l'ensemble des Parisiens, y compris les Parisiens qui habitent dans le 15e arrondissement.

Le cap sur la solidarité encore, avec un amendement en faveur des centres sociaux, un amendement en faveur des centres de santé et un amendement à 100.000 euros en faveur des missions locales.

Bref, le choix que nous avons fait, c'est le choix de la solidarité, c'est le choix du logement pour tous.

Je voudrais terminer en disant que je crois que c'est aussi l'honneur de notre majorité que d'être capable de faire travailler ensemble des élus qui n'ont pas forcément les mêmes opinions sur tout, des socialistes, des Verts, des communistes, des républicains, des hommes et des femmes qui se retrouvent sur l'essentiel, et c'est aussi cela que les Parisiens attendent de nous. De ce point de vue, je voudrais me féliciter vraiment de la capacité que nous avons eue, à l'occasion de ce budget, à travailler ensemble et à aboutir à des solutions communes.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Communiste et élus du Parti de Gauche, socialiste, radical de gauche et apparentés et EELVA).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

Je ne voudrais pas agacer trop les groupes de l'opposition, mais je suis quand même assez reconnaissant aux groupes de la majorité de leur hauteur de vue, de leur créativité, du concours qu'ils apportent à la marche de cette Ville et de leur solidarité ; je voulais le leur dire clairement.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

Maintenant, mes chers collègues, je vous en prie, nous allons procéder à tous les votes ; cela va être un peu fastidieux.

Je vous demande donc, vous avez tous l'habitude, d'être attentif et qu'on fasse cela aussi rapidement et aussi sérieusement que possible.

Vous n'allez pas faire de commentaire ! Franchement, il y a trop de votes, donc on fait les choses sereinement, sérieusement et, si possible, rapidement.

Nous allons donc mettre successivement aux voix les budgets d'investissement et de fonctionnements de la Ville, les budgets spécifiques, le budget spécial de la Préfecture de police.

Les votes des budgets de la Ville s'effectueront par chapitre, puis globalement, suivant la nomenclature qui vous a été distribuée.

Il n'y a évidemment plus de prise de parole et lorsque ce sera nécessaire, je demanderai à M. GAUDILLÈRE son avis, favorable ou défavorable, sur les amendements et vœux, mais, dans bien des cas, je l'exprimerai directement.

2010, DF 85 - Budget primitif d'investissement et de fonctionnement de la Ville de Paris pour 2011.
2010, DF 85-1° - Budget d'investissement de la Ville de Paris pour 2011.
2010, DF 85-2° - Budget de fonctionnement de la Ville de Paris pour 2011.
2010, DF 85-3° - Autorisation de relèvement des tarifs.
Lettre rectificative n° 1.
Lettre rectificative n° 2.
Vœu de l'Exécutif.
Vœu du groupe E.E.L.V.A. relatif à l'enveloppe locale d'animation pour les projets solidarité et partenariat internationaux.
Vœu du groupe PCF-PG relatif à l'application et à l'extension du 1% artistique aux nouvelles constructions de la Ville.
Vœu de l'U.M.P.P.A. relatif à l'actualisation des audits 2001 sur la situation budgétaire et financière et la gestion des personnels de la Ville.
Vœu de l'U.M.P.P.A. relatif à la création d'un office municipal de la fiscalité.
Vœu de l'U.M.P.P.A. relatif aux procédures d'attribution des subventions aux associations.
Vœu du groupe Centre et Indépendants relatif à la mise en place d'une commission de travail sur le partenariat public-privé au stade Jean-Bouin.
Vœu du groupe Centre et Indépendants relatif à la création d'un bleu budgétaire "attractivité économique de Paris".
Vœu du groupe Centre et Indépendants relatif à l'estimation des recettes attendues de la CET.
Vœu du groupe Centre et Indépendants relatif à la création d'un comité consultatif d'évaluation.
Vœu du groupe Centre et Indépendants relatif à la stabilisation des dépenses de fonctionnement.
Vœu du groupe Centre et Indépendants relatif aux subventions aux associations.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous commençons, mes chers collègues, par le budget primitif d'investissement et de fonctionnement de la Ville de Paris pour 2011, et d'abord le projet de délibération DF 85.

Je vais d'abord mettre aux voix, à main levée, la lettre rectificative n° 1.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

La lettre rectificative n° 1 est adoptée.

Je mets ensuite aux voix, à main levée, l'amendement n° 2 du groupe socialiste radical de gauche et apparentés assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

L'amendement n° 2 est adopté.

Ensuite, je mets ensuite aux voix, à main levée, l'amendement n° 3 du groupe socialiste radical de gauche et apparentés assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

L'amendement n° 3 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 4 du groupe socialiste radical de gauche et apparentés assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

L'amendement n° 4 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 5 du groupe socialiste radical de gauche et apparentés assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

L'amendement n° 5 est adopté.

De toute façon, sur l'ensemble de ces votes, vous préciserez au B.M.O. exactement ce que vous souhaitiez indiquer comme position.

Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 6 du groupe socialiste radical de gauche et apparentés assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

L'amendement n° 6 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 7 du groupe socialiste radical de gauche et apparentés assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

L'amendement n° 7 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 8 des groupes de la Majorité assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

L'amendement n° 8 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 9 du groupe E.E.L.V.A., assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

L'amendement n° 9 est adopté à l'unanimité, comme bien d'autres avant.

L'amendement n° 10 du groupe E.E.L.V.A est retiré.

Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 10 bis de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

L'amendement n° 10 bis est adopté.

L'amendement n° 11 du groupe E.E.L.V.A. est retiré.

Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 11 bis de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

L'amendement n° 11 bis est adopté.

L'amendement n° 12 du groupe E.E.L.V.A. - ne pourriez-vous pas trouver des initiales plus simples ? - est retiré.

Une intervenante. - Vous pouvez dire "Elva"

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je sais dire "Eva"… Il faudra que j'apprenne à dire "Elva". C'est joli… Il faut s'habituer, c'est tout !

L'amendement n° 13, je crois, dudit groupe, est retiré au bénéfice du vœu n° 13 bis de l'Exécutif.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2010, V. 302).

Je vous remercie.

Maintenant, je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 14 du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

L'amendement n° 14 est adopté à l'unanimité.

L'amendement n° 15 du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche est retiré.

Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 16, du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

L'amendement n° 16 est adopté.

Les amendements n° 17, n° 18 et n° 19 du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche sont retirés.

Merci.

En réponse l'amendement n° 19, il y a le n° 19 bis de l'Exécutif.

Je mets donc aux voix, à main levée, l'amendement n° 19 bis de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

L'amendement n° 19 bis est adopté, l'amendement n° 19 étant donc retiré.

L'amendement n° 20 du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche est retiré.

En réponse à l'amendement n° 20 du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, il y a le 20 bis de l'Exécutif.

Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 20 bis de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

L'amendement n° 20 bis est adopté, l'amendement n° 20 étant donc retiré.

Les amendements n° 21 et n° 22 du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche sont retirés.

Maintenant, je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 23 du groupe U.M.P.P.A., assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

L'amendement n° 23 est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 24 du groupe U.M.P.P.A., assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

L'amendement n° 24 est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 25 du groupe U.M.P.P.A., assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

L'amendement n° 25 est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 26 du groupe U.M.P.P.A., assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

L'amendement n° 26 est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 27 du groupe U.M.P.P.A., assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

L'amendement n° 27 est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 28 du groupe U.M.P.P.A., assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

L'amendement n° 28 est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 29 du groupe U.M.P.P.A., assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

L'amendement n° 29 est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 30 du groupe U.M.P.P.A., assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Il est repoussé, comme les précédents.

Je crois que le vœu n° 31 du groupe E.E.L.V.A. est retiré.

Avec regret, mais il ne faut pas cultiver les regrets et il faut passer à l'étape suivante.

Le vœu n° 32, du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche est, je crois, retiré.

Ensuite, je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 33 du groupe U.M.P.P.A., assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est repoussé.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 34 du groupe U.M.P.P.A., assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est repoussé.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 35 du groupe U.M.P.P.A., assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est repoussé.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 36 du groupe Centre et Indépendants, assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est repoussé.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 37 du groupe Centre et Indépendants, assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est repoussé.

Je mets aux voix, à main levée, le voeu n° 38 du groupe Centre et Indépendants assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est repoussé.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 39 du groupe Centre et Indépendants, assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est repoussé.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 40 du groupe Centre et Indépendants, assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est repoussé.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 41 du groupe Centre et Indépendants, assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est repoussé.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu référencé n° 114 dans le fascicule déposé par le groupe Centre et Indépendants assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2010, V. 339).

Je mets maintenant aux voix, à main levée, la lettre rectificative n° 2.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La lettre rectificative n° 2 est adoptée.

Nous arrivons au terme des votes des amendements et vœux relatifs au budget primitif 2011 de la Ville de Paris.

2010, DF 85-1° Budget d'investissement de la Ville de Paris pour 2011.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Chers collègues, je vous invite maintenant à vous prononcer, à main levée, successivement, sur la section des autorisations de programme (mission par mission) et sur la section de crédits de paiement (chapitre par chapitre), puis globalement sur le projet de délibération DF 38-1°, relatif au budget d'investissement de la Ville de Paris pour 2010, tenant compte de la lettre rectificative et des amendements, dont je vous donne lecture :

"Le Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal,

Vu la Loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment son article 44 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment deuxième partie, le Livre III "Finances communales", Titre 1er "Budgets et comptes", chapitre II "adoption du budget", article L. 2312-2 et L. 2312-3 ;

Vu la délibération du 24 mars 1997 optant pour le vote par nature ;

Après consultation de la conférence de programmation des équipements prévue à l'article L 2511-36 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le projet de délibération en date du 30 novembre 2010, par lequel M. le Maire de Paris soumet à son approbation le budget d'investissement de la Ville de Paris pour 2011 ;

Sur le rapport présenté par M. Bernard GAUDILLÈRE, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Article 1 : Le budget d'investissement de la Ville de Paris pour l'exercice 2011 est arrêté comme suit :

- à la somme de 9.478.990.537,90 euros en ce qui concerne les autorisations de programme, selon l'état annexé (récapitulation générale des autorisations de programme en dépenses et en recettes) ;

- à la somme de 2.462.466.397,00 euros en recettes et en dépenses en ce qui concerne les crédits de paiement, selon l'état annexé (vue d'ensemble de la section d'investissement).

Article 2 : M. le Maire de Paris est autorisé à constituer une provision pour risques et charges en application de l'article R.2321-2 du CGCT.

Article 3 : M. le Maire de Paris est autorisé à procéder, à l'intérieur d'un même chapitre, aux virements de crédits rendus nécessaires par l'insuffisance de certaines dotations constatées au cours de l'exécution du budget.

Article 4 : Pour assurer l'équilibre du budget d'investissement de 2011, M. le Maire de Paris reçoit la délégation du Conseil de Parts d'une part pour réaliser, en une ou plusieurs fois, sur le marché national ou sur les marchés Internationaux, un emprunt d'un montant maximum de 768 178 198 euros ou d'un montant équivalent dans d'autres devises et d'autre part pour procéder aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts et notamment la possibilité de réaménager ou rembourser par anticipation partiellement ou totalement la dette existante et à venir et de passer à cet effet les actes nécessaires.

La Ville de Paris pourra choisir d'emprunter :

- soit directement auprès des banques ;

- soit via des émissions obligataires publiques ou sous forme de placements privés en dehors ou dans le cadre d'un programme d'émission des titres E.M.T.N (Euro Médium Term Notes) ;

- soit pour une durée inférieure à un an dans le cadre d'un programme de billets de trésorerie.

M. le Maire de Paris est autorisé à effectuer les mises à jour de ce programme au fil de l'eau en tant que de besoin.

Cet emprunt pourra être réalisé sous réserve des dispositions suivantes :

- durée maximum de l'emprunt : 30 ans ;

- taux appliqué : taux fixe ou taux révisable ; en cas d'application de taux révisables, les intérêts pourront être calculés sur la base des index de référence suivants : TEC5, TEC 10, Euribor 1, 3, 6, 9 ou 12 mois, TAG 1, 3, 6, 9 ou 12 mois, TAM, T4M, EONIA, OAT, OATi, OATei, livret A, inflation française ou européenne, ou tout autre Index de référence communément utilisé par les marchés financiers. Les index révisables de référence ne pourront être majorés d'une marge supérieure à 200 points de base ;

- en cas de taux fixe, le taux effectif global sera inférieur à 8 % ;

- amortissement : l'emprunt pourra être in fine ou amortissable trimestriellement, semestriellement, annuellement selon une structure définie par le contrat. L'emprunt pourra éventuellement être assorti d'un différé d'amortissement ;

- les frais et commissions bancaires pour chaque emprunt conclu auprès d'une banque ne devront pas être supérieurs à 1 % du capital restant dû chaque année de l'emprunt (dans le cas de frais et commissions applicables chaque année sur toute la durée de l'emprunt, ils pourront être versés en une seule fois mais devront être actualisés) ;

- les frais et commissions bancaires pour chaque émission obligataire conclue en dehors ou au sein d'un programme EMTN ne devront pas être supérieurs à 1 % du capital restant dû chaque année de l'émission obligataire (dans le cas de frais et commissions applicables chaque année sur toute la durée de l'émission, ils pourront être versés en une seule fois mais devront être actualisés) ;

- les frais autres que frais et commissions bancaires (frais de notation, honoraires d'avocats, honoraires de conseils, frais de documentation légale, prospectus, frais d'impressions, redevances de bourses, frais de listing, frais de service financier, etc...) pour chaque émission obligataire conclue ne devront pas être supérieurs à 1% du capital restant dû chaque année de l'émission obligataire (dans le cas de frais applicables chaque année sur toute la durée de l'émission, ils pourront être versés en une seule fois mais devront être actualisés).

M. le Maire de Paris est autorisé, en ce qui concerne les mises à jour du programme EMTN et du programme de billets de trésorerie, les emprunts et les émissions obligataires à réaliser en 2011 ainsi que pour tous les actes subséquents nécessaires à l'adaptation de leurs modalités ou des emprunts précédemment conclus (y compris les réaménagements et les remboursements par anticipation totaux ou partiels), à déléguer sa signature à Monsieur le Directeur des Finances de la Ville de Paris."

(Voir annexe n° 2).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons au vote de la section des autorisations de programme.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 01000 : "Cabinet du Maire".

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 02000 : "Secrétariat général".

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 03000 : "Inspection générale".

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 04000 : "Secrétariat général du Conseil de Paris".

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 05000 : "Systèmes et technologies de l'information".

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 06000 : "Information et communication".

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 08000 : "Prévention et protection".

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 09000 : "Affaires juridiques".

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 10000 : “Ressources humaines”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 11000 : “Délégation à l'événementiel et au protocole”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 13000 : “Immobilier, logistique et transports”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 14000 : “Usagers, citoyens et territoires”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 15000 : “Politique de la ville et de l'intégration”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 21000 : “Patrimoine et architecture”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 23000 : “Espaces verts et environnement”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 30000 : “Familles et petite enfance”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 34000 : “Action sociale, enfance et santé”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 40000 : “Affaires culturelles”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 50000 : “Finances (services financiers communs)”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 51000 : "Finances".

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 55000 : “Développement économique et emploi”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 60000 : “Urbanisme”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 61000 : “Voirie et déplacements”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 64000 : “Propreté et Eau".

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 65000 : “Logement et habitat”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 80000 : “Affaires scolaires”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 88000 : “Jeunesse et sports”.

La mission est adoptée.

Missions organiques :

Je mets aux voix, à main levée, la mission 90000 : “Dons et legs”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 90001 : “Etudes”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 90002 : “Grands projets de rénovation urbaine”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 90003 : “Action en faveur des personnes handicapées”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 90004 : “Opérations sous mandat”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 90005 : “Schéma directeur informatique”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 90006 : “Compte foncier”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 90007 : “Avances de trésorerie”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 90010 : “Subventions d’équipement”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 90011 : “Avances sur marchés”.

La mission est adoptée.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je mets aux voix, à main levée, globalement la section des autorisations de programme.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La section des autorisations de programme est adoptée.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons maintenant aux crédits de paiement, les dépenses de l'exercice 2011, puis aux recettes de l'exercice 2011.

Nous passons au vote des crédits de paiement, dépenses de l'exercice.

Dépenses d'investissement :

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 010 : "Stocks (regroupement des comptes 31, 33, 35)".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 20 : "Immobilisations incorporelles".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 204 : "Subventions d'équipement versées".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 21 : "Immobilisations corporelles".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 22 : "Immobilisations reçues en affectation".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 23 : "Immobilisations en cours".

Ce chapitre est adopté.

Dépenses financières :

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 10 : "Dotations, fonds divers et réserves".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 13 : "Subventions d'investissement".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 16 : "Emprunts et dettes assimilées".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 18 : "Compte de liaison affectation (budgets annexes régies non personnalisées)".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 26 : "Participations et créances rattachées à des participations".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 27 : "Autres immobilisations financières".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 020 : "Dépenses imprévues".

Ce chapitre est adopté.

Dépenses réelles d'investissement.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 45-1 : "Total des opérations pour compte de tiers (9)".

Ce chapitre est adopté.

Dépenses d'ordre d'investissement.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 040 : "Opérations d'ordre de transfert entre sections".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 041 : "Opérations patrimoniales".

Ce chapitre est adopté.

Recettes d'investissement :

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 010 : "Stocks (regroupement des comptes 31, 33, 35)".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 13 : "Subventions d'investissement".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 16 : "Emprunts et dettes assimilées (hors 165)".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 20 : "Immobilisations incorporelles".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 204 : "Subventions d'équipement versées".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 21 : "Immobilisations corporelles".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 22 : "Immobilisations reçues en affectation".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 23 : "Immobilisations en cours".

Ce chapitre est adopté.

Recettes financières.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 10 : “Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 1068 : “Excédents de fonctionnement capitalisés (10)”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 138 : “Autres subventions d'investissement non transférables”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 165 : “Dépôts et cautionnements reçus”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 18 : “Compte de liaison affectation (budgets annexes régies non personnalisées)”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 26 : “Participations et créances rattachées à des participations”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 27 : “Autres immobilisations financières”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 024 : “Produits des cessions d'immobilisations”.

Ce chapitre est adopté.

Recettes réelles d'investissement.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 45-2 : “Total des opérations pour compte de tiers (9)”.

Ce chapitre est adopté.

Recettes d'ordre d'investissement :

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 021 : “Virement de la section de fonctionnement (5)”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 040 : “Opérations d'ordre de transfert entre sections (5)”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 041 : “Opérations patrimoniales (5)”.

Ce chapitre est adopté.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je mets aux voix, à main levée, globalement la section des crédits de paiement.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La section des crédits de paiement est adoptée.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vous propose maintenant de vous prononcer globalement, à main levée, sur le budget d’investissement de la Ville de Paris pour 2011.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le budget d’investissement de la Ville de Paris pour 2011 est adopté. (2010, DF 85-1°).

2010, DF 85-2° Budget de fonctionnement de la Ville de Paris pour 2011.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Chers collègues, nous passons au vote du budget de fonctionnement de la Ville de Paris pour 2011, projet de délibération DF 85-2°. Je rappelle que le vote se fait par nature et suivant les chapitres, puis par vote global.

Je mets aux voix, à main levée, chapitre par chapitre, puis globalement, le budget de fonctionnement de la Ville de Paris pour 2011, tenant compte de la lettre rectificative, dont je vous donne lecture :

"Le Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal,

Vu la Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment son article 44 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment deuxième partie, le Livre III "Finances communales", Titre 1er "Budgets et comptes", chapitre II "adoption du budget", article L. 2312-2 et L. 2312-3 ;

Vu la délibération du 24 mars 1997 optant pour le vote par nature ;

Vu le projet de délibération en date du 30 novembre 2010, par lequel M le Maire de Paris soumet à son approbation le budget primitif de fonctionnement de la Ville de Paris pour 2011 ;

Sur le rapport présenté par M. Bernard GAUDILLÈRE, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Article 1 : Le budget primitif de fonctionnement de la Ville de Paris pour l’exercice 2011 est arrêté comme suit :

- Dépenses : 5.284.877.876 euros.

- Recettes : 5.284.877.876 euros.

Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés (vue d’ensemble de la section de fonctionnement et présentation croisée par fonction de la section de fonctionnement).

(Voir annexe n° 3).

Article 2 : M. le Maire de Paris est autorisé à constituer une provision pour risque et charges en application de l’article R.2321-2 du CGCT.

Article 3 : M. le Maire de Paris est autorisé à procéder, à l'intérieur d'un même chapitre, aux virements de crédits rendus nécessaires par l'insuffisance de certaines dotations constatées au cours de l'exécution du budget."

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vous demande de vous prononcer sur les dépenses de l'exercice 2011 :

Dépenses de gestion courante :

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 011 : "Charges à caractère général".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 012 : "Charges de personnel et de frais assimilés".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 014 : "Atténuations de produits".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 65 : "Autres charges de gestion courante".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 656 : "Frais de fonctionnement des groupes d'élus".

Ce chapitre est adopté.

Dépenses réelles de fonctionnement :

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 66 : "Charges financières".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 67 : "Charges exceptionnelles".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 022 : "Dépenses imprévues".

Ce chapitre est adopté.

Dépenses d'ordre de fonctionnement :

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 023 : "Virement à la section d'investissement (5)".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 042 : "Opérations d'ordre de transfert entre sections (5)".

Ce chapitre est adopté.

Recettes de l'exercice.

Recettes de gestion courante :

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 013 : "Atténuations de charges".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 70 : "Produits des services, du domaine et ventes diverses".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 73 : "Impôts et taxes".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 74 : "Dotations et participations".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 75 : "Autres produits de gestion courante".

Ce chapitre est adopté.

Recettes réelles de fonctionnement :

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 76 : "Produits financiers".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 77 : "Produits exceptionnels".

Ce chapitre est adopté.

Recettes d'ordre de fonctionnement :

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 042 : "Opérations d'ordre de transfert entre sections".

Ce chapitre est adopté.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vous propose maintenant de vous prononcer globalement, à main levée, sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris pour 2011.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le budget de fonctionnement de la Ville de Paris pour 2011 est adopté. (2010, DF 85-2°).

2010, DF 85-3° - Autorisation de relèvement des tarifs.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je mets à présent aux voix, à main levée, le projet de délibération DF 85-3° relatif à l'autorisation de relèvement des tarifs municipaux.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DF 85-3°).

2010, DF 87 - Individualisation des autorisations de programme nouvelles votées au budget primitif de la Ville de Paris pour 2011.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous allons nous prononcer sur le projet de délibération DF 87 : individualisation des autorisations de programme nouvelles votées au budget primitif d'investissement de la Ville de Paris pour l'exercice 2011.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DF 87.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DF 87).

2010, DF 88 - Budget primitif des états spéciaux d'arrondissements pour 2011.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons à l'approbation du budget primitif des états spéciaux des arrondissements pour 2011.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DF 88.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Les états spéciaux des arrondissements sont adoptés. (2010, DF 88).

2010, DF-DRH 86 - Créations, suppressions et transformations d'emplois dans les services de la Ville de Paris pour 2011.
Vœu relatif au déploiement des formations au développement durable dans les directions de la Ville déposé par le groupe EELVA.
Vœu relatif au plan de déprécarisation des cantinières des caisses des écoles déposé par le groupe EELVA.
Vœu en faveur de la politique de déprécarisation des personnels contractuels de la collectivité déposé par le groupe PCF/PG.
Vœu relatif à la suppression du poste de "déléguée au design de la Ville de Paris" déposé par le groupe UMPPA.
Vœu concernant la mise à disposition d'agents au profit d'une mutuelle déposé par le groupe CI.
Vœu concernant la fusion des structures administratives redondantes déposé par le groupe CI.
Vœu concernant la limitation du nombre de membres du cabinet du Maire déposé par le groupe CI.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons au projet de délibération DF-DRH 86 : créations, suppressions et transformations d'emplois dans les services municipaux pour 2011.

D'abord, je crois que l'amendement n° 42 du groupe E.E.L.V.A. est retiré ? Bien.

Maintenant, je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 43 du groupe U.M.P.P.A., assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

L'amendement n° 43 est repoussé.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu du groupe E.E.L.V.A., assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2010, V. 303).

Je mets aux voix, à main levée, le vœu du groupe E.E.L.V.A., assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2010, V. 304).

Je mets aux voix, à main levée, le vœu du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2010, V. 305).

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 47 du groupe U.M.P.P.A., assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est repoussé.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n°° 48 du groupe Centre et Indépendants, assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est repoussé.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 49 du groupe Centre et Indépendants, assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est repoussé.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 50 du groupe Centre et Indépendants, assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est repoussé.

Je mets maintenant aux voix, à main levée, le projet de délibération DF-DRH 86.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DF-DRH 86).

2010, DILT 29 - DF 25 - Budget primitif du Service Technique des Transports Automobiles Municipaux pour 2011.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Maintenant, services techniques des transports automobiles municipaux, budget primitif pour 2011.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DILT 29 - DF 25.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DILT 29 - DF 25).

2010, DPE 37 - DF 23 - Budget annexe de l'assainissement de la Ville de Paris - Budget primitif 2011.
2010, DPE 99 - DF 93 - Budget annexe de l'assainissement de la Ville de Paris - Fixation du taux et des modalités de calcul de la redevance d'assainissement (part collecte) à compter du 1er janvier 2011.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons au budget annexe de l'assainissement pour lequel deux projets de délibération sont présentés.

Je mets aux voix, à main levée, le premier projet référencé DPE 37 - DF 23 relatif au budget annexe de l'assainissement de la Ville de Paris, budget primitif pour 2011.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DPE 37 - DF 23).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPE 99 - DF 93, relatif à la fixation du taux et des modalités de calcul de la redevance d'assainissement (part collecte) à compter du 1er janvier 2011.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le budget annexe de l'assainissement de la Ville de Paris est adopté. (2010, DPE 99 - DF 93).

2010, DPE 38 - DF 24 - Budget annexe de l'eau de la Ville de Paris - Budget primitif 2011.
2010, DPE 98 - DF 92 - Budget annexe de l'eau de la Ville de Paris - Fixation du taux de la part communale à compter du 1er janvier 2011.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons au budget annexe de l'eau pour lequel deux projets de délibération sont présentés : DPE 38 - DF 24 et DPE 98 - DF 92.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPE 38 - DF 24 : budget annexe de l'eau de la Ville de Paris, budget primitif pour 2011.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DPE 38 - DF 24).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPE 98 - DF 92 concerne la fixation du taux de la part communale à compter du 1er janvier 2011.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DPE 98 - DF 92).

2010, DEVE 95 - DF 26 - Budget annexe du fossoyage - Budget primitif pour 2011.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons au budget primitif du fossoyage pour l'exercice 2011.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 95 - DF 26.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DEVE 95 - DF 26).

2010, PP 70 - Budget spécial primitif de la Préfecture de police pour 2011 (suite).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons au budget spécial de la Préfecture de police pour 2011, sections d'investissement et de fonctionnement : PP 70.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2010, V. 306).

Je mets maintenant aux voix, à main levée, le projet de délibération PP 70.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le budget spécial de la Préfecture de police pour 2011 est adopté. (2010, PP 70).

2010, DF 99 - Contrats de couverture de taux d'intérêt et (ou) de change.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DF 99 portant sur les contrats de couverture de taux d'intérêt et/ou de change.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DF 99).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, vous avez adopté l'ensemble des budgets : je vous en remercie. Nous l'avons fait dans une bonne ambiance : merci beaucoup pour les Parisiens.

(Applaudissements).

Peut-être pouvons-nous, au-delà de ce qui différencie, adresser de manière unanime nos encouragements et nos remerciements à l'ensemble des personnels de la Ville et du Département de Paris.

(Applaudissements).

Maintenant, pour vous laisser le temps de boire un café ou un thé tranquillement, je vous propose une suspension de séance de 10 minutes.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à neuf heures quarante-cinq minutes, est reprise à dix heures, sous la présidence de M. Pierre SCHAPIRA, adjoint).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Mes chers collègues, la séance est reprise.

2010, DDEEES 280 - Signature d'une convention de délégation de service public pour la gestion de six marchés couverts alimentaires.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Mes chers collègues, nous passons à la 2e Commission et nous examinons le projet de délibération DDEEES 280 relatif à la signature d'une convention de délégation de service public pour la gestion des six marchés couverts alimentaires.

La parole est à Mme Laurence DREYFUSS, pour le groupe U.M.P.P.A., cinq minutes, pas une de plus !

Mme Laurence DREYFUSS. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, la délibération qui nous est proposée aujourd'hui répond à une volonté de la Ville de confier à un délégataire unique la gestion de six marchés couverts, dont le marché Passy situé dans le 16e arrondissement. Ce plan dit "de relance" s'accompagne d'une hausse des droits de place demandés aux commerçants qui pourrait s'élever à 10 % par an pendant les cinq prochaines années.

D'autre part, le candidat retenu entend consacrer 15 % de l'espace à la restauration rapide, au détriment donc des commerçants sur place.

Sur le marché Passy, il faudra donc supprimer au minimum quatre emplacements et surtout changer les horaires d'ouverture de celui-ci. En effet, ce marché couvert, qui correspond parfaitement au quartier, est ouvert de 8 heures à 13 heures et de 16 heures à 19 heures. C'est donc une délibération sans cohérence avec le projet de restauration rapide dont l'offre ne manque pas sur le quartier Muette.

Enfin, je suis intervenue plusieurs fois sur les travaux à entreprendre au niveau de la cour intérieure et des sanitaires. Vous nous dites que la Ville investit énormément dans ces marchés couverts et donc qu'il est normal qu'elle adapte les loyers demandés aux commerçants.

Je voudrais donc savoir le calendrier que vous souhaitez mettre en œuvre pour les travaux sur le marché Passy.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est, pour vous répondre, à Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe compétente.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, au nom de la 2e Commission. - Merci, Monsieur le Maire, pour toutes ces appréciations.

Je voulais répondre à Mme DREYFUSS que cette convention de délégation de service public pour la gestion des six marchés couverts est une convention extrêmement intéressante qui fait suite aux précédentes délégations de service public que nous avions pour la gestion de ces marchés couverts alimentaires. C'est une part importante du patrimoine de la Ville et une mission de service public essentielle : soutenir le commerce de proximité et apporter un service aux habitants, avec une offre fraîche, diversifiée et de qualité.

Parmi les six marchés couverts qui font l'objet de cette délibération, nous avons Saint-Germain, Saint-Martin, Saint-Quentin, Passy, Batignolles et Ternes.

Vous m'interrogez sur le marché Passy, dans le 16e arrondissement, qui est un marché qui marche bien, un beau marché, sur lequel nous avons déjà investi pas mal d'argent sur les travaux pour les entrées et, naturellement, sur lequel nous continuons à travailler avec la mairie du 16e arrondissement.

Si nous avons demandé au délégataire que nous avons choisi de travailler sur les espaces collectifs de restauration dans les marchés - dans tous les marchés -, c'est parce que nous avons pu vérifier et constater que dans l'ensemble des marchés, pas seulement à Paris, mais ailleurs aussi, le fait d'avoir un espace de restauration collective amène plus de clients et permet au marché d'être un lieu de rassemblement et de convivialité beaucoup plus important et intéressant que quand les habitants ne font que passer, acheter et partir.

Il se trouve que nous avons fait une espèce de "benchmarking" sur beaucoup de halles alimentaires à Paris et en province et nous voyons, c'est très clair, que, quand les gens peuvent s'arrêter, manger, prendre un café et reprendre leurs courses, ils font davantage d'achats.

D'autre part, dans ces marchés, qui sont souvent en cœur de quartier, il y a beaucoup de monde qui veulent, à l'heure du déjeuner, pouvoir aussi consommer.

Or, vous le savez, il se trouve que j'ai habité aussi dans ce quartier un temps, il y a beaucoup de gens qui travaillent ou qui habitent dans ce quartier qui pourraient venir déjeuner au marché d'une manière plus intéressante peut-être que dans certains self-services de moins bonne qualité.

Nous voudrions donc proposer ce lieu de restauration et de refuge pour les gens à l'heure du déjeuner.

Nous le ferons faire par le délégataire, naturellement en concertation avec les commerçants du marché et la mairie du 16e. Il n'est pas question d'imposer de manière autoritaire quoi que ce soit, mais je pense que c'est un plus qu'on peut apporter au marché de Passy, qui est un marché intéressant, qui marche bien, avec, en particulier, une très belle offre en poissonnerie.

Le but est d'aller vers encore plus de qualité et plus de convivialité, et non de gêner qui que ce soit. Les choses seront donc faites en concertation.

Enfin, en ce qui concerne le prix des places, soyons clairs, Madame, nous sommes sur un prix des places de marchés couverts inférieur, en ce moment, au prix des places des marchés découverts, donc nous sommes simplement en train de remettre les choses en état.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DDEEES 280.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DDEEES 280).

2010, DDEEES 308 - Signature d'un avenant à la convention de délégation de service public de gestion du lot C des marchés découverts alimentaires (16e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Projet de délibération DDEEES 308, page 7 de l'ordre du jour.

La parole est à Mme Laurence DREYFUSS, pour cinq minutes.

Mme Laurence DREYFUSS. - Merci, Monsieur le Maire.

Lors du Conseil de Paris, dans sa séance des 18 et 19 octobre, j'interrogeais Mme Lyne COHEN-SOLAL sur le dispositif et le calendrier de la reprise en gestion directe, en régie donc, du marché Saint-Didier par la Ville. Vous m'aviez alors répondu dans votre intervention : "quand la Ville gère en direct un marché, elle fait exactement la même chose que ce qu'elle demande à ses concessionnaires, puisque ceux-ci assurent une délégation de service public, c'est-à-dire qu'ils font au nom de la Ville ce que la Ville se projette de faire, donc quand la Ville reprend en régie, les commerçants n'ont aucun souci à se faire, c'est presque la même chose, mais avec des gens un peu différents".

Aujourd'hui, c'est quand même un peu un changement de programme, pour la partie au moins située en extérieur. En effet, si je reprends la délibération, on peut lire : "Cependant, la partie située à l'extérieur du marché, par sa configuration et son organisation, s'apparente à un marché découvert alimentaire et nécessite, à ce titre, le montage et le démontage des structures de marché. Dès lors, la Ville ne disposant pas de compétences nécessaires", alors qu'en octobre, tout allait bien et la Ville était donc compétente.

Là, elle n'est donc plus compétente à la bonne gestion de ce site et afin d'assurer la continuité du service public et de permettre aux commerçants de maintenir leur activité, la partie extérieure du marché Saint-Didier sera donc intégrée au lot C de la convention de délégation service public où vous l'aviez d'ailleurs enlevée. Elle revient donc dans la délégation de service public, donc faire et défaire.

Le problème que je posais en octobre dernier n'était donc pas si simple, comme vous me le faisiez remarquer.

Nous voterons quand même cette délibération avec un peu d'humour.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Très bien.

Madame COHEN-SOLAL ?

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, au nom de la 2e Commission. - Monsieur le Maire, je vais répondre à Mme DREYFUSS que je ne sais pas si les responsables de la mairie du 16e trouvent que le marché Saint-Didier est vraiment dans un état formidable ; cela n'a pas été notre constat.

Nous constatons que le marché Saint-Didier a besoin de beaucoup de travaux.

On peut se poser la question sur la salubrité de certains endroits du marché Saint-Didier. Pour vendre de l'alimentaire, les bâtiments du marché couvert ne sont pas du tout conformes… En plus, dans ce marché coexistent plusieurs types de marchands : des marchands alimentaires du marché couvert, des marchands non alimentaires du marché couvert, des marchands alimentaires du marché non couvert… Bref, vous avez une espèce de palette qui s'est constituée au cours de l'histoire, sur laquelle il est très difficile d'y voir clair.

Nous voudrions d'abord faire en sorte de dynamiser le marché couvert. C'est pour cela que cette délibération a été faite.

Pour redynamiser ce marché couvert, nous voulons le reprendre en régie afin de regarder comment les choses se passent, faire en sorte que tous les marchands participent à la dynamisation de ce marché couvert.

Pour la partie marché découvert, qui n'est pas du tout le même métier, nous la donnons en ce moment à gérer à un concessionnaire qui s'occupe des marchés découverts, puisque c'est leur métier - au passage, les marchands seront moins taxés par la Ville, puisqu'en marché découvert, ils paieront un peu moins cher que ce qu'ils payent aujourd'hui. Ce que nous souhaitons c'est remettre en marche l'ensemble de ce lieu, qui est un lieu intéressant, qui se trouve sur une linéarité commerçante importante mais qui ne marche pas bien par rapport au reste du quartier.

Nous voudrions donc remettre en état ce marché Saint-Didier.

Je vous le dis au passage, Madame DREYFUSS, je regrette infiniment de ne pas avoir pu m'en entretenir directement avec le maire du 16e arrondissement. Nous avons pris trois rendez-vous auxquels il n'a malheureusement pas pu venir. Nous travaillons beaucoup avec les services sur le marché Saint-Didier et nous aimerions bien le faire encore plus en osmose avec la mairie du 16e.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets aux voix, à main levée, le projet délibération DDEEES 308.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstention ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DDEEES 308).

2010, DDEEES 298 - Subvention à l'association des commerçants du Haut-Montmartre (18e) pour les illuminations de fin d'année 2010. Montant : 9.400 euros.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DDEEES 298.

La parole est à Sylvain GAREL. Il s'agit d'une subvention à l'association des commerçants du Haut-Montmartre pour les illuminations de fin d'année.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

C'était une intervention très courte, simplement pour féliciter les commerçants du Haut Montmartre, d'abord pour les illuminations qu'ils font depuis maintenant trois ans, mais surtout pour avoir respecté les recommandations d'un vœu que nous avons fait adopter, dans le 18e et au Conseil de Paris, de ne pas commencer les illuminations avant le début décembre.

Effectivement, l'association des commerçants du Haut Montmartre a inauguré ses illuminations le 7 décembre. Ils ont donc largement respecté cette réglementation. Cela me permet à côté de cela de dénoncer ceux qui, comme par exemple les commerçants du Poteau, ont commencé dès le 10 novembre à éclairer leur rue alors que nous avons adopté un vœu pour que les illuminations ne commencent pas avant le 1er décembre, pour éviter un gaspillage mais aussi un détournement complet des fêtes de fin d'année avec pour effet que dans certains quartiers on illumine, du 1er décembre au 1er février, c'est-à-dire pendant plus de trois mois, les rues.

Je pense que notre Ville doit maintenant passer à une deuxième phase par rapport aux associations de commerçants, et dire que nous conditionnons nos subventions au fait que soient respectées ces limites que nous avons données, c'est-à-dire du 1er janvier jusqu'à la semaine qui suit les soldes de janvier, c'est-à-dire la mi-janvier. Je pense que les associations qui ne respectent pas cette règle devraient se voir privées de tout ou partie de leurs subventions.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Lyne COHEN-SOLAL.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, au nom de la 2e Commission. - Merci.

Je vais faire comme Sylvain GAREL, je vais féliciter les commerçants du Haut Montmartre pour les illuminations, pour la peine qu'ils prennent d'organiser ces festivités et pour respecter aussi les dates que nous indiquons par lettre. Nous envoyons des lettres pour confirmer les subventions dans lesquelles nous notons, de manière extrêmement explicite, le fait que ces illuminations doivent avoir lieu seulement en décembre et janvier.

Evidemment, nous ne pouvons pas procéder par oukase, décrêter depuis l'Hôtel de Ville que c'est comme cela et pas autrement. Moi, je compte aussi sur les maires d'arrondissement pour en débattre avec les associations de commerçants.

Ce sont les maires d'arrondissement qui nous donnent des avis sur les associations qui méritent d'être aidées. Je trouve qu'il est normal aussi que, par arrondissement, les choses soient faites de manière organisée.

C'est vrai que je trouve un peu dommage d'illuminer dès le 15 novembre, mais souvent les associations de commerçants se basent sur les grands magasins qui ne sont absolument pas subventionnés par la Ville et qui font ce qu'ils veulent.

Nous le redisons et nous allons le redire. Simplement, nous n'intervenons que pour 30 % dans le prix de ces illuminations, le reste étant assumé par les associations de commerçants.

Nous allons donc le redire, comptez sur nous, mais je pense que les maires d'arrondissement pourraient aussi en parler avec les associations de commerçants qu'ils connaissent afin que les choses soient plus coordonnées, mais je suis d'accord avec vous sur le fond.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DDEEES 298.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DDEEES 298).

2010, DDEEES 303 - Saisine pour avis de l'Autorité de la Concurrence sur la situation concurrentielle dans le secteur de la distribution alimentaire à Paris.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DDEEES 303 : saisine pour avis de l'autorité de la concurrence sur la situation concurrentielle dans le secteur de la distribution alimentaire à Paris.

La parole est à M. François VAUGLIN, pour cinq minutes.

M. François VAUGLIN. - Merci.

La diversité du commerce alimentaire à Paris pose question.

Etant élu d'un arrondissement où nous connaissons le pouvoir destructeur de la monoactivité, je peux témoigner de combien celle-ci s'installe au détriment de ce qui fait la vie de nos quartiers.

Tout recule lorsque le marché est saturé par une activité ou une enseigne : plus de boulangerie, plus de boucherie, plus de poissonnerie, plus de bars de quartier, plus de restaurants, plus de boutiques... Nous le voyons dans le quartier Sedaine Popincourt, où toute diversité a disparu sous la pression de la monoactivité de gros et demi-gros de textile.

Les riverains en subissent tous les inconvénients sans en tirer aucun avantage. Nous avons dû mobiliser des moyens très importants pour contenir la tendance en confiant à la S.E.M.A.E.S.T. la mission de lutter contre la monoactivité et pour la diversité commerçante de nos quartiers.

La situation à l'égard de la distribution alimentaire témoigne elle aussi des problèmes de saturation du marché. A cet égard, une étude de l'A.P.U.R. jointe à notre délibération est éloquente. Les zones de chalandise des magasins du groupe Casino couvrent quasiment tout Paris, quand celles de l'ensemble de ses concurrents laissent près du quart de Paris non couvert. Ce sont autant de zones dans lesquelles il n'y a plus de concurrence Casino étant le seul groupe installé, la clientèle est captive. Voilà un premier problème.

Deuxième problème : la guerre des enseignes. Le 11e arrondissement est le seul à être couvert à la fois par les enseignes du groupe Casino et par les autres. On pourrait croire que nous n'avons pas de problèmes. Etant chargé de l'urbanisme dans cet arrondissement, je peux vous dire que cela se traduit en réalité par une guerre acharnée de conquête des territoires. Dès qu'un pied d'immeuble se libère, un projet de supérette arrive. Peu importe qu'il y en ait déjà d'autres à proximité, parfois du même groupe, l'important est de conquérir le terrain et de tuer la concurrence dans l'oeuf.

Ainsi, c'est au 89, rue Oberkampf, un Monoprix qui veut s'installer contre vents et marées, au mépris de toute rationalité, faisant fi des nuisances et même contre l'avis du conseil de quartier, alors que d'autres supérettes desservent déjà ce quartier dans un rayon de moins de 300 mètres. L'une d'elles appartient d'ailleurs à Casino mais aussi, et c'est peut-être ce qui motive l'acharnement, trois autres appartiennent à Carrefour.

Au 127 rue du Chemin Vert, c'est un projet de Franprix qui voulait ouvrir en vis-à-vis devant un Lidl ! Les 13 enseignes du groupe Lidl à Paris seraient-elles une concurrence insupportable pour le groupe Casino et ses 400 magasins ?

Je pourrai multiplier les exemples en citant le 20, rue du Chemin Vert (Casino), 24, rue Keller (Franprix), 21, rue des Trois Bornes (Franprix), ouvert sans aucune autorisation d'urbanisme au mépris de la loi.

Dans tous ces cas, les petits commerçants dans l'alimentation passent évidemment par pertes et profits. En réalité, nous sommes aujourd'hui dans une concurrence délétère, dont l'effet conduit à une surenchère absurde sur les prix des pieds d'immeubles et bénéficiant d'une clientèle captive. Car c'est bien évidemment par la hausse des prix que les groupes s'y retrouvent, des contrats léonins pour les franchisés, un urbanisme commercial sans contrôle et finalement une concurrence qui disparaît.

Mais pourquoi fallait-il donc que le Gouvernement retire la maigre régulation que les élus locaux pouvaient assurer sur les projets dépassant 300 mètres carrés via la commission départementale d'équipement commercial ?

Décidément, ces grands groupes ont le bras long et l'échec désastreux du passage de 300 à 1.000 mètres carrés doit conduire le législateur à revenir au plus vite sur ce point. Les élus locaux doivent retrouver une capacité de négocier, puisque les groupes ne se tournent pas spontanément vers eux.

Qu'on ne s'y trompe pas, il y a lieu de se réjouir que le groupe Casino détienne 48 enseignes dont 17 en France, un chiffre d'affaires florissant de plus de 26 milliards d'euros et 200.000 emplois dans le monde. C'est évidemment une bonne chose. Mais le développement d'un tel groupe - comme des autres groupes d'ailleurs - ne peut plus et ne doit plus se faire sur le dos de la vie locale dans nos quartiers.

Le petit commerce a aussi droit à l'existence et les Parisiens ont le droit de choisir où ils veulent faire leurs courses. Il est donc urgent de mettre un coup d'arrêt à cette concurrence faussée, encadrée, trustée, dénaturant le marché en un oligopole néfaste à l'ensemble des égards que j'ai évoqués.

L'autorité de la concurrence a déjà laissé entendre il y a quelques jours qu'il y a un problème. C'est le moins qu'on puisse dire et nous saluons l'initiative de l'Exécutif qui permettra de siffler la fin de la partie et de réintroduire de salutaires règles du jeu.

(Applaudissements).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Conseiller.

La parole est à Pauline VÉRON, pour cinq minutes.

Mme Pauline VÉRON. - Merci, Monsieur le Maire.

Je souhaite saluer l'initiative de la Ville de Paris de saisir pour avis l'autorité de la concurrence sur la situation de la concentration des commerces à Paris, et notamment des commerces alimentaires.

La situation parisienne, qui a été décrite, notamment dans l'étude récente de l'A.P.U.R., est en effet particulièrement d'actualité dans le 9e arrondissement, comme j'ai déjà eu l'occasion d'en parler à l'occasion des précédents Conseils de Paris, et notamment lors de notre dernière séance à l'occasion de la séance des questions d'actualités.

En effet, comme vous le savez, une grande enseigne, Carrefour Market, cherche à installer une quatrième surface commerciale d'envergure dans le quartier Rochechouart, ce qui ferait quatre magasins Carrefour Market dans un rayon de 500 mètres, contre l'avis des riverains, du conseil de quartier, des habitants de l'immeuble et de la mairie.

La mairie du 9e arrondissement, en effet, se mobilise fortement depuis plusieurs mois face à ce projet qui semble chercher à contourner à la fois la loi L.M.E. et le seuil de 1.000 mètres carrés puisque plusieurs plans, et notamment un plan de 999 mètres carrés, ont circulé de la part de Carrefour, et qui cherche également à fausser les règles de la concurrence en empêchant toute autre enseigne de pouvoir s'installer dans le quartier.

Aussi, je me félicite que le Maire de Paris, suite à la question d'actualité que j'avais posée, sollicite l'avis de l'autorité de la concurrence sur la situation concurrentielle à Paris, notamment du marché alimentaire.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à Delphine BURKLI pour cinq minutes.

Mme Delphine BURKLI. - Merci beaucoup, Monsieur le Maire.

Depuis la rentrée de septembre 2010, et en particulier à l'occasion de notre dernier débat au Conseil de Paris, j'ai abordé à travers l'exemple du projet d'implantation du Carrefour de la rue Rochechouart dans le 9e arrondissement le phénomène de concentration des supermarchés qui constitue une légitime préoccupation pour les Parisiens, pour les commerçants de proximité et les artisans.

Madame COHEN-SOLAL, j'ai lu avec attention votre projet de délibération qui, en sollicitant l'avis de l'autorité de la concurrence, vise à la fois à encourager plus de concurrence à Paris entre les enseignes commerciales et à défendre le commerce de proximité.

Permettez-moi à mon tour de profiter de cette intervention pour rétablir quelques vérités sur ces deux derniers points.

Premièrement, rétablir quelques vérités sur la forme. Par cette délibération, vous affirmez aux Parisiens, et c'est ce que je viens d'entendre des deux orateurs socialistes, que c'est la loi de modernisation de l'économie, dite L.M.E., promulguée en 2008, qui serait la cause de tous les maux sur l'évolution du commerce à Paris : déferlement de grandes enseignes commerciales à chaque coin de rue et asphyxie du commerce de proximité.

La loi L.M.E., selon vous, aurait engendré une concentration accrue des supermarchés d'un même groupe, le groupe Casino en l'occurrence. Pour y remédier, vous proposez de saisir l'autorité de la concurrence.

Parfait, la loi L.M.E. vous en donne le pouvoir. Pourquoi ne pas l'avoir fait avant, avant même que cette même autorité de la concurrence ne s'autosaisisse en février dernier et remette son rapport il y a quelques jours, le 7 décembre dernier ?

Dans ce rapport, justement, y est dénoncée pour Paris une tendance forte à la concentration de certaines enseignes, notamment Casino et Carrefour.

Autrement dit, quelle est l'utilité de votre délibération qui appelle à saisir une autorité qui s'est déjà saisie et qui a d'ores et déjà remis ses conclusions la semaine dernière ?

Auriez-vous été prise de court ? Est-ce un effet de communication à retardement ?

Naturellement, comme de coutume depuis 2001 sur tous les sujets qui touchent au quotidien des Parisiens, vous continuez à employer un argument de l'argumentaire socialiste : "Si nous en sommes arrivés là, c'est la faute de l'État".

Cela m'amène deuxièmement à parler du fond, à savoir du contenu même de la loi L.M.E. et de l'évolution du commerce de Paris depuis 2001.

Madame COHEN-SOLAL, vous connaissez la loi L.M.E., vous la pratiquez, vous savez alors que le dispositif mis en place en 2008 par le Gouvernement vise justement à favoriser la diversité commerciale et à intensifier la concurrence entre les grandes enseignes, ce qui doit permettre, dans les années qui viennent, l'amélioration de l'offre aux consommateurs parisiens et la baisse des prix.

J'ajoute également que la loi L.M.E. a modifié les critères d'autorisation des équipements commerciaux en ne retenant que des considérations liées à l'aménagement du territoire et à la qualité environnementale du projet et à transformer les commissions départementales d'équipement commercial en commissions départementales d'aménagement commercial, dites C.D.A.C., dont la composition a été modifiée afin de renforcer le poids des élus, votre poids et votre responsabilité.

Pour préserver les moyens d'action des élus locaux et plus particulièrement des maires, le relèvement du seuil d'autorisation de 300 à 1.000 mètres carrés a été assorti de plusieurs contreparties, comme l'extension du droit de préemption ou la saisie de l'autorité de la concurrence.

Quel est le constat aujourd'hui ? La taille moyenne des superficies commerciales dans Paris est de 470 mètres carrés, bien en dessous donc des 1.000 mètres carrés de seuil fixés par la loi L.M.E.

Le nombre de supermarchés a plus que doublé entre 2000 et 2007 selon les chiffres d'une étude de l'A.P.U.R. dont vous disposez et qui n'a pas été encore rendue publique, malheureusement.

Deux grandes enseignes, Casino et Carrefour, se partagent le marché, bien que la domination de Casino à Paris ait baissé de six points entre 2008 et 2010, passant de 38 % à 32 %.

40 % du chiffre d'affaires des hypermarchés à la frontière de Paris proviennent des ménages parisiens.

Paris dispose de marchés et de commerces de bouche dont le chiffre d'affaires a baissé de 30 % en 2009, cette baisse étant due à la crise économique que nous traversons mais aussi à l'absence de vraie politique de votre part de soutien à ces commerces et aux multiples contraintes que vous avez établies depuis 10 ans : pression fiscale, politique de déplacement, politique de travaux de voirie mal coordonnés, montée des baux commerciaux, sans parler de la montée en force des cybermarchés, d'achat de denrées alimentaires sur Internet.

Ainsi, face à ce constat, vos critiques vigoureuses contre la loi L.M.E. ne tiennent pas, parce que le phénomène de la multiplication des enseignes ne date pas d'hier ni de la fin 2008, mais se manifeste depuis ces 10 dernières années.

Je rappelle d'ailleurs que, jusqu'en 2008, c'est la C.D.A.C. qui autorisait les implantations commerciales dans Paris pour toutes les surfaces supérieures à 300 mètres carrés.

Pourquoi alors ne pas vous être émus de la multiplication des supermarchés dans Paris à cette époque ?

Je voudrais terminer cette intervention en revenant un bref instant sur le projet d'implantation du Carrefour de la rue Rochechouart, pour lequel un contentieux entre les riverains et la Direction de Carrefour s'est fait jour depuis presque un an et qui illustre parfaitement votre politique en matière de commerce.

Vous pouviez préempter, vous ne l'avez pas fait. Vous avez souhaité laisser s'enliser un conflit entre les riverains et le groupe Carrefour en vous tenant à l'écart et en imputant la responsabilité au Préfet, donc à l'État, notamment sur le point de savoir quelle était la surface commerciale exacte dévolue à ce lieu.

Jamais un tel projet n'a suscité autant de débats portés sur la voie publique.

Je me félicite aujourd'hui qu'après être intervenue auprès du Préfet de Paris et de la Direction de l'Urbanisme de la Ville, j'ai pu obtenir qu'un architecte-voyer de la Ville soit mandaté pour effectuer un métrage croisé de la surface commerciale, ce qui doit nous permettre d'aboutir rapidement à la tenue de la C.D.A.C. et que la décision ou non d'implanter un tel équipement commercial vous reviendra.

Alors, oui, Madame COHEN-SOLAL, nous sommes favorables au fait d'organiser au mieux l'aménagement de l'espace afin d'éviter tout développement anarchique du commerce.

Dans le même temps, nous ne souhaitons pas restreindre la liberté du commerce et nous voulons en particulier permettre l'implantation de nouveaux commerces susceptibles de renforcer la concurrence et de faire baisser les prix et, oui, nous nous opposons à votre projet de délibération qui renferme beaucoup d'hypocrisie et de défausse de vos responsabilités et qui, au final, ne résout rien et ne donne aucune impulsion nouvelle pour dynamiser le commerce de proximité au profit des Parisiens.

Merci, Monsieur le Maire.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La parole est à Lyne COHEN-SOLAL.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, au nom de la 2e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

C'est une délibération importante, effectivement, que cette délibération selon laquelle nous proposons la saisine pour avis de l'autorité de la concurrence sur la situation du secteur de la distribution alimentaire à Paris.

Je remercie les différents orateurs pour ce qu'ils ont dit. D'ailleurs, je suis surprise que Mme BURKLI, avec les mêmes objectifs que nous, refuse les instruments pour y parvenir.

Madame BURKLI, c'est bien pour maintenir la diversité et établir une véritable concurrence dans Paris que nous demandons l'avis de l'autorité de la concurrence.

Nous demandons en effet à l'autorité de la concurrence de nous dire, après enquête, ce qui se passe exactement dans Paris.

Effectivement, l'autorité de la concurrence a rendu début décembre, puisque nous avons eu ce texte le 8 décembre, un premier avis où elle s'était autosaisie, sur un sujet parallèle à celui que nous avons, pour l'ensemble de la France.

Sur l'ensemble de la France, elle a donné un avis intéressant. Au passage, plusieurs paragraphes concernent la Ville de Paris.

Si nous n'avions pas écrit cette proposition, nous aurions été contraints de le faire, simplement par l'avis de la haute autorité, qui en dit ou trop ou pas assez sur Paris, puisqu'elle note, je cite :

"A cet égard, le cas de la Ville de Paris est particulièrement frappant.

L'opérateur leader du commerce alimentaire de proximité dans la Capitale, le groupe Casino y détient en effet une part de marché en surface commerciale de plus de 60 %, tandis que son suivant immédiat, le groupe Carrefour, présente une part de marché inférieure à 20 %.

Au final, on peut dire que l'indicateur de la concurrence y est particulièrement inquiétant."

Avec de pareilles phrases, il était normal, si nous ne l'avions pas prévu à l'avance, de saisir l'autorité de la concurrence pour lui demander d'aller plus loin et de faire un zoom particulier sur Paris, sur ce qui se passe en matière de concurrence.

C'est simplement parce que nous pensons, nous à Gauche, que la concurrence est bonne quand elle est organisée, équilibrée et qu'elle permet aux consommateurs d'avoir un choix, aussi bien sur les produits que sur les prix. C'est ce qui nous semble important.

Or, aujourd'hui - et finalement, Madame BURKLI, je suis désolée de vous le faire remarquer, ce n'est pas moi qui le dit seulement -, les effets de la loi L.M.E. sont épouvantables en matière de concurrence.

Il suffit de se rapporter au rapport fait par M. Patrick OLLIER en mai dernier - qui est maintenant devenu Ministre - sur l'application de la loi L.M.E. après un an.

Le rapport des parlementaires, y compris de Droite, est terrible sur l'application de cette loi. Eux-mêmes notent que cette loi s'applique sans qu'on puisse mesurer son suivi et qu'il faudrait absolument permettre de suivre l'évolution des choses par rapport à cette nouvelle législation.

Je vous demande de vous y rapporter. Il y a un rapport à l'Assemblée nationale et un rapport au Sénat. Ils arrivent aux mêmes conclusions.

Quand on lit cela et que l'on regarde la situation de la Ville de Paris, on se rend compte que c'est encore, si j'ose dire, un peu "plus pire" à Paris et je comprends tout à fait que vous puissiez dire qu'il faut maintenir une diversité commerciale à Paris.

Oui, c'est cela que nous voulons : nous voulons une diversité commerciale à Paris, nous voulons une diversité d'enseignes à Paris, nous voulons une diversité de services et de produits pour les Parisiens, c'est-à-dire des commerces indépendants, des commerces de grande enseigne, des commerces grands, des commerces petits. C'est cela qui, à mon avis, à notre avis, fait la diversité de la Ville et le choix des citoyens.

Nous voyons aujourd'hui que, si on laisse les choses continuer ainsi, nous n'arrivons pas du tout, du tout à cette situation, mais plutôt à une situation qui est effectivement différente et même extrêmement dangereuse.

C'est pour cela que nous voulons savoir ce qu'en pense l'autorité de la concurrence, qui est le dernier moyen, qui reste aux élus locaux ; nous n'avons rien d'autre pour agir depuis la loi LME. Les C.D.A.C., vous l'avez dit, doivent se battre sur des arguments urbanistiques au-delà de 1.000 mètres carrés. Or, les superettes, sont en moyenne de 470 mètres carrés. Avant, on les contrôlait au dessus de 300 mètres carrés ; maintenant, on ne voit plus ces dossiers.

Comment voulez-vous que l'on sache ce qui se passe dans notre ville si on ne saisit pas le dernier instrument que la loi nous a laissé qui s'appelle l'autorité de la concurrence ? Cela paraît peut-être beaucoup, mais c'est le dernier instrument, nous ne pouvons pas faire autre chose. Nous n'avons rien d'autre à faire, sinon de laisser aller les choses. Nous ne voulons pas laisser les choses s'empirer, donc nous proposons de saisir l'autorité de la concurrence afin qu'elle nous donne un avis sur l'état de la concurrence sur les supérettes alimentaires à Paris.

Voilà pourquoi cette délibération vous est proposée. Je vous demande de bien vouloir la voter parce qu'elle est importante pour l'avenir du commerce à Paris.

Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DDEEES 303.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DDEEES 303).

Vœu relatif aux dates de début et de fin des illuminations de Noël déposé par le groupe P.S.R.G.A.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen de vœux qui ne se rapportent à aucun projet de délibération.

Le vœu n° 52, relatif aux dates de début et de fin des illuminations de Noël, a été déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

La parole est à Claudine BOUYGUES pour une minute.

Mme Claudine BOUYGUES. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous avons déjà abordé ce débat tout à l'heure par la voix de Sylvain GAREL et Mme la Maire y a en partie répondu. Nous pensons que, pour régler le problème de la longueur des illuminations de fin d'année, il serait convenable qu'on indique aux commerçants par courrier, au moment de l'octroi de leur subvention pour les illuminations de fin d'année les dates raisonnables de début et de fin des illuminations.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Donc, la parole est à Lyne COHEN-SOLAL.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Oui, Monsieur le Maire, j'ai répondu en partie déjà tout à l'heure à Sylvain GAREL sur ce sujet. Je donne un avis favorable à ce vœu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je vous remercie.

Sylvain, rapidement ?

M. Sylvain GAREL. - Oui, simplement pour signaler que c'est un vœu qui a été adopté par l'ensemble de la majorité dans le 18e, ce qui n'est pas indiqué dans l'intitulé malheureusement.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je vous remercie de cette information capitale !

Je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2010, V. 307).

Vœu concernant l'organisation du marché de Noël sur les Champs-Élysées déposé par le groupe U.M.P.P.A.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le vœu n° 53, concernant l'organisation du marché de Noël sur les Champs-Elysées, a été déposé par le groupe U.M.P.P.A.

La parole est à M. François LEBEL, U.M.P.P.A., pour une minute.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Merci, Monsieur SCHAPIRA.

Je vais m'adresser à Mme COHEN-SOLAL pour lui dire et pour dire à tous nos collègues que nous sommes évidemment tous ou que nous avons tous été un jour amateurs de fête foraine, et ceci, quel que soit notre âge.

La fête foraine, c'est une fête populaire qui s'adresse aux 7 à 77 ans, c'est évident.

Mais la question que je pose est la suivante : la fête foraine a-t-elle sa place partout ?

Or, sur les Champs-Elysées, qui est censée être la plus belle avenue du monde, vous avez autorisé la mise en place non pas d'un marché de Noël au sens du terme qu'il peut avoir, par exemple, à Strasbourg ou à Vienne en Autriche, mais d'une fête foraine à laquelle il ne manque même pas le camping sauvage dans les jardins, les caravanes, les camping-cars et les barbecues, sans compter les stationnements anarchiques jusque dans les allées des jardins des Champs-Elysées.

Je peux vous dire, bien que je n'en aie pas été témoin, que probablement jamais depuis que les cosaques ont campé en 1815 dans les jardins des Champs-Elysées, ceux-ci ont été plus mal traités !

Parlons maintenant de ce que proposent les vendeurs qui sont installés dans les chalets ; chalets qui, par ailleurs, ne sont pas contestables puisqu'à l'époque c'était le Comité des Champs-Elysées, les élus qui avaient imposé une norme pour que ces chalets présentent un aspect convenable.

Ces chalets proposent des produits qui n'ont rien à voir avec un marché de Noël et qui, une fois de plus, se rapportent plus à la fête foraine qu'à autre chose.

Mis à part quelques-uns de ces commerces qui nous proposent des produits artisanaux intéressants, et locaux si je puis dire, d'autres qui sont malheureusement beaucoup plus nombreux n'ont pas leur place sur un marché de Noël des Champs-Elysées qui devrait être a priori le plus beau, le plus exemplaire de tous les marchés de Noël de France et, en tout cas, se rapprocher de ceux de Strasbourg ou d'autres villes beaucoup plus modestes, d'Alsace ou d'ailleurs.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Il faut conclure, Monsieur le Maire.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - 2 minutes 33 !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Vous n'aviez qu'une minute.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Un marché de Noël sur les Champs-Elysées ne peut être une fête à Neu-Neu et les marchands de churros, de kebabs ou les baraques à frites n'y ont pas leur place. Je le dis ici, comme je l'ai dit avant, sans que ce soit d'ailleurs là une attaque contre les Espagnols, les Turcs ou les Belges !

(Brouhaha).

Monsieur le maire, ces marchands n'ont pas leur place sur un marché de Noël aux Champs-Elysées. Il faut que les Champs-Elysées restent la plus belle avenue du monde et le symbole, avec la Tour Eiffel, de Paris pour tous les touristes du monde entier. Ce n'est absolument pas ce qui se passe actuellement.

C'est pourquoi je demande que l'année prochaine la Mairie de Paris exerce un droit de regard sur les commerces qui seront acceptés dans les chalets du marché de Noël des Champs-Elysées. Cela a déjà été demandé l'année dernière, je le redemande cette année une fois de plus et je vous en remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur LEBEL.

Je voulais simplement vous dire que je vous ai laissé le temps de parole de 3 minutes et des poussières mais, et c'est bon pour tout le monde, sur un vœu non rattaché, c'est une minute. C'est le règlement.

Pour la prochaine fois !

La parole est à Mme COHEN-SOLAL.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je ne répondrai pas à M. LEBEL que je n'étais pas là le jour où les cosaques ont campé dans les jardins des Champs-Elysées et il me racontera peut-être s'ils avaient un couteau entre les dents, mais moi, ce que je sais, c'est que le samedi après-midi il y a 50.000 personnes qui viennent sur les Champs-Elysées, qui ne venaient pas au moment de Noël, surtout dans les jardins, qui sont un endroit dans lequel il ne se passait rien ou très peu de choses en ce moment de fête.

Ce qui est important et ce que demandaient les commerçants des Champs-Elysées, en proposant d'abord ce marché de Noël, c'est qu'il y ait plus de monde sur les Champs-Elysées. Personnellement, j'y suis allée, y compris le samedi soir, et les familles, les gens qui se promènent sur le bas des Champs-Elysées, dans le jardin, à travers les chalets dont vous parlez, remontent sur les Champs-Elysées, vont acheter dans les magasins des Champs-Elysées, donc c'est un apport supplémentaire pour les commerçants des Champs-Elysées. Et tant mieux ! C'est fait pour cela.

La Ville de Paris n'a pas la prétention de faire le marché de Noël de Strasbourg qui est une tradition et n'a pas la prétention de faire la braderie de Lille, elle n'a pas la prétention de refaire les lumières de Lyon, chacun a sa spécialité. La Ville de Paris, en bas des Champs-Elysées, a simplement procédé à un appel d'offres, comme vous l'aviez demandé, et on l'a fait, Monsieur LEBEL, pour animer de manière festive et commerciale le bas des Champs-Elysées pendant les fêtes de Noël.

Il y a eu un seul candidat qui a répondu à cet appel d'offres. Nous avons donc pris ce candidat, nous l'avons encadré avec un cahier des charges que les services de la Ville ont effectivement essayé de faire respecter au mieux. Il peut y avoir des défauts, il peut y avoir des qualités, je ne sais pas, nous le jugerons à la fin, mais nous avons fait au mieux. Je ne juge pas chaque produit parce que ce n'est pas moi qui vais acheter et je n'ai pas, comme vous, une idée extrêmement précise de ce que doit être un marché de Noël. Moi, ce que je sais, c'est que les gens viennent, qu'ils ont l'air heureux de venir. Ils viennent en famille. Et globalement, les commerçants s'y retrouvent et, surtout, surtout, les Parisiens et les touristes ont l'air très contents de s'y promener.

Je pense que, pour l'année prochaine, on pourrait sans doute encore améliorer le stationnement des camions, la façon dont on organise les fluides, la façon dont on approche certains commerces, bien entendu : tout doit progresser, surtout que nous avons passé ce marché pour un an seulement.

Nous verrons évidemment avec les services à la fin de cette fête comment les choses se sont passées, et nous essaierons encore d'améliorer pour l'année prochaine.

Mais franchement, ne voyez pas toujours tout en noir. Je pense que de temps en temps, il est bon que tout le monde ait l'accès aux Champs-Élysées, que ce soit les gens qui ont beaucoup de moyens, les gens qui ont moins de moyens, les gens qui passent à Paris, ou de vrais habitants de Paris.

Merci beaucoup.

Donc, j'ai un avis défavorable.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Pour une explication de vote, je donne d'abord la parole à M. le président GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Effectivement, je ne suivrai pas M. LECOQ sur ses appréciations xénophobes de : "Il faut de l'artisanat…

M. Georges SARRE, adjoint. - M. LEBEL !

M. Sylvain GAREL. - Excusez-moi... M. LEBEL.

M. LEBEL, sur ses appréciations concernant l'artisanat français et le fait qu'il ne faudrait que l'on ne vende que des produits français parce que c'est une dérive… Bientôt, vous allez nous dire qu'il ne faut que des Français qui viennent sur le bas des Champs-Élysées pour acheter ces produits.

Par contre, quelque chose m'a beaucoup choqué sur ce marché de Noël, c'est l'attraction centrale, qui s'appelle "Ice Magic", puisqu'on apprend que 450 tonnes de glace ont été apportées de Laponie en bateau pour faire ces sculptures et qu'il faut huit groupes électrogènes pour maintenir à température cette glace pendant plus de deux mois.

On ne peut pas d'un côté demander aux Parisiennes et aux Parisiens de faire des économies d'énergie, de faire attention à ne pas gaspiller l'énergie et d'autre part, faire des animations qui provoquent autant de gaspillage d'énergie.

Donc, je souhaiterais que l'année prochaine, s'il y a des animations, ce à quoi je ne m'oppose pas, que ce soit des animations compatibles avec le Plan Climat, parce qu'on ne peut pas dire aux gens : faites ce que je vous dis, mais ne faites pas ce que je fais ou ce que j'autorise.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Il y a une autre explication de vote : le président POZZO di BORGO.

M. Yves POZZO di BORGO. - Je regrette que Mme COHEN-SOLAL l'ait pris de cette façon-là.

D'abord, je lui rappelle que les cosaques, c'était plutôt les Russes blancs et donc il n'avaient pas du tout le couteau dans les dents, historiquement, il faudrait peut-être revoir cela.

Deuxièmement, quand ils étaient là en 1814, c'était plutôt une occupation des alliés contre Napoléon, donc ce n'était pas du tout une tension comme vous avez l'air de le dire.

Je suis allé sur les Champs-Élysées ce week-end et c'est vrai que ce n'est pas désagréable, mais je rejoins un peu la position du maire. Madame COHEN-SOLAL, plutôt que d'avoir une position un peu brutale comme vous l'avez, il serait plus intéressant de regarder l'année prochaine le cahier des charges et tenir compte de ces remarques. C'est important.

On avait l'impression que c'était un peu conflictuel ; c'est plus dans ce sens-là que nous soutiendrons cette position.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Monsieur LEBEL, vous avez demandé une petite intervention.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Très courte, puisque M. GAREL a cru pointer chez moi certaine haine de l'étranger, c'est cela ?

J'ai noté par contre sa francophobie, qui est bien digne de l'internationaliste trotskyste qu'il est…

(Réactions dans l'hémicycle).

Cela étant…, cela étant…, si je peux terminer.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je vous en prie.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - M. GAREL n'a pas tort quant à la présence de ces groupes électrogènes diesels qui sont, je le rappelle, interdits par un arrêté interministériel depuis plusieurs années et qui, malgré tout, ont reçu l'autorisation de la mairie de Paris, ce que je trouve quand même un peu bizarre.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu après toutes ces explications historiques, même, avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Vœu relatif au financement des illuminations par les associations de commerçants du 15e déposé par le groupe U.M.P.P.A.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le vœu n° 54, relatif au financement des illuminations par les associations de commerçants du 15e arrondissement, a été déposé par le groupe U.M.P.P.A.

La parole est à M. Jean-Baptiste MENGUY pour une minute, conformément à ce que j'ai dit tout à l'heure.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, inlassablement, la Ville de Paris a décidé de condamner les associations de commerçants du 15e à une véritable paupérisation et certainement, nous assistons là à la chronique d'une mort annoncée.

Pour en avoir discuté avec de nombreux commerçants encore ce week-end, qui manifestement sont largement découragés par un tel travail de sape, il y a une grande inquiétude puisque d'ores et déjà, deux, voire trois associations, ont renoncé à faire des illuminations de Noël dans les quartiers, et vous conviendrez qu'en cette période du mois de décembre, et pas du mois de novembre, c'est quand même un gage d'attractivité et d'animation pour le quartier qui n'est pas à négliger.

Fort de ce triste réflexe que la Mairie de Paris a adopté, nous sommes confrontés à une véritable contradiction entre les propos du cabinet de l'adjointe en charge de ces questions et ceux du Maire de Paris lui-même qui, lors d'un compte rendu de mandat, s'est dit opposé au recours au mécénat pour ces associations alors que le cabinet de l'adjointe avait dit exactement le contraire précédemment.

Ce vœu demande donc une clarification, et que l'aide apportée aux associations soit à la hauteur de l'effort des commerçants.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Lyne COHEN-SOLAL.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Merci.

Il manque sans doute à M. MENGUY un peu le sens des nuances, parce que dire que nous essayons de paupériser les associations du 15e arrondissement et qu'elles sont de moins en moins nombreuses à faire des illuminations, c'est naturellement inexact, et c'est même complètement un contresens.

Pour l'année 2010, il y aura 12 associations de plus qu'en 2009 qui feront des illuminations de Noël puisqu'elles seront 85 au lieu de 73 sur l'ensemble de Paris. Et donc, nous devons aider tout le monde, et le principe des 30 % du devis est appliqué à toutes les associations. Sinon, la Ville de Paris prend en charge ces illuminations, et ce n'est pas du tout le projet.

Donc, nous aidons les commerçants.

Je dois dire aussi que les mairies d'arrondissement peuvent, si elles le souhaitent, si elles veulent encourager les associations de commerçants, prendre à leur charge une partie de la communication par exemple. Il n'est interdit à personne d'aider les associations de commerçants et nous serons très nombreux pour le faire, et ce sera mieux encore, Monsieur MENGUY.

Quant à l'apport du mécénat, il n'y a naturellement aucune contradiction entre ce qu'a dit le Maire de Paris lors de son compte-rendu de mandat dans le 15e et ce que je dis, c'est-à-dire qu'il est toujours possible pour les commerçants de solliciter des apports extérieurs mais naturellement, cet apport extérieur ne doit pas être supérieur à la moitié de ce qui est fait parce que ces illuminations doivent rester aux associations de commerçants. Autrement, la mairie n'intervient plus.

C'est tout simplement ce qui était prévu et dit dans les paroles des uns et des autres.

Je donne donc un avis défavorable au vœu du 15e arrondissement.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Le vœu est rejeté.

Vœu pour un "Arbre de Noël" équitable et durable déposé par le groupe E.E.L.V.A.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le vœu n° 55, pour un "arbre de Noël" équitable et durable, a été déposé par le groupe E.E.L.V.A.

Madame FOURNIER, vous avez la parole.

Mme Danielle FOURNIER. - Pour le groupe "Europe Écologie - Les Verts et Apparentés", l'A.G.O.S.P.A.P. est bien connue : c'est l'association qui a pour mission de gérer les loisirs, les vacances et les prestations sociales au profit du personnel, et notamment l'arbre de Noël, avec les jouets et les spectacles à destination des enfants du personnel de la Ville et du Département.

Or, dans le catalogue arbre de Noël 2010 de l'A.G.O.S.P.A.P., les jeux et jouets proposés sont pour la plupart fabriqués à bas coût en Asie, et ne figure aucun article issu du commerce équitable, de plus, le seul spectacle offert est un spectacle de cirque traditionnel.

Outre cela, les chèques-cadeaux qui sont proposés lorsque aucun des cadeaux ne convient aux familles sont uniquement utilisables dans certaines grandes enseignes, et pas dans les réseaux de consommation responsable ou de commerce équitable, ce qui est contraire à la démarche de la Ville en terme de prise en compte des critères environnementaux et sociaux.

C'est pourquoi nous avons déposé ce vœu, qui propose quatre points :

- Que la gamme de jouets propose des jouets équitables et durables ;

- Que les lots soient revus, et notamment soient plus petits pour permettre l'ouverture à une plus large concurrence et notamment la participation de petites structures ;

- Que les chèques-cadeaux soient étendus à d'autres enseignes ;

- Et enfin, et Christophe GIRARD, je pense, me soutiendra, que le soutien à la création contemporaine et au spectacle vivant soit vraiment mis en œuvre dans le spectacle offert aux enfants.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame la Présidente.

Je donne la parole, pour vous répondre, à Mme ERRECART.

Mme Maïté ERRECART, adjointe. - Comme vous le rappelez effectivement, la convention pluriannuelle qui nous lie à l'A.G.O.S.P.A.P. et qui définit les engagements réciproques de la Ville de Paris et de l'A.G.O.S.P.A.P. prévoit déjà la prise en compte de critères environnementaux et sociaux pour les prestations que l'A.G.O.S.P.A.P. délivre.

Elle prévoit aussi que, pour ce qui concerne le spectacle, l'association tiendra compte de la politique culturelle de la Ville de Paris, c'est-à-dire le soutien au spectacle vivant et la promotion de la création contemporaine.

La question n'est donc pas tant une modification de la convention puisque ces éléments sont parfaitement indiqués.

Pour autant, la question qu'il faut poser, ce sont effectivement les pratiques et les usages qui en résultent.

De ce point de vue-là, on peut dire que les choses évoluent, mais effectivement, il y a encore des progrès à accomplir.

L'appel d'offres pour l'achat des jeux et jouets lancé en 2009 inclut, en effet, un cahier des charges qui précise que les sociétés qui présentent les produits doivent respecter les droits de l'Homme et de l'Enfant et, par ailleurs, cette année, suite à l'appel d'offres, la commission a retenu un prestataire pour une sélection de jouets en bois. Même si ce n'est pas du commerce équitable, l'A.G.O.S.P.A.P. introduit des jouets plus respectueux de l'environnement.

Pour ce qui concerne le spectacle, je dois dire que le choix des administrateurs a, là aussi, progressé. Cela dit, l'année dernière, les administrateurs avaient proposé deux spectacles dont l'un assez traditionnel et l'autre plus moderne et l'A.G.O.S.P.A.P. a reçu un satisfecit 100 % sur le spectacle traditionnel qui est un spectacle de cirque et beaucoup moins sur le spectacle plus contemporain.

C'est la raison pour laquelle, cette année, l'association est revenue sur un spectacle un peu traditionnel.

Cela dit, il faut toujours s'améliorer. Vous proposez que les critères de la convention soient encore mieux pris en compte dans les appels d'offres à venir et j'en conviens. C'est la raison pour laquelle je donne un avis favorable à votre vœu, en vous demandant, non pas de transformer la convention, mais de demander qu'au vu de la convention, les pratiques évoluent encore plus.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu avec un avis favorable de l'Exécutif après amendement.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu amendé est adopté. (2010, V. 308).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à un audit sur les procédures de passation des marchés de l'AGOSPAP.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le vœu n° 56, relatif à un audit sur les procédures de passation des marchés de l'A.G.O.S.P.A.P., a été déposé par le groupe U.M.P.P.A.

La parole est à Mme TISSOT, pour une minute.

Mme Claude-Annick TISSOT. - Oui, Monsieur le Maire.

Je vais revenir sur la gestion même de l'A.G.O.S.P.A.P.

L'A.G.O.S.P.A.P. est une association que tous les agents de la Ville de Paris et de l'A.P.-H.P. connaissent bien ; je dirai même qu'ils l'aiment bien du fait du nombre de prestations de vacances et de loisirs de qualité qu'elle leur propose.

C'est ainsi que pour assurer sa vocation sociale, la Ville de Paris et l'A.P.-H.P. lui allouent chaque année des subventions très conséquentes.

Aussi, je dirai que les termes du procès-verbal du Conseil d'administration du 14 octobre dernier nous paraissent relever d'une particulière gravité quand ils pointent des manquements majeurs dans le choix de ses prestataires et notamment de ceux de l'opération "Prix Plume" pour un montant financier très important.

Je rappelle que le rapport d'audit financier de l'association établi en février 2009 par l'Inspection générale de la Ville de Paris soulignait déjà un certain nombre de dysfonctionnements dans les procédures d'achat et stipulait dans la recommandation 9 que le règlement intérieur devait fixer définitivement la composition et les règles de fonctionnement des commissions d'appel d'offres.

Force est de constater que cette recommandation n'est pas appliquée aujourd'hui et vous comprendrez donc que nous vous demandions dans ce vœu de diligenter à nouveau un audit spécifique de l'Inspection générale de la Ville de Paris sur les procédures de passation des marchés de l'A.G.O.S.P.A.P. Il s'agit d'inciter l'association à respecter enfin le recours aux appels d'offres pour toutes ses prestations et d'améliorer ainsi sa gouvernance en matière financière et j'ajouterai qu'il s'agit aussi d'inciter l'association à mieux sécuriser ses responsables dans leur tâche. Il en va non seulement de l'image de l'A.G.O.S.P.A.P., mais également de sa gestion et de l'efficacité de son rôle au service de l'ensemble de nos agents.

Je vous remercie, Monsieur le Maire.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à Mme ERRECART.

Mme Maïté ERRECART, adjointe. - Le groupe U.M.P.P.A. sollicite effectivement un audit de l'A.G.O.S.P.A.P. relatif aux procédures de passation des marchés. Ce vœu est, en fait, motivé par une affaire récente de mise en cause des produits d'un prestataire dans le secteur vacances et l'éventualité d'un conflit d'intérêt, mettant en cause une salariée de l'association.

D'abord, je voudrais préciser que le président de l'A.G.O.S.P.A.P. avec lequel je suis en rapport a immédiatement pris les mesures appropriées par rapport à ce qui a été évoqué dans ce procès-verbal de Conseil d'administration : un signalement auprès du procureur de la République dans le cadre de l'article 40 de la procédure pénale a été effectué, les prestations mises en cause ont été suspendues et l'agent qui pourrait être concerné par un conflit d'intérêt a été convoqué à un entretien préalable à un éventuel licenciement.

Pour ce qui est, par contre, de la demande d'audit, je voudrais d'abord préciser que, comme vous l'avez dit, Madame TISSOT, l'Inspection générale a déjà fait cet audit en 2009.

Cet audit ne relevait aucune irrégularité, mais, effectivement, préconisait que le règlement intérieur fixe la composition et les règles de fonctionnement des commissions d'appel d'offres. De ce point de vue, l'association est, en effet, au milieu du gué.

L'association s'est engagée, depuis fin 2007, dans une formalisation des marchés sous forme d'appel d'offres pour les secteurs prestations sociales, arbre de Noël, l'ensemble des chèques cadeaux et pour le secteur vacances juniors, achats de séjours comme de transports.

Cette formalisation n'est pas actuellement étendue au secteur vacances et loisirs. Dans ce secteur, la procédure actuelle est fondée sur un groupe de travail composé des administrateurs de l'A.G.O.S.P.A.P. qui statue sur chaque marché après appel à la concurrence.

La question n'est pas tant, aujourd'hui, de relancer un audit, mais bien de s'assurer que l'assemblée générale entérinera la création d'une commission d'appel d'offres pour ce secteur loisirs vacances. La proposition lui sera faite à la prochaine assemblée générale qui est programmée le 21 décembre 2010 et je veillerai à ce que les représentants de la Ville, bien sûr, s'engagent dans ce sens.

De même, je veillerai à ce que le règlement intérieur de l'association fixe dans les meilleurs délais la composition et les règles de fonctionnement des commissions d'appel d'offres, conformément aux préconisations de l'Inspection générale.

C'est pourquoi, tout en affirmant notre extrême vigilance et la volonté de la collectivité que les achats des prestations de l'A.G.O.S.P.A.P. respectent les principes de la commande publique et en accord avec les attendus que vous avez évoqués sur la nécessité tout à fait sérieuse de ces prestations, j'émettrai un avis défavorable à votre vœu, car je ne crois pas, encore une fois, que ce soit nécessaire de refaire un nouvel audit.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Vœu déposé par le groupe Centre et Indépendants relatif à l'adoption d'une charte portant reconnaissance du parcours syndical.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le vœu n° 57, relatif à l'adoption d'une charte portant reconnaissance du parcours syndical, a été déposé par le groupe Centre et Indépendants.

Je donne la parole à Edith CUIGNACHE-GALLOIS.

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Merci, Monsieur le Maire.

Alors que l'importance démocratique du syndicalisme est consacrée par la Constitution même, celui-ci est, en France, si peu favorisé et valorisé par les collectivités publiques que le taux moyen de syndicalisation dans la fonction publique territoriale n'est que de 15 %.

Il importe ainsi, pour la Ville de Paris, nous semble-t-il, prenant exemple sur nos voisins européens, de rompre avec la logique d'un syndicalisme marginalisé, trop souvent réduit à sa dimension contestataire et surtout perçu comme une fin de carrière.

Il est donc essentiel non seulement de garantir que l'attractivité syndicale ne nuise pas au déroulé de la carrière, mais aussi de permettre la prise en compte des compétences acquises dans le cadre d'un mandat syndical, à travers les démarches de validation des acquis de l'expérience.

C'est dans cette optique que, déjà, le groupe Nouveau Centre au Conseil régional d'Ile-de-France a fait voter le principe de l'adoption d'une charte portant reconnaissance du parcours syndical au sein de cette collectivité.

Parce que la Ville de Paris doit viser l'excellence dans sa politique de ressources humaines et jouer pleinement son rôle d'ascenseur social, la formation des délégués syndicaux par le biais des partenariats avec des organismes d'enseignement doit être développée, telle que la Ville de Suresnes a pu le faire, d'ailleurs, avec Sciences Po.

C'est pourquoi nous vous demandons, Monsieur le Maire, que soit adoptée par la Ville de Paris une charte portant reconnaissance du parcours syndical et que soient conclues dans ce cadre des conventions de partenariat avec des établissements d'enseignement, afin d'assurer la dispense d'une formation qualifiante certifiée aux délégués syndicaux.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à Mme Maïté ERRECART.

Mme Maïté ERRECART, adjointe. - Je voudrais d'abord remercier le groupe Centre et Indépendants de nous donner l'occasion de faire un point sur un volet de la politique des ressources humaines de la Ville de Paris qui est la question de la reconnaissance des parcours syndicaux et de l'action syndicale et je voudrais d'ailleurs remercier les agents de la Ville qui s'impliquent quotidiennement au service de leurs collègues et, plus généralement, au service de l'intérêt collectif.

Je sais qu'ils ont tous le sens du service public et qu'au-delà de la défense des intérêts particuliers, ils pensent aussi à la défense et à la qualité du service public parisien.

J'ai eu l'occasion de rencontrer beaucoup d'entre eux dans les instances paritaires ou au cours des audiences syndicales et je trouve remarquable leur disponibilité, leur investissement, leur mobilisation. Je souhaiterais d'ailleurs que plus d'agents s'engagent dans cette voie.

Alors que fait-on effectivement du point de vue de la valorisation de l'engagement syndical ? Depuis 2005, la Ville de Paris s'est résolument engagée dans une démarche d'élaboration de chartes concernant les voies et moyens du dialogue social.

Cette réflexion concertée avec les représentants du personnel a notamment conduit à se doter d'un document de référence permettant d'attribuer, aux organisations syndicales les plus représentatives, des moyens de fonctionnement, des locaux, des matériels de bureau, d'informatique et des fournitures, et de fixer au terme d'un protocole d'accord signé en 2007 les modalités d'utilisation des technologies de l'information et de la communication, et l'accès aux réseaux informatiques de la Ville.

De ce point de vue d'ailleurs, je pense que vous n'êtes pas vraiment privés de messages et je ne suis pas absolument sûre que, dans tous les cas, la convention qui a été prévue et la charte qui est prévue soient totalement respectées.

Cela dit, au-delà, nous avons prévu effectivement de travailler aussi avec des partenaires sociaux sur d'autres aspects de l'activité syndicale, tels que l'organisation du dialogue social, l'exercice de droits syndicaux ainsi que la situation particulière des permanents syndicaux.

Je dois donc vous rassurer néanmoins pour vous dire que, bien que nous n'ayons pas une charte sur tous les aspects de l'action syndicale, nous respectons déjà toutes les dispositions en vigueur, permettant d'assurer aux permanents syndicaux un déroulement de carrière et une rémunération équitable.

La Ville accompagne les agents souhaitant retrouver un poste après une période d'activité syndicale, en leur proposant un accompagnement personnalisé : entretien individuel, accompagnement dans la recherche de postes, bilan de compétences et les formations nécessaires.

Cet accompagnement peut, bien entendu, lorsque des agents le souhaitent, s'étendre aux démarches pour obtenir la validation des acquis de l'expérience, afin de reconnaître les compétences acquises dans le cas d'un mandat syndical.

C'est particulièrement un cas où la validation des acquis de l'expérience est tout à fait pertinente, puisqu'en fait ce sont quelquefois des agents qui ont eu des qualifications professionnelles pas très élevées au départ mais qui, par leur action au service de leurs collègues, et je dirai par leur participation à la vie municipale, acquièrent des nouvelles compétences.

La Ville fait déjà beaucoup de choses, mais nous pouvons évidemment encore nous améliorer. Aussi, parce que je partage pleinement les attendus de ce vœu en faveur de la reconnaissance syndicale, j'émets un avis favorable à son adoption.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2010, V. 309).

2010, DAJ 31 - Approbation de la licence "Open Data" dans le cadre de la diffusion par la Ville de Paris des données publiques en sa possession.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DAJ 31 relatif à l'approbation de la licence "Open Data" dans le cadre de la diffusion par la Ville des données publiques en sa possession.

La parole est à M. François VAUGLIN, pour cinq minutes.

M. François VAUGLIN. - Mes chers collègues, nous avons ici la traduction pratique de la pétition de principe qui était portée par la délibération que nous avons adoptée en juin dernier : ouvrir à tous l'accès aux données publiques qui ont été financées par l'argent public.

Naturellement, les données personnelles, les données protégées par un secret légal, les données préparatoires à l'activité de la Ville ou les données exclues par la loi ne sont pas concernées.

Mais tout le reste, et cela fait beaucoup, pourra désormais être consulté, téléchargé et réutilisé à toutes fins pour l'innovation, la création de start-up ou l'apparition de nouveaux services, par exemple sur Internet ou sur les smartphones, pour permettre le développement en France du journalisme de données, pour favoriser le développement de pans entiers de notre économie, pour permettre l'arrivée de nouveaux services mais aussi pour des fins artistiques, militantes ou citoyennes.

Il serait vain de vouloir faire une liste de tout le potentiel contenu dans les données publiques. C'est d'ailleurs là l'un des aspects enthousiasmant : leur ouverture pourrait conduire à de nouvelles "success stories" économiques ou sociales.

Les exemples de ce type de démarches commencent à apparaître. Rennes, Londres, Chicago ou encore l'I.G.N, l'Institut géographique national, qui ouvrira en janvier un portail de diffusion de ses données qui seront alors gratuites pour les acteurs publics.

Avec l'A.P.U.R., je vous l'avais indiqué en juin, nous sommes aussi prêts à franchir le pas. La donnée cartographique étant structurante pour beaucoup d'autres données, l'accès à des données géolocalisées de qualité est essentiel. Et grâce à la qualité du travail de l'A.P.U.R., nous avons beaucoup mieux que "Google maps" pour décrire le territoire parisien.

Après avoir chaleureusement salué cette initiative fort opportune de Jean-Louis MISSIKA, me permettrai-je de suggérer quelques pistes pour rester en mouvement sur ce sujet très novateur et pour aller plus loin à la pointe de l'innovation ?

Il serait très intéressant, en effet, qu'au-delà de la mise à disposition de données, la Ville aide à comprendre celles-ci. Développer une A.P.I. pour faciliter leur réutilisation en masse, lancer un concours d'application, réfléchir au service qui pourrait être construit sur ces données, s'inscrire dans le mouvement du Web 3.0 ou Web sémantique dans lequel les données acquerront une forme d'universalité, voilà autant d'idées sur lesquelles la contribution de l'ensemble des acteurs pourrait être utile.

Vous le voyez, l'ouverture des données et l'utilisation de licences ouvertes, c'est l'entrée dans un monde où l'intelligence de chacun rend beaucoup de choses possibles.

Je vous en remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Jean-François MARTINS, pour cinq minutes.

M. Jean-François MARTINS. - Monsieur le Maire, à l'occasion du Conseil de Paris de juin dernier, j'avais souligné qu'en ouvrant ces données, en emboîtant le pas à Vancouver, à Sidney et à New York, la Ville de Paris entrait de plain-pied dans l'histoire et qu'elle passait le cap où les données étaient une donnée protégée du pouvoir.

La Ville de Paris a admis, compris et aujourd'hui intégré que l'environnement de plus en plus complexe implique la nécessité pour les chercheurs, qu'ils soient purement scientifiques et académiques, les artistes et les chefs d'entreprise, de disposer de données complexes, complètes et surtout mises à disposition le plus librement possible pour développer des applications et des savoirs nouveaux liés à toute la complexité de l'environnement, des citoyens et de l'environnement scientifique.

J'avais dit cependant que la Ville de Paris emboîtait ce pas un peu en marchant à l'envers, parce que les premiers éléments que nous avions sur le choix de licence nous laissaient à penser que le choix de licence que vous aviez fait rendrait payant l'utilisation commerciale de ces données.

Avec ce projet de délibération aujourd'hui, je suis ravi que l'été vous ait porté conseil, que peut-être mon intervention vous ait fait changer d'avis en adoptant un choix de licence libre, qui permettra à tous ceux qui, plutôt que de passer des années entières à numériser et à collecter des données, pourront dès maintenant créer, analyser et utiliser ces données pour en développer des applications concrètes et le feront dans un cadre nouveau, un cadre qui est le plus adapté qui est celui des licences libres.

Je tenais, d'une part à féliciter la Ville pour ce choix et par ailleurs pour le choix de ne pas avoir créé une licence nouvelle mais de bien s'être accroché à une licence existante qui permettra, pour l'ensemble de l'écosystème et de l'environnement utilisateur de ces futurs données, de travailler dans un cadre connu et contraint.

Je tenais donc à féliciter Jean-Louis MISSIKA pour ce travail et je voterai ce projet de délibération avec plaisir.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Jean-Louis MISSIKA ne va pas bouder son plaisir en vous répondant.

Vous avez la parole.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, au nom de la 2e Commission. - Bien sûr, Monsieur le Maire.

Merci de me donner la parole.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, je crois que MM. VAUGLIN et MARTINS ont raison de citer l'importance de ce projet de délibération, et j'espère qu'il fera date pour les collectivités françaises.

Vous vous souvenez sans doute que le Conseil de Paris a approuvé en juin dernier le principe de mise à disposition de données publiques de la Ville. La délibération prévoyait un travail sur les licences, puisque bien évidemment il faut une licence pour pouvoir pratiquer cette mise à disposition, et nous voyons donc l'aboutissement de ce travail aujourd'hui.

Les équipes de la Direction des Affaires juridiques ont travaillé avec la communauté afin de déterminer la licence la plus adaptée à la démarche que nous souhaitons entreprendre.

En fait, l'objectif a été fixé. Dans la délibération initiale, il s'agissait de permettre une réutilisation libre et gratuite pour tous les usages, mais aussi de garantir qu'il n'y ait pas de pillage de ce patrimoine public et qu'il n'y ait pas d'exploitation sans aucun retour pour la collectivité.

C'est ainsi que, dans le cadre d'un dialogue, notamment avec le collectif Regards citoyens, nous nous sommes intéressés à la licence ODBL ("Open Database Licence") qui a été établie par l'Open Knowledge Foundation, et qui est l'une des seules licences libres adaptées aux objets complexes que sont les bases de données.

Ce texte prévoit dans ses grandes lignes une réutilisation libre et gratuite des données publiées par la Ville, y compris pour des services commerciaux, sous deux conditions : l'obligation pour le réutilisateur de citer ses sources, à savoir la Ville de Paris, et l'obligation de republier les données sous la même licence si elles ont été remaniées ou enrichies, afin d'en faire profiter la collectivité. Il ne peut pas y avoir d'appropriation de la base de données et de la base de données retravaillée.

Ces dispositions de citation et de partage à l'identique sont notamment celles qui sont utilisées par la licence de Wikipédia, désormais célèbre grâce à Michel HOUELLEBECQ.

La licence ODBL, rédigée en anglais et basée sur le droit anglo-saxon, a bien évidemment demandé un travail important de traduction et d'adaptation au Droit français, et c'est à ce travail que se sont attelés les services de la Direction des Affaires juridiques.

La D.A.J. a été appuyée par des juristes spécialistes des licences libres, et notamment l'association "Veni, Vidi, Libri" que je souhaite remercier ici pour son action essentielle et bénévole dans ce travail.

Mes chers collègues, le contrat de licence que nous vous proposons d'adopter aujourd'hui permet de protéger et mettre en valeur le patrimoine de la Ville.

Il ne concerne bien évidemment que des données anonymes et non pas des données nominatives. Il permet de garantir une utilisation libre pour tous les Parisiens.

Le mois qui vient verra le premier lâcher de données parisiennes sur un site dédié. Ce premier lâcher de données fera la part belle aux données géographiques, cher Monsieur VAUGLIN, et l'on peut gager qu'il permettra l'apparition de nombreuses applications de proximité qui seront autant de services nouveaux pour les Parisiens.

Pour répondre plus précisément à votre intervention, nous avons prévu effectivement un séminaire de travail pour le courant du mois de février, qui rassemblera les volontaires parmi les réutilisateurs de nos données, notamment parmi les développeurs, et les services de la Ville producteurs de ces données afin de réfléchir ensemble à des applications et parvenir rapidement à de premiers prototypes.

Cette opération "open data" fera partie d'une démarche plus globale d'innovation ouverte de la Ville de Paris.

Dans cette démarche, comme vous le savez, - et c'est l'une des grandes révolutions urbaines de ce XXIe siècle - le citoyen devient co-concepteur des services au public, travaillant dans la ville, avec la ville et pour ses habitants à des usages nouveaux.

Je crois que, ce que nous faisons aujourd'hui, c'est le premier pas de cette démarche d'innovation ouverte qui est pour nous quelque chose d'extrêmement important pour l'avenir de cette Ville.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAJ 31.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DAJ 31).

2010, DDEEES 264 - Signature d'une convention avec l'association Cap Digital Paris Région prévoyant le versement d'une subvention pour des actions stratégiques du pôle de compétitivité. Montant : 100.000 euros.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DDEEES 264 concernant la signature d'une convention avec l'association "Cap Digital Paris Région" prévoyant le versement d'une subvention pour des actions stratégiques du pôle de compétitivité, d'un montant de 100.000 euros.

La parole est à Mme Danielle SIMONNET, pour cinq minutes.

Mme Danielle SIMONNET. - Mes chers collègues, il nous est demandé de signer une convention avec l'association "Cap Digital Paris Région", qui est une structure de gouvernance du pôle de compétitivité qui est dénommé du même nom, "Cap Digital Paris Région".

Ce pôle de compétitivité vise à rassembler les acteurs des industries des contenus et services numériques d'Ile-de-France.

Je souhaiterais rappeler toutes les réserves du groupe Communiste et des élus du Parti de Gauche relatives à la logique même des pôles de compétitivité.

Leur création repose sur le principe contestable selon lequel un territoire se développe s'il regroupe des activités d'un même secteur, s'il se spécialise dans ces activités.

La logique des pôles de compétitivité est en elle-même perverse et créatrice de graves déséquilibres territoriaux.

Elle pousse en fait à la concentration d'activités sur un territoire, au détriment de ses voisins, et rend le territoire en question extrêmement dépendant de la conjoncture de ce secteur d'activité.

Nous pensons qu'un développement territorial équilibré et solide et l'impératif écologique commandent de rapprocher les lieux de production des lieux de consommation et de recherche de la mixité des fonctions et activités, et non des hyperspécialisations et des concurrences sans fin entre territoires.

Les pôles de compétitivité bénéficient d'ailleurs de subventions publiques et d'un régime fiscal particulier, avec comme objectif de rendre l'économie plus compétitive, de créer des emplois, de rapprocher la recherche publique et développer certaines zones en difficulté.

Mais, mes chers collègues, si ce modèle était si efficace, les entreprises privées s'agglomèreraient d'elles-mêmes dans le même type de pôles.

Or, de plus en plus, nous constatons qu'elles s'éloignent de leur marché, de leurs fournisseurs pour chercher bien souvent des mains-d'œuvre moins chères, des normes environnementales, sociales et fiscales moins strictes.

Les promoteurs des pôles de compétitivité justifient souvent les soutiens financiers publics aux pôles de compétitivité au nom de l'objectif de développement territorial, de compétitivité de pays, d'attractivité de la capitale.

Bien souvent, ayons aussi conscience que des entreprises encaissent des subventions sans que la collectivité n'ait le droit de regard sur l'utilisation de ces fonds.

Hélas, il y a eu nombre de fois des exemples de véritables détournements de fonds publics qui ont pu alimenter des spéculations, des délocalisations, des destructions d'emploi.

Il faut donc absolument être extrêmement vigilant et faire en sorte que l'attribution de fonds publics à des entreprises privées ne se fasse que sur la base de critères sociaux et environnementaux stricts, après avoir à chaque fois écouté aussi les salariés et leurs syndicats afin d'entraîner un droit de regard et de décision de la collectivité.

Par ailleurs, maintenant, avec cette subvention de 100.000 euros et concernant le projet de "Cap Digital", nous sommes tout à fait conscients que "Cap Digital" va s'engager à créer des événements qui nous semblent intéressants, des événements de conférences et de salons, va proposer la création d'un institut de recherche technologique "vie numérique" dans le nord-est parisien, de renouveler "Futur en Seine" qui devient un festival de référence internationale du numérique.

Ces objectifs, nous les soutenons.

Aussi, il nous est précisé que les financements en investissement dans ces projets, lorsqu'ils sont versés par le Département de Paris, concerneront normalement exclusivement des P.M.E. et des laboratoires de recherche publique.

Alors, nous souhaiterions qu'il y ait bien un suivi en transparence des aides à ces P.M.E., de leur politique au niveau social et écologique.

Vous l'aurez compris, c'est avec une réserve, certes, et en exprimant un désaccord avec la logique même de pôle de compétitivité, que le groupe Communiste et les élus du Parti de Gauche, néanmoins, votera pour ce projet de délibération.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à M. Jean-Louis MISSIKA.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, au nom de la 2e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, chère Danielle SIMONNET, je me réjouis déjà de ce vote positif qui, pour moi, est une excellente nouvelle, mais comme vous avez exprimé un certain nombre d'inquiétudes et de réserves à propos des pôles de compétitivité, peut-être que cela vaut la peine, dans le cadre d'un débat démocratique, que nous vous expliquions pourquoi en tout cas l'Exécutif parisien est partie prenante de cette politique de pôles de compétitivité.

J'ajoute même que "Cap Digital" est né à l'initiative de mon collègue Christian SAUTTER, au cours de la précédente mandature.

Nous sommes très heureux d'avoir, sur notre territoire, un pôle qui regroupe l'industrie des services et des contenus numériques.

Bien évidemment, on peut s'interroger sur l'intérêt et le principe même des pôles de compétitivité. Je vais essayer de vous proposer un certain nombre d'arguments, qui justifient l'intérêt des pôles de compétitivité.

Nous sommes plongés aujourd'hui dans une crise économique sans précédent. On voit bien qu'il y a une déliquescence du tissu industriel traditionnel, du tissu industriel français, et l'Ile-de-France n'échappe pas à cette crise de l'industrie.

Donc, l'un des moyens de soutenir en fin de compte la possibilité d'un renouveau industriel, sur le territoire de l'Ile-de-France, c'est le soutien des politiques de recherche et de développement, qui visent à développer l'économie de la connaissance et, vous le savez bien parce que c'est le but ultime de cette politique, la création des emplois de demain, d'emplois à haute valeur ajoutée et, si possible, non délocalisables.

La France manque aujourd'hui cruellement d'une politique industrielle nationale ambitieuse et réaliste.

Pourtant, les pôles de compétitivité font partie des quelques éléments pertinents de soutien à l'économie française.

La question est simple : comment ne pas soutenir un "cluster" qui accompagne la transformation numérique des secteurs traditionnels ?

Aucun pays développé n'est capable aujourd'hui de soutenir une croissance durable sans posséder un véritable tissu industriel sur les secteurs des services et des contenus numériques.

Et, là, je ne vous parle pas de croissance financière ou d'industrie financière mais de croissance en termes d'emploi.

Paris et l'Ile-de-France ont donné naissance aux meilleures "start-up" non américaines au monde et possèdent des dizaines de T.P.E.-P.M.E. qui sont leaders mondiales sur leurs marchés respectifs, que ce soit dans l'animation, dans la robotique, dans les technologies de santé ou dans l'électronique grand public.

Si nous voulons que Paris reste un bassin d'emploi de haut niveau, il doit développer sa compétitivité dans ces domaines.

J'attire votre attention sur le fait que le mot "compétitivité" n'est pas un gros mot. La France souffre d'une crise de compétitivité gravissime, et c'est parce qu'elle souffre d'une crise de compétitivité gravissime qu'elle subit cette désindustrialisation rapide à laquelle le Gouvernement est incapable de mettre fin.

La compétitivité, c'est la reconnaissance d'un savoir-faire, c'est la reconnaissance d'un enseignement supérieur de haut niveau, d'une recherche publique de pointe et d'entreprises qui comprennent leur marché et qui savent s'y adapter.

C'est pourquoi la Ville et le Département de Paris soutiennent "Cap Digital" et les autres pôles de compétitivité, tant dans leur fonctionnement d'animation de la communauté d'innovation et de la recherche que par un investissement dans les projets de recherche et développement qu'ils labellisent.

Afin d'avoir un suivi plus lisible de l'activité des pôles et des retombées concrètes de leurs travaux, je vais proposer au Maire de Paris d'adresser, avec le Président du Conseil Régional et les autres Présidents de Conseils généraux de la Région, un courrier demandant une évaluation globale des projets labellisés et menés à terme.

Le présent projet de délibération, comme vous l'avez dit à la fin de votre intervention, propose de soutenir Cap Digital dans ses travaux de visibilité à l'international, de montage d'un festival grand public et surtout de préfiguration à Paris et en région d'un institut de recherche technologique de grande envergure dans le domaine de la vie numérique, dispositif qui devrait être structurant pour l'avenir de leur filière.

Nous soutenons sans réserve ces travaux de Cap Digital et je vous invite à voter sans réserve ce projet de délibération.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DDEEES 264.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DDEEES 264).

2010, DDEEES 310 - Signature d'un avenant à la convention passée avec la Fédération des Centres Sociaux de Paris pour l'attribution d'une subvention - Montant : 50.000 euros.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DDEEES 310 : signature d'un avenant à la convention passée avec la Fédération des Centre Sociaux de Paris pour l'attribution d'une subvention d'un montant de 50.000 euros.

La parole est à Danielle SIMONNET pour 5 minutes.

Mme Danielle SIMONNET. - Concernant ce projet de délibération, il est important pour le groupe Communiste et les élus du Parti de gauche, comme nous l'avons d'ailleurs rappelé dans le débat budgétaire, puisque nous avions proposé un amendement budgétaire, hélas non retenu, pour augmenter l'enveloppe globale allouée pour les équipements publics numériques... Nous tenons, à travers cette intervention, à resaluer tout de même tout le travail de la Ville, important, pour soutenir ces structures E.P.N. qui luttent contre la fracture numérique.

A travers ce projet de délibération, il est donc proposé une subvention de 50.000 euros qui permettra à la Fédération des Centres Sociaux d'assurer une coordination des E.P.N. Il faut savoir que, parmi les 19 E.P.N., 9 sont portés par des centres sociaux, et bien souvent dans des quartiers "politique de la ville", et qu'il est fondamental de développer des usages solidaires et sociaux des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Nous souhaitons apporter tout notre soutien à ce projet de délibération, même si nous réaffirmons et nous espérons qu'à la rentrée 2011, on puisse aussi trouver d'autres solutions pour aider les E.P.N. qui ne relèvent pas de centres sociaux et qui sont, comme vous le savez, dans des situations difficiles.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Jean-Louis MISSIKA.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, au nom de la 2e Commission. - Mes chers collègues, chère Danielle, ce projet de délibération est le dernier concernant le dispositif d'Espaces Publics Numériques qui vise, vous le savez, à soutenir des associations qui travaillent à réduire la fracture numérique en fournissant des formations aux nouvelles technologies et des points d'accès accompagnés à Internet pour l'ensemble des populations parisiennes, et notamment celles qui résident dans les quartiers "politique de la ville".

Comme nous avons eu déjà l'occasion de discuter de ces sujets lors des deux précédents Conseils de Paris, je vais essayer d'être bref.

Le Maire de Paris et les différents adjoints concernés ont décidé, vous le savez, de maintenir en juin 2010 l'ensemble des subventions E.P.N. au même niveau qu'en 2009, malgré une situation budgétaire difficile et un rapport de l'Inspection générale de la Ville de Paris décrivant une situation complexe et contrastée dans le domaine de la performance des E.P.N. Nous avons également demandé aux services de faire de leur mieux pour que les subventions 2011 puissent être étudiées par notre Assemblée dès la première séance de l'année prochaine, de façon que les subventions ne tombent pas, comme cela va être le cas en l'occurrence, en décembre, afin de permettre aux associations de travailler dans la sérénité et d'avoir une perspective claire de leurs objectifs et de leurs moyens dès le début de l'année. Le Secrétariat général de la Ville m'assure que la démarche est entamée et nous aurons l'occasion, n'en doutons pas, d'aborder à nouveau ce dossier passionnant tout début 2011.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le fameux projet de délibération DDEEES 310.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DDEEES 310).

2010, DDEEES 305 - Signature de conventions d'occupation du domaine public municipal pour l'installation et l'occupation expérimentale de mobilier urbain intelligent. Fixation de la redevance correspondante.
Vœu relatif au mobilier urbain intelligent déposé par le groupe E.E.L.V.A.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DDEEES 305 sur lequel le groupe E.E.L.V.A. a déposé un vœu n° 58 et l'Exécutif un vœu n° 58 bis.

Je donne la parole à Jacques BOUTAULT, E.E.L.V.A.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Vous pouvez continuer à dire "Les Verts", cela ne nous vexera pas !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je ne voudrais pas poser un problème politique, après !

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Pardon ?

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je ne voudrais pas que cela pose un problème politique si je ne vous appelle que "Les Verts" !

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Non, on gèrera cela tranquillement. On ne s'inquiète pas !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Vous le gèrerez, je n'y suis pour rien !

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - On est écologiste, en tout cas, je vous le confirme.

Je souhaitais intervenir, au nom du groupe Verts, Europe Ecologie et Apparentés, sur ce projet de délibération qui présente un intérêt évident pour les Parisiens puisqu'il s'agit d'expérimenter les innovations numériques apposées sur le mobilier urbain, pour en faire un mobilier urbain dit intelligent.

Cette expérimentation pourra en effet apporter des services qui n'existent pas aux Parisiens, en particulier aux Parisiens en situation de handicap mais aussi aux touristes et, pourquoi pas, aux enfants.

Mais l'appel à projets tel qu'il nous est présenté dans le projet de délibération est très ouvert et les usages ne sont pas suffisamment, à nos yeux, cernés pour éviter les dérives qui consisteraient à ce que ces mobiliers urbains soient ouverts à des innovations publicitaires ou à toutes sortes de technologies invasives, intrusives, voire d'analyse de comportement des passants, ou même liées à la vidéosurveillance.

C'est pour que cette dérive ne vienne pas ternir cette innovation qui peut être intéressante que les Verts et Ecologistes ont déposé un vœu, afin qu'une charte préalable soit mise en œuvre pour que les porteurs de projet qui vont répondre à cet appel à projets, qui vont être choisis pour les six mois, soient mieux cadrés dans leurs propositions, afin d'éviter les dérives auxquelles je faisais allusion en début de mon propos.

Ces porteurs de projet pourront travailler pendant six mois renouvelables une fois. Après cette expérimentation, ils pourront, et cela, Jean-Louis MISSIKA nous le confirmera, mettre en œuvre un projet plus pérenne avec un mobilier urbain qui apporte un véritable service aux Parisiens. Nous souhaitons que ce véritable service aux Parisiens soit cadré dans une charte pour éviter toute dérive.

C'est l'objet du vœu que nous avons déposé.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je donne la parole à Jean-Louis MISSIKA pour vous répondre.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, au nom de la 2e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, ce projet de délibération, qui a une certaine importance parce qu'il doit permettre de dessiner un peu le mobilier urbain du XXIe siècle, vise, comme cela a été rappelé, à fixer les modalités d'occupation temporaire de l'espace public parisien par du mobilier urbain expérimental.

La Ville a en effet lancé le mois dernier son appel à projets "mobilier urbain intelligent" qui vise à mettre l'espace public parisien (les rues, les parcs, les bâtiments publics) à la disposition des inventeurs, des entreprises innovantes pour qu'ils puissent tester leurs idées et leurs produits in situ, dans la réalité de la Ville.

La Ville de Paris souhaite ainsi définir avec la communauté de l'innovation et les retours d'expérience de tous les Parisiens, le futur du mobilier urbain.

Je vous rappelle que ce mobilier urbain est constitué de plus de 300.000 éléments disposés dans l'espace public et qu'il est, par conséquent, un formidable domaine d'innovation. Pour autant, ce n'est pas un domaine dans lequel il est facile de faire évoluer les choses, tant les contraintes sont complexes et les volumes importants.

C'est pourquoi nous avons souhaité permettre à tous de tester en condition réelle, en situation, les innovations technologiques, les innovations d'usage ou les innovations de design qui sont aujourd'hui une réalité dans les laboratoires, les ateliers, voire les cerveaux des acteurs de l'innovation.

Je parlais tout à l'heure à propos d'"open data" d'une démarche d'innovation ouverte. En voilà un nouvel exemple, puisque nous appelons tout un chacun à venir tester ses idées, afin de nous convaincre et de convaincre les Parisiens.

C'est pour garder cet esprit d'ouverture que nous avons rédigé cet appel à projets de façon très ouverte. Ce n'est pas à la Ville de définir précisément le type d'innovations qu'elle attend mais aux gens dont c'est le métier, la profession et le talent. Nous imaginons évidemment un certain nombre de choses, mais nous espérons aussi être surpris par les projets proposés.

C'est pour garder cet esprit d'ouverture que nous avons souhaité permettre aux P.M.E., aux "Start-up", aux inventeurs indépendants et aux designers, d'accéder à des aides financières à la mise en place de leur expérimentation, afin de ne pas limiter cette expérimentation de facto aux grands groupes spécialistes du domaine.

C'est pour garder cet esprit d'ouverture, enfin, que je vous propose de reprendre le vœu des Verts en assouplissant les contraintes proposées dans ce vœu.

Bien sûr, il est souhaitable que ce nouveau mobilier, pour éviter une surcharge de l'espace public, soit installé en lieu et place du mobilier existant, mais c'est souhaitable lorsque c'est possible.

Comment l'imposer sans courir le risque de devoir refuser un prototype qui ne rentrerait pas dans les cases et qui serait une véritable invention de rupture, comme on dit ?

Bien sûr que l'intérêt des Parisiens est d'avoir accès à un maximum de services gratuits, mais est-il exclu de se servir de cette expérimentation pour valider le modèle économique d'un nouveau service à forte valeur ajoutée pour les Parisiens ?

Je vous rappelle qu'il y a près de 4.000 téléphones publics dans les rues de Paris, qui sont payants par construction, et donc ils risquent d'être remplacés par de nouveaux services multimédia qui eux-mêmes pourraient être payants.

Je vous propose donc un vœu de l'Exécutif qui reprend vos propositions en les assouplissant quelque peu et qui indique que le jury et les services de la Ville devront, autant que possible, favoriser les services gratuits et la réutilisation d'emplacements existants de mobilier urbain.

Je vous propose d'assouplir ces contraintes mais non d'abandonner votre vigilance, puisque cette expérimentation permettra, en nous éclairant sur les possibilités technologiques et les usages des Parisiens, de travailler ensemble à une charte du mobilier urbain intelligent, et cette charte pourra nous permettre de mieux cadrer les travaux ultérieurs dans ce domaine, aujourd'hui largement inexplorés.

Je vous propose donc de retirer votre vœu et de vous associer au vœu de l'Exécutif qui s'y substituerait.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Très bien. Merci, Monsieur MISSIKA.

En réponse à votre vœu, l'Exécutif a déposé le vœu 58 bis…

Excusez-moi, Danielle SIMONNET a demandé la parole.

Mme Danielle SIMONNET. - Juste en réaction. Pour le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, nous pensons que l'initiative de ce vœu permet vraiment de poser les problèmes et c'est donc une très bonne chose qu'on arrive à pouvoir élaborer une charte parce que précisément, Monsieur MISSIKA, nous sommes là en tant qu'élus et en tant que collectivité pour définir les politiques, y compris en matière d'innovation. Parce que les innovations, ce n'est pas un sujet neutre.

Nous savons qu'il y a des innovations en termes de mobilier urbain qui, selon nous, peuvent aller à l'encontre des libertés fondamentales et qui peuvent aller à l'encontre de l'émancipation de la personne humaine en renforçant par exemple les testings marketing géants ou en renforçant l'imposition de la publicité dans l'espace public. Donc, oui, nous avons des cadres politiques à impulser.

Je pense qu'il y a quand même deux axes sur lesquels il nous faudra travailler au niveau de cette charte : à la fois essayer d'aller à l'encontre de tout renforcement de la marchandisation et aller vers plus de gratuité et en même temps, ne pas contribuer à développer le consumérisme dans l'espace public.

Nous nous associons donc au fait qu'il y ait bien un travail et donc, nous voterons pour le vœu proposé.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

En réponse au vœu 58, l'Exécutif a déposé un vœu 58 bis.

Est-ce que vous maintenez votre vœu, Monsieur BOUTAULT ?

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - J'ai bien entendu les arguments de Jean-Louis MISSIKA, et je pense que l'idée de la charte nous met tous d'accord, et que si cette charte consiste à cadrer ces innovations dans l'intérêt des Parisiens, nous aurons largement avancé sur cette question.

Mais j'ai un petit désaccord avec Jean-Louis MISSIKA sur cette question : c'est à la Ville de donner le cap, ce n'est pas à l'innovation d'être tous azimuts et d'arriver à des propositions qui aillent à l'encontre de l'intérêt citoyen des Parisiens. Il n'y a pas de créativité sans contraire. Tout cela devra être contenu dans la charte, je n'en doute pas, et on aura le temps de se mettre d'accord.

Le vœu est donc retiré au profit du vœu de l'Exécutif.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Le vœu n° 58 est donc retiré.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2010, V. 310).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DDEEES 305.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DDEEES 305).

Vœu en soutien aux étudiants de l'École Normale Supérieure déposé par le groupe P.C.F.-P.G.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Les vœux n° 59 et n° 59 bis, en soutien aux étudiants de l'École normale supérieure, ont été déposés par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche et par l'Exécutif.

La parole est à Mme SIMONNET.

Mme Danielle SIMONNET. - Mes chers collègues, depuis fin octobre, des personnels et des étudiants de l'École normale supérieure de Paris, rue d'Ulm, dans le 5e arrondissement, se sont fortement mobilisés pour protester contre le maintien de personnels contractuels en CDD sur des emplois pérennes depuis plus de 6 à 10 ans pour certains parmi eux. Cela provoque une dégradation générale des conditions de travail liée à des phénomènes qui sont d'ailleurs communs à l'ensemble de la fonction publique. Les problèmes de sous-effectifs, de bas salaires, de harcèlement.

La précarité. Nous devons tous être extrêmement mobilisés pour enrayer la précarité, car une personne en situation précaire, bien souvent, a les mêmes qualifications, les mêmes compétences qu'une autre, sauf qu'elle a un salaire moins important, elle vit sous une pression et une insécurité sociale permanente du présent et de l'avenir, et cela pèse sur la qualité du travail rendu auprès de l'ensemble des usagers.

Sur proposition de notre groupe, nous demandons à travers ce vœu que le Conseil de Paris exprime sa solidarité envers les étudiants et les personnels mobilisés à l'E.N.S. rue d'Ulm, et demande au Maire de Paris d'intervenir auprès du ministère de la Fonction publique, Georges TRON, afin de lui relayer la demande de titularisation des personnels de l'E.N.S. et d'entamer de réelles négociations avec les représentants du personnel.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à Jean-Louis MISSIKA.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint. - Je conçois très bien la vigilance du groupe Communiste et Parti de Gauche sur un problème important.

Je comprends mal qu'il soit focalisé sur l'École normale supérieure.

Je vous rappelle que selon la Direction générale de l'administration et de la fonction publique, il existe plus de 841.000 contractuels au sein des trois fonctions publiques, dont 334.000 dans la fonction publique d'État.

Une loi qui a été voté le 26 juillet 2005 a instauré le C.D.I. mais les conditions posées par l'État, c'est-à-dire plus de 50 ans et six ans d'ancienneté n'ont permis le basculement sous C.D.I. que de seulement 8.932 agents. C'est dire que le problème n'est pas résolu aujourd'hui.

De ce point de vue, l'E.N.S., comme la totalité des établissements d'enseignement supérieur en France est effectivement concernée par ce problème de la multiplication des recrutements sous statut précaire.

La direction de l'E.N.S. a essayé de faire un certain nombre de choses à son niveau, c'est-à-dire qu'elle a mis en place un groupe de travail qui comprend toutes les organisations syndicales du comité technique paritaire, ainsi que quatre représentants des assemblées générales d'étudiants et enseignants. Je vous rappelle qu'il s'est déjà réuni à quatre reprises.

Le problème est un problème de loi et non pas un problème de décision d'un établissement d'enseignement supérieur. C'est la raison pour laquelle nous avons proposé un vœu alternatif qui revient à demander que le Maire de Paris écrive au Ministre de la Fonction publique pour que cette question de la titularisation des personnels sous statut précaire, notamment dans l'enseignement supérieur, soit traitée de façon législative.

Mais nous insistons sur le fait que - comme c'est déjà formulé dans votre vœu, et c'est la raison pour laquelle il nous a un peu surpris - la direction de l'E.N.S. n'est pas dans une situation où elle peut seule régler le problème.

Donc, nous proposons, en substitution à votre vœu, un vœu de l'Exécutif qui reprend les principes que vous avez indiqués.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur.

En réponse au vœu n° 59, l'Exécutif a déposé le vœu n° 59 bis.

Maintenez-vous ce vœu n° 59, Madame ?

Mme Danielle SIMONNET. - Nous retirons notre vœu au profit de celui de l'Exécutif parce que sur une telle question, il faut que nous soyons tous rassemblés, mais je pense qu'il était aussi de notre rôle, lorsque nous sommes interpellés, d'aller sur le terrain, d'aller soutenir. C'est ce que nous avons fait, Ian BROSSAT et moi-même, et que la direction de l'établissement aurait pu avoir une autre attitude vis-à-vis des grévistes que celle qu'elle a eue, et que nous déplorons tout de même.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu de l'Exécutif après retrait du n° 59.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2010, V. 311).

Vœu relatif à l'aménagement de l'îlot Bréguet et à la permanence d'une activité postale sur ce site déposé par le groupe P.S.R.G.A.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le vœu n° 60 relatif à l'aménagement de l'îlot Bréguet et à la permanence d'une activité postale sur ce site a été déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

La parole est à François VAUGLIN pour une minute.

M. François VAUGLIN. - Merci.

Bréguet, c'est l'opération d'urbanisme la plus importante qui a lieu actuellement dans le 11e arrondissement, c'est dire l'attachement que nous y portons.

Depuis le début de cette opération, La Poste avait indiqué son souhait de pouvoir installer son centre de distribution (qui se trouve actuellement au 27-35 sur la parcelle du 17-19 rue Bréguet), et des locaux pour un Carré Pro.

Il se trouve depuis que la direction de La Poste a pris la décision de relocaliser le centre de distribution dans le 20e arrondissement. La question que nous souhaiterions que la Ville pose à La Poste, c'est la raison de ce vœu, c'est que La Poste clarifie ses intentions sur la parcelle dite "parcelle n° 1 de Bréguet.

Merci beaucoup.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Pour vous répondre, M. Christian SAUTTER a la parole.

M. Christian SAUTTER, adjoint. - Monsieur le Maire, je partage les deux soucis qui viennent d'être exprimés.

Le premier est de voir que cette opération Bréguet, qui est près de la Bastille, qui a très longtemps piétiné, démarre enfin, entre dans une phase opérationnelle pour en faire un quartier du XXIe siècle avec des logements sociaux, avec des logements, avec des bureaux, avec des équipements publics, donc, comme M. VAUGLIN, je considère que c'est bien que ce projet avance enfin.

Deuxièmement, son sentiment de vigilance, car La Poste a effectivement retiré son centre de distribution tout simplement pour que l'on puisse construire les logements sociaux, donc il y a une installation, semble-t-il provisoire, comme M. VAUGLIN l'a précisé, et il est inscrit dans le permis de construire que cette activité devrait revenir dans le périmètre Bréguet.

Mais je partage tout à fait le fait que nous devons nous assurer que cette excellente intention de La Poste se traduise dans la réalité, donc avis favorable.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2010, V. 312).

Vœu relatif à la mise à disposition des salons de réception de l'Hôtel de Ville déposé par le groupe "E.E.L.V.A.'.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le vœu n° 61 relatif à la mise à disposition des salons de réception de l'Hôtel de Ville a été déposé par le groupe E.E.L.V.A.

La parole est à Mme FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - Merci pour le groupe "Europe Ecologie - Les Verts et apparentés"

Ce vœu fait suite à une délibération sur laquelle nous étions intervenus l'année dernière à la même époque, en demandant qu'à l'occasion de la présentation des tarifs d'occupation pour la location des salons de l'Hôtel de Ville, soit faite une large part à la gratuité, à la mise à disposition gratuite de ces salons aux citoyens, aux associations et aux élus. Nous avions demandé, sans qu'il soit donné suite jusqu'à présent, qu'un bilan annuel détaillé des mises à disposition gratuites et payantes soit fait. C'est ce que nous redemandons avec ce vœu, en insistant sur la nécessité de fournir un bilan détaillé des deux aspects de cette mise à disposition.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Christian SAUTTER.

M. Christian SAUTTER, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Mme FOURNIER a bien fait de rappeler que, par priorité, les salons de réception de l'Hôtel de Ville sont réservés aux manifestations gratuites évidemment d'initiative municipale ou associative.

Cela dit, des entreprises sont intéressées pour organiser des événements à l'Hôtel de Ville, comme c'est déjà le cas au quai d'Orsay et dans d'autres lieux, et nous avions voté le principe d'un paiement d'une redevance d'occupation pour ces usagers très particuliers.

Mme FOURNIER demande qu'un bilan soit fait et dès que l'année sera complète, c'est-à-dire au cours du premier trimestre de l'an prochain, ce bilan des utilisations gratuites et payantes sera rédigé, comme cela a été promis, donc avis favorable.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2010, V. 313).

2010, DVD 236 - Communication du bilan annuel d'avancement du projet d'extension du tramway T3 à Paris.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à la 3e Commission et nous examinons le projet de délibération DVD 236 : communication du bilan annuel d'avancement du projet d'extension du tramway T3 à Paris.

La parole est à Mme PIGEON pour cinq minutes.

Mme Frédérique PIGEON. - Monsieur le Maire, je vous remercie.

En juillet 2009, notre Assemblée a autorisé le Maire à prendre toutes décisions concernant la mise en œuvre de l'extension du tramway T3.

Comme il s'y est engagé, le Maire présente chaque année le bilan d'avancement des marchés passés ou à passer.

Du côté du 18e, nous regardons ce bilan avec beaucoup d'attention pour deux raisons majeures.

Première raison : la porte de la Chapelle et le quartier de la Chapelle se trouvent à l'extrémité de ce nouveau tronçon de 14,5 kilomètres carrés, vous comprenez notre impatience, et nous constatons, à la lecture de ce bilan, avec satisfaction que l'extension est en phase opérationnelle. Commencé en 2009, fin 2010, le dossier est notoirement avancé sur les lots de travaux, sur les retombées emploi via les clauses d'insertion, sur les premiers travaux d'ouvrages d'art, sur les actions de communication aux riverains, sur l'action de recyclage et de réutilisation des pavés et ordures qui vient de nous valoir le prix Territoria d'or décerné par l'Observatoire national de l'innovation publique, et le planning et l'enveloppe sont respectés.

La mise en service s'approche à grands pas et nous nous en félicitons. Seul regret : l'État, qui après avoir financé 16 % du premier tronçon, se désolidarise de cette extension jusqu'à la porte de la Chapelle et donc ces ouvrages reposent uniquement sur la Ville de Paris et la Région Ile-de-France.

Deuxième raison de notre intérêt marqué pour cette communication annuelle : d'autres quartiers populaires ont besoin de ce tramway, dans le 18e mais pas seulement.

En effet, le succès du tramway mis en place en 2006 est patent, plus de 100.000 usagers par jour, soit le double de ce que peut emporter l'ancien bus, des usagers parisiens et franciliens.

A ce titre, nous pensons tous les jours aux quartiers qui ne sont pas encore concernés par ce deuxième tronçon et qui attendent avec impatience son prolongement jusqu'à eux : porte des Poissonniers, porte de Clignancourt, porte de Montmartre, porte de Saint-Ouen et, ne soyons pas chauvins, jusqu'à la porte d'Asnières.

Aussi, notre élément de satisfaction est que la Ville va plus loin et s'engage avec la Région, mais nous déplorons, là encore, le désengagement de l'État.

Aussi, je souhaiterais interroger Mme LEPETIT, Mme la Maire, sur les raisons que nous aurions ou non d'espérer un réengagement financier de l'État concernant ce tramway : avons-nous quelques bonnes nouvelles à apporter aux habitants et, accessoirement, aux contribuables de nos quartiers ?

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme LEPETIT pour vous répondre.

Mme Annick LEPETIT, adjointe, au nom de la 3e Commission. - Merci, Monsieur le Président.

En effet, cette communication est importante, puisqu'il s'agit de faire le bilan annuel d'avancement du projet d'extension du T3 et c'est, bien sûr, comme vient d'ailleurs de le faire Frédérique PIGEON, l'occasion d'en parler.

Fin 2010, la majorité des travaux concessionnaires sont terminés. Je tiens d'ailleurs à préciser que les clauses sociales sont respectées par les titulaires du marché.

Nous aurons d'ailleurs - là aussi, c'est une information que je donne à l'ensemble du Conseil - une exposition qui se tiendra dans le XXe au Pavillon Carré de Baudouin faite par des artistes qui sont chargés de suivre les chantiers du tramway. Je vous invite à aller voir cette exposition qui aura lieu au cours du premier trimestre 2011.

J'en profite aussi pour dire qu'en matière environnementale la Ville a mis en œuvre une installation industrielle dédiée au recyclage des pavés et des bordures qui sont enlevés le long du tracé pendant les travaux, en vue, bien sûr, de leur réutilisation sur le chantier et que, cela a été souligné par Frédérique PIGEON, la Ville a reçu récemment un prix de l'Observatoire national de l'innovation publique.

Sachez également que nous faisons un suivi de chantier hebdomadaire. Un comité de pilotage se tient également une fois par mois avec le partenaire financier, puisqu'il n'y en a qu'un, et j'en profite pour vous répondre, Madame PIGEON, qu'à l'heure qu'il est, il n'y a qu'un partenaire financier auprès de la Ville : la Région, qui est très investie à la fois pour le prolongement du tramway jusqu'à la porte de la Chapelle, mais aussi au-delà. Nous commencerons d'ailleurs, en ce qui concerne l'au-delà, les réunions publiques dans les arrondissements concernés, le 18e arrondissement ainsi que le 17e, et les communes voisines, Saint-Ouen et Clichy, à la fin du mois de janvier prochain.

Là aussi, comme pour le prolongement jusqu'à la porte de la Chapelle, la suite du tramway, si je puis dire, n'intéresse pas encore l'État, puisqu'il ne nous a toujours pas répondu. Mais vous avez raison, Frédérique PIGEON, il faut continuer à le lui demander, d'autant qu'il est intéressé par la Z.A.C. Cardinet-Batignolles dans le 17e arrondissement et que la desserte en transports en commun devrait quand même lui faire répondre positivement, pour venir en aide aux collectivités locales.

Voilà, je tenais à préciser ce type de choses.

Concernant les travaux, le planning et l'enveloppe financière sont respectés. Nous pourrons donc, avant bien évidemment l'inauguration du tramway, revenir à nouveau sur l'avancement du projet.

Je pense que c'est important que, au-delà des maires d'arrondissement qui sont concernés par les travaux, le Conseil dans son ensemble puisse être informé des étapes d'un projet de tramway qui, à ce jour, est le seul à connaître cette ampleur en Europe.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame la Maire.

C'est une communication, il n'y a pas de vote, dans tous les cas merci beaucoup de nous avoir donné toutes ces informations concernant le tramway.

2010, DVD 51 - Approbation du principe d'aménagement de l'avenue de la Porte de Montmartre et de la rue Louis Pasteur Valléry Radot (18e). Signature d'une convention avec le Département de Paris pour cet aménagement au titre du contrat particulier 2009-2013. Demande des subventions correspondantes auprès du Stif et de la région Ile de France.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DVD 51, approbation du principe d'aménagement de l'avenue de la porte Montmartre et de la rue Louis-Pasteur-Vallery-Radot, signature d'une convention avec le Département de Paris pour cet aménagement au titre du contrat particulier 2009-2013.

Demande des subventions correspondantes auprès du S.T.I.F. et de la Région Ile-de-France.

La parole est à Mme PIGEON, pour cinq minutes maximum, comme tout à l'heure, c'était bien.

Mme Frédérique PIGEON. - Le quartier de la porte Montmartre date des années 1920 et de la construction du programme des "habitations à bon marché", H.B.M.

Des tours et des barres d'habitation à loyer modéré ont accueilli de nouveaux habitants dans les années soixante-dix.

90 ans après sa création, le quartier de la porte Montmartre connaît et va connaître une intervention publique sans équivalent.

Une centaine de logements vont être recréés loin du périphérique. Un groupe scolaire va être totalement restructuré, une halte-garderie et une crèche créées, qui vont ouvrir très bientôt. Un centre d'animation et un centre social vont être étendus et reconstruits.

Une politique de la Ville faite de partenariats actifs permet de soutenir les amicales de locataires, les associations, les commerçants et les entreprises.

Des centaines de mètres carrés de locaux d'activité vont être créés. Un plan de développement touristique et de coopération intercommunale est en vigueur, et le tout est accompagné par une information/concertation régulière.

Je voudrais demander à Mme LEPETIT la part que prend son secteur dans cette opération de renouvellement urbain et de développement social, notamment concernant l'aménagement de l'espace public et l'amélioration des transports car, avec cet aménagement de la rue porte Montmartre et de la rue Louis-Pasteur-Vallery-Radot, nous ne sommes qu'à un début.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à Mme Annick LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe, au nom de la 3e Commission. - Merci, Monsieur le Président.

Ce projet de délibération marque une nouvelle étape, extrêmement importante, dans la concrétisation du grand projet de renouvellement urbain porte Montmartre-porte Clignancourt, dont les objectifs, je vous le rappelle, ont été approuvés par le Conseil de Paris en février 2004.

Je ne vais pas entrer dans le détail de l'opération, Frédérique PIGEON l'a très bien fait.

Je vais simplement ajouter que les travaux commenceront mi-2011. Pour résumer, ce projet de délibération illustre très concrètement la volonté de la Municipalité d'améliorer le cadre de vie des habitants de la couronne, de redynamiser des territoires trop longtemps mis de côté et de les ouvrir sur la métropole, avec le soutien de la Région Ile-de-France.

Donc, je souhaite que, bien évidemment, tous ces aménagements fassent aussi l'objet d'une communication auprès des habitants, parce que cela fait longtemps que nous avons des réunions avec eux, cela fait longtemps qu'ils attendent patiemment et qu'ils contribuent - c'est l'un des dossiers exemplaires en matière de concertation - à l'aménagement et à l'embellissement de leur quartier.

C'est une très belle opération.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 51.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DVD 51).

Vœu déposé par les groupes de la majorité municipale relatif à l'avenir du Centre Bus Plaine Lagny (20e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen de vœux qui ne se rapportent à aucun projet de délibération.

Le vœu n° 62, relatif à l'avenir du centre de bus Plaine Lagny, 20e arrondissement, a été déposé conjointement par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, le groupe "Europe Ecologie - Les Verts et apparentés" et le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche.

La parole est à Mme DASPET, pour une minute.

Mme Virginie DASPET. - Merci.

Ce vœu a pour objet de vous alerter sur le blocage de l'opération immobilière de la R.A.T.P. sur le site du centre de bus Plaine Lagny et des chantiers attenants.

En effet, la construction de deux équipements très attendus par les habitants du quartier est également à l'arrêt, il s'agit d'une crèche de 60 berceaux et du chantier du collège Lucie Faure dont l'objet est de rassembler ses différents locaux sur un site unique.

Cette situation de blocage est pour le moins baroque, puisqu'il ne s'agit ni d'un problème technique ni de contingences financières mais du résultat d'une négligence de l'État.

Comme vous devez vous en souvenir, il y a un peu plus d'un an, au sein de ce Conseil, nous nous étions indignés du transfert de la maîtrise d'ouvrage et du patrimoine du S.T.I.F. à la R.A.T.P.

Sauf que, depuis, bien que notre position à ce sujet soit toujours aussi ferme, le décret arrêtant le partage des actifs entre le S.T.I.F. et la R.A.T.P. n'a toujours pas été promulgué.

Cette négligence est donc la cause directe des retards accumulés sur les chantiers du centre de bus Plaine Lagny.

C'est pourquoi nous demandons au Maire de Paris de saisir l'État afin que, sans attendre ce fameux décret listant les actifs du S.T.I.F., un protocole d'accord soit conclu pour permettre de débloquer ces chantiers.

Parallèlement, de fait, le centre de bus provisoire est en train de devenir durable et crée des nuisances considérables pour les riverains.

Nous demandons donc également au Maire de Paris d'interpeller la R.A.T.P. afin qu'elle fasse tout son possible pour que ces nuisances soient réduites autant que possible.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à Annick LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Monsieur le Président, mes chers collègues, je donne un avis très, très favorable à ce vœu.

Il est urgent en effet que l'État publie enfin les décrets en lien avec le S.T.I.F. et la R.A.T.P. pour que ce projet urbain, dans le 20e arrondissement, puisse arriver à son terme, que les équipements publics promis soient réalisés, que le réseau bus, dans ce secteur, puisse se développer, que son fonctionnement bien sûr s'améliore et que le cadre de vie des riverains, qui habitent autour du centre de bus provisoire, soit enfin restauré.

Je ne manque pas de mon côté de faire valoir aussi l'urgence à publier ces décrets, puisque la loi a été votée, je le rappelle, il y a maintenant un an. Elle avait fait d'ailleurs l'objet d'un certain nombre de commentaires, pour ne pas dire aussi d'un certain nombre de colères.

Mais, en tout état de cause, les décrets ne viennent pas et donc nous sommes bloqués. C'est au bout du compte au détriment d'un certain nombre de nos concitoyens, nous le déplorons.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Il y a une explication de vote, Laurence DOUVIN ?

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous approuvons les objectifs du vœu, c'est-à-dire le contenu de l'opération qui est prévue et nous approuvons aussi la nécessité que cessent les nuisances subies par les riverains, en raison de la présence du centre de bus provisoire.

Néanmoins, nous ne pourrons pas voter ce vœu et nous nous abstiendrons parce que le premier paragraphe considère que l'amendement de la loi Araf a été voté sans débat et sans concertation.

C'est vraiment faire fi du travail des parlementaires, c'est la raison de notre abstention.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2010, V. 314).

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à l'instauration du "tourne à droite" pour les cyclistes.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen des vœux n^{os} 63 et 63 bis, relatifs à l'instauration du "tourne à droite" pour les cyclistes, ont été déposés par le groupe E.E.L.V.A…

Mme Aline ARROUZE. - A gauche !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Ce n'est pas vous qui l'avez déposé, ce sont "Les Verts" !

… "Tourne à droite", déposé par le groupe E.E.L.V.A. et par l'Exécutif.

La parole est à Sylvain GAREL, qui tourne toujours dans le bon sens.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Ni le groupe que j'ai l'honneur de coprésider ni moi ne sommes connus pour être des adorateurs du Gouvernement Fillon, 1 ou 2, mais je dois reconnaître que, dans le domaine du vélo, ce Gouvernement a fait des choses positives.

Cela a été le cas des contresens cyclables, c'est le cas, là, de ce changement du Code de la route que nous demandions depuis longtemps : c'est d'autoriser de tourner à droite pour les cyclistes lorsqu'ils sont à un carrefour et en particulier à un feu tricolore, pour pouvoir leur permettre de tourner sans devoir s'arrêter, ce qui est toujours un effort pénible lorsque l'on fait de la bicyclette.

Donc, nous avons fait ce vœu pour demander à notre Municipalité d'appliquer le plus rapidement possible ce tourner-à-droite afin que les cyclistes parisiens puissent bénéficier de ces nouveautés.

Nous souhaitons aussi que ce tourner-à-droite ne provoque pas l'apparition de centaines de panneaux et ne soit pas non plus l'objet de trop nombreuses exceptions.

Donc, nous souhaitons aussi que, plutôt qu'un panneau qui indiquerait que l'on puisse tourner à droite à chaque carrefour, il y ait plutôt indiqué simplement les quelques carrefours où il ne sera pas possible de tourner à droite, et j'espère qu'ils seront les moins nombreux possibles.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Annick LEPETIT, qui tourne toujours dans le bon sens !

(Rires dans l'hémicycle).

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Merci, Monsieur le Président, on va essayer de tourner dans le bon sens !

Sur le fond, sur les considérants du vœu, je les partage et vous le savez, nous avions voté, entre autres, cette mesure lors de la présentation du schéma vélo en Conseil de Paris de juin dernier.

Aujourd'hui, nous nous réjouissons que cette possibilité soit inscrite dans le Code de la route. Je rappelle à Sylvain GAREL que, certes, le Gouvernement l'a fait, c'est bien, mais il l'a fait parce que, depuis le travail autour du Grenelle 1, avant même que la loi soit votée, cela faisait partie des mesures réclamées par les collectivités et les associations de cyclistes. Le Gouvernement n'ayant pas voulu inscrire le Code de la rue dans la loi, il s'était engagé à modifier le Code de la route, ce qu'il est en train de faire.

En revanche, je vous propose un vœu de l'Exécutif pour la bonne raison que ce n'est pas la Ville de Paris qui définit la signalisation. Ce sont les services de l'Etat, notamment le CERTU et la DSCR. Bien évidemment, nous sommes force de proposition, comme nous l'avons été, par exemple, pour des signalisations concernant la possibilité pour les voitures de stationner la nuit sur les zones de livraison, comme nous l'avons été aussi pour les panneaux double sens cyclable. Donc là aussi nous faisons des propositions, mais c'est l'Etat in fine qui valide ou non une signalisation dans le Code de la route.

Enfin, ce que vous demandez n'est pas possible, à savoir que l'on ne mettrait des panneaux que lorsqu'il est interdit pour les cyclistes de tourner à droite.

C'est là aussi une demande que nous avons relevée, en tout cas une question que nous avons posée et ce n'est pas ainsi que fonctionne le Code de la route. Donc, nous n'avons pas été entendus sur ce point.

En revanche, nous proposons un vœu qui, je crois, répond à votre vœu, Sylvain GAREL et les élus du groupe E.E.L.V.A., puisque nous demandons à l'Etat de valider la signalisation dans des délais raisonnables mais pas trop longs non plus. Nous en profitons aussi pour demander à l'Etat de lancer une campagne de communication nationale grand public sur ces évolutions du Code de la route qui concernent, c'est vrai, les cyclistes mais pas seulement, qui nous concernent tous. Je pense que l'impact d'une campagne grand public serait efficace, en termes de prévention notamment.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Comme l'a dit Mme LEPETIT, en réponse au vœu n° 63, l'Exécutif a déposé le vœu n° 63 bis.

Monsieur le Président, maintenez-vous le vœu n° 63 ?

M. Sylvain GAREL. - Monsieur le Maire, nous allons le retirer et voter le vœu n° 63 bis.

Mais cela dit, deux remarques sur ce que vient de dire Mme LEPETIT.

Tout d'abord, sur les panneaux, j'ai quand même eu l'impression, par exemple, que le panneau qui interdit aux vélos d'emprunter certains couloirs de bus a été une invention de la Ville de Paris. Je n'ai pas l'impression que c'est un panneau qui existe partout, en tout cas, je ne l'ai jamais vu en dehors de Paris.

Deuxièmement, là aussi, dans ce cadre-là, on n'a pas marqué tous les couloirs de bus où il était possible de circuler ; on n'a marqué que ceux où il était interdit de circuler. Donc, je ne vois pas pourquoi on pourrait ne pas juste marquer ceux où il serait interdit de tourner.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Très bien.

Le vœu n° 63 est retiré.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2010, V. 315).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la ligne 13.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen des vœux n° 64 et n° 64 bis, relatifs à la ligne 13, qui ont été déposés par le groupe U.M.P.P.A. et par l'Exécutif.

La parole est à Mme DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce vœu constate le décalage de temps entre le taux de saturation de la ligne 13 et les conditions de déplacements actuelles, et la réalisation du prolongement de la ligne 14, puisque celle-ci ne doit arriver à son terme qu'à l'horizon 2017. Il y a donc nécessité de renforcer le plus vite possible l'offre de bus en surface.

Donc, nous demandons que la Mairie de Paris dégage des moyens financiers supplémentaires, au-delà de sa participation contractuelle au budget du S.T.I.F., pour renforcer cette offre de transport et soulager ainsi le plus rapidement possible la ligne 13.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à Annick LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Je répondrai à ce vœu par un vœu de l'Exécutif, qui demande que toutes les solutions soient trouvées pour améliorer le service de la ligne 13, mais qui rappelle tout de même, et là, je souhaite le dire à Mme DOUVIN, j'ai déjà eu l'occasion de lui dire au Conseil d'arrondissement du 17e, que Paris s'engage déjà financièrement pour la ligne 13. Vous le savez tous, puisque nous l'avons voté, concernant le contrat particulier entre la Région et Paris, la Ville s'engage à hauteur de 200 millions d'euros pour prolonger la ligne 14 jusqu'à Saint-Ouen. Je le rappelle toujours, mais le prolongement de la ligne 14 jusqu'à Saint-Ouen est bien pour désaturer la ligne 13.

Par ailleurs, nous continuons à solliciter la R.A.T.P., directement ou via le S.T.I.F., pour améliorer la qualité de service des voyageurs sur la ligne 13, sans attendre, bien sûr, la mise en œuvre du prolongement de la ligne 14.

Donc, le vœu que nous présentons le dit extrêmement clairement et reprend en partie celui que vous présentez, Madame DOUVIN, en cette fin d'année 2010.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

En réponse à votre vœu n° 64, l'Exécutif présente un vœu n° 64 bis.

Maintenez-vous votre vœu, Madame DOUVIN ?

Mme Laurence DOUVIN. - Je maintiens ce vœu parce qu'il est plus efficace et plus précis. Néanmoins, nous voterons également le vœu de l'Exécutif mais il est plus large et je crains qu'il ne reste qu'un vœu pieux.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Alors, vous maintenez le vœu.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 64 assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est rejeté.

Je mets à présent aux voix, à main levée, le vœu de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2010, V. 316).

Vœu déposé par le groupe Communiste et les élus du Parti de gauche pour l'enlèvement des panneaux ACL du métro parisien.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen des vœux n^{os} 65 et 65 bis, pour l'enlèvement des panneaux ACL du métro parisien, qui ont été déposés par le groupe Communiste et les élus du Parti de gauche et par l'Exécutif.

La parole est à Mme SIMONNET, pour une minute.

Mme Danielle SIMONNET. - Mes chers collègues, ce débat, nous commençons à le maîtriser, je pense, tous dans cette Assemblée. Comme vous le savez, il y a des panneaux ACL dits intelligents qui sont équipés de caméras et de système bluetooth, que la R.A.T.P. avait d'abord installés, à titre expérimental, dans le métro. Finalement, de cette expérimentation, nous sommes arrivés à une extension avec plus de 400 panneaux en ce moment en fonctionnement et 1.200 sont prévus.

Alors, en cette fin d'année 2010, doivent se renégocier les conditions de la concession publicitaire qui dure depuis 10 ans entre Métrobus et la R.A.T.P. pour l'affichage des murs de l'espace publicitaire dans le métro.

Nous entendons, à travers ce vœu, rappeler que, si nous sommes en désaccord total avec ces panneaux ACL, c'est non seulement parce qu'il s'agit d'un matraquage publicitaire de plus, en outre, cela consomme énormément au niveau énergie de manière complètement inutile, à nos yeux, qu'en plus, ces panneaux organisent un "testing" marketing géant à l'insu des personnes et qu'en plus, il y a des conditions de liberté qui nous semblent plus problématiques et des conditions de santé qui ne sont pas respectées.

Sur proposition du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, nous demandons que le Conseil de Paris émette le vœu que la Ville de Paris demande le retrait de ces panneaux A.C.L. du métro et que cette exigence soit relayée au sein du S.T.I.F.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Pour vous répondre, la parole est à Mme Annick LEPETIT et ensuite une explication de vote. On verra.

Annick ?

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Merci, Monsieur le Président.

Je propose un vœu de l'Exécutif qui reprend le vôtre, Danielle SIMONNET, et qui précise, je crois, les choses.

Vous le savez bien, nous avons déjà eu l'occasion d'émettre deux vœux, un en 2009 et un en 2010, pour demander des explications à la R.A.T.P. sur l'utilisation de ces écrans. Pour le moment, les réponses précises tardent.

Je suis, comme vous, inquiète de ces installations qui ne tiennent pas compte du ressenti des usagers et qui devraient d'ailleurs inquiéter la R.A.T.P., qui par cette installation d'écrans, sans explication préalable, donne une image assez négative du service public.

J'ai déjà relayé ces inquiétudes au Conseil d'administration du S.T.I.F. Je suis prête, bien évidemment, à le refaire, d'autant que les recettes publicitaires viennent alimenter une partie du budget du S.T.I.F. et sont déduites des montants que le S.T.I.F. verse à la R.A.T.P. Aujourd'hui, c'est de l'ordre de 70 millions d'euros sur quasiment 2 milliards d'euros, 1,9 milliard d'euros pour être précise.

En conclusion, je demande donc qu'un bilan soit réalisé, afin de faire le point sur ces installations, qu'un bilan quantitatif de ce qu'affichent ces panneaux soit fait et que l'on puisse mesurer la satisfaction des usagers sur ces différents types d'informations.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Une explication de vote ?

M. Sylvain GAREL. - Monsieur le Maire, nous trouvons le vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche tout à fait pertinent. Nous pensons effectivement que ces panneaux doivent être retirés dans les meilleurs délais. C'est une agression contre les libertés individuelles et contre les individus qui sont dans le métro, et nous pensons qu'il ne faut pas se contenter d'une simple consultation mais qu'il faut demander et exiger le retrait.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Parfait.

En réponse au vœu n° 65, l'Exécutif a déposé le vœu n° 65 bis.

Vous maintenez, Madame, votre vœu ?

Mme Danielle SIMONNET. - Oui, nous le maintenons parce qu'on ne peut pas se satisfaire d'une simple demande d'évaluation de la R.A.T.P. Je vous rappelle que lorsqu'il y avait eu le premier débat et qu'on avait fait le premier vœu...

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - On ne recommence pas le débat.

Mme Danielle SIMONNET. - … il y avait déjà une demande de faite.

Deuxièmement, on ne peut pas, pour nous, se satisfaire s'il y avait une augmentation du fonds des recettes par la publicité. Ce n'est pas ce que nous dénonçons, donc nous ne pouvons pas retirer notre vœu et nous le maintenons.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Personne ne vous y oblige.

Donc, vous maintenez votre vœu avec un avis défavorable de l'Exécutif, si j'ai bien compris.

Je mets aux voix, à main levée, ce vœu.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2010, V. 317).

2010, DEVE 127 - Avis du Conseil de Paris sur la demande d'autorisation formulée par la S.C.I. CNIT Développement en vue d'exploiter, au titre de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, des installations de réfrigération et de combustion situées tour Phare place Carpeaux à Puteaux (92).
Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la reconsidération de ce projet de tours de bureaux.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DEVE 127 pour lequel le groupe E.E.L.V.A. a déposé le vœu n° 66 et l'Exécutif le vœu n° 66 bis.

La parole est à Sylvain GAREL, pour cinq minutes maximum.

M. Sylvain GAREL. - Je ne vais pas utiliser les cinq minutes. Comme vous le savez, j'ai tendance à être très court, contrairement à d'autres…

Sur la réglementation aux installations classées, on nous demande à chaque fois d'avoir un avis, et en particulier cet avis concerne la tour phare de Puteaux. On nous demande d'examiner l'impact environnemental des installations de réfrigération et de combustion pour les locaux techniques de cette tour.

Le problème, pour nous, c'est effectivement ces installations mais ce sont surtout les tours qui sont au-dessus de ces installations. Nous souhaiterions que la Ville de Paris, en particulier l'Adjoint au Maire en charge de ces questions, M. BAUPIN, réponde à cette question de savoir s'il est bien nécessaire de construire des nouvelles tours dans la région parisienne.

C'est pour cela que nous demandons que ce projet de tour de bureaux soit entièrement reconsidéré dans le cadre d'une politique territoriale qui stoppe l'hyper concentration des emplois dans le quartier de la Défense et favorise la mixité des usages en alimentant la part des logements.

Voilà, on ne peut pas à la fois demander que l'on résolve les problèmes de transports dans notre région, que l'on résolve les problèmes d'équilibre entre les logements et les bureaux, et continuer à laisser se construire des tours toujours dans les mêmes quartiers et qui provoquent énormément de problèmes environnementaux et sociaux.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est donc, selon votre souhait qui sera exaucé, à M. BAUPIN.

M. Denis BAUPIN, adjoint, au nom de la 4e Commission. - Nous allons faire une réponse à deux voix avec Pierre MANSAT.

D'abord, je vais répondre sur le projet de délibération pour confirmer que, bien évidemment, ce projet de délibération ne porte que sur les prérogatives que peut avoir la Ville de Paris en ce qui concerne les I.C.P.E., et c'est donc sur une analyse purement technique de l'impact sur l'environnement que la Ville de Paris et ses services ont donné un avis favorable.

Cet avis, je vous le confirme, ne vaut pas avis favorable à la construction de nouvelles tours, qui plus est de bureaux, et de concentration, sur le territoire de la Défense.

J'en profite, Monsieur le Maire, pour indiquer que le projet de délibération suivant, le DEVE 140, est retiré de l'ordre du jour. Cela a dû vous être indiqué mais je profite d'avoir la parole pour l'indiquer. Elle a été retirée suite à une modification du contexte dans lequel cette I.C.P.E. avait été présentée.

Je profite de cette occasion pour le préciser et qu'il n'y ait pas d'ambiguïté sur la position de l'Exécutif.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Pierre MANSAT ?

M. Pierre MANSAT, adjoint. - Ce qui nous amène à faire une proposition qui, je l'espère, satisfera Sylvain GAREL et le groupe E.E.L.V.A., c'est-à-dire que le projet de délibération reste favorable, puisque c'est une réponse à une question technique. Nous introduisons un vœu qui rappelle les principes élémentaires concernant l'avenir du quartier de la Défense.

Je vous propose, si cette solution vous convient, de retirer votre vœu au profit du n° 66 bis.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Donc, en réponse au vœu n° 66, l'Exécutif a déposé le vœu n° 66 bis, est-ce que vous maintenez votre vœu ?

M. Sylvain GAREL. - Non, Monsieur le Maire, nous allons le retirer au profit du n° 66 bis.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La sagesse a parlé !

Je mets aux voix, à main levée, le vœu de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2010, V. 318).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 127.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DEVE 127).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'actualisation et à la lisibilité du Plan Climat de Paris.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen d'un vœu qui ne se rapporte à aucun projet de délibération, le vœu n° 67, relatif à l'actualisation et à la lisibilité du Plan climat de Paris, a été déposé par le groupe U.M.P.P.A.

La parole est à Laurence DOUVIN, pour une minute.

Mme Laurence DOUVIN. - Monsieur le Maire, ce vœu consiste à demander une actualisation du Plan climat, à l'image d'ailleurs des révisions que d'autres collectivités locales ont entamées, nous demandons donc une mise à jour de ce Plan climat qui intègre également les conclusions des discussions qui se tiendront en Conseil de Paris, notamment les contributions recueillies dans le cadre du livre blanc de la biodiversité à Paris, pour qu'il y ait une meilleure structuration et une meilleure lisibilité dans la présentation des objectifs.

Nous demandons que l'état d'avancement du Plan climat, présenté actuellement lors de la réunion du Comité de pilotage du Plan climat, soit aussi accompagné d'un bilan complet indiquant avec précision l'ensemble des réalisations accomplies au cours de l'année, ainsi que leur localisation, afin de pouvoir établir une cartographie progressive des sites qui sont impactés par ce même plan.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à M. Denis BAUPIN.

M. Denis BAUPIN, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

En réponse à ce vœu, je voudrais dire à Mme DOUVIN et j'aurais voulu le dire à Mme de CLERMONT-TONNERRE, parce qu'on avait eu déjà des discussions avec elle, notamment lors des réunions du comité du pilotage du Plan climat que, sur le principe d'un certain nombre de choses qui sont écrites dans ce vœu, nous sommes d'accord, notamment sur une présentation plus cartographiée d'un certain nombre de réalisations.

Par contre, ce vœu dit d'autres choses que celles que vous avez indiquées, et notamment par rapport au Grenelle de l'environnement, d'ailleurs les engagements qui ont été pris, avec les textes de lois, ont été très largement en retrait par rapport aux engagements du Grenelle.

Il y aura de toute façon nécessité d'actualiser le Plan climat, puisque c'est prévu dans le cadre de ce plan, en 2012. Donc, je pense que ce vœu est légèrement prématuré. D'une part, parce qu'une bonne partie des décrets d'application des lois Grenelle ne sont pas aujourd'hui sortis.

Vous faites allusion au livre blanc sur la biodiversité, en effet, il peut y avoir des points sur lesquels il puisse y avoir des cohérences à trouver entre ce livre blanc les propositions du Plan de biodiversité avec le Plan climat, donc il y aura de toute façon à prendre en compte ces éléments.

Je vous suggère que ce vœu soit retiré, mais qu'il soit pris en compte, que l'on y revienne, que l'on en discute, notamment dans le cadre du comité de pilotage du Plan climat sur la façon dont nous travaillerons ensemble, et je m'y engage, sur la réactualisation du Plan. En prenant en compte aussi bien le Grenelle que, d'ailleurs, beaucoup d'autres travaux qui sont utiles pour nous inspirer. A la fois le travail que l'on mène avec d'autres collectivités locales en France, en Europe, via la Convention des maires, au niveau plus global, planétaire, suite notamment à la Conférence de Mexico au cours de laquelle la Ville de Paris a aussi pris des engagements en ce qui concerne les questions climatiques.

C'est donc dans un cadre plus général que nous aurons à réactualiser ce Plan, après avoir fait évidemment le bilan carbone qui est en cours aujourd'hui sur l'année 2009 et qui sera évidemment un indicateur très important pour nous pour y voir plus clair en ce qui concerne l'avancement de la mise en œuvre des résultats du Plan climat.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

2010, DPE 90 - Approbation du bilan du plan de prévention des déchets pour Paris 2006-2010.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DPE 90 relatif à l'approbation du bilan du Plan de prévention des déchets pour Paris 2006-2010.

La parole est à Mme GASNIER pour cinq minutes.

Mme Fabienne GASNIER. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, le bilan du Plan de prévention des déchets est satisfaisant et encourageant, car les objectifs fixés en 2007 pour l'année 2010 ont été dépassés. C'est le fruit d'une politique que nous avons toujours soutenue et que nous continuerons de soutenir en matière de sensibilisation des Parisiens et des entreprises situées dans la capitale aux problèmes de la surproduction des déchets. C'est donc encourageant.

Il faut néanmoins noter que cette baisse est d'abord la conséquence d'une baisse de l'activité et de la fuite d'un certain nombre d'entreprises de la capitale.

L'information, notamment auprès des plus jeunes, grâce à des actions en milieu scolaire, s'est avérée positive. Il faut la poursuivre et l'approfondir, en coopération avec les mairies d'arrondissement et les acteurs locaux.

En effet, si certains arrondissements ont organisé des actions de sensibilisation à l'occasion de la Semaine du développement durable en 2009 et en 2010 et de la Semaine de la réduction des déchets en 2009, d'autres n'ont participé qu'à certaines d'entre elles, si ce n'est à aucune.

En outre, certaines actions n'ont pas du tout été portées par les mairies d'arrondissement ou les régies de quartier mais par d'autres acteurs, notamment des associations.

La mobilisation des autorités locales semble indispensable à la réussite d'un programme qui serait plus vaste. Il importe donc que la Ville de Paris les associe davantage à son action.

Il convient en tout cas d'intensifier la promotion de solutions alternatives au seul tri sélectif, dans la mesure où celles-ci font preuve d'efficacité.

Le réemploi, surtout, présente un intérêt tout particulier, dès lors qu'il associe aux acteurs de l'économie sociale tels Emmaüs Défi. La sensibilisation des entreprises, grosses productrices de déchets, doit également être poursuivie, la modification de la redevance spéciale et l'application d'une tarification différentielle dans certains arrondissements ayant abouti à des résultats très significatifs, mais il ne faut pas oublier dans une autre mesure que la réduction des déchets ne signifie pas une plus grande propreté de Paris. La Ville ne doit donc pas négliger cette dimension en se reposant sur le bilan de la réduction des déchets dans la capitale, alors que certains arrondissements connaissent encore des problèmes de propreté.

C'est un point sur lequel nous avons régulièrement insisté et sur lequel nous reviendrons, bien évidemment.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à François DAGNAUD.

M. François DAGNAUD, adjoint, au nom de la 4e Commission. - Je veux remercier Mme GASNIER du regard bienveillant et de l'implication qui est la sienne sur cette politique de réduction des déchets.

Elle a raison de rappeler que c'est un travail d'équipe. De ce point de vue, il est tout à fait vital, et je veux à mon tour relayer l'appel qu'elle vient de lancer, que l'ensemble des mairies d'arrondissement se sente investi, mobilisé, sur des projets qui ont trait aux déchets.

Pour avoir l'habitude de réunir régulièrement les adjoints aux maires d'arrondissement chargés des questions de propreté mais aussi de prévention et de traitement des déchets à l'Hôtel de Ville, c'est un message que je porte et qu'il me paraît important de continuer à porter.

Les mairies d'arrondissement, dans la capacité qui est la leur de mobiliser les réseaux locaux, ont un rôle primordial à jouer pour accompagner, amplifier, l'action qui est impulsée au niveau parisien.

Une nuance, chers collègues : autant il serait erroné de ne pas prendre en compte la crise économique, pour dire les choses simplement, dans les résultats très positifs que nous enregistrons en matière de réduction des déchets, autant il serait tout aussi erroné de réduire ces progrès au seul impact de la crise économique ; c'est un facteur qui, incontestablement, accentue, amplifie le mouvement, mais le mouvement est durable, il était engagé avant la crise, il s'accentue pendant la crise, il perdurera après la crise, en tout cas c'est mon souhait et nous y travaillons, et il ne faut pas sous-estimer la prise de conscience et l'efficacité des mesures qui ont été engagées.

Pour réussir à mobiliser l'ensemble des acteurs, nous nous sommes dotés, vous le savez, d'un certain nombre d'outils ; nous avons, par exemple, au cours des dernières semaines, mis en place l'O.3 R., Observatoire parisien de la réduction, du réemploi et du recyclage, qui a justement pour mission de fédérer, de mutualiser les regards, les visions, les expériences, les initiatives de l'ensemble des acteurs, associatifs, institutionnels, des collectivités, naturellement, des acteurs économiques, parce que la responsabilité d'émetteurs sur le marché est évidemment extrêmement importante et, de ce point de vue, nous espérons beaucoup de cet espace de mise en commun et d'impulsion à Paris.

Un dernier mot pour rappeler qu'un certain nombre de projets de délibération sont inscrits à l'ordre du jour, qui vont tous dans le même sens. J'évoquerai, on en parlera tout à l'heure, je crois, dans le cadre du réemploi, le projet d'une nouvelle ressourcerie dans le centre de Paris.

Je voudrais aussi rappeler l'opération exemplaire de compostage collectif en pied d'immeuble que nous avons lancée il y a quelques mois et qui s'inscrit, elle aussi, dans cette démarche-là.

Je voudrais rappeler que j'ai souhaité, en tant que président du SYCTOM, que Paris soit partie prenante d'une opération lancée par l'A.D.E.M.E. d'extension des consignes de tri du plastique, puisque nous savons que c'est une des clefs pour faciliter l'appropriation par les Parisiens des gestes du tri, et je voudrais aussi citer pour mémoire l'opération "Moins de déchets dans le 11e", qui a pour vocation de nous aider à constituer un logiciel de la réduction des déchets.

Voilà, je crois qu'il y a une politique ambitieuse qui est menée, elle nous appartient à tous et il nous revient à tous, dans tous les arrondissements, de la prolonger et de la relayer.

Merci à vous, Madame GASNIER, notamment, d'y être attentive.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPE 90.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DPE 90).

2010, DPE 102 - Signature d'une convention avec l'association L'Interloque pour l'attribution d'une subvention pour la réalisation d'une ressourcerie Paris Centre. Montant : 98.300 euros.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DPE 102 : signature d'une convention avec l'association "L'Interloque" pour l'attribution d'une subvention pour la réalisation d'une ressourcerie à Paris Centre pour un montant de 98.300 euros.

La parole est à M. BOUTAULT.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Monsieur le Maire, merci.

Je voulais me réjouir du bon aboutissement de cette ressourcerie dans le Centre de Paris, située dans le 2e arrondissement mais ouverte à l'usage de tous les habitants des quatre arrondissements centraux : 1er, 2e, 3e et 4e.

C'est un travail que nous avons initié en début de mandature et qui va prochainement aboutir et je voulais remercier tous ceux qui y ont travaillé, les élus du 2e arrondissement, bien sûr, mais aussi François DAGNAUD et ses équipes, ainsi que Seybah DAGOMA, puisque vous savez qu'au-delà des questions de déchets, de recyclage et de réemploi, c'est aussi une structure qui permet d'employer des personnes en parcours d'insertion, mais l'essentiel du travail, c'est autour de la question de la gestion des déchets. Cette ressourcerie permet non seulement à la Ville d'économiser sur le coût de la collecte, mais aussi, de créer de l'emploi. Elle permet une ouverture sur l'extérieur, puisque ce qui est reconfiguré à partir des différentes collectes est remis à la vente et on trouve de très beaux objets à des prix abordables, des meubles ou des vélos beaucoup moins chers configurés à partir de plusieurs vélos qui ont été récupérés.

En outre, cette structure, qui sera gérée par l'association "L'Interloque", a une action de sensibilisation auprès du jeune public, puisque des scolaires peuvent être accueillis, et participent ainsi à toute l'éducation en matière de développement durable.

Donc, c'est une très bonne initiative, et je me réjouis que la Ville ait pu permettre à ce projet d'aboutir rue Léopold-Bellan, dans le 2e arrondissement. Nous en profiterons tous et vous aussi, Monsieur le Maire, cher Pierre, en tant qu'élu du 2e arrondissement, vous serez le bienvenu à cette inauguration qui, j'espère, aura lieu au printemps prochain.

Une dernière chose, c'est une délibération qui engage 98.000 euros de travaux, mais ensuite la structure est autoportée, elle s'autonomise et vit de sa propre activité et rémunère ses salariés grâce à la vente au public des objets qu'elle a reconfigurés.

Merci pour votre attention.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à François DAGNAUD pour vous répondre.

M. François DAGNAUD, adjoint, au nom de la 4e Commission. - Très rapidement, Jacques a quasiment tout dit.

Je voulais à mon tour remercier Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement, qui est un partenaire précieux sur ce projet de ressourcerie destinée aux arrondissements du centre de Paris et en l'occurrence, il s'est fait le porte-parole des quatre maires d'arrondissement et de l'ensemble des forces locales, et je suis heureux que l'on puisse avancer.

On est donc là sur la thématique et la problématique du réemploi, qui est un des gisements à mobiliser pour diminuer le poids de nos poubelles et le coût environnemental et financier du traitement des déchets parisiens.

Donc, c'est une façon de jeter utile et propre pour nos concitoyens ; c'est aussi une façon de proposer à ceux de nos concitoyens qui ont des difficultés à boucler les fin de mois de s'approvisionner sur des produits durables à moindre coût, et puis, dernier étage de cette fusée vertueuse, c'est ce qui a amené Jacques à saluer l'engagement de Seybah DAGOMA, c'est aussi une façon de proposer de l'accès à l'emploi dans le cadre de l'insertion pour des publics qui, a priori, ont un accès plus compliqué que d'autres à l'emploi. C'est donc gagnant à tous les étages.

J'espère que nous aurons l'occasion d'accompagner d'autres projets. Je pense notamment à celui sur lequel, d'ores et déjà, nous travaillons sur un secteur très différent de Paris, du côté de la porte de Montreuil, à la demande de Frédérique CALANDRA et avec le soutien du Président Jean-Pierre CAFFET.

On est là sur une autre problématique mais il faut qu'à chaque fois, les projets s'adaptent à leur territoire d'inscription, et ce sera le cas aussi porte de Montreuil, mais c'est dès aujourd'hui le cas sur les 1e, 2e, 3e et 4e, et nous en sommes tous très heureux.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPE 102.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DPE 102).

Vous avez entendu l'invitation du maire du 2e à venir à l'inauguration au printemps ; vous y êtes sans doute tous invités.

Vœu relatif aux effets des intempéries sur la voirie et les dangers encourus déposé par le groupe U.M.P.P.A.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen d'un vœu qui ne se rapporte à aucun projet de délibération, le vœu n° 68 relatif aux effets des intempéries sur la voirie et les dangers encourus, qui a été déposé par le groupe U.M.P.P.A.

La parole est à la prudente Laurence DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Je dirai d'abord que ce vœu est présenté en dehors de toute polémique et ne concerne que le seul territoire parisien, où s'exerce la compétence du Maire. Il est dicté par l'expérience personnelle et collective de certains élus se déplaçant ce même jour en tant que piétons, expérience de la situation parisienne de la voirie le mercredi 8 décembre.

Nous savons qu'il y a eu ce jour-là, je crois, 370 interventions des pompiers sur Paris qui se sont traduites par des entorses, des contusions et des fractures, et nous voudrions donc savoir pourquoi, ce jour-là, il n'y a pas eu à temps instruction du cabinet du maire et intervention des services fonctionnels qui sont, je crois, porte des Lilas.

J'ajouterai qu'aujourd'hui la situation est encore mauvaise puisqu'il n'y a pas eu, je crois, de salage, et que nous glissons, et je voudrais également prévenir que la Météo, je pense, annonce le retour prochain de la neige pour demain, et donc, je voudrais demander pourquoi il y a eu un tel…

M. Sylvain GAREL. - C'est la faute à Hortefeux !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Un peu de calme ! Laissez Mme DOUVIN terminer.

Allez-y, Madame.

Mme Laurence DOUVIN. - Je voudrais donc demander pourquoi il y a eu un tel décalage dans l'action, et je demande également que les moyens nécessaires soient mis en œuvre immédiatement pour que nous ne connaissions plus une telle situation.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Monsieur l'adjoint compétent, François DAGNAUD.

M. François DAGNAUD, adjoint. - Merci.

Chers collègues, reconnaissons-le : nous n'avions pas mesuré à quel point l'épisode neigeux, il est vrai exceptionnel, qui a frappé la région parisienne mercredi dernier, a semé une belle pagaille… dans les rangs de l'U.M.P. !

(Rires et applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

Mercredi 8 décembre, 16 heures, à la minute même où le Ministre de l'Intérieur dérapait en direct sur toutes les chaînes de télévision en assurant que tout allait pour le mieux alors que 8.000 naufragés de la route s'apprêtaient à rester bloqués toute la nuit sur le réseau d'Île-de-France, Mme BACH et Mme DOUVIN, au nom de leur groupe, glissaient dans la précipitation un vœu sur la table de la 3e Commission pour dénoncer la pagaille.

Chers collègues, vous auriez été mieux inspirés de téléphoner à M. HORTEFEUX pour le gronder et alerter.

Quelques heures plus tard, c'est le président LAMOUR lui-même qui descendait la pente pour condamner, je résume, l'incurie de la Ville, alors même, je le cite, "que Météo-France avait largement prévenu, longtemps à l'avance".

Quelle gifle… pour M. FILLON, qui a justifié publiquement le cafouillage du Gouvernement en se défaussant sur Météo-France alors même que Météo-France, je veux le dire, avait parfaitement alerté les pouvoirs publics sur les chutes de neige attendues, ce qui nous a justement permis d'anticiper.

Et je veux rendre hommage à nos équipes, qui n'ont en rien mérité le déluge de critiques des élus U.M.P., et je vous confirme d'ailleurs que vos mises en cause parfaitement déplacées leur sont allées droit au cœur.

Les équipes de la D.P.E. et du S.T.P.P. ont donc procédé dès la nuit du lundi au mardi, puis dans la nuit du mardi au mercredi, et jusqu'au mercredi matin, au salage préventif des 600 kilomètres de voies prioritaires, de 100 kilomètres en zone 30, et des 20.000 points piétons signalés.

Mais, chère Madame DOUVIN, je dois vous rappeler cependant que le salage n'empêche pas la neige de tomber… mais que par contre, elle accélère la fonte de la neige à raison de 2 centimètres par heure. Et quand on a un niveau exceptionnel de chutes de neige qui est allé jusqu'à 13 centimètres, comme cela a été le cas le 8 décembre, il faut donc plusieurs heures pour que la neige fonde sur les chaussées circulées.

De plus, craignant que la neige tombée en masse se transforme en verglas sous l'effet de températures négatives, le Maire de Paris et moi-même avons décidé d'engager le plan d'urgence de déneigement dès le jeudi matin, 5 heures 30, et donc de mobiliser les 1.700 agents de propreté disponible pour traiter les trottoirs parisiens sans nous reposer sur la responsabilité légale des riverains.

Un gymnase a même été ouvert dans le 12e pour accueillir une centaine d'enfants de banlieue venus aux séances du Cirque pelouse de Reuilly, dont 45 sourds et muets, et des consignes ont été données dans les établissements municipaux accueillant des enfants pour prévoir un dispositif de garde prolongée exceptionnel en cas de retard des parents dû aux intempéries.

C'est ainsi que le matin du jeudi 9 décembre, la circulation et les transports publics étaient totalement rétablis à Paris, ce qui était, convenons-en, loin d'être le cas à l'extérieur de Paris.

Et les efforts entrepris par nos agents pour faciliter et sécuriser les déplacements piétons se sont poursuivis toute la fin de semaine.

Je tiens donc à rendre à nouveau publiquement hommage aux équipes de la propreté qui interviennent dans des conditions extrêmement difficiles et qui ont su, en étroite collaboration avec celles de la Préfecture de police, que je remercie également, se mobiliser efficacement au service des Parisiens, faisant ainsi honneur au service public.

Je souhaite enfin que nous puissions collectivement retenir les leçons de ces quelques jours, notamment dans la perspective que vous rappeliez du prochain épisode neigeux, pour travailler à nouveau de concert avec la Préfecture de police malgré la paupérisation générale des services de sécurité civile, sans oublier que la neige tombe même en ville et que nous devons savoir adapter nos rythmes de vie et nos déplacements à celui des saisons.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Maire.

Madame DOUVIN, pour une petite précision ?

Mme Laurence DOUVIN. - Merci beaucoup, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, quelle dégringolade dans votre réponse : vous aviez bien commencé, mais cela a assez mal continué.

Je voudrais dire tout d'abord que le personnel n'est absolument pas en cause. Ce qui l'est, ce sont des instructions qui n'ont pas été données à temps, premier point.

Second point, j'ai du rêver sur le nombre de personnes qui sont allées dans les hôpitaux ce jour-là, y compris des membres du personnel de la Ville. Je pense que tout cela n'a pas existé d'après ce que vous avez dit. Malheureusement, c'est une réalité et il ne faudrait pas qu'elle se reproduise. C'est tout.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Bien.

Après avoir mis ses peaux de phoque, Monsieur GAREL ?

M. Sylvain GAREL. - Il y a dans ces attaques quelque chose d'assez incroyable.

Effectivement, l'hiver, il fait froid ; l'hiver, il peut neiger et l'hiver, on peut glisser sur la neige ; cela arrive ! Et on ne peut pas, chaque fois, toujours vouloir une ville totalement aseptisée, où il n'y aurait jamais aucun problème sur les trottoirs, où jamais il n'y aurait aucune difficulté. Je pense que l'on doit accepter qu'à certains moments, il soit plus difficile de se déplacer. Oui, effectivement, c'est la nature et on doit la respecter et on n'est pas là pour vivre dans une bulle, complètement coupés de la nature.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Moi, je suis heureux de voir que l'on ne vit pas dans une bulle.

(Mouvements divers dans l'hémicycle).

Nous allons passer au vote, après avoir mis nos peaux de phoque sur les skis, avec Jean VUILLERMOZ, pour ne pas tomber.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint. - Ils ne savent pas ce que c'est !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Non, ils ne savent pas mais ce n'est pas grave !

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 68, avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est rejeté.

2010, DEVE 113 - Information sur le projet d'aménagement du jardin sur dalle porte de Vanves (14e) et autorisation de déposer une déclaration préalable.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le dernier avant d'aller déjeuner : nous examinons le projet de délibération DEVE 113 : information sur le projet d'aménagement du jardin sur dalle porte de Vanves et autorisation de déposer une déclaration préalable.

La parole est à Jean-François MARTINS, pour 5 minutes.

Pas tant, hein ? Enfin, voilà !

M. Jean-François MARTINS. - On reprend le débat après le déjeuner, si vous voulez, Monsieur le Maire.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Non, on fait.

M. Jean-François MARTINS. - Rapidement, c'est la poursuite d'un débat qui s'est tenu au Conseil du 14e arrondissement.

La question de la couverture du périphérique porte de Vanves et des aménagements que l'on pourrait y installer est évidemment cruciale pour l'uniformité, la linéarité et la relation avec nos communes voisines du Sud de Paris.

En substance, il ne s'agit pas ici de contester le projet de jardin dans sa qualité de conception, dans sa qualité végétale ou même dans les animations qui y sont proposées. On pourra juste peut-être se poser la question de l'envie qu'auront les riverains et les Parisiens en général d'aller flâner dans un jardin dont l'état de la circulation du périphérique rendra peut-être les flâneries moins agréables.

Si évidemment l'installation d'espaces verts fait partie des priorités que nous défendons pour Paris, il y a quand même quelque chose à reprendre dans l'historique de ce dossier : la couverture du périphérique, sur l'ensemble des portes où cela a été fait, devait être un moyen de résorber la cicatrice urbaine que représentait le périphérique mais aussi de créer de nouveaux ponts avec les villes limitrophes, de créer de nouveaux espaces publics partagés où, justement, les citoyens et habitants de Paris, comme ceux des villes limitrophes, pourraient se retrouver dans des équipements partagés.

En l'occurrence, ici, sur la porte de Vanves, on fait l'inverse de ce qu'il faudrait faire pour unifier Paris, Vanves et Malakoff. On fait l'inverse de ce que l'on devrait faire pour trouver des espaces, des équipements sportifs, de l'animation, de la vie commerciale, de la restauration qui sont pourtant, on le sait, les lieux où l'on va pouvoir faire la mixité des usages entre Paris et ces villes limitrophes.

C'est pour nous un regret particulièrement prononcé que de voir, après le coût pharaonique de la couverture du périphérique, vous le savez, que l'ensemble du foncier disponible soit utilisé pour faire stricto sensu un jardin dont nous ne croyons pas qu'il sera un véritable lieu de partage et de rencontre entre les différents riverains.

Je me permets d'ajouter, enfin, qu'une partie de ce jardin sera dédiée à des équipements à destination des enfants et des jeunes publics, ce dont, et j'espère que M. GAREL me rejoindra sur ce sujet, on peut contester la pertinence juste au-dessus d'une couverture de périphérique, tant on sait que la couverture du périphérique concentre les gaz à caractère dangereux, monoxyde de carbone notamment, à la sortie et, par conséquent, les enfants que l'on sait être une population plus fragile vont y être exposés.

Donc, cette couverture de la porte de Vanves et l'aménagement qui y est fait, sont à l'inverse des objectifs fixés. On n'a pas du tout unifié Paris et sa banlieue, on n'a pas du tout fait des espaces adaptés pour les jeunes publics, mais il me semble qu'une fois de plus, sur ce sujet, votre discours sur le Grand Paris était purement déclaratif.

Je voterai donc contre ce projet de délibération.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Madame GIBOUDEAUX, pour répondre à M. MARTINS qui a été court dans sa question.

Vous pourrez l'être aussi, dans la réponse.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe, au nom de la 4e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais répondre sur deux points.

Premièrement, M. MARTINS affirme que les jardins ne sont pas des lieux de rencontre.

Je ne comprends pas très bien la réponse de M. MARTINS. Pour moi, les jardins et les parcs sont des lieux très fréquentés. C'est là justement où, gratuitement, les personnes de quartiers différents, de générations différentes peuvent se retrouver.

Les trois réunions publiques qui ont eu lieu dans le 14e à la fois à Vanves et à Malakoff m'ont confirmé l'envie et la nécessité d'avoir ces lieux de rencontre et la nécessité de créer ce grand jardin.

C'est aussi l'occasion de retisser des liens avec des quartiers périphériques parisiens du 14e, de la porte de Vanves, tel que, par exemple, le square Julia-Bartet qui va être requalifié, agrandi et relié à ce nouveau jardin, porte de Vanves.

C'est là la requalification d'un quartier : recréer de nouveaux cheminements piétons et retravailler sur les usages.

Vous avez parlé des jeux. Justement, les jeux pour petits seront plutôt maintenus dans le square existant. Les nouveaux jeux, plutôt pour "ados" voire grands jeunes, seront mis sur la dalle du périphérique, là où ils gênent le moins les riverains.

Alors, effectivement, les jardins sur dalle ne résoudront pas le problème de la pollution du périphérique. Je pense qu'il faudrait des mesures plus drastiques en termes de trafic, en termes également de limitation de la vitesse sur le périphérique, afin de répondre à ce problème de pollution.

Si l'on y avait construit des bureaux, un équipement ou un restaurant, je pense qu'ils auraient été soumis à la même pollution.

Nous avons néanmoins pris des dispositions pour que les jeux pour "ados" et jeunes puissent ne pas être impactés assez fortement par cette pollution.

Nous avons mis à distance ces jeux de la sortie de la dalle et fait des plantations, des aménagements qui aménagent et minimisent l'impact de cette pollution.

C'est un beau projet qui a été largement concerté, à la fois avec la population ainsi que les élus du 14e, sur la programmation assez fine, pour que tout le monde s'y retrouve.

C'est vraiment une forte attente des riverains de Malakoff et de Vanves comme des salariés qui y travaillent. Il y a beaucoup de bureaux dans ce secteur. C'est très important d'avoir ces jardins. On le voit d'ailleurs porte des Lilas où nous avons livré un jardin sur dalle, qui est très utilisé par les salariés de ce secteur.

Je pense que ce secteur a véritablement besoin d'espace public. Les jardins répondent à cette programmation d'espace public pour tous.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 113.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DEVE 113).

Nous avons terminé la séance, nous reprenons à 14 heures 30.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à treize heures vingt-cinq minutes, est reprise à seize heures vingt-cinq minutes, sous la présidence de M. le Maire de Paris).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, la séance est reprise.

Débat relatif au développement du Tournoi de Roland-Garros à Paris.
Vœu déposé par l'Exécutif relatif au développement du Tournoi de Roland-Garros à Paris.
Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. pour la préservation des serres d'Auteuil, un autre projet pour Roland-Garros.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous reprenons donc maintenant nos travaux du Conseil municipal avec le dossier de Roland Garros.

Chut !

Mes chers collègues, le vœu dont nous abordons maintenant l'examen, et que je vous ai proposé, commence par ces mots : "Paris aime Roland Garros".

Ce tournoi est né dans notre ville. Il s'inscrit depuis plus de huit décennies dans le paysage familier de la Porte d'Auteuil.

Chut… S'il vous plaît !

Il fait partie avec son histoire, ses péripéties, ses moments de gloire et de peine, de l'âme même de notre cité. Et les images, qui nous viennent chaque printemps de ces courts en terre battue, contribuent pleinement à la vitalité parisienne.

Paris est une mosaïque de souvenirs et d'émotions innombrables. Roland Garros en fait partie, de même qu'il participe au dynamisme économique de la capitale et à son rayonnement international.

S'il vous plait ! Ou alors moins fort…Merci.

Donc, en toute logique, nous voulons que Roland Garros reste à Paris, et ce vœu fondé sur le bon sens, il me semble, sur les réalités de l'histoire et de la géographie, ne s'oppose absolument pas à la solidarité métropolitaine. Car j'ai eu l'occasion de le dire en d'autres circonstances, ce n'est pas en déshabillant Paris que l'on habillera l'agglomération !

D'ailleurs, obliger Roland Garros à quitter la capitale, ce ne serait pas seulement un mauvais coup pour Paris, ce serait une forme d'infidélité à l'esprit du tournoi.

Vous me permettrez d'invoquer simplement, à l'appui de cette conviction, les témoignages de personnalités dont l'autorité, en la matière tennistique, n'est guère discutable. Les plus grands champions ont exprimé leur volonté que le tournoi reste à Paris.

"L'histoire du tournoi est ici et pas ailleurs", a ainsi déclaré le plus jeune d'entre eux, Rafael NADAL, rejoignant ses aînés, Yannick NOAH et Roger FEDERER.

Donc, pour que Roland Garros demeure ici et pas ailleurs, nous soutenons le projet élaboré par la Fédération française de tennis.

Sur ce dossier, je tiens à vous dire plusieurs choses, notamment pour rectifier certaines erreurs ou approximations répandues pas toujours de bonne foi.

La Fédération française de tennis a exprimé deux besoins prioritaires et légitimes : un toit d'abord et plus d'espace pour accueillir le public et les joueurs. Ainsi, je suis favorable à ce que nous révisions le P.L.U. pour permettre la couverture amovible du court Philippe Chatrier, voire un autre peut-être par la suite, ce qui prémunira le tournoi des aléas de la météo.

Quant à l'avenir des serres d'Auteuil, la vérité doit être rétablie. Il n'a jamais été question, jamais, de toucher aux serres historique de Formigé. Les serres de travail, à la place desquelles il est prévu de construire un court de tennis n'ont rien à voir, rien à voir, avec les collections classées aux monuments historiques.

Il s'agit de serres construites ces trente dernières années, qui ne présentent aucun intérêt architectural particulier. Certaines d'entre elles sont même en plastique. La nouvelle serre, qui sera construite, sera beaucoup plus belle, elle mettra beaucoup mieux en valeur les collections d'orchidées et de fougères actuellement entreposées dans des espaces tout à fait quelconques. Et aucune plante ne sera détruite, ni même enlevée au regard du public, puisque le reste des collections sera exposé dans un pavillon du parc floral dans le bois de Vincennes

J'ajoute que les équipes de chercheurs, ainsi que l'ensemble des personnels, notamment les jardiniers, trouveront dans les nouveaux espaces construits de bien meilleures conditions de travail et des lieux beaucoup mieux adaptés à leur mission.

Je vais d'ailleurs rappeler que ce projet a été approuvé le 24 novembre dernier par la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites, dans laquelle siègent notamment le Directeur régional de l'environnement, la Directrice régionale des affaires culturelles et le chef du service territorial de l'architecture et du patrimoine de Paris.

Ce ne sont pas là des personnes que l'on peut soupçonner de soutenir une initiative qui mettra en danger l'un des espaces verts les plus précieux de la capitale.

J'ajoute que Roland Garros ne s'installera évidemment pas à l'année dans les serres et qu'il ne s'agit de gérer que la quinzaine du tournoi proprement dit, ce qui sera fait dans le respect de toutes les exigences patrimoniales et environnementales.

D'autre part, pour répondre à une autre objection, nous ne défendons pas le sport de compétition contre le sport de proximité, d'abord parce que Roland Garros est un tournoi populaire, qui fait rêver des milliers de jeunes et de moins jeunes, et qui suscite donc des vocations d'amateurs.

Mais surtout, si la F.F.T. décide de rester à Paris, le stade Hébert pourra accueillir à la fois le centre national d'entraînement, le double gymnase du Fonds des Princes et un anneau d'athlétisme.

Sur l'hippodrome d'Auteuil s'installeront alors des équipements sportifs qui constitueront une offre de proximité de bien meilleure qualité qu'à Hébert, notamment pour les scolaires.

Enfin, je voudrais dire quelques mots de la convention d'occupation du domaine public, que nous serons amenés à signer avec la F.F.T., si elle décide en février prochain de développer Roland Garros sur son site historique de la porte d'Auteuil.

Le projet de vœu qui vous est soumis pose le principe que la future convention conclue avec la F.F.T. porte sur une durée beaucoup plus longue que les conventions classiques et ce pour deux raisons évidentes.

La première est que nous devons tenir compte de l'importance des investissements programmés.

La seconde, tout simplement, est que le site de Roland Garros ne peut accueillir que le tournoi de Roland Garros dont la F.F.T. a le monopole de l'organisation.

C'est pourquoi j'ai proposé à la Fédération une convention d'une durée de 99 ans. D'autre part, nul ne peut contester que le montant actuel de la redevance est trop faible.

Il devra être adapté à l'extension du périmètre de la concession, en tenant compte, bien sûr, des investissements réalisés et de l'absence de but lucratif.

Nous sommes ainsi tombés d'accord avec la F.F.T. sur le principe d'une augmentation progressive, la redevance passant en gros d'1,6 à 3 millions d'euros dans les premières années puis, à partir de 2016, une fois la modernisation de Roland Garros achevée, la redevance sera indexée sur le chiffre d'affaires et devrait rapidement atteindre 6 à 7 millions d'euros par an.

J'ajoute qu'une clause de revoyure sera inscrite dans la convention, afin qu'après 25 ans, soit la durée d'amortissement des investissements engagés, la Ville et la F.F.T. fassent à nouveau le point sur le niveau de la redevance.

Mes chers collègues, l'enjeu de ce débat a une portée et un sens réel, non seulement pour l'avenir de Roland Garros, pour les amoureux du tennis, mais aussi pour la dynamique de notre ville.

Je veux saluer le travail remarquable qui a été effectué par Marc MIMRAM et Michel CORAJOUD, l'architecte et le paysagiste missionnés par la F.F.T. et qui ont déjà à leur actif quelques belles réalisations à Paris, de la passerelle Senghor aux jardins d'Eole, en passant par la piscine/patinoire Pailleron.

Je remercie très chaleureusement Anne HIDALGO et Jean VUILLERMOZ parce qu'ils mènent ce combat avec beaucoup de subtilité et de détermination.

J'invite notre Assemblée à exprimer, par le vote du vœu que je lui propose, son attachement à cette part de l'identité de notre Ville.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche, U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Je donne la parole d'abord à Yves CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - Merci, Monsieur le Maire.

N'ayant pas été destinataires des propositions faites à la F.F.T. mais ayant lu ce qui a été publié et entendu ce qui vient d'être dit, il nous semble nécessaire de rétablir quelques vérités, et comme vous l'avez dit, de corriger quelques approximations.

D'abord, à propos des serres d'Auteuil. J'ai entendu et je lis que la Commission des sites aurait donné son accord au projet.

Pour y avoir siégé, j'ai entendu, comme tous ses membres, le Préfet préciser qu'il n'en était rien et que la Commission ne se prononçait que sur l'autorisation de poursuivre l'étude de faisabilité.

J'ai lu également, je lis que les 26.000 signataires de la pétition contre le projet ne sauraient pas ce qu'ils ont signé.

Je suis frappé de constater que c'est exactement l'argumentation employée par le Gouvernement à l'endroit des lycéens qui manifestaient contre la funeste réforme du Gouvernement.

Nicolas HULOT, Alain BARATON, Jean-Pierre MARIELLE, Françoise HARDY, les Directeurs de jardins botaniques ou encore du muséum ne seraient donc pas capables de savoir à quoi ils s'engagent.

Je lis que les spectateurs traversent déjà le square des Poètes et que cela ne changera donc rien.

Je suis au regret de dire que, pendant le tournoi, les spectateurs ne peuvent pas traverser le square et qu'ils sont orientés de façon à contourner celui-ci, alors que, dans le projet, ce seraient 80.000 traversées quotidiennes.

Je lis que les serres chaudes ne seraient pas accessibles au public actuellement.

Je suis consterné de constater que les superbes panneaux d'accueil pédagogiques qui figurent dans ces serres à destination du public et tout particulièrement des scolaires sont méconnus ou ignorés ainsi.

Je lis, ici ou là, qu'il s'agirait de serres en plastique, datant de 1980 voire 2000.

Je tiens à votre disposition l'étude historique qui montre que la construction des serres chaudes date de 1905 et que c'est la réhabilitation qui a démarré en 1978.

Je vous mets au défi d'y trouver le moindre morceau de plastique, je parle des serres chaudes.

Je lis que les collections seraient transférées pour partie au parc floral. Je suis au regret de dire qu'il n'y a pas de serre pour les accueillir et que toute construction y est strictement interdite puisqu'il s'agit d'un espace boisé classé.

En revanche, je ne lis évidemment pas que le projet se traduirait par l'abattage d'arbres remarquables, je ne lis évidemment pas que les services techniques de la Direction des espaces verts n'ont aucun lieu de repli, alors qu'il est prévu de leur confisquer leurs locaux techniques, je ne lis évidemment pas qu'il s'agirait de privatiser un jardin public, partie intégrante du jardin botanique, non seulement pendant le tournoi mais aussi pendant tous les événements qui se dérouleraient sur les sites.

Je ne lis évidemment pas quelles sont les manifestations qui seraient organisées dans cet sorte de nouveau Zénith de l'Ouest parisien, quelles en seraient les fréquences, les conséquences pour la fréquentation du site, etc.

A propos de la relocalisation éventuelle du tournoi, je lis qu'une relocalisation en Ile-de-France se traduirait par une destruction de terres agricoles, je ne lis pas qu'au moins un des sites envisagés est un terrain militaire et non une terre cultivée.

Je ne lis pas non plus qu'en 1978, l'US Open a quitté Forest Hills pour prendre ses quartiers à Flushing Meadows, ni qu'en 1988, l'Open d'Australie s'est implanté à Melbourne Park après un long séjour à Kooyong.

Je ne lis pas non plus qu'aucun des deux n'a eu à le regretter, bien au contraire.

A propos de la redevance, d'après les informations publiées dans la presse, il est prévu d'augmenter la concession de 4,5 hectares pour arriver à une surface totale de 13 hectares.

En appliquant les règles actuelles de la concession, 1,6 million d'euros pour 6 hectares, la redevance devrait légitimement passer à 3,5 millions d'euros. Or, la Ville aurait proposé 3 millions d'euros pendant trois ans, soit une diminution de 13,44 % du montant actuel de la redevance au mètre carré.

Faut-il rappeler que le rapport de l'Inspection générale de mai 1988 soulignait déjà la faiblesse de la redevance actuelle, estimant qu'elle devrait être fixée à 19 millions d'euros par an ?

Il est dit que la redevance réelle pourrait atteindre 5 ou 7 millions d'euros, c'est sur le site de la Mairie de Paris.

Pour cela, il faudrait que le chiffre d'affaires atteigne soit 160 soit 190 millions d'euros.

Or, sur cette base, et toujours en appliquant les propositions de l'Inspection générale de la Ville, celle-ci devrait percevoir entre 26 et 28 millions d'euros, soit un différentiel annuel -un cadeau, on peut le dire- de plus de 20 millions d'euros par an. Sur la durée proposée de 99 ans, cela fait un manque à gagner de près de 2 milliards d'euros pour la Ville et les contribuables parisiens, c'est cela, la réalité.

On comprend bien pourquoi les responsables de la F.F.T. parlent, je les cite, "d'offre inespérée", puisque les investissements envisagés seront remboursés huit fois. Les spéculateurs doivent se dire que c'est une des meilleures rentabilités qu'ils puissent trouver en ce moment !

Offre d'autant plus inespérée qu'en décembre 2008, à l'initiative de l'Exécutif, le Conseil de Paris a voté un vœu précisant : "Depuis 2001, à chaque échéance d'une concession, la Ville a saisi cette opportunité pour relever sensiblement le niveau des redevances versées par les concessionnaires. Il en sera de même pour Roland Garros, soit au terme de la convention, soit préalablement si la F.F.T. devait solliciter un avenant."

Faut-il également rappeler, comme le fait le rapport de l'Inspection générale, que la transparence...

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je ne veux pas vous empêcher de développer vos arguments, mais…

M. Yves CONTASSOT. - J'arrive au terme, ne vous inquiétez pas !

Le rapport de l'Inspection générale rappelle que la transparence n'est pas le point fort de la F.F.T. Je cite : "Une plus grande transparence s'impose, malgré les demandes des rapporteurs et la note du directeur du cabinet du Maire, il n'a pas été possible d'obtenir de la F.F.T. les conventions passées."

Il va de soi aussi que ce cadeau soulève une question juridique. Je cite encore le rapport de l'Inspection générale : "L'article L.2125-3 du Code général de la propriété des collectivités publiques énonce que la redevance due pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public tient compte des avantages de toutes natures procurés aux titulaires de l'autorisation."

Je rappelle également que l'article 1311-5 du Code général des collectivités territoriales interdit les C.O.D.P. de plus de 70 ans.

Alors, dernier point : je rappelle qu'à l'initiative de Jacques BRAVO et de Jean-François LEGARET, le Conseil de Paris a voté à l'unanimité en juin 2004 un vœu demandant qu'aucune concession n'ait une durée supérieure à 25 ans.

En conclusion, ce projet est contraire aux intérêts économiques et financiers de la Ville de Paris. Il est contraire à la législation et aux décisions du Conseil de Paris. Il est contraire aux intérêts écologiques et culturels de Paris. Il est contraire aux intérêts collectifs du Grand Paris. Il est donc nécessaire de l'abandonner et de lui préférer un autre projet, solidaire de la métropole. C'est le sens de notre vœu.

(Applaudissements sur les bancs du groupe E.E.L.V.A.).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je m'inscris évidemment en faux contre beaucoup d'affirmations, mais Anne HIDALGO et Jean VUILLERMOZ y répondront.

Simplement, pour tenter de faire croire que 1,6 million égalent 3 millions et que de passer de 1,6 million à 3 millions, c'est une baisse, que de passer de 1,6 million à 7 ou 6, c'est une baisse…

Et puis, je termine par une taquinerie : vous m'expliquerez qu'en mettant le tournoi de Roland Garros à 30 kilomètres, cela va être bon pour le bilan carbone !

La parole est à Mme Emmanuelle BECKER.

M. Yves CONTASSOT. - On prend le pari quand vous voulez !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Vous n'en aurez pas l'occasion.

La parole est à Mme Emmanuelle BECKER.

Mme Emmanuelle BECKER. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, le tournoi de tennis de Roland Garros est un tournoi de renommée internationale, organisé chaque année à Paris à la fin du printemps depuis 1928.

Aujourd'hui, ce qui apparaît, en fait, comme un patrimoine sportif parisien demande à être réhabilité et à évoluer. Deux fois plus petit en superficie que les autres tournois du Grand Chelem, son stade et ses infrastructures doivent être agrandis pour des raisons sportives, des raisons techniques et financières. Et le débat en cours avec la Fédération Française de Tennis est bien celui du déménagement éventuel de Roland Garros hors de Paris.

Pour la Ville et les Parisiens, la question posée est double : voulons-nous garder cette compétition intra muros, et surtout le pouvons-nous, compte tenu de la densité du bâti parisien, de nos impératifs de logement, d'environnement et d'équipement, en général ?

Le projet présenté par la Municipalité n'ambitionne pas, en l'occurrence, de rivaliser avec les tournois américains, australiens et anglais en termes de surface. Les changements seraient importants mais raisonnables en termes de superficie.

Pour le groupe Communiste et les élus du Parti de gauche, il s'agit, en premier lieu, de s'interroger sur la popularité de ce tournoi.

Les 460.000 visiteurs de l'an dernier et les audiences télévisées prouvent, s'il en était besoin, que ce sport appartient désormais à tous, alors que le tennis a longtemps été un sport réservé aux catégories les plus fortunées de la population.

Pour la pratique amateur, la renommée d'un tel tournoi est bénéfique, c'est une évidence, et son implantation à Paris participe de son influence et de son impact auprès du public. Je ne pense pas que les sportifs professionnels qui jouent à Roland Garros s'inquiètent vraiment de sa localisation dans l'agglomération parisienne. En revanche, si ce tournoi demeure sur notre territoire, nous souhaitons que son public soit élargi, à l'image des projets portés par le P.S.G. vers les enfants des écoles.

Roland Garros fait, certes, partie du patrimoine parisien, mais il s'agit de centaines de milliers de visiteurs parisiens, franciliens et touristes.

Dans une logique métropolitaine, un grand nombre d'événements et de structures sportives se trouvent en périphérie de Paris ou y ont déménagé ces dernières années. Les rencontres internationales de l'équipe de France de football, certains matchs du Stade français ou de l'équipe de France de rugby se font désormais à Saint-Denis, pour ne prendre que cet exemple.

Il ne serait pas illogique que la Ville se batte, en effet, pour conserver sur son territoire au moins un événement majeur dans l'année. Pour nous, la préoccupation est en tout cas légitime.

Pour autant, le projet d'extension présenté par la Ville de Paris a concentré un grand nombre de critiques, pétitions, déclarations publiques qui évitent soigneusement cette question. Le point particulier qui concentre les critiques concerne les fameuses serres d'Auteuil dont on parle beaucoup et dont d'ailleurs on n'a jamais autant parlé !

Première critique : la destruction des serres chaudes, c'est-à-dire les plus modernes, qui ne présentent pas d'intérêt patrimonial ou architectural particulier. Ce qui compte plutôt, ce sont leurs collections de plantes rares ou fragiles, mais la Ville apporte en l'occurrence des garanties à ce sujet. Nous ne voyons, en tout cas, nulle part que Paris ait choisi le tennis contre les serres ou le tennis à la place des serres. Ce réaménagement-là est très loin d'une remise en cause.

La deuxième critique est plus insidieuse, dans un certain sens : on entend, en effet, que les 460.000 visiteurs de Roland Garros vont déambuler sur le nouveau site et dégrader considérablement les jardins. Je trouve cela étrange, alors que le site en question est déjà ouvert au public. Et si l'extension peut permettre à plus de Parisiens et de Franciliens de découvrir ce site et de traverser des espaces verts, il nous semble qu'il y a lieu de se réjouir.

Une autre critique concerne les associations, les sportifs amateurs et les scolaires. La pratique des amateurs et des scolaires est au coeur de l'action de la Ville et de l'Adjoint au sport Jean VUILLERMOZ. Alors que notre Majorité est à l'origine d'une création sans précédent de nouveaux équipements sportifs, c'est faire un drôle de procès d'intention que de l'accuser de vouloir remettre en cause le sport dans le 16e.

Nous avons une réserve, cependant, à apporter au projet dont nous débattons. Il s'agit du montant de la redevance que la F.F.T. va verser à la Ville. Pour nous, le compte n'y pas. La redevance fixée aujourd'hui reste largement insuffisante au regard des bénéfices engendrés par le tournoi au profit de la Fédération Française de Tennis. Nous serons particulièrement vigilants à ce que la redevance soit rehaussée.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

La parole à M. Claude GOASGUEN.

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Monsieur le Maire, Roland Garros est l'objet de convoitises multiples depuis de longues années. Il y a quelques années, un projet, que nous avions combattu, bien seuls d'ailleurs, qui était le projet du précédent président, M. BÎMES, avait été rejeté.

Les villes mondiales se battent pour avoir ce grand événement. Le danger de Madrid était un danger réel. On vient de lui ajouter un danger encore plus réel : c'est que, effectivement, un certain nombre de communes, de départements, qui ne sont pas désargentés, se sont mis en concurrence sur Roland Garros.

Des départements qui ne sont pas les moindres. Puisqu'on parle de concurrence monétaire, je signale qu'un département proche de Paris, qui n'est pas dans le Grand Paris d'ailleurs, c'est la raison pour laquelle l'argument du Grand Paris me paraît assez fallacieux, propose 20 hectares en pleine propriété...

M. LE MAIRE DE PARIS. - Gratuits !

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Gratuits, bien sûr !

… et propose de cautionner 340 millions d'euros en faveur de la construction de cet immense stade nouveau de Roland Garros, le tout desservi par une autoroute, qui d'ailleurs permettra, comme on vient de le dire, une pollution assez remarquable tout autour de Paris.

Bien ! Donc, nous sommes devant un sujet qui n'est pas mince, mais véritablement un enjeu.

Alors, bien sûr, il y a toujours les vertueux.

Là, les vertueux sont Verts. Vous me direz que cela commence pareil, mais cela finit très mal !

Car aux vertueux, je dirai : vous avez la mémoire courte ! L'hippodrome d'Auteuil, rappelez-vous, il y a peu de temps, lui aussi, il était en espace classé ; lui aussi, il était vert ; lui aussi, il était aussi défendable que les serres d'Auteuil. Et, tout d'un coup, je ne sais pas pour quelle raison, alors que leur vote était clef sur l'établissement du stade Jean Bouin, tout d'un coup, "Les Verts" pris d'une énurésie chronique sont sortis de l'hémicycle pour laisser voter l'hippodrome d'Auteuil ! Il n'y avait plus personne.

Une "énurésie chronique", vous regarderez dans le dictionnaire !

(Rires dans l'hémicycle).

Cela veut dire : l'envie soudaine d'aller aux toilettes !

(Rires dans l'hémicycle).

Tout d'un coup, "Les Verts" se sont débinés !

Alors, je me suis dit que, sur l'hippodrome d'Auteuil, on avait dû vous proposer sans doute des aménagements ponctuels, liés à la politique politicienne, pas des voitures de fonction parce que vous êtes Verts, des trottinettes.

Mais, Monsieur le Maire, donnez des trottinettes aux Verts ! Donnez-en quelques-unes supplémentaires et vous les verrez se rallier à la position qui est la position de Paris !

Donc, pas de leçon de vertu, par pitié, pas de leçon de vertu !

Alors essayons peut-être de discuter des problèmes parisiens et non pas des petits conflits internes entre le Parti Socialiste et "Les Verts" sur des sujets qui n'en sont pas et qui dépassent très largement les problèmes politiciens.

En vérité, nous n'avons pas la réputation à l'U.M.P. d'être des amis chroniques du Maire de Paris.

M. LE MAIRE DE PARIS. - C'est vrai !

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - A plusieurs reprises, nous nous sommes heurtés assez violemment…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Le mot est exact.

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - … et sur un certain nombre de sujets, Jean Bouin notamment, qui est un peu la clef du problème, sur ce sujet, nous n'étions pas d'accord et nous continuons à ne pas être d'accord.

Alors, la vraie question est : faut-il considérer…

(Mouvements de protestation sur les bancs du groupe EELVA).

Vous, oui, parce qu'en votant l'hippodrome d'Auteuil, vous avez rendu possible la situation à Jean Bouin. Assumez-vous de temps en temps, ce sera bien, au lieu de faire des leçons de vertu, assumez ce que vous avez fait !

M. Sylvain GAREL. - Jamais !

M. LE MAIRE DE PARIS. - S'il vous plaît !

Je ne sais pas de quoi vous parlez à propos d'Auteuil mais récupérer 12 hectares sur l'hippodrome est assez vertueux…

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Oui, eh bien vous avez fait de la vertu à ce moment là, semble-t-il, de la vertu en trottinette !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Oui, on a récupéré 12 hectares pour le public, c'est bien !

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Je m'en félicite, mais il n'y a pas un jugement des Verts sur telle situation et un autre jugement contradictoire sur d'autres ! Soyez logiques et si vous avez une logique, gardez-la, mais n'en changez pas quand les circonstances politiques vous le permettent ou vous y obligent, s'il vous plaît ! En tout cas, ne nous donnez pas de leçon de vertu à ce sujet !

Je voudrais dire que nous avons examiné très largement le plan pour le 16e arrondissement, qui est l'arrondissement de Roland Garros. Nous avons essayé de défendre le sport de proximité.

D'abord, nous y sommes parvenus moyennement, mais non sans mal, nous avons réussi à ménager l'intérêt supérieur de Paris et l'intérêt du sport de proximité dans cet endroit de Paris.

Ensuite, on nous a parlé de la redevance. N'oubliez pas quand même que pour prendre un exemple qui vous plaira mais qui ne plaira pas au Maire, lorsqu'il s'agit d'un club sportif et d'une fédération française, le raisonnement n'est pas tout à fait le même. Un club sportif est destiné à faire des bons offices pour lui-même, la Fédération française de tennis est une fédération française de tennis qui s'occupe du tennis français, c'est-à-dire qu'elle n'est pas une machine à faire de l'argent. Qu'elle gagne de l'argent, personne ne le conteste et d'ailleurs, il est souhaitable qu'elle en gagne le plus possible, et c'est la raison pour laquelle je pense que la redevance indexée est la bonne solution, même si je suis sceptique sur la durée du bail, mais on aura l'occasion de le voir.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Vous tentez de conclure ?

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Je termine, Monsieur le Maire. Pour une fois que je dis du bien de vous, laissez-moi parler !

M. LE MAIRE DE PARIS. - C'est pour cela ; j'ai peur que cela vous compromette trop…

(Rires dans l'hémicycle).

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Cela ne se reproduira pas souvent, croyez moi !

M. LE MAIRE DE PARIS. - En fait, je m'occupe de votre vertu.

(Rires dans l'hémicycle).

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Pensez quand même à une chose : la Fédération de tennis va faire plus de 220 millions d'euros d'investissement et cela doit quand même entrer quelque part en considération dans le calcul de la redevance.

Bref, et pour être très politique, ce n'est pas un débat où il faut sortir, ce n'est pas un débat où il faut s'abstenir, c'est un débat où il faut être pour ou contre.

Etes-vous, oui ou non, favorable à ce que cette manifestation très importante pour la réputation de Paris dans le monde qu'est Roland Garros reste à Paris ?

Si nous voulons que cette manifestation reste à Paris, alors il faut nous donner des moyens étudiés et suffisants pour combattre nos adversaires.

Si vous ne voulez pas que cette manifestation reste à Paris, alors dites clairement que vous êtes d'accord pour qu'une partie du patrimoine parisien parte de Paris, mais soyez logiques !

On est pour ou on est contre, mais soyez logiques, ne nous faites pas le coup cette fois encore de l'énurésie chronique ! Restez avec nous, pour ou contre !

Je suis favorable, Monsieur le Maire, pour une fois, à votre position ; Paris aime Roland Garros et l'U.M.P. aussi !

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je n'hésite pas à apprécier.

Simplement, nos amis de Seine-et-Marne qui sont d'ailleurs plus mes amis, je vous signale, que les vôtres, ne sont pas nos adversaires, ce sont nos concurrents, et c'est la vie, on peut avoir une concurrence fraternelle. Bref, je préférerais que ce soit Paris qui gagne ; c'est comme cela.

La parole est à Valérie SACHS.

Mme Valérie SACHS. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, nous voterons le vœu que vous présentez aujourd'hui. Il reprend la position que nous défendons depuis le début de ce dossier sur l'avenir parisien du tournoi de Roland Garros.

Lorsqu'en septembre 2008, la Fédération française de tennis lance une consultation internationale de concepteurs, nous attirons l'attention de la Ville pour que Paris ne soit pas un facteur de retard dans la concurrence que se livrent entre eux les grands tournois internationaux.

En novembre 2009, par une question d'actualité, conscients d'un certain désenchantement de la Fédération, étonnés par la non-participation du Maire dans le débat, redoutant un scénario catastrophe où tous seraient perdants, Paris comme la Fédération, nous suggérons alors une extension de Roland Garros sur la partie nord de Jean Bouin, ce qui sera finalement validé en septembre dernier.

Notre groupe a toujours essayé de faire preuve de cohérence et d'obstination sur ce dossier, en prouvant notre attachement à l'histoire des mousquetaires comme à l'attractivité internationale de notre Capitale, sans ressentir de contradiction avec notre attachement à la réalisation du Grand Paris. Nous avons fait preuve de bonne foi sans désinformation. Nous souhaitions trouver un équilibre entre la stature internationale de Roland Garros et le sport de proximité, trouver un accord juste avec la Fédération française de tennis sur le montant de la future redevance, en tenant compte des investissements réalisés et à réaliser, afin d'obtenir l'assurance d'un engagement irrévocable de la Ville de Paris pour que Roland Garros ait les moyens de maintenir son prestige, sa spécificité et puisse répondre aux critères d'excellence de couverture mobile anti caprices de la météo.

Roland Garros a été victime de Jean Bouin et la gestion de ce dossier par la Ville a semé le trouble dans les esprits les plus rationnels. Au sein de cet hémicycle comme dans le 16e, Roland Garros a été la victime collatérale de l'opposition de notre arrondissement sur le projet Jean Bouin qui, je le rappelle, a toujours mon hostilité, non le stade mais le mode de financement du projet.

Puis, le stade Hébert a concentré tous les conservatismes et les arrière-pensées politiciennes. L'entêtement sur celui-ci n'a plus été de mise dès l'autorisation de mettre en chantier les pelouses d'Auteuil.

Nos demandes répétées de réunir une commission d'aménagement de la porte d'Auteuil, comme vous vous y étiez engagés, sont restées vaines jusqu'à présent et auraient sans doute évité beaucoup d'incompréhension, y compris la communication désastreuse autour des serres d'Auteuil.

Tout les dossiers sportifs en cours dans notre arrondissement sont interdépendants : de Molitor à Roland Garros, du Parc des Princes aux pelouses d'Auteuil. Aussi, une vision globale est essentielle.

Alors, pour revenir à ce qui s'est passé à la mairie du 16e, là, désormais, les choses sont claires, le soutien du Maire est acquis et je pense que nous allons pouvoir donc retrouver une certaine sérénité pour envisager l'avenir du tournoi.

Nous avions déjà obtenu certaines garanties pour le sport de proximité, pour les scolaires et les associations, depuis le vote en juillet dernier des pelouses d'Auteuil qui sont bien autre chose qu'une aire de jeux. Il est vrai que nous étions le seul groupe de l'opposition municipale à le voter.

Très concrètement, revenons au vœu qui nous occupe ! Oui au maintien de Roland Garros dans la Capitale, qui doit être un enjeu prioritaire pour Paris.

Aussi, nous vous suivrons dans votre engagement d'offrir au tournoi une extension de 60 % de sa surface actuelle, indispensable à un meilleur accueil des joueurs et du public.

Reste encore la couverture de l'autoroute ou du périphérique à envisager, mais c'est un autre sujet.

Nous sommes sensibles à la beauté du projet de la Fédération française de tennis et nous le disons notamment pour le nouveau stade de 5.000 places enchâssé dans le sol entouré de serres. Au-delà du tournoi, il serait un nouveau symbole architectural fort, ouvert au public comme au 16e, qui gagne, par la même occasion une nouvelle installation sportive.

L'ouverture des serres au public lors du tournoi ne signifie pas 40.000 personnes saccageant le site classé, mais l'accès à un site magnifique pour un tournoi magique.

Nous vous suivrons sur la durée de la concession de 99 ans, véritable gage de confiance qui permet la pérennité de l'installation et l'ampleur des investissements à faire.

Nous soutenons votre proposition d'une redevance juste autour de 3 millions qui serait indexée sur le chiffre d'affaires à partir de 2016.

Nous vous suivrons sur le principe d'une subvention de 20 millions d'euros pour le développement de Roland Garros.

Nous comptons sur la Ville pour être un facilitateur efficace pour la révision du P.L.U., pour la couverture du court Chatrier, voire le Suzanne Lenglen dans un second temps.

Enfin, nous prenons acte de votre engagement, et nous saurons vous le rappeler, en faveur du sport de proximité spécialement Hébert rénové, comprenant un double gymnase et un anneau d'athlétisme.

Mais rien n'est encore fait, la Fédération française de tennis convoquera sa prochaine assemblée générale les 12 et 13 février.

Aussi, mes chers collègues, nous devons aujourd'hui faire notre choix, j'oserais, le bon choix, pour que nul n'ait à regretter les conséquences d'un départ. Nous espérons avoir su convaincre la Fédération française de tennis de notre soutien, de notre intérêt commun à ne pas quitter Paris.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Madame.

Effectivement, il y a un message que le Conseil de Paris adresse aujourd'hui à la Fédération française de tennis, qui a trois propositions.

Et je crois que c'est important que le Conseil de Paris pense à ce que la Fédération française de tennis entendra.

Je donne la parole à Jean-Pierre CAFFET.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, nous le savons tous, l'existence de Roland Garros en tant que tournoi du Grand Chelem est menacée.

Elle l'est de par l'étroitesse du site actuel ; elle l'est aussi de par l'absence de couverture des courts qui fait dépendre le déroulement du tournoi de la clémence de la météo.

Nous le savons aussi, la concurrence étrangère est vive, et nombreuses sont les capitales ou les grandes métropoles qui ont l'ambition de remplacer Paris dans la compétition sportive du Grand Chelem.

L'enjeu est donc simple : soit nous trouvons collectivement avec la Fédération française de tennis les moyens de conserver ce tournoi à Paris, soit il se délocalisera pour tenter de conserver son rang.

Disons d'emblée que pour mon groupe, c'est évidemment la première solution que nous retenons et que nous voulons accompagner de toutes nos forces, pour de multiples raisons évoquées dans votre vœu, Monsieur le Maire, et sur lequel je ne reviendrai pas longtemps.

Bien sûr, il y a l'histoire, et l'inscription difficilement effaçable de Roland Garros dans les territoires parisiens.

Bien sûr, il y a la participation significative de ce tournoi populaire au dynamisme économique de Paris.

Bien sûr, il y a le rayonnement international de la Capitale car pour le monde entier, Roland Garros, c'est Paris.

Mais il y a aussi en jeu, je crois, une conception de l'avenir de notre métropole, et nous avons la conviction que cet avenir doit être durable.

Vous avez dit avec justesse, Monsieur le Maire, que ce n'est pas en déshabillant Paris que l'on habillera l'agglomération ; j'ajouterai que ce n'est pas faire injure aux autres villes franciliennes candidates à l'accueil de ce tournoi de dire que, s'il devait quitter Paris, ce transfert ne serait pas sans conséquences sur le visage de notre métropole.

Il entraînerait inéluctablement une consommation significative de terres cultivables même si juridiquement, elles ont le statut de terrain constructible, et ceci, Monsieur CONTASSOT, dans les trois sites.

Il aurait pour conséquence…

J'ai les photos… pas seulement à Versailles.

Il aurait pour conséquence une modification sensible des paysages des territoires concernés.

Et surtout, il se solderait par des déplacements supplémentaires que le réseau de transports collectifs actuel est dans l'incapacité d'assumer.

Je ne peux donc que m'étonner que dans cet hémicycle, certains en appellent à ce transfert sans manifester le moindre intérêt pour ces questions, comme si sauvegarder à Paris quelques serres sans aucun intérêt architectural valait beaucoup mieux que consommer plusieurs dizaines d'hectares de terrain encore vierges d'urbanisation.

Comme s'il y avait une différence fondamentale entre l'implantation de Roland Garros dans des zones quasi rurales et celle d'un circuit de formule 1 dans une zone équivalente des Yvelines : souvenez-vous en, Monsieur CONTASSOT.

Mais point de polémique, l'enjeu est trop important.

L'essentiel est que la Fédération française de tennis souhaite maintenir le tournoi de Roland Garros à Paris et a missionné à cette fin deux professionnels de talent : Marc MIMRAM et Michel CORAJOUD.

Leur projet est superbe. Il respecte, vous en convenez, l'esprit du site.

M. Yves CONTASSOT. - Bien sûr !

M. Jean-Pierre CAFFET. - Il s'inscrit dans les exigences du développement durable ; il permet la réalisation d'une vaste esplanade d'environ un hectare, mais présente la particularité de supprimer des serres sans aucun autre intérêt que fonctionnel, j'y reviendrai.

Mais remarquons d'ores et déjà que ce projet a été adopté par la Commission départementale des sites.

Certes, il y avait un problème de taille à régler, celui des équipements à destination de la population scolaire. Nous ne pouvons que nous réjouir qu'il le soit grâce à la mobilisation du stade Hébert et de l'hippodrome d'Auteuil, et j'ai le sentiment que ce transfert se fera en améliorant l'accueil des populations scolaires et la pratique du sport par ces populations.

Reste le problème des serres d'Auteuil, que j'ai évoqué, et qui a suscité l'inquiétude.

Il est incontestable que le jardin des serres d'Auteuil constitue un élément majeur du patrimoine botanique de la Capitale. Il ne s'agit nullement d'y attenter, bien au contraire. Le projet sélectionné par la F.F.T. inclut un nouvel équipement s'inspirant des serres de Formigé. Il s'agit d'une serre ceinturant le court de tennis, permettant ainsi d'accueillir et de montrer plus dignement une partie des collections d'orchidées et de fougères qui sont actuellement entreposées dans des serres quelconques.

Par ailleurs, il n'est évidemment aucunement question de sacrifier une seule de ces plantes puisqu'une partie de ces collections restera sur le site, tandis que l'autre sera accueillie au parc floral dans le bois de Vincennes, permettant ainsi à l'Est parisien de profiter également de ces trésors botaniques.

(Mouvements de protestation sur les bancs du groupe EELVA).

Il ne s'agit pas non plus de fusionner l'actuel site du tournoi de Roland Garros et le jardin des serres au détriment de ce dernier, comme on l'entend souvent, mais d'allier dans un unique projet d'urbanisme et d'équipements sportifs deux grands lieux de visite de la Capitale.

Les Parisiens pourront ainsi profiter conjointement du sport de haut niveau et de la beauté d'un patrimoine botanique exceptionnel.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je suis désolé mais il faudra conclure, Monsieur.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Enfin, les engagements que vous avez pris, Monsieur le Maire, je conclus, et qui figurent dans ce vœu, quant à la révision du P.L.U. nécessaire, ainsi qu'à la durée de la future concession et du montant de la redevance qui en résultera sont de nature à conforter les chances de Paris dans la décision que la F.F.T. prendra en février prochain.

Aussi, et ce sera mon dernier mot, c'est avec le sentiment du devoir accompli, mais aussi en étant rassuré, que mon groupe adoptera ce vœu qui contribue au maintien du dynamisme, de l'attractivité et du rayonnement de Paris sans, j'y insiste, pour autant nuire au développement durable de notre métropole.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés et Communiste et elus du Parti de Gauche).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Un très grand merci, Jean-Pierre CAFFET.

Monsieur MARTINS ?

M. Jean-François MARTINS. - Monsieur le Maire, chers collègues, le Grand Paris a besoin d'un acte réellement fondateur, un acte réellement fécond, une première pierre posée concrètement pour bâtir l'édifice métropolitain.

Cet acte fondateur doit être surtout la preuve que les relations entre Paris et ses voisins ont changé, que Paris n'est plus une ville arrogante, égocentrique ou nombriliste qui serait enfermée dans son périphérique autant que dans ses certitudes.

Cet acte fondateur, nécessaire à une métropole unie, solidaire et cohérente devra démontrer que désormais, Paris est prêt à partager sa richesse, son prestige et les fruits de son histoire.

Ce dossier, finalement, de la mise en conformité de Roland Garros avec les standards internationaux des grands tournois de tennis nous donne peut-être, je le crois, l'opportunité de formaliser cet acte fondateur.

Tout d'abord parce que ce dossier est avant tout un dossier de manque d'espace dans notre Capitale, et que le développement de ce tournoi est bridé par le manque d'espace. C'est la question qui se posera pour toutes les grandes politiques publiques parisiennes dans les années à venir, notre manque d'espace, et il serait de bon ton d'y apporter une réponse métropolitaine.

Deuxième élément, parce que ce projet est situé précisément à un endroit où le déséquilibre territorial en matière de grands équipements est particulièrement flagrant. En effet, sur cette porte d'Auteuil, les trois installations sportives les plus prestigieuses marquent, s'il en est, le déséquilibre territorial en matière de grands équipements.

Enfin et dernier point, ce dossier s'y prête particulièrement parce que la seule solution que vous nous proposez aujourd'hui consiste à élargir dans des dimensions qui ne seront peut-être même pas suffisantes pour correspondre à des standards internationaux, et qui par ailleurs supprimeraient ces fameuses serres d'Auteuil.

Comme vous le voyez, Monsieur le Maire, tout concourt à remettre en cause votre assertion selon laquelle nous n'avons d'autre choix que de supprimer les serres d'Auteuil pour garder Roland Garros.

Par ailleurs, Monsieur le Maire, je vous invite donc avec sympathie mais avec détermination…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Moi, avec sympathie, je vous invite à conclure.

M. Jean-François MARTINS. - Je vais le faire avec sympathie également...

Je vous invite avec détermination et sympathie à faire ce premier acte fondateur, à affirmer : Paris n'est pas arc-bouté sur ses privilèges acquis, n'est pas d'un égoïsme malvenu, Paris accepte et soutient que demain, les grands projets devront aussi avoir lieu en banlieue, et Paris les soutiendra à chaque fois qu'ils développeront la métropole.

(Applaudissements sur les bancs du groupe "Europe Écologie - Les Verts et apparentés").

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Monsieur MARTINS.

J'ai une conviction profonde : c'est que le dynamisme de l'agglomération ne viendra pas d'un moindre dynamisme de Paris. Je crois au contraire que le dynamisme de Paris tire le dynamisme de nos voisins.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés et Communiste et élus du Parti de Gauche).

C'est ma conviction.

Pour répondre Anne HIDALGO puis Jean VUILLERMOZ.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je me réjouis que, quand même très majoritairement, les expressions dépassant les clivages politiques habituels, et Claude GOASGUEN a bien fait de rappeler qu'il n'est pas un ami chronique du Maire de Paris…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Non.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - … mais je me réjouis que nous soyons d'accord sur ce qui a été très bien exposé aussi par Emmanuelle BECKER ou Valérie SACHS ou encore Jean-Pierre CAFFET, à savoir la question qui nous est posée est bien celle du maintien ou pas du tournoi de Roland Garros à Paris.

Parce que le danger est réel, il a été effectivement pris en considération à sa hauteur. Danger réel parce qu'effectivement d'autres grandes villes dans le monde, en Europe vous avez parlé de Madrid, mais dans le monde Shanghai se place sur les rangs d'un tournoi du Grand Chelem, et la menace est tout à fait à prendre au sérieux.

C'est pourquoi lorsque la Fédération française de tennis a commencé à explorer d'autres pistes, y compris le déménagement de Roland Garros de Paris, nous avons pris au sérieux ces menaces…

M. LE MAIRE DE PARIS. - S'il vous plaît !

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Nous avons pris au sérieux ces questionnements et nous avons travaillé de façon sérieuse, de façon professionnelle, mais aussi de façon extrêmement déterminée, parce que notre conviction, c'est que ce tournoi, qui est un tournoi historique, est non seulement un élément de l'identité de Paris, mais son identité et sa force internationale tiennent aussi au fait qu'il est situé dans un site absolument extraordinaire de Paris.

Monsieur le Maire, je suis tout à fait d'accord avec vous et avec ce que certains de mes collègues ont exprimé - j'aimerais vraiment que Sylvain GAREL écoute, même si nous ne sommes pas d'accord - et je pense que vouloir faire la Métropole en vidant Paris, sur le plan économique, cela a un nom : cela s'appelle le malthusianisme.

Nous ne sommes pas malthusiens. Nous considérons que les choses s'ajoutent. La force du tournoi de Roland Garros à Paris, avec la proposition que nous faisons, c'est quelque chose qui servira la métropole toute entière. Et je crois qu'être malthusien, c'est effectivement se dire : puisque rien ne peut croître, on va diviser et séparer. Je crois que ce n'est pas une bonne approche. En tout cas, ce n'est pas celle que nous avons eue.

Je voudrais rétablir un certain nombre de vérités, parce qu'Yves CONTASSOT a dit que la Commission des sites n'avait pas donné son accord au projet.

Ecoutez, on peut appeler un chat un chat quand même. Nous étions nombreux à siéger dans cette commission, le Préfet a donné un avis favorable pour que l'on puisse effectivement présenter le dossier que nous avons présenté devant la Fédération française de tennis samedi dernier, avec le Maire de Paris.

Vous êtes peut-être le seul à ne pas avoir entendu cet accord, mais nous l'avons entendu, et d'ailleurs dès cette réunion…

(Rires dans l'hémicycle).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Pascal fait en sorte qu'il n'y ait pas d'interruption !

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - … le maire du 16e arrondissement avait lui-même eu des propos extrêmement mesurés, en attendant des propositions complémentaires, notamment pour le sport de proximité.

Donc, je rétablis les choses : oui, il y a eu un accord de la Commission des sites. D'ailleurs, dans cette Commission des sites, parce que j'ai entendu parfois que toutes les associations de défense de la nature avaient voté contre, c'est faux. Il y a notamment une association importante de défense de la nature qui a aussi voté ce projet.

Puis, l'Architecte des bâtiments de France, ce n'est pas rien. Puis le fait que ce projet ait été reconnu en Commission des sites comme étant totalement conforme à la Charte des bois et totalement conforme aux préconisations de l'inspecteur des bois, qui avait remis un rapport que nous avions validé quelques mois auparavant. Je crois que ce sont des choses très importantes et ce sont des faits.

A propos des signataires de la pétition, là aussi, il faut rétablir les faits. On a essayé de le faire, y compris en allant sur place. Je crois que beaucoup des signataires sont convaincus, peut-être moins aujourd'hui qu'hier, que nous voulions démolir les serres historiques d'Auteuil. Il n'en est rien. Non seulement nous ne voulons pas les démolir - je montre ici les images parce que quand on parle de serres en plastique, certains mettent en doute nos propos, voilà les serres qui seront démolies...

M. Yves CONTASSOT. - Ce ne sont pas les serres chaudes ! Ce ne sont pas les serres chaudes !

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Voilà, je les tiens à votre disposition…

M. LE MAIRE DE PARIS. - On a écouté M. CONTASSOT sans l'interrompre. Vous me faites penser à d'autres, là !

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Et voilà la serre proposée par Marc MIMRAM : un stade, un court de tennis qui sera ceinturé de serres magnifiques, qui sont inspirées - je les montre aussi à la droite de l'hémicycle - par les serres de Formigé. Donc, nous ne pouvons pas continuer à mentir.

(Protestations sur les bancs du groupe EELVA).

Vous pouvez dire que vous êtes contre ce tournoi à Paris, mais vous ne pouvez pas dire que vous êtes contre, parce que les serres seraient démolies, notamment les serres historiques.

Je ne reviens pas…

(Protestations sur les bancs du groupe EELVA).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Ecoutez, c'est insupportable ! On répond, écoutez comme on a écouté les orateurs.

M. Sylvain GAREL. - Ce ne sont pas les bonnes photos !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Non. Si, ce sont les bonnes photos et elles vous dérangent.

M. Sylvain GAREL. - Allons sur place, alors !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur GAREL, ce n'est jamais bon quand un groupe, qui est un peu minoritaire sur une position, ne veut pas entendre…

M. Sylvain GAREL. - Ce ne sont pas les bonnes photos !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Chut ! Je peux parler ? Maintenant, je n'ai plus le droit de parler ! Vraiment ! Ce n'est pas la peine de me faire penser à d'autres. Dans d'autres circonstances, évidemment.

Ecoutez Mme HIDALGO, puis M. VUILLERMOZ.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Bien, je continue.

Donc, ce n'est pas un nouveau Zénith, puisque c'est comme cela que vous avez appelé le futur court et les serres de Marc MIMRAM, c'est vraiment un lieu qui sera ouvert au public, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui avec les serres qui existent.

Je voulais insister sur ce point. Je ne reviens pas sur ce qui a été très bien dit, notamment par Jean-Pierre CAFFET, sur le fait que ceux qui voudraient installer ce futur Roland Garros, notamment à Marne-la-Vallée, oui, prendraient sur des terres agricoles, oui, il y aurait un véritable problème que l'on peut assimiler à l'étalement urbain, à vouloir absolument mettre à l'extérieur, et même assez loin des modes de transports en commun, un lieu comme celui-ci avec un tournoi de renommée internationale.

Je voudrais dire quelques mots sur la question de la redevance et sur la question de la concession, et notamment sur sa durée.

M. CONTASSOT nous a dit : c'est contraire au droit, on ne peut pas avoir de concession supérieure à soixante-dix ans. Il a oublié la partie de la phrase qu'il aurait dû indiquer : sauf si le titulaire qui est investi de droits réels sur les infrastructures y renonce. C'est le cas de la F.F.T.

Je vous rassure, Monsieur CONTASSOT, nous avons fait toutes les vérifications juridiques - je pense qu'il y a de très bons juristes dans cette Ville, en tout cas nous sommes entourés de ces experts juridiques - et cette proposition d'aller jusqu'à quatre-vingt-dix-neuf ans n'a pas été faite en l'air, elle a été faite sur la base du droit, et du droit que nous pouvons pratiquer.

Donc, je voudrais là aussi rétablir cet élément.

Puis, sur le montant de la redevance, je crois, et cela a bien été dit également par Claude GOASGUEN tout à l'heure, il s'agit de la Fédération française de tennis : 80 % des recettes du tournoi sont redistribuées auprès des ligues et des clubs. Donc, les fédérations de sports ont un rôle, une mission de service public. C'est aussi en tenant compte de cette mission de service public que cette proposition leur a été faite.

Voilà, mes chers collègues, je ne voudrais pas être beaucoup plus longue, mais souligner, au-delà du fait qu'un groupe de la majorité et l'élu du MoDem considèrent que ce projet ne leur convient pas, je constate quand même une très grande majorité de notre Assemblée pour dire que nous sommes attachés à ce tournoi, que ce tournoi fait partie de l'identité de Paris, que nous voulons lui donner toute sa force, et qu'en plus la force que l'on va donner au tournoi sera aussi un plus pour les Parisiens, pour les amateurs du site d'Auteuil, et notamment pour les amateurs de botanique. Pour le prix d'un billet de tennis, vous pourrez aussi participer et voir ce paysage magnifique de la nouvelle serre de Marc MIMRAM où on pourra enfin voir des espèce qui aujourd'hui, je suis désolée, ne sont pas visibles et accessibles au public.

Donc, merci, mes chers collègues, de soutenir avec autant de force ce projet.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche, Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Jean VUILLERMOZ ?

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Je vais être très court, puisque je crois que l'essentiel a été dit et que le débat a montré les oppositions qu'il pouvait y avoir.

D'ailleurs, de ce point de vue, j'ai un adversaire en moins sur un dossier sportif, ce qui est quand même une bonne chose.

Il en reste un, "Les Verts"...

M. LE MAIRE DE PARIS. - Est-ce que vous pourriez écouter, s'il vous plaît ? C'est incroyable, on n'écoute pas l'expression de la Majorité. L'Exécutif, quoi !

Jean VUILLERMOZ ?

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, rapporteur. - Je disais simplement que j'avais un adversaire en moins sur un dossier sportif, je m'en réjouis pour celui-là. Je sais que l'on retrouvera des oppositions à Droite.

Il en reste un, "Les Verts", qui sont passés E.E.L.V.A.

Je reviendrai peut-être d'un mot sur le fond, mais je crois qu'il y a quand même un problème particulier chez "Les Verts", c'est qu'ils sont opposés frontalement au sport de haut niveau et qu'ils ne veulent pas admettre que le sport de haut niveau fait partie intégrante du sport en général et qu'il participe au développement du sport de proximité.

Je veux confirmer que les photos - parce que cela a été dit tout à l'heure, je l'ai entendu - qui ont été montrées sont les bonnes photos et qu'au niveau des serres, la situation aujourd'hui sera nettement améliorée…

M. Yves CONTASSOT. - C'est faux !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je donne raison publiquement à Jean VUILLERMOZ. C'est vrai !

M. Yves CONTASSOT. - Vous n'y avez jamais mis les pieds, on y va quand vous voulez avec la presse !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Il raconte n'importe quoi !

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, rapporteur. - Je veux simplement dire…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Une seconde, cela ne sert à rien de crier, d'autant que la presse a déjà été conviée sur place à visiter et à voir les choses.

M. Yves CONTASSOT. - Allons-y ensemble. On verra si ce sont les serres chaudes ou non.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Pourquoi ? Parce qu'ensemble cela change de nature ?

N'importe quoi !

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, rapporteur. - Le problème, ce n'est pas que ce sont des serres chaudes. On a montré les bonnes photos.

Je voudrais simplement dire deux choses. Premièrement, je veux remercier tous ceux qui ont travaillé à ce beau projet, ici à l'Hôtel de Ville et à la Fédération française de tennis, qui améliorera aussi bien Roland Garros, tel qu'il est aujourd'hui et, tel qu'il sera demain, ce sera plus beau et ce sera mieux pour tout le monde.

Je veux aussi dire que cela améliorera les serres.

Je me félicite que l'on ait pensé à conserver - je me suis battu un peu pour cela - le sport de proximité, notamment sur le stade Georges Hébert, puisque c'était une demande et il était évident qu'il fallait y répondre.

De ce point de vue, il faut réaffirmer que les deux gymnases qui sont à l'heure actuelle sur le Fonds des Princes seront reconstruits sur Georges Hébert, qu'il y aura une petite piste d'athlétisme, telle qu'elle est en gros aujourd'hui, sur Georges Hébert, et qu'il y aura donc une amélioration aussi pour les scolaires et pour les jeunes du 16e arrondissement, avec les trois terrains de grands jeux, qui seront aménagés sur les pelouses d'Auteuil, dont le terrain de football et la piste d'athlétisme de six couloirs, seront aménagés et disponibles dès septembre 2011.

Donc, c'est vraiment quelque chose de positif parce que cela améliore évidemment le sport de haut niveau, pour le tennis et Roland Garros, et cela améliore aussi le sport de proximité dans le 16e arrondissement, dans cette partie de Paris.

Alors, je voudrais simplement finir en disant ce que j'ai dit samedi dernier, lors de notre présentation devant la Fédération française de tennis : oui, Paris et le tennis, Roland Garros et Paris, c'est une vieille histoire d'amour. Il y a aujourd'hui 41.000 licenciés dans 180 clubs ce qui fait de cette discipline sportive, le sport le plus pratiqué à Paris.

Je suis persuadé que Roland Garros y est pour beaucoup.

Roland Garros fait totalement partie intégrante de Paris. Il fallait trouver le moyen de répondre aux demandes d'amélioration et de modernisation de Roland Garros. Nous l'avons fait, nous le faisons, il y a maintenant un bon projet.

Je vais finir comme j'ai fini l'autre fois : Mesdames et Messieurs, continuons encore pendant longtemps cette belle histoire d'amour. Vous avez la possibilité de le faire en votant ce vœu et, demain, on dira : "Quelle belle compétition dans un lieu magnifique !"

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche, Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

M. LE MAIRE DE PARIS. - J'avais envie d'ajouter quelque chose, mais la conclusion de Jean résume tout.

Chers amis, un scrutin public ?

(Approbation de M. GAREL).

D'accord, si tu veux le dire, dis-le, mais je m'apprêtais à le faire.

M. Sylvain GAREL. - Nous allons demander sur les deux vœux qui vont être présentés, le vôtre et le nôtre, un scrutin public et j'espère que l'on aura l'occasion de tous aller sur les serres d'Auteuil pour voir exactement ce qu'il en est.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Les visites guidées, quand vous voulez.

S'il vous plaît !

Je vais donc organiser tout d'abord le vote sur le vœu n° 87, le mien, par scrutin public comme vous l'avez souhaité.

Si vous souhaitez un scrutin public sur le vôtre, après, libre à vous, mais franchement, c'est juste pour nous faire perdre du temps.

Comme vous voulez, c'est de droit, je n'en comprends pas bien la logique mais vous m'expliquerez après.

Pas tout de suite !

Le scrutin public va donc intervenir par voie électronique. Je vous demande d'être tous à votre place pour pouvoir voter. Je pense que les cartes nominatives vous ont été distribuées par les secrétaires de vos groupes.

Chaque conseiller vote de sa place avec la carte qu'il doit introduire en l'inclinant en biais.

S'il dispose d'une procuration, il vote de la même façon.

Je vous rappelle que nul ne peut être porteur de plus d'un pouvoir écrit.

Avez-vous vérifié les pouvoirs écrits, Madame la Secrétaire générale du Conseil ? Tout est en ordre, il n'y a pas de contestation, tout est "clean" ? Bien.

Les pouvoirs, c'est réglé pour tout le monde ?

Avant d'ouvrir le vote, sur les pouvoirs, est-ce que tout est réglé ?

Il semble qu'il manque les pouvoirs de l'U.M.P., peut-être n'y en a-t-il pas. Y a-t-il des pouvoirs de l'U.M.P. ? Auquel cas, vous nous les donnez.

Je ne veux pas ouvrir le vote tant que ce n'est pas clair.

Cher Monsieur DESTREM, vous avez été sage jusqu'ici, restez-le ! Cela vous va bien, d'être sage.

Les procurations de l'U.M.P. n'étaient pas encore là. Voilà !

Chers collègues, est-ce que, maintenant, on est sûr de toutes les procurations ? Tout est bien en ordre ?

Impeccable, me dit-on.

(Les cartes sont distribuées).

Je mets donc aux voix, au scrutin public, le vœu n° 87.

Le scrutin est ouvert.

(Il est procédé au vote par voie électronique).

Un peu de silence, s'il vous plaît, pas de désordre pendant les votes.

Est-ce que tout le monde a voté, personne n'a oublié de voter ?

Monsieur DAGNAUD, responsable des travaux du Conseil de Paris.

M. DAGNAUD a un problème ?

C'est bon, c'est terminé ?

(Les votes sont recueillis électroniquement).

Le scrutin est clos.

J'annonce les résultats :

Ont participé au vote : 153

Pour : 141

Contre : 12

Abstention : 0

NPPV : 1

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche, Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

Le vœu est adopté. (2010, V. 327).

(Voir annexe n° 4).

Pour passer au vote électronique sur l'autre vœu, faut-il enlever la carte ou peut-on la laisser dedans ?

On peut la laisser dedans.

Du sang-froid !

(Rires dans l'hémicycle).

Du calme ! Vous êtes fatigant !

Je vais mettre aux voix maintenant…

30 secondes !

Le vote n'est pas ouvert, ne vous fatiguez pas.

(Mouvements divers dans l'hémicycle).

Chers collègues, du silence ! S'il vous plaît !

Il y a encore une séance ce soir et demain.

S'il vous plaît, du silence !

Je vais ouvrir le scrutin sur le vœu n° 88 du groupe E.E.L.V.A., qui a un avis défavorable de l'Exécutif.

Qu'est-ce qu'il y a ?

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe. - C'est marqué 87.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Celui qui a été adopté, c'était le n° 87, donc il faut que l'électronique ne marque plus 87, c'est fini.

Je voudrais qu'on passe bien au 88 écrit là. Sinon, il va y avoir de bons petits camarades qui vont dire : "Oui, mais on a gagné !"

Monsieur de la machine, aidez-moi, je vous en supplie !

C'est bien le n° 88 que je vais mettre aux voix.

(Mouvements divers dans l'hémicycle).

Ecoutez-moi bien : le vœu n° 88 est celui du groupe E.E.L.V.A. Il y a un avis évidemment défavorable de l'Exécutif, donc je vous invite plutôt à voter contre.

Le scrutin est ouvert.

(Il est procédé au vote).

Est-ce que tout le monde a voté ? Oui ?

(Les votes sont recueillis électroniquement).

Le scrutin est clos.

J'annonce les résultats :

Ont participé au vote : 154

Pour : 12 voix

Contre : 142

Abstention : 0.

Le vœu n° 88 est rejeté.

(Voir annexe n° 5).

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche, Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

Chers collègues, ceux qui veulent s'absenter le font discrètement.

Un petit coup de cloche et nous repassons en Conseil général.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à dix-sept heures trente-cinq minutes, est reprise à dix-neuf heures trente-cinq minutes, sous la présidence de M. François DAGNAUD, adjoint).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons maintenant en formation de Conseil municipal.

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal dans divers organismes.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je vous propose de procéder à la désignation, au scrutin secret, des représentants suivants au sein des organismes ci-après :

Jury appelé à procéder à la sélection du maître d'œuvre qui sera chargé de la construction d'une salle de sport et de locaux annexes et mise en accessibilité de l'école élémentaire sise 16-20, rue Julien-Lacroix (20e) (R. 41) :

Titulaires :

- Mme Colombe BROSSEL,

- M. Julien BARGETON,

- M. Pierre MANSAT,

- Mme Anne-Constance ONGHENA,

- Mme Claude-Annick TISSOT.

Suppléants :

- Mme Virginie DASPET,

- Mme Frédérique CALANDRA,

- Mme Fabienne GIBOUDEAUX,

- M. Jean-Jacques GIANNESINI,

- Mme Delphine BURKLI.

Commission relative aux concessions d'aménagement prévue aux articles R. 300-9 et R. 300-11-2 du Code de l'Urbanisme (R. 42) :

Titulaires :

- M. Bernard GAUDILLÈRE,

- M. Philippe DUCLOUX,

- Mme Pauline VÉRON,

- M. Gauthier CARON-THIBAULT,

- Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE,

- Mme Brigitte KUSTER,

- Mme Roxane DECORTE.

Suppléants :

- M. Jean-Pierre CAFFET,

- Mme Anne HIDALGO,

- Mme Camille MONTACIÉ,

- M. Jean-Yves MANO,

- M. Jean-Pierre LECOQ,

- M. Michel DUMONT,

- Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN.

Y a-t-il d'autres candidatures ?

Il n'y en a pas.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis).

Vœu déposé par les groupes de la majorité municipale relatif au financement des associations et au retrait de la circulaire du 18 janvier 2010.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Chers collègues, le vœu n° 69 a été déposé par les groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et des élus du Parti de Gauche et E.E.L.V.A. et il va être présenté par Alain LHOSTIS.

Hamou BOUAKKAZ lui répondra.

Ce n'est pas une obligation Alain, on l'a sous les yeux, donc on peut répondre directement.

M. Alain LHOSTIS. - Je crois que le vœu se suffit à lui-même. Il met en cause une directive européenne qui a été traduite par une circulaire de l'État et qui assimile les missions des associations à but non lucratif à des activités commerciales et, évidemment, il y a là une grave remise en cause des associations. A plusieurs reprises dans notre arrondissement, nous nous mobilisons autour de cette question et nous avons émis le vœu que le Maire de Paris saisisse le Gouvernement, le Premier Ministre, pour que cette circulaire soit rapportée.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Hamou BOUAKKAZ, pour répondre aussi rapidement ?

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, nous fêterons l'année prochaine les 110 ans de la loi de 1901 sur la liberté d'association. Cet anniversaire aurait dû être fêté dans l'allégresse si j'en crois les propos laudatifs que vous avez tous tenus lors des votes des différentes subventions auxquels nous avons procédé.

Malheureusement, tout porte à croire qu'elle sera une année de lutte acharnée des associations pour leur survie, à l'instar des associations du 10e dont Alain LHOSTIS vient de parler.

La circulaire trahit la loi de 1901. Elle impose aux associations d'être rentables, au même titre que les entreprises, alors même qu'elles sont les premières, et souvent les seules, à investir des domaines qui ne sont, par définition, pas rentables.

D'ailleurs, l'article 1er de la loi de 1901 stipule que l'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun leurs connaissances ou leurs activités dans un but autre que de partager des bénéfices.

Que serait, mes chers collègues, la vie de ce pays, sans le secteur associatif ? Que serait la vie des personnes handicapées ? Que serait la vie des personnes en urgence sociale, des exilés…

La circulaire du 18 janvier 2010 bafoue cet article et bâillonne la liberté associative.

Sous couvert de clarification, elle a une apparence : la nécessité de transposer la réglementation communautaire des aides d'État en droit français, mais, le Premier ministre l'a reconnu, l'Union européenne laisse un rôle essentiel et un large pouvoir d'appréciation aux Gouvernements nationaux dans cette transposition.

Elle a donc une réalité, un parti pris idéologique : asphyxier le monde associatif, dont les spécificités sont incompatibles avec le credo, j'allais dire la chahada, de ce Gouvernement : Dieu est l'argent et le marché est son prophète.

Ce choix, ce parti pris idéologique, se double d'un mépris envers les législateurs, puisqu'en vertu de notre Constitution, article 88 alinéa 4, l'application d'une directive européenne relève du pouvoir législatif et non de l'exécutif.

Par ailleurs, cette circulaire participe d'une politique plus générale de fragilisation du monde associatif et des collectivités territoriales qui en sont le soutien essentiel.

La réforme des collectivités territoriales acte 1 de la recentralisation et la suppression de la taxe professionnelle impactent directement leurs compétences et leurs ressources, et menacent le subventionnement du monde associatif.

En conclusion, mes chers collègues, ce vœu fait le constat, que je partage, d'un monde associatif pris en tenaille par les décisions du Gouvernement : la corde, c'est la circulaire, le noeud coulant, c'est la loi sur les collectivités territoriales.

Vous ne serez donc pas surpris que je donne un avis favorable à ce vœu. J'espère d'ailleurs qu'il va être voté à l'unanimité parce que je vous donne un soutien de poids en la personne de M. SARRACANIE, que vous connaissez tous, adjoint au Maire du 15e, chargé de la vie associative et qui fut le directeur de la vie associative de notre collègue Jean-François LAMOUR, qui m'a dit qu'il était sur notre position sur ce vœu. J'espère donc qu'il sera voté à l'unanimité. Nous sommes au mois de décembre, libre à moi de croire au Père Noël !

Merci, mes chers collègues.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous y croyons avec vous ! Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Pas d'avis contraires ?

Pas d'abstentions ?

Noël est bientôt là, en effet.

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2010, V. 319).

Merci, Hamou.

2010, PP 74 - Modification de la délibération n° 2002 PP 38 des 18 et 19 mars 2002 modifiée portant fixation du régime indemnitaire des agents de surveillance de Paris.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous poursuivons avec l'examen du projet de délibération PP 74.

En l'absence excusée de Georges SARRE, c'est notre collègue Christophe GIRARD qui va livrer la réponse de l'Exécutif.

Mais auparavant, Ian BROSSAT puis Laurence DOUVIN sont inscrits.

Ian BROSSAT, vous avez la parole.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous avons tous découvert ce projet de délibération qui fait beaucoup parler de lui ces derniers jours. De quoi s'agit-il ?

Il s'agit d'attribuer une prime au mérite aux A.S.P., aux agents de surveillance de Paris, à 800 parmi ceux et celles qui occupent ce poste, 800 sur 2.000.

Quel est le risque ? Le risque, tout simplement, c'est qu'il s'agisse, en réalité, d'une prime indexée sur le nombre de P.V. qui seront réalisés.

Alors, évidemment, j'anticipe par avance les objections qu'on nous fera, on nous expliquera que ce n'est pas le cas, sauf que les critères qui prévalent en matière d'attribution de cette prime sont tellement flous que le risque est que le seul jugement objectif que l'on pourra avoir, ce sera précisément le nombre de contraventions qui seront faites.

Tout cela risque d'engendrer quoi ? Cela risque d'engendrer une multiplication des conflits entre les pervenches, les agents de surveillance et les automobilistes qui seront verbalisés.

Parce qu'on sait que c'est un métier difficile, on sait que c'est un métier dans lequel régulièrement on subit les foudres d'automobilistes excédés. Le risque est précisément que ce projet de délibération qui, en réalité, valide un préjugé que les Parisiens ont déjà, c'est que cette situation engendre une multiplication de conflits. C'est la raison pour laquelle, pour ce qui nous concerne, nous rejetterons ce projet de délibération.

On aurait tout à fait pu imaginer qu'avec le reliquat de 350.000 euros que coûtera cette prime, on ait une prime qui soit distribuée à l'ensemble des agents A.S.P. de manière égalitaire. Je pense que cela aurait été plus juste et qu'on aurait, de cette manière-là, évité les effets tout à fait pervers que cette prime risque d'engendrer.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Madame DOUVIN ?

Mme Laurence DOUVIN. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, depuis trois ans, la rémunération des A.S.P. a augmenté. C'est bien, c'était nécessaire.

Aujourd'hui, il est proposé de poursuivre cet effort, comme pour les autres agents de la Fonction publique, sur le plan indemnitaire. Il va donc être introduit dans leur rémunération une part variable.

Nous en approuvons le principe et nous demandons à avoir la garantie que cette part variable ne soit pas de fait une prime au rendement à la verbalisation et nous demandons également de préciser les critères d'attribution de cette prime.

En effet, le stationnement, nous le savons bien, est un outil essentiel de la politique des déplacements. Le taux de verbalisation et le taux de recouvrement sont trop bas aujourd'hui et il nous paraît indispensable de le faire remonter, mais en verbalisant en priorité le stationnement dangereux et véritablement gênant.

J'en viens peut-être à ce qui est l'essentiel : réprimer les infractions, c'est bien, mais mettre à la disposition des Parisiens des places de stationnement en nombre suffisant, c'est mieux. Or, ce sont 45.000 places qui ont été supprimées depuis 2001. Est-ce qu'on peut croire que c'est de gaîté de cœur que les Parisiens tournent pendant plus d'une heure en rentrant chez eux pour se garer ?

La disposition des places de livraison la nuit apporte une bouffée d'air mais soyons lucides, ces places étaient déjà occupées auparavant. La différence est qu'aujourd'hui, elles peuvent l'être sans risquer l'amende.

A l'occasion de ce projet de délibération, je vais dire un mot des enlèvements et des mises en fourrière qui sont aussi liés au travail des A.S.P.

Dans une situation des plus tendues sur le stationnement, comme je viens de l'évoquer, nous souhaiterions ne plus voir les véhicules d'enlèvement suivre immédiatement ceux de conduite des agents de police verbalisateurs. Sachons rendre possible et même respectée la nécessité d'un arrêt de courte durée, s'il est urgent et s'il n'est pas dangereux. Un délai entre la verbalisation et l'enlèvement doit être respecté, nous déposerons au prochain Conseil un vœu à ce sujet.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Madame.

Pour vous répondre, Christophe GIRARD puis Renaud VEDEL.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au lieu et place de M. Georges SARRE, adjoint, au nom de la 5e Commission. - Mes chers collègues, Monsieur le Maire, en préambule, je voudrais rappeler ceci : les A.S.P. sont des personnels de la Préfecture de police, chargé certes d'effectuer des missions municipales, d'où le financement municipal voté en Conseil de Paris, mais dont la gestion relève du Préfet de police. C'est donc lui et lui seul qui a pris l'initiative et la responsabilité de cette prime modulable.

Alors, de quoi s'agit-il exactement, mes chers collègues ?

Le Préfet de police souhaite un outil supplémentaire pour accompagner le corps des agents par l'instauration d'une réserve d'objectifs dans leur régime indemnitaire, répartis en fonction de leur manière de servir. Leur objectif est de motiver leurs agents qui font face à des conditions de travail souvent difficiles, je peux dire pénibles.

Nous vous précisons que l'ensemble des autres corps de la Préfecture de police bénéficient d'ores et déjà d'une réserve d'objectifs.

Afin que nous délibérions ici de ce projet, Georges SARRE s'est assuré :

- que pas un agent ne perdra le moindre euro de rémunération avec cette prime, qui vient s'ajouter à leur rémunération antérieure. Ceux qui n'auront pas cette prime ne perdront rien et gagneront même la petite part fixe.

- qu'il n'y aura pas et qu'il n'y aura aucun objectif chiffré de P.V. L'évaluation tiendra compte de la polyvalence des agents qui surveillent aussi les sorties d'école, les "Paris Respire", verbalisent les désordres de l'espace public, etc., mes chers collègues, et de la qualité de leurs P.V., bien entendu.

Cette politique s'inscrit dans le cadre d'une valorisation du métier d'agent après une phase quantitative de recrutement, pour atteindre le plafond d'emploi budgété. Cette valorisation se traduit notamment par des nouvelles tenues, demandées par les syndicats - ils pourraient demander à des créateurs de mode, d'ailleurs !

(Rires dans l'hémicycle).

… et que j'ai personnellement soutenu, des appareils modernes, une formation accrue, une évaluation de leur formation initiale.

En outre, si les P.V. au stationnement ne sauraient faire l'objet d'une politique du chiffre, on ne peut pas pour autant disqualifier par principe l'action verbalisatrice et donc la recherche d'efficience de celle-ci, sauf à remettre en cause le principe du stationnement payant et qui ne gêne pas la circulation.

La verbalisation et l'ensemble des autres missions des agents sont un service rendu à l'usager.

Je termine en rappelant que la Ville n'est pas intéressée financièrement par les P.V. - enfin, elle serait intéressée… mais c'est ce qu'il a écrit !

(Rires dans l'hémicycle).

… le produit des amendes est dérisoire et plutôt fléché vers le S.T.I.F.

Cela, c'est Mme LEPETIT !

En revanche, il faut effectivement faire augmenter le taux de respect du stationnement payant et faire reculer le stationnement gênant pour un bon ordre de l'espace public.

Je vous remercie, Monsieur le Maire, mes chers collègues et Monsieur le Préfet.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Christophe, de cette présentation convaincante !

(Applaudissements sur tous les bancs de l'Assemblée).

Renaud VEDEL, pour compléter la réponse de Christophe GIRARD ?

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire.

Au sujet des agents de surveillance de Paris, Monsieur le Maire, tout d'abord, je voudrais rappeler que la répression du stationnement est une mission de service public noble et nécessaire à l'équilibre urbain d'une ville comme Paris, car, et bien évidemment, elle a pour objectif principal, d'une part, d'assurer les recettes municipales de stationnement et évidemment aussi d'assurer une rotation, une vacuité des emplacements pour que les Parisiens concrètement puissent faire les démarches nécessaires dans leur vie quotidienne.

Si on parle du métier des agents de surveillance de Paris en général, tout d'abord, effectivement Mme DOUVIN l'a rappelé, cette proposition s'inscrit dans une stratégie de revalorisation du métier sur plusieurs années. Ces agents, qui ont un salaire modeste, ont vu leur rémunération indiciaire et indemnitaire progresser de 15 % en trois ans. La plupart des primes existantes sont fixes, je le rappelle.

Alors, ramenons la question à de justes proportions. La proposition qui vous est faite est d'introduire, comme dans toutes les administrations, et c'est le cas dans l'ensemble des corps de la PP actuellement, aussi bien administratifs que policiers, une petite part de modulation qui représentera à peine 1 % du salaire annuel, ce qui montre le caractère très encadré et très limité de cet outil. Cela permettra aussi à l'encadrement de pouvoir mieux reconnaître la motivation et l'engagement des agents qui s'investissent.

On se focalise aujourd'hui sur la question du stationnement payant mais il faut rappeler, et cela a été fait d'ailleurs, que les A.S.P. exercent bien d'autres missions au profit des Parisiens : des missions de régulation de la circulation au carrefour, des missions de surveillance des points écoles, des surveillances de "Paris respire" le dimanche et les jours fériés, et aussi des missions d'accueil du public dans les préfourrières et, enfin, des missions administratives dans la gestion de la chaîne.

Il est d'ailleurs tout à fait important de noter que nous sommes engagés dans une procédure de modernisation des processus de traitement des amendes, pour substituer des agents, sur une tâche qui a peu de valeur ajoutée, à de la technique, et justement profiter de pouvoir utiliser les agents sur la voie publique et dans des mission qui ont une plus-value avec le public.

J'en viens maintenant aux critères. Je leur ai dit de la manière la plus claire : il n'y aura pas de quotas de procès-verbaux dans l'évaluation de la manière de servir destinée à attribuer ces réserves d'objectifs.

Plusieurs types de critères ont été retenus. Selon une procédure qui valorise, d'une part, la polyvalence des missions, et M. BAUPIN avait longtemps insisté sur cette nécessité à Paris, également des missions d'efficacité administrative et de modernisation des méthodes de travail. Il y aura également la reconnaissance de l'encadrement opérationnel des équipes d'agents.

Enfin, je voudrais dire que nous avons pris des garanties afin qu'il n'y ait pas de dérives dans l'attribution de ces primes, puisque chaque chef de service devra explicitement et par écrit indiquer la raison du choix d'attribuer la part variable à un agent. Il y aura un double système de révision hiérarchique par le chef de vigie qui est un officier de police et le commandant en chef du service de voie publique.

Toutes les garanties sont prises pour qu'il n'y ait pas de dérives et que des quotas de P.V. ne servent pas à l'attribution de cette prime.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Avant de passer au vote, une explication de vote de Sylvain GAREL au nom de son groupe.

M. Sylvain GAREL. - Nous sommes un peu embêtés avec ce projet de délibération. On est pris entre deux contradictions. D'abord, nous sommes totalement opposés à ce qu'on donne des primes aux fonctionnaires, des primes individualisées.

Deuxièmement, nous pensions que cela allait permettre plus de procès-verbaux mais vous venez de nous dire le contraire. Si cela ne sert pas à mettre plus de procès-verbaux, nous allons voter contre, parce que le seul intérêt de ce projet de délibération est que cela mette plus de procès-verbaux et que cela empêche le maximum de voitures de stationner illégalement.

Si vous nous dites que ce ne sera pas le cas, nous allons être obligés de voter contre ce projet de délibération.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Ce sera peut-être mieux de contraventions.

Bien !

M. Sylvain GAREL. - Juste pour terminer sur ce point, la véritable façon de lutter contre le stationnement illicite à Paris, c'est d'augmenter le coût des contraventions : 11 euros est totalement insuffisant et il faut absolument que les contraventions soient au moins triplées pour que les gens respectent. 35 euros déjà, c'est vachement bien !

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Une dernière précision du Représentant du Préfet et on passe au vote.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Pour répondre à M. GAREL et lui permettre éventuellement de voter ce projet de délibération, je voudrais lui dire que le Préfet de police a constaté qu'avec plus de 5 millions de contraventions annuellement distribuées sur la question du stationnement payant et 80 % des contraventions dressées en France, il y a un volume qui est très significatif.

La question n'est pas de savoir si on va en mettre 200.000 de plus, mais la question est de savoir si on va porter à un niveau plus dissuasif l'amende. Le Préfet de police, il y a déjà dix-huit mois, a saisi le Gouvernement de cette question, qui a commencé à travailler puisque ceci a été débattu au Comité des finances locales et au Parlement.

Le Gouvernement s'est engagé à revaloriser le montant au cours de l'année 2011 au premier trimestre. Je pense que ce sera le cas.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci de ces précisions.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération PP 74.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, PP 74).

Je vous remercie.

Vœu relatif à l'implantation de la vidéoprotection dans les équipements municipaux et les parties communes des ensembles immobiliers déposé par le groupe U.M.P.P.A.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous poursuivons avec l'examen du vœu n° 70 relatif à l'extension du dispositif de vidéoprotection, que Mme DOUVIN nous présente dans la minute réglementaire, et Christophe GIRARD répondra.

Mme Laurence DOUVIN. - Monsieur le Maire, mes chers collègues.

Considérant l'efficacité de la vidéoprotection et le plan de 1.000 caméras à Paris mis en œuvre par la Préfecture de police,

Considérant aussi que les événements de nature à troubler la tranquillité publique ont malheureusement augmenté de plus de 15 % en 2009 et les agressions physiques commises contre les agents municipaux de plus de 20 %,

Considérant aussi la possibilité offerte par la Loppsi 2 aux propriétaires et exploitants d'immeubles collectifs à usage d'habitation de transmettre les images des caméras installées dans les parties communes des immeubles lorsque les circonstances font redouter la commission d'atteintes aux biens ou aux personnes,

Considérant enfin la complémentarité du P.V.P.P. avec la vidéoprotection dans les équipements municipaux et les parties communes des ensembles immobiliers et sociaux qui le nécessitent,

Nous demandons que le Maire de Paris engage les études nécessaires à l'implantation de caméras dans les équipements publics municipaux et qu'il demande aux bailleurs sociaux d'étudier cette même implantation de caméras dans les parties communes des ensembles immobiliers sociaux qui le nécessitent.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Madame.

M. Christophe GIRARD a la parole.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Madame la Conseillère, Madame DOUVIN, un dernier Conseil de Paris en tant qu'adjoint au Maire sans un vœu de Philippe GOUJON, cela aurait été un peu comme un dernier jour de ski à Saint-Moritz sans la neige !

(Rires dans l'hémicycle).

Et de quoi parle M. GOUJON ? Devinez ! De la prévention via l'école de la République ? Nenni ! De l'apprentissage de la citoyenneté ? Niet ! De la police de proximité ? Nada ! De caméras ! C'est un peu obsessionnel, Monsieur GOUJON, chers collègues, mais vous peaufinez votre image de "Monsieur Plus" de la vidéo et je ne saurais vous priver de cette posture, Monsieur.

Déjà, vous demandiez naguère au Préfet de police un deuxième plan "1.000 caméras" ; aujourd'hui, il faut truffer les équipements municipaux de caméras comme on truffe la dinde et le foie gras en Périgord.

Comme aurait dit Coluche, "jusqu'où s'arrêtera-t-il ?"

(Rires dans l'hémicycle).

Sérieusement, Madame DOUVIN, si vous pouviez répéter à M. GOUJON : là où elle est nécessaire, nous ne répugnons pas, vous le savez, à utiliser la vidéo.

Comme maire du 11e arrondissement, avant même d'être Adjoint à la sécurité de Bertrand DELANOË, Georges SARRE avait demandé et obtenu la vidéoprotection du gymnase Maurice-Berlemont, rue de l'Orillon, et ce n'est pas le seul exemple.

Seulement, pour nous, Madame DOUVIN, il faut répondre précisément à des besoins précis, au cas par cas, et pas sauter comme un cabri en criant : "Vidéo, vidéo, vidéo !" Nom d'une pipe !

Je vous ferai remarquer de surcroît que pas une caméra du plan de vidéoprotection pour Paris, hormis les 30 juniors, les sauvageons, n'est à ce stade sortie de terre. A fortiori, le transfert des images (20 %) que la Ville pourra utiliser n'est donc pas opératoire.

Alors, de grâce, Monsieur GOUJON, de grâce, Madame DOUVIN, attendez celles-ci et leurs images, y compris à proximité des équipements municipaux, pour savoir s'il faut installer d'autres caméras !

Mais, rassurez-vous, chers collègues, non seulement je vous rappelle que le Maire de Paris, que vous voudriez faire passer pour un irresponsable, a précisément… Ça, on a coupé !

(Rires dans l'hémicycle).

Enfin, pour ce qui concerne les parties communes des immeubles, vous savez pertinemment, Madame DOUVIN, qu'il s'agit d'une responsabilité des bailleurs, en concertation avec les locataires.

Pour ma part, je suis très favorable à ce que la vidéoprotection, "surveillance" dirait le président GAREL, se développe dans les parkings, mais en lien avec le G.P.I.S., car seule une articulation entre vidéoprotection et forces d'intervention est vraiment efficace et, là encore, Madame DOUVIN, Monsieur GOUJON, Monsieur le député maire, il faut faire du cas par cas selon les besoins.

Je vous remercie, mes chers collègues, je vous remercie, Madame la Conseillère, Madame DOUVIN, d'avoir remplacé M. le député maire, M. Philippe GOUJON, ancien adjoint à la sécurité dans une précédente mandature.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Madame DOUVIN souhaitait répondre à Georges SARRE, je crois.

Mme Laurence DOUVIN. - C'est juste une question que je voulais poser : sur un sujet aussi sérieux, est-ce du SARRE ou du GIRARD ?

M. Patrick KLUGMAN. - Parfois le SARRE se glisse dans le GIRARD…

(Rires dans l'hémicycle).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - On va essayer de terminer honorablement.

Le vote.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par le groupe U.M.P.PA. assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Le groupe U.M.P.P.A.

Qui est contre ?

Abstentions ?

Donc, le vœu est repoussé.

Vœu relatif aux horaires des vacataires des "Points écoles" déposé par le groupe U.M.P.P.A.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous poursuivons avec l'examen des vœux nos 71 et 71 bis, présenté par le groupe U.M.P.P.A., sur la gestion des "Points écoles".

Mme DOUVIN à nouveau, et Christophe GIRARD, à nouveau, répondra en présentant le vœu n° 71 bis.

Madame DOUVIN, vous avez la parole.

Mme Laurence DOUVIN. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, il s'agit de la surveillance des "Points écoles". Comme vous le savez, elle est confiée à des vacataires. La convention qui lie la Ville de Paris avec ces vacataires prévoit quatre créneaux horaires dans la journée, mais ne permet pas de surveillance le soir.

Or, nous avons affaire à une demande croissante des associations de parents d'élèves et des directions des écoles pour une surveillance des "Points écoles" aux alentours de 18 heures.

C'est pourquoi nous demandons que cette convention liant la Ville de Paris avec les vacataires soit revue pour permettre un étalement des horaires de surveillance, en particulier le soir aux alentours de 18 heures.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Madame.

M. Christophe GIRARD a la parole.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Mes chers collègues, chère Madame DOUVIN, Paris compte 660 écoles publiques, dont 322 maternelles et 328 élémentaires, qui accueillent plus de 136 élèves.

Depuis 1998, la Ville de Paris a pris à sa charge, par le biais d'une convention, une mission de circulation incombant à la Préfecture de police, la surveillance des traversées piétonnes aux entrées et sorties de certaines écoles.

Ces "Points écoles" sont classés par ordre de dangerosité par la Préfecture de police avant chaque rentrée scolaire selon un référentiel qui prend en compte différents critères tels que la densité du trafic, la signalisation, les aménagements de voirie, etc.

En fonction du croisement de ces critères, il apparaît que certains "Points écoles" ne nécessitent aucune surveillance particulière.

Je vous demande le silence.

Monsieur LHOSTIS…

Il apparaît que certains "Points écoles" ne nécessitent aucune surveillance particulière tandis que d'autres doivent au contraire faire l'objet d'une surveillance humaine.

À ce jour, la Ville de Paris assure, grâce à des personnels vacataires, la surveillance humaine de 294 "Points écoles", dont 55 nouveaux points créés à la rentrée 2010.

À ce propos, Monsieur le Préfet de police, Georges SARRE le dit et le répète depuis qu'il est Adjoint à la sécurité, il est indispensable que la Préfecture de police surveille effectivement les siens, d'autant que la Ville finance 2.000 A.S.P.

Dans son programme électoral de 2008, "Paris un temps d'avance", le Maire de Paris a proposé que le nombre de "Points écoles" surveillés par la Ville de Paris soit porté à 500 d'ici 2014.

Alors, je vous remercie.

Je veux être sûr d'avoir tout dit et sur le vœu, il y a un vœu bis qui est présenté.

Et donc, je proposerai à Mme DOUVIN, si elle accepte ce vœu bis, de retirer le sien.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Il dit quoi ?

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Je vous propose donc, Madame la Maire, de retirer votre vœu au profit d'un vœu bis de l'Exécutif proposant d'une part que la D.P.P. et la DASCO, j'associe donc Mme BROSSEL, établissent un diagnostic fin des besoins et que d'autre part, la D.P.P. réponde aux besoins diagnostiqués.

Vous avez compris ?

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - C'est très clair.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - C'est très bien.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - C'est parfait, c'est limpide.

Madame DOUVIN, est-ce que vous saisissez la proposition ?

Mme Laurence DOUVIN. - Si j'ai bien compris, si la D.P.P. doit effectivement faire un diagnostic, considérer les besoins et prendre les mesures en fonction des besoins, je retire mon vœu.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Je prends acte du retrait du vœu n° 71.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu de l'Exécutif avec le soutien a priori unanime du Conseil.

Qui est pour ?

Pas d'oppositions ?

Abstentions ?

Le vœu est donc adopté. (2010, V. 320).

Vœu en opposition à la suppression programmée de la HALDE déposé par le groupe PCF/PG.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Chers collègues, je vous propose de terminer rapidement avec l'examen des deux vœux qui sont inscrits en 6e Commission, rapportés par Yamina BENGUIGUI.

Le premier, le n° 72, relatif à la suppression programmée de la Halde, a été déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, et c'est Alexis CORBIÈRE qui nous le présente en une minute, et Yamina BENGUIGUI répondra en présentant le n° 72 bis présenté par l'Exécutif.

M. Alexis CORBIÈRE a la parole.

M. Alexis CORBIÈRE. - Une minute pour un sujet important, du moins pour la majorité, mais j'espère que nos collègues de l'opposition auront une position convergente à la nôtre.

La Halde a son utilité. Elle a montré par son existence et ses prises de positon toute l'importance qu'il y avait à ce qu'elle existe.

Le nombre de cas soumis à la HALDE n'a cessé d'augmenter depuis sa création. Nous sommes passés de 1.500 cas en 2006 à plus de 10.700 cas en 2009.

Et vous le savez, décision a été prise de supprimer cette instance. C'est pourquoi l'objet de ce vœu est de demander à ce que le Conseil de Paris exprime sa plus ferme opposition à ce projet de suppression programmée de la Halde, et demande au Maire d'intervenir auprès du Gouvernement pour exiger son maintien. Je précise que c'est ma collègue Danielle SIMONNET qui devait présenter ce vœu et qui y a beaucoup travaillé.

Merci.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Mme Yamina BENGUIGUI a la parole.

Mme Yamina BENGUIGUI, adjointe. - Il est du devoir de Paris d'être la sentinelle du respect de l'intégrité et de la dignité de tous les citoyens à l'heure où elles sont plus que jamais menacées.

Le Premier ministre a annoncé dans son discours de politique générale que la loi organique sur le Défenseur des droits, votée au Sénat en juin, sera inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale début 2011 pour une mise en place au printemps.

La création du Défenseur des droits, qui prévoit l'intégration des missions de la HALDE au même titre que quatre autres autorités - le médiateur de la République, le Défenseur des enfants, la Commission nationale de déontologie de la sécurité, le Contrôleur général des lieux de privation de liberté - ne peut que conduire à une diminution drastique de ses moyens, de son périmètre d'intervention, et de la lisibilité de ses actions.

Il faut rappeler que la HALDE, instaurée en 2004 suite à la mobilisation conjointe des associations luttant contre les discriminations et des organisations syndicales, a très largement démontré qu'elle a fait reconnaître une vision globale, non parcellaire ou hiérarchisée, des discriminations.

Elle contribue à combattre, mais également à prévenir dans notre société les 18 discriminations prohibées par la loi : l'âge, le sexe, l'origine, la situation de famille, l'orientation sexuelle, les moeurs, la caractéristique génétique, l'appartenance vraie ou supposée à une ethnie, une nation, une race, l'apparence physique, le handicap, l'état de santé, le patronyme, les opinions politiques, les convictions religieuses, les activités syndicales, l'état de grossesse.

Les instances nationales et internationales comme le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale de l'O.N.U., ou la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance se sont elles-mêmes inquiétées de l'intégration de la HALDE au Défenseur des droits.

L'intégration de la HALDE au Défenseur des droits entraînerait une perte de repères inacceptable pour les victimes, alors que l'augmentation continue du nombre de plaintes (1.500 plaintes en 2006 contre 10.700 en 2009) a démontré son audience grandissante dans l'opinion et son efficacité.

Ce vœu de l'Exécutif est présenté suite au vœu déposé par le groupe Communiste et élu(e)s du Parti de Gauche.

Pour toutes ces raisons, le Conseil de Paris exprime sa ferme opposition à la réforme législative en cours et demande au Gouvernement que la Halde ne soit pas intégrée au Défenseur des droits, mais conserve son périmètre d'intervention et sa pleine et entière autonomie pour la reconnaissance des victimes qui souffrent de toute forme de discrimination en France.

Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Est-ce que le vœu n° 72 est retiré au profit du 72 bis ?

M. Alexis CORBIÈRE. - C'est bien ce que j'avais compris au début.

Nous soutenons bien entendu le vœu brillamment présenté par notre collègue et nous retirons de fait le nôtre.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est donc adopté. (2010, V. 321).

Je vous remercie.

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la prostitution dans le 18e.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous terminons avec l'examen du vœu n° 73 présenté par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, par la voix de Myriam EL KHOMRI, à laquelle Fatima LALEM répondra.

Mme Myriam EL KHOMRI, adjointe. - Merci, Monsieur le Président.

Je voudrais présenter ce vœu au nom de l'ensembles des élus socialistes du 18e arrondissement mais également des élus de "Europe Ecologie - Les Verts et apparentés" et des élus communistes.

Je regrette que nos collègues U.M.P. du 18e arrondissement ne soient pas en séance à cet instant pour pouvoir également porter ce vœu.

Ce vœu, en destination bien évidemment de ma collègue Fatima LALEM mais également du représentant du Préfet de police, vise à vous faire part de la détresse, détresse de certaines femmes du 18e qui sont victimes de réseaux de traite, qui sont mises sur le trottoir par des réseaux organisés et mafieux, et également détresse de familles du 18e arrondissement et d'enfants qui sont confrontés à cette violence quotidienne.

En effet, il y a une recrudescence de la prostitution dans le 18e arrondissement sur les Maréchaux, mais également à Château Rouge - Goutte d'Or, et il s'agit véritablement de réseaux de traite, de réseaux internationaux et aussi de réseaux européens.

Il est difficile en une minute de parler de ce phénomène, mais il est évident qu'aujourd'hui, nous avons des femmes victimes à la fois de violences sexuelles mais également d'exploitation sexuelle et nous demandons donc que le Parquet de Paris et que le Préfet de police prennent la mesure de l'aggravation de cette situation et que nous mettions tout en œuvre pour les protéger, les protéger bien évidemment des réseaux qui les font passer de capitale en capitale, mais également que nous puissions mettre en œuvre et continuer -il s'agit aussi d'un appel au Préfet de Paris- toutes les actions d'accompagnement des personnes prostituées, nous devons tout mettre en œuvre pour les sortir des trottoirs parisiens.

Je le sais au titre de l'aide sociale à l'enfance, nous avons réussi à en mettre quelques-unes à l'abri.

Mais, aujourd'hui, le phénomène s'aggrave et les habitants et ces jeunes femmes en sont les premières victimes.

Nous vous demandons une grande vigilance et des actions quotidiennes par rapport à ce phénomène.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Pour vous répondre, la parole est à Mme Fatima LALEM puis à M. VEDEL.

Mme Fatima LALEM, adjointe. - Merci, Monsieur le Président et merci, Myriam, pour ce vœu.

Nous partageons tout à fait à la fois les préoccupations et le constat, et j'ai pu, en me rendant sur le terrain dans le 18e, d'ailleurs avec toi la nuit, voir quelles étaient à la fois la détresse de ces femmes et les nuisances occasionnées pour les riverains.

Nous partageons donc cette inquiétude.

Il y a un regain d'intensité et un redéploiement de la prostitution de rue. Je voudrais dire que cela interroge fortement les dispositifs mis en place par l'État.

Je m'interroge en particulier sur l'efficacité de la loi de 2003 et son volet relatif au racolage passif qui, à mon avis, non seulement n'a pas permis de lutter efficacement contre ce fléau, mais, d'une certaine façon, en favorisant une prostitution cachée derrière des officines commerciales, a fragilisé le travail de prévention des associations, sans diminuer la prévalence de la prostitution de rue.

Je voudrais dire cela aux collègues de l'U.M.P. qui sont en train de partir, et notamment à M. BOURNAZEL qui, hier, mettait en avant l'efficacité de cette loi et d'ailleurs créait une sorte de débat contradictoire entre l'action de la justice et celle de la police.

Notre interpellation concerne l'ensemble des instances, censées être en charge de ces problèmes au niveau de l'État, que ce soit la justice ou la police.

Je voudrais rappeler que, en ce qui nous concerne, depuis 2001, le Maire de Paris, bien que cela relève des prérogatives et de la compétence de l'État, a mobilisé des moyens très importants pour apporter un soutien régulier à de nombreuses associations qui agissent sur le terrain.

A titre d'exemple, en 2010, 14 associations spécialisées ont été subventionnées au titre de ma délégation, pour un montant total de 320.000 euros, dont "Médecins du Monde", "le Bus des Femmes", "l'Amicale du Nid" et bien d'autres, associations qui agissent à la fois pour l'accès au droit, pour la santé, pour l'insertion sociale et professionnelle et pour l'hébergement.

Nous assurons également de nombreuses actions de sensibilisation des acteurs, des professionnels de la DASES mais aussi des correspondants de nuit.

Nous avons inscrit, depuis 2009, dans le cadre du nouveau contrat parisien de sécurité, un volet spécifique qui, d'ailleurs, est mis en place dans le 18e arrondissement.

Pour toutes ces raisons, nous portons aussi cette interpellation en direction de la Préfecture de Paris, de la Préfecture de police et du procureur de la République.

J'aimerais juste souligner aussi, par rapport à cette loi de 2003, le problème que rencontrent les femmes sans papier qui souhaitent justement sortir de cet esclavage et qui ne peuvent absolument pas faire face au haut niveau de conditionnalité qui leur est demandé et qui restent, de fait, soumises et victimes de puissants réseaux de proxénètes.

J'aimerais que vous puissiez nous répondre rapidement sur ces aspects et j'aimerais dire que nous allons poursuivre activement cette politique de prévention et d'accompagnement des personnes prostituées.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Monsieur VEDEL ?

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire.

Notre pratique professionnelle, c'est qu'il faut utiliser tous les leviers offerts par la loi, à la fois :

- lutter contre les effets dans la rue pour les riverains,

- travailler sur les réseaux de proxénétisme, et c'est extrêmement compliqué, notamment dans des réseaux transnationaux qui sont ceux qui sont déployés dans le 18e arrondissement,

- rapporter la preuve, cela nécessite des investigations très longues et des coopérations, je vais y revenir très rapidement,

- enfin, bien évidemment et je commence par là, organiser la prise en charge sanitaire des prostituées et le soutien à la réinsertion.

C'est bien grâce à l'article 5 de la loi du 7 mars 2007 qui a créé le fonds de prévention de la délinquance que nous pouvons subventionner "le Nid", à hauteur de 33.000 euros sur ce fonds. C'est le premier outil qui est utilisé.

Deuxièmement, s'agissant de la dynamique et de la dialectique de lutte contre les réseaux, il faut d'abord commencer, pour lutter contre ces phénomènes, par avoir un minimum d'informations, c'est pourquoi nous avons des actions de lutte contre le racolage.

Il y a, dans le 18e, un équipage spécialisé qui intervient toutes les nuits sur cette problématique, et chaque semaine nous organisons deux opérations sous le contrôle du Procureur de la République, ce qui fait que, depuis le 1er janvier, nous avons mené 327 opérations de lutte dans l'arrondissement, sur les deux théâtres, à la fois sur les Maréchaux et dans le secteur Château Rouge - Goutte d'Or.

Au total, nous avons interpellé sur ce fondement 139 personnes. Nous avons d'ailleurs aussi obtenu l'autorisation du Procureur de la République de mettre en œuvre une procédure judiciaire simplifiée afin de ménager les effectifs du commissariat et ne pas dégarnir les patrouilles ou les services d'investigation.

Par ailleurs, sur le proxénétisme, sur les deux théâtres également d'exploitation et de traite de ces femmes, nous avons engagé des enquêtes au long cours qui ont débouché récemment sur des actions très significatives, notamment sur le boulevard Ney. Nous avons démantelé un réseau de proxénétisme transnational qui était mis en œuvre par deux familles d'origine roumaine.

Le 18 octobre, nous avons interpellé 23 individus qui opéraient dans divers endroits de la région avec des caches et des lieux d'hébergement. Nous avons pu mener cette opération de manière efficace grâce à la coopération d'un officier de police roumain actuellement affecté à la Préfecture de police, dans le cadre de la coopération policière que nous entretenons avec ce pays.

Nous avons constaté une petite amélioration sur la portion du boulevard Ney située entre les portes Montmartre et Saint-Ouen mais nous savons que, y compris dans le 19e arrondissement, il reste encore de la prostitution et que des traites et des réseaux sont encore à l'œuvre.

Enfin, dans le secteur Château Rouge - Goutte d'Or, nous avons également travaillé sur un réseau, notamment d'anciennes prostituées nigériennes, car, il faut bien le dire, il y a parfois des systèmes de traite qui sont le fait d'anciennes prostituées, des "Mamas" comme on le dit dans le jargon de ces personnes.

Le 5 octobre dernier, nous avons interpellé en flagrance deux personnes et leurs complices qui ont été écroués. Là aussi, c'étaient des personnes qui pratiquaient dans le 9e mais qui racolaient dans le 18e arrondissement.

Pour continuer, il faut bien évidemment agir sur l'ensemble de la chaîne, soutien aux prostituées mais aussi lutte contre le racolage et, de ce point de vue, la loi de 2003 nous aide à facilement plus qualifier les procédures.

Nous en menons très régulièrement et de nombreuses. Enfin, cela nous aide également à remonter les filières criminelles.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Nous passons au vote sur ce vœu n° 73 avec un avis favorable de l'Exécutif et, avant, une explication de vote rapide de Sylvain GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Très rapide, pour dire que nous avons effectivement coélaboré ce vœu et en particulier Pascal JULIEN, avec Myriam et Daniel VAILLANT.

Nous sommes très contents de sa probable adoption.

Je voudrais dire qu'il y a une contradiction -je trouve dommage que M. BOURNAZEL ne soit pas là, mais c'est vrai qu'il n'y a plus grand monde de son groupe-, j'ai du mal à comprendre pourquoi M. BOURNAZEL élaborait hier une défense et illustration de la loi inutile contre le racolage de SARKOZY alors que le vœu qu'il a adopté dans le 18e dénonçait cette même loi.

C'est une contradiction un peu étonnante.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2010, V. 322).

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal dans divers organismes (suite).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Mes chers collègues, je vous informe que le scrutin est clos.

(Il est procédé au dépouillement).

Je vous annonce les résultats des scrutins secrets ci-après :

Jury appelé à procéder à la sélection du maître d'œuvre qui sera chargé de la construction d'une salle de sport et de locaux annexes et mise en accessibilité de l'école élémentaire sise 16-20, rue Julien-Lacroix (20e) (R. 41) :

Nombre d'inscrits : 163

Nombre de votants : 28

Non participation au vote : 135

Bulletin blanc ou nul : 0

Suffrages exprimés : 28

Majorité absolue : 15

Pour : 28

Commission relative aux concessions d'aménagement prévue aux articles R. 300-9 et R. 300-11-2 du Code de l'Urbanisme (R. 42) :

Nombre d'inscrits : 163

Nombre de votants : 28

Non participation au vote : 135

Bulletin blanc ou nul : 0

Suffrages exprimés : 28

Majorité absolue : 15

Pour : 28

Les candidatures proposées sont adoptées. (2010, R. 41 et R. 42).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Chers collègues, je vous remercie, la séance est suspendue, elle reprendra demain à 9 heures avec les dossiers de la 9e Commission.

Merci à vous d'être restés jusque là et à demain.

Bonne soirée.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue le mardi 14 décembre 2010 à vingt heures vingt minutes, est reprise le mercredi 15 décembre 2010 à neuf heures, sous la présidence de M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Mes chers collègues, la séance est reprise.

2010, DAC 353 - Installation d'une sculpture monumentale de Salvador Dali, dite Le Profil du Temps, à Montmartre (18e).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Chers collègues, nous passons à la 9e Commission. Nous examinons le projet de délibération DAC 353. Il s'agit de l'installation d'une sculpture monumentale de Salvador Dali, dite Le Profil du Temps, à Montmartre, dans le 18e.

Je donne la parole à M. Sylvain GAREL, pour le groupe "Europe Écologie - Les Verts et apparentés".

M. Sylvain GAREL. - Monsieur le Maire, voici une déclaration bien singulière, puisqu'elle nous propose d'installer à Montmartre une statue d'un artiste qui n'y a jamais, ni vécu, ni travaillé, et qui n'a pour seul lien avec la butte Montmartre qu'un musée qui n'en pas un, qui est une galerie commerciale et qui, depuis des années, exploite le filon des œuvres de Dali d'une façon d'ailleurs assez éhontée dans cette exploitation.

Comme si cela ne suffisait pas, pour augmenter la visibilité de ce musée qui est un peu caché puisqu'il est derrière la place du Tertre, pas directement sur la place, il a trouvé l'idée d'installer une statue pour en fin de compte faire comme une publicité à son musée-galerie commerciale et pour attirer davantage de touristes.

Alors, c'est assez étonnant, surtout qu'à Montmartre, ce ne sont pas les sculpteurs, les artistes en général qui manquent et que l'on pourrait honorer. De Picasso à Suzanne Valadon, des centaines de peintres, de sculpteurs, d'artistes sont là, et mettre des statues de ces personnages aurait été tout à fait intéressant.

D'autre part, il y a l'autre problème, c'est que cette installation se fait sans absolument aucune concertation puisqu'au conseil de quartier, le président du conseil de quartier s'est contenté de présenter la diapositive de la statue et a refusé tout débat avec les conseillers de quartiers et les riverains présents, ce qui a d'ailleurs déclenché leur fureur, d'ailleurs depuis ils ne décolèrent pas, à la fois sur la méthode et sur le fond.

On vient également d'apprendre que ce n'est pas du tout un original qui va être installé là mais une copie, une copie qui a été refaite dans une maquette et qui en plus va être refaite aux dimensions voulues par la Ville, ce qui est un moyen de présenter quelque chose qui a quand même un intérêt artistique extrêmement limité, surtout quand on sait tout ce qui s'est passé à la fin de la vie et après la mort de Dali autour de ses œuvres, qui ont été largement détournées et qui ont été pour beaucoup des faux. Et on sait très bien que le propriétaire de cette galerie a beaucoup travaillé dans ce domaine-là.

Alors, pour toutes ces raisons, je vous demande vraiment, Monsieur le Maire, de retirer ce projet de délibération et de ne pas imposer aux Montmartrois une sculpture dont ils ne veulent pas pour laisser croire en plus à tous les touristes qui passent que Dali a fait carrière dans ce quartier, ce qui n'a jamais été le cas - il n'y a jamais vécu, il n'y a jamais travaillé -, et je pense qu'on pourrait mettre d'autres statues que faire la promotion d'un musée qui est une galerie commerciale : c'est une privatisation de l'espace public.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour vous répondre, je donne la parole à M. Christophe GIRARD.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Dans la lignée de ce qu'aurait dit Ian BROSSAT, il n'intervient pas donc, je change ma réponse.

Dans la lignée de ce qu'aurait dit Ian BROSSAT, je ne trouve pas qu'il soit anormal ou illégitime que la Ville de Paris rende hommage à certains artistes au-delà de leur attachement ou de leur lien à tel ou tel arrondissement.

Et puis veillons, Monsieur GAREL, à ne pas faire de Paris une ville lisse et aseptisée. Il y a aussi le commerce, il y a aussi les galeries d'art, il y a aussi des marchands d'art comme il y en avait du temps de Montparnasse, le Montparnasse des années 20.

Je ne crois pas qu'il faille relier l'artiste forcément à un arrondissement précis ; je pense que Paris est un ensemble, ce ne sont pas que des quartiers. Nous ne sommes pas dans le cas de figure là d'une plaque à apposer, où le lien à un lieu géographique précis est primordial, mais bien dans l'idée de rendre les œuvres d'art accessibles au plus grand nombre.

Installer à Paris, cette sculpture, dite Le Profil du Temps, qui appartient à la série des Montres Molles, à l'occasion du 20e anniversaire de la disparition de Dali, est aussi une manière de rappeler que Paris a été la capitale des surréalistes.

Par ailleurs, Dali était très attaché à Montmartre, contrairement à ce que vous avez dit, où vivait sa compagne, Gala.

Installer la sculpture sur la plate-forme dominant la rue Poulbot, à l'entrée de l'Espace Dali, bien qu'il s'agisse d'un musée privé, ne nous semble pas choquant.

Je tiens également à rappeler que cette statue, dont la valeur est estimée par les experts à 1.500.000 euros est un don fait à la Ville par M. Beniamino LEVI, président de la Fondation Stratton pour les arts culturels, "en remerciement à Paris, qui a accueilli les plus belles manifestations du talent de ce prodigieux artiste", je le cite comme il nous l'a écrit.

Cette œuvre ne coûte donc rien a la Ville, si ce n'est bien sûr les frais habituels d'installation de 6.000 euros.

Comme pour chaque installation d'œuvre d'art, je rappelle que ce sujet a été évidemment abordé et débattu en Comité d'art dans la ville ; c'était le 25 juin 2009. S'il avait été difficile néanmoins d'apprécier à partir d'une photographie les conditions de l'insertion de l'œuvre sur le site, aucun membre du Comité ne s'était opposé à l'installation de cette statue.

Pour toutes ces raisons, nous ne retirerons pas le projet de délibération.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 353.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DAC 353).

2010, DAC 673 - Signature d'un avenant à la convention d'objectifs signée avec l'association Musée du Montparnasse (15e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 67.500 euros.
Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'augmentation de la subvention.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DAC 673 sur lequel le groupe U.M.P.P.A. a déposé le vœu n° 104. Il s'agit de la signature d'un avenant à la convention d'objectifs signée avec l'association "Musée du Montparnasse", dans le 15e arrondissement, pour l'attribution d'une subvention d'un montant de 67.500 euros.

Je donne la parole à Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY.

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, le musée du Montparnasse est un lieu important de la culture pour le 15e arrondissement, le quartier du Montparnasse et pour tout Paris aussi.

Il a été fondé par Roger Pic, dont nous nous souvenons avec beaucoup de respect et d'émotion.

Il est actuellement présidé par Jean DIGNE, qui en a fait un lieu d'animation très important ; il s'y passe beaucoup d'événements.

Le Musée du Montparnasse s'est vu confier par la Ville la gestion de l'espace Krajcberg, qui est au fond de l'allée qui devrait s'appeler Marie Vassilieff. De plus, le musée vient d'ouvrir un petit auditorium, l'auditorium Roger Pic, qui permet à l'activité de ce musée de se développer.

C'est pourquoi le conseil du 15e arrondissement a adopté un vœu visant à maintenir la subvention du Musée du Montparnasse pour l'année 2010 au même niveau que celle de l'année 2009.

Vraiment, cet effort que nous demandons à la Ville n'est pas du tout injustifié compte tenu de l'activité vraiment très intense de cet espace culturel.

Merci.

(M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, remplace M. Christophe NAJDOVSKI au fauteuil de la présidence).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Madame.

Monsieur GIRARD, vous avez la parole.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Madame MACÉ de LÉPINAY, lorsque vous étiez adjointe à la culture en 2000, le Musée du Montparnasse recevait 30.500 euros de subvention.

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - Il faut comparer ce qui est comparable !

M. Christophe GIRARD, adjoint, rapporteur. - Je compare ce qui est comparable. C'est avec l'augmentation de la subvention, qui a été multipliée par 5 par nos soins depuis 2001, que le Musée de Montparnasse reçoit aujourd'hui une subvention de 150.000 euros. Alors, c'est vrai qu'on a baissé de 15.000 euros, comme pour tous les établissements, en période de crise, qui ont vu leur subvention baisser de 1,5 % par solidarité.

Simplement, comparons ce qui est comparable : en 2000, avec vous, c'était 30.500 euros, avec nous, en 2010, c'est 150.000 euros.

Je pense que cela s'appelle une forte progression et un soutien incontestable, et je pense que le directeur l'apprécie et a compris en effet que cette baisse était une baisse de solidarité. Mais je vous rassure : nous ne reviendrons pas au niveau de 2000, c'est-à-dire à 30.500 euros, qui était le montant que vous accordiez à l'époque.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est repoussé.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 673.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DAC 673).

2010, DAC 824 - Subvention à l'association FORANIM, Forum d'Animation, de Création, d'Expression et de Loisirs (15e). Montant : 2.000 euros.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DAC 824, sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement n° 105. Il s'agit d'une subvention à l'association FORANIM.

Je donne la parole à Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY.

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - Merci, Monsieur le Maire.

Alors, cette fois-ci, Monsieur GIRARD, c'est vous qui présentez un amendement pour augmenter les subventions et donc, nous nous en réjouissons bien sûr.

FORANIM est une association extrêmement importante du 15e arrondissement. Elle déploie une trentaine d'activités, elle a plus de 650 adhérents, elle emploie au moins 22 animateurs, dont des salariés, des artistes, des artisans et des professeurs bénévoles.

Elle organise énormément de manifestations, son directeur Nicolas HOCQUENGHEM est quelqu'un qui participe à la vie culturelle du 15e de façon extrêmement généreuse et engagée.

FORANIM est donc une association essentielle du 15e arrondissement, tant du point de vue culturel que du point de vue humain parce que son implantation dans le quartier est un très grand facteur de lien social.

C'est pourquoi, Monsieur le maire, nous nous réjouissons non seulement que la Ville de Paris donne une subvention à cette association mais que vous ayez bien voulu porter sa subvention à 6.000 euros.

Merci beaucoup, Monsieur le Maire.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Madame.

Monsieur GIRARD, vous avez la parole.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Merci beaucoup, Madame la Conseillère.

Il est proposé en effet un amendement de l'Exécutif, pour ajouter une subvention complémentaire de 4.000 euros à l'association FORANIM, ce qui veut dire forum d'animation , de création, d'expression et de loisirs dans le 15e arrondissement, en plus des 2.000 euros initialement accordés.

Je remercie d'ailleurs Gilles ALAYRAC de m'avoir alerté ainsi qu'Anne HIDALGO, sur cette association que je ne connaissais pas très bien.

L'association FORANIM gère donc un centre culturel sportif dans le 15e arrondissement, cela peut intéresser aussi mon collègue M. VUILLERMOZ, qui propose tout à fait, Monsieur le Maire, cela vous intéresse bien sûr quand je prononce le mot sportif, qui propose un grand nombre d'activités dans tous les domaines artistiques à plus de 650 adhérents.

Cette association avait été soutenue au titre de l'amendement BLOCHE sur proposition de la mairie du 15e arrondissement l'an dernier, mais M. GOUJON, le maire du 15e arrondissement, n'a pas proposé de soutenir FORANIM sur son enveloppe dite crédits BLOCHE pour l'année 2010, et je le regrette vivement. Il nous a tout de même semblé important de poursuivre ce soutien à ce centre très dynamique du 15e pour une subvention totale de 6.000 euros. Décidément, le 15e change de mieux en mieux !

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 105 de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

L'amendement n° 105 est adopté à l'unanimité.

Je mets à présent aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 824 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2010, DAC 824).

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif aux animaux sauvages dans les cirques à Paris.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner des vœux qui ne se rattachent à aucun projet de délibération, le vœu n° 106 a été déposé par le groupe E.E.L.V.A. et le vœu n° 106 bis par l'Exécutif.

Cela a trait aux animaux sauvages dans les cirques à Paris.

Je donne la parole à Christophe NAJDOVSKI, pour une minute.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Paris accueille depuis très longtemps des cirques sur son territoire et cela fait partie de l'identité de Paris.

Avec la charte "Droit de cité pour les cirques" adoptée en 2002, la Ville de Paris a réaffirmé son attachement à préserver la place des cirques à Paris.

Les élus écologistes partagent pleinement cet attachement.

Si la Ville ne subventionne que des cirques qui n'utilisent pas d'animaux, il n'en demeure pas moins quelle accorde des autorisations d'utilisation du domaine public à des cirques utilisant des animaux sauvages.

Un certain nombre de villes en France dont Montreuil ou Bagnolet, par exemple, ont interdit la présence sur leur territoire des cirques utilisant des animaux.

Sans aller jusqu'à une interdiction immédiate et non concertée, nous souhaitons que la Ville de Paris engage une réflexion et une concertation avec les entreprises de cirque qui utilisent des animaux sauvages afin qu'à terme celles-ci présentent au public parisien des spectacles n'incluant plus d'animaux sauvages.

De nombreux problèmes et questions sont en effet soulevés par la captivité d'animaux sauvages, principalement le manque d'espace. Comme le dit le juriste et philosophe Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER dans son livre "Ethique animale", de grands animaux passent leur vie dans des cages minuscules et ne sortent de leur cage qu'un quart d'heure ou une demi-heure par jour.

Ils sont dans l'obscurité totale 12 heures par jour dans des camions fermés et n'ont aucune stimulation dans 90 % du temps. Il est temps de sortir de cet esclavagisme et de promouvoir d'autres pratiques circassiennes.

C'est le sens de notre vœu qui propose une méthode progressive et concertée pour arriver à cet objectif.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Alors, Monsieur le Maire, Christophe GIRARD ?

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Après avoir été tenté de présenter un vœu sur l'interdiction des clowns, j'ai finalement décidé de le retirer mais d'apporter tout de même quelques éléments de réponse à ce vœu qui est un vœu qui touche à un sujet très compliqué.

Je me souviens, lorsque nous avions voté la subvention pour l'œuvre du surréaliste Broodthaers avec un oiseau, le perroquet en cage, d'avoir subi la violence des associations de défense des animaux et parfois une grande hystérie, puisque j'ai été enfermé dans mon bureau, j'ai été poursuivi dans la rue, même à New York, par des gens vraiment très agressifs. Je pense que c'est un sujet qu'il faut aborder, comme le fait Christophe NAJDOVSKI, avec tranquillité et dans la discussion.

La présence d'animaux sauvages dans les spectacles de cirque relève d'une très longue tradition depuis le XVIIIe siècle en Angleterre et depuis le XIXe en France.

Le premier spectacle de cirque est considéré comme étant celui de Philippe Astley à Londres, en 1768, qui créé une nouvelle forme de spectacle fondée sur des exercices équestres. Le cirque ménagerie succéda au cirque équestre au XIXe siècle, fondé en 1854 par une famille anglaise, les Pinder, le cirque Britania traverse la Manche dès 1868 et prend le nom de Cirque Hippodrome des frères Pinder.

Près de 150 ans après l'arrivée du cirque Pinder en France, les cirques traditionnels attirent chaque année des milliers de spectateurs à Paris notamment lors des fêtes de fin d'année, et les fêtes de Noël en particulier, les grandes cirques traditionnels Pinder, Phénix, Alexis Gruss, Bouglione, Messidor sont accueillis tous les ans sur les pelouses de Reuilly, bois de Vincennes, et de Saint Cloud, bois de Boulogne.

Leur installation sur ces deux pelouses fait l'objet d'un travail d'instruction précis de la Préfecture de police, que je remercie, qui effectue une série de contrôles, notamment par la Commission de sécurité et la Direction des Services vétérinaires avant de délivrer toute autorisation.

Par ailleurs, la Délégation générale à l'Evénementiel et au protocole de la Ville de Paris, et je remercie du très bon travail que mène M. BRUNETEAU en particulier, mène un travail de concertation et de coordination entre les cirques et toutes les directions concernées, Direction des espaces verts et de l'environnement, je salue aussi le travail de Mme GIBOUDEAUX, Direction de la voirie, Direction de la Propreté, Direction des Affaires culturelles pour que les meilleures conditions soient réunies pour l'installation temporaire de ces cirques. Je vous signale d'ailleurs que nous sommes aujourd'hui la capitale du cirque dans le monde et que c'est après le cinéma, la deuxième fréquentation culturelle la plus populaire.

La Ville de Paris aux côtés de nombreuses autres communes a signé la charte "Droit de cité pour les cirques".

En février 2002, et je représentais le Maire, j'ai signé cette charte avec Catherine TASCA alors Ministre de la Culture.

Cette charte était le résultat d'une concertation approfondie entre l'Association des Maires de France, l'A.M.F., que connaît bien Pierre SCHAPIRA, la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture, la F.N.C.C., les organisations professionnelles des arts du cirque, et le Ministère de la Culture.

Elle s'est donnée pour objectif de favoriser le dialogue entre les collectivités territoriales et les professionnels du cirque afin d'améliorer les conditions d'accueil du cirque dans les villes.

Cette charte rappelle dans l'une de ses annexes, la législation qui encadre l'utilisation des animaux dans les spectacles, leur transport et leur commerce.

Je souhaite préciser par ailleurs, que la Ville de Paris ne subventionne pas les cirques traditionnels, qui sont des entreprises, Monsieur le Maire, mes chers collègues, totalement privées.

Mais Paris a donné leur place à tous les cirques qu'il s'agisse des cirques traditionnels du magnifique chapiteau des Arts Sauts qui s'était installé pelouse de Reuilly après la Villette, ou des cirques de création, plus fragiles, comme le cirque Romanès, que nous défendons bec et ongles, le cirque Adrienne LARUE, longtemps implanté dans le 18e arrondissement, ou encore le cirque électrique actuellement à la Porte des Lilas sans oublier, évidemment, James THIERREE, que nous avons accueilli à plusieurs reprises au théâtre de la Ville et ailleurs, ou bien je pense au cirque ELOIZE de Montréal accueilli au théâtre du rond-point.

Sensibles à la condition des animaux sauvages dans le cirque, nous proposons un vœu de l'Exécutif, permettant de renforcer notre vigilance et notre concertation avec la Préfecture de police, pour garantir le respect de la législation en vigueur, puisque comme cela est évoqué dans votre vœu, Monsieur NAJDOVSKI, le contrôle de l'application de la législation concernant les animaux de cirque relève, en effet, de la Préfecture de police, Monsieur le Préfet.

Par ailleurs, ce vœu de l'Exécutif propose que j'organise au début de l'année 2011 une réunion associant les élus intéressés, au-delà de tout engagement partisan, les représentants des cirques traditionnels et la Délégation générale à l'Evénementiel et au protocole pour ouvrir le débat et la réflexion sur la place des animaux sauvages dans le cirque et faire évoluer les pratiques concernant leur utilisation dans les spectacles.

Nous avons eu l'occasion d'en discuter avec Christophe NAJDOVSKI hier et j'espère que vous accepterez de retirer votre vœu au profit de ce vœu de l'Exécutif.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Monsieur GIRARD.

Monsieur NAJDOVSKI ?

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Je dirai juste à M. GIRARD que "les animaux ne sont pas des clowns" : c'est le nom d'une pétition qui a été initiée par une association "Code Animal" pour une évolution du cirque traditionnel vers un cirque sans animaux, pétition qui a été signée par Anne HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Ah non, sûrement pas !

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - C'est sur le site de l'association, c'est sur Internet.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Je conteste et je ne signerai jamais une chose pareille. J'aime le cirque avec des animaux.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - C'est ce que l'on a pu lire sur Internet.

(Vives dénégations de Mme HIDALGO).

D'accord. Je ne faisais que mentionner ce que j'ai pu lire sur le site de l'association en question.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Mme HIDALGO voudrait dire un mot. Lui permettez-vous ?

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Bien sûr.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Permettez-moi de dire, premièrement, que je démens tout à fait cette information.

Deuxièmement, pour ceux qui en douteraient, je suis vraiment quelqu'un qui soutient très fortement le cirque. Je serai d'ailleurs dimanche après-midi avec Alexis GRÜSS, qui est quelqu'un qui aime les animaux, qui travaille avec des animaux et jamais je ne signerai une pétition pareille. Donc, les signataires qui ont mis mon nom ont utilisé mon identité pour cautionner une cause que je ne défends pas.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Très bien. Simplement, je mentionnerai que nous aussi, nous aimons le cirque. Simplement, nous souhaitons que les pratiques évoluent dans la concertation et dans le dialogue, et pas avec des méthodes d'interdiction, donc nous acceptons le vœu de l'Exécutif, donc je retire volontiers mon vœu au profit de celui proposé par Christophe GIRARD.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Donc, le vœu n° 106 est retiré.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2010, V. 333).

Vœu relatif à la situation du théâtre "Les Bouffes du Nord" déposé par le groupe PCF-PG.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Le vœu n° 107, proposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, est relatif à la situation du théâtre "Les Bouffes du Nord".

Je donne la parole à Alain LHOSTIS.

M. Alain LHOSTIS. - Monsieur le Maire, Monsieur l'adjoint au Maire en charge de la Culture, il s'agit de la situation du théâtre des "Bouffes du Nord", qui est malheureusement une affaire sérieuse et non clownesque.

En résidence avec sa compagnie depuis 1974 au théâtre des "Bouffes du Nord", Peter BROOK passe le témoin le 1er janvier prochain à l'équipe d'Olivier MANTEI et Olivier POUBELLE. Alors que le lieu affiche complet jusqu'au 31 décembre, aujourd'hui ce haut lieu culturel et architectural est menacé.

En effet, l'Etat profitant du changement, se désengage. Il réduit de moitié dès 2011 le montant de la subvention qu'il attribuait auparavant. Sans entrer dans les détails, on passerait ainsi de 1,3 million d'euros à 700.000 euros, au prétexte que l'attribution de la subvention était faite au créateur personnellement.

Comme le soulignait récemment un journal du soir, c'est "Du jamais vu pour un lieu aussi prestigieux".

Les spectateurs considèrent ce théâtre comme un théâtre public. Il jouit d'une fréquentation parisienne importante, nationale et internationale, et également d'une programmation exigeante, tout en pratiquant des prix de billet raisonnables et attribuant même des billets gratuits aux Parisiennes et Parisiens, notamment celles et ceux de notre arrondissement, je veux dire le 10e.

Pour mes concitoyens, pour les habitants du 10e, il est inscrit profondément dans la vie de leur arrondissement.

Les repreneurs, dont la programmation renouvelée est soutenue par Peter BROOK, sont alarmistes et parlent déjà d'annulation de projets dès la mi-décembre si rien ne change.

Les élus Communiste et du Parti de gauche ne peuvent être indifférents à cette menace d'amputation du patrimoine culturel national à rayonnement international, implanté depuis si longtemps dans un quartier populaire de la Capitale, entre 10e et 18e arrondissement, à quelques pas de la Goutte d'Or.

Pour ces motifs, sur proposition d'Alain LHOSTIS, Ian BROSSAT et Emmanuelle BECKER, au nom du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, nous demandons que le Conseil de Paris mandate le Maire de Paris pour qu'il interpelle le Ministre de la Culture et de la Communication pour que puisse se poursuivre dans de bonnes conditions l'activité théâtrale et culturelle des "Bouffes du Nord" par le rétablissement d'une subvention à un niveau le permettant.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Monsieur Alain LHOSTIS.

Je rappelle pour tout le monde, pas seulement pour Alain, que les vœux doivent être défendus en une minute.

J'étais un peu absent, là, et j'ai laissé passer deux, trois choses.

Pour la réponse, je donne la parole à M. GIRARD.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Monsieur le Maire, je vous trouve très dur avec M. LHOSTIS !

M. Alain LHOSTIS. - Merci, Monsieur VUILLERMOZ…

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je vous fais remarquer simplement que j'ai dit cela pour tout le monde et pas pour M. LHOSTIS simplement, alors ne me mettez pas plus mal avec M. LHOSTIS !

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Oui, mais c'est bon de mettre de l'huile sur le feu, cela fait du bien !

Comme vous l'avez dit, je remercie beaucoup Alain LHOSTIS de l'excellente présentation qu'il vient de faire de ce vœu, ce vœu porté par le Président BROSSAT et l'excellente Emmanuelle BECKER au nom du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, relatif à la situation du théâtre des "Bouffes du Nord".

Comme vous l'avez dit, Peter BROOK, que nous connaissons bien, que je connais très, très bien, a dirigé les "Bouffes du Nord" avec Micheline ROZAN, à ne pas oublier, femme remarquable, de 1974 à 2010. Ils ont décidé de passer le relais à Olivier MANTEI et Olivier POUBELLE, un duo de professionnels talentueux et reconnus, dynamiques et que Paris a beaucoup de chance d'avoir.

C'est ainsi que "la Flèche d'Or" a pu rouvrir. Je ne peux pas vous faire la liste des lieux qui revivent grâce à Olivier POUBELLE, descendant de l'illustre Préfet Poubelle, la rue la plus courte à Paris. OLIVIER MANTEI, lui, est directeur adjoint de l'Opéra Comique et responsable de la programmation musicale des "Bouffes du Nord". Olivier POUBELLE est le gérant du Bataclan, de la Flèche d'Or, de la Maroquinerie et fondateur directeur de la société "Astérios Productions", ce qui n'est pas un gros mot d'être le directeur d'une société privée.

Cette nouvelle direction s'est installée cet automne 2010, en toute confiance, aux "Bouffes du Nord", après avoir évidemment dédommagé Peter BROOK en achetant le lieu, en tout cas l'activité, le fonds de commerce, si je puis dire.

Leur projet est au croisement du théâtre et de la musique, avec la volonté de donner leur chance aux jeunes talents, aux talents émergents, d'explorer de nouvelles voies dans le théâtre musical, de proposer des concerts inédits.

Or, le désengagement de l'Etat, qui est général… Je voudrais vous rappeler que les grands musées nationaux vont avoir une baisse de leur subvention de 5 %, que Patrice MARTINET, l'excellent directeur de l'Athénée et directeur de "Paris Quartier d'Eté", vient d'apprendre que la subvention de l'Etat baissait également. Donc attendons-nous à de très mauvaises nouvelles ici ou là pour la culture en France.

Leur projet est au croisement, je l'ai dit, du théâtre et de la musique. Or, le désengagement de l'Etat risque de remettre en question ce projet. La subvention de l'Etat aux "Bouffes du Nord" qui était de 1,3 million d'euros passerait à 400.000 euros, seulement pour le lieu, 300.000 euros devant être attribués à la Compagnie Peter BROOK, les 600.000 euros restant se volatilisant on ne sait où !

Je suis, nous sommes très inquiets car la Ville est confrontée de toutes parts au désengagement de l'Etat :

- réduction de 30 % de la subvention du Festival "Paris Quartier d'Eté", je viens d'en parler, pour 2011 ;

- incertitude sur le Festival d'Automne et, pourtant, on doit ce festival à Michel GUY et la Ville n'a cessé d'augmenter son soutien et sa subvention, ce qui montre que nous, nous ne sommes pas partisans et sectaires. Or, la Ville n'a ni la vocation ni la possibilité de compenser ce désengagement.

Je suis donc, au nom de l'Exécutif, très favorable à ce vœu, pour qu'il puisse interpeller le Ministre de la Culture sur cette situation inquiétante pour les "Bouffes du Nord". J'ai d'ailleurs déjà eu l'occasion de m'exprimer à ce sujet dans la presse.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2010, V. 334).

2010, DAC 396 - Signature d'une convention avec l'Association paroissiale de l'Eglise évangélique luthérienne de l'Ascension (17e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 16.500 euros.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DAC 396. Il s'agit de la signature d'une convention avec l'Association paroissiale de l'église évangélique luthérienne de l'Ascension.

Je donne la parole à M. Alexis CORBIÈRE.

M. Alexis CORBIÈRE. - Merci.

Mes chers collègues, j'ai souhaité intervenir sur ce projet de délibération dans la continuité d'une intervention que j'avais déjà faite lors d'un précédent Conseil de Paris, à propos d'un projet de délibération qui, me semble-t-il, était assez proche de celui-ci.

Effectivement, nous avons à voter sur une subvention qui serait versée à une association paroissiale de l'Eglise évangélique luthérienne de l'Ascension dans le 17e afin, parce que des travaux sont prévus et demandés par la mairie, de leur permettre de pouvoir mener à bien ces travaux.

Je ne suis pas d'accord avec cette vision des choses. Selon moi, la loi de 1905, dans son esprit premier, posait bien les choses : la Ville est propriétaire de certains bâtiments religieux et nous avons obligation de faire des travaux, mais pour le reste nous n'avons pas obligation de le faire.

Je répète que mon intervention s'appuie d'abord sur des questions de principe. Si nous versons ce type de subvention, nous devons le faire pour toutes les confessions. Et qu'elle est la règle qui s'applique ? Quels sont les critères ? Comment définissons-nous les pourcentages de participation à tels ou tels travaux ? J'ai peur que nous nous placions là dans un plan incliné qui nous amènera finalement à être dans un rapport, j'ose le dire ici, un peu clientéliste vis-à-vis des différentes confessions.

Afin de ne pas nous mettre dans cette difficulté, je propose d'en revenir au principe. Nous avons obligation de faire des travaux de réfection, d'entretien de certains bâtiments religieux, faisons-le. Pour le reste, c'est aux fidèles, aux croyants de participer aux travaux d'entretien des bâtiments religieux. Je crois que, dans les temps actuels, ce rappel est utile.

Me répondra-t-on que cette association n'a pas les moyens de financer ces 16.500 euros. Je ne le crois pas, car quand on regarde le bilan financier qui nous est présenté, par exemple cette association verse 19.000 euros chaque année à l'assemblée synodale, et par exemple on pourrait très bien leur demander qu'ils versent moins à ce qui est leur obligation interne, mais participe tout simplement aux travaux qu'ils jugent utiles.

Voilà, mes chers collègues, je vous propose donc de repousser ce projet de délibération et de rester attachés à nos principes.

Je dis un dernier mot, et par amitié pour Danièle POURTAUD puisqu'on a déjà eu cet échange. Certes, on me répondra que l'article 19 de la loi 1905 permet de faire ce genre de travaux. Mais je répondrais aussi que tout de même, regardez bien à quelle date cet article 19 a été rajouté à cette loi. C'était en décembre 1942 et janvier 1943 qui ne me semble pas être un moment d'histoire de France où la laïcité était au coeur des préoccupations de ceux qui, hélas, avaient les commandes dans ce pays.

Restons dans les principes premiers de la grande loi du 9 décembre 1905. Nous avons obligation de faire certains travaux dans les bâtiments, faisons les. Pour le reste, ne nous en occupons pas.

Merci.

(Applaudissements sur les bancs du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Monsieur CORBIÈRE.

La parole est à Mme POURTAUD pour la réponse.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, au nom de la 9e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Effectivement, comme vient de le dire Alexis CORBIÈRE, c'est vrai que nous avons déjà eu ce débat au Conseil d'octobre. Je ne vais pas redérouler tous les arguments, mais je voudrais répéter et réaffirmer devant le Conseil qu'aussi bien le Maire de Paris que moi-même, et je pense que de très nombreux membres de cette Assemblée, en tout cas dans la majorité municipale, sont de fervents défenseurs de la laïcité.

Je peux parfaitement partager vos inquiétudes sur ce que l'on peut voir se dérouler aujourd'hui dans le débat public en France, de ce point de vue, mais je vous rassure, nous appliquons les principes les plus stricts de la laïcité dans les décisions de l'Exécutif.

Alors, vous l'avez rappelé, la loi de 1905 n'interdit absolument pas de subventionner les travaux de réparation dans les édifices cultuels. Nous avons, je vous l'ai déjà dit au Conseil des 18 et 19 octobre derniers, pris la précaution, c'était ma collègue Moïra GUILMART, qui l'a fait en avril…

Y a-t-il un problème ?

(Manifestations dans l'hémicycle).

Dès que la température sera montée ou redescendue, parce que je n'ai pas compris quel était le sujet, je reprendrai mon explication !

(Rires dans l'hémicycle).

Tu as chaud ou tu as froid ? Je ne sais pas. J'étais concentrée sur ma réponse. Moi, ça va pour l'instant, je te remercie. Je suis dans le feu de l'action.

Je peux reprendre ? Très bien. Merci.

Je disais donc que nous avions pris la précaution, l'Exécutif municipal, et c'était ma collègue Moïra GUILMART qui l'a fait en avril 2006, de préciser une grille de critères pour fixer les critères d'éligibilité des demandes de subventions de ce type.

Je vous les ai indiquées au précédent Conseil mais je vais quand même vous en rappeler l'essentiel, et je tiens une fois de plus à votre disposition ce document.

Pour les travaux, nous avons fixé comme critères qu'ils doivent porter sur les grosses réparations nécessaires à la conservation et à l'entretien de l'édifice, ou par exemple la mise aux normes et en sécurité des installations électriques. L'existence d'un intérêt public local, ce qui signifie évidemment que l'édifice doit se trouver sur le territoire parisien. Et ce sont des critères d'opportunité basés sur l'urgence et l'intérêt patrimonial.

Puisque vous avez lu le projet de délibération avec attention, chers collègues, vous avez vu, comme moi, que les travaux dont il s'agit sont des travaux de sécurité sur le bâtiment, qui ont été demandés par la Préfecture de police.

Nous avons, comme d'habitude, proposé de financer une partie seulement de la dépense et donc 40 %, ce qui est conforme à nos grilles habituelles.

Voilà, ce sont les arguments que je vous ai déjà indiqués en octobre et je voudrais quand même aussi réfuter toutes vos suppositions… ou en tout cas vous rassurer sur vos craintes d'une dérive clientéliste de l'Exécutif en direction des différentes croyances ou des différents cultes que peuvent pratiquer nos concitoyens.

Je réaffirme que tout cela se fait dans le parfait respect de la laïcité qui prévaut dans cette ville.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 396.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DAC 396).

2010, DAC 576 - Subvention à l'association "Bible et Terre Sainte" (5e). Montant : 5.000 euros.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DAC 576. Il s'agit d'une subvention à l'association "Bible et Terre sainte", sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement n° 108.

Madame POURTAUD ?

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, au nom de la 9e Commission. - Monsieur le Maire, c'est un amendement extrêmement technique, puisque c'était simplement une erreur sur la localisation de l'association, son siège social est effectivement dans le 6e arrondissement. Donc, c'est une rectification.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 108 de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

L'amendement n° 108 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 576 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2010, DAC 576).

Vœu relatif au projet d'installation de la Maison de l'Histoire de France sur le site des Archives nationales (3e) déposé par le groupe "E.E.L.V.A.".
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner des vœux qui ne se rattachent à aucun projet de délibération. Le vœu n° 109 déposé par le groupe E.E.L.V.A. et le vœu n° 109 bis de l'Exécutif qui ont trait au projet d'installation de la Maison de l'histoire de France sur le site des Archives nationales.

Je donne la parole à Danielle FOURNIER pour une minute.

Mme Danielle FOURNIER. - Merci.

Le 12 septembre dernier, le Président de la République a annoncé l'installation d'une Maison de l'histoire de France sur le site des Archives nationales en plein Paris. Cette installation et ce projet remettent en cause un autre projet présidentiel, celui de la refondation et du redéploiement des Archives nationales qui a été décidé en 2004 et qui est en cours de réalisation.

La préemption par la future Maison de l'histoire de France de 10 à 20.000 mètres carrés sur les 34.000 mètres carrés du site équivaut à une amputation considérable des espaces des Archives nationales, à une réduction de ses missions et à terme, à une mort annoncée de cette institution bicentenaire dans la Capitale qui a aussi, je le rappelle, une action éducative et culturelle.

Dès l'annonce, les personnels des Archives, du magasinier au conservateur général, ont exprimé publiquement leur refus de l'installation de la Maison de l'Histoire de France sur le site des Archives.

Le soutien que leur apportent les historiens, les universitaires, les généalogistes, les étudiants et les citoyens est sans faille, et la population de Paris signe également massivement leur appel.

On le voit, au-delà du choix du lieu, c'est le projet même de cette Maison de l'Histoire qui inquiète à juste titre, puisque ce projet s'inscrit dans une série de discours…

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Madame, vous avez une minute.

Mme Danielle FOURNIER. - … et d'actes qui donnent une lecture univoque de l'histoire et de sa mise en récit.

C'est pourquoi j'en viens au vœu : nous demandons au Maire de Paris, en notre nom, de s'adresser au Ministre de la Culture pour lui faire part des préoccupations des Parisiens quant à ce projet d'installation et plus largement pour lui demander de renoncer à ce projet néfaste.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Pour répondre, je donne la parole à Mme POURTAUD.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais remercier Danielle FOURNIER et les élus du groupe "Europe Écologie - Les Verts et apparentés" d'avoir déposé ce vœu qui traite d'une question qui préoccupe les salariés des Archives nationales et de nombreux citoyens parisiens.

En même temps, je ne vous cache pas qu'il est difficile de répondre à toutes les questions qui sont soulevées par ce vœu.

Il me semble en effet que le Conseil de Paris n'est pas forcément l'instance la plus appropriée en la circonstance pour débattre de la pertinence du projet du Président de la République de Maison de l'Histoire de France et de son implantation.

Mais vous l'avez rappelé, il y a aujourd'hui un projet d'installation de la Maison de l'Histoire de France sur le site des Archives nationales, projet qui pose au moins deux types de questions.

La première concerne l'intérêt scientifique d'un tel projet. Il y a, vous le savez, à l'heure actuelle, un débat d'historiens particulièrement riche avec deux conceptions différentes de l'Histoire qui s'affrontent.

Même si à titre personnel, je partage votre sentiment sur le fait qu'il n'est pas bon d'instrumentaliser politiquement l'Histoire, et si je partage votre analyse sur les discours suspects de Dakar ou de Latran, il me semble qu'il n'appartient pas au Conseil de Paris de trancher un tel débat. C'est à la communauté scientifique de le faire.

Il m'aurait personnellement semblé préférable que ce débat ait lieu avant que la décision ne soit prise.

Il me semble donc prématuré de demander au Maire de Paris de s'opposer au projet.

Deuxième type de question posée par ce projet, c'est la question de l'implantation au détriment des Archives nationales.

La Maison de l'Histoire de France occuperait, vous l'avez indiqué, 10 à 20.000 mètres carrés aujourd'hui dévolus aux Archives.

Je peux donc comprendre que le personnel se sente menacé et que nous soyons inquiets pour eux, et que l'on puisse exprimer une certaine solidarité, comme nous l'avions fait précédemment lorsque nous avions par exemple voté un vœu de soutien au personnel de Beaubourg.

C'est pourquoi je vous propose un vœu de l'Exécutif qui reprend la philosophie de votre vœu, mais qui propose au Maire de Paris de demander au Ministre de laisser le débat scientifique se poursuivre et de mener une large concertation, évidemment, avec le personnel.

Donc, je demande au groupe "Europe Écologie - Les Verts et apparentés" de bien vouloir retirer son vœu au profit du vœu de l'Exécutif, qui reprend l'essentiel mais nuance ce qui est demandé au Maire.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Madame FOURNIER ?

Mme Danielle FOURNIER. - Je crois que le débat se poursuit d'ailleurs sur le site même puisque dès samedi 18 décembre, il y a toute une journée de réflexion à l'initiative des personnels sur l'avenir du site et sur le fondement scientifique ou non de ce projet.

Donc, j'aurais souhaité que la Ville puisse aller plus loin, mais nous retirons notre vœu au profit de celui de l'Exécutif.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu de l'Exécutif en réponse au vœu du groupe E.E.L.V.A.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2010, V. 335).

Vœu pour une manifestation publique à l'Hôtel de Ville en soutien au comédien et réalisateur Birman ZARGANAR déposé par le groupe "E.E.L.V.A.".

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Le vœu n° 110 a été déposé par le groupe E.E.L.V.A. et est relatif à une manifestation publique à l'Hôtel de Ville en soutien au comédien et réalisateur Birman ZARGANAR.

Je donne la parole à Sylvain GAREL pour une minute.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Aung San Suu Kyi, citoyenne d'honneur de la Ville de Paris, a été libérée, mais des dizaines de milliers de prisonniers politiques restent emprisonnés en Birmanie, et le plus célèbre d'entre eux s'appelle ZARGANAR.

C'est un cinéaste mais aussi un pamphlétaire. On l'a souvent comparé à Coluche. Pour s'être moqué du régime birman lors d'une catastrophe qui est survenue il y a deux ans, et l'incurie de ce Gouvernement à venir en aide aux populations sinistrées, il a pris plus de 50 ans de prison, peine qui a été ramenée à 36 ans on ne sait pourquoi. Mais enfin, c'est quelqu'un qui va bientôt avoir 50 ans... quand vous êtes condamné à 36 ans de prison, ça veut dire que vous êtes condamné à la perpétuité.

ZARGANAR est soutenu en France par un certain nombre d'associations, dont Amnesty International ou Info Birmanie.

Et nous souhaitons que le 27 janvier, à l'occasion de son 50e anniversaire, la Ville de Paris organise une initiative pour montrer sa solidarité avec ce prisonnier politique et au-delà de lui, avec tous les prisonniers politiques birmans et tout le peuple birman.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Monsieur SCHAPIRA ?

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Effectivement, nous avons organisé un certain nombre de manifestations pour Aung San Suu Kyi. La dernière a eu lieu sur le parvis de l'Hôtel de Ville à l'occasion de sa libération. Et puis nous avons son portrait qui est depuis quelques années place de la République. Elle est soutenue par toutes les associations de défense des Droits de l'Homme, que nous connaissons bien puisqu'elles viennent régulièrement à l'Hôtel de Ville.

J'avais proposé lors de la réunion fin novembre du comité des citoyens d'honneur de la Ville de Paris, mais cela a été repris de volée par le président GAREL, que pour ZARGANAR, nous puissions nous associer à l'organisation d'une manifestation à l'Hôtel de Ville pour son anniversaire, qui a lieu le 27 janvier.

Donc, avant de recevoir ce vœu, nous avons pris contact avec les associations pour qu'avec elles, que ce soit Info Birmanie, Amnesty International ou la F.I.D.H., nous organisions ensemble une manifestation à l'Hôtel de Ville pour mobiliser l'attention de la population parisienne d'une part, sur le cas de ZARGANAR, mais il faut savoir aussi qu'il y a plus de 3.000 prisonniers politiques. Nous attendons donc le retour des associations sur cette proposition.

Je remercie l'élégance de Sylvain GAREL d'avoir repris ce que j'avais proposé à la Commission des citoyens d'honneur.

Je vous remercie et donc, nous voterons évidemment ce vœu.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2010, V. 336).

Vœu relatif à la solidarité de la Ville de Paris avec le peuple ivoirien et son président démocratiquement élu déposé par M. MARTINS.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Le vœu n° 111 a été déposé par Jean-François MARTINS. Il est relatif à la solidarité de la Ville de Paris avec le peuple ivoirien et son président démocratiquement élu.

M. MARTINS, pour une minute.

M. Jean-François MARTINS. - Monsieur le Maire, chers collègues, la Ville de Paris a une tradition longue de défense de la démocratie et d'une certaine idée de l'expression des peuples. Ce qui se passe donc en Côte-d'Ivoire ne peut nous laisser insensibles, et considérant qu'après des années de tension, nous avons tous vocation et l'espoir que la Côte-d'Ivoire puisse vivre désormais dans un contexte et un climat apaisés, je vous propose, comme vous avez pu le lire dans ce vœu, que la Ville de Paris exprime son soutien au peuple ivoirien, à l'expression de ce peuple et à son président démocratiquement élu, Alassane OUATTARA.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Monsieur.

Je donne la parole à M. SCHAPIRA pour la réponse.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Je crois que M. MARTINS a oublié un élément dans sa réponse, dans son questionnement, c'est le vœu que j'ai sous les yeux.

Il nous demande de renoncer à toutes relations avec l'État ivoirien tant que celui-ci ne sera pas représenté par des élus légitimes et reconnus.

Ce qui se passe en Côte-d'Ivoire est extrêmement grave, nous en sommes tous conscients ; sur tous les bancs de cette Assemblée, tout le monde a manifesté pour dire que les élections s'étaient passées peut-être de manière un peu curieuse, au Sud comme au Nord, tous les partis politiques.

Nous avons noté avec satisfaction que la communauté internationale, que ce soit l'Union européenne, l'O.N.U., et de nombreux chefs d'État, français et américain notamment, ont tous contesté l'élection et reconnu l'élection d'Alassane OUATARA.

Par contre, je ne peux pas, le Conseil de Paris ne peut pas se substituer à un État, nous n'avons pas la légitimité pour faire de la politique internationale, au titre des chancelleries, par contre, nous avons des liens avec les villes.

Et il m'est difficile, mes chers collègues, de rompre les relations avec des villes dont les unes ont voté pour OUATTARA, et les autres ont voté pour GBAGBO.

Je vais donner un exemple, si le gouverneur d'Abidjan est proche de GBAGBO, avec qui nous travaillons, si le maire de Bouaké est proche de OUATTARA avec qui nous travaillons, et j'ajoute que nous sommes dans un projet européen, alors que l'Europe a condamné. Nous sommes dans un projet européen extrêmement important de plus de 1,4 million d'euros sur l'assainissement des zones inondables autour d'Abidjan pour créer des cultures maraîchères, nous travaillons avec le maire de Treicheville, président de l'association des maires de Côte d'Ivoire et dont le parti a soutenu OUATTARA.

C'est pourquoi je pense que l'on peut comprendre notre émotion sur ce qui se passe en Côte d'Ivoire évidemment mais nous ne pouvons pas rompre des relations de ville à ville sous ces prétextes. C'est la population qui en sera bénéficiaire et je peux vous dire que nous travaillons dans de bonnes conditions.

Avec Treicheville, le président de l'Association des maires de Côté d'Ivoire, je le rappelle, dont le parti a soutenu OUATTARA, nous travaillons sur ce projet important qui lie la commune de Paris, Abidjan et Cotonou.

Si vous votez ce vœu, on arrêtera notre travail.

C'est pourquoi je vous demande de ne pas voter ce vœu, de le retirer, Monsieur, tout en sachant que nous sommes conscients des problèmes qui se posent en Côte d'Ivoire.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés et Communiste et élus du Parti de Gauche).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Vous retirez votre vœu, Monsieur GAREL ?

M. Sylvain GAREL. - Je suis extrêmement surpris de votre réponse qui n'est pas celle que j'ai entendue de la bouche du Maire de Paris lors d'une émission de télévision récemment, qui a très clairement dit que GBAGBO devait démissionner et que OUATTARA était le président élu de Côte d'Ivoire. Je n'ai pas du tout entendu cela.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Je n'ai pas dit cela !

M. Sylvain GAREL. - J'ai entendu qu'il y avait des contestations d'élection et qu'en fin de compte, OUATTARA et GBAGBO, c'était pareil. Non !

Quelqu'un a été élu, c'est OUATTARA et nous devons ce soutien à la démocratie et dénoncer le fait que GBAGBO demeure au pouvoir en Côte d'Ivoire. C'est pourquoi nous voterons ce vœu et je suis surpris de cette réponse qui me semble extrêmement en retrait.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je demande à MARTINS dans un premier temps s'il retire son vœu.

M. Jean-François MARTINS. - Je veux bien entendre les impératifs de travail avec les villes ivoiriennes avec lesquelles nous avons déjà des projets de développement.

Je veux être consensuel, dans ce cas je vous propose d'amender ce vœu et de retirer la rupture des relations, mais de garder un vœu, cela me paraît le minimum, que la Ville de Paris exprime son soutien au peuple ivoirien et à M. OUATTARA, président démocratiquement élu, et nous pouvons supprimer, si l'Exécutif l'accepte, la phrase "renonce à toutes relations avec l'État ivoirien".

Par ailleurs, cela dit, c'est un amendement que je fais par envie de consensus parce que le vœu ne dit pas de renoncer au travail avec les villes mais avec l'État ivoirien et strictement l'État, ce qui ne nous empêcherait pas de continuer à travailler avec les villes.

Cela dit, dans un esprit d'apaisement, je vous propose de supprimer la fin de l'amendement et d'enlever le fait que la Ville de Paris renonce à ses relations pour garder uniquement la première phrase qui conclut ce vœu, c'est-à-dire "Nous exprimons notre soutien au peuple ivoirien et à son président démocratiquement élu".

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur SCHAPIRA ?

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Je n'ai pas, je comprends…

Sur l'affaire de Côte d'Ivoire, le Maire s'exprime, nous nous exprimons évidemment en tant que politiques. En tant que Conseil de Paris, sur les villes, je suis d'accord avec vous M. MARTINS si vous retirez ce membre de phrase.

Maintenant, nous n'avons aucun lien avec l'État ivoirien, aucun, nous ne travaillons qu'avec les villes et avec des gens démocratiquement élus dans les villes. Le maire de Treicheville est élu. Le maire de Bouaké est élu, le maire de Yamoussoukro est élu.

Il n'y a que le gouverneur d'Abidjan, dont Treicheville est un arrondissement, qui est comme avant il y avait un préfet à Paris, il y a des élections mais voilà.

Là-dessus, je ne peux pas rompre des relations avec eux.

Mais nous n'avons aucun lien avec l'État ivoirien.

Aucun !

Maintenant, que nous disions, mais c'est autre chose, le Conseil de Paris soutient le peuple ivoirien pour qu'il s'en sorte le mieux possible avec le Président élu démocratiquement, je n'ai rien contre mais cela n'a rien à voir avec les relations internationales de la Ville de Paris.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Que proposez-vous ?

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Qu'est-ce qu'il propose ?

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - On vote sur la proposition que vous venez de faire ?

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Attendez, cela ne me fait pas rire du tout parce que ces amendements déposés au dernier moment sur des choses extrêmement sensibles, je trouve cela un peu léger.

Donc, maintenant, ou on retoque tout, ou alors on reprend ce que vous avez dit, mais en retirant tout ce qui concerne l'État ivoirien.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur MARTINS, que proposez-vous ?

M. Jean-François MARTINS. - Evidemment, je maintiens ma proposition de supprimer la deuxième partie de la conclusion de ce vœu, mais j'estime que si l'Exécutif avait vraiment envie de le voter, il m'aurait proposé un vœu bis comme il le fait sur un certain nombre de vœux qu'il souhaite réécrire.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur SCHAPIRA, je vous propose que l'on vote sur la proposition que vous avez faite en dernier, avec un avis favorable.

Monsieur CHARON ?

M. Pierre CHARON. - Compte tenu de ce qu'il se passe, on aimerait avoir une lecture à peu près stabilisée du vœu proposé, qu'on sache au moins ce que l'on me vote et ce que l'on ne vote pas. Parce que cela flotte sérieusement. Si vous voulez qu'on suspende pour le réécrire tranquillement, pourquoi pas, mais là c'est un peu…

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur SCHAPIRA ?

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - J'ai fait des propositions hier, j'ai regardé le vœu avec M. MARTINS, il y a avait cette affaire de renoncer, que j'avais demandé d'enlever mais cela n'a pas été enlevé, je pensais qu'aujourd'hui compte tenu du vœu tel qu'il est, on voterait contre.

Maintenant, si on doit le modifier, je propose à M. MARTINS de le faire en ne retenant que la partie concernant l'élection d'Alassane OUATTARA.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur le Président du groupe socialiste et radical de gauche et apparentés.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Puisqu'il y a des demandes de précisions, et compte tenu de ce que vient de dire et de ce qu'a exprimé au nom de l'Exécutif, Pierre SCHAPIRA, sur la proposition d'amendement du vœu qui a été déposé par Jean-François MARTINS, il me semble que nous pourrions nous en tenir à la formulation suivante : "La Ville de Paris exprime son soutien au peuple ivoirien et à Allasane OUATTARA, président démocratiquement élu".

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - On vote là-dessus.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu amendé est adopté à l'unanimité. (2010, V. 337).

2010, DAC 716 - Signature d'une convention avec l'Institut Mémoires de l'Edition Contemporaine (14280 Saint-Germain-la-Blanche-Herbe) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 35.000 euros.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DAC 716. Il s'agit d'une signature d'une convention avec l'Institut Mémoire de l'édition contemporaine.

La parole est à Mme Odette CHRISTIENNE.

Mme Odette CHRISTIENNE. - Merci, Monsieur le Président.

Dans l'ouvrage Paris allemand, au chapitre intitulé "activités culturelles, évasion ou soumission", le grand historien Henri MICHEL observe : "A Paris, sous l'occupation, la vie culturelle a été brillante, féconde, dans tous les domaines, y compris celui de la philosophie".

Les cours de la Sorbonne et du collège de France ont continué sans interruption. L'existentialisme s'est épanoui avec Gabriel Marcel et Merleau Ponty et Alain, Bachélard, Henri Wallon ont continué à écrire dans une totale indifférence de l'occupant à leur égard.

Cela pose bien des questions car, comme il faut le remarquer, si l'occupant allemand l'avait voulu, toute activité culturelle aurait disparu en France comme ce fut le cas en Pologne.

Concernant la culture scientifique, Joliot Curie, même, a reçu la visite au collège de France de collègues allemands dont certains avaient été ses élèves, et finalement, la science ne connaissant pas de frontières, il accepta que son cyclotron refonctionnât sous la direction de spécialistes allemands.

Comment mieux saisir ce que furent, en cette période d'occupation, la culture et en particulier la vie littéraire ?

Nous espérons d'appréciables éclaircissements grâce à l'exposition dont il est question. Car, au-delà de l'aspect militaire, la Seconde Guerre mondiale a été analysée dans ses dimensions politiques, Vichy, puis plus récemment culturelles (on pense aux travaux impulsés par Pascal ORY notamment).

Il parait dès lors aujourd'hui particulièrement judicieux de croiser le politique et le culturel, pour aborder notamment la question de l'engagement des intellectuels. On a beaucoup étudié en effet "la naissance des intellectuels" avec l'affaire DREYFUS où l'engagement de Sartre après guerre, mais paradoxalement, assez peu les "années noires".

Les informations dont nous disposons sont bien souvent parcellaires et disséminées. Un effort de reconstitution de cette mosaïque est donc nécessaire. C'est à quoi nous invite le projet d'exposition à l'Hôtel de Ville que propose l'I.M.E.C. (Institut des mémoires de l'édition contemporaine) sur la vie littéraire française sous l'Occupation.

Il s'agit d'une histoire singulière qui nous conduit à nous interroger sur le rapport des intellectuels et leur siècle, le parcours d'un Céline qui s'est mis brutalement à écrire des pamphlets antisémites, d'un Chardonne qui se réjouissait de l'effondrement du vieux monde sous la botte nazie, d'un Drieu La Rochelle qui a fait basculer la NRF dans la collaboration, d'un Rebatet auteur des "les décombres" ou d'un Brasillach exhortant la déportation des enfants juifs, qui ne nous laissent pas de nous interroger sur la nature humaine.

A contrario, comment cacher notre admiration face à l'engagement de Vercors, auteur de l'inoubliable "Silence de la mer", et fondateur des éditions de Minuit, d'un Paulhan qui organisa la résistance clandestine chez Gallimard - il en sera question à l'exposition - d'un Char qui cessa d'écrire de la poésie pendant toute la guerre et maudit l'occupant de l'avoir contraint à la radicalité, d'un Camus infatigable animateur de "Combat" ou d'un Aragon à la tête des "Lettres françaises".

Certains conflits concernant le théâtre, même s'ils apparaissent anecdotiques, sont aussi significatifs. Ils concernent la nature même des textes. On pense aux "Mouches" de Sartre, dont on peut dire en un raccourci brutal qu'elles récusent la notion de responsabilité de Dieu et proclament le principe de la liberté humaine et la possibilité de la révolte. Il n'y eu pas de censure allemande, mais un manifeste déplaisir des fervents de la collaboration européenne.

Dullin mit également en scène six mois plus tard "Le soulier de satin" de Paul Claudel.

Tractations et désaccords de metteurs en scènes, auteurs, acteurs, et finalement cela fut le prétexte pour plonger le nez de l'auteur, qui a su flairer depuis le vent opportun de la victoire, dans le moutarde de son ode au Maréchal. Et selon Henri Jeanson, Picasso, pressenti pour les décors répondit : "Moi, travailler pour Claudel, plutôt crever !"

Comment mieux rendre les tensions inhérentes aux relations artistiques de cette époque ? L'intérêt de l'exposition qui nous est proposée est précisément de mettre en exergue cette complexité de la vie littéraire, mais aussi et surtout le rôle des maisons d'édition.

Sur ce point, face à la dérive d'un Grasset ou des Nouvelles éditions françaises, l'aventure de Minuit dans la clandestinité paraît exemplaire. La connaissance de cette période est irremplaçable pour mieux comprendre l'Humanité, ses affres et son destin. Or, les phares que sont les écrivains n'ont-ils pas un devoir d'exemplarité, notamment quand la patrie est en danger ?

Car les deux môles pour reprendre l'expression du général De Gaulle qui ont sauvé la France, l'un était le tranchant de l'épée, l'autre la pensée française.

C'est pourquoi cette exposition me paraît devoir être particulièrement soutenue.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Pour vous répondre, je donne la parole à M. Christophe GIRARD, Mme VIEU-CHARIER étant souffrante.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au lieu et place de Mme Catherine VIEU-CHARIER, adjointe, au nom de la 9e Commission. - Mes chers collègues, on peut se féliciter que la Ville de Paris présente cette exposition sur le thème de la vie littéraire française sous l'occupation.

Serait-il possible d'avoir moins de brouhaha ? Parce qu'en plus je suis tenté d'écouter ce que vous dites. Cela a l'air très intéressant…

On est très loin dans cette affaire, vous le reconnaîtrez, des approximations scandaleuses de l'exposition Zucca. On est bien là sur un sujet de fond, organisé avec l'I.M.E.C., l'Institut des mémoires des éditions contemporaines, et je vous rappelle que l'exposition se tiendra à l'Hôtel de Ville. J'ai eu la chance de la voir à New York quand elle se tenait, en 2009, à la grande bibliothèque publique de la Cinquième avenue où l'exposition était en effet d'une qualité absolument remarquable. Et l'I.M.EC. fait un travail en effet exceptionnel.

D'ailleurs, hasard du calendrier, le vote de ce projet de délibération intervient - au moment où on ferme les rideaux du Conseil de Paris - le lendemain même de l'inauguration d'une exposition aux Cordeliers, organisée par le Comité d'histoire de la Ville de Paris sur le thème de la vie quotidienne des Parisiens sous l'Occupation.

Cette exposition nous permet de travailler avec l'Institut mémoires de l'édition contemporaine qui préserve et met en valeur des fonds d'archives consacrés aux différents acteurs de la littérature, et contribue au développement de la connaissance de la vie littéraire, artistique et intellectuelle contemporaine.

En 2011, l'Hôtel de Ville accueillera une exposition qui a déjà été présentée à New York, comme je viens de le dire, à travers des collections françaises, canadiennes, américaines, et retracera les destinées d'écrivains, artistes et intellectuels français, dont a si bien parlé à l'instant notre chère collègue Odette CHRISTIENNE, ancien proviseur d'Henri IV, ne l'oubliez jamais, ayant traversé la période de l'Occupation dans toute sa complexité et dont certains furent collaborateurs mais d'autres résistants.

L'objectif est de mieux connaître le rôle décisif joué par ces hommes et ces femmes au cœur de cette période terrible.

D'Althusser à Marguerite Duras, d'ailleurs je signale à notre Assemblée et je sais que cela éveillera l'attention d'Hélène MACÉ de LÉPINAY, la maison de Marguerite Duras est à vendre, et vraiment j'en appelle à l'Etat. Je sais que Marguerite Duras était une femme de gauche, mais la maison de Marguerite Duras étant à vendre, il serait bien que l'Etat puisse la sauver et qu'elle devienne une maison que l'on puisse visiter, comme un beau musée, comme la maison de Victor Hugo ou comme la maison de Tolstoï à Moscou.

Donc, d'Althusser à Marguerite Duras, de Sartre à Aragon, ils seront tous présents dans cette exposition que nous vous invitons évidemment à aller voir, et je souhaite à Catherine VIEU-CHARIER un prompt rétablissement au nom du Conseil de Paris.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 716.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DAC 716).

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la plaque commémorant l'attentat de la rue des Rosiers.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner le vœu n° 112 du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la plaque commémorant l'attentat de la rue des Rosiers.

Je donne la parole à Karen TAÏEB, pour une minute.

Mme Karen TAÏEB. - Merci, Monsieur le Maire.

Les murs de Paris sont témoins de son histoire, ceux de la rue des Rosiers sont à jamais meurtris par le tragique attentat antisémite du 9 août 1982. Tout le monde s'en souvient, à l'heure du déjeuner, une grenade est lancée dans le célèbre restaurant de la rue des Rosiers, chez Jo Goldenberg. Le bilan est terrible : 6 morts et 22 blessés.

Depuis quelques années, le restaurant mythique de la cuisine juive polonaise a été vendu. En lieu et place se trouve une boutique de vêtements, et la plaque qui commémorait l'attentat meurtrier a disparu depuis mars 2007 et n'a toujours pas été remplacée malgré les demandes successives.

C'est pourquoi je propose ce vœu, afin qu'une nouvelle plaque soit replacée en urgence, et j'insiste sur le mot "urgence", soit sur le mur de la boutique, soit sur un poteau à proximité de l'endroit où a eu lieu le terrible attentat, en attendant l'accord des nouveaux propriétaires.

Je vous remercie.

Me M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Madame.

Monsieur GIRARD, vous avez la parole.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - J'associerai Dominique BERTINOTTI, maire du 4e arrondissement, dont je suis l'adjoint à la mémoire dans le 4e arrondissement et, en effet, dans un échange avec Karen TAÏEB, j'ai vraiment suggéré que l'on puisse avancer beaucoup plus vite. Philippe LAMY, au cabinet du Maire en charge du dossier en est tout à fait conscient.

La plaque était une plaque privée. Ce n'était pas une plaque apposée par la Ville. Elle a été enlevée à la suite de travaux du restaurant, qui n'existe plus, comme vous le savez, et qui a été remplacé par une boutique de vêtements.

En 2008, le Maire de Paris a exprimé son souhait qu'une plaque rappelant cette tragédie soit apposée sur la façade de l'immeuble. Depuis, les contacts entre la Direction des affaires culturelles et le syndic de l'immeuble ont été multiples, mais avec, je dois dire, des réticences du côté de l'immeuble et des propriétaires privés.

Nous sommes en attente de l'accord écrit du propriétaire du nouveau magasin qui ne devrait plus tarder, pour que nous puissions délibérer et apposer enfin cette plaque que la Ville de Paris prendra en charge, bien entendu.

Donc, nous sommes prêts. Nous avons agi, à la fois dans le 4e arrondissement, c'est pourquoi je souhaite associer Dominique BERTINOTTI, Karen TAÏEB, un certain nombre d'élus et le Maire de Paris, le premier qui avait réclamé que cette plaque soit apposée, mais nous touchons là à un lieu qui est privé et pour lequel nous devons avoir l'accord du propriétaire. Si, par hasard, nous n'avions pas l'accord du propriétaire, nous devrions à ce moment-là peut-être trouver une solution sur l'espace public par l'installation ou l'érection d'un élément d'information, comme cela a été fait, par exemple, pour Mehdi Ben Barka.

L'avis est favorable au vœu présenté par Mme TAÏEB.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Donc, vous donnez un avis favorable à ce vœu.

Monsieur CORBIÈRE ?

M. Alexis CORBIÈRE. - Pour une explication de vote au nom du groupe Communiste et Parti de gauche, non seulement nous soutenons ce vœu et nous remercions Karen TAÏEB d'être revenue sur ce sujet. Nous insistons sur ce que vient de dire Christophe GIRARD, si, dans les plus bref délais, aucune solution n'est trouvée avec le propriétaire, l'espace public doit accueillir une telle plaque et, vous avez raison, pour aller au plus vite.

Donc, nous votons et nous attendons effectivement, comme l'a dit Christophe que, dans les plus brefs délais, quelque chose soit fait.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Oui, comme je l'avais demandé pour Ben Barka.

Madame TAÏEB ?

Mme Karen TAÏEB. - C'est exactement ce qui est demandé dans le vœu, je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2010, V. 338).

2010, DAC 719 - Acceptation de divers dons manuels faits en faveur des collections des musées de la Ville de Paris.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DAC 719. Il s'agit de l'acceptation de divers dons manuels faits en faveur des collections des musées de la Ville de Paris.

Je donne la parole à Mme Odette CHRISTIENNE.

Mme Odette CHRISTIENNE. - Merci, Monsieur le Président.

A l'occasion de ce projet de délibération, proposant l'acceptation de divers donc manuels faits en faveur des collections des musées de la Ville de Paris, je voudrais souligner en particulier la qualité et la grande diversité de ceux qui seraient affectés au Jean Moulin, Mémorial Leclerc et de la Libération de Paris.

Il s'agit notamment de tableaux, comme une estampe par Jean Oberlé de De Gaulle lors d'une émission de radio en 1944, d'armes à feu, comme des carabines US M1, Winchester Repeating Arms Company de la Seconde Guerre mondiale ou de numéros de journaux de l'époque comme France Soir des 12 et 13 novembre 1944 titrant "Le peuple de Paris célèbre l'armistice de la Libération", ainsi que des extraits des émissions radiophoniques sur les ondes du Brésil du 18 juin 1940 au 22 octobre 1943 en direction des Français libres.

En ces temps où nous devons lutter contre le révisionnisme et, plus encore, le négationnisme de faits concernant la période 1933 à 1945, nous nous félicitons de l'enrichissement des musées par ces dons qui contribueront à mieux faire comprendre ces années qui ont marqué une rupture dans l'histoire mondiale.

Il y a quelques jours, nous avons eu la démonstration de l'importance de ces objets témoins. En effet, au Mémorial, s'est tenue la soutenance de thèse de M. Julien TOUREILLE devant un jury composé d'éminents universitaires, de deux professeurs de Sorbonne et un de l'université Paul Valéry de Montpellier et, bien sûr, la directrice des deux musées. L'un des chapitres a été mis en évidence par le jury, en raison de l'intérêt de l'exploitation par le candidat à des fins d'Histoire de la très riche collection du musée, et ils ont relevé l'extrême diversité des objets, peintures, films, etc.

L'importance de ce musée parisien exceptionnel n'échappe à personne, car bien sûr il s'agit d'un mémorial ; plus qu'un mémorial, il s'agit d'un centre de recherche historique qui fait un travail irremplaçable, notamment en direction des élèves. Je n'en veux pour preuve que la politique dynamique de cette institution.

Donc, en remerciant les donateurs, et l'un d'eux était tout à l'heure dans la salle, il nous fallait signaler combien ces dons seront précieux pour la mémoire et pour l'écriture de l'Histoire nationale.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Madame.

Madame POURTAUD, vous avez la parole pour la réponse.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, au nom de la 9e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Je vais d'abord remercier Odette CHRISTIENNE de s'être inscrite sur ce projet de délibération et effectivement de souligner l'importance des dons pour l'enrichissement des collections de nos musées.

Je crois que c'est pour moi l'occasion de remercier publiquement, au nom de l'Exécutif bien sûr mais aussi au nom des Parisiens, tous les donateurs. C'est vrai que, particulièrement pour le Mémorial, nous en avions un dans la salle tout à l'heure.

Je voudrais également m'associer à tout ce qu'elle a pu dire concernant le travail du musée Jean Moulin et du Mémorial et saluer le travail de Christine LEVISSE-TOUZÉ qui, par la constance et la qualité de tout ce qui est fait dans ces deux musées, attire les dons. Cela nous permet, petit à petit, d'étayer et de construire cette mémoire tellement indispensable.

Je n'en veux pour preuve que cette exposition, comme l'a indiqué Christophe GIRARD, qui est ouverte depuis hier soir au Couvent des Cordeliers et j'encourage vraiment l'ensemble des membres du Conseil à aller voir "la vie quotidienne des Parisiens sous l'Occupation", exposition qui n'est possible que grâce à tous les documents qui sont à la fois au musée Jean Moulin, au musée de la Résistance de Champigny et aussi évidemment au travail exceptionnel, que je veux saluer dans cet hémicycle, du Comité d'histoire et des trois commissaires qui ont réalisé cette exposition : Alya AGLA, Claire ANDRIEU et Daniel TARTAKOWSKY.

Je pense qu'il fallait saluer leur travail.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 719.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DAC 719).

2010, SGRI 94 - DAC 808 - DF 98 - Signature d'une convention pour le don d'un bronze du sculpteur Antoine Bourdelle, intitulé La femme de l'artiste, Stéphanie Van Parys, à la Ville de Ramallah.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération SGRI 94 - DAC 808 - DF 98 sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement n° 112 bis.

Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 112 bis.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

L'amendement n° 112 bis est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SGRI 94 - DAC 808 - DF 98 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2010, SGRI 94 - DAC 808 - DF 98).

2010, DAC 578 - DJS 328 - Signature d'un avenant à la convention pluriannuelle signée avec l'association Compagnie Bouche à bouche/Catherine Hubeau (14e). - Montant : 7.500 euros.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DAC 578 - DJS 328, sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement technique n° 113.

Je donne la parole à M. GIRARD.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Considérant l'intérêt culturel du nouveau spectacle intitulé "Rue libre", réalisé par l'association Compagnie Bouche à Bouche, Catherine HUBAULT - rien à voir avec Catherine HUBAULT de la DAC, c'est Catherine HUBAULT, une chorégraphe -, il est proposé de lui octroyer une subvention complémentaire de 1.000 euros au titre de 2010.

En conséquence, il est proposé de modifier les articles 1, 2 et 3 du délibéré comme suit… Je vous évite la lecture et vous remercie de l'approuver dans le cadre de l'excellent travail fait par cette compagnie dans les quartiers "politique de la ville".

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 113 de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

L'amendement n° 113 est adopté.

Je mets à présent aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 578 - DJS 328 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (DAC 578 - DJS 328).

2010, DJS 464 - Subvention à Seuil (5e). Montant : 4.000 euros.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons à la 7e Commission.

Nous examinons le projet de délibération DJS 464 : une subvention à Seuil.

La parole est à Mme Danielle FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - Merci.

L'association Seuil a pour but d'aider à la réinsertion sociale des jeunes en difficulté. Je voudrais très rapidement attirer l'attention sur sa méthode parce qu'elle est très innovante.

Cette association propose ce qu'elle appelle des "marches de rupture", c'est-à-dire des randonnées à pied de plusieurs mois et de plusieurs centaines de kilomètres à des adolescents ou de jeunes adultes qui expérimentent et éprouvent ainsi leur volonté, leur endurance ainsi que leurs capacités à réussir.

Ces jeunes partent en petits groupes, souvent des duos, et sont encadrés par des retraités.

L'association a ainsi passé une convention avec la P.J.J. et elle est actuellement conventionnée pour l'accueil de jeunes pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance.

Par ailleurs, cette association œuvre à la mise en place du projet "les petits ponts" qui est complémentaire des "marches de rupture", projet par lequel des "parrains pro", retraités parisiens, accompagneront les bénéficiaires en amont et surtout une fois les jeunes de retour dans leur marche de rupture.

Le "parrain pro" participe à l'insertion sociale et professionnelle du jeune pris en charge en complément du responsable insertion de l'association. Il contribue à conforter l'évolution opérée durant la marche de rupture en l'aidant notamment à approfondir sa réflexion sur son parcours d'insertion sociale et professionnelle, et en l'accompagnant dans ses différentes démarches.

C'est pourquoi nous voterons, nous votons avec enthousiasme ce projet de délibération qui vise à soutenir pour la première fois l'association dans la consolidation et l'extension du réseau parisien des bénévoles et des professionnels, qui s'engageront dans le dispositif qui est justement et assez joliment dénommé, "les petits ponts".

Merci.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Pour répondre, la parole est à M. Bruno JULLIARD.

M. Bruno JULLIARD, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Merci, Monsieur le Maire, et merci surtout à Danielle FOURNIER pour son intervention.

Nous sommes, en effet, très, très heureux de soutenir cette association, qui propose en effet une méthode innovante pour accompagner et encadrer des adolescents et de jeunes adultes en difficulté ou en situation de rupture. Cette méthode repose sur l'accomplissement de randonnées de plusieurs mois.

Vous avez également raison d'insister sur le projet parallèle aux marches et aux randonnées, qui est celui des petits ponts, et l'appel à des parrains, souvent des retraités parisiens qui accompagnent ces bénéficiaires.

La Ville de Paris est donc particulièrement heureuse de soutenir ce projet et cette association, pour l'instant à hauteur de 2.000 euros.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 464.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DJS 464).

2010, DJS 469 - Autorisation à M. le Maire de Paris de poursuivre la mise en oeuvre du dispositif Paris Jeunes Vacances.
Vœu relatif à l'évolution du dispositif "Paris Jeunes Vacances" déposé par le groupe U.M.P.P.A.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DJS 469 sur lequel M. MARTINS a déposé les amendements n^{os} 74 et 75. Il s'agit de l'autorisation à M. le Maire de Paris de poursuivre la mise en œuvre du dispositif "Paris Jeunes Vacances".

La parole est à M. MARTINS.

M. Jean-François MARTINS. - Monsieur le Maire, chers collègues, j'interviendrai une seule fois pour défendre les deux amendements, et tout d'abord pour signaler tout le soutien que j'apporte à l'initiative "Paris Jeunes Vacances", qui me semble être conforme aux objectifs que vous avez fixés à votre politique de jeunesse, c'est-à-dire favoriser et aider à l'accès à l'autonomie des jeunes.

Et justement, pour répondre on ne peut mieux à cet objectif d'accès à l'autonomie, il me semble qu'un parcours de voyage, organiser soi-même son voyage, son budget, un projet, et le faire valider ensuite par la Ville contre un chèque-vacances de 150 euros me paraît être de l'ordre des bonnes initiatives.

Cependant, deux choses, il me semble que l'accès à l'autonomie doit être envisagé plus tôt, et notamment les premières vacances solitaires, les premiers moments où les jeunes peuvent partir seuls en vacances, seuls sans leurs parents, et construire de vrais projets est plutôt aux alentours de 16 ans que de 18 ans, qui est aujourd'hui la fourchette basse d'acceptation des bénéficiaires.

Le premier amendement à vous proposer est de passer de 18 à 16 ans la fourchette basse d'admission au dispositif.

Et le deuxième amendement, puisqu'on a visiblement ici une vision du jeune, on parle ici bien de jeunes de 18 à 30 ans, on est plutôt sur des jeunes adultes tout de même, donc des gens dont l'accès à l'autonomie est en cours, qui sont des gens déjà relativement adultes, et c'est pourquoi je vous proposerai de supprimer le dispositif qui demandait qu'en contrepartie de la subvention, chaque adulte de 18 à 30 ans doive envoyer une petite carte au Maire de Paris, une carte postale sur son lieu de vacances.

C'est peut-être un tout petit peu infantilisant et pas particulièrement à portée éducative.

Je vous propose ces deux amendements.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Monsieur.

M. AURIACOMBE a la parole.

M. Pierre AURIACOMBE. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous avons, en effet, déposé un vœu concernant ce projet de délibération, que tout le monde soutient dans le principe, bien évidemment. Ce dispositif "Paris Jeunes Vacances", créé en 2003, est une excellente chose, mais tout de même, nous le voyons vivre depuis quelques années, et je pense qu'il serait bon d'y apporter quelques améliorations.

Tout d'abord, sur la communication. Je ne suis pas certain aujourd'hui que cette opération soit suffisamment connue et dans différentes mairies d'arrondissement, on voit un nombre insuffisant de jeunes s'intéresser au projet.

Par ailleurs, et je rejoindrai mon collègue, je crois en effet que l'âge de 18 ans, aujourd'hui, ne correspond pas à la réalité des premières vacances jeunes.

Un âge de 16 à 25 ans nous paraîtrait plus adapté à ce projet, c'est l'âge qui correspond à l'apprentissage de l'autonomie.

Je pense également qu'aujourd'hui, ce dispositif est un peu lourd pour des jeunes et mériterait d'être simplifié. Objectivement, si vous regardez le projet, un jeune - je ne parle pas de jeunes de 30 ans - mais un jeune de 18 ans aura du mal, par lui-même, à remplir ce dispositif.

Dernière chose, on est tous, là encore, convaincus que ce projet est bon, mais l'évaluation aujourd'hui nous semble insuffisante.

Il faudrait qu'il y ait un dispositif de suivi mis en place par la Ville, et c'est ce que nous demandons, avec un compte rendu pour chaque projet, avec un jury, il faut…

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Bien, Monsieur AURIACOMBE.

M. Pierre AURIACOMBE. - Je termine juste ma phrase. C'était simplement dire qu'en la matière, on souhaiterait plus de suivi et un jury pour valider les opérations des jeunes.

Merci, Monsieur le Maire.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci beaucoup.

M. JULLIARD pour la réponse et l'avis sur les vœux.

M. Bruno JULLIARD, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Absolument, merci, Monsieur le Maire.

Le dispositif d'aide à projet "Paris Jeunes Vacances" a en effet été créé en 2003 afin d'aider les jeunes Parisiens de 18 à 30 ans à financer leurs vacances. Chaque année, ce sont 1.000 jeunes qui bénéficient d'un chèque-vacances de 150 euros, et les jurys d'arrondissement désignent eux-mêmes les bénéficiaires qui se voient ainsi attribuer cette aide financière directement sous la forme d'un chéquier-vacances. Il y a une répartition entre les arrondissements, en fonction à la fois de la population des arrondissements et des demandes des arrondissements. Chaque année, 1.000 jeunes sont bien évidemment trouvés sans aucun problème.

Il est vrai que nous réfléchissons depuis de nombreux mois maintenant à une réforme du dispositif. En effet, je partage une partie des avis qui viennent de s'exprimer sur le fait que ce dispositif doit bouger, notamment pour répondre à plusieurs objectifs.

D'abord une poursuite de la décentralisation de ce dispositif pour permettre une simplification et une plus grande souplesse, vous avez raison.

Une dématérialisation de ce dispositif, qui est plus compliquée que ce que nous pensions à l'origine, mais qui devra pouvoir exister pour l'année prochaine.

Enfin, une réaffirmation encore plus importante de la dimension sociale du dispositif, notamment en insérant des critères sociaux quant à l'attribution du dispositif "Paris Jeunes Vacances".

Je souhaitais que dès cette année, j'espérais que nous puissions vous proposer un dispositif "Paris Jeunes Vacances" réformé dès cette année.

Pour plusieurs raisons, cela n'a malheureusement pas été possible puisqu'un certain nombre de freins à la mise en place de cette réforme ont été révélés, notamment la réserve de la part de certains arrondissements quant à la possibilité logistique d'accueillir les jeunes au sein de la mairie pour remettre les chèques-vacances, c'est-à-dire la déconcentration totale du dispositif apparaît, aujourd'hui en tout cas, compliquée.

La réflexion sur la dimension sociale du même dispositif est aujourd'hui non aboutie.

Et enfin, nous avons quelques difficultés techniques quant à la dématérialisation.

Plutôt que de faire une réforme du dispositif à moitié, je propose, et j'en suis désolé, que nous remettions à l'année prochaine la transformation et l'amélioration du dispositif et qu'en l'état, nous maintenions le dispositif tel qu'il existe pour cette année.

En revanche, je vous propose que nous poursuivions le travail d'une commission que nous pourrions élargir, même si l'ensemble des groupes est représenté, mais je propose par exemple que Jean-François MARTINS y soit lui même invité pour améliorer le dispositif pour l'année prochaine, notamment pour répondre aux objectifs qui, je crois, sont partagés par l'ensemble des groupes.

Concernant les amendements, l'amendement n° 74 de Jean-François, je propose qu'en l'état actuel, il ne soit pas retenu. Je vous demanderai bien de le retirer pour que cette discussion fasse partie des sujets de la réforme de l'année prochaine puisque le passage de 18 à 16 ans nous pose un problème juridique quant à la responsabilité juridique des aides que nous pouvons donner à de jeunes mineurs qui partent en vacances seuls ; on a besoin là d'une expertise plus importante, donc nous ne pouvons pas décider.

Quant à la limite haute, c'est-à-dire les 30 ans, il n'y a là, pour le coup, pas d'accord entre les groupes, donc cela nécessite que nous ayons une réflexion encore un peu plus approfondie. Donc, je demanderai que l'amendement n° 74 soit retiré, s'il le veut bien.

Quant au n° 75, en revanche, un avis favorable, de mon point de vue, peut être donné sur la question des cartes postales, même si c'était très agréable de recevoir de nombreuses cartes postales de jeunes qui partent en vacances, mais sur l'aspect infantilisant, je suis assez d'accord. Chaque arrondissement pourrait lui-même décider quelle contrepartie ou quel retour il demande aux jeunes en fonction de chacun des jurys d'arrondissement. Donc, un avis favorable à l'amendement n° 75.

Quant au vœu n° 76, pour les mêmes raisons, je proposerai qu'il soit retiré puisqu'un certain nombre de sujets méritent que nous poursuivions la discussion, notamment sur les limites d'âge, sur la simplification qui dépend beaucoup de la dématérialisation. Donc ce ne sera de toute façon pas possible pour cette année.

Si le groupe U.M.P. est d'accord, je proposerai en l'état actuel le retrait et je m'engage cette fois de manière certaine à ce que l'année prochaine, le dispositif soit amélioré, simplifié, déconcentré et dématérialisé.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Monsieur MARTINS, très rapidement, est-ce que vous retirez l'amendement n° 74 ?

M. Jean-François MARTINS. - Oui.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur AURIACOMBE, est-ce que vous retirez le vœu n° 76 ?

M. Pierre AURIACOMBE. - On prend acte de l'engagement de M. JULLIARD et je retire le vœu.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Il reste donc à voter l'amendement n° 75 avec un avis favorable de l'Exécutif.

Je mets donc aux voix, à main levée, l'amendement n° 75.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

L'amendement n° 75 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 469 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2010, DJS 469).

2010, DFPE 144 - Signature d'un avenant à la convention passée avec la Fondation CASIP-COJASOR (Comité d'Action Sociale Isréalite de Paris et Comité Juif d'Action Sociale et de Reconstruction) pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie Susanne et David Levy (20e). - Montant : 276.871 euros.

2010, DFPE 158 - Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association Gan Ménahem pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective Gan Kitov (17è) et signature d'une convention d'objectifs. - Montant : 259.594 euros.

2010, DFPE 159 - Signature d'un avenant n°1 aux conventions passées avec l'association Gan Ménahem pour l'attribution d'une subvention pour respectivement le fonctionnement de la crèche collective "Léa Frankforter" et du jardin d'enfants "Sinaï" (18e), signature d'une convention d'objectifs pour chaque établissement.Montant total: 371 135 euros.

2010, DFPE 165 - Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association Gan Ménahem pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective Heikal Ménahem (20e) et signature d'une convention d'objectifs. - Montant : 214.788 euros.

2010, DFPE 185 - Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association OHEL ESTHER pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie dénommée "Ohel Léa" (19e). - Montant : 57.498 euros.

2010, DFPE 193 - Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association l'association Crèche Gan Esther pour l'attribution d'une subvention pour la crèche collective du 19e et signature d'une convention d'objectifs. - Montant : 118.777 euros.

2010, DFPE 194 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association Gan Yaël Crèche et Jardin d'Enfants pour l'attribution d'une subvention pour la crèche collective du 19e et signature d'une convention d'objectifs. Montant : 200.667 euros.

2010, DFPE 196 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association Gan Yaël Crèche et Jardin d'Enfants pour l'attribution d'une subvention pour la crèche familiale du 19e et signature d'une convention d'objectifs. - Montant : 294.225 euros.

2010, DFPE 200 - Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association Gan Yaël Crèche et Jardin d'Enfants pour l'attribution d'une subvention pour le jardin d'enfants du 19e et signature d'une convention d'objectifs. - Montant : 90.539 euros.

2010, DFPE 205 - Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association Gan Yaël Crèche et Jardin d'Enfants pour l'attribution d'une subvention pour la halte-garderie du 19e et signature d'une convention d'objectifs. - Montant : 73.608 euros.

2010, DFPE 274 - Signature d'un avenant N°1 à la convention passée avec l'association OZAR HATORAH pour l'attribution d'une subvention pour la crèche collective du 11e et signature d'une convention d'objectifs.Montant : 98.206 euros.

2010, DFPE 280 - Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association Ozar Hatorah pour l'attribution d'une subvention pour la crèche collective du 13e et signature d'une convention d'objectifs. - Montant : 199.962 euros.

2010, DFPE 278 - Signature d'un avenant N°1 à la convention passée avec l'association INSTITUTIONS GANONE YAD pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective (11e).Montant : 66.739 euros.

2010, DFPE 198 - Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association Jeunesse Loubavitch pour l'attribution d'une subvention pour la crèche collective du 19e et signature d'une convention d'objectifs. - Montant : 33.398 euros.

2010, DFPE 199 - Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association Jeunesse Loubavitch (19e) pour l'attribution d'une subvention pour la crèche collective du 19e et signature d'une convention d'objectifs. - Montant : 56.847 euros.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je vous propose d'examiner maintenant conjointement les projets de délibération DFPE 144 à DFPE 199.

Il s'agit de la signature d'avenants à des conventions passées avec plusieurs associations de petite enfance.

M. CORBIÈRE a la parole.

M. Alexis CORBIÈRE. - Mes chers collègues, déjà pour commencer, la DFPE 144, je ne m'inscris pas dessus ; j'avais demandé à être rayé : elle ne concerne pas ce que je vais dire et nous n'avons pas de problème avec ce projet de délibération qui concerne la Fondation CASIP-COJASOR.

Donc, je répète que je ne m'exprime pas sur ce projet de délibération, mais à partir du DFPE 158. Comme vous l'avez dit, je vais faire une intervention qui va concerner l'ensemble des projets de délibération.

Il s'agit, vous le savez, d'un débat à nouveau sur les crèches confessionnelles communautaires, pour lesquelles nous nous sommes déjà exprimés chaque année pour ce qui est de notre groupe. Ce débat n'est pas clos entre nous et il est d'ailleurs positif qu'il se prolonge.

Nous remarquons que, depuis 2008, les choses ont avancé et des débats, que nous pensons avoir notamment suscités, ont permis l'adoption de nouvelles conventions qui insistaient sur trois points : premièrement, le fait que toutes les crèches conventionnées accueillent exclusivement des enfants parisiens, deuxièmement, que ces crèches participent aux commissions d'attribution mises en place dans les arrondissements, et de ce fait accueillent des enfants qui seraient proposés, troisièmement que ces crèches soient ouvertes du lundi au vendredi après-midi inclus. C'était pour nous un socle minimum et ces trois points devaient marcher ensemble.

Nous tenons à saluer le travail réalisé par Christophe NAJDOVSKI, et toute son équipe, qui a visité quasiment l'ensemble des établissements. On salue vraiment tout ce travail de la DFPE qui a opéré un certain nombre de contrôles et on nous signale des progrès dans la participation aux commissions, dans l'accueil dorénavant effectif, exclusivement de Parisiennes et de Parisiens. Il s'agit pour nous de quelque chose de positif qui est enclenché.

Toutefois, si nous tenons au simple respect des conventions, force est de constater que ces crèches persistent à ne pas ouvrir le vendredi après-midi. Et donc, nous posons la question : à quoi cela sert de faire signer de conventions si, en cas de non-respect, nous continuons à les financer ?

On nous dit que la Ville a diminué ses subventions en tenant compte proportionnellement de l'amplitude horaire effectuée. Mais franchement, c'est un minimum ! Il ne manquerait plus que la Ville participe financièrement et verse des subventions pour des services non rendus ! Pour nous, cet argument ne tient pas.

La question de fond reste la même, année après année, Conseil de Paris après Conseil de Paris, pour ce qui est de notre part. La question est : ces crèches sont-elles laïques oui ou non ? Permettent-elles à tout enfant de bénéficier d'un éveil et d'un accompagnement à la socialisation et au développement dans un cadre laïc et mixte socialement et culturellement ?

Allons à l'essentiel : des signes ostentatoires religieux restent présents dans ces crèches. Et franchement, ayons le courage de dire que peu, voire pas du tout de familles, ne demandent auprès des commissions d'attribution de placer leur enfant dans ces crèches, car elles sont et demeurent - et les projets de délibération en attestent, il suffit de les lire - des structures communautaires.

Fort heureusement, la kétouba n'est plus exigée à l'entrée, fort heureusement ces crèches ne sont plus dans le refus systématique d'accueillir d'autres enfants, mais si les familles ne veulent pas y placer les leurs, c'est qu'elles savent bien que ces crèches ont été créées et continuent de fonctionner pour accueillir une communauté.

Je renvoie d'ailleurs à la récente décision de justice, concernant la crèche "Baby-loup" que tout le monde a suivi, qui nous sembla une décision sage qui fera jurisprudence. Je vous invite à la lire dans le détail : il est important qu'il n'y ait pas de signes religieux, notamment pour les structures qui accueillent des enfants pour la petite enfance.

Nous en profitons d'ailleurs pour nous féliciter du déconventionnement de la crèche, nommée "Benjamins du XXe", qui, en plus des signes religieux très présents dans l'établissement, a exigé des personnels le port du pantalon pour les femmes et y développait des pratiques bien éloignées de l'accueil universel.

Alors, quelle ville voulons-nous construire ? Pour quelle société ? Trouvons-nous souhaitable que, dès la petite enfance, certaines crèches collectives accueillent exclusivement des enfants de la même communauté religieuse ? Les missions d'une crèche ne se limitent pas à la garde d'enfants, elles contribuent, avec les familles, à l'éveil, à l'éducation, à la construction personnelle et sociale des jeunes enfants. Elles contribuent également à l'inscription des familles dans un maillage de relations sociales.

Il ne s'agit pas, j'insiste sur ce point, de refuser le droit des familles à privilégier un lieu d'accueil professionnel ou communautaire, mais c'est un choix privé. Il doit rester privé et ne peut être financé par notre collectivité. L'argent public ne peut que servir au financement des lieux d'accueil publics ouverts à tous les Parisiens.

L'Exécutif expliquait déjà, sous l'ancienne mandature, que cette situation de financement des crèches confessionnelles relevait d'un héritage de l'équipe municipale d'avant 2001 ! Rappelons-le, sur nombre de dossiers, la quasi-totalité en l'occurrence, la force de notre Municipalité est d'avoir opéré la rupture politique.

Faisons de même en matière de laïcité et de lutte contre les discriminations. Puisque ces crèches ne respectent pas entièrement les conventions, déconventionnons-les. Ainsi, une convention signée ne suffit pas. Afin de vérifier pleinement sur le terrain le respect de la laïcité et l'accueil non communautaire de tous les petits Parisiens, nous avons besoin que soit enfin créé l'observatoire de la laïcité. Depuis 2008, nous attendons qu'il se mette en place.

Je conclus en disant que la laïcité est notre bien commun. Elle ne peut se négocier chaque semaine, chaque mois, chaque année, avec des groupes minoritaires, je le dis. Je crois qu'il y a un débat d'actualité fort et offensif, permanent, mené contre la laïcité, qui va bien au-delà du débat que je viens d'évoquer.

On le voit, nombre de lois, je pense à la loi CARLE, qui créait véritablement des détournements d'argent public en direction d'établissements confessionnels et religieux. On le voit bien, encore dernièrement…

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur CORBIÈRE…

M. Alexis CORBIÈRE. - … 80 députés U.M.P. ont déposé une loi pour exonérer les écoles confessionnelles de la taxe foncière. Je pourrai continuer là ces développements.

Revenons à l'essentiel, aux principes : défendons la laïcité et votons contre ces projets de délibération.

Merci.

(Applaudissements sur les bancs du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Monsieur ALAYRAC, vous avez la parole.

M. Gilles ALAYRAC. - Comme le précisait notre collègue Alexis CORBIÈRE, Mme GOLDGRAB et moi-même, voterons le premier projet de délibération DFPE 144 qui ne pose pas de difficulté.

Nous examinons aujourd'hui, mes chers collègues, une série de treize subventions à des crèches conventionnelles, et je vais donner la position de principe des radicaux de gauche sur l'ensemble de ces subventions.

Notre Municipalité a hérité en 2001 d'une situation que je qualifierai d'ambiguë, que nous avait légué la Droite, celle du financement public par le contribuable parisien des crèches confessionnelles. Un dossier d'ailleurs qui n'est toujours pas réglé à ce jour.

On peut, certes, se féliciter que le nombre de cette vingtaine ou trentaine de crèches parisiennes n'ait pas augmenté depuis dix ans, mais il faut aussi s'interroger sur la légitimité de ces subventions et sur les raisons de renouveler chaque année leur financement. Et il faut, cette année encore, tirer la sonnette d'alarme.

Oui, mes chers collègues, ces crèches ne respectent pas la laïcité. Pour nous, radicaux, et je sais que cette position est partagée par nombre d'autres Conseillers de Paris, la laïcité commence dès le plus jeune âge.

Nous n'avons ni à cautionner ni à encourager le choix qui est fait de socialiser des enfants, tout petits, dans un cadre communautaire. Ce choix est celui des parents, il n'appartient pas à la collectivité de se prononcer sur celui-ci.

Financer, par contre, c'est au mieux considérer que ce n'est pas notre problème, au pire, c'est l'approuver. Il est temps de réorienter notre politique municipale vers la neutralité, vers la laïcité, dans ce domaine comme dans bien d'autres.

Quatorze des dix-neuf crèches ne jouent pas le jeu et n'assurent pas un service public continu. Elles subiront donc une raréfaction de leurs subventions proportionnée aux horaires de non ouverture.

Certaines, nous le savons, ne siègent pas au sein des commissions d'attribution.

Je reconnais bien volontiers que la Ville a pris conscience du problème en instaurant de nouveaux critères de subventionnement, nous les avions approuvés.

Il est exact aussi qu'une démarche a été initiée pour éviter que les enfants non Parisiens ne puissent plus s'inscrire dans ces établissements financés par les Parisiens. Mais les effets de ces mesures demeurent aujourd'hui limités. La retenue financière qui est proposée est loin d'être suffisante. Quel effet dissuasif aura-t-elle dans le futur ? Aucun, on peut le craindre.

Il faut aller plus loin dans l'exigence que nous devons avoir envers ces structures associatives. Si elles veulent le financement public, il faut les ouvrir sur le monde extérieur, afin qu'elles se mêlent davantage à la vie de la cité et qu'elles ne demeurent pas des enclos dans lesquels la Municipalité n'a pas son mot à dire.

Pour voter ces subventions, il faudrait par exemple que soit réservé un quota important de places dans ces structures attribué à chaque mairie d'arrondissement, que les retenues financières soient doublées pour être dissuasives, que l'on s'assure que le personnel encadrant s'exprime avec les enfants dans la langue française, que les signes ostentatoires religieux qui figurent au dessus des berceaux soient retirés.

Autant d'exigences qui à ce jour ne sont pas satisfaites, ce qui me conduit à dire que les Radicaux de gauche, qui depuis neuf ans inlassablement appellent l'attention de l'Exécutif sur ce sujet, ne voteront pas ces subventions.

Nous nous abstiendrons aujourd'hui pour tenir compte des efforts de clarification que la Ville a entrepris à l'égard de structures non conformes au principe républicain de laïcité.

Mais je dis que si rien de significatif n'est observé dans la période à venir, alors notre vote sera un vote contre les subventions à ces crèches confessionnelles.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je vous remercie.

Pour répondre, je donne la parole à Christophe NAJDOVSKI.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Je tiens à dire que la Municipalité poursuit son action pour que l'ensemble des crèches subventionnées par la Ville respectent le principe d'un accueil universel, qui est le fondement d'une logique de service public. Pour cela, l'objectif est de travailler à une ouverture des crèches à caractère confessionnel communautaire à tous les enfants parisiens dans le respect du partenariat avec la Ville, partenariat qui est noué à travers des conventions avec chacune des associations concernées.

Cela a été noté depuis deux ans maintenant, l'effort qui est fait sur le fait que les associations n'accueillent que des enfants parisiens, cet effort a porté ses fruits. Nous insistons également sur la coopération avec les mairies d'arrondissement pour que celles-ci puissent proposer des enfants inscrits sur leurs propres listes de manière à instaurer une mixité dans les crèches concernées. Nous en sommes, c'est vrai, au tout début et avec des effets qui sont pour l'instant limités et variables selon les établissements concernés.

Nous favorisons aussi l'ouverture de tous les jours de la semaine, comme c'est indiqué dans l'article premier des conventions, du lundi matin au vendredi soir. Ceci veut dire que les associations qui sont subventionnées par la Ville de Paris s'engagent, à travers le respect de cet article premier, à une ouverture du lundi au vendredi soir.

Dans le respect du vœu voté en septembre 2008, la Ville a revu ses conventions de partenariat avec les associations et ce travail est fondé sur le dialogue, avec les associations concernées. Et ce qui ressort aujourd'hui de ce travail, c'est que nous avons pu noter des progrès sur l'accueil des enfants parisiens, sur la participation aux commissions d'attribution, sur le fait que les associations prennent des enfants proposés par les mairies d'arrondissement, mais ces progrès sont variables et limités.

Certains aspects concernant notamment l'ouverture du vendredi après-midi, avancent plus lentement, ce qui depuis cette année, vous l'avez à juste titre remarqué, Monsieur ALAYRAC, a des conséquences sur le montant de la subvention versée par la Ville qui est calculé en fonction stricte de l'activité de l'association.

Je tiens à dire à mes collègues qui sont intervenus, que la Ville peut mettre un terme au partenariat lorsqu'elle estime que la gestion et l'accueil dans la crèche sont très éloignés des conditions du partenariat avec la Ville et qu'il n'y a aucune évolution, comme elle l'a fait dès l'année dernière et cette année à nouveau pour une association qui était auparavant subventionnée.

M. CORBIÈRE l'a effectivement relevé, nous pouvons aller jusqu'à cette possibilité.

Je sais que je peux compter sur votre vigilance pour nous alerter aussi sur les pratiques qui s'éloigneraient trop du respect des conventions.

Je voudrais dire, en conclusion, que l'état d'esprit de l'Exécutif parisien est d'assurer la continuité du service rendu, en poursuivant l'an prochain avec la même détermination le travail engagé pour veiller à l'application des conventions, et améliorer encore les conditions d'accueil dans ces établissements, dans un dialogue avec les responsables des associations concernées.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons aux votes.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 144.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2010, DFPE 144).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 158.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DFPE 158).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 159.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DFPE 159).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 165.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DFPE 165).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 185.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DFPE 185).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 193.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DFPE 193).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 194.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DFPE 194).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 196.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DFPE 196).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 200.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DFPE 200).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 205.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DFPE 205).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 274.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DFPE 274).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 280.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DFPE 280).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 278.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DFPE 278).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 198.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DFPE 198).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 199.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DFPE 199).

2010, DFPE 254 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association "Le Trampoline" (5e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 322.392 euros.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DFPE 254 sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement n° 77. Il s'agit de la signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association "Le Trampoline", pour l'attribution d'une subvention d'un montant de 322.392 euros.

Je donne la parole à M. NAJDOVSKI.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, au nom de la 7e Commission. - C'est un amendement technique tout simplement.

(Mme Véronique DUBARRY, adjointe, remplace M. Jean VUILLERMOZ au fauteuil de la présidence).

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Je mets donc au voix, à main levée, l'amendement technique n° 77.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

L'amendement n° 77 est adopté à l'unanimité.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 254 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2010, DFPE 254).

Je vous remercie.

Vœu relatif aux fermetures successives du gymnase Burgard (15e) déposé par le groupe U.M.P.P.A.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous passons maintenant à l'examen d'un certain nombre de vœux ne se rapportant à aucun projet de délibération.

Nous commençons par le vœu n° 78 déposé par le groupe U.M.P.P.A., et la parole est à M. Jean-Baptiste MENGUY pour une minute.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Merci, Madame le Maire.

Ce vœu est en fait un épisode d'une longue série concernant le gymnase Burgard. Vous n'êtes pas sans connaître, parce que la mairie du 15e a alerté à de nombreuses reprises la Mairie de Paris, les problèmes d'infiltration dus au toit du gymnase et encore une fois compte tenu des intempéries, nous ne pouvons que constater que les problèmes ne sont pas réglés et que les choses n'avancent pas. C'est la raison pour laquelle nous avons souhaité déposer ce vœu, afin d'alerter encore et encore une nouvelle fois la Mairie de Paris sur ces problèmes qui empêchent de nombreux sportifs de pouvoir pratiquer leur discipline dans de bonnes conditions au moins des conditions de sécurité quand le gymnase lui-même n'est pas fermé.

Je vous remercie.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Monsieur le Conseiller.

Pour vous répondre, la parole est à M. Jean VUILLERMOZ.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint. - Je me vais essayer d'être aussi bref que vous.

Il est clair que le fonctionnement de ce gymnase est perturbé par plusieurs malfaçons qui ont eu pour conséquences des infiltrations d'eau. Le problème vient du fait que le gymnase est situé sous une dalle, soutenant un jardin qui est la propriété d'une société privée immobilière.

Par contre, il est faux de dire que les associations ne peuvent pas poursuivre une activité pérenne. A ce jour, il y a eu malheureusement mais seulement 15 fermetures sur les 348 premiers jours de l'année 2010.

Ces 15 fermetures sur 348 jours de l'année 2010, c'est une gêne, nous le reconnaissons et tout le monde souhaite que la situation puisse être améliorée le plus rapidement possible, mais il ne faut pas nier la complexité du dossier et le fait qu'à un moment donné ce sera à la justice de prendre les décisions qui s'imposent.

Comprenez donc que si je suis préoccupé par le confort des utilisateurs du site, je suis également soucieux du bon usage des deniers publics et en l'espèce, je ne vois pas en quoi la collectivité parisienne devrait supporter le coût d'une responsabilité qui incombe à un autre. Je dis simplement à titre indicatif, que le coût des travaux de réparation est estimé à un million d'euros.

C'est pourquoi la Ville va utiliser la voie juridique pour imposer la réalisation des travaux aux personnes morales désignées comme responsables par les différents experts. Et donc, à ce stade, je ne peux préjuger ni du rythme ni de l'issue finale que prendra cette voie juridique, et donc, je ne peux qu'émettre un avis défavorable à votre vœu même si je comprends très bien les désagréments qui sont causés par ce gymnase.

Je vous demande de retirer ce vœu, s'il vous plaît.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Vous me faites signe que non, j'en déduis que vous ne voulez pas retirer le vœu comme vous le propose M. Jean VUILLERMOZ.

Allez-y rapidement.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Nous maintenons le vœu.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est repoussé.

Vœu relatif au départ du semi-marathon de Paris pour les déficients visuels et athlètes en situation de handicap déposé par le groupe C.I.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous passons maintenant à l'examen du vœu n° 79.

Mme Catherine BRUNO va poser des questions à M. VUILLERMOZ, à propos du départ de semi-marathon de Paris.

Mme Catherine BRUNO. - Merci, Madame la Présidente.

Mes chers collègues, la grande course populaire du semi-marathon de Paris qui aura lieu dans un peu moins de 3 mois, le 6 mars 2011, réunira près de 30.000 participants, parmi lesquels des athlètes en situation de handicap, aussi bien en fauteuil roulant que non-voyants ou malentendants.

Afin de permettre aux personnes souffrant d'une déficience visuelle de concourir à égalité avec leurs pairs, il est prévu que celles-ci puissent participer sous la forme d'un binôme coureur-guide courant côte à côte et reliés par une cordelette d'une quarantaine de centimètres.

La présence de ce guide est essentielle puisqu'elle permet au coureur d'être informé au fur et à mesure de l'évolution physique du parcours.

Toutefois, il s'avère très difficile dans de telles courses de doubler les participants à deux de front, ce qui a pour conséquence inévitable de léser les participants non-voyants. Il serait donc souhaitable que le semi-marathon de Paris adopte le dispositif de départ anticipé déjà appliqué lors du marathon de Paris et qui permet aux personnes non-voyantes et à tous athlètes en situation de handicap de partir avec une avance de dix minutes de telle sorte qu'ils puissent éviter la cohue. Une telle pratique n'est en rien contraire à l'esprit de compétition puisque tous les concurrents sont équipés d'une puce électronique de contrôle et de chronométrage.

Nous souhaitons donc que vous demandiez à la société A.S.O., organisatrice de cet événement mais aussi du Marathon de Paris, de bien vouloir appliquer le dispositif du départ anticipé au Semi-marathon de Paris. L'événement étant placé, je cite l'article 1er du règlement de la course, sous l'égide de la Mairie de Paris, son soutien à de telles manifestations sportives doit être soumis au respect des situations de handicap.

Je vous remercie.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Madame BRUNO.

Monsieur VUILLERMOZ, vous avez la parole.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint. - Merci, Madame.

Je m'inscris pleinement dans l'esprit de ce vœu. Effectivement, la différence des conditions de départ des athlètes en situation de handicap au niveau du Marathon et du Semi-marathon est difficilement compréhensible et acceptable, d'autant plus qu'il s'agit du même organisateur.

Je vous remercie d'avoir mis l'accent sur ce sujet, avec un vœu détaillé et précis, mais cela me donne aussi l'occasion de rappeler le cadre dans lequel sont organisés le Marathon et le Semi-marathon. Contrairement à ce que certains peuvent encore penser, la Ville n'est pas engagée dans l'organisation de ces deux événements. Je rappelle qu'A.S.O. s'est vue octroyer en mars 2009 une convention d'occupation temporaire du domaine public d'une durée de 10 ans, en vue de l'organisation du Marathon de Paris et du Semi-marathon de Paris.

A ce titre, la Ville n'apporte pas de soutien financier à l'organisateur et n'a pas le pouvoir d'intervenir dans l'organisation des deux courses, ce qui est important, car, si je suis d'accord avec l'esprit du vœu, la rédaction telle que formulée est en contradiction avec le cadre contractuel existant.

En revanche, il nous est tout à fait possible d'interpeller A.S.O. et de lui demander de reconsidérer la situation. Sans m'avancer, je pense que A.S.O. aura à cœur de corriger cette anomalie.

Pour donner un avis favorable à ce vœu, je vous propose de modifier le mot "exiger" qui est dans la première partie par le verbe "demander" et de reformuler la phrase ainsi dans la seconde partie : "que la Ville rappelle que son soutien à une telle manifestation sportive s'appuie notamment sur le respect des situations de handicap".

Si ces amendements sont acceptés, je propose un avis favorable.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur le Maire.

Madame BRUNO, quelle est votre réponse ?

Mme Catherine BRUNO. - Bien sûr, j'accepte cet amendement.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - J'en suis ravie. Nous allons pouvoir…

Monsieur MENGUY, une explication de vote ?

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Merci, Madame le Maire.

Nous soutenons, bien évidemment, cette initiative parce que nous avons à cœur que le sport, dans sa vocation sociale, puisse être accessible à toutes et à tous, et en particulier aux sportifs souffrant d'un handicap.

A titre d'information, juste, nous avons été en contact avec Joël LAINÉ qui est chargé chez A.S.O. de cette question.

Je crois que, par rapport à ce que vous disiez, je ne suis pas l'ambassadeur de A.S.O., mais j'imagine bien qu'ils ont à cœur de pouvoir rendre accessible le sport dans les meilleures conditions. Cela étant, il semblerait que techniquement, cela pose un certain nombre de problèmes qui ne seront pas si faciles à résoudre.

En tout état de cause, la question leur a déjà été posée. Je suppose que vous relaierez avec efficacité la demande du Conseil de Paris et, forts de ces éléments d'information, nous voterons le vœu bien volontiers avec vous.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Monsieur MENGUY.

Je disais donc que j'étais ravie que nous puissions adopter ce vœu et je rajouterai que les personnes en situation de handicap ne sont pas souffrantes.

Je vous remercie.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu amendé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu amendé est adopté à l'unanimité. (2010, V. 323).

2010, DFPE 303 - DPVI 175 - Signature d'une convention passée avec l'Office Public de l'Habitat "Paris Habitat" pour l'attribution d'une subvention d'investissement pour l'aménagement de locaux (20e) en vue de l'aménagement d'un équipement associatif d'accueil de la petite enfance et de la création d'un espace parents-enfants. - Montant : 81.317 euros.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous arrivons maintenant au projet de délibération DFPE 303 - DPVI 175, sur lequel un amendement n° 80 a été déposé par l'Exécutif. Il s'agit d'une convention passée avec "Paris Habitat" pour l'aménagement de locaux dans le 20e.

Christophe NAJDOVSKI n'étant pas là…

C'était un amendement technique de l'Exécutif.

Je mets donc aux voix, à main levée, l'amendement n° 80.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ? Apparemment, personne.

L'amendement n° 80 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 303 - DPVI 175 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Qui est contre ? Non, pas de contre.

Ni d'abstentions ? Je vous remercie.

Le projet de délibération amendé est adopté. (2010, DFPE 303 - DPVI 175).

Vœu déposé par les groupes de la majorité municipale relatif au projet d'ouverture d'héliport dans le secteur de la porte d'Aubervilliers.
Vœu déposé par l'Exécutif.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous entamons maintenant la 8e Commission avec le vœu n° 81 qui a été déposé par les groupes de la majorité municipale et le vœu n° 81 bis de l'Exécutif.

Mme PIGEON va nous présenter le vœu n° 81.

Mme Frédérique PIGEON. - Madame la Maire, je vous remercie.

Ce vœu porte sur le projet, semble-t-il, de l'Etat de construire plusieurs héliports à proximité de Paris, dont un dans le secteur de la porte d'Aubervilliers.

L'ouverture de ces nouveaux héliports serait en contradiction totale avec le Grenelle de l'environnement, avec le Plan de prévention contre le bruit dans l'environnement en cours d'élaboration par la Mairie de Paris et avec les décisions du Conseil de Paris qui s'est prononcé à plusieurs reprises pour réserver aux seuls vols de service public l'utilisation de l'héliport Paris - Issy-les-Moulineaux.

Par ailleurs, c'est sans compter tous les efforts de requalification opérés actuellement par la Ville de Paris sur la porte d'Aubervilliers. Aussi, à l'unanimité, le conseil d'arrondissement du 18e s'est prononcé contre cette funeste idée et souhaite que le Conseil de Paris puisse la soutenir.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Madame PIGEON.

Pour vous répondre, Mme Anne HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Merci.

Je présente un vœu de l'Exécutif, reprenant en partie d'ailleurs ce qui vient d'être dit. En effet, l'Etat souhaite construire plusieurs héliports à proximité de Paris, notamment dans le secteur de la porte d'Aubervilliers mais aussi à Bercy-Charenton pour compenser une réduction du trafic de l'héliport d'Issy-les-Moulineaux.

Nous sommes, bien sûr, et je suis bien placée, avec mes collègues, notamment Claude DARGENT et Gilles ALAYRAC - Claude DARGENT siège à la Commission départementale de l'héliport -, pour dire que nous voulons limiter aux seuls vols de services publics l'utilisation de l'héliport Paris - Issy-les-Moulineaux, mais les implantations envisagées ne nous conviennent absolument pas. Elles seraient au cœur d'opérations d'aménagement mixte qui ne sont absolument pas susceptibles de générer une demande de trafic d'hélicoptères, d'autant plus que ces quartiers ont vocation à devenir des quartiers qui auront beaucoup de logements, qui auront aussi des entreprises, mais ce ne sont pas des quartiers d'affaires dans lesquels on pourrait assumer des vols d'hélicoptères pour des services privés.

Donc, je voudrais aussi, et c'est ce qui est exprimé dans ce vœu, m'étonner de l'absence de précisions, tant sur la situation actuelle de l'héliport d'Issy-les-Moulineaux… Alors, certains annoncent parfois à grands coups d'effets de manche la fin de l'héliport d'Issy-les-Moulineaux, puis on apprend que ce n'est pas tout à fait cela, et puis on apprend en fait que l'on pourrait en finir avec Issy-les-Moulineaux mais c'est pour surcharger d'autres quartiers de Paris, notamment de l'Est et du Nord. Cela ne va pas ! Cela ne va pas !

Il faut que l'on avance de façon sérieuse et aujourd'hui, ce n'est pas ainsi qu'avance l'Etat.

Donc je souscris au vœu présenté par le 18e en souhaitant, et c'est le sens du vœu de l'Exécutif, l'étendre aux autres secteurs parisiens qui pourraient être concernés par le projet de la DGAC.

Dans le vœu de l'Exécutif, je demande que l'Etat renonce à son projet d'implanter de nouvelles stations d'héliports à Aubervilliers et à Bercy-Charenton. Si tel n'était pas le cas, je demande, et que notre Conseil demande aux autorités compétentes l'organisation prochaine d'un débat public. Tout cela doit être discuté et débattu et pas décidé dans tel ou tel bureau administratif, mais donner lieu à un débat sur le bien-fondé d'un tel projet, en impliquant bien sûr les communes, les arrondissements et les riverains concernés.

Je vous remercie.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci.

Madame PIGEON, en vertu de ce que vient d'expliquer Mme HIDALGO et de la présentation du vœu n° 81 bis de l'Exécutif, retirez-vous le vœu n° 81 ?

Mme Frédérique PIGEON. - Bien sûr, d'autant que la démarche proposée est bien plus large et bien plus forte.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Bien. Dans ce cas, le vœu n° 80 est retiré.

En revanche, je mets aux voix le vœu ...

Ah ! Une explication de vote, Monsieur MENGUY. Décidément !

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Oui, on ne se quitte pas, là !

Madame le Maire, mes chers collègues, la question de l'héliport est une vraie et belle question. Quelle est la réalité ?

La réalité, c'est que l'héliport de Paris - Issy-les-Moulineaux situé dans le 15e, c'est 12.000 rotations par an et 5.000 transits. La réalité, c'est que, les quartiers des Frères Voisin et Balard - pour y habiter, je sais de quoi je parle - n'en peuvent plus et ne supportaient plus cette accumulation de nuisances permanentes qui empêchaient les habitants d'avoir une vie quotidienne normale.

La vérité, c'est que, jusqu'à il y a quelques mois, aucun élu de cette Majorité du Conseil de Paris n'a jugé bon de régler cette affaire et de considérer que c'était une question prioritaire.

La vérité, c'est que c'est uniquement par l'intervention de Jean-François LAMOUR et Philippe GOUJON que les choses ont bougé...

(Mouvements de protestation sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

Eh ! Oui, mes chers collègues, je comprends que ça vous déplaise, la vérité n'est pas toujours agréable à entendre.

Que les choses ont bougé, que le Ministre des Transports à été saisi directement, que c'est en mairie du 15e qu'il a annoncé que les vols commerciaux seraient supprimés d'ici courant 2011, qu'un certain nombre de plateformes seraient mises à l'étude dans le cadre du Grand Paris dans la métropole.

Alors, quelle est la vérité aussi par rapport à ces vœux ?

C'est qu'enfin, enfin ! Les élus de gauche ont décidé de nous rejoindre dans ce combat pour l'amélioration du quotidien du sud du 15e arrondissement, et en premier lieu, Mme HIDALGO, qui a été bien absente jusqu'alors de ce combat.

Par ce vœu, vous faites la démonstration de plusieurs erreurs.

D'abord, vous fondez des vœux, et je cite, sur des articles de presse et donc sur des choses qui doivent être à mon avis vérifiées.

La deuxième chose, c'est que Mme HIDALGO se trompe lorsqu'elle parle de l'héliport d'Issy-les-Moulineaux puisque c'est l'héliport qui se situe dans le 15e arrondissement, et c'est l'héliport de Paris-Issy-les-Moulineaux, et non d'Issy-les-Moulineaux !

La vérité est que Mme HIDALGO se trompe lorsqu'elle dit que rien n'a été fait…

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Monsieur MENGUY, j'attire votre attention sur votre temps de parole.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - ... puisque par l'intervention des députés du 15e arrondissement, et j'en terminerai bientôt, c'est la suppression totale des vols gouvernementaux, ce sont des mesures sur l'altitude et les axes d'accès à l'héliport du 15e qui ont été modifiés.

Enfin, la vérité est que par ces vœux, Mme HIDALGO avoue noir sur blanc qu'elle souhaite que la question pour le 15e soit réglée le plus tardivement possible et que finalement, le quotidien des habitants du sud du 15e ne l'intéresse pas. Ce qu'elle veut faire, c'est de la politique politicienne, et croyez-le bien : les habitants du 15e arrondissement le sauront très rapidement.

Donc, nous ne voterons pas ces deux vœux.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur MENGUY, de cet exposé tout à fait objectif, très factuel et très clair.

M. GAREL m'a demandé la parole pour une explication de vote.

M. Sylvain GAREL. - Il vaut mieux entendre ça et des hélicoptères que d'être sourd, effectivement.

Mais franchement, je suis abasourdi de ce discours. Je vous signale que les militants écologistes du 15e et de tout Paris se battent contre cet héliport depuis des années, voire des dizaines d'années.

Ben ! Tu n'as pas beaucoup vu parce que je pense qu'il ne fréquentent pas les mêmes réunions que vous…

Mais ils se sont mobilisés depuis des années. On a déposé des vœux dans la précédente mandature, déjà, pour demander la fermeture de cet héliport, bien entendu, vous pouvez les retrouver, vous pouvez retrouver les vœux des "Verts"…

Ah ! Très efficace !

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Monsieur MENGUY, s'il vous plaît !

M. Sylvain GAREL. - Excusez nous de ne pas être majoritaires au niveau de l'État mais cela viendra un jour : vous verrez, on sera efficace par rapport aux héliports.

Parce que la solution de l'héliport n'est pas de restreindre l'héliport d'Issy-les-Moulineaux, ce n'est pas d'en mettre ailleurs, c'est de supprimer les héliports ! L'hélicoptère n'est pas un mode de transport durable, donc il faut supprimer le transport en hélicoptère.

Je vous remercie.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Madame HIDALGO ?

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Je voudrais rappeler à mes collègues que les habitants du 15e arrondissement n'estiment pas que leur problème devra être réglé en créant des nuisances complémentaires ailleurs.

Et d'ailleurs, depuis le temps que certains leur annoncent que tout cela va être réglé, je crois qu'ils ont compris que c'était un peu plus compliqué que cela et que les annonces dans les journaux ou dans les tribunes des uns et des autres ne valaient pas grand-chose.

Pour ma part, je pense qu'il faut travailler sérieusement. Travailler sérieusement, c'est effectivement demander un grand débat public, être dans la transparence, que l'État soit dans la transparence vis-à-vis des habitants de Paris et de sa métropole pour que nous sachions comment d'une part assumer la nécessité des vols qui sont des vols de service public, et comment faire en sorte que tel ou tel quartier ne soit pas tout d'un coup soumis a des nuisances dont on sait qu'elles sont extrêmement importantes. Pour les vivre dans le 15e arrondissement et pour les habitants d'Issy-les-Moulineaux, nous savons que ces nuisances sont très importantes. Donc, il ne s'agit pas de se débarrasser du problème comme certains le voudraient en disant : allons mettre cette nuisance, et de préférence, pourquoi pas, dans l'est ou dans le nord parisien.

Ce n'est pas notre vision, ni même je crois, ce qu'attendent de nous les Parisiens. Nous sommes ici au Conseil de Paris, et cette position-là, nous l'assumons partout dans Paris, y compris auprès des habitants du 15e, qui sont aussi intelligents et généreux, et qui n'ont pas envie d'être pris pour des imbéciles lorsqu'on leur explique des choses qui ne se réalisent pas et en leur expliquant que leur problème sera atténué en augmentant ceux des autres.

Merci.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Madame la Maire.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu présenté par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2010, V. 324).

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au rachat du 37 bis rue de Montreuil (11e).

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous passons maintenant à l'examen du vœu n° 82, relatif au rachat du 37 bis, rue de Montreuil, présenté par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

C'est M. VAUGLIN qui a la parole pour le présenter.

M. François VAUGLIN. - Merci.

Nous sommes ici dans le 11e arrondissement, à l'entrée de la cour de l'Industrie, qui est un témoignage absolument unique du patrimoine de l'architecture industrielle du XIXe siècle du Faubourg Saint-Antoine, patrimoine qui est classé à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques.

La Ville a sauvé cet endroit en prenant la maîtrise de cet espace qui était menacé d'une opération de spéculation immobilière, et c'est ainsi la S.E.M.A.E.S.T. qui intervient pour rénover cette cour dans un très beau projet.

Batigère intervient sur un immeuble de logements qui se trouve à l'entrée, sur le front de rue de cette adresse. Et il reste un tout petit bâtiment, de facture très médiocre, qui se trouve à l'entrée, son propriétaire étant prêt à vendre ou à évoquer toute possibilité d'une appropriation publique dans le cadre du projet que nous portons sur l'ensemble de cette adresse.

Ce bâtiment formant une verrue, il est important pour nous qu'il puisse être repris pour être éventuellement démoli afin d'avoir une entrée à la hauteur de ce patrimoine historique.

Je vous remercie.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur VAUGLIN.

Mme Anne HIDALGO va vous répondre.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Merci, Madame la Maire.

Je suis tout à fait favorable à ce vœu présenté par les élus du 11e arrondissement, le maire du 11e et son adjoint à l'urbanisme, mais aussi l'ensemble du groupe P.S. radicaux de gauche et apparentés.

C'est un avis favorable que j'émets.

François VAUGLIN a très bien expliqué, et la dimension historique, et symbolique, et pratique de ce lieu, donc avis favorable.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2010, V. 325).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la réalisation d'études d'aménagement du secteur Maillot-Grande Armée, dans la perspective du Grand Paris.
Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la mise en place d'un Comité de la Porte Maillot.
Vœu déposé par l'Exécutif.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Le vœu n° 83 a été déposé par le groupe U.M.P.P.A. Il a trait à la réalisation d'études d'aménagement du secteur Maillot-Grande Armée et sera présenté par Mme Laurence DOUVIN, qui a la parole pour une minute.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Madame la Maire.

Ce vœu concerne le secteur Maillot-Grande Armée. Dans la perspective du Grand Paris, nous considérons qu'il est nécessaire d'envisager pour cette zone un nouvel aménagement. En effet, c'est une grande entrée et sortie de la capitale, et c'est aussi une partie intégrante de l'axe historique La Défense-place de l'Étoile-Le Louvre. En fonction de la perspective d'enfouissement de l'axe Paris-Neuilly-La Défense, et également dans le cadre des futurs projets d'infrastructures de transports collectifs sur cette zone, il apparaît indispensable de repenser l'ensemble de la circulation de la porte Maillot et de procéder à une requalification de l'avenue de la Grande Armée en revoyant les questions de stationnement, livraison, traversées piétons.

Mais il paraît aussi important d'envisager la possibilité d'un partenariat entre les communes de Paris et Neuilly, et avec nos partenaires économiques, notamment la Chambre de commerce de Paris, celle des Hauts-de-Seine et le Palais des Congrès dans la porte Maillot.

C'est pourquoi nous demandons que des études d'aménagement à la fois urbanistiques, commerciales et événementielles liées au Palais des Congrès soient menées en collaboration avec l'ensemble de ces partenaires pour envisager les données, les besoins actuels, mais surtout les perspectives d'évolution et les différentes propositions qui pourraient en découler.

Je vous remercie.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Madame.

Mme Anne HIDALGO va vous répondre et présenter le vœu de l'Exécutif.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Je présente le vœu de l'Exécutif qui se substituerait, s'il y avait un accord, aux vœux n° 83 et n° 84. Sinon, il y aura bien sûr un avis défavorable sur les autres. Pourquoi ce vœu de l'Exécutif ?

D'abord, cet axe entre Les Tuileries et La Défense, nous le savons, est un axe historique majeur pour Paris ; on ne va pas refaire toute l'histoire de Paris depuis l'époque romaine… Puisque c'était déjà à l'époque l'axe Est-Ouest organisant la ville romaine et ensuite, la transformation du Palais du Louvre en résidence royale au XIVe siècle avant l'installation de Versailles qui a entraîné le développement de tout l'Ouest parisien, l'aménagement des Champs-Élysées sur ce même axe à partir du XVIIe siècle, la création de La Défense dans les années 1960 avec l'édification de la Grande Arche à la fin des années 1980.

Donc, bien sûr que cet axe est structurant pour Paris et au-delà, c'est un axe structurant de la Métropole, cet enjeu ne nous a pas échappé. Et d'ailleurs, tant Pierre MANSAT, Annick LEPETIT que moi-même travaillons sur cette dimension, dans le cadre métropolitain d'ailleurs, avec nos collègues de Neuilly et de l'ensemble de la Métropole.

Donc, l'enjeu de cet axe historique ne nous a d'autant pas échappé que la porte Maillot pourrait connaître des évolutions très importantes : par exemple, l'éventualité d'une station R.E.R. E. Je crois que c'est quelque chose que nous formulerons, dans les mois qui viennent, comme une évidence : le prolongement du tramway des Maréchaux avec les stations qui pourraient desservir cette porte.

Et, du côté de Neuilly, se profilent aussi des projets extrêmement importants, sur lesquels nous travaillons avec le Maire de Neuilly, des projets comme l'enfouissement de la RN 13 avec les divergences que l'on connaît, puisque ce projet-là, qui est porté par le fils du Président de la République et pas de la même façon par le Maire de Neuilly, est un projet qui, bien évidemment, pose un certain nombre de problèmes.

En tout état de cause, ces projets auront des conséquences importantes sur le fonctionnement de l'Ouest parisien, qu'il s'agisse du 17e mais aussi du 16e arrondissement. La Ville, avec Pierre MANSAT Annick LEPETIT et moi-même, nous avons déjà beaucoup travaillé avec les services de l'Etat, le Conseil général des Hauts-de-Seine et la Mairie de Neuilly. Nous participons d'ailleurs au Comité de pilotage en tant que Ville de Paris sur la RN 13.

Je vous rappelle que la Ville prend toute sa part au débat sur l'avenir de la Défense.

Donc, nous avons décidé d'inscrire une étude sur cet axe majeur, que nous nommons de l'Etoile au pont de Neuilly, dans le programme de travail de l'A.P.U.R. pour l'année 2011. L'A.P.U.R. nous semble, en effet, le bon outil, pour plusieurs raisons.

D'abord, parce qu'il nous faut intégrer d'emblée la dimension métropolitaine.

L'A.P.U.R. est aussi adaptée pour monter des projets partenariaux. On l'a vu, elle a commencé à se rapprocher des services de l'Etat, notamment de la Direction régionale et interdépartementale de l'Equipement et de l'Aménagement d'Ile-de-France, mais aussi du CG 92, mais également de l'Etablissement public de la Défense et de la Seine-Arche, ainsi que de la C.C.I.P. qui sont des partenaires indispensables pour mener une telle étude.

Cette étude doit être menée dans un cadre partenarial avec des partenaires publics comme privés.

C'est pourquoi je vous propose de retirer les deux vœux relatifs à la porte Maillot et au secteur Maillot-Grande Armée que vous avez déposés et de voter le vœu de l'Exécutif qui me paraît non seulement répondre à votre attente mais en même temps élargir le champ dans lequel nous pouvons conduire cette étude.

Je vous remercie.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Madame DOUVIN, acceptez-vous cet élargissement et retirez-vous votre vœu ?

Mme Laurence DOUVIN. - Madame la Maire, si vous permettez, je n'ai même pas pu présenter l'autre vœu, donc le vœu dont Mme HIDALGO me demande le retrait.

Pour pouvoir lui répondre, je demande à avoir une minute de réponse, de manière que je puisse présenter ce vœu et donner ma réponse à la question de Mme HIDALGO.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous vous écoutons.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci beaucoup.

Je me réjouis tout d'abord d'entendre que Mme HIDALGO parle d'axe structurant de la métropole, puisque c'est exactement l'esprit du vœu que je viens de présenter.

Je suis un petit peu étonnée parce qu'elle répète tout ce qui est contenu dans ce vœu, comme si le fait que le vœu n'étant pas à son initiative lui déplaisait. Le Conseil de quartier Ternes-Maillot a eu lieu, avec des représentants du 16e, de Neuilly, de la Défense et du Conseil général des Hauts-de-Seine. Donc, c'était déjà un travail partenarial.

Nous demandons dans le vœu suivant qu'il y ait un comité de Porte parce que cela nous semble être le bon outil pour pouvoir réfléchir sur la porte Maillot, comme il y a eu d'ailleurs sur d'autres portes.

Maintenant, Mme HIDALGO propose un vœu de l'Exécutif qui nous dit que des études prospectives sont réalisées par l'Atelier Parisien d'Urbanisme dans son programme 2011. Je m'en réjouis.

Elle nous dit que ces études seront en lien avec les différents partenaires. J'espère que ce partenariat sera le plus large possible et que nous n'aurons pas affaire, comme pour les voies sur berges, à un projet qui sort de l'étude de l'A.P.U.R., point barre, sans concertation avec les autres !

J'espère donc que ces études contribuent à la réflexion en cours sur cette requalification, dans son sens le plus large possible.

Je prends un risque, je fais confiance à Mme HIDALGO, je retire les vœux.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Bien, Madame DOUVIN, j'entends bien que vous retirez et le vœu n° 83 et le vœu n° 84 au profit du vœu n° 83 bis de l'Exécutif.

Madame HIDALGO ?

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Je voudrais remercier Madame DOUVIN et lui dire qu'elle ne prend aucun risque. Vraiment, vous verrez, c'est une étude ... Je crois qu'il faut vraiment l'élargir. La Porte et les comités de Porte sont des éléments importants mais là on est vraiment sur la dimension métropolitaine. En tous les cas, je m'engage vraiment à ce que l'on travaille de façon très ouverte.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Bien. Visiblement, vous êtes toutes les deux d'accord.

Les vœux n^{os} 83 et 84 sont donc retirés.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2010, V. 326).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la création d'un équipement culturel dans la Z.A.C. "Boucicaut" (15e).

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous passons maintenant au vœu n° 85, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la création d'un équipement culturel dans la Z.A.C. "Boucicaut" et c'est Mme MACÉ de LÉPINAY qui va le présenter.

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - Merci, Madame la Maire.

Effectivement, il est question de la Z.A.C. "Boucicaut". Compte tenu des variations de superficie et de destination de l'espace culturel prévu sur la Z.A.C. "Boucicaut", le Conseil du 15e arrondissement a adopté un vœu que je présente au nom de son maire et de ses élus, qui demande que les élus du 15e, précisément, soient associés à la réflexion sur la vocation de ces mètres carrés culturels et qui fait un certain nombre de propositions.

En fait, il s'agit, Madame HIDALGO, de travailler sérieusement et d'être dans la transparence.

Je vous remercie, mes chers collègues, de bien vouloir adopter notre vœu.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Madame HIDALGO ?

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - C'est un sujet dont nous débattons depuis longtemps et qui a été acté par notre Conseil et des votes majoritaires dans la programmation, notamment de la Z.A.C. "Boucicaut". Nous avons fait le choix d'un espace culturel de 750 mètres carrés, qui ne prend pas d'ailleurs sur les logements, puisqu'à un moment donné, la question s'est posée : "Faut-il un espace plus grand mais au détriment, forcément, des logements et notamment des logements sociaux ?"

Je crois que nous avons, avec ce projet de Z.A.C. "Boucicaut", un projet d'éco-Z.A.C. extrêmement équilibré, d'ailleurs avec une belle architecture, avec des choix architecturaux tant pour les logements que pour les équipements publics qui peuvent y être, qui en font vraiment un lieu, un cœur d'îlot exemplaire. J'invite celles et ceux qui ne connaissent pas ce lieu à y venir.

Paul CHEMETOV a été et est l'architecte urbaniste coordonnateur. Il y a eu aussi un travail très sérieux - je le dis pour ceux qui ne connaissent pas bien ce lieu - notamment sur le patrimoine à préserver et la correspondance entre l'architecture nouvelle et ce patrimoine ancien de l'architecture hospitalière du 19e siècle.

Sur le lieu à vocation culturelle, 750 mètres carrés sont prévus. D'ailleurs, ils sont déjà programmés dans un immeuble pour lequel la R.I.V.P. a déjà organisé un jury, nous avons déjà choisi un architecte pour les logements et cet équipement qui va avec, et nous allons, bien sûr, travailler sur la détermination de ce lieu.

Mais je n'accepte pas le vœu que vous proposez, qui enferme finalement ce que devrait être cet espace culturel dans un certain nombre de préconisations. Je propose qu'avec la Direction des Affaires culturelles, qui a conduit un travail, avec la S.E.M. également, qui porte ce projet, que nous ayons bientôt, en début d'année, un travail avec la mairie d'arrondissement pour préciser ce projet culturel.

Mais je me permettrai de rejeter votre vœu qui, je trouve, nous enferme dans des préconisations qui ne sont pas forcément les plus opportunes et je vous donne rendez-vous en janvier pour préciser, dans le cadre de réunions avec les services de la Ville, la S.E.M., moi-même, la Direction des affaires culturelles et l'adjoint aux affaires culturelles, ce que sera ce lieu culturel du 15e arrondissement.

Je vous remercie.

Donc, c'est un avis défavorable.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Madame HIDALGO.

Madame MACÉ de LÉPINAY ?

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - 30 secondes !

Merci, Madame le Maire.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - 30 secondes.

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - Vous avez remarqué que, dans l'énumération des personnes qu'a faite Mme HIDALGO à la fin, il n'est pas question des élus du 15e !

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Si, si, elle a précisé : la mairie du 15e. "Rendez-vous en janvier avec la mairie du 15e".

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - Non, non !

A la fin, il n'était pas question de la mairie du 15e.

Je ne vois pas pourquoi ce vœu vous enferme. Il demande simplement une concertation avec les élus du 15e et il n'enferme rien du tout puisque, au contraire, il donne plusieurs pistes, sept ou quelque chose comme cela, et il dit "entre autres".

Donc, au contraire, il ouvre considérablement la concertation. Je ne vois pas du tout en quoi ce vœu enferme.

Je vous remercie de respecter les élus du 15e qui existent !

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Madame MACÉ de LÉPINAY, un, en vertu de ce que vous venez de dire, j'en déduis que vous ne retirez pas votre vœu, deux, je réaffirme que Mme HIDALGO avait mentionné la mairie du 15e dans les interlocuteurs pour une réunion en janvier. Rendez-vous qu'elle vous a donné et qu'elle confirmera ultérieurement.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Vœu relatif au lancement d'un concours international d'architectes urbanistes pour l'aménagement des berges de Seine déposé par le groupe C.I.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous arrivons maintenant au vœu n° 86. Je ralentis le ton de ma voix parce que c'est M. Jérôme DUBUS qui va le présenter et j'attends qu'il s'installe.

M. Jérôme DUBUS. - Merci.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Vœu déposé par le groupe Centre et Indépendants relatif au lancement d'un concours d'architectes urbanistes.

M. Jérôme DUBUS. - Vœu déjà déposé au mois de juillet, qui avait été refusé par l'Exécutif. Il s'agit du concours international sur les voies sur berges. La concertation s'est terminée, il y a un certain nombre de remarques, de réserves qui ont été faites à la fois par les Parisiens sur ce projet, mais également par un certain nombre de collectivités locales, les départements limitrophes. Le Président de la République, vous l'avez vu, s'est saisi du dossier et a demandé qu'un concours international soit lancé sur ce sujet. Nous réitérons notre vœu, que nous avions déjà présenté au mois de juillet, en demandant que la Ville de Paris lance un concours international d'architectes sur les voies sur berges et nous demandons également que pour le moment, le dossier qui a été présenté aux Parisiens soit stoppé en attente du lancement de ce grand concours. Je vous remercie.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente - Merci, Monsieur DUBUS.

Madame HIDALGO ?

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Ce sera bien sûr un avis négatif. Je voudrais rappeler à M. Jérôme DUBUS que nous avons conduit une concertation très large qui a été très positive. J'ai entendu quelques réserves et beaucoup d'enthousiasme qu'il n'évoque pas, et pourtant nous avons fait 20 réunions d'arrondissement puis une réunion spécifique avec toutes les associations parisiennes qui sont vraiment à nos côtés. Y compris des associations que nous n'avons pas l'habitude de voir à nos côtés, sont à nos côtés sur ce projet-là. Nous avons eu une très belle réunion. Pour le coup, avec Pierre MANSAT notamment qui l'orchestrait sur la métropole avec les élus de la métropole, avec le président de l'association des maires U.M.P. des Hauts-de-Seine, qui a évoqué les questions légitimes qui étaient les siennes mais qui a aussi apporté d'abord la reconnaissance de la concertation réelle qui s'est établie entre Paris et nos voisins sur ce sujet des voies sur berges.

Pour rappeler le calendrier à M. DUBUS, au mois de février prochain, nous reviendrons devant le Conseil de Paris avec le bilan de cette concertation et avec les éléments du programme qui sera proposé sur les voies sur berges. A la suite de quoi, il y aura ensuite enquête publique et à la fin de l'enquête publique, retour devant le Conseil de Paris et début des travaux puisque nous souhaiterions des premières livraisons de ces aménagements pour l'été 2012 et que nous sommes toujours dans ce calendrier.

Monsieur DUBUS, nous n'avons pas la même vision ni de ce que doit être l'avenir de notre ville, nous avons d'ailleurs une vision partagée par beaucoup de grandes métropoles européennes françaises et mondiales sur la nécessité de reconquérir des espaces de biodiversité, qui sont représentés par le fleuve et parfois par la mer lorsqu'il s'agit de villes qui ont reconquis les espaces en bordure de mer. Je pense à Barcelone mais également à Vancouver. Nous n'avons pas la même vision de l'évolution de la métropole du XXIe siècle avec ses exigences écologiques, solidaires, sociales et de respect du patrimoine. Nous n'avons pas non plus la même perception de la démocratie, nous sommes des élus municipaux extrêmement attachés à ce que notre mandat ait un sens et il a un sens lorsque nous portons des projets, nous les défendons devant les Parisiens, nous les votons dans l'enceinte qui est l'enceinte démocratique pour ce faire. Je suis ravie que le Président de la République s'intéresse aux voies sur berges et ait une vision ; il se trouve que son sujet d'intervention c'est plutôt l'état de la France et la politique de la France et qu'il laisse les élus locaux responsables, et je crois pas si inefficaces que cela, si j'en crois par les derniers résultats qui nous ont confrontés et nous ont valu quand même un appui massif des Parisiens et des habitants de la région. J'ai plutôt l'impression que dans ce domaine-là, il n'y a pas, à ce stade et nous y veillons, de déficit de crédibilité. Vous parlez d'une consultation internationale, vous avez l'honnêteté de dire, Monsieur DUBUS, que cela bloquerait tout le dossier et que c'est pour bloquer le dossier que vous nous demandez de la lancer... Justement, c'est pour ne pas bloquer le dossier puisque notre intention est au contraire d'avancer avec beaucoup d'exigence, de professionnalisme et de détermination, eh bien non, il n'y aura pas de consultation internationale.

Ne vous inquiétez pas, nous avons un travail assidu avec les architectes du Grand Paris, nous travaillons avec eux dans le cadre de Paris métropole. Ils travaillent tous sur Paris. D'ailleurs, vous le savez puisque tous portent des projets urbains ambitieux pour porter avec nous Paris. Bien sûr, que nous allons dialoguer avec eux et travailler avec eux aussi sur un projet aussi structurant que les voies sur berges, mais nous ne passerons pas par un concours international qui aurait pour principal objectif d'empêcher l'aménagement des voies sur berges, qui n'a que trop tardé. Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est repoussé.

2010, DU 86 - Approbation des éléments financiers des traités de concession d'aménagement arrêtés au 31 décembre 2009.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DU 86 relatif à l'approbation des éléments financiers des traités de concessions d'aménagements.

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE a la parole.

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE. - Ce projet de délibération, qui porte sur les éléments financiers des traités de concession d'aménagement, me donne l'opportunité de m'exprimer au nom de Philippe GOUJON sur la Z.A.C. "Boucicaut" et de rappeler notre mécontentement devant l'évolution de la deuxième phase de cette Z.A.C.

Mes propos ne s'inscrivent pas dans le sens des éloges que vient de prononcer Mme HIDALGO sur cette Z.A.C. lors de l'examen du vœu présenté par Hélène MACÉ de LÉPINAY.

En mars 2009, vous avez décidé, sans la moindre concertation avec le maire du 15e, de diminuer l'espace dévolu à l'équipement culturel prévu sur cette opération en divisant par 5 sa superficie, réduisant ainsi à 750 mètres carrés les 3.700 mètres carrés promis dans le projet initial et lors du CICA de mai 2007. Que ce soit au Conseil de Paris, en Conseil d'arrondissement, ou auprès de la "SemPariSeine", le maire du 15e est intervenu avec constance pour exprimer son désaccord devant la réduction a minima de l'équipement culturel programmé. Peine perdue, vous avez, semble-t-il, Madame la Maire, décidé qu'à Boucicaut les équipements prévus dans la deuxième phase seraient sacrifiés au profit de mètres carrés supplémentaires de logements sociaux et d'un foyer pour travailleurs migrants imposé au dernier moment.

Cette valse que vous avez orchestrée sur le contenu d'origine du programme de la Z.A.C. est inacceptable pour deux raisons.

La première parce que vous trompez les habitants du 15e en leur faisant miroiter un équipement public d'envergure dans les réunions de concertation, équipement que vous réduisez en une peau de chagrin.

La deuxième, parce vous décidez de réorienter le programme initial de la Z.A.C. sans la moindre concertation avec la mairie d'arrondissement. Aujourd'hui, nous demandons qu'une réunion soit organisée dans les plus brefs délais pour que soit défini, dans la concertation, l'usage du futur équipement culturel. Le maire du 15e a adressé à Christophe GIRARD des propositions en ce sens en décembre 2009, nous n'avons jamais eu la moindre réponse en retour. Le rejet du vœu qui vient d'être présenté par ma collègue Hélène MACÉ de LÉPINAY m'inquiète. Nous avons tout lieu d'être inquiets dans la mesure où lors du jury d'architecture tous les projets présentés le 8 novembre faisaient état déjà d'une médiathèque.

J'en viens à l'évolution de la Z.A.C. : au fil de ces dernières semaines et au gré des jurys d'architecture, les projets se figent alors que de nombreux riverains découvrent l'évolution des hauteurs qui sont passées de 4 à 7 étages sur le lot E. Ce changement brutal par rapport au projet annoncé en 2007 et aux informations figurant sur le site de la Ville jusqu'à ces dernières semaines suscite leur mécontentement et montre bien que la concertation s'arrête au discours. J'ajoute que les projets d'architecture sont décevants et ne s'intègrent pas dans le quartier. C'est pourquoi j'ai personnellement demandé lors du jury sur le lot E, situé à l'angle Cévennes-Lourmel, que le concours soit relancé.

Nous devons en effet être plus attentifs à la préservation du caractère architectural de l'ancien hôpital, notamment par l'emploi de matériaux, de coloris et de formes en harmonie avec le site.

Nous souhaitons bien évidemment laisser toute leur place à des réalisations contemporaines et à la diversité architecturale. Nous souhaitons aussi que les caractéristiques du quartier et les habitudes de vie de la population soient respectés : il faut s'attacher à partir du réel et non se limiter à plaquer un schéma, certes à la mode, mais décontextualisé.

Comme Mme HIDALGO s'y était engagée en octobre 2007, nous souhaitons faire de la Z.A.C. "Boucicaut" une Ecozac. Si nous sommes d'accord sur l'objectif à atteindre, on ne peut pas dire aujourd'hui qu'il s'agisse d'un écoquartier ni d'une Ecozac, parce qu'on végétalise quelques toitures.

Notre inquiétude est d'autant plus vive que, comme vous avez pu le constater, Boucicaut ne figure ni dans les opérations emblématiques du Plan climat, ni dans les opérations intégrant le développement durable qui sont listées dans le bleu budgétaire Climat 2011. Nous attendons une véritable ambition environnementale pour cette Z.A.C., pas seulement dans le discours mais dans les actes.

Pour conclure, nous souhaitons que les travaux d'aménagement s'engagent de façon concertée et que les chantiers à venir se réalisent dans de meilleures conditions qu'à Beaugrenelle.

J'ajoute que si la "SemPariSeine" est désormais appelée à traiter de gigantesques opérations d'urbanisme hors du 15e arrondissement, nous attendons qu'elle soit toujours attentive aux demandes des habitants et des élus de notre arrondissement pour la réalisation d'une Z.A.C. que nous voulons exemplaire.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Madame.

Mme HIDALGO va vous répondre.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, au nom de la 8e Commission. - Oui, je voudrais d'abord dire à Mme de CLERMONT-TONNERRE que nous assumons de faire des logements sociaux dans le 15e arrondissement. D'ailleurs, je crois que nous sommes aujourd'hui autour de 16 % de logements sociaux, que mon ambition, avec celle de l'ensemble de mes collègues de l'Exécutif, est d'approcher vraiment, y compris dans le 15e arrondissement, les 20 % de logements sociaux.

Je dis cela aux collègues qui sont très attentifs dans la majorité parisienne à ce qu'il ait un rééquilibrage Est-Ouest. C'est assumé, c'est porté, c'est défendu avec détermination et nous allons continuer.

M. Jérôme DUBUS. - Ce n'est pas fait.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, rapporteure. - En plus, des logements sociaux, un choix assumé avec une Ecozac et de la qualité architecturale et des équipements publics qui vont avec.

J'ai du mal à vous suivre sur la question de l'architecture. D'abord, vous nous expliquez que ce qui a été choisi jusqu'à présent ne correspond pas, n'est pas une bonne combinaison de modernité et de respect du patrimoine.

Je me souviens encore des propos de M. COLAS, architecte des Bâtiments de France, lors de l'inauguration de l'immeuble de logement social, des deux immeubles de logements sociaux de la rue de la Convention qui entourent la très belle école rénovée par l'architecte Jean-François SCHMIDT. Je me souviens des propos de M. COLAS nous expliquant qu'on était vraiment dans ce mariage de l'architecture hospitalière du XIXe siècle et de la modernité, modernité portée notamment par les jeunes architectes BRENAC et GONZALEZ.

Je me souviens aussi, en tous les cas je ne pense pas me tromper en disant cela, que vous avez voté le projet architectural, le dernier en date sur le lot E, sans formuler la moindre remarque, d'ailleurs le concernant.

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE. - Mensonge !

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, rapporteure. - Donc, je suis étonnée qu'il y ait un langage pour le dedans et un langage pour le dehors. Je pense qu'il vaut mieux être entièrement cohérent, comme nous le sommes.

Oui, nous assumons l'EcoZac de Boucicaut avec la qualité architecturale, avec les logements sociaux, avec la résidence pour travailleurs migrants, qui avait d'ailleurs était décidée, je vous le rappelle, pas à la dernière minute mais en 2006 lors du vote du P.L.U. Vous voyez que cela commence à dater un peu.

Voilà, nous assumons cela, et nous assumons aussi le fait qu'il y ait une ambition architecturale contemporaine, et j'assume tout à fait la discussion qui est portée avec les habitants et dans le cadre notamment de la concertation engagée par la S.E.M. J'assume cela.

Là encore, lorsque vous dites : vous ne vous concertez pas avec la mairie du 15e arrondissement. Mais si, malheureusement, le problème est que la mairie du 15e est totalement contre ces projets-là, c'est-à-dire qu'elle est totalement contre la création de nouveaux logements sociaux. On vous a entendu, de façon très subliminale et très directe, exprimer pendant tout ce Conseil de Paris, combien la question des logements, notamment dans le 15e arrondissement vous perturbe. Nous, non, cela fait partie vraiment d'un projet politique et urbain de mixité de la Ville qui passe aussi par le 15e arrondissement.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Madame la Maire.

Madame de CLERMONT-TONNERRE ?

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE. - Je voudrais répondre parce qu'il y a des choses tout à fait inexactes qui ont été dites par Mme HIDALGO.

D'abord, sur le jury du lot E, si vous vous rapprochez de la R.I.V.P., qui porte ce projet, vous vous apercevrez que j'ai demandé à ce que l'on déclare le concours infructueux. Je vous invite à vous rapporter au procès-verbal du jury.

La deuxième chose, sur les logements sociaux, il y a toujours une petite ritournelle de votre part : on ne voterait pas les logements sociaux ! Alors, au prochain Conseil de Paris, mon groupe viendra avec le récapitulatif de tous les programmes de logements sociaux que nous avons votés dans le 15e arrondissement.

À ma connaissance, il y a un programme que nous n'avons pas voté, qui est le 43, rue Desnouettes, parce que l'équilibre ne correspondait pas à ce que souhaitait le Conseil d'arrondissement.

Nous veillons très attentivement à la répartition équilibrée des programmes, nous vous l'avons demandée à plusieurs reprises, malheureusement nous n'avons pas été entendus.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Terminez, Madame de CLERMONT-TONNERRE, s'il vous plaît.

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE. - Nous reviendrons au prochain Conseil de Paris avec un état très précis pour mettre un terme à tous les mensonges que l'on entend au fil des séances.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 86.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DU 86).

Je vous remercie.

Vœu relatif à l'attribution de la dénomination "rue Léo Fränkel" à une future voie du 13e déposé par le groupe P.S.R.G.A.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous passons maintenant au vœu n° 89 déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés et qui concerne l'attribution de la dénomination "rue Léo Fränkel" à une future voie du 13e.

M. COUMET a la parole.

M. Jérôme COUMET, maire du 13e arrondissement. - Merci, Madame la Maire.

Je vais présenter plusieurs projets de dénomination de rues du 13e. J'espère qu'elles feront plus consensus dans notre Assemblée que dans les précédentes délibérations.

Je vais commencer par Léo Fränkel qui est une des grandes figures de la Commune de Paris, dont il fut l'un des principaux animateurs, délégué du travail d'ailleurs à l'industrie et à l'échange. Léo Fränkel fut également le représentant pour le 13e arrondissement au Conseil de la Commune.

Aussi le Conseil du 13e souhaite que symboliquement, et notamment à l'occasion du 140e anniversaire de la Commune de Paris, nous puissions donner à une nouvelle rue de l'arrondissement la dénomination Léo Fränkel.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur le Maire.

Madame HIDALGO, vous avez la parole.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Je voudrais donner un avis favorable, bien sûr, à Jérôme COUMET. C'est vrai que l'engagement de Léo Fränkel, ce héros de la Commune de Paris, mérite effectivement d'avoir un lieu de Paris qui rappelle son nom et son histoire, d'autant que nous célébrerons cette année le 140e anniversaire de la Commune de Paris. D'ailleurs, un article en parle dans "L'humanité" de ce jour. Je vous le recommande, puisqu'il parle des 140 bougies de la Communes.

Donc, je ne peux être que sensible à ce que cette proposition soit examinée dans la Commission de dénomination.

Merci.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Madame la Maire.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2010, V. 328).

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - J'attire votre attention, Mesdames et Messieurs, avant de passer au vœu suivant, chers collègues, sur le fait que nous n'aurons certainement pas terminé à 13 heures.

Vœu relatif à l'attribution de la dénomination "rue Paul et Augustine Fiket" à une future voie du 13e déposé par le groupe P.S.R.G.A.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Le vœu n° 90, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, est à nouveau présenté par M. COUMET.

M. Jérôme COUMET, maire du 13e arrondissement. - Il s'agit cette fois-ci de Paul et Augustine Fiket, qui ont habité pendant plusieurs décennies le 13e arrondissement, précisément 113, avenue d'Ivry. Ils ont eu une conduite exemplaire durant la Seconde guerre mondiale. Moïse Rabinovici, collègue et ami de Paul Fiket, fut arrêté et déporté au camp de Sobibor, où il décéda, et Paul et Augustine Fiket décidèrent d'accueillir l'épouse de Moïse, la mère de celle-ci et Simon, le fils de Moïse.

À ce titre, Paul et Augustine Fiket se sont vus remettre, d'ailleurs de manière assez récente et à titre posthume, la médaille des Justes parmi les Nations. Ce fut une cérémonie qui a eu lieu au sein de la mairie du 13e.

Pour prolonger cet hommage, le Conseil du 13e arrondissement a formulé le vœu qu'une nouvelle rue de l'arrondissement soit dénommée rue Paul et Augustine Fiket.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur le Maire.

Madame HIDALGO ?

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Oui, bien sûr, un avis vraiment très favorable aussi et je remercie Jérôme d'avoir pensé au couple. Souvent, on pense à l'homme du couple, là c'est Augustine et Paul Fiket, Justes parmi les Nations, à titre posthume, et je pense qu'il a de la chance, dans le 13e d'avoir de nombreuses nouvelles rues qui vont arriver et donc de pouvoir développer sa créativité et pouvoir donner des noms d'habitants du 13e qui ont vraiment eu une vie exemplaire.

C'est donc un avis très favorable.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Madame la Maire.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Ce vœu est adopté à l'unanimité. (2010, V. 329).

Vœu relatif à l'attribution de la dénomination "rue Jean-Michel Basquiat" à une future voie du 13e déposé par le groupe P.S.R.G.A.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Le vœu n° 91, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, est à nouveau présenté par M. COUMET.

M. Jérôme COUMET, maire du 13e arrondissement. - Une troisième proposition.

Vous savez que le Musée d'art moderne de la Ville de Paris nous permet en ce moment, au travers d'une exposition tout à fait exceptionnelle, de découvrir un certain nombre d'œuvres de Jean-Michel Basquiat jamais montrées au public.

Il a indéniablement marqué l'histoire de la peinture par sa force, sa spontanéité, par l'engagement de son œuvre. Il fut ainsi le premier artiste peintre noir à connaître une renommée mondiale.

Il a cependant souffert d'une certaine forme d'ostracisme et de mépris, et il a d'ailleurs cherché dans ses compositions à dénoncer vigoureusement le racisme et la ségrégation dont fut victime la communauté noire afro-américaine.

De nombreuses rues portent déjà le nom de peintres dans le 13e, et ce serait sans doute un beau signe adressé aux nombreux artistes qui y habitent ou y travaillent que de poursuivre en ce sens avec des artistes contemporains.

Je puis donc vous dire que le 13e s'enorgueillirait d'ajouter la dénomination Jean-Michel Basquiat pour une nouvelle rue de l'arrondissement, et c'est le sens de ce vœu.

Merci.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur le Maire.

Mme HIDALGO, pour vous répondre.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Jérôme COUMET n'a que des bonnes idées ! Bien sûr, je suis très favorable à cette proposition. Dire que bien sûr on peut tous aller voir cette magnifique exposition de l'œuvre de Jean-Michel Basquiat, des différentes époques de cette œuvre.

Mais ajouter à ce qu'a dit Jérôme COUMET le fait que cette œuvre est aussi intimement liée à l'énergie de la ville et au dynamisme urbain. Je pense qu'il y a donc encore cette raison supplémentaire à tout ce qu'il a dit.

Il est vrai que c'est un artiste qui est vraiment un artiste complètement ancré dans ce qu'on pourrait appeler une civilisation urbaine.

C'est donc un avis très favorable que je donne à ce vœu présenté par Jérôme COUMET.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Madame la Maire.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis très favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2010, V. 330).

Vœu relatif à un hommage à Michel Guy en donnant son nom à une voie publique déposé par le groupe U.M.P.P.A.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous passons maintenant à l'examen du vœu n° 92, déposé par le groupe U.M.P.P.A., et à la façon dont Mme MACÉ de LÉPINAY se précipite sur son micro, j'en déduis que c'est elle qui va nous le présenter.

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - Merci, Madame la Maire.

Il y a 20 ans que Michel Guy est mort, et nous savons tout ce qu'il a fait pour la culture de notre pays. Il a contribué de manière éclatante à la culture dans notre ville en lançant le musée d'Orsay, en installant le musée Picasso, et surtout en créant le Festival d'Automne.

C'est pourquoi nous émettons le vœu que la Ville de Paris donne son nom à une voie parisienne.

Je veux ajouter un mot, puisque nous avons parlé de la Z.A.C. "Boucicaut" et rappeler, Madame HIDALGO, que nous avions émis un vœu pour que les deux allées de la Z.A.C. "Boucicaut" portent le nom de deux femmes. Nous avions suggéré le nom de Mme Breslauer et celui de Mme Isadora Duncan, je voulais vous rappeler ces vœux. Vous aviez donné un avis favorable : je me permets de vous les rappeler.

Merci.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci.

Mme HIDALGO a la parole.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Merci pour le rappel, je n'ai pas oublié, et d'ailleurs ces voies ne sont pas encore livrées. Bien sûr que lorsqu'on arrivera près de cette livraison, on y reviendra.

Je ne vous suivrai pas sur ce vœu. Bien sûr, Michel Guy a fait énormément pour la culture. Il a été Ministre de la Culture, mais il y a déjà aujourd'hui une plaque qui vient d'être apposée sur les murs de notre ville, rappelant ce qu'il a fait.

Je serai donc plus réservée, en tous les cas, j'émettrai à ce stade un avis défavorable. Je veux bien qu'on en parle avec la Commission de dénomination des rues pour ne pas bloquer une discussion plus large.

Mais je suis défavorable parce que j'insiste vraiment : il faut penser à donner des noms de femmes. Vous avez rappelé que deux noms avaient été proposés dans le 15e arrondissement. Bien sûr qu'on ne va pas proposer que des noms de femmes parce qu'il y a aussi des hommes qui méritent d'avoir leur nom dans les rues de nos villes, mais voilà.

Ce que je vous propose, Madame Hélène MACÉ de LÉPINAY, c'est de poser cette question lors de notre prochaine réunion de la Commission des dénominations pour qu'on puisse avoir un débat plus large, mais d'émettre ici, à ce stade, un avis défavorable quant à l'approbation par le Conseil de Paris. Je préférerais qu'on revienne devant le Conseil de Paris avec l'avis de la Commission.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Madame MACÉ de LÉPINAY, retirez-vous votre vœu en fonction de ce que vous propose Mme HIDALGO ?

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - Non, je ne le retire pas, mais je demande aussi à ce que Mme HIDALGO étudie les propositions de noms de femmes que nous faisons, et qu'elle les propose à la Commission, ce qui n'est pas le cas jusqu'à maintenant.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Mais si ! Je viens de vous dire, Madame MACÉ de LÉPINAY, que les deux noms de femmes étaient très intéressants pour nous et qu'ils ont été évoqués dans la Commission. Voilà ! Il n'y a pas de sujet sur les noms de femmes que vous avez évoqués. Ne transformez pas le sujet.

Je propose que la Commission se prononce. En tout cas, j'émets un avis défavorable à ce stade.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - D'accord.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est repoussé.

2010, DLH 165 - Réalisation par la S.I.E.M.P. d'un programme d'acquisition réhabilitation comportant 2 logements PLA-I, 7 logements PLUS et un local d'activités situé 34 rue Bichat (10e).

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous passons maintenant au projet de délibération DLH 165. Réalisation par la S.I.E.M.P. d'un programme d'acquisition réhabilitation, et Mme MACÉ de LÉPINAY s'est inscrite sur ce projet de délibération.

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - Merci beaucoup, Madame.

Nous voterons bien sûr ce projet de délibération, mais si je me suis inscrite aujourd'hui, c'est pour attirer votre attention sur ce qu'est à mon avis un scandale.

Certains immeubles…

Si M. MANO et Mme HIDALGO ne m'écoutent pas, je vais attendre… Si vous pouviez suspendre, merci.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Vous savez, nous sommes tous un peu multitâches, et je crois que c'est le cas de M. MANO.

Il vous écoute. Allez-y, Madame MACÉ de LÉPINAY.

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - Donc, Monsieur MANO, je m'adressais directement à vous, et si je me suis inscrite sur ce projet de délibération que je vais voter, bien entendu, c'est pour attirer votre attention sur ce qui est à mon avis un scandale.

Certains immeubles réhabilités, voire neufs, mis en location, et pour lesquels des candidats ont été désignés par les commissions d'attribution ne sont toujours pas habités depuis des mois.

Je veux par exemple vous parler de l'immeuble de la S.I.E.M.P. situé 108, rue Brancion. La commission du 15e a fait des désignations en avril. À ce jour, aucun candidat à la location n'a été contacté par la S.I.E.M.P., et l'immeuble est vide alors qu'il semble en parfait état.

C'est un scandale pour ceux qui attendent leur logement, et un scandale d'ailleurs pour tout le quartier.

Par ailleurs, Monsieur MANO, si dans le cas du 108, rue Brancion, c'est tout un immeuble qui est concerné, de nombreux appartements proposés par d'autres bailleurs, en particulier "Paris Habitat", ne peuvent être occupés par les locataires désignés par les commissions d'attribution du bailleur au motif que les appartements en question nécessiteraient des travaux.

Des familles sont ainsi en détresse et traitées avec la plus grande désinvolture par le bailleur, et je ne comprends pas pourquoi ces appartements ont été proposés à la location. Ce dysfonctionnement est de plus en plus fréquent.

C'est bien de dire qu'ont construit des logements, mais il serait important d'entretenir le parc existant.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Madame MACÉ de LÉPINAY. Il n'est donc absolument pas question du 34, rue Bichat, mais M. MANO va vous répondre.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - J'étais effectivement étonné de la remarque sur la rue Bichat.

Sur le fond, sur l'immeuble de la S.I.E.M.P. dans le 15e arrondissement, je vais très honnêtement me renseigner. Si vous m'aviez posé la question à mon cabinet, j'aurais eu une réponse précise à vous donner aujourd'hui. J'imagine qu'il doit y avoir une raison technique de litige avec les entreprises…

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - Je vous ai écrit, vous ne m'avez jamais répondu !

M. Jean-Yves MANO, adjoint, rapporteur. - … car sinon, je ne vois pas l'intérêt d'un bailleur à laisser l'immeuble vacant, bien évidemment car ce sont des recettes qu'il n'encaisse pas, au-delà de l'énorme attente des locataires sur le sujet.

Donc, nous allons vous répondre et regarder le plus rapidement possible les causes de cette affaire.

Sur le problème général, je peux vous donner un exemple sur "Paris Habitat" car c'est un souci que nous avions, les deux dernières années, de délais allongés.

Nous sommes passés de 114 jours de délai moyen à un délai de 92 jours. Aujourd'hui, nous avons gagné 12 jours moyens sur la relocation. Cela fait partie des objectifs de l'ensemble, notamment de "Paris Habitat". Tout le monde est mobilisé sur ce sujet. Il y a toujours des raisons techniques… évidemment, le départ anticipé d'un locataire, les travaux qui ont été projetés un peu plus tard, sans aucun doute. Tout ceci est lourd et trop lourd : nous veillons à accélérer la relocation, soyez-en bien assurée.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur MANO, pour cette explication.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 165.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DLH 165).

2010, DLH 281 - Réalisation par la R.I.V.P. d'un programme comportant 5 logements PLA-I, 12 logements PLUS, 3 logements PLS et un local d'activités, 13-15 rue Bleue (9e).

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DLH 281. Réalisation par la R.I.V.P d'un programme 13-15, rue Bleue, dans le 9e sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement n° 93.

Mme Pauline VÉRON a la parole.

Mme Pauline VÉRON. - Madame la Maire, mes chers collègues, je souhaitais attirer l'attention du Conseil sur ce projet de délibération car il permet la réalisation d'un projet exemplaire, il me semble, à plusieurs titres.

En effet, il s'agit de la réalisation par la R.I.V.P. d'un programme d'acquisition-réhabilitation de 20 logements au 13-15, rue Bleue, dans un ancien immeuble de bureaux. C'est un projet exemplaire, dans la mesure où, premièrement, il transforme des bureaux en logements sociaux, ce qui est un des objectifs de la mairie du 9e arrondissement. En effet, le Sud de l'arrondissement connaît un déséquilibre important au profit de surfaces de bureaux, au détriment des logements. Il s'agit donc de rééquilibrer au profit du logement cette partie de l'arrondissement pour une meilleure mixité des usages.

Je tiens également à souligner que c'est un projet de délibération qui arrive un an après la préemption de cet immeuble par la Ville, ce qui est un délai ici assez bref, quand on connaît parfois certains délais qui peuvent être beaucoup plus longs. Nous ne pouvons que nous en réjouir.

Deuxièmement, c'est un projet exemplaire, car c'est un programme qui prévoit tous les types de logements sociaux, puisque sont prévus 5 P.L.A.-I., 12 PLUS et 3 P.L.S. Il y a donc une mixité sociale à l'intérieur de l'immeuble lui-même, comme la Majorité municipale le fait maintenant dans la plupart de ses programmes de logements sociaux.

Troisièmement, il est exemplaire également parce qu'il prévoit la réalisation d'une crèche dans le bâtiment en fond de cour, dans un joli pavillon d'ailleurs, dans une partie du 9e arrondissement qui n'a aucune crèche et dans un contexte de forte poussée démographique dans le 9e arrondissement, qui connaît une poussée démographique supérieure à la moyenne parisienne.

Enfin, quatrièmement, il est également exemplaire dans la mesure où, en attendant le début des travaux, la mairie du 9e a mis à disposition de l'association Emmaüs une partie des locaux pour un accueil de nuit de proximité pour des personnes sans-abri, notamment des roumains d'origine Rom qui souhaitaient soit y venir dormir soit simplement y passer un moment. Pour le deuxième hiver consécutif, nous accueillons l'association Emmaüs dans ces locaux pour cet accueil de nuit.

C'est la capacité de la Ville à ne pas laisser vacants les immeubles dont elle est propriétaire, en attendant que les travaux puissent y être réalisés et de pouvoir optimiser en accueillant les personnes à la rue.

Compte tenu de la situation du foncier dans le 9e arrondissement, où peu d'immeubles d'habitation sont à vendre mais où beaucoup d'immeubles de bureaux font l'objet de cession, il est tout à fait souhaitable que plusieurs opérations de ce type puissent y être réalisées en vue d'y développer le logement social qui, je le rappelle, ne représente, malgré tous nos efforts, encore que 4 % des logements dans le 9e arrondissement.

Je vous remercie.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Madame VERON.

Monsieur MANO, vous avez la parole.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Mme VERON a souligné tout l'intérêt qu'avait ce projet. Evidemment, je partage son avis, pour deux raisons.

D'abord, c'est une mobilisation, que nous souhaitons développer, de transformation de bureaux en logements, auxquels nous avons pu adjoindre un équipement public qui sera livré dans la mandature, à savoir une crèche pour 2013.

Je soulignerai également l'accord, et je remercie la mairie du 9e, qui nous a permis d'utiliser pendant deux années ces locaux pour faire du logement d'urgence temporaire pour une population en grande difficulté. J'espère que l'exemple pourra être suivi dans d'autres arrondissements. Voilà une utilisation rationnelle des lieux que nous acquérons.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Monsieur MANO, un mot également peut-être sur l'amendement n° 93 présenté par l'Exécutif ?

M. Jean-Yves MANO, adjoint, rapporteur. - C'est un amendement totalement technique qui est juste un ajustement de subvention.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Très bien.

Dans ce cas, je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 93.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

L'amendement n° 93 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 281 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2010, DLH 281).

2010, DLH 282 - Réalisation par la RIVP d'un programme comportant une résidence sociale de 30 logements PLA-I situé 4 rue de Provence (9e).

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous passons maintenant à l'examen du projet de délibération DLH 282.

Mme Claire MOREL a la parole.

Mme Claire MOREL. - Je vous remercie.

Je souhaitais, en effet, vous présenter ce projet de délibération de financement par la Ville de Paris pour l'ouverture d'une résidence sociale à destination de travailleurs migrants.

En effet, suite à l'exercice de son droit de préemption, la Ville a acquis un immeuble, situé rue de Provence, au n° 4, dans le 9e, et un bail emphytéotique a été conclu avec la R.I.V.P. Il s'agit d'un ancien hôtel et les travaux correspondent à ceux d'une réhabilitation lourde, afin de transformer cet hôtel en résidence sociale. Le programme comprendra 30 logements P.L.A.-I., qui vont d'une surface de 15 mètres carrés à 34 mètres carrés, des redevances pour payer le loyer de 392 euros à 555 euros par mois, les résidents ayant bien entendu accès à l'A.P.L. et aux allocations Paris Logement en fonction de leurs revenus. Il y aura également 250 mètres carrés de locaux collectifs.

Cette résidence sociale sera destinée à accueillir dans un premier temps des résidents issus de foyers de travailleurs migrants de la Ville de Paris et la gestion sera confiée à l'A.F.T.A.M.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du plan de traitement des foyers de travailleurs migrants dont la Ville de Paris est pilote.

Ce plan est capital. En effet, la plupart des foyers comportent encore trop souvent soit des chambres à lits multiples, des dortoirs, soit des chambres de 4 à 9 mètres carrés. Leur transformation en résidence sociale est un objectif fixé depuis 2002 par la Commission interministérielle pour le logement des personnes immigrées. Cette transformation permet une amélioration importante de leur qualité de vie, pour les résidents, puisqu'ils auront des chambres séparées, donc plus de place par résident, des sanitaires individuels, des cuisines individuelles et elle permet de maintenir des lieux de vie collective.

Ce plan apparaît, je l'espère pour tous ici, indispensable et de plus en plus urgent. En effet, on a pu noter qu'en France, ce plan a pris un retard considérable.

La Ville s'est donc mobilisée en devenant pilote de ce plan en 2005. Il sera finalisé en 2014.

Il concerne 63 % des foyers à Paris, soit 5.356 lits. D'une part, 25 foyers sont réhabilités et, d'autre part, comme ces foyers perdent en capacité d'accueil puisqu'il y a plus de place par résident, de nouvelles structures seront créées, soit 1.370 lits.

C'est donc dans ce cadre qu'est ouverte la résidence dans le 9e arrondissement, permettant en plus de rééquilibrer entre Est et Ouest puisque, pour l'instant, les foyers sont plutôt concentrés dans l'Est de Paris.

Cette résidence va donc accueillir des résidents issus des foyers en réhabilitation et, au fur et à mesure des libérations, des personnes candidates en résidence sociale.

Le montant de l'opération s'élève à peu près à 7 millions d'euros et 4,8 millions d'euros sont mobilisés par la Ville de Paris.

Enfin, à titre d'information, comme cela a été fait actuellement pour la rue Bleue, dans le cadre du Plan grand froid, les locaux, dans l'attente du démarrage des travaux, sont depuis cette semaine ouverts pour accueillir un centre d'hébergement d'urgence provisoire.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Madame MOREL, pour cette toute première intervention en séance du Conseil de Paris.

M. MANO va vous répondre.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Je ne peux que féliciter Mme MOREL de l'éloge qu'elle a fait de l'ambition de la Ville de Paris de traiter les foyers de travailleurs migrants, dont nous avons pris la responsabilité maintenant depuis deux, trois ans. Avant, l'Etat était responsable de l'état d'entretien et de l'état d'évolution du patrimoine des foyers de travailleurs migrants et nous sommes engagés dans un programme extrêmement ambitieux nécessitant le développement de structures à travers l'ensemble du territoire parisien.

D'ailleurs, rejoignant en cela un vœu, qui avait été voté lors de la première mandature, de développer ce type de structure sur l'ensemble des arrondissements.

Je remercie une fois de plus le 9e arrondissement d'avoir bien voulu accepter la présence d'un foyer de travailleurs migrants, qui nous permettra effectivement d'accélérer le traitement de ces structures.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur MANO.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 282.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DLH 282).

2010, DLH 285 - Réalisation par la RIVP d'un programme de construction comportant une résidence sociale pour jeunes travailleurs de 30 logements PLAI, 72 avenue Félix Faure (15e).

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DLH 285. Il s'agit de la réalisation par la R.I.V.P. d'un programme de construction comportant une résidence sociale pour jeunes travailleurs.

M. ALAYRAC a la parole, pour moins de 5 minutes.

M. Gilles ALAYRAC. - Oui, moins de 5 minutes.

Merci, Madame la Maire.

Chacun le sait, les difficultés d'accès au logement, à l'emploi, à l'autonomie s'accentuent pour les jeunes à l'heure où la crise les frappe de plein fouet, qu'ils soient salariés, apprentis, étudiants ou en recherche d'emploi. Pour accompagner les jeunes dans leurs processus de socialisation et d'insertion, il faut de la stabilité et cela passe d'abord par le logement.

Trouver un logement temporaire quand on est jeune, que l'on vient juste de décrocher son diplôme ou que l'on est en stage, relève du parcours du combattant !

Aussi, la Ville de Paris, très attentive à cette problématique et désireuse de contribuer à l'autonomie des jeunes, accomplit des efforts importants dans ce sens. Elle a mis en place une allocation de 80 euros minimum par mois, sous conditions de ressources, accessible aux jeunes travailleurs et aux étudiants boursiers qui consacrent moins de 30 % de leurs ressources au paiement de leur loyer. Elle subventionne aussi les foyers de jeunes travailleurs alors qu'ils ne l'étaient pas avant 2001.

Enfin, elle s'est engagée à créer 3.000 places en foyer pour eux sous la mandature.

Le programme de résidence sociale du 72 avenue Félix Faure dans le 15e arrondissement est donc la concrétisation de cette volonté politique. Ce seront 30 logements situés du deuxième au cinquième étage du futur immeuble qui prendra place en 2013 en lieu et place de l'actuel patronage laïque. Cet immeuble vieilli n'est plus aux normes et sa reconstruction est inévitable. La droite du 15e arrondissement considère une nouvelle fois que le choix du lieu n'est pas judicieux pour l'implantation de logements. C'est de tout évidence la posture qu'elle adopte systématiquement quand on construit dans cet arrondissement.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Mais non, c'est n'importe quoi !

M. Gilles ALAYRAC. - On le voit avec les projets de Boucicaut ; on l'a encore entendu tout à l'heure avec celui de la rue de Lourmel : ça ne va jamais ; soit il faut faire moins haut, soit il faut faire ailleurs. Bref, ça ne va pas !

Bien évidemment, l'opposition est pour le logement social. Elle est pour l'accès au logement des jeunes salariés, mais jamais là où la Ville le prévoit.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Ce n'est pas sérieux.

M. Gilles ALAYRAC. - Par contre, elle se garde bien de proposer en amont des sites où la Ville pourrait concrétiser son projet de loger les Parisiens qui en ont tant besoin, et en particulier les jeunes auxquels je fais allusion.

En conseil d'arrondissement, elle a contesté aussi l'idée d'associer un lieu d'animation comme le sera le futur patronage laïque rénové, agrandi, avec un lieu de résidence, comme le sera ce foyer de jeunes travailleurs.

Cette idée, pour ma part, ne m'effraie pas. Nous pouvons au contraire imaginer des établissements publics polyvalents, modernes, ouverts, mais aussi avec une bonne insonorisation qui puisse répondre à de multiples besoins de nos concitoyens.

Et puis la démarche de nos prédécesseurs au début du siècle dernier, qui avaient lancé une souscription pour un patronage laïque, était une démarche ouverte, sociale et généreuse.

C'est cet état d'esprit que nous préservons avec le projet qui demeurera fidèle à la tradition laïque, plurielle, humaniste du 72 avenue Félix-Faure.

Notre groupe votera donc ce projet de délibération.

Mme Véronique DUBBARY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur ALAYRAC.

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE a la parole également.

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE. - Merci, Madame la Maire.

Madame la Maire, ce projet de délibération logement me donne, au nom de Philippe GOUJON, l'opportunité de m'exprimer sur le projet de patronage laïque que vous avez décidé de réaliser sans tenir compte des attentes de la mairie du 15e arrondissement, eh oui !

Il y a environ un an et demi, le député-maire du 15e a appris via une lettre-circulaire la création par le Maire de Paris d'un comité de pilotage sur la réhabilitation du patronage laïque et sa convocation à la première réunion de ce comité.

Surpris par cette démarche, Philippe GOUJON a tenu à exprimer au Maire de Paris son étonnement devant ce procédé. Vous avouerez que la démarche n'est pas banale : d'un côté vous lancez en Conseil de Paris un débat sur la nécessité d'une plus grande décentralisation, et de l'autre, lorsqu'il s'agit d'un équipement local, vous faites le service minimum en vous contentant de tenir le maire d'arrondissement "informé" de la création du comité de pilotage sans prendre la peine de le consulter en amont sur son périmètre, sa composition et les dates de réunion.

Nous nous interrogeons sur les choix et critères qui ont prévalu pour la sélection des membres de ce comité, quand on voit qu'il est principalement constitué d'associations de gauche. Il m'aurait semblé quand même plus pertinent d'associer l'ensemble des associations de l'arrondissement.

Le maire du 15e n'a pas souhaité pour autant boycotter ce comité de pilotage. Nous avons ainsi participé à plusieurs réunions au cours desquelles nous ne sommes pas parvenus à obtenir les réponses escomptées.

Nous n'avons par exemple jamais réussi à savoir si réellement aucune possibilité de réhabilitation ne pouvait être envisagée pour conserver au bâtiment l'identité extérieure que nous connaissons. Cette absence de réponse sur ce point est d'autant plus surprenante quand l'on sait que dès 2001, la Ville nous avait indiqué vouloir réhabiliter ce lieu, le restaurer et non le démolir.

M. DARGENT lui-même a annoncé en juin 2001 que "la Ville votera très prochainement des crédits pour réhabiliter ce lieu, l'insonoriser, permettre à de nombreuses associations du 15e de trouver là un lieu convivial".

Compte tenu des très fortes contraintes budgétaires que nous impose le Maire de Paris et des opérations annulées ou reportées dans le 15e, un projet de réhabilitation aurait sans doute entraîné un coût moins élevé que la construction d'un nouveau bâtiment estimé à 5 millions d'euros.

Nous regrettons également que les tout derniers arbitrages du maire de Paris sur les investissements localisés 2011 aient privilégié ce projet au détriment d'autres priorités et urgences locales.

Bien que nous ayons assisté à plusieurs comités de pilotage, nous ne savons toujours pas comment les lieux seront gérés, quel sera le devenir de l'association "patronage laïque maison pour tous", y aura-t-il une nouvelle association avec dissolution de l'association actuelle ? Quel sera le mode de gestion de cet équipement, équipement transféré, délégation de service public ? Même le président et le directeur de l'association, que le maire du 15e a récemment reçus, ne disposaient pas de la moindre réponse à ces questions pourtant légitimes.

Alors, concrètement, qu'en est-il du projet ?

Vous avez décidé de créer une trentaine de logements sociaux : c'est l'objet du projet de délibération qui nous est proposé aujourd'hui.

Sur le fond, bien évidemment, nous sommes favorables à la réalisation d'un foyer de jeunes travailleurs dans le 15e.

En revanche, nous sommes opposés à votre choix d'entasser deux programmes au lieu de réaliser un vrai projet ambitieux au service de l'arrondissement. Nous regrettons que le projet présenté ne permette pas de répondre aux besoins en locaux et lieux d'animation culturelle qui s'expriment dans le 15e, cela d'autant, que comme je le rappelais tout à l'heure, l'emprise réservée à un équipement culturel dans la seconde phase de la Z.A.C. Boucicaut a été réduite de 3.800 à 750 mètres carrés.

Car vous le savez tout autant que moi : les habitants les premiers nous le disent lors des réunions publiques, dans les conseils de quartier, lors des visites de terrain, ils nous disent que le 15e a besoin de salles insonorisées pour permettre des répétitions pour les formations et les chorales, de lieux permettant d'accueillir des expositions, des spectacles scolaires, des associations sportives qui ne disposent pas toujours d'horaires dans les gymnases du 15e, de salles accessibles pour permettre aux habitants de célébrer les événements familiaux - anniversaires, fêtes, etc. -, de lieux pour permettre aux associations, dans leur diversité, de se réunir, associations de locataires, de commerçants, etc. L'actuelle maison des associations, très excentrée, ne permet pas de répondre à l'ensemble de ces demandes.

Dans le projet qui nous est imposé, rien de cela n'apparaît. Il s'agit d'une véritable occasion ratée.

Le vrai problème qui se pose aujourd'hui à travers les orientations que vous avez prises de façon unilatérale pour ce projet, c'est votre volonté de tout sacrifier au bénéfice du logement social.

À Boucicaut, comme sur l'emprise du patronage laïque, vous bourrez les sites de logements sociaux au détriment des équipements publics nécessaires à la vie des habitants du 15e arrondissement, et ça, désormais, nous ne l'accepterons plus !

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

(Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, remplace Mme Véronique DUBARRY, au fauteuil de la présidence).

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - La parole est à M. MANO pour vous répondre.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Décidément, M. ALAYRAC avait raison : vous êtes évidemment pour, mais jamais là où on le propose. Car vous êtes pour le logement social, vous êtes pour le foyer de jeunes travailleurs, mais que vient faire ce foyer de jeunes travailleurs avec un équipement historique du 15e arrondissement, qui avait un certain volume, que j'ai fréquenté comme beaucoup d'associations de gauche d'ailleurs, des 15e et 16e arrondissements, parce que sans doute, c'était le seul ou elles étaient reçues.

Ce lieu a une histoire et je trouve convenable qu'on ait réussi à optimiser la parcelle pour mixer à la fois un lieu d'accueil associatif lié à l'histoire de ce lieu, et puis, saisissant l'opportunité de densification, car une ville de 105 kilomètres carrés doit toujours se poser la question de la densification possible, surtout pour y accueillir des jeunes qui, soit pour leur premier emploi sur Paris, trouvent là un lieu d'accueil extrêmement sympathique ou bien pour les jeunes qui veulent décohabiter, comme première étape vers la véritable autonomie.

Et je ne vois pas en quoi ce programme peut gêner la mairie du 15e arrondissement.

Il ne peut y avoir de double langage permanent : on ne peut pas être pour et contre à la fois en permanence ; ceci devient une habitude.

Nous continuerons notre politique comme nous nous y sommes engagés vis-à-vis des Parisiens qui, je crois, font confiance à Bertrand DELANOË.

Sur le fond des équipements culturels, vous voudriez qu'en deux mandatures, nous puissions réparer ce que cent ans d'histoire n'ont pas fait pour le 15e arrondissement ; tout ceci n'est pas très crédible.

Nous proposerons bien sûr le vote de ce projet de délibération.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Une explication de vote a été demandée par M. MENGUY.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Merci, Madame la Maire.

J'ai écouté avec beaucoup d'attention ce que notre collègue Gilles ALAYRAC a dit, et la réponse de M. MANO.

Sur ces questions, il me semble important de faire un rappel. On a évoqué un projet que la mairie du 15e n'a pas voté, c'est le projet Desnouettes. Pourquoi ? Parce qu'il y avait un certain nombre de problèmes, notamment une espèce d'îlot cubique vert qui était pour le moins pas très esthétique. C'est le conseil de quartier qui avait émis de nombreuses réserves. Qu'avons-nous fait en tant qu'élus du 15e ? C'est de relayer une demande, une inquiétude des habitants du 15e via le conseil de quartier. On ne va pas commencer à nous en faire le reproche !

Sur Boucicaut, qui a été évoqué précédemment - et le cas du patronage laïque est finalement un prolongement de cette question -, les inquiétudes sur la superficie de l'ensemble culturel, également une inquiétude du conseil de quartier, mais vous n'en tenez pas compte : c'est quand même dommage.

En ce qui concerne les propos de Mme HIDALGO sur l'attitude des élus de droite et des élus de gauche du 15e arrondissement ; je rappelle encore qu'au cours d'une réunion de conseil de quartier sur Boucicaut, des élus de gauche eux-mêmes ont reconnu que certains choix esthétiques pouvaient encore être débattus parce que ce n'était pas forcément très beau, je pense notamment à la couleur grise qui rappelait un peu l'univers carcéral.

Sur le fond, je crois qu'il faut quand même que la gauche adopte une certaine réserve. Nous faisons le plus possible le relais des habitants du 15e, cela me semble de base la nécessité pour des élus, via les conseils de quartier.

Alors, j'entends bien les leçons de Mme HIDALGO sur ces questions, mais enfin, c'est un peu limite.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Si vous voulez bien conclure.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Et puis sur la forme…

Alors, je regrette que Mme HIDALGO soit partie, comme quoi, pour une fois qu'elle applique le service minimum…

Mais elle dit en gros que malheureusement, les élus du 15e existent, que malheureusement on prend les habitants du 15e pour des imbéciles et que de toute façon avec la mairie du 15e, il n'y aura pas de concertation.

Si je prends un autre programme du 15e, c'est l'école Olivier-de-Serres…

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Non, non ! Monsieur MENGUY, s'il vous plait ! C'est une explication de vote, ou vous passez en revue toutes les adresses du 15e arrondissement ?

(Mme Véronique DUBARRY, adjointe, remplace Mme Gisèle STIEVENARD au fauteuil de la présidence).

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Si vous me laissez terminer, vous allez voir que c'est important.

Nous avons eu un rappel formel de Mme HIDALGO pendant le jury de concours que pendant 15 jours, il ne devait y avoir aucune communication extérieure et que les résultats du concours seraient transmis dans les formes au maire du 15e.

Ce n'est toujours pas transmis au maire du 15e, et 5 jours après il y avait dans la presse une demi-page entière sur les résultats du concours d'architecture, alors qu'on avait une obligation de réserve pendant 15 jours, avec une Adjointe au Maire de Paris citée dans l'article. J'aimerais bien savoir comment de tels articles peuvent sortir. Il me semble qu'il y a un vrai problème entre les règles de jury de concours et ce qui est appliqué en réalité. Il conviendra de s'interroger, de savoir comment cela peut sortir.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - N'abusez pas de ma patience.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - N'abusez pas de la nôtre non plus.

(Mouvements de protestation sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

Sur le fond comme sur la forme, il faudra donner des éléments de réponse sur non seulement les mensonges que vous proférez à l'égard des élus du 15e mais également le respect des procédures que vous nous imposez mais que vous ne respectez même pas.

(Applaudissements sur les bancs du groupe U.M.P.P.A.).

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Vous, vous ne respectez pas le règlement intérieur du Conseil de Paris, et vous êtes fort désagréable à l'égard de la présidence.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 285.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DLH 285).

2010, DLH 288 Réalisation par la RIVP d'un programme de construction comportant 5 logements PLUS 42 rue Cauchy (15e).
Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'accueil d'un artiste au rez-de-chaussée de l'immeuble.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DLH 288 sur lequel le groupe U.M.P.P.A a déposé le vœu n° 94.

Je donne la parole à Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY.

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - Oui, merci, Madame la Maire.

D'abord, Monsieur MANO, M. LÉVY m'a signalé que j'avais fait une grosse erreur dans mon intervention précédente, je me suis trompée de société, l'adresse était la bonne.

Bien sûr, nous approuvons ce programme de construction de logements rue Cauchy. Notre vœu vise le local d'activité où nous souhaiterions, puisqu'il y a eu très peu même pas du tout de constructions d'artistes récemment, que le local d'activité puisse être attribué soit à un artiste, soit à un collectif d'artistes. C'est un souhait des élus du 15e arrondissement.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci pour la brièveté de votre propos.

M. MANO a la parole.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Je vais vous décevoir, Madame MACÉ de LÉPINAY, non pas que je ne souhaite pas développer des structures pour les artistes. Il se trouve que malheureusement, l'équilibre financier de l'opération nécessite la location du rez-de-chaussée pour un commerce dont bien évidemment le loyer ne serait pas comparable à ce que nous pourrions obtenir de la part d'ateliers d'artistes.

Le souci est un souci permanent, les ateliers d'artistes, bien évidemment. Nous avons fait des réalisations sur le territoire parisien. Les choses sont compliquées parce que hormis la Ville de Paris, il n'y a plus grand-chose en matière de subvention pour développer ce type de structure, je le regrette. Dans le cas précis, j'ai proposé aux bailleurs, d'ailleurs, que dans les commerces qui n'étaient pas occupés et qui ne trouvaient pas de commercialité évidente, nous puissions envisager la transformation de ces rez-de-chaussée d'immeubles pour des ateliers d'artistes. J'ai proposé cela aux bailleurs, peut-être faut-il insister à nouveau parce qu'il y a des possibilités de développer des ateliers par ce biais-là, qui ne coûteraient pas quoi que ce soit dans l'équilibre financier des opérations.

Mme Véronique DUBARRY, adjoint, présidente. - Votre avis sur le vœu ?

M. Jean-Yves MANO, adjoint, rapporteur. - Négatif.

Mme Véronique DUBARRY, adjoint, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 288.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2010, DLH 288).

2010, DLH 297 - Restructuration par Résidences Sociales d'Ile-de-France (RSIF) des Foyers de Travailleurs Migrants Violet 11-12 rue Gabriel Laumain / 36-38 rue du Faubourg Poissonnière (10e) et Amandiers-Troënes 61-63 rue des Amandiers (20e).

Mme Véronique DUBARRY, adjoint, présidente. - Nous examinons le projet de délibération DLH 297 sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement n° 95.

Monsieur MANO, voulez-vous nous le présenter... C'est un amendement technique.

Je mets donc aux voix, à main levée, l'amendement n° 95.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

L'amendement n° 95 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 297 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2010, DLH 297).

2010, DLH 298 - Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de construction de 31 logements PLUS, 8 logements PLAI et 39 logements PLS, 141-219 boulevard MacDonald (19e).
2010, DLH 328 - Réalisation par la SGIM d'un programme comportant 3 logements PLA-I, 9 logements PLUS et 3 logements PLS situé 28 quai des Célestins (4e).

Mme Véronique DUBARRY, adjoint, présidente. - Nous passons à l'examen du projet DLH 298.

Je donne la parole à M. Gauthier CARON-THIBAULT.

Vous avez une autre inscription, je ne sais pas si vous voulez grouper ?

M. Gauthier CARON-THIBAULT. - C'est une même intervention. Madame la Maire, mes chers collègues, ce mois-ci le Conseil de Paris est amené à délibérer sur un nombre important de projets de délibération logement qui représentent un quart des logements financés cette année.

Ainsi, je voudrais attirer votre attention sur deux sites plus particulièrement. L'opération McDonald dans le 19e, et la réalisation située quai des Célestins dans le 4e arrondissement.

En effet, l'ensemble des programmes de logements sociaux de l'opération d'aménagement des entrepôts McDonald est une opération phare de la mandature. Le programme, dont le chantier doit démarrer en 2011, comprend 50 % de logements privés dont une partie de logements locatifs à loyer maîtrisé et 50 % de logements sociaux. Les quatre projets de délibération visent à financer un programme de logements sociaux caractérisé par une grande mixité avec une diversité des produits, avec plus de 383 logements familiaux, 120 logements foyers pour jeunes travailleurs et 140 logements pour étudiants.

Au sein des logements familiaux, compte tenu des caractéristiques très particulières du 19e arrondissement, 50 % des logements sont des logements sociaux intermédiaires. Vous le voyez, notre municipalité est dans une démarche assumée visant à favoriser la mixité sociale et générationnelle dans les arrondissements déjà fortement dotés en logements sociaux.

Il s'agit tout d'abord d'intégrer dans la production de logements familiaux, une part importante de logements sociaux intermédiaires P.L.S., destinés aux classes moyennes, 50 % des programmes.

Il s'agit ensuite de diversifier la production de logements sociaux avec de nombreux foyers de jeunes travailleurs, résidences pour étudiants et autres établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.

A travers ce projet de délibération, la Ville de Paris montre sa volonté de créer une véritable mixité sociale dans un arrondissement déjà très pourvu. Cette volonté de rééquilibrage se concrétise aussi dans les arrondissements déficitaires en termes de logements sociaux puisque la délibération DLH 328, qui est une réalisation par la S.G.I.M d'un programme comportant 3 logements P.L.A.I., 9 logements PLUS et 3 logements P.L.S. situés 28 quai des Célestins dans le 4e arrondissement présente une opération exemplaire de la mobilisation du patrimoine municipal.

Il s'agit de transformer des bureaux occupés par les services de la Ville, appelés à déménager prochainement, en logements sociaux familiaux dans un quartier très déficitaire en logement social.

Ce programme suivi en 2011 du financement d'une deuxième tranche visant à reconvertir la deuxième partie de l'immeuble du quai des Célestins en un programme innovant de résidences intergénérationnelles destinées aux jeunes et aux personnes âgées valides.

On pourrait à ce titre également évoquer le projet de délibération DLH 281, qui est une réalisation par la R.I.V.P d'un programme comportant 5 logements P.L.A.I., 12 logements PLUS, 3 logements P.L.S. et un local d'activité, 13-15 rue Bleue dans le 9e arrondissement.

En effet, ce projet de délibération présente un programme de transformation de bureaux en logements sociaux, c'est une opération exemplaire comprenant la création d'une crèche et de 20 logements sociaux sur un immeuble de bureaux acquis suite à la consultation organisée par la Ville, pour la vente d'un terrain boulevard d'Indochine dans le 19e arrondissement. C'est donc un projet assimilable à de le construction neuve dans un arrondissement aussi très déficitaire en logement social et où les opportunités sont rares.

Je tiens à rappeler que la forte détermination de la Ville de Paris à produire plus de logements sociaux dans les quartiers déficitaires en la matière se heurte à plusieurs obstacles. Dans les arrondissements du centre de Paris, il y a une pénurie foncière indéniable et les possibilités de construire sont rares.

En 2001, nous partions de loin et il a fallu rattraper le retard avec un foncier extrêmement cher. Mais notons que le nombre de logements sociaux a augmenté dans ces arrondissements, plus de 500 logements dans le 3e arrondissement en plus sous l'ancienne mandature. Concernant l'Ouest parisien, les terrains sont très rares et les prix de l'immobilier très coûteux. Il y a en effet une explosion des prix de l'immobilier depuis 13 ans, et une prédominance des copropriétés d'habitation qui ne sont pas forcément très faciles à préempter pour faire du logement social.

La Ville de Paris est responsable et ne veut pas acheter des terrains à n'importe quel prix aux frais des contribuables parisiens.

De plus, nous nous heurtons à une forte opposition politique sur certains projets de logements sociaux dans les arrondissements très déficitaires de l'Ouest. La multiplication des recours sur permis de construire contribue à retarder des opérations prévues au détriment des 120.000 demandeurs de logement social en attente.

Nous voyons donc avec ces deux projets de délibération, qui sont des projets phares, la détermination de notre Municipalité à faire du logement sa priorité. Je voudrais pour terminer rappeler que l'État ne joue pas son rôle et que son budget logement n'est pas à la hauteur des enjeux, loin de là, puisqu'il baisse ce dernier de 75 % et estime qu'il est normal de ponctionner les bailleurs pour compenser cette baisse scandaleuse.

A Paris, nous déployons des moyens colossaux pour permettre à toutes les catégories sociales de se loger, des plus démunis d'entre nous aux classes moyennes, qui peinent également à trouver un logement correspondant à leurs revenus.

De ce point de vue, nous pouvons encore une fois regretter que le Gouvernement refuse d'expérimenter l'encadrement du loyer du parc locatif privé à Paris. Plus le logement privé coûte cher, plus la pression est forte sur la demande de logement social.

Alors, mes chers collègues, l'Etat n'a pas le droit de se désengager de la politique du logement. Il est urgent qu'il prenne ses responsabilités, lui seul en a les moyens.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Je donne la parole à M. MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - M. Gauthier CARON-THIBAULT, fin connaisseur des problèmes de logement, il en a fait la preuve, a balayé effectivement les difficultés qui sont les nôtres, par rapport aux difficultés géographiques de disponibilité du foncier, en même temps les discussions qui sont le nôtres vis-à-vis de l'Etat aujourd'hui dans nos négociations pour l'avenir du logement social. Avis que je partage totalement.

Néanmoins, ce projet de délibération, c'est l'occasion de revenir sur l'opération McDonald, opération exemplaire sur le plan urbanistique, de la transformation d'un entrepôt de 600 mètres de long en bâtiment à la fois d'activité, de commerces, de bureaux, de crèches, de logements privés et de logements sociaux, dans une partie du 19e.

Je qualifierai cette opération de reconquête d'une partie de ville, avec une ambition forte sur le plan architectural d'ailleurs. Ce projet fait l'objet de beaucoup de commentaires dans les revues spécialisés, telle l'ambition est forte.

Et je me réjouis, à l'occasion de ce Conseil, que nous puissions commencer le financement effectif des financements des logements sociaux, de trois opérateurs de logements sociaux différents : Efidis, 3F et Paris Habitat.

Voilà, réjouissons-nous. Ce qui n'exclu pas évidemment toutes les difficultés signalées par M. Gauthier CARON-THIBAULT.

(Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, remplace Mme Véronique DUBARRY au fauteuil de la présidence).

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet délibération DLH 298.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DLH 298).

Je mets aux voix également, à main levée, le projet de délibération DLH 328.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DLH 328).

2010, DLH 356 - Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de construction d'une résidence sociale de 47 logements PLA-I situé 55-57 rue Chardon Lagache (16e).

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Nous examinons le projet de délibération DLH 356 : une adresse dans le 16e arrondissement.

M. Ian BROSSAT est inscrit et ensuite M. AURIACOMBE.

M. Ian BROSSAT. - Madame la Maire, chers collègues, par ce projet de délibération, la Ville de Paris s'engage à réaliser un programme de construction d'une résidence sociale de 47 logements P.L.A.-I., c'est-à-dire très sociaux, au 55-57, rue Chardon-Lagache dans le 16e arrondissement.

Notre majorité poursuit, par ce programme de logements, son action volontariste dans le domaine du logement social et de la solidarité. Le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche ne peut évidemment qu'approuver ce projet qui correspond particulièrement bien à des objectifs que nous avons souhaité inscrire fortement dans le cadre du programme local de l'habitat, adopté par notre Assemblée le mois dernier.

Ces objectifs, que nous avons portés, rappelons-le, visent un double rééquilibrage. Le premier concerne le type de catégories de logements sociaux, en l'occurrence en faveur des logements P.L.A.-I. très sociaux. Le second rééquilibrage, qui me tient tout particulièrement à cœur, est un rééquilibrage géographique, qui vise à la production de logements sociaux dans les arrondissements qui en comptent le moins, comme le 16e arrondissement qui plafonne, rappelons-le, à seulement 2,5 % de logements sociaux sur son territoire.

Mais, chacun le sait ici, cela a été rappelé par mes collègues précédemment, Gilles ALAYRAC et Gauthier CARON-THIBAULT, programmer la construction de logements sociaux dans les arrondissements de Droite, dans le 16e arrondissement en particulier, cela constitue, manifestement aux yeux de certains, une faute de goût intolérable. Pas de ça chez nous, nous dit-on à chaque fois.

Dans le 16e arrondissement, quatre programmes de logements sociaux sont actuellement bloqués par des recours judiciaires motivés à n'importe quel prétexte. Dans le cadre du budget, nous avons encore une fois entendu Claude GOASGUEN nous expliquer, sur tous les tons et avec des prétextes les plus grotesques les uns que les autres, qu'il ne voulait pas de logements sociaux sur son territoire, ou plutôt qu'il en voulait bien mais il trouve systématiquement une mauvaise raison pour s'y opposer.

Ces actions, ces recours de riverains, bénéficient, on le sait, du soutien actif du maire du 16e, qui pointe quant à lui le risque de voir son arrondissement dénaturé par le logement social.

Dans une interview au magazine "Valeurs actuelles", on insiste d'ailleurs sur la nouvelle délinquance que ne manquerait pas de créer les logements sociaux. Et, selon le maire du 16e arrondissement, c'est bien là l'objectif du Maire de Paris qui, je cite Claude GOASGUEN : "Le Maire de Paris qui a pris délibérément l'habitude de reloger, en priorité dans les arrondissements de Droite, des populations en grande difficulté, sans prévoir d'accompagnement social".

Ces propos, qui stigmatisent les locataires du logement social, sont indignes. Ce sont des propos irresponsables, ils trahissent chez l'U.M.P., en tout cas parmi ses élus de l'Ouest, une forme de racisme social inacceptable. Une volonté de chasser les plus fragiles des Parisiens, loin, très loin de leur supposé fief, alors que la crise du logement s'aggrave à Paris.

L'avis négatif donné à ce programme rue Chardon-Lagache au dernier Conseil du 16e arrondissement en est une nouvelle preuve accablante.

En tout cas, vous pouvez compter, Monsieur le Maire, sur notre combativité pleine et entière pour soutenir les productions de logements sociaux dans l'ensemble des arrondissements de Paris, et tout par particulièrement en faveur du rééquilibrage à l'Ouest du logement social.

Je vous remercie.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Merci.

La parole est à M. AURIACOMBE.

M. Pierre AURIACOMBE. - Madame la Maire, merci.

Tout d'abord, M. Ian BROSSAT vient de nous faire un amalgame de propos, de déclarations, certes, mais de propos qu'il a amalgamé les uns avec les autres, et où il affirme que lorsqu'il y a des personnes en grande difficulté, nous sommes favorables à un accompagnement social.

Si ce n'est pas votre cas, je le regrette, mais bien évidemment des personnes en grande difficulté demandent un accompagnement spécifique. Cela me paraît aller de bon sens.

Par ailleurs, M. Ian BROSSAT est très sensible, il vient de nous l'expliquer, aux logements sociaux dans le 16e et nous l'en remercions. J'espère qu'il est tout aussi sensible à la notion de démocratie locale. Car ici, c'est bien de cela qu'il s'agit dans ce programme.

On a un bel exemple : mes collègues Claire de CLERMONT-TONNERRE et Jean-Baptiste MENGUY en ont parlé tout à l'heure dans le 15e arrondissement, mais ici c'est vraiment un très bel exemple.

Je vais prendre 30 secondes à une minute pour revenir sur l'historique. Très rapidement, en 2007, la Ville a acquis le 55-57, rue Chardon-Lagache et en décembre 2007 a été présenté devant le Conseil du 16e arrondissement, où siège M. MANO, le projet initial. Le maire de l'époque, M. Pierre-Christian Taittinger, a alors fait un vœu pour que ce foyer soit affecté aux personnes âgées.

Le vœu a été modifié, à la demande de M. MANO, qui nous a expliqué que l'association "Les papillons blancs", foyer pour jeunes déficients mentaux, recherchait un local. Ce vœu a été adopté à l'unanimité des présents, droite et gauche confondues. Très bien.

A ce moment-là, en juillet 2008, un jury a été mis en place, il s'est réuni et quelques candidats ont été retenus à ce moment-là. Nous sommes ici en juillet 2008. Depuis, plus de nouvelles ! La démocratie locale disparaît subitement, et nous nous retrouvons en mars 2010 devant un nouveau projet qui apparaît, et pendant deux ans aucune concertation, rien du tout avec les élus locaux du 16e arrondissement.

Certes, Monsieur MANO, vous êtes vous-même élu du 16e et vous pouvez vous concerter avec vous-même et je vous en félicite, mais je crois que nous en avons déjà parlé ensemble récemment, dans d'autres lieux, c'est le problème de la concertation personnelle. Ce n'est pas mon idéal de démocratie, moi je préfère que l'on fasse participer tout le monde.

On aurait souhaité, pour ce projet, que vous allez mettre en place, que vous allez le voter, plus de concertation. On aurait souhaité une vraie démocratie locale. Alors, M. Ian BROSSAT aura beau dire que l'on cherche des excuses, non ! On veut une démocratie locale !

C'est pourquoi nous voterons contre, car c'est vraiment l'exemple type de ce qu'il ne fallait pas faire.

Monsieur MANO, je vous remercie par avance de répondre à la question que je vous ai posée, c'est-à-dire sur la mise en place de ce projet et de ne pas me dire une fois de plus que nous sommes contre les logements sociaux, mais de bien vous rendre compte qu'ici on nous impose un projet. Ce n'est même pas la peine de nous demander notre avis dans ces cas-là.

Merci par avance.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Voilà, M. MANO va vous répondre.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - M. AURIACOMBE a raison sur un point : le projet initial a été fait dans la perspective de développer une structure d'accueil d'adultes trisomiques à la demande d'une association.

Nous avons beaucoup travaillé avec cette association, nous avons beaucoup travaillé avec les architectes, et il se trouve que la surface disponible, compte tenu des contraintes qui ont pu naître en matière de logement recevant des handicapés, ne permettait pas un équilibre financier pour l'association. Nous avons donc, avec regret, fait évoluer ce projet vers une résidence sociale plus classique, mais je ne pense pas qu'en soi, le fait d'avoir une résidence sociale plus classique, accueillant des publics qui peuvent avoir des difficultés momentanées, puisqu'il n'y a pas un ciblage très spécifique sur le public qu'elle recevra, structure qui devrait satisfaire les élus du 16e, puisque ce type de structure bénéficie, bien évidemment… est gérée par une association avec un accompagnement social personnalisé des personnes qui s'y trouvent.

En cela, je rejoins la revendication de M. AURIACOMBE tout à l'heure qui dit : "Oui, il faut absolument avoir un accompagnement social !" C'est le cas ! Oui, dans une résidence sociale, il y a un accompagnement social.

Je ne pense pas qu'il y a lieu là d'être contre, si vraiment vous êtes favorables à l'idée d'avoir une résidence sociale sur ce site pour accueillir des publics qui peuvent avoir des difficultés momentanées, quels qu'ils soient.

Bien évidemment, nous allons voter ce projet, mais je ne peux pas… Je reviens un peu sur votre discours, Monsieur AURIACOMBE. Systématiquement, on le fait, mais adjoindre "difficultés sociales" et "nécessité d'accompagnement social" aux mots "logement social" n'est pas acceptable. Je vous le dis et je vous le répète ! 70 % des Parisiens ont accès potentiellement financièrement à un logement social. Croyez-vous que 70 % des Parisiens ont un comportement asocial nécessitant un accompagnement social ?! Bien évidemment que non !

Continuez dans votre discours qui stigmatise systématiquement l'image même du logement social, vous ne facilitez pas le logement des Parisiens qui ont accès potentiellement au logement social, y compris dans le 16e arrondissement. Je pense qu'il faut que vous fassiez évoluer votre discours sur le sujet pour être un peu crédible.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 356.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DLH 356).

2010, DLH 426 - Modification temporaire du montant et des conditions d'attribution des Prêt Paris Logment (PPL 0 %) et du Prêt Parcours Résidentiel (PPR).

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DLH 426, sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement n° 96. Je n'ai plus d'inscrits.

Souhaitez-vous évoquer l'amendement, Monsieur MANO ?

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - C'est un sujet important, c'est une modification, une évolution de notre Prêt Paris Logement à partir de 2011.

L'amendement de M. MARTINS posait des questions intéressantes. M. MARTINS voulait que nous augmentions, me semble-t-il...

Attendez !

… l'extension du prêt P.P.L. et P.P.R. au niveau, me semble-t-il...

L'amendement que nous proposons, excusez-moi, satisfait potentiellement les demandes de M. MARTINS.

Quand on regarde le bilan du prêt P.P.L., et notamment sur l'exercice 2010, on s'aperçoit que 12 à 14 % des transactions immobilières parisiennes ont bénéficié du prêt P.P.L. On s'aperçoit que le produit que nous avons créé correspond totalement aux besoins des personnes qui veulent devenir accédant à la propriété à Paris et que les plafonds de ressources que nous avons mis correspondent tout à fait à la cible que nous voulons aider ; cela veut dire les couches moyennes plafonnées au niveau P.L.S.

Nous avons une petite modification qui est présentée par un amendement, en souhaitant l'adapter à la nouvelle situation économique et, en même temps, avec un ajustement technique qui pouvait provoquer quelques ambiguïtés sur l'interprétation de ceux qui étaient autonomes sur le plan fiscal. Il y a une nécessité, me semble-t-il, d'une adaptation de notre mode d'attribution du prêt P.P.L.

Voilà ce je peux dire sur ce sujet. Nous continuerons nos efforts pour l'accession à la propriété à Paris, avec une cible très claire : les couches moyennes parisiennes.

Je crois que M. DUBUS veut intervenir tout à l'heure avec un vœu sur ce sujet-là.

Très honnêtement, je pense qu'il n'y a pas de raison de ne pas mettre de plafond de ressources, comme le fait l'Etat à travers le P.T.Z. plus un plafond de ressources, ce qui me semble une erreur fondamentale parce que toutes les analyses disent aujourd'hui que la baisse des taux d'intérêt, l'allongement des durées des prêts se sont traduits non pas au bénéfice des acquéreurs mais au bénéfice de la spéculation immobilière. L'Etat a été extrêmement mal inspiré de faire un P.T.Z. sans plafond de ressources. Je signale quand même que le coût potentiel pour l'Etat d'avoir un P.T.Z. sans plafond de ressources, pour les deux derniers déciles des revenus de nos concitoyens, coûtera à l'Etat 400 millions d'euros.

400 millions d'euros pour des gens qui n'ont absolument pas besoin de cela pour devenir propriétaires ! On est là dans l'idéologie et non pas dans le pragmatisme. Quand on a une situation économique comme celle dans laquelle se trouve notre pays, l'Etat aurait été plus inspiré de supprimer ces deux derniers déciles plutôt que de vouloir prélever les bailleurs sociaux à hauteur de 140 millions d'euros pour financer le logement social dans ce pays !

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - M. DUBUS souhaite réagir ? D'un mot !

M. Jérôme DUBUS. - Nous avons déposé un vœu qu'on examinera tout à l'heure mais nous ne demandons absolument pas la fin du plafond. Nous demandons justement que l'extension du plafond soit réalisée jusqu'au revenu P.L.I. C'est complètement différent, ce n'est pas tout à fait la même chose !

Je crois qu'un autre vœu du groupe U.M.P., justement, demande le déplafonnement, mais ce n'est pas nous.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 96 de l'Exécutif.

Qui est favorable ?

Contre ?

Abstentions ?

L'amendement n° 96 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 426 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2010, DLH 426).

2010, DU 286 - Etablissement d'une servitude de passage au niveau de la rampe de parking de l'immeuble situé 379 rue de Vaugirard au profit de Paris Habitat OPH pour les locaux situés 383-385-387 rue Vaugirard (15e).

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DU 286, sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement n° 97.

Je donne la parole à M. MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Il s'agit d'une inversion entre la COGEDIM et le nom d'une société, c'est totalement technique.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Bien.

Je mets aux voix, à main levée, cet amendement n° 97.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

L'amendement n° 97 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 286 ainsi amendé.

Qui est favorable ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2010, DU 286).

Vœu relatif à la modification de la réglementation portant sur la sécurité des ascenseurs déposé par le groupe PCF-PG.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Nous passons maintenant à l'examen des vœux qui ne se rattachent à aucun projet de délibération.

Le vœu n° 98, déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, est relatif à la modification de la réglementation portant sur la sécurité des ascenseurs.

Je donne la parole à M. Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Madame la Maire.

Vous le savez, nous avons eu l'occasion, à de nombreuses reprises ici, d'aborder les problèmes liés aux dysfonctionnements des ascenseurs. Cela avait d'ailleurs fait l'objet d'une Mission d'information et d'évaluation qui avait abouti à un rapport voté à l'unanimité par l'ensemble des groupes représentés dans cette mission. Cette Mission avait ciblé les dysfonctionnements des ascenseurs parisiens et en particulier le fait que les ascensoristes ne prenaient pas toujours leurs responsabilités comme ils le doivent.

Or, il se trouve que le Gouvernement, qui nous a peut-être entendus, travaille en ce moment sur un nouveau projet de décret relatif à la sécurité des ascenseurs.

Il s'agit donc de faire en sorte, de notre point de vue, que ce décret soit le plus ferme possible vis-à-vis des ascensoristes et leur rappelle leurs responsabilités, notamment en matière d'entretien des ascenseurs. Il s'agit, par ce vœu, de demander que, dans ce nouveau décret, on retienne l'obligation pour les ascensoristes de fournir aux prestataires de maintenance tous les outils nécessaires à l'examen de sa mission et également que soit créée une clause permettant au propriétaire de résilier chaque année son contrat d'entretien.

Ce serait deux mesures très attendues par les propriétaires qui se heurtent aujourd'hui à des dysfonctionnements d'ascenseurs.

Je vous remercie.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - La parole est à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Je ne peux qu'être favorable au vœu qui nous a été proposé, compte tenu des difficultés notamment des copropriétés dans leurs relations avec des ascensoristes.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Monsieur DUBUS, pour une explication de vote ?

M. Jérôme DUBUS. - Merci, Madame le Maire.

Deux choses.

D'abord, un problème de forme : on nous a demandé tout à l'heure que le président de la République ne se mêle pas des affaires du Conseil de Paris. Moi, je vais demander à M. BROSSAT que le Conseil de Paris ne se mêle pas des affaires réglementaires ni législatives. Il y a, à l'évidence, une erreur d'aiguillage. Nous avons un décret qui va être mis en place. Laissons le Gouvernement s'occuper du décret, cela ne relève pas du Conseil de Paris.

Et puis, sur le fond, il y a quand même deux problèmes : le décret qui va être révisé prévoit déjà la faculté d'établir un contrat pour une durée minimale d'un an. Peut-être que vous voulez le rappeler et faciliter la procédure de résiliation, mais cela existe déjà.

Et puis, sur l'affaire, le deuxième point que vous demandez, qui est l'obligation pour les ascensoristes de fournir aux prestataires de maintenance tous les outils nécessaires à l'exécution de sa mission, le terme "outils", c'est un peu vague, je suppose que vous faites allusion aux pièces de rechange. Je pense que c'est cela, puisque c'est ce qui avait été débattu dans la Mission. Il vous avait été répondu, je crois, par les techniciens - c'est un peu technique, je suis désolé - qu'ils n'avaient pas toujours ces pièces de rechange pour procéder aux travaux attendus.

Par conséquent, il me semble que ce vœu n'a pas lieu d'exister et que bien évidemment, mon groupe votera contre.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, ce vœu assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est favorable ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2010, V. 331).

Vœu relatif à l'harmonisation du dispositif d'accession à la propriété avec la PTZ+ déposé par le groupe U.M.P.P.A.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Le vœu n° 99, déposé par le groupe U.M.P.P.A., est relatif à l'harmonisation du dispositif d'accession à la propriété avec le P.T.Z. +.

Je donne la parole à Mme DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Madame la Maire.

Je ne vais pas représenter l'intégralité de ce vœu parce qu'il a été présenté par ma collègue Géraldine POIRAULT-GAUVIN hier dans la discussion budgétaire.

Je rappellerai simplement qu'il consiste à demander à ce que la Ville harmonise son dispositif du prêt Paris logement à 0 % avec celui plus avantageux de l'État, le PTZ +, en renonçant au plafond de ressources qui conditionne son accès, ce dont nous venons de discuter il y a quelques minutes.

Merci.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Monsieur MANO ?

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Une réponse négative par rapport à cette demande.

D'ailleurs, il y a un paradoxe dans la présentation du vœu de l'U.M.P.P.A., c'est de parler d'accession sociale avec un prêt qui serait obtenu sans plafond de ressources. Visiblement, on ne vise pas la même cible.

Nous, effectivement, nous sommes pour développer l'accession, permettre aux couches moyennes de Paris d'accéder à la propriété, et donc nous préférons concentrer plus de moyens pour eux que moins de moyens pour des personnes qui n'ont absolument pas besoin de nous pour acheter à 12.000 euros, ou 10.000 euros le mètre carré à Paris.

Nous sommes donc contre la proposition qui nous est faite.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Vœu relatif à la mention dans les projets de délibération de la situation des programmes immobiliers visés en secteur déficitaire ou excédentaire en logement social déposé par le groupe C.I.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Le vœu n° 100, déposé par le groupe Centre et Indépendants, est relatif à la mention, dans les projets de délibération, de la situation des programmes immobiliers visés en secteurs déficitaires ou excédentaires en logement social.

Je donne la parole à M. DUBUS.

M. Jérôme DUBUS. - C'est un ajout technique qui pourrait être fait dans les projets de délibération qui nous sont présentés, puisque votre politique vise quand même, et on l'a entendu à plusieurs reprises ce matin, à rééquilibrer l'est et l'ouest, si j'ai bien compris.

La Chambre régionale des comptes a démontré que ce n'était pas le cas, ou pas encore le cas.

Nous souhaiterions donc que dans les projets de délibération qui nous sont proposés ici ou dans les conseils d'arrondissement, nous puissions avoir, comme l'indique le vœu, une mention pour savoir si nous sommes en zone de déficit social, c'est-à-dire en dessous des 20 % loi S.R.U., ou en zone d'excédent de logements sociaux, c'est-à-dire au-dessus des 20 %.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - M. MANO a la parole.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Très honnêtement, c'est quelque chose qui peut se faire.

Pour autant, dans notre esprit, ce n'est pas parce qu'on a 20 % de logements sociaux qu'on ne peut plus en construire, bien évidemment. D'ailleurs parce que des règles peuvent prévoir à court terme de passer les zones I.R.I.S. à 25 %. Dans le cadre du S.D.R.I.F., notamment, les choses peuvent être possibles. D'ailleurs, c'est une clause prévue dans le cadre du P.L.H. avec une révision possible à l'horizon 2013.

Je rappelle également que nous sommes parfois... nous avons un intérêt à agir sur ce qu'on appelle l'habitat social de fait, souvent propriété de familles qui n'ont pas les moyens d'entretenir et qui veulent se dessaisir de ces biens. Des biens, sur le plan technique, qui ne présentent pas toutes les caractéristiques d'avenir probant et pour lesquels nous intervenons à la fois pour sauver les populations qui s'y trouvent et pour assurer la pérennité du bâti.

Donc, oui à votre demande, cela ne me pose aucun problème. Néanmoins, pour nous, la notion de pourcentage de logements sociaux n'est pas le seul critère de nos décisions.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Donc avis favorable ?

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Favorable.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2010, V. 332).

Vœu concernant le Prêt Paris Logement à taux 0% déposé par le groupe C.I.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du vœu n° 101, déposé par le groupe centre et indépendants, relatif au prêt Paris Logement à taux zéro.

M. Jérôme DUBUS a la parole.

M. Jérôme DUBUS. - Nous en avons parlé tout à l'heure, j'irai très vite.

Nous n'avons toujours pas de politique d'accession sociale à la propriété faite par la Ville de Paris, et donc, le seul outil pour les classes moyennes, qui pourrait leur permettre d'accéder à la propriété à Paris, c'est le P.P.L.

Vous avez dit qu'il marchait bien ; il marche bien pour une certaine catégorie de Parisiens, c'est-à-dire pour ceux qui sont seuls ou pour les ménages composés de deux personnes. C'est ce qui ressort de l'examen qui a été fait et qui figure dans le bleu budgétaire logement.

Or, nous retenons que l'intention de votre futur P.L.H. est de "développer des solutions adaptées à la diversité des besoins qui s'expriment", je le cite, "ceux des familles", des familles…, "et des classes moyennes".

Bien évidemment, tout le monde est conscient ici de l'extraordinaire augmentation des prix en accession à la propriété à Paris, car nous atteignons maintenant 7.500 euros du mètre carré et que nous allons continuer à grimper.

Il nous semble que, plutôt que de déplafonner complètement ce P.P.L., et pour suivre l'évolution des prix, il serait plus intéressant de replafonner, mais en y intégrant les revenus correspondants au P.L.I.

(M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, remplace Mme Gisèle STIEVENARD au fauteuil de la présidence).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur MANO ?

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Réponse rapide, mais je vois bien votre démarche.

Au moins, vous ne pouvez pas nier le succès du système que nous avons mis en place depuis maintenant bientôt quatre ans, puisque 13.000 Parisiens sont devenus propriétaires et ont pu bénéficier d'un coût de pouce lié à la création de ce prêt Paris Logement.

Très honnêtement, si on regarde les familles, vous nous demandez de vouloir intervenir sur des familles qui ont 8.000 euros par mois - je parle d'une famille avec deux enfants - alors que nos projets à nous plafonnent les revenus à 6.300 euros par mois.

Je pense qu'il est raisonnable d'en rester là sous le prétexte que j'évoquais tout à l'heure, que toutes les capacités complémentaires d'aides que nous pouvons fournir aux gens soient récupérées par le marché et non pas, hélas, par les candidats propriétaires, ce qui est regrettable.

Je pense que nous atteignons à Paris, me semble-t-il, des maximums, et que je souhaite voir inversé le prix de l'immobilier à Paris sans pour autant favoriser encore la hausse des prix par un déplafonnement de notre prêt. C'est pourquoi je vous propose le vote contre.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est rejeté.

Vœu relatif à la dégradation du parc social 228 rue de Courcelles (17e) déposé par les groupes U.M.P.P.A. et C.I.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Le vœu n° 102, déposé par Mme Brigitte KUSTER, Mme Françoise de PANAFIEU, M. Jérôme DUBUS et les élus de la majorité municipale du 17e arrondissement est relatif à la dégradation du parc social au 228, rue de Courcelles, dans le 17e arrondissement.

Je donne la parole à M. Jérôme DUBUS, pour le groupe Centre et Indépendants, pour une minute.

M. Jérôme DUBUS. - Très rapidement, je m'en suis entretenu tout à l'heure avec le président de la S.I.E.M.P.

Au 228, rue de Courcelles, il y a un certain nombre de locataires qui sont mécontents de la manière dont est entretenu l'immeuble. Ce n'est d'ailleurs pas seulement rue de Courcelles, mais il se trouve que ce sont eux qui ont pétitionné largement, puisque 85 % des locataires ont signé cette pétition.

Ils ont du mal à être entendus par la S.I.E.M.P., qui refuse pour le moment de les recevoir ; visiblement, ça va s'arranger.

Il me semble donc, pour le moins, que l'on pourrait recevoir ces pétitionnaires et faire en sorte que l'immeuble soit mieux entretenu.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président.- Monsieur MANO ?

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - En même temps, quand j'entends dire que la S.I.E.M.P. refuse de les recevoir, j'ai comme information précise que la S.I.E.M.P. a fait deux réunions sur place avec les locataires depuis le début de l'année, courant octobre, il y a donc un peu plus d'un mois.

Bien évidemment, des choses ont été prises en compte par la S.I.E.M.P. avec notamment les questions de ménage qui ont été améliorées avec un contrôle plus tatillon de la prestation de l'entreprise.

En ce qui concerne les portes de parking, elles fonctionnent.

En ce qui concerne la sécurisation, évidemment, la S.I.E.M.P. a des propositions qui devront se traduire par des travaux importants de changement des portes.

Tout ceci est en ordre.

Je pense donc que la S.I.E.M.P. qui est, me semble-t-il, un bailleur proche de ses locataires, remplit ses missions.

Il est assez facile de faire signer un locataire contre son propriétaire, vous en conviendrez.

C'est pour ça que je proposerai un avis défavorable à votre vœu.

Néanmoins, soyez rassuré par la prise en compte d'un contact étroit entre le bailleur et les locataires.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est rejeté.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'association "Premiers de cordée".

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Le vœu n° 103 déposé par le groupe U.M.P.P.A. est relatif à l'association "Premiers de cordée".

Je donne la parole à M. MENGUY, pour une minute.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce vœu tient à attirer l'attention sur la situation difficile dans laquelle se trouve l'association "Premiers de cordée" compte tenu de l'incendie qui a eu lieu sur l'îlot Bichat et compte tenu également que leurs locaux sont à proximité et avec des conséquences qui les empêchent de mener à bien leur activité.

Je tiens surtout à saluer le travail, l'engagement et vraiment le dévouement de cette association qui a vocation à initier la pratique du sport dans l'hôpital et du handisport à l'école. Ils font vraiment un travail remarquable, je me souviens notamment d'une action qu'ils avaient faite dans un collège du 15e arrondissement. Je crois que toutes et tous nous pouvons ici saluer une association qui est vraiment au service des plus jeunes et au service du sport et de l'accession au sport pour tous.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur MANO ?

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Bien évidemment, nous sommes sensibles au travail remarquable que fait cette association.

Néanmoins, une fois que l'on a dit cela, ce n'est pas la première fois que des propositions concrètes de locaux ont été proposées à cette association, et j'ai le regret de constater que cette structure a jusqu'à ce jour toujours rejeté les propositions qui lui ont été faites.

D'abord, une proposition, dès la prise ne main par cette association de cet îlot avait été faite, il y a plusieurs années de cela.

Paris Habitat, dans le contexte de son rôle sur le secteur a fait 4 propositions concrètes à cette structure.

100 mètres carrés 34 rue de la Solidarité, refusé car trop éloigné du centre de Paris.

Rue des Rigoles, 102 mètres carrés, refus car quartier jugé trop peu sûr pour le personnel.

Rue Dunois, local jugé trop petit, 85 mètres carrés (aujourd'hui ils occupent 36 mètres carrés).

Je n'insiste pas, un autre dans le 13e arrondissement a aussi été refusé.

Paris Habitat, pour en sortir, a proposé une indemnisation à cette structure qui l'a acceptée, à hauteur de 44.000 euros, ce qui n'est pas rien, et maintenant on vient nous dire, on voudrait aussi un local.

Compte tenu du rôle important et incontestable de cette association, l'ensemble des bailleurs est mobilisé aujourd'hui pour trouver une solution mais on ne peut pas avoir et l'indemnisation et le local, et donc, il faudra trouver la solution adaptée, à la fois conforme à la surface qu'ils occupent aujourd'hui à un prix compatible pour le bailleur et pour l'association. Ceux-ci, me semble-t-il, devraient trouver une solution, nous nous efforçons de trouver une solution le plus rapidement possible, mais je tenais aussi à décrire le contexte dans lequel depuis de nombreux mois, voire années, nous essayons de trouver une solution avec cette structure.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

2010, DLH 421 - Signature d'une convention entre l'ADEME et la Ville de Paris pour le financement de prestations d'aide à la rénovation énergétique à destination des copropriétaires parisiens.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Mes chers collègues, nous examinons le projet de délibération DLH 421. Il s'agit de la signature d'une convention entre l'ADEME et la Ville de Paris pour le financement de prestations d'aide à la rénovation énergétique à destination des copropriétaires parisiens.

Je donne la parole à Mme GASNIER pour le groupe Centre et Indépendants.

Mme Fabienne GASNIER. - Je vous remercie.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, quasiment au terme de notre séance, je tiens à rassurer, mon propos va être bref sur le projet qui nous est soumis, le parc social, on vient de le constater, par le nombre de délibérations votées poursuit son adaptation aux objectifs du plan climat parisien bénéficiant notamment du soutien financier municipal mais aussi de l'éco-prêt logement social au taux de 1,9 %.

Les bailleurs sociaux peuvent conduire le programme de travaux de rénovation énergétique au rythme prévu depuis 2008.

Bien évidemment, nous nous en réjouissons, et j'ajouterai sur un élément sans doute plus mineur, que les fiches techniques présentées par la R.I.V.P. à l'appui de ces demandes de subvention sont aussi concrètes qu'éloquentes sur les effets de certains partis-pris architecturaux qui se sont révélés énergivores.

Sur le parc privé, et par-là je reviens au DLH 421, nous savons que la marge de manœuvre pour améliorer les performants énergétiques des bâtiments est plus complexe.

Inciter et accompagner sont, en résumé, les deux leviers de l'action publique.

Le partenariat avec l'ADEME fait partie de ces dispositifs, mis en œuvre dans le cadre du plan climat 2007, il fut confirmé une première fois en 2007.

Il est ici appelé à être renouvelé sur des bases nouvelles sans que soit précisée toutefois la participation éventuelle de la Région Ile-de-France.

La naissance après une longue gestation de l'Agence parisienne du climat, dont je me réjouis bien évidemment, change naturellement la donne structurellement ne serait-ce qu'à l'égard des associations qui hébergent les espaces Info-Energie.

Les prestations subventionnées elles aussi évoluent.

Le choix qui est ainsi offert aux copropriétés paraît plus souple entre diagnostic termites et aide simple à la renégociation des contrats de fourniture énergétique.

Cette diversité de l'offre permet une adaptation aux besoins mais aussi aux possibilités financières des copropriétaires.

On peut donc y voir les marques du pragmatisme et de la nécessité.

Qu'il me soit permis ici de rappeler le vœu présenté par mon groupe et adopté en 2009 souhaitant un renforcement des moyens d'information et de communication sur le dispositif copropriété et objectif climat.

Les résultats de cet outil présenté par les vœux budgétaires logement et climat sont somme toute modestes. Sur les 516 copropriétés rencontrées par les espaces Info-Energie, 132 ont voté la réalisation d'un diagnostic de performance, 10 ont voté des travaux correspondants.

Il est vrai que se pose ici le délicat problème du financement.

Je regrette ainsi que le 17 e arrondissement n'ait pu prétendre, ainsi que le proposait mon collègue Jérôme DUBUS à une opération programmée d'amélioration thermique des bâtiments, mais ce regret ne nous empêchera pas bien entendu de voter ce projet de délibération. Je vous en remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour vous répondre, je vais tout d'abord donner la parole à M. Jean-Yves MANO, puis à M. BAUPIN.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Nous ne pouvons que nous réjouir d'avoir un accord entre la Ville de Paris et l'ADEME pour améliorer la prestation et l'efficacité de ce que nous mettons en place aujourd'hui pour l'amélioration thermique des bâtiments du secteur privé.

Je voulais simplement signifier que si les bailleurs sociaux font beaucoup d'efforts, c'est que la Ville de Paris y contribue largement, certes les bailleurs sociaux bénéficient d'un prêt à 1,9 % mais le secteur privé bénéficie d'un taux de 0 %. Je voulais le faire remarquer.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur BAUPIN ?

M. Denis BAUPIN, adjoint, au nom de la 4e Commission. - Juste en complément en remerciant Mme GASNIER de son intervention, elle a dit beaucoup de choses.

Juste préciser que l'on monte en puissance, puisqu'il y a maintenant 25 immeubles en travaux, et ce sont des immeubles relativement importants puisque grosso modo, on a une centaine de logements par immeuble sur lesquels on fait des diagnostics, c'est tout de même significatif. Evidemment, on se heurte aux difficultés que vous avez rappelées, le fait qu'il s'agit de propriétaires privés, il faut donc réussir à faire prendre des décisions par des copropriétés. Car à Paris le tissu n'est pas monopropriétaire, donc c'est un dispositif complexe, d'où tout le travail que l'on fait avec la DLH. Je la remercie encore de tout le travail qui est effectué pour le plan climat. Le projet de PLH qui a été adopté au précédent Conseil renforce encore ce travail.

Evidemment, on est sur quelque chose de complexe et on regarde, avec les équipes de Jean-Yves MANO notamment, comment la Ville de Paris peut encore améliorer ces dispositifs pour essayer de faire prendre les décisions par les copropriétés au moment clé. Nous tentons d'examiner quel supplément peut être apporté et sous quelle forme. Est-ce que c'est financier, est-ce de l'aide à la prise de décision juridique, etc.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 421.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2010, DLH 421).

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la réalisation d'un bilan annuel de la commande publique.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Mes chers collègues, nous passons aux travaux de la 1ère Commission et nous allons examiner deux vœux qui ne se rattachent à aucun projet de délibération.

Le vœu n° 115 du groupe "Europe Ecologie - les Verts et apparentés", et le vœu n° 115 bis de l'Exécutif ont trait à la réalisation d'un bilan annuel de la commande publique.

Je donne la parole à M. BOUTAULT.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Monsieur le Maire, vous savez que notre collectivité s'est engagée fort justement dans une démarche d'achat responsable qui vise à intégrer les critères sociaux et environnementaux dans sa politique d'achat. Engagement d'ailleurs rappelé dans le plan climat que suit avec attention mon collègue Denis BAUPIN.

Cet engagement représente un enjeu majeur au regard du poids de la commande publique, puisque le volume d'achats de notre collectivité représente quelque 1,5 milliard d'euros par an.

La Ville de Paris s'est donc dotée d'une charte de l'achat responsable, qui a pour objectif à la fois de réduire les impacts environnementaux des produits et services et travaux qu'elle achète ou met en œuvre pour ses propres besoins ou pour celui des usagers, d'encourager les actions d'insertion sociale, de faciliter l'accès des P.M.E. et des très petites entreprises à la commande publique, et de raisonner, lors de ses achats, en termes de coûts et impacts globaux, c'est-à-dire d'intégrer tout le cycle de vie du produit, depuis la livraison au stockage, la maintenance et le recyclage.

C'est la raison pour laquelle, le groupe "Verts et Europe Ecologie" a déposé ce vœu. Il souhaite qu'un bilan soit établi de la commande publique, notamment que l'on puisse connaître le nombre de petites et très petites entreprises qui participent, qui répondent à ces marchés.

Le nombre d'entreprises et secteurs de l'EESS, évidemment des établissements d'aide par le travail, les E.S.A.T., mais aussi connaître la part des produits éco-labellisés et équitables, ceux qui répondent aux normes de la directive Reach - et j'ai déjà dépassé mon temps de parole !

Je conclus, en disant que nous aimerions connaître également la proportion des produits de marchés publics qui tiennent compte des propositions avancées dans le livre blanc sur la biodiversité de Paris, que vient de faire publier Fabienne GIBOUDEAUX.

Voilà, c'est pour toutes ces raisons que nous souhaiterions qu'un bilan soit établi assez rapidement sur la politique d'achat de la Ville de Paris.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Mme Camille MONTACIÉ va vous répondre.

Mme Camille MONTACIÉ, adjointe. - Merci, Monsieur le Président.

Effectivement, c'est une demande particulièrement intéressante et à laquelle nous ne pouvons que souscrire.

Pourquoi avoir fait un vœu n° 115 bis ? C'est parce qu'il y a des domaines sur lesquels on est en train de travailler. Je pense en particulier à l'inclusion de la biodiversité, puisque c'est récent.

Par ailleurs, pour certains, pour la question, en particulier pour chaque famille de fournitures de services et travaux, la part des produits, etc., il est bien évident que l'on n'a pas encore tout à fait le système informatique performant, on est en train de le mettre en place. C'est le "S.I. Achat" qui sera mis en place, je pense dans deux ans, parce que c'est très long, mais on va lancer le dialogue compétitif.

Donc, le vœu n° 115 bis rappelle effectivement l'intérêt de déposer un bilan annuel de l'activité de la commande publique. Nous sommes totalement d'accord.

Et considérant que la mise en place de la Direction des Achats permet de disposer d'éléments de suivi des engagements de la Municipalité, en faveur de l'achat responsable, de l'accès des P.M.E. à la commande publique, de l'intégration des clauses sociales dans les marchés de la Ville, que le développement du système d'information "S.I. Achat" permettra à terme d'affiner la précision des éléments d'information disponibles, notre vœu, le vœu n° 115 bis est qu'un bilan d'activité concernant les priorités de la commande publique parisienne, en matière d'achat responsable, d'accès des P.M.E. aux marchés publics parisiens, d'insertion sociale et d'économie d'Achat, soit présenté chaque année en première Commission du Conseil de Paris, et que ce bilan soit élargi et enrichi, en fonction des données qui seront disponibles avec l'entrée en vigueur du système d'information "S.I. Achat".

Je rappelle que l'on va joindre à ce bilan ce qui a été proposé hier par Mme FOURNIER concernant les achats des produits bio et équitables.

Enfin, je voudrais rappeler, pour que tout le monde le sache, qu'à l'initiative de ma collègue Seybah DAGOMA, le label "Territoire de commerce équitable" a été attribué à la Ville de Paris. C'était en décembre 2009.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et EELVA).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur BOUTAULT, est-ce que vous maintenez ou vous retirez votre vœu ?

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - J'ai bien entendu les propositions que formule Camille MONTACIÉ. Je m'en réjouis, même si nous les aurions aimées plus ambitieuses afin de pouvoir aller plus loin pour mieux connaître comment la Ville met en œuvre l'ensemble de ses engagements, mais j'ai bien compris aussi que la Direction des Achats, étant une direction récente, elle n'est pas encore dotée de l'ensemble des outils qui lui permettent d'avoir un bilan aussi fin que l'on souhaiterait.

Ayant été sensible à ces arguments, et notamment à celui qui prend l'engagement de s'affiner, nous allons retirer notre voeu.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Bien. Le vœu n° 115 est retiré.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu présenté par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2010, V. 340).

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans divers organismes.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je vous propose de procéder à la désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans les organismes suivants :

Fonds de dotation en faveur de l'ESPCI Paris Tech (Conseil d'administration) (R. 43) :

- M. Jean-Louis MISSIKA,

- Mme Lyne COHEN-SOLAL.

Commission de médiation relative au droit au logement opposable (R. 44) :

Titulaires :

- M. Jean-Yves MANO,

- Mme Olga TROSTIANSKY.

Suppléants :

- M. Arnaud CHEVREUX,

- M. Jérôme DUCHÊNE,

- Mme Christine FOUCART,

- Mme Anne GIRON,

- Mme Marie-José DISCAZEAUX,

- Mme Martine LEMAIRE,

- Mme Françoise FARFARA,

- Mme Marie-Charlotte NOUHAUD.

Les candidatures proposées sont adoptées (2010, R. 43 à R. 44).

2010, DEVE 140 - Avis du Conseil de Paris sur la demande d'autorisation formulée par la SCI EIFFEL en vue d'exploiter, au titre de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), une installation de réfrigération située 35, rue d'Alsace à Levallois-Perret (92).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je vous informe que le projet de délibération DEVE 140 est retiré de l'ordre de jour.

Modification de la composition de Commissions.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - De plus, je vous informe de la modification suivante des Commissions :

- M. Christophe NAJDOVSKI quitte la 6e Commission et rejoint la 7e Commission en qualité de titulaire.

Départ à la retraite d'un agent de la Ville de Paris.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Avant de nous quitter, M. DAGNAUD voudrait nous dire quelques mots.

Je vous pris donc de bien vouloir rester en séance encore quelques instants.

Monsieur DAGNAUD ?

M. François DAGNAUD, adjoint. - Merci, Christophe.

En deux mots, je voulais d'abord remercier les quelques élus qui sont encore là après cette séance marathon budgétaire, mais ils n'ont fait que leur devoir, donc ces remerciements sont quand même un peu formels.

Je voulais, par contre, inviter les collègues présents à s'associer à l'hommage que nous souhaitions rendre à notre ami Jean-Marc BRANDISKI - vous allez vous lever, pour que l'on puisse vous applaudir…

(Applaudissements sur tous les bancs de l'Assemblée).

M. BRANDISKI, vous le connaissez depuis très longtemps, est à la Ville depuis 1971, et vous avez compris qu'il va prendre sa retraite à l'issue de cette séance.

C'est lui qui assure depuis très longtemps la sonorisation de l'ensemble des salles de réunion et des séances du Conseil de Paris. Il a vécu cette dernière séance avec le professionnalisme et l'extrême compétence que nous lui connaissons, avec aussi une certaine émotion, c'est la moindre des choses. Je voulais donc que nous puissions lui rendre hommage publiquement et lui adresser un très grand merci pour ses longues années de bons et loyaux services.

(Applaudissements sur tous les bancs de l'Assemblée).

D'ailleurs, je termine là-dessus, j'ai bavardé avec lui tout à l'heure, il m'a expliqué tout ce qu'il avait prévu de faire pendant sa retraite, et je lui ai dit que s'il voulait se reposer un peu, il pourrait toujours revenir à la Ville !

(Rires dans l'hémicycle).

Adoption, par un vote global d'approbation de l'Assemblée, des projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'une inscription.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Mes chers collègues, je vous propose maintenant de vous prononcer, à main levée, par un vote global, sur les projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'une inscription.

Ces projets de délibération sont adoptés et leur liste sera, selon l'usage, annexée au procès-verbal intégral de la présente séance.

Clôture de la séance.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Cette séance est terminée. Je vous souhaite à toutes et à tous de très bonnes fêtes de fin d'année.

Merci.

(La séance est levée le mercredi 15 décembre 2010 à treize heures cinq minutes).

Votes spécifiques.

Mme Anne HIDALGO ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2010 DU 174 Signature d'un avenant à la convention d'objectifs passée avec l'association Pavillon de l'Arsenal et attribution d'une subvention de fonctionnement pour 2011. Montant : 2.437.000 euros.

Mme Laurence DOUVIN ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2010 DVD 231 Signature avec la Société Anonyme d'Economie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) du contrat d'affermage pour l'exploitation et l'entretien de la partie garage du parc de stationnement "Rond Point des Champs Elysées" à Paris (8e) pour une durée de 5 ans.

M. Roger MADEC, Mmes Claudine BOUYGUES, Isabelle GACHET, MM. Rémi FERAUD, François DAGNAUD, Mme Brigitte KUSTER, MM. Hervé BENESSIANO, Jean-Jacques GIANNNESINI et Mme Fabienne GASNIER ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2010 DVD 179 Signature d'une convention avec la SEMAVIP pour le versement de la participation municipale relative à l'aménagement des berges du Canal Saint-Denis dans le cadre de la ZAC ClaudeBernard/Canal Saint-Denis/Quai de la Charente.

2010 DU 223 Acquisition et cessions de bandes de terrain entre la Ville de Paris et la SEMAVIP dans le cadre de l'alignement du mur Richomme (18e).

2010 DU 211 Aménagement ZAC Porte des Lilas (19e). - déclassement d'une emprise située entre la rue du Belvédère et la voie d'accès au périphérique (19e). - cession à la SEMAVIP de cette emprise. - autorisation de déposer les demandes de permis de démolir et de construire ainsi que toute autorisation administrative et servitude nécessaires à la réalisation du programme.

M. Jérôme COUMET, Mmes Marie-Pierre de LA GONTRIE, Annick OLIVIER, M. Christian SAUTTER, Mme Liliane CAPELLE, M. Patrick TRÉMÈGE et Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2010 DU 237 Aménagement de la Z.A.C. Gare de Rungis (13e) : Approbation de la conclusion d'un avenant n° 1 à la concession d'aménagement conclue entre la Ville de Paris et la SEMAPA ; - Signature de l'avenant.

Mme Anne HIDALGO, M. Claude DARGENT, Mme Seybah DAGOMA, MM. Gilles ALAYRAC, Pierre AIDENBAUM, Mmes Dominique BERTINOTTI, Sylvie WIEVIORKA, M. Jacques BOUTAULT, Mme Karen TAIEB, M. Jean-François LEGARET, Mmes Claire de CLERMONT-TONNERRE et Martine MÉRIGOT de TREIGNY ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2010 DU 91 Opération Boucicaut phase (15e) : approbation d'un protocole entre la Ville de Paris et la SEMPARISEINE fixant la participation financière de la Ville en vue de la clôture de la convention publique d'aménagement du 28 août 2003 et signature du protocole, reddition des comptes et quitus à la SEMPARISEINE.

M. Jean-Yves MANO, Mme Halima JEMNI, MM. Gauthier CARON-THIBAULT, René DUTREY, Jean TIBERI et Mme Roxane DECORTE ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2010 DU 130 Acquisition d'une crèche par la Ville de Paris auprès de Paris Habitat - OPH dans le secteur d'aménagement Binet (18e).

2010, DFPE 303 - DPVI 175 - Signature d'une convention passée avec l'Office Public de l'Habitat "Paris Habitat" pour l'attribution d'une subvention d'investissement pour l'aménagement de locaux (20e) en vue de l'aménagement d'un équipement associatif d'accueil de la petite enfance et de la création d'un espace parents-enfants. - Montant : 81.317 euros.

2010 DLH 86 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de création de 15 logements PLUS, répartis sur différents arrondissements (10e, 13e, 15e, 17e et 20e), par la transformation de chambres en logements.

2010 DLH 262 Location par bail emphytéotique, au profit de Paris Habitat OPH, de l'immeuble communal situé 68-70 rue des Pyrénées (20e).

2010 DLH 272 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme d'acquisition conventionnement de deux logements PLAI situé 45-53 rue Philippe Auguste (11e).

2010 DLH 276 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de réhabilitation, de réhabilitation Plan Climat et de résidentialisation de 84 logements situé 30 avenue de la Porte de Saint Ouen (18e).

2010, DLH 298 - Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de construction de 31 logements PLUS, 8 logements PLAI et 39 logements PLS, 141-219 boulevard MacDonald (19e).

2010 DLH 340 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme d'acquisition conventionnement de 2 PLUS situés 26c rue Cauchy - 15/35 rue de la Montagne de l'Espérou, d'un PLUS situé 75/77 rue Saint Charles, d'un PLAI situé 20/26 rue Cronstadt ainsi que d'un PLUS et un PLAI situés 51/53 rue de Lourmel - 95/101 avenue Emile Zola (15e).

2010 DLH 342 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de réhabilitation Plan Climat de 103 logements situé 14 rue Tlemcen, 14/16 rue Houdart, 13 rue Jacques Prévert (20e).

2010 DLH 346 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de réhabilitation Plan Climat comportant 156 logements situé 65-81 avenue Secrétan (19e).

2010 DLH 347 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de réhabilitation Plan Climat comportant 157 logements situé 22/28 rue Régnault (13e).

2010 DLH 352 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de réhabilitation Plan Climat de 81 logements situé 1 à 5 impasse Queneau (18e).

2010 DLH 354 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de réhabilitation Plan Climat comportant 23 logements situé 4 bis rue de Toul (12e).

2010 DLH 355 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme d'acquisition réhabilitation de 5 logements PLUS et 3 logements PLAI situé 18 rue Beaunier (14e).

2010, DLH 356 - Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de construction d'une résidence sociale de 47 logements PLA-I situé 55-57 rue Chardon Lagache (16e).

2010 DLH 358 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de construction de 35 logements PLUS, 27 logements PLUS CD, 18 logements PLAI et 27 logements PLS situé 110-122 rue des Poissonniers (18e).

2010 DLH 359 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme d'acquisiton-réhabilitation d'un Foyer Jeunes Travailleurs comportant 27 logements PLA-I situé 4 rue Ernestine (18e).

2010 DLH 360 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme d'acquisition conventionnement comportant 1 logement PLA-I, 25 logements PLUS et 10 logements PLS situé 26-32 rue Paul Belmondo (12e).

2010 DLH 363 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de réhabilitation Plan Climat de 66 logements situé 45-53 avenue Philippe Auguste (11e).

2010 DLH 364 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de réhabilitation Plan Climat de 34 logements situé 2 rue Crillon (4e).

2010 DLH 383 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme d'acquisition conventionnement de 19 logements PLUS, 3 logements PLAI et 9 logements PLS situé 11 rue du Docteur Goujon (12e).

2010 DLH 401 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de réhabilitation Plan Climat de 300 logements situé 124-138 rue des Poissonniers (18e).

2010, DU 286 - Etablissement d'une servitude de passage au niveau de la rampe de parking de l'immeuble situé 379 rue de Vaugirard au profit de Paris Habitat OPH pour les locaux situés 383-385-387 rue Vaugirard (15e).

M. Pierre AIDENBAUM, Mmes Danièle POURTAUD, Marie-Pierre de LA GONTRIE, Dominique BERTINOTTI, Frédérique CALANDRA, Sandrine CHARNOZ, MM. Jean-Yves MANO, René DUTREY, Jean-François LEGARET et Mme Claude-Annick TISSOT ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2010 DU 278 Revente à la RIVP de 33 lots de copropriété dépendant de l'ensemble immobilier 32bis, rue du Cotentin (15e).

2010 DLH 67 Location par bail emphytéotique, au profit de la RIVP, de la propriété communale située 10-12 rue Duméril / 2-4 rue Pirandello (13e).

2010 DLH 92 Réalisation par la RIVP d'un programme comportant un foyer de jeunes travailleurs de 24 logements PLA-I, 5 rue Dejean (18e).

2010 DLH 126 Réalisation par la RIVP d'un programme d'extension comportant 10 logements PLA-I, de la résidence sociale destinée principalement à des agents de la Ville de Paris, situé 22 rue Balard (15e).

2010 DLH 170 Octroi de la garantie de la Ville de Paris aux emprunts PAM à contracter par la RIVP auprès de la CDC et aux emprunts bancaires en vue du financement d'un programme de travaux d'amélioration et d'entretien sur l'ensemble de son patrimoine.

2010 DLH 203 Réalisation par la RIVP d'un centre d'hébergement de 55 places, 26 rue Popincourt (11e).

2010 DLH 215 Réalisation par la RIVP d'un centre d'hébergement de 12 places, 22-24 place Denfert Rochereau et 1 rue Grancey (14e).

2010 DLH 218 Réalisation par la RIVP des programmes de réhabilition Plan Climat de 4 ensembles immobiliers situés 43-49 rue Saint Blaise et 6-10 square des Cardeurs / 3, 11 et 13 rue Bisson / 7-8 rue des Prairies et 3 chemin du Parc de Charonne / 24 rue Surmelin et 52 rue du Capitaine Marchal (20e).

2010 DLH 219 Réalisation par la RIVP de deux programmes de réhabilitation Plan Climat portant sur 89 logements situés 20-24 rue Cauchy (15e) et 72 logements situés 16-20 rue George Bernard Shaw (15e).

2010 DLH 227 Réalisation par la RIVP d'un programme de réhabilitation Plan Climat portant sur 41 logements, 91-95 rue Nationale (13e).

2010 DLH 230 Réalisation par la RIVP d'un programme de réhabilitation Plan Climat de l'ensemble immobilier 29-31 rue Curial, 127 rue de l'Ourcq et 22 rue Labois Rouillon (19e).

2010 DLH 232 Réalisation par la RIVP d'un programme de réhabilitation Plan Climat de l'ensemble immobilier situé 112-118 rue Rambuteau (1er).

2010 DLH 243 Réalisation par la RIVP d'un programme comportant 40 logements PLUS-CD, 36 rue des Poissonniers - 37,42-44,49 et 70 rue Myrha (18e).

2010, DLH 281 - Réalisation par la R.I.V.P. d'un programme comportant 5 logements PLA-I, 12 logements PLUS, 3 logements PLS et un local d'activités, 13-15 rue Bleue (9e).

2010, DLH 282 - Réalisation par la RIVP d'un programme comportant une résidence sociale de 30 logements PLA-I situé 4 rue de Provence (9e).

2010 DLH 283 Réalisation par la RIVP d'un programme comportant 6 logements PLS, 1 à 3 rue Ramponeau (20e).

2010, DLH 285 - Réalisation par la RIVP d'un programme de construction comportant une résidence sociale pour jeunes travailleurs de 30 logements PLAI, 72 avenue Félix Faure (15e).

2010 DLH 287 Réalisation par la RIVP d'un programme de construction comportant 5 logements PLUS et 5 logements PLS - 56-58 rue Piat (20e).

2010, DLH 288 Réalisation par la RIVP d'un programme de construction comportant 5 logements PLUS 42 rue Cauchy (15e).

2010 DLH 290 Réalisation par la RIVP, dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement, d'un programme comportant 11 PLA-, 43 PLUS, 54 PLS et une résidence étudiant de 147 PLUS dans les anciens entreprôts MacDonald, lots N1 et N6 (19e).

2010 DLH 299 Réalisation par la RIVP d'un programme d'acquisition-réhablitation comportant 7 logements PLUS, 19 logements PLS - 190 boulevard de la Villette (19e).

2010 DLH 302 Réalisation par la RIVP d'un programme de construction comportant 24 logements PLUS, 8 logements PLS et un centre d'hébergement de 59 places, 5 - 5 bis rue Stendhal (20e).

2010 DLH 303 Réaménagement de la dette de la RIVP envers la Caisse des Dépôts et Consignations. Maintien de la garantie de la Ville de Paris.

2010 DLH 304 Réalisation par la RIVP d'un programme d'acquisition réhabilitation comportant 2 logements PLA-I et 3 logements PLUS, 107 rue Saint Honoré (1er).

2010 DLH 305 Réalisation par la RIVP d'un programme d'acquisition-réhabilitation comportant 6 logements PLA-I, 43 logements PLUS, 12 logements PLS et 13 locaux d'activités - passage Reilhac (10e).

2010 DLH 306 Réalisation par la RIVP d'un programme comportant une maison relais de 25 logements PLA-I - 6 rue Saint-Maur (11e).

2010 DLH 309 Réalisation par la RIVP d'un programme d'acquisition réhabilitation comportant 6 logements PLA-I, 27 logements PLUS et 9 logements PLS situé 41 rue des Montiboeufs (20e).

2010 DLH 312 Location par bail emphytéotique, au profit de la RIVP, de l'immeuble communal situé 59 rue Saint-Sébastien / 21 rue de la Folie Méricourt (11e).

2010 DLH 314 Réalisation par la RIVP d'un programme d'acquisition-réhabilitation comportant 5 logements PLUS, 12 logements PLS et 4 locaux d'activités - 98 rue de l'Ourcq et 68 rue Curial (19e).

2010 DLH 384 Réalisation par la RIVP d'un programme de réhabilitation Plan Climat de l'ensemble immobilier 18 boulevard Voltaire (11e).

2010 DLH 402 Réalisation par la RIVP d'un programme de réhabilitation Plan Climat de l'ensemble immobilier 7 rue Pajou (16e).

2010 DLH 412 Réalisation par la RIVP d'un programme d'acquisition réhabilitation comportant 4 logements PLAI et 6 logements PLUS situé 9 rue Véron (18e).

M. Didier GUILLOT, Mmes Hélène BIDARD, Véronique DUBARRY et M. Pierre-Yves BOURNAZEL ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2010 DLH 395 Réalisation par la SEMIDEP d'un programme de construction comportant 4 logements PLAI et 8 logements PLUS situé 141 rue de Charonne (11e).

2010 DLH 396 Réalisation par la SEMIDEP d'un programme d'acquisition réhabilitation comportant 5 logements PLA-I, 12 logements PLUS et 3 logements PLS, 40 rue Servan (11e).

2010 DLH 397 Réalisation par la SEMIDEP d'un programme comportant 6 logements PLA-I et 14 logements PLUS, 56-58 rue Léon Frot et 1 rue Carrière Mainguet (11e).

M. Didier GUILLOT ne prend pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2010 DLH 406 Réalisation par Batigère Ile-de-France d'un programme de construction neuve comportant 13 logements PLUS et 3 logements PLS, 153 rue Championnet (18e).

2010 DLH 416 Réalisation par Batigère Ile-de-France d'un programme de construction neuve comportant 35 logements PLUS et 36 logements PLS, ZAC Paris Rive Gauche lot M9D1D2 (13e).

2010 DLH 419 Réalisation par Batigère Ile-de-France d'un programme de réhabilitation Plan Climat de 58 logements, 165 rue du Chevaleret (13e).

2010 DU 216 Cession à la société anonyme d'HLM BATIGERE de 9 lots de copropriété dans un ensemble immobilier situé 8 et 10 rue Demarquay (10e) en vue de réalisation de logements sociaux.

Mme Véronique DUBARRY ne prend pas part au vote sur les projets de délibération suivant :

2010 DLH 74 Réalisation par la société d'HLM "l'Habitat Social Français" (HSF) d'un programme de réhabilitation Plan Climat de l'ensemble immobilier 10-14 rue Olivier Métra et 10 rue Charles Friedel (20e).

2010 DLH 339 Octroi de la garantie de la Ville de Paris aux emprunts CDC et bancaire à contracter par HSF en vue du financement du programme 2009 de travaux d'amélioration sur son patrimoine.

2010 DLH 350 Réaménagement de la dette de la société d'HLM "l'Habitat Social Français" envers la Caisse des Dépôts et Consignations. Maintien de la garantie de la Ville de Paris.

2010 DLH 351 Réalisation par la société d'HLM "l'Habitat Social Français" (HSF) d'un programme comportant 2 logements PLA-I et 3 logements PLUS, 1-2 Cité Bergère (9e).

Mme Pascale BOISTARD ne prend pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2010 DLH 28 Réalisation par Immobilière 3F d'un programme de requalification des espaces extérieurs et d'amélioration de la qualité de service de 198 logements, 57 rue Emeriau (15e).

2010 DLH 267 Réalisation par Immobilière 3F d'un programme d'acquisition réhabilitation comportant 2 logements PLA-I, 7 logements PLUS et 2 logements PLS situé 4 boulevard Barbès (18e).

2010 DLH 296 Réalisation par Immobilière 3F d'un programme de construction neuve et de réhabilitation lourde assimilable à du neuf comportant 24 logements PLAI, 51 logements PLUS et 15 logements PLS, 129-131 rue du Faubourg du Temple (10e).

2010 DLH 325 Location par bail emphytéotique, au profit de la société immobilière 3F, de la propriété communale située 6 rue Bouloi / 5 rue du Colonel Driant (1er).

2010 DLH 378 Réalisation par Immobilière 3 F d'un programme de réhabilitation Plan Climat de 28 logements - 183-185 avenue Jean Jaurès (19e).

2010 DLH 405 Réalisation par Immobilière 3 F d'un programme de construction neuve comportant 9 logements PLA-I, 37 logements PLUS et 47 logements PLS - 141-219 Boulevard Mac Donald (19e).

2010 DLH 420 Réalisation par Immobilière 3F d'un programme de rénovation Plan Climat de 464 logements situé 14-20 et 21-25 rue Archereau, 28 rue Curial et 33-35 rue Mathis, 27-31 rue Archereau (19e).

M. Ian BROSSAT ne prend pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2010 DU 272 Signature d'un protocole d'accord entre le Ville de Paris et ICF La Sablière relatif à l'acquisition en l'état futur d'achèvement d'un volume à usage d'équipement petite enfance situé 11-13 rue de Charolais (12e).

2010 DLH 418 Modification du programme d'acquisition réhabilitation d'une résidence pour jeunes travailleurs comportant 73 logements PLAI et 59 logements PLUS à réaliser par ICF La Sablière, 7a boulevard de la Chapelle (10e).

2010 DLH 422 Participation financière de la Ville de Paris à la mise en place de 15 logements ULS (Unités de Logements Spécialisés) dans les deux programmes d'I.C.F. La Sablière situés 4-14 passage Delessert (10e) (5 logements ULS) et Lotissement Saussure lot 4.5 (17e) (10 logements ULS).

M. Hamou BOUAKKAZ ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2010 DLH 269 Réalisation par Résidences Le Logement des Fonctionnaires d'un programme de réhabilitation Plan Climat d'une résidence pour jeunes fonctionnaires de 60 logements, 1 rue du Conventionnel Chiappe (13e).

M. Gilles ALAYRAC ne prend pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2010 DLH 173 Réalisation par Toit et Joie d'un centre d'hébergement de 30 places, 230 rue de Charenton (12e).

2010 DLH 362 Réalisation par Toit et Joie d'un programme d'acquisition réhabilitation comportant 3 logements PLUS, 1 logement PLAI et 1 logement PLS, 48 rue Léon (18e).

M. Jean-Yves MANO, Mmes Colombe BROSSEL, Gisèle STIEVENARD, Halima JEMNI, M. Daniel ASSOULINE, Mme Hélène BIDARD, M. Christophe NAJDOVSKI, Mmes Roxane DECORTE, Emmanuelle DAUVERGNE et Anne TACHÈNE ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2010 DLH 125 Réalisation par la SGIM d'un programme comportant 6 logements PLAI, 11 logements PLUS et 4 logements PLS, 85 rue Fondary (15e).

2010 DLH 128 Réalisation par la SGIM d'un programme d'aménagement en 10 logements PLUS de chambres situées dans les 5e, 13e, 15e, 16e, 17e et 20e arrondissements.

2010, DLH 328 - Réalisation par la SGIM d'un programme comportant 3 logements PLA-I, 9 logements PLUS et 3 logements PLS situé 28 quai des Célestins (4e).

2010 DLH 365 Réalisation par la SGIM d'un programme d'acquisition-réhabilitation comportant 6 logements PLA-I, 16 logements PLUS et 3 logements PLS situé 43 rue de l'Arbre Sec (1er).

2010 DLH 391 Réalisation par la SGIM d'un programme de construction comportant 3 logements PLA-I, 20 logements PLUS et 7 logements PLS dans le secteur Vignoles Est (20e).

2010 DLH 392 Location par bail emphytéotique au profit de la SGIM d'un lot de volume dépendant de l'ensemble immobilier 28 quai des Célestins (4e).

Mmes Claudine BOUYGUES, Gisèle STIEVENARD, MM. Romain LEVY, François VAUGLIN, Mme Fabienne GIBOUDEAUX, MM. Rémi FERAUD, Ian BROSSAT, Pierre CHARON et Jérôme DUBUS ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2010 DLH 117 Réalisation par la SIEMP d'un programme d'acquisition réhabilitation comportant 4 logements PLA-I et 8 logements PLUS, 60 rue Hermel (18e).

2010, DLH 165 - Réalisation par la S.I.E.M.P. d'un programme d'acquisition réhabilitation comportant 2 logements PLA-I, 7 logements PLUS et un local d'activités situé 34 rue Bichat (10e).

2010 DLH 198 Réalisation par la SIEMP d'un programme d'acquisition réhabilitation comportant 40 logements sociaux (31 logements PLUS et 9 logements PLS) dans 9 immeubles en copropriété du 20e arrondissement.

2010 DLH 199 Réalisation par la SIEMP d'un programme de réhabilitation Plan Climat de l'ensemble immobilier 16-18 rue des Platrières / 20-22 rue Sorbier / 70 rue des Panoyaux (20e).

2010 DLH 255 Réalisation par la SIEMP d'un programme de construction comportant 6 logements PLA-I, 24 logements PLUS, 30 logements PLS et 3 locaux d'activités situé 22 à 26 rue du Chevaleret (13e).

2010 DLH 334 Réalisation par la SIEMP d'un programme d'acquisition-réhabilitation comportant 36 logements PLS situé 1 à 2 passage Goix (19e).

2010 DLH 336 Réalisation par la SIEMP d'un programme d'acquisition-réhabilitation comportant 7 logements PLA-I, 24 logements PLUS, 7 logements PLS et 3 locaux d'activités situé 73 rue Riquet (18e).

2010 DLH 343 Réalisation par la SIEMP d'un programme d'acquisition-réhablitation comportant 54 logements (2 logements PLA-I, 43 PLUS et 9 logements PLS) dans 12 immeubles en copropriété (18e).

2010 DLH 370 Réalisation par la SIEMP d'un programme de construction comportant 4 logements PLA-I et 10 logements PLUS situé 73 boulevard de la Villette (10e).

2010 DLH 371 Réalisation par la SIEMP d'un programme d'acquisition conventionnement comportant 14 logements PLUS et 3 locaux d'activités situé 215 rue Saint Maur (10e).

2010 DLH 372 Réalisation par la SIEMP d'un programme comportant 5 logements PLUS et un local d'activités situé 18 passage de Clichy (18e).

2010 DLH 373 Réalisation par la SIEMP d'un programme de construction comportant 9 logements PLA-I, 28 logements PLUS et 9 logements PLS situé 22 à 30 boulevard de la Chapelle (18e).

2010 DLH 374 Réalisation par la SIEMP d'un programme comportant 2 logements PLA-I et 4 logements PLUS situé 3 cité Germain Pilon (18e).

2010 DLH 375 Réalisation par la SIEMP d'un programme d'acquisition réhabilitation comportant 5 logements PLA-I, 15 logements PLUS et 5 logements PLS situé 5 bis cité de la Chapelle (18e).

2010 DLH 376 Réalisation par la SIEMP d'un programme de construction d'une résidence sociale comportant 20 logements PLA-I situé 79 rue des Martyrs (18e).

2010 DLH 379 Réalisation par la SIEMP d'un programme comportant 7 ateliers logements PLUS et 21 logements PLS - 168 rue de Crimée (19e).

2010 DLH 380 Réalisation par la SIEMP d'un programme d'acquisition réhabilitation comportant 36 logements sociaux (16 logements PLUS et 20 logements PLS) dans 5 immeubles en copropriété du 19e arrondissement.

2010 DLH 382 Réalisation par la SIEMP d'un programme de réhabilitation Plan Climat portant sur l'immeuble situé 90 rue de Rochechouart (9e).

2010 DLH 385 Réalisation par la SIEMP d'un programme de construction comportant 15 logements PLS, 38-40 rue des Bois (19e).

2010 DLH 387 Réalisation par la SIEMP d'un programme de construction comportant 8 logements PLS et un local d'activités situé 12 rue de l'Ermitage (20e).

2010 DLH 388 Réalisation par la SIEMP d'un programme de construction comportant 2 logements PLAI, 11 logements PLUS et 9 logements PLS, 36 rue de Belleville (20e).

2010 DLH 404 Réalisation par la SIEMP d'un programme de construction comportant 4 logements PLUS et 3 logements PLS, 12 rue des Lyanes (20e).

2010 DLH 410 Réalisation par la SIEMP d'un programme d'acquisition réhabilitation comportant 9 logements PLUS et 8 logements PLS, 40 rue de Tourtille (20e).

2010 DLH 414 Réalisation par la SIEMP d'un programme de construction comportant 1 logement PLA-I et 6 logements PLUS - 6 rue Lambert (18e).

2010 DU 180 Opération foncière entre le Ville de Paris et la SIEMP (11e) dans le cadre de la convention publique d'aménagement du 30 mai 2002, cession de volumes de logements à la SIEMP dans l'opération située 14 à 20 impasse Truillot, établissement d'une servitude de passage public dans le programme de logements située 41 rue Richard Lenoir.

2010 DU 270 Autorisation de céder à la SIEMP des biens communaux situés 17 rue du Vertbois (3e), 142 rue Marcadet (18e), 277 rue de Belleville (19e), 28 rue de Tourtille (20e), et d'acquérir un terrain situé 35 rue Pajol / 72 bis rue Philippe de Girard (18e).

M. Romain LEVY, Mme Gisèle STIEVENARD, M. Alain LHOSTIS, Mme Fabienne GIBOUDEAUX, MM. Jérôme DUBUS, Jean-Yves MANO et Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2010 DLH 205 Conclusion d'un avenant n° 1 au traité de concession d'aménagement passé le 7 juillet 2010 avec la SOREQA en vue du traitement de divers îlots et parcelles présentant des caractères d'habitat dégradé.

2010 DU 273 Revente à SOREQA du terrain situé 14/16 rue Emile Level (17e).

M. François VAUGLIN, Mme Annick LEPETIT, MM. Jean-Yves MANO, Pierre MANSAT, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE et M. Jérôme DUBUS ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2010 DU 173 Signature d'un avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs passée entre la Ville de Paris et l'APUR et attribution d'une subvention de fonctionnement pour l'exercice 2011. Montant : 5.787.000 euros.

M. Hermano SANCHES-RUIVO ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2010 DUCT 159 Subvention à l'association Coordination des collectivités portugaises de France (CCPF). Montant : 8.000 euros.

Mme Marinette BACHE ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2010 DILT 34 Signature avec la Société Anonyme d'Économie Mixte des Pompes Funèbres de la Ville de Paris de la convention de délégation de service public pour la gestion du service extérieur des pompes funèbres.

Projets de délibération adoptés par un vote d'ensemble de l'Assemblée.

Les projets de délibération adoptés par un vote d'ensemble de l'Assemblée sont les suivants :

2010 DEVE 139 Subvention à l'association Les Amis d'Enercoop pour ses actions de sensibilisation sur les énergies renouvelables et notamment l'énergie dite citoyenne - Montant : 3.000 euros.

M. Denis BAUPIN, rapporteur.

2010 DVD 249 Extension aux compétences "réseaux de chaleur" et "énergie" de l'adhésion de la Ville de Paris à l'association des collectivités territoriales et des professionnels pour la gestion des déchets, des réseaux de chaleur et de froid, de l'énergie et de l'environnement (AMORCE) et versement de la cotisation correspondante.

M. Denis BAUPIN, **Mme Annick LEPETIT**, rapporteurs.

2010 DPVI 164 Subvention au Mouvement Ni putes Ni soumises (20e) pour le projet "100 marraines pour 100 femmes - Plan d'urgence pour l'insertion des femmes des quartiers populaires" Montant : 3.000 euros.

Mme Yamina BENGUIGUI, rapporteure.

2010 DPVI 82 Subvention au titre de l'Intégration à l'association Marmite d'Afrique. Montant : 20.000 euros.

2010 DPVI 190 Subvention au titre de l'intégration à l'association Autremonde. Montant : 1500 euros.

2010 DPVI 201 Subvention au titre de l'intégration à l'AFTAM. Montant : 10.000 euros.

2010 DPVI 502 Signature de l'avenant n°2 à la convention passée avec l'association Collectif des Accidentés du Travail, Handicapés et Retraités pour l'Egalité des Droits - CATRED, pour l'attribution d'une subvention menant des actions spécifiques d'accès aux droits pour favoriser l'intégration à Paris. Montant : 20.000 euros.

Mme Pascale BOISTARD, rapporteure.

2010 DUCT 100 Subvention à l'Association pour le développement du management associatif (15e). Montant : 4.500 euros.

2010 DUCT 103 Signature d'une convention avec l'association Le petit Ney pour l'attribution d'une subvention (18e).Montant : 4.400 euros.

2010 DUCT 106 Subvention à l'association La commune libre de Bercy (12e). Montant : 2.000 euros.

2010 DUCT 111 Subvention à l'association Comité d'action sociale et d'animation du 14e arrondissement. - Montant : 8.000 euros.

2010 DUCT 116 Signature d'une convention avec l'association Café associatif Pernéty (14e) pour l'attribution d'une subvention à cette association. - Montant : 7.000 euros.

2010 DUCT 123 Subvention à l'association La ligue de l'enseignement - fédération départementale de Paris - mouvement d'éducation populaire - fédération de Paris de la ligue de l'enseignement. Montant : 12.000 euros.

2010 DUCT 135 Signature d'une convention avec l'association Cafézoïde (19e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 13.000 euros.

2010 DUCT 139 Signature d'une convention avec l'association Comite des Fêtes et de la Solidarité du 13e Arrondissement de Paris pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 20.000 euros.

2010 DUCT 144 Signature d'une convention avec l'Association de Culture Berbère (20e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 2.000 euros.

2010 DUCT 159 Subvention à l'association Coordination des collectivités portugaises de France (CCPF). Montant : 8.000 euros.

2010 DUCT 164 Subvention à l'association Papilles et Papillons (20e). - Montant : 12.000 euros.

2010 DUCT 167 Subvention à l'association Besoin d'être (15e). Montant : 4.000 euros.

2010 DUCT 168 Subvention à l'association Rassemblement des Tunisiens de France : section sport (RTF sport). - Montant : 5.000 euros.

2010 DUCT 169 Subvention à l'association Comité des fêtes du 5e. - Montant : 2.000 euros.

2010 DUCT 175 Subvention à l'association Artesss (20e). - Montant : 4.500 euros.

2010 DUCT 179 Subvention à l'Association culturelle et artistique de la Goutte d'Or (ACAGO,18e). Montant : 5.000 euros.

2010 DUCT 180 Subvention à l'association Nation Charonne (11e). Montant: 7.000 euros.

2010 DUCT 184 Signature d'une convention avec l'association Génériques pour l'attribution d'une subvention. Montant : 15.000 euros.

2010 DUCT 191 Subvention à l'association Concordia. Montant : 4.000 euros.

M. Hamou BOUAKKAZ, rapporteur.

2010 DDEEES 256 Subvention à l'association Paris par rues méconnues pour la création de parcours nocturnes à l'occasion de Nuit Blanche. - Montant : 1.500 euros.

2010 DDEEES 257 Subvention à l'association Paris par rues méconnues à titre de soutien à la création de balades dans le quartier d'Aligre à l'attention des nouveaux arrivants (12e). Montant : 2.750 euros.

2010 DDEEES 258 - DUCT 180 Subvention à l'association Nation Charonne pour la réalisation de balade dans les 11e et 12e arrondissements. Montant : 2.750 euros.

2010 DDEEES 259 Subvention à l'Association 813 - Les Amis des Littératures Policières, pour l'organisation d'une promenade touristique sur la thématique Polar. - Montant : 1.300 euros.

2010 DDEEES 267 Subvention à l'association "l'HED - L'Hébergement Différent" pour la réalisation de visites guidées au sein de la communauté chinoise de Belleville. Montant : 3.000 euros.

2010 DICOM 23 Signature d'une convention avec l'association Les Productions Bellevilloises (11e) relative à l'attribution d'une subvention afin d'aider au financement du projet de diffusion de Télé Belleville. Montant : 3.000 euros.

2010 DICOM 24 Signature d'une convention avec l'association Les Sans Radio de l'Est parisien (93170 Bagnolet) relative à l'attribution d'une subvention pour ses objectifs de mobilisation et d'information. Montant : 2.000 euros.

M. Jean-Bernard BROS, rapporteur.

2010 DASCO 75 Subventions aux collèges dans le cadre du dispositif Action collégiens. Montant total : 31.900 euros.

2010 DASCO 110 Subvention à l'association Groupe Français d'Education Nouvelle (GFEN). Montant : 2.000 euros.

2010 DASCO 113 Proposition d'abattement sur le versement de la redevance locative d'occupation consenti aux directeurs professeurs des écoles demandant à entrer dans un logement d'école en état d'habitabilité non rénové par la Ville de Paris.

2010 DASCO 118 Approbation des modalités de lancement et d'attribution d'un appel d'offres relatif au transport, montage, démontage, nettoyage, entretien-réparation et stockage de bungalows monoblocs utilisés comme cuisines et sanitaires sur les espaces nature de la Ville de Paris installés dans le cadre des centres de loisirs d'été.

2010 DASCO 121 Ressort des écoles publiques des 19e et 20e arrondissements pour l'année scolaire 2011-2012.

2010 DPA 100 Indemnisation du groupement SMAC / BATIMAUD dans le cadre de l'opération d'extension de la cour de l'école élémentaire, 18, rue d'Oran (18e).

Mme Colombe BROSSEL, rapporteure.

2010 DDEEES 229 - DLH 338 Approbation de principe du lancement d'un appel à candidature pour la conclusion d'un bail emphytéotique administratif portant sur des locaux commerciaux de la ville de Paris situés dans les 1er, 3e, 4e, 6e, 9e, 11e, 15e, 19e et 20e arrondissements.

2010 DDEEES 238 Subvention à l'association Paris Viaduc des Arts (12e). Montant : 20.000 euros.

2010 DDEEES 254 Subvention à l'association culturelle des bouquinistes de Paris. Montant : 5.600 euros.

2010 DDEEES 255 Subvention à la Fédération de la Boucherie et des Métiers de la Viande de Paris et de la Région Parisienne pour l'organisation d'une opération de communication autour du métier d'artisan boucher. Montant : 10.000 euros.

2010 DDEEES 261 Subvention à l'association Le Faubourg Saint Germain (7e). Montant : 3.000 euros.

2010 DDEEES 263 Subvention à l'association l'Atelier de Maurice Arnoult (18e). Montant : 3.000 euros.

2010 DDEEES 281 Signature d'une convention de délégation de service public pour la gestion de l'ensemble commercial Beauvau (12e).

2010 DDEEES 282 Signature d'une convention de délégation de service public pour la gestion de l'ensemble La Chapelle Torcy (18e).

2010 DDEEES 307 Intégration des commerçants situés à l'extérieur du marché Saint-Didier (16e) dans le régime des commerçants des marchés découverts alimentaires.

2010 DDEEES 286 Présentation aux Conseillers de Paris du compte-rendu annuel de la collectivité (CRAC) pour l'exercice 2009 de la Mission Vital'Quartier 1 confiée à la SEMAEST.

2010 DDEEES 294 Présentation aux Conseillers de Paris du compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) pour l'exercice 2009 de la Mission Vital'Quartier 2 confiée à la SEMAEST.

2010 DDEEES 290 Subvention à l'association des commerçants solidaires du vingtième (20e) pour l'organisation d'animations lors d'une dizaine commerciale qui s'est déroulée du 16 au 26 juin 2010. - Montant : 1.500 euros.

2010 DDEEES 296 Subvention à l'association de Paris pour la promotion du concours "Un des meilleurs ouvriers de France" (12e).Montant : 8.000 euros.

2010 DDEEES 291 Signature d'une convention avec l'association "Comité Champs-Elysées" (8e) pour l'attribution d'une subvention pour les illuminations de fin d'année 2010. Montant : 220.000 euros.

2010 DDEEES 297 Subvention à l'association des commerçants Oberkampf Parmentier (11e) pour les illuminations de fin d'année 2010. Montant : 4.600 euros.

2010 DDEEES 301 Reconduction pour l'année 2011 des tarifs de redevance pour l'accueil de résidents au sein de l'incubateur municipal des Ateliers de Paris (12e).

2010 DDEEES 295 Indemnisation amiable de l'exploitant de la pizzeria CASA PINOCCHIO, en raison des préjudices subis du fait des travaux d'extension du tramway T3. - Montant : 1.500 euros.

2010 DDEEES 300 Indemnisation suite à un dégat des eaux dans un immeuble propriété de la ville de Paris, 5-7, rue des Taillandiers (11e). Montant : 884,84 euros.

2010 DDEEES 306 Indemnisation amiable de l'exploitante de la pizzeria PALERMO en raison des préjudices subis du fait des travaux d'extension du tramway T3 (12e). Montant : 12.000 euros.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, rapporteure.

2010 DPE 70 Approbation des modalités de lancement et d'attribution d'un marché sur appel d'offres ouvert relatif à l'avitaillement des véhicules de la Ville de Paris en carburant GNV.

2010 DPE 93 Signature d'une convention avec l'association Unis-Cité Ile-de-France pour l'attribution d'une subvention dans le cadre de l'opération Moins de déchets dans le 11e arrondissement. Montant : 32.240 euros.

2010 SGCP 13 Reversement de l'écrêtement de deux conseillers de Paris.

M. François DAGNAUD, rapporteur.

2010 DUCT 174 - DPVI 196 - DPE 96 Signature d'un avenant à la convention tripartite passée avec l'association l'Interloque et le Département de Paris pour l'attribution d'une participation. Montant : 49.000 euros.

M. François DAGNAUD, **M. Hamou BOUAKKAZ** et **Mme Gisèle STIEVENARD**, rapporteurs.

2010 DDEEES 299 Signature avec l'association Emmaüs Défi d'un avenant n° 5 à la convention d'occupation des locaux situés 80 boulevard Jourdan (14e).

Mme Seybah DAGOMA, rapporteure.

2010 DASES 52 Transfert au profit de l'association Oeuvre de secours aux enfants et de protection sanitaire des familles israélites nécessiteuses (OSE), de la garantie d'emprunt initialement accordée par la Ville de Paris à l'association Centre Raphaël par la signature d'une convention.

Mme Myriam EL KHOMRI, rapporteure.

2010 DILT 27 Approbation des modalités de lancement et d'attribution de marchés à bons de commande relatifs à la fourniture d'articles vestimentaires destinés aux agents de la Ville de Paris, en 2 lots séparés - Gants et vêtements de travail de la DEVE.

2010 DILT 31 Budget annexe du Service Technique des Transports Automobiles Municipaux - Modification des modalités d'amortissement comptable des biens du service.

2010 DILT 33 Approbation des modalités de lancement et d'attribution de marchés à bons de commande relatifs à la fourniture de chaussures destinées aux agents de la Ville de Paris, en 2 lots séparés.

2010 DILT 34 Signature avec la Société Anonyme d'Économie Mixte des Pompes Funèbres de la Ville de Paris de la convention de délégation de service public pour la gestion du service extérieur des pompes funèbres.

2010 DILT 35 Approbation des modalités de lancement et d'attribution pour un marché à bons de commande de prestations de mise en place et repli de plages et aires en sable, notamment "Paris Plages", "Porte Dorée Sports", et d'éventuelles opérations ponctuelles à contenu comparable.

2010 DRH 3 Modification de la délibération D 134-1 du 26 février 1996 portant statut particulier applicable au corps des techniciens des services culturels de la Commune de Paris.

2010 DRH 16 Modification de la délibération 2003 DRH 37-1 portant statut particulier des éducateurs des activités physiques et sportives de la Commune de Paris.

2010 DRH 30 Modification du statut particulier et de l'échelonnement indiciaire applicable au corps des ingénieurs des services techniques de la Commune de Paris.

2010 DRH 38 Modification des statuts particuliers et de l'échelonnement indiciaire des corps des éboueurs, égoutiers et fossoyeurs.

2010 DRH 61 Modification de la délibération D.868-1 du 7 juillet 1980 portant statut particulier des techniciens supérieurs.

2010 DSTI 13 Signature d'un marché négocié sans publicité préalable et sans mise en concurrence relatif à la concession de droits d'usage de logiciels IBM.

2010 DSTI 26 Approbation du principe de passation et des modalités d'attribution d'un marché relatif au maintien en condition opérationnelle de l'application SATIS, à la réalisation d'un service de Help Desk et de maintenance matérielle.

2010 DSTI 42 Approbation du principe de passation et des modalités d'attribution d'un marché relatif à de la fourniture de prestations d'hébergement informatiques.

Mme Maïté ERRECART, rapporteure.

2010 DF 80 Modification des modalités d'amortissement des subventions d'équipement versées à des organismes de logement social de droit privé en M14.

2010 DF 89 Lancement de marchés à bons de commandes de fourniture d'un service de notation et de suivi de la qualité de crédit de la collectivité parisienne en 2 lots séparés.

2010 DF 100 Résiliation de la convention relative à l'occupation du Chalet de la Croix Catelan - Indemnisation de la société occupante - Autorisation de signer un contrat de transaction avec la société Green Door.

2010 DF 101 Dispositions relatives aux règles de transparence demandées par la collectivité parisienne à ses partenaires financiers et bancaires.

2010 DU 173 Signature d'un avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs passée entre la Ville de Paris et l'APUR et attribution d'une subvention de fonctionnement pour l'exercice 2011. Montant : 5.787.000 euros.

2010 DU 174 Signature d'un avenant à la convention d'objectifs passée avec l'association Pavillon de l'Arsenal et attribution d'une subvention de fonctionnement pour 2011. Montant : 2.437.000 euros.

M. Bernard GAUDILLÈRE, rapporteur.

2010 DEVE 108 Attribution de la dénomination square Frédéric DARD au square situé 24, rue Norvins (18e).

2010 DEVE 74 Subvention à l'association Paris label pour la création d'un parcours découverte de Land'art urbain au bois de Vincennes (12e). Montant : 4.000 euros.

2010 DEVE 125 Convention pour une subvention à l'association La Guinguette Pirate dite Petitbain pour la création d'un jardin d'habitants ouvert sur le quartier au sein de la Cité Chevaleret (13e). - Montant : 3.000 euros.

2010 DEVE 131 Subvention à l'association l'Impasse du Moulin Vert pour son projet d'installation de bacs plantés dans l'impasse du Moulin Vert (14e). - Montant : 2.000 euros.

2010 DEVE 134 Subvention à l'association Laissons Pousser pour sa campagne de plantations de fleurs sauvages en ville, visant à sensibiliser le public au thème de la biodiversité - Montant : 1.670 euros.

2010 DEVE 141 Subvention à l'association Perspectives Dialogiques (93130 Noisy le Sec) pour des échanges entre des jardins collectifs de la Ville de Kazan en Russie et de la Ville de Paris - Montant : 1.000 euros.

2010 DEVE 133 Signature avec l'Etat et le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, d'une convention relative à l'ouverture au public, les samedis, dimanches et jours fériés, du jardin de l'ancienne Ecole Polytechnique (5e).

2010 DEVE 114 Indemnisation amiable de différents tiers, en réparation des dommages causés aux intéressés lors d'accidents dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, rapporteure.

2010 DEVE 122 - DPVI 188 Subvention à l'Ecole Nationale Supérieure de Création Industrielle (ENSCI) pour un partenariat de recherche intitulé "Ville verte, nouveaux produits, nouveaux services" - Montant : 9.000 euros.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, **Mme Gisèle STIEVENARD**, rapporteures.

2010 DAC 53 Signature d'une convention avec l'association Centre du Théâtre de l'Opprimé - Augusto Boal (12e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 30.000 euros.

2010 DAC 54 Attribution d'une subvention à l'association Aire Falguière - Compagnie Vue sur Mer (15e). Montant : 5.000 euros.

2010 DAC 301 Signature d'un avenant à la convention signée avec l'association Cité Européenne des Récollets (10e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 100.000 euros.

2010 DAC 420 Subvention à l'association Flip Flap (14e). - Montant : 4.000 euros.

2010 DAC 425 Subvention à l'association Un Brin de Thé pour l'organisation de la 6e édition du festival Une Goutte de Noël (18e). Montant : 10.000 euros.

2010 DAC 436 Subvention à l'association Cry d'Err (15e). Montant : 3.000 euros.

2010 DAC 520 Subvention à l'association T.A.L-Compagnie Jean-Louis Bihoreau (6e). Montant : 3.000 euros.

2010 DAC 525 Subvention à l'association Choeur Roland de Lassus (16e). Montant : 2. 000 euros.

2010 DAC 527 Subvention à l'association Amnesty International Groupe n° 383 de Paris (13e). - Montant : 1.500 euros.

2010 DAC 535 Signature d'une convention avec l'association Théâtre Darius Milhaud Association Pour Pandora (19e), pour l'attribution d'une subvention - Montant : 7.000 euros.

2010 DAC 538 Subvention à l'association Belleville en vue(s) (20e). - Montant : 1.000 euros.

2010 DAC 597 Subvention à l'association Dédale (20e). - Montant : 3.000 euros.

2010 DAC 613 Apposition d'une plaque commémorative en souvenir des cirques Fernando, Medrano et de Montmartre, 63 boulevard Rochechouart à Paris (18e). Montant : 2.423 euros.

2010 DAC 643 Subvention à la Société Littéraire des Goncourt dite Académie Goncourt (2e). Montant : 5.000 euros.

2010 DAC 651 Subvention à l'association Planète TUH'N TNT (93100 Montreuil). - Montant : 12.000 euros.

2010 DAC 672 Subvention à l'association Parti Poétique (93200 Saint-Denis). Montant : 5.000 euros.

2010 DAC 676 Subvention à l'association Kaléidoscope 14. - Montant : 7.000 euros.

2010 DAC 677 Subvention à l'association Artistes à la Bastille (11e). Montant : 9.000 euros.

2010 DAC 680 Subvention à l'association Centre des Arts de la Scène (15e). Montant : 2.200 euros.

2010 DAC 681 Subvention à l'association Les amis de la Péniche ANAKO. - Montant : 2.500 euros.

2010 DAC 682 Subvention à l'association Amicale du Conservatoire du 8e. Montant : 2.000 euros.

2010 DAC 688 Subvention à l'association Poètes à Paris (8e). Montant : 3.000 euros.

2010 DAC 689 Subvention à l'association Sirius Productions. - Montant : 2.500 euros.

2010 DAC 692 Subvention à l'association Le Point Triple (15e). Montant : 5.000 euros.

2010 DAC 693 Subvention à l'association Les Amis de Jean Anouilh (1er). Montant : 1.200 euros.

2010 DAC 697 Subvention à l'association Orchestre romantique européen (16e). Montant : 10.000 euros.

2010 DAC 699 Signature d'une convention pour l'attribution d'une subvention à l'association Solidarité Roquette (11e) Montant : 2.500 euros.

2010 DAC 700 Subvention à l'association Pérédelkino (14e). - Montant : 2.000 euros.

2010 DAC 704 Signature d'une convention avec l'association Les Amis de Magnum Photos (18e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 30.000 euros.

2010 DAC 706 Subvention à l'association Made in Place Clichy (17e). - Montant : 1.000 euros.

2010 DAC 707 Subvention à l'Association Française pour le Cirque de Demain pour l'organisation du 32e Festival Mondial du Cirque de Demain (12e). Montant : 18.000 euros.

2010 DAC 709 Subvention à l'association Les Gens d'Images (14e). - Montant : 2.000 euros.

2010 DAC 711 Signature d'une convention avec l'association Philharmonie de Paris pour l'attribution d'une subvention (19e). - Montant : 295.426 euros.

2010 DAC 712 Subvention à l'Association Omeo Dance Compagnie Rosalind Crisp (10e). Montant : 3.000 euros.

2010 DAC 715 Subvention à l'Association Nationale de Recherche et d'Action Théâtrale-ANRAT (14e). Montant : 5.000 euros.

2010 DAC 720 Subvention à l'Association des Artistes et Artisans d'Art ou 4 A (11e). Montant : 1.500 euros.

2010 DAC 725 Subvention à l'association Courts Devant (17e). - Montant : 4.000 euros.

2010 DAC 726 Subvention à l'association Palamente (93270 Sevran). - Montant : 2.000 euros.

2010 DAC 729 Subvention à l'association Compagnie théâtrale des Aléas (17e). - Montant : 500 euros.

2010 DAC 730 Subvention à l'association Le Studio Chanson (14e). - Montant : 2.000 euros.

2010 DAC 738 Signature de 7 conventions relatives à l'occupation du domaine public pour les théâtres.

2010 DAC 743 Subvention à l'association Paris Par Rues Méconnues. - Montant : 5.000 euros.

2010 DAC 744 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Claude Simon 3 place Monge (5e). - Montant : 1.467 euros.

2010 DAC 749 Subvention à l'association Zig Zag Création (17e). - Montant : 500 euros.

2010 DAC 755 Subvention à l'association Orchestre Symphonique et Lyrique de Paris (13e). - Montant : 2.000 euros.

2010 DAC 757 Convention avec le Ministère de la Culture et de la Communication attribuant une subvention à la Ville pour permettre au Conservatoire municipal du 19e d'organiser la préparation au certificat d'aptitude aux fonctions de professeur de violon et de percevoir les droits d'inscription versés par les étudiants admis à suivre cette formation.

2010 DAC 801 Subvention à l'association Comité de Saint-Germain-des-Prés, Saint-Germain-des-Prés d'hier, d'aujourd'hui et de demain (6e). - Montant : 2.000 euros.

2010 DAC 810 Subvention à l'association Fanfare Décadente (20e). Montant : 8.000 euros.

2010 DAC 811 Subvention à l'association Zampanos (81140 Vaour). Montant : 3.000 euros.

2010 DAC 813 Signature d'un avenant avec l'association Le Mystère Bouffe (93310 Le Pré Saint-Gervais) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 4.500 euros.

2010 DAC 817 Autorisation donnée à Monsieur le Maire de Paris de signer un marché de prestations de services passé conformément aux dispositions de l'article 30 du code des marchés publics, confiant la production de l'édition 2011 du festival littéraire Paris en toutes lettres à la SARL Le TROISIEME POLE.

2010 DAC 821 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Michel Guy, 156 rue de Rivoli (1er). Montant : 2.066 euros.

2010 DPA 101 Approbation des modalités de passation du marché travaux relatif à la construction de l'Institut des Cultures d'Islam, 53-55 rue Polonceau et 56 rue Stephenson (18e).

2010 SG 132 Signature d'une convention avec l'association Restaurants du coeur - les relais du coeur de Paris pour l'attribution d'une subvention. Montant : 7.000 euros.

2010 SG 185 Signature d'une convention d'adhésion à la Commission Nationale du Film France.

2010 SG 208 Subvention à l'association R-Style. Montant : 2.000 euros.

2010 SG 221 - DPVI 396 Subvention à l'association Y voir dans le cadre du projet d'atelier audiovisuel mené avec des femmes de quartiers prioritaires du 17e. Montant : 1.000 euros.

M. Christophe GIRARD, rapporteur.

2010 DAC 439 Subvention à l'association Fairplaylist (11e). - Montant : 8.000 euros.

M. Christophe GIRARD, **M. Denis BAUPIN**, rapporteurs.

2010 DAC 509 Subventions aux associations Daïka (18e) et Pandrata Circle (11e). Montant total : 5.500 euros.

2010 DAC 708 Signature d'une convention avec l'association Génériques (12e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 10.000 euros.

M. Christophe GIRARD, **Mme Pascale BOISTARD**, rapporteurs.

2010 DAC 409 Subvention à l'association Pro Musicis (16e). Montant : 2.000 euros.

2010 DAC 565 Subvention à l'association Chandanse des sourds (1e). Montant : 13.500 euros.

2010 DAC 570 Subvention à l'association Acajou (20e). Montant : 5.000 euros.

2010 DAC 733 Subvention à l'association Musaïques (92400 Courbevoie) Montant : 6.000 euros.

2010 DAC 751 Subvention à l'association Quatre compagnies en résidence (5e). Montant : 3.000 euros.

2010 SG 191 Subvention à l'association Retour d'Image. Montant : 2.000 euros.

M. Christophe GIRARD, **Mme Véronique DUBARRY**, rapporteurs.

2010 DAC 701 Subvention à l'association Villes des Musiques du Monde (93300 Aubervilliers) pour l'organisation de son festival en 2010. Montant 8.000 euros.

M. Christophe GIRARD, **M. Pierre MANSAT**, rapporteurs.

2010 DAC 816 Demande à Paris-Musées de reverser intégralement à Reporters sans Frontières les recettes de vente de l'album " Pierre et Alexandra Boulat, 100 photos pour la liberté de la presse " au comptoir de l'exposition du Petit Palais du 9 septembre 2010 au 27 février 2011.

2010 DAC 823 Autorisation au délégataire de service public, Paris Musées SAS, de signer un contrat de subdélégation de service public pour la mise en oeuvre et l'exploitation d'un service d'audioguidage dans les musées de la Ville de Paris.

M. Christophe GIRARD et **Mme Danièle POURTAUD**, rapporteurs.

2010 DAC 753 Signature d'avenants ou de conventions avec divers organismes pour l'attribution d'acomptes de subventions au titre de 2011.

M. Christophe GIRARD, **Mme Danièle POURTAUD** et **Mme Catherine VIEU-CHARIER**, rapporteurs.

2010 DAC 628 Subvention à l'association Les Atomes Crochus. - Montant : 1.000 euros.

2010 DAC 629 Subvention à l'association D'Ici-D'Ailleurs (11e). Montant : 1.000 euros.

2010 DAC 647 Subvention à l'association A Tire d'Ailes (18e). Montant : 2.000 euros.

2010 DAC 674 Signature d'une convention avec l'association Atelier d'Architecture Autogérée (18e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 10.000 euros.

2010 DAC 696 Subvention à l'association A travers (94200 Ivry sur Seine). - Montant : 1.500 euros.

2010 DAC 702 Subvention à l'association Arsmedia (19e). - Montant : 2.000 euros.

2010 DAC 703 Subvention à l'association Khiasma (93260 Les Lilas). - Montant : 1.000 euros.

2010 DAC 722 Subvention à l'association Les Princes de rien (10e). - Montant : 3.500 euros.

2010 DAC 740 Subvention à l'association R Style (19e). - Montant : 2.900 euros.

2010 DAC 759 Subvention à l'association Compagnie du Théâtre Mordoré (19e). Montant : 1.000 euros.

M. Christophe GIRARD, **Mme Gisèle STIEVENARD**, rapporteurs.

2010 DAC 367 Signature d'un avenant à la convention pluriannuelle signée avec l'association Ombre en lumière (11e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 22.700 euros.

M. Christophe GIRARD, **Mme Gisèle STIEVENARD**, **Mme Pascale BOISTARD**, rapporteurs.

2010 DDEEES 302 Subvention à l'Association pour Faciliter l'Insertion Professionnelle des Jeunes diplômés (AFIJ). Montant : 17.000 euros.

M. Didier GUILLOT, rapporteur.

2010 DU 91 Opération Boucicaut phase (15e) : approbation d'un protocole entre la Ville de Paris et la SEMPARISEINE fixant la participation financière de la Ville en vue de la clôture de la convention publique d'aménagement du 28 août 2003 et signature du protocole, reddition des comptes et quitus à la SEMPARISEINE.

2010 DU 159 Déclassement du domaine public des parcelles situées 142 et 144 av. Paul Vaillant Couturier (14e). Signature de l'avenant au protocole du 16 mai 2007 entre la Ville de Paris et la société du 100 av. de Stalingrad prorogeant le délai de la signature de l'acte de vente des parcelles.

2010 DU 198 Réaménagement du quartier des Halles, Centre médical de la RATP. Résiliation du bail emphytéotique.

2010 DU 203 Déclaration de projet des travaux d'investissement routier dans le cadre de l'aménagement du site 110 à 122, rue des Poissonniers (18e).

2010 DU 223 Acquisition et cessions de bandes de terrain entre la Ville de Paris et la SEMAVIP dans le cadre de l'alignement du mur Richomme (18e).

2010 DU 237 Aménagement de la Z.A.C. Gare de Rungis (13e) : Approbation de la conclusion d'un avenant n° 1 à la concession d'aménagement conclue entre la Ville de Paris et la SEMAPA ; - Signature de l'avenant.

2010 DU 252 Cession, après division parcellaire et déclassement du domaine public, d'une parcelle de voirie à usage de terrasse fermée au profit de l' Auberge DAB, située 161 avenue de Malakoff - Boulevard de l'Amiral Bruix (16e).

2010 DU 264 Cession à l'Association Diocésaine de Paris de l'immeuble communal situé 8, rue Massillon (4e).

2010 DU 284 Cession de gré à gré d'une emprise de terrain située au droit du 23 bis rue de Bellevue (19e).

2010 DU 288 Mise en place des nouvelles procédures de passation des concessions d'aménagement : - Approbation de la constitution d'une Commission relative aux concessions d'aménagement ; - Désignation de la personne habilitée à engager les discussions dans le cadre de la passation de concessions d'aménagement et à signer la convention.

Mme Anne HIDALGO, rapporteure.

2010 DU 211 Aménagement ZAC Porte des Lilas (19e). - déclassement d'une emprise située entre la rue du Belvédère et la voie d'accès au périphérique (19e). - cession à la SEMAVIP de cette emprise. - autorisation de déposer les demandes de permis de démolir et de construire ainsi que toute autorisation administrative et servitude nécessaires à la réalisation du programme.

Mme Anne HIDALGO et **M. Pierre MANSAT**, rapporteurs.

2010 DJS 281 Subvention à La Mare Aux Diables (20e). Montant : 3.000 euros.

2010 DJS 419 Lancement d'un marché selon la procédure adaptée de l'article 30 du code des marchés publics pour assurer la gestion du centre musical Fleury Goutte d'Or - Barbara (18e).

2010 DJS 448 Subvention à Astrée. Montant (13e) : 2.000 euros.

2010 DJS 461 Signature d'un marché article 30 relatif à la gestion du centre d'animation Masséna (13e).

2010 DJS 465 Subvention à Cirque et percussions. Montant : 2.000 euros.

M. Bruno JULLIARD, rapporteur.

2010 SG 175 Subvention à l'association Forum d'Animation, de Création, d'Expression et de Loisirs (FORANIM). Montant : 3.000 euros.

2010 SG 177 Subvention à la fondation Jean et Jeanne Scelles (Fondation Scelles). Montant : 2.500 euros.

2010 SG 181 Signature d'une convention avec l'association Prévention, Action, Santé, Travail pour les Transgenres (PASTT) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 5.400 euros.

2010 SG 182 Subvention à l'association Histoire, Femmes et Sociétés, revue CLIO. Montant : 1.000 euros.

2010 SG 212 Subvention à l'association Choisir la cause des femmes. Montant : 6.000 euros.

2010 SG 213 Subvention à l'association Les Mariannes de la diversité. Montant : 1.500 euros.

2010 SG 215 Subvention à l'association Manifeste des libertés. Montant : 2.500 euros.

2010 SG 216 Subvention à l'association Coordination Lesbienne de France. Montant : 3.000 euros.

2010 SG 217 Subvention à l'association Bâtisseuses de paix. Montant : 2.000 euros.

2010 SG 219 Subvention à l'association Coordination Française pour la Marche Mondiale des Femmes. Montant : 4.000 euros.

Mme Fatima LALEM, rapporteure.

2010 DASES 31 Signature d'une convention avec l'AP-HP relative à la mise en place du programme pilote Paris Santé Réussite : dépistage et traitement de la dyslexie et des troubles cognitifs de l'apprentissage. Montant : 160.500 euros.

M. Jean-Marie LE GUEN, rapporteur.

2010 DVD 3 Autorisation de souscrire et de signer quatre avenants aux marchés de maitrise d'oeuvre (lots 1, 2, 3 et 5) pour l'extension du tramway T3.

2010 DVD 220 Autorisation de souscrire et de signer un avenant n° 1 au marché de coordination générale pour l'extension du tramway T3.

2010 DVD 231 Signature avec la Société Anonyme d'Economie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) du contrat d'affermage pour l'exploitation et l'entretien de la partie garage du parc de stationnement "Rond Point des Champs Elysées" à Paris (8e) pour une durée de 5 ans.

2010 DVD 214 Approbation des modalités d'attribution et signature d'un marché à bons de commande relatif au recyclage de matériaux en pierres naturelles de la Ville de Paris sur le dépôt de Bonneuil sur Marne (94).

2010 DVD 238 Signature d'une convention d'occupation domaniale avec la société MSEOF Marengo I SA en vue de l'exploitation d'une galerie souterraine située dans le sous-sol de la voie publique rue Marengo à Paris (1er).

2010 DVD 246 Signature avec la RATP d'un avenant n°3 à la convention d'affectation du domaine public viaire du 14 octobre 2003.

2010 DVD 263 Indemnisation amiable de différents tiers en réparation de dommages accidentels dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

Mme Annick LEPETIT, rapporteure.

2010 DPE 101 Signature d'un contrat de transaction passé avec le groupement d'entreprises SADE CGTH - VALENTIN - GAGNERAUD Construction, dans le cadre du règlement d'une réclamation suite à l'exécution des travaux de modification des galeries d'eau, conduites d'eau et ouvrages d'assainissement pour l'extension du tramway T3, pour le lot 1 (12e).

Mme Anne LE STRAT, rapporteure.

2010 DPE 17 Signature d'une convention de mise à disposition temporaire d'une emprise appartenant à la ville de Paris située sur le territoire de la commune de Saint Germain en Laye avec le SIVOM de Saint Germain en Laye afin d'y aménager une aire d'accueil des gens du voyage.

2010 DPE 86 Approbation du contrat de bassin Marne Confluence 2010-2015 "Pour le retour de la biodiversité et de la baignade en Marne".

2010 DVD 179 Signature d'une convention avec la SEMAVIP pour le versement de la participation municipale relative à l'aménagement des berges du Canal Saint-Denis dans le cadre de la ZAC ClaudeBernard/Canal Saint-Denis/Quai de la Charente.

2010 DVD 240 Signature avec l'Agence de l'Eau Seine Normandie d'une convention d'aide financière pour l'année 2010.

Mme Anne LE STRAT, **M. Pierre MANSAT**, rapporteurs.

2010 DPE 75 - SGRI 82 Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association S.O.S Sahel pour l'attribution d'une subvention relative à la mise en oeuvre du projet eau, hygiène et assainissement pour la commune de Nasséré (Burkina Fasso). Montant : 10.195 euros.

2010 DPE 88 - SGRI 81 Signature d'une convention avec l'association Agence d'aide à la coopération technique et au développement (ACTED), pour l'attribution d'une subvention pour son projet d'amélioration durable de l'accès à l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement en faveur de l'est du Tchad. Montant : 49.985 euros.

Mme Anne LE STRAT, **M. Pierre SCHAPIRA**, rapporteurs.

2010 DLH 2 Subvention à l'association Consommation Logement et Cadre de Vie, Union Départementale 75. Montant : 15.000 euros.

2010 DLH 28 Réalisation par Immobilière 3F d'un programme de requalification des espaces extérieurs et d'amélioration de la qualité de service de 198 logements, 57 rue Emeriau (15e).

2010 DLH 67 Location par bail emphytéotique, au profit de la RIVP, de la propriété communale située 10-12 rue Duméril / 2-4 rue Pirandello (13e).

2010 DLH 74 Réalisation par la société d'HLM "l'Habitat Social Français" (HSF) d'un programme de réhabilitation Plan Climat de l'ensemble immobilier 10-14 rue Olivier Métra et 10 rue Charles Friedel (20e).

2010 DLH 86 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de création de 15 logements PLUS, répartis sur différents arrondissements (10e, 13e, 15e, 17e et 20e), par la transformation de chambres en logements.

2010 DLH 92 Réalisation par la RIVP d'un programme comportant un foyer de jeunes travailleurs de 24 logements PLA-I, 5 rue Dejean (18e).

2010 DLH 117 Réalisation par la SIEMP d'un programme d'acquisition réhabilitation comportant 4 logements PLA-I et 8 logements PLUS, 60 rue Hermel (18e).

2010 DLH 125 Réalisation par la SGIM d'un programme comportant 6 logements PLAI, 11 logements PLUS et 4 logements PLS, 85 rue Fondary (15e).

2010 DLH 126 Réalisation par la RIVP d'un programme d'extension comportant 10 logements PLA-I, de la résidence sociale destinée principalement à des agents de la Ville de Paris, situé 22 rue Balard (15e).

2010 DLH 128 Réalisation par la SGIM d'un programme d'aménagement en 10 logements PLUS de chambres situées dans les 5e, 13e, 15e, 16e, 17e et 20e arrondissements.

2010 DLH 152 Réalisation par EFIDIS d'un programme de réhabilitation Plan climat de 27 logements situé 44 rue Richard Lenoir (11e).

2010 DLH 153 Réalisation par Logement Francilien d'un programme de démolition-reconstruction comportant 14 logements PLUS, 13 rue de l'Orillon (11e).

2010 DLH 170 Octroi de la garantie de la Ville de Paris aux emprunts PAM à contracter par la RIVP auprès de la CDC et aux emprunts bancaires en vue du financement d'un programme de travaux d'amélioration et d'entretien sur l'ensemble de son patrimoine.

2010 DLH 173 Réalisation par Toit et Joie d'un centre d'hébergement de 30 places, 230 rue de Charenton (12e).

2010 DLH 180 Réalisation par la SA d'HLM Résidences Sociales d'Ile-de-France d'un programme de transformation d'un centre d'accueil d'urgence en centre d'hébergement et de stabilisation et d'un programme d'humanisation d'un centre Hébergement et de Réinsertion Sociale, dans l'ensemble dénommé Cité du Refuge Centre Espoir situé 12 rue Cantagrel (13e).

2010 DLH 190 Conclusion d'un protocole transactionnel avec le Rectorat de Paris relatif à la location de l'immeuble communal situé 11 rue du Pré, 29 boulevad Ney (18e).

2010 DLH 198 Réalisation par la SIEMP d'un programme d'acquisition réhabilitation comportant 40 logements sociaux (31 logements PLUS et 9 logements PLS) dans 9 immeubles en copropriété du 20e arrondissement.

2010 DLH 199 Réalisation par la SIEMP d'un programme de réhabilitation Plan Climat de l'ensemble immobilier 16-18 rue des Platrières / 20-22 rue Sorbier / 70 rue des Panoyaux (20e).

2010 DLH 203 Réalisation par la RIVP d'un centre d'hébergement de 55 places, 26 rue Popincourt (11e).

2010 DLH 205 Conclusion d'un avenant n° 1 au traité de concession d'aménagement passé le 7 juillet 2010 avec la SOREQA en vue du traitement de divers îlots et parcelles présentant des caractères d'habitat dégradé.

2010 DLH 215 Réalisation par la RIVP d'un centre d'hébergement de 12 places, 22-24 place Denfert Rochereau et 1 rue Grancey (14e).

2010 DLH 218 Réalisation par la RIVP des programmes de réhabilition Plan Climat de 4 ensembles immobiliers situés 43-49 rue Saint Blaise et 6-10 square des Cardeurs / 3, 11 et 13 rue Bisson / 7-8 rue des Prairies et 3 chemin du Parc de Charonne / 24 rue Surmelin et 52 rue du Capitaine Marchal (20e).

2010 DLH 219 Réalisation par la RIVP de deux programmes de réhabilitation Plan Climat portant sur 89 logements situés 20-24 rue Cauchy (15e) et 72 logements situés 16-20 rue George Bernard Shaw (15e).

2010 DLH 227 Réalisation par la RIVP d'un programme de réhabilitation Plan Climat portant sur 41 logements, 91-95 rue Nationale (13e).

2010 DLH 230 Réalisation par la RIVP d'un programme de réhabilitation Plan Climat de l'ensemble immobilier 29-31 rue Curial, 127 rue de l'Ourcq et 22 rue Labois Rouillon (19e).

2010 DLH 232 Réalisation par la RIVP d'un programme de réhabilitation Plan Climat de l'ensemble immobilier situé 112-118 rue Rambuteau (1er).

2010 DLH 235 Autorisation donnée au représentant de la Ville de Paris de voter en assemblée générale de copropriété l'aliénation des parties communes et la modification de la grille de répartition des tantièmes de charges qui en résulte, dans l'immeuble en copropriété situé 5-7 rue des Beaux-Arts (6e).

2010 DLH 243 Réalisation par la RIVP d'un programme comportant 40 logements PLUS-CD, 36 rue des Poissonniers - 37,42-44,49 et 70 rue Myrha (18e).

2010 DLH 255 Réalisation par la SIEMP d'un programme de construction comportant 6 logements PLA-I, 24 logements PLUS, 30 logements PLS et 3 locaux d'activités situé 22 à 26 rue du Chevaleret (13e).

2010 DLH 260 Réalisation par Emmaüs Habitat d'un programme de réhabilitation Plan Climat de 151 logements et de création de 14 logements PLAI compris dans un Foyer pour Jeunes Travailleurs, 54-56 rue de Ménilmontant (20e).

2010 DLH 262 Location par bail emphytéotique, au profit de Paris Habitat OPH, de l'immeuble communal situé 68-70 rue des Pyrénées (20e).

2010 DLH 267 Réalisation par Immobilière 3F d'un programme d'acquisition réhabilitation comportant 2 logements PLA-I, 7 logements PLUS et 2 logements PLS situé 4 boulevard Barbès (18e).

2010 DLH 268 Réalisation par SNL Paris d'un programme de réhabilitation Plan Climat de 5 logements PLAI situés dans divers arrondissements parisiens.

2010 DLH 269 Réalisation par Résidences Le Logement des Fonctionnaires d'un programme de réhabilitation Plan Climat d'une résidence pour jeunes fonctionnaires de 60 logements, 1 rue du Conventionnel Chiappe (13e).

2010 DLH 270 Réalisation par Logement Francilien d'un programme de réhabilitation Plan Climat de 520 logements, ZAC Baudricourt (13e).

2010 DLH 272 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme d'acquisition conventionnement de deux logements PLAI situé 45-53 rue Philippe Auguste (11e).

2010 DLH 276 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de réhabilitation, de réhabilitation Plan Climat et de résidentialisation de 84 logements situé 30 avenue de la Porte de Saint Ouen (18e).

2010 DLH 283 Réalisation par la RIVP d'un programme comportant 6 logements PLS, 1 à 3 rue Ramponeau (20e).

2010 DLH 287 Réalisation par la RIVP d'un programme de construction comportant 5 logements PLUS et 5 logements PLS - 56-58 rue Piat (20e).

2010 DLH 290 Réalisation par la RIVP, dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement, d'un programme comportant 11 PLA-, 43 PLUS, 54 PLS et une résidence étudiant de 147 PLUS dans les anciens entreprôts MacDonald, lots N1 et N6 (19e).

2010 DLH 296 Réalisation par Immobilière 3F d'un programme de construction neuve et de réhabilitation lourde assimilable à du neuf comportant 24 logements PLAI, 51 logements PLUS et 15 logements PLS, 129-131 rue du Faubourg du Temple (10e).

2010 DLH 299 Réalisation par la RIVP d'un programme d'acquisition-réhablitation comportant 7 logements PLUS, 19 logements PLS - 190 boulevard de la Villette (19e).

2010 DLH 302 Réalisation par la RIVP d'un programme de construction comportant 24 logements PLUS, 8 logements PLS et un centre d'hébergement de 59 places, 5 - 5 bis rue Stendhal (20e).

2010 DLH 303 Réaménagement de la dette de la RIVP envers la Caisse des Dépôts et Consignations. Maintien de la garantie de la Ville de Paris.

2010 DLH 304 Réalisation par la RIVP d'un programme d'acquisition réhabilitation comportant 2 logements PLA-I et 3 logements PLUS, 107 rue Saint Honoré (1er).

2010 DLH 305 Réalisation par la RIVP d'un programme d'acquisition-réhabilitation comportant 6 logements PLA-I, 43 logements PLUS, 12 logements PLS et 13 locaux d'activités - passage Reilhac (10e).

2010 DLH 306 Réalisation par la RIVP d'un programme comportant une maison relais de 25 logements PLA-I - 6 rue Saint-Maur (11e).

2010 DLH 307 Restructuration par AFRAM Habitat des Foyers de Travailleurs Migrants 3-5 rue des Arbustes (14è), 18-20 rue Saint Gothard (14è) et 20 rue Bichat (10e).

2010 DLH 309 Réalisation par la RIVP d'un programme d'acquisition réhabilitation comportant 6 logements PLA-I, 27 logements PLUS et 9 logements PLS situé 41 rue des Montiboeufs (20e).

2010 DLH 312 Location par bail emphytéotique, au profit de la RIVP, de l'immeuble communal situé 59 rue Saint-Sébastien / 21 rue de la Folie Méricourt (11e).

2010 DLH 314 Réalisation par la RIVP d'un programme d'acquisition-réhabilitation comportant 5 logements PLUS, 12 logements PLS et 4 locaux d'activités - 98 rue de l'Ourcq et 68 rue Curial (19e).

2010 DLH 315 Réalisation par ADOMA d'un programme d'acquisition réhabilitation d'une résidence sociale comportant 35 logements PLA-I situé 4 rue Rondelet (12e).

2010 DLH 317 Modification du programme et des garanties accordées par la Ville de Paris pour les emprunts PLUS à contracter en vue du financement du programme de construction d'une résidence étudiante de 365 logements PLUS, 144-160 rue de la Tombe Issoire (14e).

2010 DLH 325 Location par bail emphytéotique, au profit de la société immobilière 3F, de la propriété communale située 6 rue Bouloi / 5 rue du Colonel Driant (1er).

2010 DLH 327 Réalisation par Coopération et Famille d'un programme d'acquisition conventionnement comportant 109 logements PLUS, 9 villa d'Este (13e).

2010 DLH 334 Réalisation par la SIEMP d'un programme d'acquisition-réhabilitation comportant 36 logements PLS situé 1 à 2 passage Goix (19e).

2010 DLH 336 Réalisation par la SIEMP d'un programme d'acquisition-réhabilitation comportant 7 logements PLA-I, 24 logements PLUS, 7 logements PLS et 3 locaux d'activités situé 73 rue Riquet (18e).

2010 DLH 339 Octroi de la garantie de la Ville de Paris aux emprunts CDC et bancaire à contracter par HSF en vue du financement du programme 2009 de travaux d'amélioration sur son patrimoine.

2010 DLH 340 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme d'acquisition conventionnement de 2 PLUS situés 26c rue Cauchy - 15/35 rue de la Montagne de l'Espérou, d'un PLUS situé 75/77 rue Saint Charles, d'un PLAI situé 20/26 rue Cronstadt ainsi que d'un PLUS et un PLAI situés 51/53 rue de Lourmel - 95/101 avenue Emile Zola (15e).

2010 DLH 342 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de réhabilitation Plan Climat de 103 logements situé 14 rue Tlemcen, 14/16 rue Houdart, 13 rue Jacques Prévert (20e).

2010 DLH 343 Réalisation par la SIEMP d'un programme d'acquisition-réhablitation comportant 54 logements (2 logements PLA-I , 43 PLUS et 9 logements PLS)dans 12 immeubles en copropriété (18e).

2010 DLH 346 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de réhabilitation Plan Climat comportant 156 logements situé 65-81 avenue Secrétan (19e).

2010 DLH 347 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de réhabilitation Plan Climat comportant 157 logements situé 22/28 rue Régnault (13e).

2010 DLH 350 Réaménagement de la dette de la société d'HLM "l'Habitat Social Français" envers la Caisse des Dépôts et Consignations. Maintien de la garantie de la Ville de Paris.

2010 DLH 351 Réalisation par la société d'HLM "l'Habitat Social Français" (HSF) d'un programme comportant 2 logements PLA-I et 3 logements PLUS, 1-2 Cité Bergère (9e).

2010 DLH 352 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de réhabilitation Plan Climat de 81 logements situé 1 à 5 impasse Queneau (18e).

2010 DLH 354 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de réhabilitation Plan Climat comportant 23 logements situé 4 bis rue de Toul (12e).

2010 DLH 355 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme d'acquisition réhabilitation de 5 logements PLUS et 3 logements PLAI situé 18 rue Beaunier (14e).

2010 DLH 358 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de construction de 35 logements PLUS, 27 logements PLUS CD, 18 logements PLAI et 27 logements PLS situé 110-122 rue des Poissonniers (18e).

2010 DLH 359 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme d'acquisiton-réhabilitation d'un Foyer Jeunes Travailleurs comportant 27 logements PLA-I situé 4 rue Ernestine (18e).

2010 DLH 360 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme d'acquisition conventionnement comportant 1 logement PLA-I, 25 logements PLUS et 10 logements PLS situé 26-32 rue Paul Belmondo (12e).

2010 DLH 362 Réalisation par Toit et Joie d'un programme d'acquisition réhabilitation comportant 3 logements PLUS, 1 logement PLAI et 1 logement PLS, 48 rue Léon (18e).

2010 DLH 363 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de réhabilitation Plan Climat de 66 logements situé 45-53 avenue Philippe Auguste (11e).

2010 DLH 364 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de réhabilitation Plan Climat de 34 logements situé 2 rue Crillon (4e).

2010 DLH 365 Réalisation par la SGIM d'un programme d'acquisition-réhabilitation comportant 6 logements PLA-I, 16 logements PLUS et 3 logements PLS situé 43 rue de l'Arbre Sec (1er).

2010 DLH 367 Réalisation par Logement Francilien d'un programme de réhabilitation Plan Climat de 18 logements, 8 rue Louis Bonnet (11e).

2010 DLH 368 Réalisation par Logement Francilien d'un programme de réhabilitation Plan Climat de 23 logements situé 20 rue Keller (11e).

2010 DLH 370 Réalisation par la SIEMP d'un programme de construction comportant 4 logements PLA-I et 10 logements PLUS situé 73 boulevard de la Villette (10e).

2010 DLH 371 Réalisation par la SIEMP d'un programme d'acquisition conventionnement comportant 14 logements PLUS et 3 locaux d'activités situé 215 rue Saint Maur (10e).

2010 DLH 372 Réalisation par la SIEMP d'un programme comportant 5 logements PLUS et un local d'activités situé 18 passage de Clichy (18e).

2010 DLH 373 Réalisation par la SIEMP d'un programme de construction comportant 9 logements PLA-I, 28 logements PLUS et 9 logements PLS situé 22 à 30 boulevard de la Chapelle (18e).

2010 DLH 374 Réalisation par la SIEMP d'un programme comportant 2 logements PLA-I et 4 logements PLUS situé 3 cité Germain Pilon (18e).

2010 DLH 375 Réalisation par la SIEMP d'un programme d'acquisition réhabilitation comportant 5 logements PLA-I, 15 logements PLUS et 5 logements PLS situé 5 bis cité de la Chapelle (18e).

2010 DLH 376 Réalisation par la SIEMP d'un programme de construction d'une résidence sociale comportant 20 logements PLA-I situé 79 rue des Martyrs (18e).

2010 DLH 378 Réalisation par Immobilière 3 F d'un programme de réhabilitation Plan Climat de 28 logements - 183-185 avenue Jean Jaurès (19e).

2010 DLH 379 Réalisation par la SIEMP d'un programme comportant 7 ateliers logements PLUS et 21 logements PLS - 168 rue de Crimée (19e).

2010 DLH 380 Réalisation par la SIEMP d'un programme d'acquisition réhabilitation comportant 36 logements sociaux (16 logements PLUS et 20 logements PLS) dans 5 immeubles en copropriété du 19e arrondissement.

2010 DLH 382 Réalisation par la SIEMP d'un programme de réhabilitation Plan Climat portant sur l'immeuble situé 90 rue de Rochechouart (9e).

2010 DLH 383 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme d'acquisition conventionnement de 19 logements PLUS, 3 logements PLAI et 9 logements PLS situé 11 rue du Docteur Goujon (12e).

2010 DLH 384 Réalisation par la RIVP d'un programme de réhabilitation Plan Climat de l'ensemble immobilier 18 boulevard Voltaire (11e).

2010 DLH 385 Réalisation par la SIEMP d'un programme de construction comportant 15 logements PLS, 38-40 rue des Bois (19e).

2010 DLH 387 Réalisation par la SIEMP d'un programme de construction comportant 8 logements PLS et un local d'activités situé 12 rue de l'Ermitage (20e).

2010 DLH 388 Réalisation par la SIEMP d'un programme de construction comportant 2 logements PLAI, 11 logements PLUS et 9 logements PLS, 36 rue de Belleville (20e).

2010 DLH 391 Réalisation par la SGIM d'un programme de construction comportant 3 logements PLA-I, 20 logements PLUS et 7 logements PLS dans le secteur Vignoles Est (20e).

2010 DLH 392 Location par bail emphytéotique au profit de la SGIM d'un lot de volume dépendant de l'ensemble immobilier 28 quai des Célestins (4e).

2010 DLH 393 Réalisation par FIAC d'un programme de construction neuve comportant 6 logements PLA-I, 9 logements PLUS et 3 logements PLS situé 56 rue Trousseau (11e).

2010 DLH 394 Réalisation par l'Association Monsieur Vincent d'un programme de construction neuve d'un Etablissement pour Personnes âgées dépendantes (EHPAD) comportant 70 logements PLS - 88 rue du Cherche Midi (6e).

2010 DLH 395 Réalisation par la SEMIDEP d'un programme de construction comportant 4 logements PLAI et 8 logements PLUS situé 141 rue de Charonne (11e).

2010 DLH 396 Réalisation par la SEMIDEP d'un programme d'acquisition réhabilitation comportant 5 logements PLA-I, 12 logements PLUS et 3 logements PLS, 40 rue Servan (11e).

2010 DLH 397 Réalisation par la SEMIDEP d'un programme comportant 6 logements PLA-I et 14 logements PLUS, 56-58 rue Léon Frot et 1 rue Carrière Mainguet (11e).

2010 DLH 398 Avenant au bail emphytéotique consenti à FREHA portant location des lots domaniaux dépendant de l'immeuble en copropriété situé 62/66 rue Vieille du Temple (3e).

2010 DLH 399 Autorisation à M. le Maire de Paris de conclure, au profit du CASP, un bail embythéotique portant des lots dépendant de l'immeuble situé 3 impasse Saint-Paul (20e).

2010 DLH 400 Modification du programme de restructuration par la SA d'HLM AFTAM HABITAT du foyer de Travailleurs Migrants "Mûriers" comportant une résidence sociale de 232 logements PLA-I - 16 rue Fernand Léger (20e).

2010 DLH 401 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de réhabilitation Plan Climat de 300 logements situé 124-138 rue des Poissonniers (18e).

2010 DLH 402 Réalisation par la RIVP d'un programme de réhabilitation Plan Climat de l'ensemble immobilier 7 rue Pajou (16e).

2010 DLH 403 Réalisation par Emmaüs Habitat d'un programme de création d'une maison-relais comportant 22 logements PLA-I, 109 rue de Crimée (19e).

2010 DLH 404 Réalisation par la SIEMP d'un programme de construction comportant 4 logements PLUS et 3 logements PLS, 12 rue des Lyanes (20e).

2010 DLH 405 Réalisation par Immobilière 3 F d'un programme de construction neuve comportant 9 logements PLA-I, 37 logements PLUS et 47 logements PLS - 141-219 Boulevard Mac Donald (19e).

2010 DLH 406 Réalisation par Batigère Ile-de-France d'un programme de construction neuve comportant 13 logements PLUS et 3 logements PLS, 153 rue Championnet (18e).

2010 DLH 407 Réalisation par ADOMA d'un programme de travaux permettant la transformation en résidences sociales de 5 Foyers de Travailleurs Migrants, 95 rue du Chevaleret (13e), 48 rue de l'Amiral Mouchez (14e), 70 rue de la Villette (19e), 12 rue d'Annam (20e) et 186 boulevard de Charonne (20e).

2010 DLH 408 Réalisation par la société d'HLM IRP d'un programme de construction neuve comportant 16 logements PLS, 141 rue de Tolbiac (13e).

2010 DLH 409 Réalisation par EFIDIS d'un programme de construction neuve comportant 8 logements PLA-I, 34 logements PLUS, 42 logements PLS et une résidence pour jeunes actifs de 102 logements PLA-I et 26 logements PLUS - 141-219 boulevard MacDonald (19e).

2010 DLH 410 Réalisation par la SIEMP d'un programme d'acquisition réhabilitation comportant 9 logements PLUS et 8 logements PLS, 40 rue de Tourtille (20e).

2010 DLH 412 Réalisation par la RIVP d'un programme d'acquisition réhabilitation comportant 4 logements PLAI et 6 logements PLUS situé 9 rue Véron (18e).

2010 DLH 414 Réalisation par la SIEMP d'un programme de construction comportant 1 logement PLA-I et 6 logements PLUS - 6 rue Lambert (18e).

2010 DLH 416 Réalisation par Batigère Ile-de-France d'un programme de construction neuve comportant 35 logements PLUS et 36 logements PLS, ZAC Paris Rive Gauche lot M9D1D2 (13e).

2010 DLH 418 Modification du programme d'acquisition réhabilitation d'une résidence pour jeunes travailleurs comportant 73 logements PLAI et 59 logements PLUS à réaliser par ICF La Sablière, 7a boulevard de la Chapelle (10e).

2010 DLH 419 Réalisation par Batigère Ile-de-France d'un programme de réhabilitation Plan Climat de 58 logements, 165 rue du Chevaleret (13e).

2010 DLH 420 Réalisation par Immobilière 3F d'un programme de rénovation Plan Climat de 464 logements situé 14-20 et 21-25 rue Archereau, 28 rue Curial et 33-35 rue Mathis, 27-31 rue Archereau (19e).

2010 DLH 423 Signature d'une convention avec l'Agence Régionale de Santé relative au contrôle des règles d'hygiène de l'habitat.

2010 DLH 424 Modification du règlement d'attribution des subventions de la Ville de Paris pour les travaux d'amélioration de l'habitat.

2010 DU 180 Opération foncière entre le Ville de Paris et la SIEMP (11e) dans le cadre de la convention publique d'aménagement du 30 mai 2002, cession de volumes de logements à la SIEMP dans l'opération située 14 à 20 impasse Truillot, établissement d'une servitude de passage public dans le programme de logements située 41 rue Richard Lenoir.

2010 DU 187 Revente d'un terrain situé 101 rue de Buzenval (20e).

2010 DU 216 Cession à la société anonyme d'HLM BATIGERE de 9 lots de copropriété dans un ensemble immobilier situé 8 et 10 rue Demarquay (10e) en vue de réalisation de logements sociaux.

2010 DU 224 Acquisition d'une parcelle située 2 à 4 rue des Oiseaux (3e).

2010 DU 247 Cession de deux parcelles parisiennes situées 13 impasse Poule et 12 impasse de Bergame (20e).

2010 DU 266 Vente de lots de copropriété dépendant de l'immeuble situé 15 rue Bellot (19e).

2010 DU 269 Vente de l'immeuble situé 9 rue de la Chaise (7e) au profit de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

2010 DU 270 Autorisation de céder à la SIEMP des biens communaux situés 17 rue du Vertbois (3e), 142 rue Marcadet (18e), 277 rue de Belleville (19e), 28 rue de Tourtille (20e), et d'acquérir un terrain situé 35 rue Pajol / 72 bis rue Philippe de Girard (18e).

2010 DU 271 Revente de biens communaux 25bis-27 rue de l'Argonne (19e).

2010 DU 273 Revente à SOREQA du terrain situé 14/16 rue Emile Level (17e).

2010 DU 276 Revente de biens communaux situés 208 rue du Faubourg Saint Denis (10e).

2010 DU 278 Revente à la RIVP de 33 lots de copropriété dépendant de l'ensemble immobilier 32bis, rue du Cotentin (15e).

2010 DU 281 Vente par adjudication de deux locaux à usage de bureaux (lots n° 2 et 3) et de deux ensembles de caves (lots n° 22 et 26) dans l'immeuble 26 rue Jacob (6e).

M. Jean-Yves MANO, rapporteur.

2010 DLH 415 Signature d'une convention de partenariat entre la Ville de Paris et CERQUAL.

2010 DLH 425 Signature d'une convention de partenariat entre la Ville de Paris et CERQUAL PATRIMOINE.

M. Jean-Yves MANO, **M. Denis BAUPIN**, rapporteurs.

2010 DLH 422 Participation financière de la Ville de Paris à la mise en place de 15 logements ULS (Unités de Logements Spécialisés) dans les deux programmes d'I.C.F. La Sablière situés 4-14 passage Delessert (10e) (5 logements ULS) et Lotissement Saussure lot 4.5 (17e) (10 logements ULS).

M. Jean-Yves MANO, **Mme Véronique DUBARRY**, rapporteurs.

2010 DU 282 Autorisation de dépôt de demandes d'autorisation d'urbanisme par Valophis Habitat sur la parcelle parisienne F 473 située à l'Haÿ les Roses (94)

2010 DU 285 Déclassement du domaine public fluvial de la Ville de Paris et cession au profit de la commune de Pantin d'une emprise de 23 353 m² issue des parcelles cadastrées R n°34 et S n°21 sur la rive nord du canal de l'Ourcq à Pantin (Seine-Saint-Denis)

M. Pierre MANSAT, rapporteur.

2010 DDEEES 283 Subvention au titre de l'exercice 2011 à la régie à autonomie financière et personnalité morale chargée de la gestion de l'école des ingénieurs de la ville de Paris (EIVP). Montant : 2.900.000 euros.

2010 DDEEES 284 Subvention au titre de l'exercice 2011 à la régie à autonomie financière et personnalité morale chargée de la gestion de l'école supérieure de physique et de chimie industrielles de la ville de Paris (ESPCI) - Montant 13.300.000 euros.

M. Jean-Louis MISSIKA, rapporteur.

2010 DA 15 Signature d'une convention constitutive d'un groupement de commandes pour la fourniture de boissons et de produits de la chocolaterie et de sucre issus ou non du commerce équitable et de produits alimentaires de petite épicerie, issus ou non de l'agriculture biologique, pour l'ensemble des services de la Ville et du Département.

2010 DAJ 29 Signature des marchés à conclure avec les attributaires désignés par la commission d'appel d'offres les 18 et 30 novembre 2010. Attribution et signature de marchés de maîtrise d'oeuvre.

2010 DICOM 19 Approbation du principe et des modalités du marché relatif au spectacle des voeux 2011 du Maire de Paris aux agents de la Ville au POPB. Signature du marché correspondant.

2010 DICOM 20 Approbation du principe et des modalités d'un accord-cadre relatif à la conception et réalisation de campagnes de communication pour le compte de la Ville de Paris.

2010 DICOM 21 Approbation du principe et des modalités d'un accord-cadre relatif à l'aménagement scénographique des expositions de l'Hôtel de Ville de Paris

2010 DICOM 22 Approbation du principe et des pièces relatives au marché et à sa passation portant sur le graphisme intérieur et extérieur des expositions de l'Hôtel de Ville de Paris.

Mme Camille MONTACIÉ, rapporteure.

2010 DFPE 106 Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association E.C.L.O.R.E. pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa halte-garderie (15e). Montant : 55.623 euros.

2010 DFPE 133 Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association Crèche Parentale du Marais pour l'attribution d'une subvention (4e). Montant : 23.704 euros.

2010 DFPE 213 Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec la Caisse d'Allocations Familiales de Paris pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte garderie Belliard (18e). Montant : 27.862 euros.

2010 DFPE 214 Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec la Caisse d'Allocations Familiales de Paris pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie Tanger. - Montant : 84.433 euros.

2010 DFPE 242 Signature d'un avenant N°1 à la convention passée avec la Caisse d'Allocations Familiales de Paris pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte garderie Charenton (12e). Montant : 83. 203 euros.

2010 DFPE 243 Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec la Caisse d'Allocations Familiales de Paris pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie Chevaleret (13e). - Montant : 72.017 euros.

2010 DFPE 192 Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'Association Crèche Avenir pour l'attribution d'une subvention pour la crèche collective du 19e et signature d'une convention d'objectifs. - Montant : 93.750 euros.

2010 DFPE 224 Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association Accueil Des Touts Petits Au Bon Conseil pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie du même nom (7e). Montant : 10. 615 euros.

2010 DFPE 227 Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association Réseau Treize pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie Le Petit Navire (13e). - Montant : 62.954 euros.

2010 DFPE 294 Signature d'une convention passée avec l'association Crèche Parentale Farandole pour l'attribution d'une subvention d'équipement pour l'aménagement d'une crèche parentale de 20 places dans des locaux situés 105, rue Alexandre Dumas (20e). - Montant : 306.021 euros.

2010 DFPE 306 Signature d'une convention d'objectif avec l'association Union Départementale des Associations Familiales de Paris - U.D.A.F. de Paris pour le fonctionnement de la halte-garderie Le P'tit Jardin (17e).

2010 DFPE 343 Signature d'une convention passée avec l'association Crèche Parentale du Sentier pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement pour la création d'une crèche parentale Les Petits Pois (2e). - Montant total : 113.253 euros.

2010 DFPE 389 Signature d'une convention passée avec la fondation Oeuvre de la Croix Saint Simon pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement au titre de 2010 pour la création d'un établissement d'accueil collectif non permanent Grimaud-Blanche-Antoinette. Montant : 395.648 euros.

2010 DFPE 395 Signature avec La Maison Bleue d'un marché de prestations de service à bons de commande sans minimum ni maximum passé en application de l'article 30 du code des marchés publics pour la mise à disposition de places d'accueil pour les Parisiens au sein d'une crèche située dans le 9e.

2010 DFPE 402 Signature d'une convention passée avec l'association Groupe d'Oeuvres Sociales de Belleville (G.O.S.B.) pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement pour la création d'une crèche collective de 66 places située 4, rue des Montiboeufs (20e). - Montant : 371.193 euros.

2010 DFPE 404 Signature d'une convention de partenariat entre l'association les restaurants du Coeur, la SODEXO et la Ville de Paris.

2010 DFPE 405 Projet de délibération modificative à la délibération du conseil de Paris n° 2010 DFPE 44 votée les 10 et 11 mai 2010 autorisant M. le Maire à signer une convention avec l'Association Franco-Asiatique Pour l'Enfance -AFAPE- pour un établissement d'accueil de la petite enfance Bellot (19e) et signature d'un avenant à la convention.

2010 DPA 103 Indemnisation d'une architecte, dans le cadre de l'opération de construction d'une crèche et d'une halte-garderie, 19 rue Malte Brun (20e).

2010 DU 130 Acquisition d'une crèche par la Ville de Paris auprès de Paris Habitat - OPH dans le secteur d'aménagement Binet (18e).

2010 DU 272 Signature d'un protocole d'accord entre le Ville de Paris et ICF La Sablière relatif à l'acquisition en l'état futur d'achèvement d'un volume à usage d'équipement petite enfance situé 11-13 rue de Charolais (12e)

M. Christophe NAJDOVSKI, rapporteur.

2010 DPA 95 Approbation du principe de restructuration d'une crèche collective et mise en accessibilité d'un centre de PMI, 2, rue de Moussy (4e), de la convention de maîtrise d'ouvrage unique entre la Ville de Paris et le Département de Paris et de la subvention d'investissement concernant cette opération

M. Christophe NAJDOVSKI, **Mme Véronique DUBARRY**, rapporteurs.

2010 DUCT 162 Signature d'une convention d'objectifs avec l'association Cafézoïde (19e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 9.000 euros.

M. Mao PENINOU, rapporteur.

2010 DUCT 170 Signature d'une convention d'objectif avec l'association AFET pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 8.000 euros.

M. Mao PENINOU, **M. Hamou BOUAKKAZ**, rapporteurs.

2010 DAC 395 Signature d'une convention avec l'association des Amis de l'Orgue de Saint Joseph des Epinettes (17e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 5.243 euros.

2010 DAC 549 Subvention au Centre d'Etudes, de Documentation, d'Information et d'Actions Sociales - Musée social, CEDIAS (7e). - Montant : 10.000 euros.

2010 DAC 600 Signature d'une convention avec la fondation Le Musée Clemenceau (16e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 35.000 euros.

2010 DAC 642 Subvention à l'association Alliance israélite universelle (9e). Montant : 20.000 euros.

2010 DAC 656 Subvention au collège Béranger dans le cadre du projet Regards d'exils réalisé à la Maison de Victor Hugo. Montant : 1.594 euros.

2010 DAC 678 Subvention à La Demeure Historique (5e). - Montant : 10.000 euros.

2010 DAC 717 Subvention à l'association Histoire et Vies du 10e -Société historique du 10e arrondissement de Paris. - Montant : 3.000 euros.

2010 DAC 739 Signature d'un avenant à la convention de délégation de service public passée avec la SAEML Parisienne de Photographie pour la mise en valeur et la numérisation des fonds photographiques et iconographiques de la Ville de Paris.

2010 DAC 807 Subvention à la Fondation Henri Cartier-Bresson (14e) Montant : 10.000 euros.

2010 DAC 818 Subvention à la Société française de Photographie (2e). - Montant : 10.000 euros.

Mme Danièle POURTAUD, rapporteure.

2010 DAC 564 Subvention à l'association Bleu comme une orange (17e). Montant : 5.000 euros.

Mme Danièle POURTAUD, **Mme Véronique DUBARRY**, rapporteures.

2010 DAC 734 Approbation du principe de réalisation des prestations de manutention, emballage et transport d'oeuvres d'art pour le compte des établissements gérés par le bureau des musées de la Ville de Paris et des modalités de passation du marché correspondant.

Mme Danièle POURTAUD et **M. Christophe GIRARD**, rapporteurs.

2010 PP 64 Modification de la délibération 2007 PP 81-1° des 1er et 2 octobre 2007 portant dispositions statutaires applicables au corps des agents de surveillance de Paris.

2010 PP 72 Compte épargne-temps des agents de la préfecture de police relevant du statut des administrations parisiennes.

2010 PP 73 Astreintes et permanences effectuées par certains adjoints techniques de la préfecture de police.

2010 PP 75 Modification de la délibération n° 2009 PP 61 des 6, 7 et 8 juillet 2009 portant fixation de la liste des emplois rémunérés sur le budget spécial de la préfecture de police pouvant être pourvus par des agents sous contrat en l'absence de corps de fonctionnaires.

2010 PP 65 Fourniture d'équipements de protection individuelle destinée à différents services de la préfecture de police. Approbation du principe de l'opération ainsi que des pièces administratives du marché.

2010 PP 67 Fourniture complémentaire des effets composant la tenue des agents de surveillance de Paris. Autorisation de lancer un appel d'offres ouvert. Approbation des pièces administratives. Autorisation de signer les marchés correspondants.

2010 PP 68 Signature d'une convention de groupement de commandes avec les services Etat de la préfecture de police pour l'acquisition et la mise en oeuvre d'une solution de gestion électronique de documents et de gestion des archives électroniques, la maintenance, les fournitures et les services associés.

2010 PP 69 Fourniture de services de télécommunications sur réseaux ouverts au public destinés à la brigade de sapeurs-pompiers de Paris. Approbation du principe de l'opération ainsi que des pièces administratives du marché.

2010 PP 66 Signature des marchés avec les attributaires désignés par la commission d'appel d'offres de la ville de Paris.

2010 PP 71 Admission en non-valeur et remises gracieuses d'anciennes créances présentées au cours de l'exercice 2010.

2010 DPP 35 Signature d'une convention avec l'association 2A PROD pour l'attribution d'une subvention - Montant : 2.400 euros.

2010 DPP 38 - DVD 255 Approbation du principe et des modalités d'un contrat de transaction entre la Ville de Paris et l'Association des Promoteurs et Exploitants de Parkings (APEP) relatif à la sécurisation des parcs de stationnement concédés par la Ville de Paris - Montant : 277.343,48 euros.

2010 DPP 39 - DVD 256 Signature d'une convention avec l'Association des Promoteurs et Exploitants de Parking (APEP) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 350.000 euros.

2010 DPP 40 Signature d'une convention avec EFIDIS pour l'attribution d'une subvention dans le cadre de la surveillance de logements sociaux prioritairement situés dans les quartiers "Politique de la ville" et les secteurs du "Grand projet de renouvellement urbain". Montant : 73.963 euros.

M. Georges SARRE, rapporteur.

2010 DDEEES 276 Signature de conventions 2011-2013 avec les unions départementales syndicales et la commission administrative de la Bourse du Travail, et versement d'un acompte sur subvention pour 2011 - Montant total : 1.468.300 euros.

2010 DDEEES 304 Approbation d'un pacte pour l'emploi, la formation et le développement économique sur le territoire de Paris.

2010 DDEEES 309 Signature de l'avenant à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public "Maison de l'Emploi de Paris".

M. Christian SAUTTER, rapporteur.

2010 SGRI 39 Signature d'un pacte d'amitié et de coopération avec la Municipalité de Tel Aviv-Jaffa.

2010 SGRI 86 Signature d'une convention avec l'Association Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques pour l'attribution d'une subvention. Montant : 72.867 euros.

2010 SGRI 87 Signature d'une convention avec l'association Croix Rouge Française pour l'attribution d'une subvention. Montant : 50.000 euros.

2010 SGRI 88 Signature d'une convention avec l'association Electriciens sans Frontières pour l'attribution d'une subvention. Montant : 100.000 euros.

2010 SGRI 92 Reconduction en 2011 du Label Paris Europe. Montant : 100.000 euros.

2010 SGRI 95 Subvention à l'Association Young Mediterranean Leaders. Montant : 10.000 euros.

2010 SGRI 96 Reconduction en 2011 du Label Paris Co-développement Sud. Montant : 100.000 euros.

2010 SGRI 97 Signature d'une convention avec l'association Médecins du Monde-France (18e) afin de porter assistance aux populations d'Haïti, suite à l'épidémie de choléra. Montant : 50.000 euros.

M. Pierre SCHAPIRA, rapporteur.

2010 DPVI 168 Subventions à 12 associations créatrices de 13 emplois d'adultes relais. Montant total : 40.980 euros.

2010 DPVI 173 Subvention d'équipement au Groupe Amical Sportif de Clignancourt du quartier Porte Montmartre-Porte Clignacourt (18e). Montant : 25.000 euros.

2010 DPVI 192 Subventions à 3 associations menant des actions au titre de la Politique de la Ville, Quartier Goutte d'Or (18e). Montant total : 8.000 euros.

2010 DPVI 194 Association Ateliers Ville - Participation financière de la Ville de Paris pour la réalisation d'un outil pédagogique destiné à informer et sensibiliser les habitants du secteur de la Porte Pouchet (17e) aux transformations urbaines de leur quartier. - Montant : 10.000 euros.

2010 DPVI 198 Signature de la convention relative au cofinancement par le Fonds Social Européen "Compétitivité Régionale et Emploi" d'une action menée par la Ville de Paris.

2010 DPVI 200 Subventions à 16 associations menant des actions au titre de la Politique de la Ville et signature de conventions avec 9 d'entre elles. Montant total : 32.000 euros.

Mme Gisèle STIEVENARD, rapporteure.

2010 DFPE 397 Subvention à l'association Môm'rue Ganne (20e) destinée à financer le fonctionnement de son Antenne du 20e arrondissement. - Montant : 2.057 euros.

Mme Olga TROSTIANSKY, rapporteure.

2010 DAC 143 Subvention à l'association Mémoire d'Aincourt (95510 Aincourt). Montant : 1.500 euros.

2010 DAC 264 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Beirel Feiler 21 passage du Poteau à Paris 18e. Montant : 1.698 euros.

2010 DAC 620 Subvention à l'Association nationale des médaillés de la Résistance française (7e). Montant : 1.900 euros.

2010 DAC 718 Subvention à l'association Oeuvre de Secours aux Enfants O.S.E. (10e) Montant : 3.000 euros.

2010 DAC 721 Subvention au Comité d'entente des associations d'anciens combattants victimes de guerre et associations patriotiques du 13e arrondissement de Paris. Montant : 600 euros.

2010 DAC 723 Subvention à l'Association pour le Souvenir des Fusillés du Mont-Valérien et de l'Ile-de-France (92150 Suresnes). Montant : 5.000 euros.

2010 DAC 728 Subvention à l'Union des Amicales des Combattants Prisonniers de Guerre et Combattants d'Algérie, Tunisie, Maroc et TOE de la région Paris (92270 Bois Colombes). Montant : 770 euros.

2010 DAC 732 Subvention au Comité Paris 15e de la Fédération Nationale des Anciens Combattants en Algérie, Maroc et Tunisie (F.N.A.C.A 15e). Montant : 1.400 euros.

2010 DAC 735 Subvention au Comité départemental de Paris de l'association nationale des anciens combattants de la Résistance (20e). Montant : 5.000 euros.

2010 DAC 748 Subvention à l'association Organisation de Résistance de l'Armée - O.R.A (20e). Montant : 670 euros.

2010 DAC 750 Subvention au Comité du 12e arrondissement des anciens combattants de la Résistance. Montant : 900 euros.

2010 DAC 752 Subvention à l'Association républicaine des anciens combattants et victimes de guerre et des combattants pour l'amitié, la solidarité, la mémoire, l'antifascisme et la paix ARAC -19e section. - Montant : 600 euros.

2010 DAC 756 Subvention au Comité du 5e arrondissement de Paris de la Fédération Nationale des Anciens Combattants en Algérie Maroc et Tunisie F.N.A.C.A (5e). - Montant : 600 euros.

2010 DAC 800 Subvention au Comité d'entente des associations d'anciens combattants et victimes de guerre du 3e arrondissement de Paris. Montant : 850 euros.

2010 DAC 802 Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association des Cinq Communes Compagnon de la Libération (4e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 20.500 euros.

2010 DAC 803 Signature d'un avenant à la convention passée avec le Mémorial de la Shoah pour l'attribution d'une subvention. Montant : 50.000 euros.

2010 DAC 805 Subvention au Comité d'action de la Résistance (5e). Montant : 5.000 euros.

2010 DAC 806 Subvention au Comité local du 11e arrondissement de Paris des anciens combattants de la Résistance. Montant : 700 euros.

2010 DAC 820 Subvention à l'Union Interdépartementale des Combattants Volontaires de la Résistance de Paris et la région parisienne (5e). Montant : 1.676 euros.

2010 DAC 825 Signature d'une convention avec l'association Mémoire des Résistants Juifs de la M.O.I. (10e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 60.000 euros.

Mme Catherine VIEU-CHARIER, rapporteure.

2010 DJS 217 - DF 97 Fixation des participations familiales pour les Ecoles Municipales des Sports à compter du 1er janvier 2011.

2010 DJS 453 Résiliation des marchés à bons de commande sur appel d'offres relatifs à la fourniture de matériels sportifs pour divers établissements de la Ville de Paris.

2010 DJS 472 Lancement d'un marché à bons de commande sur appel d'offres relatifs à la fourniture de matériels sportifs techniques pour divers établissements de la Ville de Paris.

2010 DJS 477 Approbation de la convention de délégation de service public pour la gestion de l'espace sportif Pontoise (5e) conformément aux dispositions de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 modifiée, codifiée au Code général des collectivités territoriales dans ses articles L. 1411-1 à L. 1411-18.

M. Jean VUILLERMOZ, rapporteur.

2010 DPA 74 Approbation du principe de réhabilitation de la piscine René et André MOURLON, 19 rue Gaston de Caillavet (15e), des modalités de passation du marché public de prestations intellectuelles et du dépôt des demandes de permis de démolir et de construire

M. Jean VUILLERMOZ, **Mme Véronique DUBARRY**, rapporteurs.

En outre, l'Assemblée a pris connaissance des communications suivantes :

2010 DPE 82 Communication sur les nouvelles orientations "3R". Signature d'un accord cadre de partenariat et d'une convention avec l'ADEME pour l'élaboration et la mise en oeuvre du programme local de prévention des déchets sur le territoire parisien. Lancement de marchés relatifs à l'assistance à la mise en oeuvre du programme local de prévention des déchets.

M. François DAGNAUD, rapporteur.

2010 DAJ 30 Communication de la liste de marchés attribués du 16 octobre 2010 au 3 novembre 2010.

Mme Camille MONTACIÉ, rapporteure.

2010 CAS 9 Communication relative au budget primitif du Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris pour 2011.

Mme Olga TROSTIANSKY, rapporteure.

Liste des membres présents.

M. Pierre AIDENBAUM, M. Gilles ALAYRAC, M. David ALPHAND, Mme Aline ARROUZE, Mme Lynda ASMANI, M. Daniel ASSOULINE, M. David ASSOULINE, M. Pierre AURIACOMBE, Mme Marie-Chantal BACH, Mme Marinette BACHE, M. Julien BARGETON, Mme Marie-Annick BARTHE, M. Denis BAUPIN, Mme Emmanuelle BECKER, M. Hervé BENESSIANO, Mme Yamina BENGUIGUI, M. Jean-Didier BERTHAULT, Mme Florence BERTHOUT, Mme Geneviève BERTRAND, Mme Hélène BIDARD, M. Patrick BLOCHE, Mme Michèle BLUMENTHAL, Mme Pascale BOISTARD, M. Hamou BOUAKKAZ, Mme Céline BOULAY ESPERONNIER, M. Pierre-Yves BOURNAZEL, M. Jacques BOUTAULT, Mme Claudine BOUYGUES, M. Jacques BRAVO, M. Jean-Bernard BROS, M. Ian BROSSAT, Mme Colombe BROSSEL, Mme Catherine BRUNO, Mme Delphine BURKLI, M. Jean-Pierre CAFFET, Mme Frédérique CALANDRA, Mme Liliane CAPELLE, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE, Mme Sandrine CHARNOZ, M. Pierre CHARON, M. Michel CHARZAT, Mme Joëlle CHÉRIOUX DE SOULTRAIT, M. Pascal CHERKI, Mme Odette CHRISTIENNE, Mme Lyne COHEN-SOLAL, M. Yves CONTASSOT, M. Alexis CORBIÈRE, M. Thierry COUDERT, M. Jérôme COUMET, M. Daniel-Georges COURTOIS, Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS, M. Gérard d'ABOVILLE, M. François DAGNAUD, Mme Seybah DAGOMA, M. Claude DARGENT, Mme Virginie DASPET, Mme Rachida DATI, Mlle Emmanuelle DAUVERGNE, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, Mme Marie-Pierre de LA GONTRIE, M. Bernard DEBRÉ, M. Bertrand DELANOË, M. Alain DESTREM, Mme Laurence DOUVIN, Mme Laurence DREYFUSS, Mme Véronique DUBARRY, M. Jérôme DUBUS, M. Philippe DUCLOUX, Mme Catherine DUMAS, M. Michel DUMONT, M. René DUTREY, Mme Myriam EL KHOMRI, Mme Maïté ERRECART, M. Rémi FÉRAUD, Mme Léa FILOCHE, Mme Mireille FLAM, Mme Danielle FOURNIER, M. Pierre GABORIAU, Mme Isabelle GACHET, M. Sylvain GAREL, Mme Fabienne GASNIER, M. Bernard GAUDILLÈRE, M. Jean-Jacques GIANNESINI, Mme Danièle GIAZZI, Mme Fabienne GIBOUDEAUX, M. Christophe GIRARD, M. Claude GOASGUEN, Mme Laurence GOLDGRAB, M. Philippe GOUJON, M. Didier GUILLOT, Mme Marie-Laure HAREL, M. Eric HÉLARD, Mme Anne HIDALGO, Mme Valérie HOFFENBERG, Mme Halima JEMNI, M. Bruno JULLIARD, M. Patrick KLUGMAN, Mme Brigitte KUSTER, Mme Christine LAGARDE, Mme Fatima LALEM, M. Jean-François LAMOUR, Mme Anne-Christine LANG, M. Jean-Marie LE GUEN, Mme Anne LE STRAT, M. François LEBEL, M. Jean-Pierre LECOQ, M. Jean-François LEGARET, M. Pierre LELLOUCHE, Mme Annick LEPETIT, M. Romain LEVY, M. Alain LHOSTIS, Mme Katia LOPEZ, Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY, M. Roger MADEC, M. Jean-Yves MANO, M. Pierre MANSAT, M. Daniel MARCOVITCH, M. Jean-François MARTINS, M. Jean-Baptiste MENGUY, M. Etienne MERCIER, Mme Martine MERIGOT de TREIGNY, M. Jean-Louis MISSIKA, M. Philippe MOINE, Mme Camille MONTACIÉ, Mme Claire MOREL, M. Christophe NAJDOVSKI, Mme Annick OLIVIER, Mme Anne-Constance ONGHENA, M. Mao PENINOU, Mme Frédérique PIGEON, Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN, Mme Olivia POLSKI, Mme Danièle POURTAUD, M. Yves POZZO DI BORGO, Mme Firmine RICHARD, M. Vincent ROGER, Mme Valérie SACHS, M. Christian SAINT-ETIENNE, M. Hermano SANCHES RUIVO, M. Georges SARRE, M. Christian SAUTTER, M. Pierre SCHAPIRA, Mme Danielle SIMONNET, M. Richard STEIN, Mme Gisèle STIEVENARD, Mme Anne TACHÈNE, Mme Karen TAÏEB, M. Jean TIBERI, Mme Claude-Annick TISSOT, M. Patrick TRÉMÈGE, Mme Olga TROSTIANSKY, M. Daniel VAILLANT, M. François VAUGLIN, Mme Pauline VERON, Mme Catherine VIEU-CHARIER, M. Jean VUILLERMOZ, Mme Sylvie WIEVIORKA.

Absents : Mme Dominique BERTINOTTI, M. Jean-Marie CAVADA, Mme Françoise de PANAFIEU, Mme Roxane DECORTE, Mme Martine NAMY-CAULIER.

Liste des membres présents en Commission.

1ère Commission

MM. Jean-François LEGARET, David ALPHAND, Julien BARGETON, Ian BROSSAT, Mmes Geneviève BERTRAND, Laurence DREYFUSS, MM. Jean-Pierre CAFFET, Pierre GABORIAU, Sylvain GAREL, Bernard GAUDILLÈRE, Mme Camille MONTACIÉ, MM. Jean-François MARTINS, Mao PÉNINOU.

Excusée : Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE.

2e Commission

Mme Claudine BOUYGUES, MM. Jacques BOUTAULT, Jean-Bernard BROS, Mmes Geneviève BERTRAND, Lyne COHEN-SOLAL, Seybah DAGOMA, Maïté ERRECART, MM. Jean-Louis MISSIKA, Christian SAUTTER, Mme Valérie SACHS.

3e Commission

M. Claude DARGENT, Mme Marie-Chantal BACH, M. Denis BAUPIN, Mmes Edith CUIGNACHE-GALLOIS, Laurence DOUVIN, Annick LEPETIT, M. Christophe NAJDOVSKI.

Excusé : M. Jérôme COUMET.

4e Commission

M. Daniel MARCOVITCH, Mme Aline ARROUZE, M. Denis BAUPIN, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, MM. Yves CONTASSOT, François DAGNAUD, Mmes Isabelle GACHET, Fabienne GASNIER, Fabienne GIBOUDEAUX, Anne LE STRAT, Annick LEPETIT, Claude-Annick TISSOT.

5e Commission

Mme Danielle SIMONNET, MM. Hamou BOUAKKAZ, Georges SARRE, Mme Gisèle STIEVENARD.

Excusées : Mmes Sylvie WIEVIORKA, Véronique DUBARRY.

6e Commission

Mmes Karen TAÏEB, Liliane CAPELLE, M. Jean-Maire LE GUEN, Mme Martine MÉRIGOT de TREIGNY, M. Vincent ROGER, Mme Olga TROSTIANSKY.

Excusées : Mmes Catherine BRUNO, Véronique DUBARRY, Myriam EL KHOMRI.

7e Commission

Mmes Marie-Annick BARTHE, Michèle BLUMENTHAL, Colombe BROSSEL, MM. Bruno JULLIARD, Christophe NAJDOVSKI, Jean VUILLERMOZ.

Excusés : Mme Emmanuelle BECKER, M. Richard STEIN.

8e Commission

MM. René DUTREY, François VAUGLIN, Mmes Roxane DECORTE, Laurence DREYFUSS, MM. Jean-Yves MANO, Pierre MANSAT.

Excusée : Mme Anne HIDALGO.

9e Commission

Mme Geneviève BERTRAND, M. Philippe DUCLOUX, Mme Danielle FOURNIER, M. Christophe GIRARD, Mmes Hélène MACÉ de LÉPINAY, Danièle POURTAUD, MM. Hermano SANCHES-RUIVO, Pierre SCHAPIRA, Mme Catherine VIEU-CHARIER.

Excusée : Mme Catherine DUMAS.

Annexe n° 1 - Liste des questions écrites posées à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police.

A - Questions des Conseillers de Paris

Questions du groupe U.M.P.PA.

QE 2010-36 Question de Mme Laurence DOUVIN et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Préfet de police sur le décret n° 2010-1390 du 12 novembre portant diverses mesures de sécurité routière.

Libellé de la question :

"Dans le décret n° 2010-1390 du 12 novembre 2010, dans l'article 17, le premier alinéa de l'article R. 415-11est remplacé par les dispositions suivantes :

"1. - Tout conducteur est tenu de céder le passage, au besoin en s'arrêtant, au piéton s'engageant régulièrement dans la traversée d'une chaussée ou manifestant clairement l'intention de le faire ou circulant dans une aire piétonne ou une zone de rencontre".

Aussi, Mme Laurence DOUVIN, Conseiller de Paris et les élus du groupe U.M.P.P.A. s'interrogent sur la mention "s'engageant régulièrement", et demandent à M. le Préfet de police des précisions sur ce terme en fonction des différentes situations qui peuvent se présenter et des interprétations multiples auxquelles le flou de ce terme risque de conduire."

Réponse non parvenue.

QE 2010-37 Question de M. Claude GOASGUEN, Mme Danièle GIAZZI, M. Bernard DEBRÉ, Mmes Céline BOULAY-ESPERONNIER, Marie-Laure HAREL, M. Pierre GABORIAU, Mme Valérie HOFFENBERG, MM. Pierre AURIACOMBE, Eric HÉLARD et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris concernant les mesures prises pour faire cesser les gênes occasionnées sur l'espace public par l'abandon d'un chantier au 11/13, rue Henri-Heine (16e).

Libellé de la question :

"Le 28 août 2006, la Ville de Paris a délivré un permis de construire pour la construction au 11-13 rue Henri-Heine (16e) d'un bâtiment de R+5 étages avec 6e étage partiel sur 3 niveaux de sous-sol à usage de résidence de tourisme et stationnement. En juillet 2008, les travaux n'ayant pas commencé, le pétitionnaire a sollicité la prolongation de son autorisation d'urbanisme afin de ne pas en perdre le bénéfice. Cette prolongation lui ayant été refusée, un début d'exécution a été réalisé et constaté le 22 août 2008 mais depuis, le chantier n'a fait l'objet que de travaux épisodiques et semble manifestement abandonné.

Or, pour les besoins de ces travaux, une importante emprise sur l'espace public a été accordée. Outre les nuisances liées à l'abandon total du chantier et à la dégradation de la parcelle, l'emprise accordée sur le domaine municipal empêche la circulation normale des piétons, pose des problèmes de propreté et d'entretien et monopolise des emplacements de stationnement pourtant utiles dans le quartier.

Les Conseillers du 16e arrondissement et les membres du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Maire de Paris :

Quelles mesures il entend prendre pour que cessent rapidement les gênes occasionnées en particulier sur l'espace public par le chantier manifestement à l'abandon du 11-13 rue Henri Heine (16e) ?"

Réponse non parvenue.

QE 2010-38 Question de Mme Marie-Claire CARRERE-GEE et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris concernant le nombre de logements acquis pour chaque année, depuis la précédente mandature, pour la Ville de Paris et pour le 14eme arrondissement.

Libellé de la question :

"La Municipalité a fait du logement une priorité de son action, ambition tout à fait indispensable compte tenu du manque net de logements à Paris et des grandes difficultés à se loger rencontrées par un nombre croissant de Parisiens, pas seulement les plus modestes.

Pour augmenter le nombre de logements sociaux, la majorité municipale a notamment mis en place une politique d'acquisition d'immeubles du domaine privé, entiers et occupés, sans aucune considération de la situation matérielle des locataires, ce qui est tout à fait contestable :

- non seulement les locataires actuels, qui n'ont rien demandé à personne, se retrouvent du jour au lendemain, occupants de logements sociaux, alors qu'ils ne relèvent pas nécessairement de la nouvelle catégorie assigné à leur logement (PLS...) ;

- mais encore les appartements concernés ne peuvent-ils pour certains être effectivement attribués à des locataires visés par cette même catégorie qu'au terme du bail des occupants actuels, soit dans plusieurs années, voire plusieurs dizaines d'années.

L'efficacité de la dépense publique, et à travers elle la pertinence et la lisibilité de votre action, me semble particulièrement sujette à caution. Cela me parait grave, tout particulièrement sur un sujet aussi sensible pour les Parisiens que le logement.

Pour la bonne information de l'ensemble des représentants des Parisiennes et des Parisiens, Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE et les élus du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Maire de Paris, de leur communiquer, pour chaque année depuis le début de la précédente mandature, pour la Ville de Paris et le 14e arrondissement :

- le nombre de logements acquis, classés dans l'une des catégories de logements sociaux au moment de l'acquisition (et le nombre de passages d'une catégorie à l'autre le cas échéant) ;

- le nombre de logements acquis, issus du domaine privé et classés dans l'une des catégories de logements sociaux à la suite de ladite acquisition ;

- et parmi l'ensemble de ces logements acquis, le nombre de logements occupés et le nombre de logements libres au moment de l'acquisition ;

- le coût total des opérations d'acquisition."

Réponse non parvenue.

QE 2010-39 Question de Mme Rachida DATI et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative au coût d'entretien du Champ de Mars et aux moyens qui y sont affectés depuis 2008.

Libellé de la question :

"Mme Rachida DATI et les élus du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Maire de Paris :

- le montant annuel du coût d'entretien du Champ de Mars depuis 2008 ;

- le niveau d'effectifs (en ETP) qui y est affecté chaque année depuis cette même date."

Réponse non parvenue.

QE 2010-40 Question de Mme Rachida DATI et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative au coût des logements achetés occupés en vue de les conventionner en logements sociaux.

Libellé de la question :

"Mme Rachida DATI et les élus du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Maire de Paris les montants annuels respectifs depuis 2001 :

- du coût des acquisitions-conventionnements de logements occupés ;

- des dépenses correspondantes de la Ville de Paris."

Réponse non parvenue.

QE 2010-41 Question de Mme Rachida DATI et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative aux dépenses consacrées aux conservatoires municipaux depuis 2001.

Libellé de la question :

"Mme Rachida DATI et les élus du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Maire de Paris quels sont les montants annuels consacrés par la Ville de Paris aux dépenses respectives d'investissement et de fonctionnement des conservatoires municipaux, depuis 2001."

Réponse non parvenue.

QE 2010-42 Question de Mme Rachida DATI et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative aux dépenses consacrées au nettoyage de l'espace public, coûts de personnel compris.

Libellé de la question :

"Mme Rachida DATI et les élus du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Maire de Paris quels sont les montants annuels consacrés depuis 2001 par la Ville de Paris au nettoyage de l'espace public, coûts de personnel compris."

Réponse non parvenue.

B - Question d'un Conseil d'arrondissement.

QE 2010-35 Question du Conseil du 1er arrondissement à M. le Maire de Paris demandant des justifications sur la non attribution de deux appartements dans le 1er arrondissement.

Libellé de la question :

"Le Conseil du 1er arrondissement demande à M. le Maire de Paris de lui faire parvenir tous les éléments d'information justifiant la non-attribution de ces deux appartements depuis une aussi longue période."

Réponse non parvenue.

Annexe n° 2 - Budget d'investissement de la Ville de Paris pour 2011

RECAPITULATION GENERALE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

Missions	Libellés	Autorisations de programme	
		Dépenses	Recettes
01000	Cabinet du Maire	67 486,20	0,00
02000	Secrétariat général	28 315 501,09	5 846 778,86
03000	Inspection générale	22 713,21	4 988,00
04000	Sécrétariat général du conseil de Paris	498 904,78	251 502,00
05000	Systèmes et technologies de l'informatic	26 901 988,55	6 027 604,00
06000	Information et communication	567 293,37	375 240,00
08000	Prévention et protection	2 680 814,19	0,00
09000	Affaires juridiques	658 245,17	286 508,66
10000	Ressources humaines	8 116 538,73	2 327 958,00
11000	Délégation à l'évènementiel et au protoc	-485 051,31	0,00
13000	Immobilier, logistique et Transports	84 113 978,64	1 083 561,62
14000	Usagers, citoyens et territoires	16 634 299,96	157 620,79
15000	Politique de la Ville et de l'intégration	-1 827 959,05	0,00
21000	Patrimoine et architecture	1 532 520 482,18	688 529 847,23
23000	Espaces verts et environnement	192 606 654,03	117 016,28
30000	Familles et petite enfance	365 819 253,49	36 751 340,60
34000	Action sociale, enfance et santé	-4 228 644,92	183 036,00
40000	Affaires culturelles	406 882 290,93	85 509 162,48
50000	Finances (services financiers communs)	67 190 261,29	-10 183 553,51
51000	Finances	-7 200 865,70	-7 532 623,50
55000	Développement économique et emploi	33 219 964,55	1 410 862,00
60000	Urbanisme	254 868 215,35	-75 828 939,88
61000	Voirie et déplacements	1 313 706 361,89	238 379 733,66
64000	Propreté et eau	90 726 823,11	24 940 470,14
65000	Logement et habitat	14 894 446,08	129 053,92
80000	Affaires scolaires	515 922 404,59	25 812 505,68
88000	Jeunesse et sports	519 951 342,41	68 357 874,38
	Missions organiques	**5 463 143 742,81**	**1 092 937 547,41**
90000	Dons et legs	11 992 376,08	147 027 684,28
90001	Etudes	56 158 332,60	149 953 952,50
90002	Grands projets de rénovation urbaine	231 258 118,92	38 363 349,19
90003	Action en faveur des personnes handica	25 538 587,56	3 323 200,00
90004	Opérations sous mandat	53 066 212,09	78 497 017,50
90005	Schéma directeur informatique	159 089 849,44	1 500 000,00
90006	Compte foncier	1 583 938 066,16	1 878 161 302,74
90007	Avances de trésorerie	42 531 278,68	-383 290 367,16
90010	Subventions d'équipement	1 822 093 386,36	618 100,00
90011	Avances sur marchés	30 180 587,20	29 238 762,27
	Missions transversales	**4 015 846 795,09**	**1 943 393 001,32**
	TOTAL GENERAL	**9 478 990 537,90**	**3 036 330 548,73**

VILLE DE PARIS	BUDGET PRINCIPAL	BUDGET PRIMITIF
IV - ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION		A1

A1 - PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1)

Art. Chap (2)	Libellé	Non ventilable 01	0 Services généraux des administrations (sauf 01)	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement et formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse
	FONCTIONNEMENT						
	DEPENSES (2)	849 492 719,00	1 032 585 200,00	60 328 150,00	428 234 600,00	273 902 050,00	239 231 600,00
	Dépenses de l'exercice	849 492 719,00	1 032 585 200,00	60 328 150,00	428 234 600,00	273 902 050,00	239 231 600,00
011	CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRALE	10 000 000,00	187 995 286,00	11 570 350,00	37 787 200,00	32 977 650,00	74 220 000,00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILÉS		377 411 100,00	42 827 800,00	290 594 900,00	146 647 900,00	150 371 600,00
014	ATTÉNUATIONS DE PRODUITS	90 183 400,00	119 362 962,00				
022	DÉPENSES IMPRÉVUES	2 795 000,00					
023	*VIREMENT À LA SECTION D'INVESTISSEMENT*	*266 108 219,00*					
042	*OPÉRATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS*	*363 000 000,00*					
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	5 407 100,00	333 889 352,00	5 930 000,00	99 660 000,00	94 173 000,00	13 473 000,00
656	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	3 699 000,00					
66	CHARGES FINANCIÈRES	95 800 000,00	163 000,00			2 000,00	
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	12 500 000,00	13 763 500,00		192 500,00	101 500,00	1 167 000,00
	Restes à réaliser - reports dépenses						
	RECETTES (2)	3 744 380 393,00	165 365 532,00	1 000 000,00	16 810 047,00	15 463 232,00	56 214 153,00
	Recettes de l'exercice	3 744 380 393,00	165 365 532,00	1 000 000,00	16 810 047,00	15 463 232,00	56 214 153,00
013	ATTÉNUATIONS DE CHARGES		19 060 000,00				
042	*OPÉRATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS*	*49 210 000,00*					
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES		14 943 590,00	764 000,00	14 526 125,00	10 521 000,00	30 907 320,00
73	IMPÔTS ET TAXES	2 369 349 848,00	260 000,00				
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	1 322 300 545,00	3 870 272,00	236 000,00	1 675 480,00	1 303 315,00	12 221 833,00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		125 362 433,00		608 442,00	2 749 600,00	12 960 000,00
76	PRODUITS FINANCIERS	500 000,00	501 237,00			89 317,00	
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	3 020 000,00	1 368 000,00			800 000,00	125 000,00
	Restes à réaliser - reports recettes						
	SOLDE	2 894 887 674,00	-867 219 668,00	-59 328 150,00	-411 424 553,00	-258 438 818,00	-183 017 447,00

VILLE DE PARIS	BUDGET PRINCIPAL	BUDGET PRIMITIF
IV - ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION		A1

A1 - PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1)

Art. Chap (2)	Libellé	Non ventilable 01	0 Services généraux des administrations (sauf 01)	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement et formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse
	INVESTISSEMENT						
	DEPENSES (3)	860 908 003,00	240 666 745,00	2 317 366,00	133 671 491,00	71 076 330,00	128 669 020,00
	Dépenses de l'exercice	860 908 003,00	240 666 745,00	2 317 366,00	133 671 491,00	71 076 330,00	128 669 020,00
020	DÉPENSES IMPRÉVUES	2 000 000,00					
040	*OPÉRATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS*	*49 210 000,00*					
041	*OPÉRATIONS PATRIMONIALES*	*12 850 000,00*	*78 984 286,00*	*17 000,00*	*314 595,00*	*1 080 945,00*	*6 016 620,00*
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	500 000,00					
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	784 348 003,00	46 000,00				
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 000 000,00	8 881 818,00		220 000,00	1 200 000,00	3 207 596,00
204	SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT VERSÉES		20 025 000,00		11 525 000,00	4 132 800,00	2 296 500,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 000 000,00	12 409 224,00	594 252,00	7 467 632,00	7 810 000,00	13 005 311,00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	6 000 000,00	116 006 942,00	706 114,00	110 594 264,00	56 552 585,00	104 142 993,00
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS	500 000,00					
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	500 000,00	200 000,00			300 000,00	
45	COMPTABILITÉ DISTINCTE RATTACHEE		4 113 475,00	1 000 000,00	3 550 000,00		
	Restes à réaliser - reports dépenses						
	RECETTES (2)	2 117 261 417,00	79 124 286,00	1 015 000,00	364 595,00	3 709 271,00	8 508 620,00
	Recettes de l'exercice	2 117 261 417,00	79 124 286,00	1 015 000,00	364 595,00	3 709 271,00	8 508 620,00
021	*VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT*	*266 108 219,00*					
024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS						
040	*OPÉRATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS*	*363 000 000,00*					
041	*OPÉRATIONS PATRIMONIALES*	*12 850 000,00*	*78 984 286,00*	*15 000,00*	*314 595,00*	*1 080 945,00*	*6 018 620,00*
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	107 125 000,00				*600 000,00*	
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT					*2 028 326,00*	
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	1 368 178 198,00					
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
23	IMMOBILISATIONS EN COURS						*2 490 000,00*
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES		140 000,00				
45	COMPTABILITÉ DISTINCTE RATTACHEE			*1 000 000,00*	*50 000,00*		
	Restes à réaliser - reports recettes						
	SOLDE	1 256 353 414,00	-161 542 459,00	-1 302 366,00	-133 306 896,00	-67 367 059,00	-120 160 400,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé)
(2) S'il s'agit du Budget Supplémentaire ou de Décisions Modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP+DM+BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que les restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01 - non ventilable.

VILLE DE PARIS	BUDGET PRINCIPAL	BUDGET PRIMITIF
IV - ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION		A1

A1 - PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1)

5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagement et services urbains, environnement	9 Action économique	TOTAL	Art. Chap (2)
INVESTISSEMENT						
8 743 732,00	61 500 000,00	289 515 000,00	662 868 710,00	2 530 000,00	2 462 466 397,00	
8 743 732,00	61 500 000,00	289 515 000,00	662 868 710,00	2 530 000,00	2 462 466 397,00	
					2 000 000,00	020
					49 210 000,00	*040*
	9 000 000,00		*36 354 958,00*		*144 618 404,00*	*041*
			55 000,00		555 000,00	13
		100 000,00			784 494 003,00	16
			6 190 818,00	33 000,00	21 733 232,00	20
	5 000 000,00	287 000 000,00	113 300 000,00		443 279 300,00	204
	3 000 000,00	15 000,00	224 509 876,00	10 000,00	271 821 295,00	21
8 743 732,00	44 400 000,00	2 400 000,00	279 378 058,00	2 487 000,00	731 411 688,00	23
					500 000,00	26
			3 000 000,00		4 000 000,00	27
	100 000,00		80 000,00		8 843 475,00	45
0,00	11 000 000,00	15 500 000,00	225 983 208,00	0,00	2 462 466 397,00	
0,00	11 000 000,00	15 500 000,00	225 983 208,00	0,00	2 462 466 397,00	
					266 108 219,00	*021*
			100 000 000,00		100 000 000,00	024
					363 000 000,00	*040*
	9 000 000,00		*36 354 958,00*		*144 618 404,00*	*041*
					107 725 000,00	10
	2 000 000,00		*37 610 000,00*		41 638 326,00	13
		100 000,00			1 368 278 198,00	16
			178 000,00		178 000,00	20
			2 400 000,00		2 400 000,00	21
			1 760 250,00		4 250 250,00	23
		15 400 000,00	*47 600 000,00*		63 140 000,00	27
			80 000,00		1 130 000,00	45
-8 743 732,00	-50 500 000,00	-274 015 000,00	-436 885 502,00	-2 530 000,00	0,00	

Annexe n° 3 - Budget de fonctionnement de la Ville de Paris pour 2011

VILLE DE PARIS	BUDGET PRINCIPAL	BUDGET PRIMITIF
II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES		A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget précédent	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (RAR + VOTE)
011	CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRALE	713 127 370,00		704 069 417,00	704 674 417,00	704 674 417,00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILÉS	1 824 444 300,00		1 869 495 000,00	1 869 495 000,00	1 869 495 000,00
014	ATTÉNUATIONS DE PRODUITS	234 634 949,00		209 546 362,00	209 546 362,00	209 546 362,00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 653 280 125,00		1 716 511 378,00	1 720 291 378,00	1 720 291 378,00
656	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	3 680 400,00		3 699 000,00	3 699 000,00	3 699 000,00
	Total des dépenses de gestion courante	4 429 167 144,00		4 503 321 157,00	4 507 706 157,00	4 507 706 157,00
66	CHARGES FINANCIÈRES	95 950 000,00		95 965 000,00	95 965 000,00	95 965 000,00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	49 452 800,00		49 303 500,00	49 303 500,00	49 303 500,00
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS (4)					
022	DÉPENSES IMPRÉVUES	4 000 000,00		5 000 000,00	2 795 000,00	2 795 000,00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	4 578 569 944,00		4 653 589 657,00	4 655 769 657,00	4 655 769 657,00
023	*VIREMENT À LA SECTION D'INVESTISSEMENT (5)*	*140 000 000,00*		*268 288 219,00*	*266 108 219,00*	*266 108 219,00*
042	*OPÉRATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (5)*	*306 000 000,00*		*363 000 000,00*	*363 000 000,00*	*363 000 000,00*
043	*OPÉRATIONS D'ORDRE À L'INTÉRIEUR DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (5)*					
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***446 000 000,00***		***631 288 219,00***	***629 108 219,00***	***629 108 219,00***
	TOTAL	5 024 569 944,00		5 284 877 876,00	5 284 877 876,00	5 284 877 876,00
						+
	D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)					
						=
	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES					5 284 877 876,00

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget précédent	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (RAR + VOTE)
013	ATTÉNUATIONS DE CHARGES	8 696 000,00		19 060 000,00	19 060 000,00	19 060 000,00
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	300 455 172,00		305 599 935,00	305 599 935,00	305 599 935,00
73	IMPÔTS ET TAXES	2 754 772 000,00		2 929 091 827,00	2 929 091 827,00	2 929 091 827,00
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	1 445 196 640,00		1 462 539 645,00	1 462 539 645,00	1 462 539 645,00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	497 443 461,00		507 639 915,00	507 639 915,00	507 639 915,00
	Total des recettes de gestion courante	5 006 563 273,00		5 223 931 322,00	5 223 931 322,00	5 223 931 322,00
76	PRODUITS FINANCIERS	7 523 731,00		5 712 554,00	5 712 554,00	5 712 554,00
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	4 582 940,00		6 024 000,00	6 024 000,00	6 024 000,00
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS					
	Total des recettes réelles de fonctionnement	5 018 669 944,00		5 235 667 876,00	5 235 667 876,00	5 235 667 876,00
042	OPÉRATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	5 900 000,00		49 210 000,00	*49 210 000,00*	49 210 000,00
043	OPÉRATIONS D'ORDRE À L'INTÉRIEUR DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT					
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	*5 900 000,00*		***49 210 000,00***	***49 210 000,00***	***49 210 000,00***
	TOTAL	5 024 569 944,00		5 284 877 876,00	5 284 877 876,00	5 284 877 876,00
						+
	R002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)					
						=
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES					5 284 877 876,00

Pour information :

Il s'agit pour un budget voté en équilibre de ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissement	AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE PAR LA SECTION D'INVESTISSEMENT (11)	1 019 998 219,00

(1) cf.état - Modalités de vote.
(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(4) Si la commune ou l'établissement apptique le régime des provisions semi-budg-taires.
(5) *DF 023 =RI 021 ; DI 040= RF 042 ; RI 040= DF 042 ; DI 041= RI 041 ; DF 043 = RF 043.*
(6) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissements, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.
(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace tes travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(10) Le compte 1068 n'est pas un chapitre, mais un article du chapitre 10.
(11) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 - RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 - DI 040.

VILLE DE PARIS	BUDGET PRINCIPAL	BUDGET PRIMITIF
IV - ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION		A1

A1 - PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1)

Art. Chap (2)	Libellé	Non ventilable 01	0 Services généraux des administrations (sauf 01)	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement et formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse
	FONCTIONNEMENT						
	DEPENSES (2)	849 492 719,00	1 032 585 200,00	60 328 150,00	428 234 600,00	273 902 050,00	239 231 600,00
	Dépenses de l'exercice	849 492 719,00	1 032 585 200,00	60 328 150,00	428 234 600,00	273 902 050,00	239 231 600,00
011	CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRALE	10 000 000,00	187 995 286,00	11 570 350,00	37 787 200,00	32 977 650,00	74 220 000,00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILÉS		377 411 100,00	42 827 800,00	290 594 900,00	146 647 900,00	150 371 600,00
014	ATTÉNUATIONS DE PRODUITS	90 183 400,00	119 362 962,00				
022	DÉPENSES IMPRÉVUES	2 795 000,00					
023	*VIREMENT À LA SECTION D'INVESTISSEMENT*	*266 108 219,00*					
042	*OPÉRATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS*	*363 000 000,00*					
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	5 407 100,00	333 889 352,00	5 930 000,00	99 660 000,00	94 173 000,00	13 473 000,00
656	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	3 699 000,00					
66	CHARGES FINANCIÈRES	95 800 000,00	163 000,00			2 000,00	
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	12 500 000,00	13 763 500,00		192 500,00	101 500,00	1 167 000,00
	Restes à réaliser - reports dépenses						
	RECETTES (2)	3 744 380 393,00	165 365 532,00	1 000 000,00	16 810 047,00	15 463 232,00	56 214 153,00
	Recettes de l'exercice	3 744 380 393,00	165 365 532,00	1 000 000,00	16 810 047,00	15 463 232,00	56 214 153,00
013	ATTÉNUATIONS DE CHARGES		19 060 000,00				
042	*OPÉRATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS*	*49 210 000,00*					
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES		14 943 590,00	764 000,00	14 526 125,00	10 521 000,00	30 907 320,00
73	IMPÔTS ET TAXES	2 369 349 848,00	260 000,00				
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	1 322 300 545,00	3 870 272,00	236 000,00	1 675 480,00	1 303 315,00	12 221 833,00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		125 362 433,00		608 442,00	2 749 600,00	12 960 000,00
76	PRODUITS FINANCIERS	500 000,00	501 237,00			89 317,00	
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	3 020 000,00	1 368 000,00			800 000,00	125 000,00
	Restes à réaliser - reports recettes						
	SOLDE	2 894 887 674,00	-867 219 668,00	-59 328 150,00	-411 424 553,00	-258 438 818,00	-183 017 447,00

VILLE DE PARIS	BUDGET PRINCIPAL	BUDGET PRIMITIF
IV - ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION		A1

A1 - PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1)

5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagement et services urbains, environnement	9 Action économique	TOTAL	Art. Chap (2)
FONCTIONNEMENT						
998 713 226,00	332 372 700,00	38 176 400,00	999 529 831,00	32 311 400,00	5 284 877 876,00	
998 713 226,00	332 372 700,00	38 176 400,00	999 529 831,00	32 311 400,00	5 284 877 876,00	
129 900,00	21 632 400,00	9 416 400,00	314 648 231,00	4 297 000,00	704 674 417,00	011
46 136 400,00	269 999 300,00	18 215 000,00	509 492 600,00	17 798 400,00	1 869 495 000,00	012
					209 546 362,00	014
					2 795 000,00	022
					266 108 219,00	*023*
					363 000 000,00	*042*
952 386 926,00	40 541 000,00	10 545 000,00	154 306 000,00	9 980 000,00	1 720 291 378,00	65
					3 699 000,00	656
					95 965 000,00	66
60 000,00	200 000,00		21 083 000,00	236 000,00	49 303 500,00	67
83 540,00	182 000 000,00	175 822 000,00	911 879 479,00	15 859 500,00	5 284 877 876,00	
83 540,00	182 000 000,00	175 822 000,00	911 879 479,00	15 859 500,00	5 284 877 876,00	
					19 060 000,00	013
					49 210 000,00	*042*
	64 000 000,00	1 395 000,00	163 294 900,00	5 248 000,00	305 599 935,00	70
			559 291 979,00	190 000,00	2 929 091 827,00	73
	118 000 000,00	900 000,00	1 962 200,00	70 000,00	1 462 539 645,00	74
83 540,00		171 614 000,00	184 560 400,00	9 701 500,00	507 639 915,00	75
		1 812 000,00	2 160 000,00	650 000,00	5 712 554,00	76
		101 000,00	610 000,00		6 024 000,00	77
-998 629 686,00	-150 372 700,00	137 645 600,00	-87 650 352,00	-16 451 900,00	0,00	

Annexe n° 4 - Scrutin public relatif au vœu n° 87 concernant le tournoi de Roland Garros.

Groupe Centre et Indépendants

	Vote	Nom	Procuration
123	Pour	M. CAVADA Jean-Marie	
149	Pour	M. DUBUS Jerome	
151	Pour	M. HELARD Eric	
100	Pour	M. POZZO DI-BORGO Yves	
147	Pour	M. SAINT-ETIENNE Christian	
150	Pour	Mme ASMANI Lynda	
124	Pour	Mme BERTRAND Genevieve	
101	Pour	Mme BRUNO Catherine	
148	Pour	Mme CUIGNACHE-GALLOIS Edith	
125	Pour	Mme GASNIER Fabienne	
146	Pour	Mme SACHS Valerie	
122	Pour	Mme TACHENE Anne	

(Votants: 12 / 0)

Groupe Communiste et élus du Parti de Gauche

	Vote	Nom	Procuration
1	Pour	M. BROSSAT Ian	
42	Pour	M. CORBIERE Alexis	
17	Pour	M. LHOSTIS Alain	
78	Pour	M. MANSAT Pierre	
12	Pour	M. VUILLERMOZ Jean	
18	Pour	Mme ARROUZE Aline	
20	Pour	Mme BECKER Emmanuelle	
19	Pour	Mme BIDARD Helene	
41	Pour	Mme SIMONNET Danielle	
120	Pour	Mme VIEU-CHARIER Catherine	Mme BECKER Emmanuelle

(Votants: 10 / 0)

Groupe Europe Ecologie Les Verts et Apparentés

	Vote	Nom	Procuration
13	Contre	M. BAUPIN Denis	M. GAREL Sylvain
22	Contre	M. BOUTAULT Jacques	
144	Contre	M. CHARZAT Michel	
45	Contre	M. CONTASSOT Yves	
44	Contre	M. DUTREY Rene	
3	Contre	M. GAREL Sylvain	
98	Contre	M. NAJDOVSKI Christophe	
53	Contre	Mme DUBARRY Veronique	
23	Contre	Mme FOURNIER Danielle	
56	Contre	Mme GIBOUDEAUX Fabienne	
143	Contre	Mme LOPEZ Katia	

(Votants: 11 / 0)

Groupe Socialiste et Radical de gauche

	Vote	Nom	Procuration
47	Pour	M. AIDENBAUM Pierre	
114	Pour	M. ALAYRAC Gilles	
92	Pour	M. ASSOULINE Daniel	
135	Pour	M. ASSOULINE David	M. KLUGMAN Patrick
158	Pour	M. BARGETON Julien	
24	Pour	M. BLOCHE Patrick	M. CHERKI Pascal
33	Pour	M. BOUAKKAZ Hamou	
68	Pour	M. BRAVO Jacques	
30	Pour	M. BROS Jean-Bernard	
4	Pour	M. CAFFET Jean-Pierre	
65	Pour	M. CARON-THIBAULT Gauthier	
46	Pour	M. CHERKI Pascal	
69	Pour	M. COUMET Jerome	Mme LANG Anne-Christine
5	Pour	M. DAGNAUD Francois	
115	Pour	M. DARGENT Claude	
163	Pour	M. DELANOE Bertrand	
94	Pour	M. DUCLOUX Philippe	
70	Pour	M. FERAUD Remi	
8	Pour	M. GAUDILLERE Bernard	
6	Pour	M. GIRARD Christophe	
57	Pour	M. GUILLOT Didier	M. GIRARD Christophe
73	Pour	M. JULLIARD Bruno	
112	Pour	M. KLUGMAN Patrick	
75	Pour	M. LE GUEN Jean-Marie	M. PENINOU Mao
140	Pour	M. LEVY Romain	
71	Pour	M. MADEC Roger	M. DAGNAUD Francois
77	Pour	M. MANO Jean-Yves	
159	Pour	M. MARCOVITCH Daniel	
139	Pour	M. MERCIER Etienne	Mme POLSKI Olivia
96	Pour	M. MISSIKA Jean-Louis	Mme TROSTIANSKY Olga
88	Pour	M. MOINE Philippe	
119	Pour	M. PENINOU Mao	
117	Pour	M. SANCHES-RUIVO Hermano	
28	Pour	M. SAUTTER Christian	
99	Pour	M. SCHAPIRA Pierre	
49	Pour	M. VAILLANT Daniel	
93	Pour	M. VAUGLIN Francois	
2	Pour	Mme BACHE Marinette	
90	Pour	Mme BARTHE Marie-Annick	
26	Pour	Mme BENGUIGUI Yamina	
72	Pour	Mme BERTINOTTI Dominique	M. MOINE Philippe
25	Pour	Mme BLUMENTHAL Michele	
27	Pour	Mme BOISTARD Pascale	Mme ERRECART Maite
141	Pour	Mme BOUYGUES Claudine	
31	Pour	Mme BROSSEL Colombe	
48	Pour	Mme CALANDRA Frederique	M. BARGETON Julien
32	Pour	Mme CAPELLE Liliane	
91	Pour	Mme CHARNOZ Sandrine	Mme BLUMENTHAL Michele
121	Pour	Mme CHRISTIENNE Odette	
51	Pour	Mme COHEN-SOLAL Lyne	

52	Pour	Mme DAGOMA Seybah	
157	Pour	Mme DASPET Virginie	
118	Pour	Mme de LA GONTRIE Marie-Pierre	M. FERAUD Remi
54	Pour	Mme EL KHOMRI Myriam	
55	Pour	Mme ERRECART Maite	
137	Pour	Mme FILOCHE Lea	
95	Pour	Mme FLAM Mireille	Mme FILOCHE Lea
111	Pour	Mme GACHET Isabelle	
113	Pour	Mme GOLDGRAB Laurence	
7	Pour	Mme HIDALGO Anne	
138	Pour	Mme JEMNI Halima	
74	Pour	Mme LALEM Fatima	
89	Pour	Mme LANG Anne-Christine	
76	Pour	Mme LE STRAT Anne	M. SCHAPIRA Pierre
11	Pour	Mme LEPETIT Annick	
97	Pour	Mme MONTACIE Camille	
66	Pour	Mme MOREL Claire	
87	Pour	Mme OLIVIER Annick	
142	Pour	Mme PIGEON Frederique	
116	Pour	Mme POLSKI Olivia	
50	Pour	Mme POURTAUD Daniele	
136	Pour	Mme RICHARD Firmine	Mme HIDALGO Anne
29	Pour	Mme STIEVENARD Gisele	
21	Pour	Mme TAIEB Karen	
9	Pour	Mme TROSTIANSKY Olga	
67	Pour	Mme VERON Pauline	
43	Pour	Mme WIEVIORKA Sylvie	M. CARON-THIBAULT Gauthier

(Votants: 77 / 0)

Groupe Non-Inscrit

	Vote	Nom	Procuration
145	Contre	M. MARTINS Jean-Francois	
10	Nppv	M. SARRE Georges	

(Votants: 2 / 0)

Groupe UMP

	Vote	Nom	Procuration
153	Pour	M. AURIACOMBE Pierre	
82	Pour	M. BENESSIANO Herve	Mme HAREL Maire-Laure
106	Pour	M. BERTHAULT Jean-Didier	
127	Pour	M. BOURNAZEL Pierre-Yves	Mme MERIGOT de TREIGNY Martine
59	Pour	M. CHARON Pierre	Mme CHERIOUX de SOULTRAIT Joelle
132	Pour	M. COUDERT Thierry	Mme BOULAY-ESPERONNIER Celine
107	Pour	M. COURTOIS Daniel-Georges	M. MENGUY Jean-Baptiste
131	Pour	M. d'ABOVILLE Gerard	M. DESTREM Alain
62	Pour	M. DEBRE Bernard	M. GOASGUEN Claude
83	Pour	M. DESTREM Alain	
80	Pour	M. DUMONT Michel	Mme TISSOT Claude-Annick
133	Pour	M. GABORIAU Pierre	
161	Pour	M. GIANNESINI Jean-Jacques	
34	Pour	M. GOASGUEN Claude	
37	Pour	M. GOUJON Philippe	Mme GIAZZI Daniele
14	Pour	M. LAMOUR Jean-Francois	
61	Pour	M. LEBEL Francois	
155	Pour	M. MENGUY Jean-Baptiste	
130	Pour	M. ROGER Vincent	
103	Pour	M. STEIN Richard	
16	Pour	M. TIBERI Jean	M. LEBEL Francois
58	Pour	M. TREMEGE Patrick	Mme BACH Marie-Chantal
160	Pour	Melle DAUVERGNE Emmanuelle	
152	Pour	Melle HOFFENBERG Valerie	
110	Pour	Mme BACH Marie-Chantal	
85	Pour	Mme BOULAY-ESPERONNIER Celine	
129	Pour	Mme BURKLI Delphine	M. ROGER Vincent
105	Pour	Mme CARRERE GEE Maire-Claire	M. AURIACOMBE Pierre
108	Pour	Mme CHERIOUX de SOULTRAIT Joelle	
36	Pour	Mme DATI Rachida	
39	Pour	Mme de PANAFIEU Francoise	M. STEIN Richard
35	Pour	Mme DOUVIN Laurence	
63	Pour	Mme DUMAS Catherine	M. GABORIAU Pierre
81	Pour	Mme GIAZZI Daniele	
162	Pour	Mme HAREL Maire-Laure	
60	Pour	Mme KUSTER Brigitte	Mme DATI Rachida
38	Pour	Mme LAGARDE Christine	M. LAMOUR Jean-Francois
156	Pour	Mme MERIGOT de TREIGNY Martine	
104	Pour	Mme NAMY-CAULIER Martine	Melle HOFFENBERG Valerie
154	Pour	Mme ONGHENA Anne-Constance	M. GIANNESINI Jean-Jacques
128	Pour	Mme POIRAULT-GAUVIN Geraldine	Melle DAUVERGNE Emmanuelle
79	Pour	Mme TISSOT Claude-Annick	

(Votants: 42 / 0)

Annexe n° 5 - Scrutin public relatif au vœu n° 88 concernant le tournoi de Roland Garros.

Groupe Centre et Indépendants

	Vote	Nom	Procuration
123	Contre	M. CAVADA Jean-Marie	
149	Contre	M. DUBUS Jerome	
151	Contre	M. HELARD Eric	
100	Contre	M. POZZO DI-BORGO Yves	
147	Contre	M. SAINT-ETIENNE Christian	
150	Contre	Mme ASMANI Lynda	
124	Contre	Mme BERTRAND Genevieve	
101	Contre	Mme BRUNO Catherine	
148	Contre	Mme CUIGNACHE-GALLOIS Edith	
125	Contre	Mme GASNIER Fabienne	
146	Contre	Mme SACHS Valerie	
122	Contre	Mme TACHENE Anne	

(Votants: 12 / 0)

Groupe Communiste et élus du Parti de Gauche

	Vote	Nom	Procuration
1	Contre	M. BROSSAT Ian	
42	Contre	M. CORBIERE Alexis	
17	Contre	M. LHOSTIS Alain	
78	Contre	M. MANSAT Pierre	
12	Contre	M. VUILLERMOZ Jean	
18	Contre	Mme ARROUZE Aline	
20	Contre	Mme BECKER Emmanuelle	
19	Contre	Mme BIDARD Helene	M. BROSSAT Ian
41	Contre	Mme SIMONNET Danielle	
120	Contre	Mme VIEU-CHARIER Catherine	Mme BECKER Emmanuelle

(Votants: 10 / 0)

Groupe Europe Ecologie Les Verts et Apparentés

	Vote	Nom	Procuration
13	Pour	M. BAUPIN Denis	
22	Pour	M. BOUTAULT Jacques	
144	Pour	M. CHARZAT Michel	
45	Pour	M. CONTASSOT Yves	
44	Pour	M. DUTREY Rene	
3	Pour	M. GAREL Sylvain	
98	Pour	M. NAJDOVSKI Christophe	
53	Pour	Mme DUBARRY Veronique	
23	Pour	Mme FOURNIER Danielle	
56	Pour	Mme GIBOUDEAUX Fabienne	
143	Pour	Mme LOPEZ Katia	

(Votants: 11 / 0)

Groupe Socialiste et Radical de gauche

	Vote	Nom	Procuration
47	Contre	M. AIDENBAUM Pierre	
114	Contre	M. ALAYRAC Gilles	
92	Contre	M. ASSOULINE Daniel	
135	Contre	M. ASSOULINE David	
158	Contre	M. BARGETON Julien	
24	Contre	M. BLOCHE Patrick	M. CHERKI Pascal
33	Contre	M. BOUAKKAZ Hamou	
68	Contre	M. BRAVO Jacques	
30	Contre	M. BROS Jean-Bernard	
4	Contre	M. CAFFET Jean-Pierre	
65	Contre	M. CARON-THIBAULT Gauthier	
46	Contre	M. CHERKI Pascal	
69	Contre	M. COUMET Jerome	Mme LANG Anne-Christine
5	Contre	M. DAGNAUD Francois	
115	Contre	M. DARGENT Claude	
163	Contre	M. DELANOE Bertrand	
94	Contre	M. DUCLOUX Philippe	
70	Contre	M. FERAUD Remi	
8	Contre	M. GAUDILLERE Bernard	
6	Contre	M. GIRARD Christophe	
57	Contre	M. GUILLOT Didier	M. GIRARD Christophe
73	Contre	M. JULLIARD Bruno	
112	Contre	M. KLUGMAN Patrick	
75	Contre	M. LE GUEN Jean-Marie	M. PENINOU Mao
140	Contre	M. LEVY Romain	
71	Contre	M. MADEC Roger	M. DAGNAUD Francois
77	Contre	M. MANO Jean-Yves	
159	Contre	M. MARCOVITCH Daniel	
139	Contre	M. MERCIER Etienne	Mme POLSKI Olivia
96	Contre	M. MISSIKA Jean-Louis	Mme TROSTIANSKY Olga
88	Contre	M. MOINE Philippe	
119	Contre	M. PENINOU Mao	
117	Contre	M. SANCHES-RUIVO Hermano	
28	Contre	M. SAUTTER Christian	
99	Contre	M. SCHAPIRA Pierre	
49	Contre	M. VAILLANT Daniel	
93	Contre	M. VAUGLIN Francois	
2	Contre	Mme BACHE Marinette	
90	Contre	Mme BARTHE Marie-Annick	
26	Contre	Mme BENGUIGUI Yamina	
72	Contre	Mme BERTINOTTI Dominique	M. MOINE Philippe
25	Contre	Mme BLUMENTHAL Michele	
27	Contre	Mme BOISTARD Pascale	Mme ERRECART Maite
141	Contre	Mme BOUYGUES Claudine	
31	Contre	Mme BROSSEL Colombe	
48	Contre	Mme CALANDRA Frederique	
32	Contre	Mme CAPELLE Liliane	
91	Contre	Mme CHARNOZ Sandrine	Mme BLUMENTHAL Michele
121	Contre	Mme CHRISTIENNE Odette	
51	Contre	Mme COHEN-SOLAL Lyne	

52	Contre	Mme DAGOMA Seybah	
157	Contre	Mme DASPET Virginie	
118	Contre	Mme de LA GONTRIE Marie-Pierre	M. FERAUD Remi
54	Contre	Mme EL KHOMRI Myriam	
55	Contre	Mme ERRECART Maite	
137	Contre	Mme FILOCHE Lea	
95	Contre	Mme FLAM Mireille	Mme FILOCHE Lea
111	Contre	Mme GACHET Isabelle	
113	Contre	Mme GOLDGRAB Laurence	
7	Contre	Mme HIDALGO Anne	
138	Contre	Mme JEMNI Halima	
74	Contre	Mme LALEM Fatima	
89	Contre	Mme LANG Anne-Christine	
76	Contre	Mme LE STRAT Anne	
11	Contre	Mme LEPETIT Annick	
97	Contre	Mme MONTACIE Camille	
66	Contre	Mme MOREL Claire	
87	Contre	Mme OLIVIER Annick	
142	Contre	Mme PIGEON Frederique	
116	Contre	Mme POLSKI Olivia	
50	Contre	Mme POURTAUD Daniele	
136	Contre	Mme RICHARD Firmine	Mme HIDALGO Anne
29	Contre	Mme STIEVENARD Gisele	
21	Contre	Mme TAIEB Karen	
9	Contre	Mme TROSTIANSKY Olga	
67	Contre	Mme VERON Pauline	
43	Contre	Mme WIEVIORKA Sylvie	M. CARON-THIBAULT Gauthier

(Votants: 77 / 0)

Groupe Non-Inscrit

	Vote	Nom	Procuration
145	Pour	M. MARTINS Jean-Francois	
10	Contre	M. SARRE Georges	

(Votants: 2 / 0)

Groupe UMP

	Vote	Nom	Procuration
153	Contre	M. AURIACOMBE Pierre	
82	Contre	M. BENESSIANO Herve	Mme HAREL Maire-Laure
106	Contre	M. BERTHAULT Jean-Didier	Mme DOUVIN Laurence
127	Contre	M. BOURNAZEL Pierre-Yves	Mme MERIGOT de TREIGNY Martine
59	Contre	M. CHARON Pierre	Mme CHERIOUX de SOULTRAIT Joelle
132	Contre	M. COUDERT Thierry	Mme BOULAY-ESPERONNIER Celine
107	Contre	M. COURTOIS Daniel-Georges	M. MENGUY Jean-Baptiste
131	Contre	M. d'ABOVILLE Gerard	M. DESTREM Alain
62	Contre	M. DEBRE Bernard	M. GOASGUEN Claude
83	Contre	M. DESTREM Alain	
80	Contre	M. DUMONT Michel	Mme TISSOT Claude-Annick
133	Contre	M. GABORIAU Pierre	
161	Contre	M. GIANNESINI Jean-Jacques	
34	Contre	M. GOASGUEN Claude	
37	Contre	M. GOUJON Philippe	Mme GIAZZI Daniele
14	Contre	M. LAMOUR Jean-Francois	
61	Contre	M. LEBEL Francois	
155	Contre	M. MENGUY Jean-Baptiste	
130	Contre	M. ROGER Vincent	
103	Contre	M. STEIN Richard	
16	Contre	M. TIBERI Jean	
58	Contre	M. TREMEGE Patrick	Mme BACH Marie-Chantal
160	Contre	Melle DAUVERGNE Emmanuelle	
152	Contre	Melle HOFFENBERG Valerie	
110	Contre	Mme BACH Marie-Chantal	
85	Contre	Mme BOULAY-ESPERONNIER Celine	
129	Contre	Mme BURKLI Delphine	M. ROGER Vincent
105	Contre	Mme CARRERE GEE Maire-Claire	M. AURIACOMBE Pierre
108	Contre	Mme CHERIOUX de SOULTRAIT Joelle	
36	Contre	Mme DATI Rachida	
39	Contre	Mme de PANAFIEU Francoise	M. STEIN Richard
35	Contre	Mme DOUVIN Laurence	
63	Contre	Mme DUMAS Catherine	M. GABORIAU Pierre
81	Contre	Mme GIAZZI Daniele	
162	Contre	Mme HAREL Maire-Laure	
60	Contre	Mme KUSTER Brigitte	Mme DATI Rachida
38	Contre	Mme LAGARDE Christine	
156	Contre	Mme MERIGOT de TREIGNY Martine	
104	Contre	Mme NAMY-CAULIER Martine	Melle HOFFENBERG Valerie
154	Contre	Mme ONGHENA Anne-Constance	M. GIANNESINI Jean-Jacques
128	Contre	Mme POIRAULT-GAUVIN Geraldine	Melle DAUVERGNE Emmanuelle
79	Contre	Mme TISSOT Claude-Annick	

(Votants: 42 / 0)

Annexe n° 6 - Tableau des vœux et amendements déposés en Commission.

Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	n° adoptés	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
1ère	1ère	01		Exécutif		CM	Lr	DF 85	Lettre rectificative	GAUDILLERE	Adopté	14/12/2010
Séance	1ère	02		Exécutif		CM	Lr	df _85	Lettre rectificative	GAUDILLERE	Adopté	14/12/2010
1ère	1ère	02		PS-RGA	CAFFET	CM	A	DF 85	Abondement budget DEVE 70.000 euros (réhabilitation du pavillon Thermopyles)	GAUDILLERE	Adopté	14/12/2010
1ère	1ère	03		PS-RGA	CAFFET	CM	A	DF 85	Abondement familles monoparentales 50.000 euros DPVI-DFPE	GAUDILLERE	Adopté	14/12/2010
1ère	1ère	04		PS-RGA	CAFFET	CM	A	DF 85	Abondement crédits SDJ 100.00 euros - missions locales	GAUDILLERE	Adopté	14/12/2010
1ère	1ère	05		PS-RGA	CAFFET	CM	A	DF 85	Abondement crédits DDEES 100.000 euros et DPE 150.000 euros (marchés sauvages de l'est parisien - porte de Montreuil)	GAUDILLERE	Adopté	14/12/2010
1ère	1ère	06		PS-RGA	CAFFET	CM	A	DF 85	Abondement crédits vacances arc en ciel 300.000 euros	GAUDILLERE	Adopté	14/12/2010
1ère	1ère	07		PS-RGA	CAFFET	CM	A	DF 85	Abondement crédits DDEES 200.000 euros (PLIE 11e et 12e)	GAUDILLERE	Adopté	14/12/2010
1ère	1ère	08		PS-RGA EELVA PCF-PG	CAFFET, GAREL, BROSSAT	CM	A	DF 85	Abondement budget compte foncier 20 millions d'euros	GAUDILLERE	Adopté	14/12/2010
1ère	1ère	09		EELVA	CONTASSOT, NAJDOVSKI	CM	A	DF 85	Inscription BI et BF-DEVE (jardins partagés)	GAUDILLERE	Adopté	14/12/2010
1ère	1ère	10		EELVA	CONTASSOT, NAJDOVSKI	CM	A	DF 85	Inscription BP- DEVE 1,4 million d'euros (plantation d'arbres à Paris)	GAUDILLERE	Retiré	14/12/2010
Séance	1ère	10 bis		Exécutif		CM	A	DF 85		GAUDILLERE	Adopté	14/12/2010
1ère	1ère	11		EELVA	CONTASSOT, NAJDOVSKI	CM	A	DF 85	Inscription BI -DEVE 700.000 euros (entretien du bois de Vincennes)	GAUDILLERE	Retiré	14/12/2010
Séance	1ère	11 bis		Exécutif		CM	A	DF 85		GAUDILLERE	Adopté	14/12/2010
1ère	1ère	12		EELVA	FOURNIER	CM	A	DF 85	Abondement BF 28.000 euros priome dominicale bibliothèques et médiathèques	GAUDILLERE	Retiré	14/12/2010
1ère	1ère	13		EELVA	BAUPIN	CM	A	DF 85	Abondement 15 millions d'euros création d'une SEM énergie	GAUDILLERE	Retiré	14/12/2010
Séance	1ère	13 bis	302	Exécutif		CM	V	DF 85		GAUDILLERE	Adopté	

Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	n° adoptés	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
1ère	*1ère*	14		PCF-PG	BROSSAT	CM	A	DF 85	Abondement 30.000 euros lutte contre l'homophobie dans le football	GAUDILLERE	Adopté	14/12/2010
1ère	*1ère*	15		PCF-PG	BECKER	CM	A	DF 85	Abondement compte 6574 - 200.000 euros missions locales parisiennes	GAUDILLERE	Retiré	14/12/2010
1ère	*1ère*	16		PCF-PG	BROSSAT	CM	A	DF 85	Abondement compte 6574 - 30.000 euros protection traite des êtres humains	GAUDILLERE	Adopté	14/12/2010
1èré	*1ère*	17		PCF-PG	LHOSTIS	CM	A	DF 85	Abondement compte 6574 - 100.000 euros prévention toxicomanie	GAUDILLERE	Retiré	14/12/2010
1ère	*1ère*	18		PCF-PG	BROSSAT	CM	A	DF 85	Abondement 200.000 euros caisses des écoles	GAUDILLERE	Retiré	14/12/2010
1ère	*1ère*	19		PCF-PG	BROSSAT	CM	A	DF 85	Abondement 500.000 euros centres de santé	GAUDILLERE	Retiré	14/12/2010
Séance	*1ère*	19 bis		Exécutif		CM	A	DF 85		GAUDILLERE	Adopté	14/12/2010
1ère	*1ère*	20		PCF-PG	BROSSAT, SIMONNET	CM	A	DF 85	Abondement compte 6574 - 500.000 euros loyers des centres sociaux parisiens	GAUDILLERE	Retiré	14/12/2010
Séance	*1ère*	20 bis		Exécutif		CM	A	DF 85		GAUDILLERE	Adopté	14/12/2010
1ère	*1ère*	21		PCF-PG	BROSSAT	CM	A	DF 85	Création poste mission prévention contre la toxicomanie	GAUDILLERE	Retiré	14/12/2010
1ère	*1ère*	22		PCF-PG	SIMONNET	CM	A	DF 85	Abondement 200.000 euros espaces publics numériques	GAUDILLERE	Retiré	14/12/2010
1ère	*1ère*	23		UMPPA	LAMOUR, LEGARET	CM	A	DF 85	Augmentation taxes publicité foncière - Exonération logements sociaux	GAUDILLERE	Rejeté	14/12/2010
1ère	*1ère*	24		UMPPA	LAMOUR, MACE DE LEPINAY	CM	A	DF 85	Augmentation crédits sécurisation édifices cultuels+audit	GAUDILLERE	Rejeté	14/12/2010
1ère	*1ère*	25		UMPPA	LAMOUR, MENGUY	CM	A	DF 85	Prélèvement BI - crédits opération Halles vers divers équipements	GAUDILLERE	Rejeté	14/12/2010
1ère	*1ère*	26		UMPPA	LAMOUR, COUDERT	CM	A	DF 85	Augmentation somme prévue travaux mise en sécurité des musées	GAUDILLERE	Rejeté	14/12/2010
1ère	*1ère*	27		UMPPA	LAMOUR, LEGARET	CM	A	DF 85	diminution de 5% des taxes foncière et d'habitation	GAUDILLERE	Rejeté	14/12/2010
1ère	*1ère*	28		UMPPA	LAMOUR, CLERMONT-TONNERRE	CM	A	DF 85	Redéploiement crédits BI-BF en faveur des énergies renouvelables	GAUDILLERE	Rejeté	14/12/2010

Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	n° adoptés	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
1ère	*1ère*	29		UMPPA	LAMOUR, LEGARET	CM	A	DF 85	Baisse cotisations foncières des entreprises	GAUDILLERE	Rejeté	14/12/2010
1ère	*1ère*	30		UMPPA	LAMOUR, LEGARET	CM	A	DF 85	Augmentation crédits innovation, recherche, enseignement	GAUDILLERE	Rejeté	14/12/2010
1ère	*1ère*	31		EELVA	FOURNIER	CM	V	DF 85	Enveloppe locale d'animation pour projets solidarité et partenariats internationaux	GAUDILLERE	Retiré	14/12/2010
1ère	*1ère*	32		PCF-PG	SIMONNET	CM	V	DF 85	Application et extension 1% artistique nouvelles constructions de la ville	GAUDILLERE	Retiré	14/12/2010
1ère	*1ère*	33		UMPPA	LAMOUR, LEGARET	CM	V	DF 85	Actualisation audits 2001 sur situation budgétaire et financière et gestion des personnels de la ville	GAUDILLERE	Rejeté	14/12/2010
1ère	*1ère*	34		UMPPA	LAMOUR, LEGARET	CM	V	DF 85	Création office municipal de la fiscalité	GAUDILLERE	Rejeté	14/12/2010
1ère	*1ère*	35		UMPPA	LAMOUR, LEGARET	CM	V	DF 85	Procédures d'attribution des subventions aux associations	GAUDILLERE	Rejeté	14/12/2010
1ère	*1ère*	36		CI	POZZO DI BORGO	CM	V	DF 85	Mise en place commission de travail partenariat public-privé stade Jean-Bouin	GAUDILLERE	Rejeté	14/12/2010
1ère	*1ère*	37		CI	SACHS, DUBUS, SAINT-ETIENNE, POZZO DI BORGO	CM	V	DF 85	Création d'un bleu budgétaire attractivité économique de Paris	GAUDILLERE	Rejeté	14/12/2010
1ère	*1ère*	38		CI	SAINT-ETIENNE, DUBUS, POZZO DI BORGO	CM	V	DF 85	Estimation des recettes attendues de la CET	GAUDILLERE	Rejeté	14/12/2010
1ère	*1ère*	39		CI	DUBUS, SAINT-ETIENNE, POZZO DI BORGO	CM	V	DF 85	Création d'un comité consultatif d'évaluation	GAUDILLERE	Rejeté	14/12/2010
1ère	*1ère*	40		CI	SAINT-ETIENNE, DUBUS, POZZO DI BORGO	CM	V	DF 85	Stabilisation des dépenses de fonctionnement	GAUDILLERE	Rejeté	14/12/2010
1ère	*1ère*	41		CI	DUBUS, SAINT-ETIENNE, POZZO DI BORGO	CM	V	DF 85	Subventions aux associations	GAUDILLERE	Rejeté	14/12/2010
1ère	*2e*	42		EELVA	DUBARRY	CM	A	DF-DRH 86	Ajout poste chargé de mission DASES (mission prévention des toxicomanies)	ERRECART	Retiré	14/12/2010
1ère	*2e*	43		UMPPA	LAMOUR, DESTREM, ALPHAND, AURIACOMBE, LEGARET	CM	A	DF-DRH 86	Remboursement de sommes illégalement versées MCVAP	ERRECART	Rejeté	14/12/2010

Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	n° adoptés	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
1ère	2e	44	303	EELVA	BOUTAULT	CM	V	DF-DRH 86	Développement des formations au développement durable	ERRECART	Adopté	14/12/2010
1ère	2e	45	304	EELVA	BOUTAULT	CM	V	DF-DRH 86	Déprécarisation cantinières caisses des écoles	ERRECART	Adopté	14/12/2010
1ère	2e	46	305	PCF-PG	BROSSAT	CM	V	DF-DRH 86	Déprécarisation des personnels contractuels	ERRECART	Adopté	14/12/2010
1ère	2e	47		UMPPA	ALPHAND, BOURNAZEL, POIRAULT-GAUVIN	CM	V	DF-DRH 86	Suppression poste déléguée au design	ERRECART	Rejeté	14/12/2010
1ère	2e	48		CI	POZZO DI BORGO	CM	V	DF-DRH 86	Mise à disposition gracieuse d'agents au profit MCVPAP	ERRECART	Rejeté	14/12/2010
1ère	2e	49		CI	DUBUS, SAINT-ETIENNE, POZZO DI BORGO	CM	V	DF-DRH 86	Fusion des structures administratives redondantes	ERRECART	Rejeté	14/12/2010
1ère	2e	50		CI	POZZO DI BORGO	CM	V	DF-DRH 86	Limitation du nombre de membres du Cabinet du Maire	ERRECART	Rejeté	14/12/2010
1ère	5e	51	306	PCF-PG	BROSSAT	CM	V	PP 70	Utlisation du taser par les effectifs de police	SARRE	Adopté (amendé oralement)	14/12/2010
2e	2e	52	307	PS-RGA	VAILLANT	CM	Vnr	-	Dates de début et de fin des illuminations de fin d'année	COHEN-SOLAL	Adopté	14/12/2010
2e	2e	53		UMPPA	LEBEL, MERIGOT DE TREIGNY	CM	Vnr	-	Organisation du marché de Noël sur les Champs-Elysées	COHEN-SOLAL	Rejeté	14/12/2010
2e	2e	54		UMPPA	GOUJON, LAMOUR, MENGUY	CM	Vnr	-	Financement des illuminations par les associations de commerçants du 15e ardt	COHEN-SOLAL	Rejeté	14/12/2010
2e	2e	55	308	EELVA	FOURNIER, BOUTAULT	CM	Vnr		"Arbre de Noël" durable et équitable	ERRECART	Adopté (amendé oralement)	14/12/2010
1ère	2e	56		UMPPA	LAMOUR, TISSOT	CM	Vnr		Audit procédures passation des marchés AGOSPAP	ERRECART	Rejeté	14/12/2010
2e	2e	57	309	CI	CUIGNACHE-GALLOIS, POZZO DI BORGO	CM	Vnr	-	Charte portant reconnaissance du parcours syndical	ERRECART	Adopté	14/12/2010
2e	2e	58		EELVA	BOUTAULT, FOURNIER	CM	V	DDEEES 305	Mobilier urbain intelligent	MISSIKA	Retiré	14/12/2010
Séance	2e	58 bis	310	Exécutif		CM	V	DDEEES 305	Mobilier urbain intelligent	MISSIKA	Adopté	14/12/2010
2e	2e	59		PCF-PG	BROSSAT	CM	Vnr	-	Soutien aux étudiants et personnels mobilisés à l'ENS rue d'Ulm	MISSIKA	Retiré	14/12/2010
Séance	2e	59 bis	311	Exécutif		CM	Vnr			MISSIKA	Adopté	14/12/2010

Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	n° adoptés	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
2e	2e	60	312	PS-RGA	BLOCHE	CM	Vnr	-	Aménagement de l'îlot Bréguet et permanence d'une activité postale sur ce site	SAUTTER	Adopté	14/12/2010
2e	2e	61	313	EELVA	FOURNIER, GAREL	CM	Vnr	-	Mise à disposition des salons de réception de l'Hôtel de Ville	SAUTTER	Adopté	14/12/2010
3e	3e	62	314	PS-RGA	CALANDRA BARGETON	CM	Vnr		Avenir du Centre de bus de Lagny	LEPETIT	Adopté	14/12/2010
3e	3e	63		EELVA	GAREL BAUPIN	CM	Vnr		Instauration du tourne à droite pour les cyclistes	LEPETIT	Retiré	14/12/2010
Séance	3e	63 bis	315	Exécutif		CM	Vnr			LEPETIT	Adopté	14/12/2010
3e	3e	64		UMPPA	KUSTER DOUVIN	CM	Vnr		que la Ville débloque des moyens financiers supplémentaires pour renforcer l'offre de transports et soulager la ligne 13	LEPETIT	Rejeté	14/12/2010
Séance	3e	64 bis	316	Exécutif		CM	Vnr		Amélioration des conditions de transport des usagers de la ligne 13	LEPETIT	Adopté	14/12/2010
3e	3e	65		PCF-PG	SIMONNET	CM	Vnr		enlèvement des panneaux ACL du métro parisien	LEPETIT	Rejeté	14/12/2010
Séance	3e	65 bis	317	Exécutif		CM	Vnr			LEPETIT	Adopté	14/12/2010
4e	4e	66		EELVA	D BAUPIN	CM	V	DEVE 127	Projet de tour reconsidéré dans le cadre d'une politique territoriale	BAUPIN	Retiré	14/12/2010
Séance	4e	66 bis	318	Exécutif		CM	V	DEVE 127		BAUPIN	Adopté	14/12/2010
1ère	4e	67		UMPPA	LAMOUR, CLERMONT-TONNERRE, TISSOT	CM	Vnr		Actualisation du plan climat	BAUPIN	Rejeté	14/12/2010
3e	4e	68		UMPPA	DOUVIN BACH	CM	Vnr		Causes du manque de réactions des services relatives aux intempéries .	DAGNAUD	Rejeté	14/12/2010
6e	5e	69	319	Majorité	FERAUD, LHOSTIS, DUBARRY	CM	Vnr	-	Retrait de la circulaire du 18 janvier 2010	BOUAKKAZ	Adopté	14/12/2010
5e	5e	70		UMPPA	P GOUJON	CM	Vnr	-	Implantation de la video protection dans les équipements publics municipaux et partie communes des ensembles immobilier sociaux	SARRE	Rejeté	14/12/2010
7e	5e	71		UMPPA	KUSTER	CM	Vnr	-	Horaires des vacataires des "Points écoles"	SARRE	Retiré	14/12/2010
Séance	5e	71 bis	320	Exécutif		CM	Vnr	-	Horaires des vacataires des "Points écoles"	SARRE	Adopté	14/12/2010

Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	n° adoptés	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
1ère	*6e*	72		PCF-PG	BROSSAT	CM	Vnr		Contre la suppression de la HALDE	BENGUIGUI	Retiré	14/12/2010
Séance	*6e*	72 bis	321	Exécutif		CM	Vnr		En opposition à l'intégration de la HALDE au défenseur des droits	BENGUIGUI	Adopté	14/12/2010
6e	*6e*	73	322	PS-RGA	VAILLANT, EL KHOMRI	CM	Vnr	-	Lutte contre la prostitution en recrudescence dans le 18e ardt	LALEM	Adopté	14/12/2010
1ère	*7e*	74		Non inscrit	MARTINS	CM	A	DJS 469	Amendement technique article 2	JULLIARD	Retiré	15/12/2010
1ère	*7e*	75		Non inscrit	MARTINS	CM	A	DJS 469	Amendement technique article 8	JULLIARD	Adopté	15/12/2010
7e	*7e*	76		UMPPA	GOASGUEN	CM	V	DJS 469	Demande de remise d'un compte rendu de projet	JULLIARD	Retiré	15/12/2010
7e	*7e*	77		Exécutif	NAJDOVSKI	CM	A	DFPE 254	Modification de la rédaction de la convention et du délibéré concernant le paiement de la subvention à l'association Le Trempoline	NAJDOVSKI	Adopté	15/12/2010
7e	*7e*	78		UMPPA	GOUJON, LAMOUR, MENGUY	CM	Vnr	-	Fermetures successives du gymnase Burgard	VUILLERMOZ	Rejeté	15/12/2010
6e	*7e*	79	323	CI	CUIGNACHE-GALLOIS, BRUNO	CM	Vnr	-	Départ du semi-marathon de Paris pour les déficients visuels et athlètes en situation de handicap	VUILLERMOZ	Adopté (amendé oralement)	15/12/2010
5e	*7e/5e*	80		Exécutif	G STIEVENARD	CM	A	DFPE 303	Augmentation subvention	NAJDOVSKI	Adopté	15/12/2010
3e	*8e*	81		Majorité	VAILLANT GAREL BROSSAT	CM	Vnr		Projet d'ouverture d'héliport dans le secteur de la porte d'Aubervilliers	HIDALGO	Retiré	15/12/2010
Séance	*8e*	81 bis	324	Exécutif		CM	Vnr			HIDALGO	Adopté	15/12/2010
8e	*8e*	82	325	PS-RGA	BLOCHE, VAUGLIN	CM	Vnr	-	Rachat du 37 bis, rue de Montreuil	HIDALGO	Adopté	15/12/2010
8e	*8e*	83		UMPPA	KUSTER, DE PANAFIEU, DOUVIN	CM	Vnr	-	Réalisation d'études d'aménagement du secteur Maillot-Grande Armée dans la perspective du Grand Paris	HIDALGO	Retiré	15/12/2010
Séance	*8e*	83 bis	326	Exécutif		CM	Vnr			HIDALGO	Adopté	15/12/2010
3e	*8e*	84		UMPPA	KUSTER DE PANAFIEU DOUVIN	CM	Vnr		Mise en place d'un comité de la porte Maillot	HIDALGO	Retiré	15/12/2010
9e	*8e*	85		UMPPA	GOUJON LAMOUR MACE DE LEPINAY CLERMONT TONNERRE MENGUY	CM	Vnr	-	Création d'un équipement culturel dans la ZAC Boucicaut (15e)	HIDALGO	Rejeté	15/12/2010

Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	n° adoptés	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
3e	*8e*	86		CI	DUBUS CUIGNACHE GALLOIS	CM	Vnr		Lancement d'un concours international d'architectes urbanistes pour l'aménagement des berges de Seine	HIDALGO	Rejeté	15/12/2010
7e	*8e/7e*	87	327	Exécutif	DELANOE	CM	Vnr	-	Développement du tournoi de Roland Garros	HIDALGO	Adopté	15/12/2010
7e	*8e/7e*	88		EELVA	CONTASSOT	CM	Vnr	-	Préservation des serres d'Auteuil, un autre projet pour Roland Garros	HIDALGO	Rejeté	15/12/2010
8e	*8e*	89	328	PS-RGA	COUMET	CM	Vnr	-	Attribution de la dénomination "rue Léo Fränkel" à une future voie du 13e arrondissement	HIDALGO	Adopté	15/12/2010
8e	*8e*	90	329	PS-RGA	COUMET	CM	Vnr	-	Atribution de la dénomination "rue Paul et Augustine Fiket" à une future voie du 13e arrondissement	HIDALGO	Adopté	15/12/2010
8e	*8e*	91	330	PS-RGA	COUMET	CM	Vnr	-	Atribution de la dénomination "rue Jean-Michel Basquiat" à une future voie du 13e arrondissement	HIDALGO	Adopté	15/12/2010
9e	*8e*	92		UMPPA	LAMOUR COUDERT BOURNAZEL BURKLI DUMAS MACE DE LEPINAY	CM	Vnr	-	Hommage à Michel Guy en baptisant une voie publique de son nom	HIDALGO	Rejeté	15/12/2010
8e	*8e*	93		Exécutif	MANO	CM	A	DLH 281	Rectification d'erreurs matérielles	MANO	Adopté	15/12/2010
8e	*8e*	94		UMPPA	GOUJON, LAMOUR, MACE DE LEPINAY	CM	V	DLH 288	Accueil d'un artiste ou d'un collectif d'artistes en colocation dans le local en rez-de-chaussée du 42, rue Cauchy	MANO	Rejeté	15/12/2010
8e	*8e*	95		Exécutif	MANO	CM	A	DLH 297	Rectification de l'adresse du foyer situé dans le 20e ardt	MANO	Adopté	15/12/2010
8e	*8e*	96		Exécutif	MANO	CM	A	DLH 426	Amendement technique	MANO	Adopté	15/12/2010
8e	*8e*	97		Exécutif	MANO	CM	A	DU 286	Substitution de la société CORESI (Cogedim Résidences) à Paris-habitat-OPH	MANO	Adopté	15/12/2010
8e	*8e*	98	331	PCF-PG	BROSSAT	CM	Vnr	-	Modification de la réglementation portant sur la sécurité des ascenseurs	MANO	Adopté	15/12/2010
1ère	*8e*	99		UMPPA	LAMOUR	CM	Vnr		Harmonisation dispostif d'accession à la propriété avec le PTZ+	MANO	Rejeté	15/12/2010

Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	n° adoptés	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
8e	*8e*	100	332	CI	DUBUS, TACHENE	CM	Vnr	-	Mention dans les délibérations de la situation de l'immeuble au regard de la zone de déficit en logement social	MANO	Adopté	15/12/2010
1ère	*8e*	101		CI	DUBUS, POZZO DI BORGO, TACHENE	CM	Vnr		Prêt Paris Logement taux 0 %	MANO	Rejeté	15/12/2010
8e	*8e*	102		CI UMPPA	KUSTER, DE PANAFIEU, DUBUS	CM	Vnr	-	Dégradation du parc social 228, rue de Courcelles (17e)	MANO	Rejeté	15/12/2010
6e	*8e*	103		UMPPA	LAMOUR	CM	Vnr	-	Relogement de l'association "Premiers de cordée"	MANO	Rejeté	15/12/2010
9e	*9e*	104		UMPPA	GOUJON LAMOUR MACE DE LEPINAY	CM	V	DAC 673	Musée du Montparnasse : maintien du niveau de la subvention	GIRARD	Rejeté	15/12/2010
9e	*9e*	105		Exécutif		CM	A	DAC 824	Augmentation de la subvention	GIRARD	Adopté	15/12/2010
9e	*9e*	106		EELVA	NAJDOVSKI	CM	Vnr	-	Animaux sauvages dans les cirques à Paris	GIRARD	Retiré	15/12/2010
Séance	*9e*	106 bis	333	Exécutif		CM	Vnr		relatif aux animaux sauvages dans les cirques à Paris	GIRARD	Adopté	15/12/2010
9e	*9e*	107	334	PCF-PG	LHOSTIS BROSSAT BECKER	CM	Vnr	-	Situation du théatre Les Bouffes du Nord	GIRARD	Adopté	15/12/2010
9e	*9e*	108		Exécutif		CM	A	DAC 576	Modification de l'arrondissement concerné	POURTAUD	Adopté	15/12/2010
9e	*9e*	109		EELVA	FOURNIER BOUTAULT	CM	Vnr	-	Installation de la Maison de l'Histoire de France sur le site des Archives nationales	POURTAUD	Retiré	15/12/2010
Séance	*9e*	109 bis	335	Exécutif		CM	Vnr		Installation de la Maison de l'Histoire de France sur le site des Archives nationales	POURTAUD	Adopté	15/12/2010
9e	*9e*	110	336	EELVA	GAREL	CM	Vnr	-	Soutien au réalisateur birman Zarganar	SCHAPIRA	Adopté	15/12/2010
9e	*9e*	111	337	Non inscrit	MARTINS	CM	Vnr	-	Solidarité avec le peuple ivoirien	SCHAPIRA	Adopté (amendé oralement)	15/12/2010
9e	*9e*	112	338	PS-RGA	TAIEB	CM	Vnr	-	Plaque commémorant l'attentat de la rue des Rosiers (4e)	VIEU CHARIER	Adopté	15/12/2010
Séance	*9e*	112 bis		Exécutif		CM	A	SGRI 94		SCHAPIRA	Adopté	15/12/2010
9e	*9e/7e*	113		Exécutif		CM	A	DAC 578	Augmentation de la subvention	GIRARD	Adopté	15/12/2010

Déposé en	Commission Séance	n° définitif	n° adoptés	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
1ère	*1ère*	114	339	CI	POZZO DI BORGO	CM	V	DF 85	Rémunération des dirigeants des SEM parisiennes	GAUDILLERE	Adopté	14/12/2010
1ère	*1ère*	115		EELVA	BOUTAULT	CM	Vnr		Réalisation bilan annuel détaillé commande publique	MONTACIE	Retiré	15/12/2010
Séance	*1ère*	115 bis	340	Exécutif		CM	Vnr			MONTACIE	Adopté	15/12/2010
1ère	*1ère*	01		Exécutif		CG	Lr	DF 30-DF 31 G	Lettre rectificative	GAUDILLERE	Adopté	14/12/2010
Séance	*1ère*	02		Exécutif		CG	Lr	DF 30-DF 31 G	Lettre rectificative	GAUDILLERE	Adopté	14/12/2010
Séance	*1ère*	03		Exécutif		CG	Lr	DF 30-DF 31 G	Lettre rectificative	GAUDILLERE	Adopté	14/12/2010
1ère	*1ère*	02		PS-RGA	CAFFET	CG	A	DF 30 G	Abondement crédits DASES 50.000 euros (équipes de maraude d'intervention sociale)	GAUDILLERE	Adopté	14/12/2010
1ère	*1ère*	03		PS-RGA	CAFFET	CG	A	DF 30 G	Abondement budget DASES 50.000 euros (action de prévention toxicomanie)	GAUDILLERE	Retiré	14/12/2010
1ère	*1ère*	04		EELVA	DUBARRY	CG	A	DF 30 G	Abondement BF MPT 80.000 euros	GAUDILLERE	Retiré	14/12/2010
Séance	*1ère*	04 bis		Exécutif		CG	A	DF 30 G		GAUDILLERE	Adopté	14/12/2010
1ère	*1ère*	05		PCF-PG	BROSSAT	CG	A	DF 30 G	Abondement compte 65561 - 1 million d'euros FSL	GAUDILLERE	Adopté	14/12/2010
3e	*3e 8e*	06		EELVA	BAUPIN	CG	A	SG 8G	projet Charle de Gaulle express	LEPETIT	Rejeté	14/12/2010
3e	*3e 8e*	07		EELVA	BAUPIN	CG	A	SG 8G	reserves sur le projet Charles de Gaulle Express	LEPETIT	Rejeté	14/12/2010
3e	*3e 8e*	08		EELVA	BAUPIN	CG	A	SG 8G	mise en service de lignes de bus express sur autoroutes et voies rapides (expérimentation sur le périphérique)	LEPETIT	Adopté	14/12/2010

Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	n° adoptés	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
3e	*3e 8e*	09		EELVA	BAUPIN	CG	A	SG 8G	mise en service de lignes de bus express sur autoroutes et voies rapides (ligne de bus expresssur voies réservées)	LEPETIT	Adopté	14/12/2010
3e	*3e 8e*	10		EELVA	BAUPIN	CG	A	SG 8G	interconnexions avec le réseau ferroviaire	LEPETIT	Adopté	14/12/2010
3e	*3e 8e*	11		EELVA	BAUPIN	CG	A	SG 8G	fret ferroviaire	LEPETIT	Adopté	14/12/2010
3e	*3e 8e*	12		EELVA	BAUPIN	CG	A	SG 8G	rendre payante les autoroutes et voies rapides franciliennes pour les poids lourds en transit	LEPETIT	Adopté	14/12/2010
3e	*3e 8e*	13		PCF-PG	BROSSAT	CG	A	SG 8G	engagement financier de l'état pour l'amélioration du réseau de transports (35 milliards)	LEPETIT	Rejeté	14/12/2010
3e	*3e 8e*	14		PCF-PG	BROSSAT	CG	A	SG 8G	urgence de l'amélioration et rénovation des infrastructures de transports collectifs	LEPETIT	Adopté	14/12/2010
Séance	*3e 8e*	14 bis		UMPPA		CG	A	SG 8G		LEPETIT	Rejeté	14/12/2010
3e	*3e 8e*	15	51	Majorité	CAFFET GAREL BROSSAT	CG	V	SG 8G	engagement financier de l'état au plan régional de mobilisation pour les transports	LEPETIT	Adopté	14/12/2010
3e	*3e 8e*	16	52	PS-RGA	J COUMET	CG	V	SG 8G	Création d'une station "Maison Blanche" sur la ligne 14	LEPETIT	Adopté	14/12/2010
Séance	*6e*	16 bis	53	Exécutif		CG	Vnr		Mise en place d'un réseau Logement seniors	CAPELLE	Adopté	14/12/2010
Séance	*6e*	16 ter		Exécutif		CG	A	DASES 287 G		DUBARRY	Adopté	14/12/2010
6e	*6e*	17	54	PS-RGA	CALANDRA	CG	Vnr	-	Avenir du centre CPAM rue de Lagny (20e)	LE GUEN	Adopté	14/12/2010
6e	*6e*	18	55	PS-RGA	BLOCHE	CG	Vnr		Demande de financement de maraudes d'intervention sociale dans le 11e arrondissement	TROSTIANSKY	Adopté	14/12/2010
1ère	*6e*	19	56	PCF-PG	BIDARD	CG	Vnr		Financement d'une maraude d'intervention sociale dans le 11e ardt	TROSTIANSKY	Adopté	14/12/2010

Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	n° adoptés	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
1ère	6e	20	57	PS-RGA EELVA PCF-PG	LHOSTIS	CG	Vnr	-	Situation des exilés du 10e ardt	TROSTIANSKY	Adopté	14/12/2010
6e	6e	21	58	PS-RGA	BLOCHE	CG	Vnr		Demande de financement du projet d'accueil de nuit porté par le CASP	TROSTIANSKY	Adopté	14/12/2010
1ère	6e	22	59	PCF-PG	BIDARD	CG	Vnr		Financement du projet d'accueil de nuit "Bas seuil" (11e)	TROSTIANSKY	Adopté	14/12/2010
1ère	7e	23		UMPPA	BURKLI, LELLOUCHE, BOURNAZEL	CG	Vnr		Préservation du Cours Saint-Louis	BROSSEL	Rejeté	14/12/2010

Annexe n° 7 - Tableau des votes des groupes politiques.

Commission Séance	n° Définitif	Groupe dépositaire	A V Vnr	n° délib	Objet	VOTE	PCF-PG		EELVA		PS-RGA		CI		UMPPA		UNANIMITE
							CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
1ère	01	Exécutif	Lr	DF 85	Lettre rectificative	Adopté							X		X		
1ère	02	Exécutif	Lr	DF_85	Lettre rectificative	Adopté									X		X
1ère	02	PS-RGA	A	DF 85	Abondement budget DEVE 70.000 euros (réhabilitation du pavillon Thermopyles)	Adopté											X
1ère	03	PS-RGA	A	DF 85	Abondement familles monoparentales 50.000 euros DPVI-DFPE	Adopté											X
1ère	04	PS-RGA	A	DF 85	Abondement crédits SDJ 100.00 euros - missions locales	Adopté								X	X		
1ère	05	PS-RGA	A	DF 85	Abondement crédits DDEEES 100.000 euros et DPE 150.000 euros (marchés sauvages de l'est parisien - porte de Montreuil)	Adopté								X		X	
1ère	06	PS-RGA	A	DF 85	Abondement crédits vacances arc en ciel 300.000 euros	Adopté											X
1ère	07	PS-RGA	A	DF 85	Abondement crédits DDEEES 200.000 euros (PLIE 11e et 12e)	Adopté							X		X		
1ère	08	PS-RGA EELVA PCF-PG	A	DF 85	Abondement budget compte foncier 20 millions d'euros	Adopté									X		X
1ère	09	EELVA	A	DF 85	Inscription BI et BF-DEVE (jardins partagés)	Adopté											X
1ère	10 bis	Exécutif	A	DF 85		Adopté											X
1ère	11 bis	Exécutif	A	DF 85		Adopté											X
1ère	13 bis	Exécutif	V	DF 85		Adopté								X		X	
1ère	14	PCF-PG	A	DF 85	Abondement 30.000 euros lutte contre l'homophobie dans le football	Adopté											X
1ère	16	PCF-PG	A	DF 85	Abondement compte 6574 - 30.000 euros protection traite des êtres humains	Adopté								X		X	X
1ère	19 bis	Exécutif	A	DF 85		Adopté											X
1ère	20 bis	Exécutif	A	DF 85		Adopté											X
1ère	23	UMPPA	A	DF 85	Augmentation taxes publicité foncière - Exonération logements sociaux	Rejeté	X		X		X						
1ère	24	UMPPA	A	DF 85	Augmentation crédits sécurisation édifices cultuels+audit	Rejeté	X		X		X						
1ère	25	UMPPA	A	DF 85	Prélèvement BI - crédits opération Halles vers divers équipements	Rejeté	X		X		X						
1ère	26	UMPPA	A	DF 85	Augmentation somme prévue travaux mise en sécurité des musées	Rejeté	X		X		X						

							PCF-PG		EELVA		PS-RGA		CI		UMPPA		UNANIMITE
Commission Séance	n° Définitif	Groupe dépositaire	A V Vnr	n° délib	Objet	VOTE	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
1ère	27	UMPPA	A	DF 85	diminution de 5% des taxes foncière et d'habitation	Rejeté	X		X		X						
1ère	28	UMPPA	A	DF 85	Redéploiement crédits BI-BF en faveur des énergies renouvelables	Rejeté	X		X		X						
1ère	29	UMPPA	A	DF 85	Baisse cotisations foncières des entreprises	Rejeté	X		X		X						
1ère	30	UMPPA	A	DF 85	Augmentation crédits innovation, recherche, enseignement	Rejeté	X		X		X						
1ère	33	UMPPA	V	DF 85	Actualisation audits 2001 sur situation budgétaire et financière et gestion des personnels de la ville	Rejeté	X		X		X						
1ère	34	UMPPA	V	DF 85	Création office municipal de la fiscalité	Rejeté	X		X		X						
1ère	35	UMPPA	V	DF 85	Procédures d'attribution des subventions aux associations	Rejeté	X		X		X						
1ère	36	CI	V	DF 85	Mise en place commission de travail partenariat public-privé stade Jean-Bouin	Rejeté	X		X		X						
1ère	37	CI	V	DF 85	Création d'un bleu budgétaire attractivité économique de Paris	Rejeté	X		X		X						
1ère	38	CI	V	DF 85	Estimation des recettes attendues de la CET	Rejeté	X		X								
1ère	39	CI	V	DF 85	Création d'un comité consultatif d'évaluation	Rejeté	X		X		X						
1ère	40	CI	V	DF 85	Stabilisation des dépenses de fonctionnement	Rejeté	X		X		X						
1ère	41	CI	V	DF 85	Subventions aux associations	Rejeté	X		X		X						
2e				DRH 86									X		X		
2e	43	UMPPA	A	DF-DRH 86	Remboursement de sommes illégalement versées MCVAP	Rejeté	X		X		X						
2e	44	EELVA	V	DF-DRH 86	Développement des formations au développement durable	Adopté											X
2e	45	EELVA	V	DF-DRH 86	Déprécarisation cantinières caisses des écoles	Adopté									X		
2e	46	PCF-PG	V	DF-DRH 86	Déprécarisation des personnels contractuels	Adopté									X		
2e	47	UMPPA	V	DF-DRH 86	Suppression poste déléguée au design	Rejeté	X		X		X						
2e	48	CI	V	DF-DRH 86	Mise à disposition gracieuse d'agents au profit MCVPAP	Rejeté	X		X		X						
2e	49	CI	V	DF-DRH 86	Fusion des structures administratives redondantes	Rejeté	X		X		X					X	
2e	50	CI	V	DF-DRH 86	Limitation du nombre de membres du Cabinet du Maire	Rejeté	X		X		X				X		
1ère				DF 87		Adopté							X		X		
1ère				DF 88		Adopté							X		X		

Commission Séance	n° Définitif	Groupe dépositaire	A V Vnr	n° délib	Objet	VOTE	PCF-PG		EELVA		PS-RGA		CI		UMPPA		UNANIMITE
							CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
4e				DPE 37		Adopté							X		X		
4e				DPE 99		Adopté							X		X		
4e				DPE 38		Adopté							X		X		
4e				DPE 98		Adopté							X		X		
4e				DEVE 95		Adopté							X		X		
5e				PP 70					X								
5e	51	PCF-PG	V	PP 70	Utilisation du taser par les effectifs de police	Adopté (amendé oralement)							X		X		
2e			CM	DILT 29-DF 25	Budget Primitif du Service Technique des Transports Automobiles Municipaux pour 2011	Adopté							X		X		
1ère				DF99		Adopté							X		X		
2e				DEEES 280		Adopté									X		X
2e				DEEES 308		Adopté											X
				DEEES 298		Adopté											X
				DEEES 303		Adopté									X		
2e	52	PS-RGA	Vnr	-	Dates de début et de fin des illuminations de fin d'année	Adopté											X
2e	53	UMPPA	Vnr	-	Organisation du marché de Noël sur les Champs-Elysées	Rejeté	X		X		X						
2e	54	UMPPA	Vnr	-	Financement des illuminations par les associations de commerçants du 15e ardt	Rejeté	X		X		X						
2e	55	EELVA	Vnr		"Arbre de Noël" durable et équitable	Adopté (amendé oralement)											X
2e	56	UMPPA	Vnr		Audit procédures passation des marchés AGOSPAP	Rejeté	X		X		X						
2e	57	CI	Vnr	-	Charte portant reconnaissance du parcours syndical	Adopté										X	
2e				DAJ 31		Adopté											X
				DEEES 264		Adopté											X
2e	58 bis	Exécutif	V	DDEEES 305	Mobilier urbain intelligent	Adopté											X
2e				DEEES 310		Adopté											X
2e	59 bis	Exécutif	Vnr			Adopté									X		
2e	60	PS-RGA	Vnr	-	Aménagement de l'îlot Bréguet et permanence d'une activité postale sur ce site	Adopté										X	
2e	61	EELVA	Vnr	-	Mise à disposition des salons de réception de l'Hôtel de Ville	Adopté											X
3e				DVD 51													X
3e	62	PS-RGA	Vnr		Avenir du Centre de bus de Lagny	Adopté										X	
3e	63 bis	Exécutif	Vnr			Adopté									X		

Commission Séance	n° Définitif	Groupe dépositaire	A V Vnr	n° délib	Objet	VOTE	PCF-PG		EELVA		PS-RGA		CI		UMPPA		UNANIMITE
							CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
3e	64	UMPPA	Vnr		que la Ville débloque des moyens financiers supplémentaires pour renforcer l'offre de transports et soulager la ligne 13	Rejeté											
3e	64 bis	Exécutif	Vnr		Amélioration des conditions de transport des usagers de la ligne 13	Adopté											X
3e	65	PCF-PG	Vnr		enlèvement des panneaux ACL du métro parisien	Rejeté											
3e	65 bis	Exécutif	Vnr			Adopté		X								X	
4e	66 bis	Exécutif	V	DEVE 127		Adopté											
4e	67	UMPPA	Vnr		Actualisation du plan climat	Rejeté	X				X						
4e				DPE 90		Adopté											
4e				DPE 102		Adopté											X
4e				DEVE 113		Adopté											
4e	68	UMPPA	Vnr		Causes du manque de réactions des services relatives aux intempéries .	Rejeté	X		X		X		X				
5e	69	Majorité	Vnr	-	Retrait de la circulaire du 18 janvier 2010	Adopté											X
5e				PP 74		Adopté	X			X							
5e	70	UMPPA	Vnr	-	Implantation de la video protection dans les équipements publics municipaux et partie communes des ensembles immobilier sociaux	Rejeté	X		X		X						
5e	71 bis	Exécutif	Vnr	-	Horaires des vacataires des "Points écoles"	Adopté											X
6e	72 bis	Exécutif	Vnr		En opposition à l'intégration de la HALDE au défenseur des droits	Adopté									X		
6e	73	PS-RGA	Vnr	-	Lutte contre la prostitution en recrudescence dans le 18e ardt	Adopté										X	
6e				DJS 464		Adopté											X
6e				DJS 469		Adopté											X
7e	75	Non inscrit	A	DJS 469	Amendement technique article 8	Adopté											X
7e				DFPE 254		Adopté											X
7e	77	Exécutif	A	DFPE 254	Modification de la rédaction de la convention et du délibéré concernant le paiement de la subvention à l'association Le Trempoline	Adopté											X
7e				DFPE 144		Adopté											X
7e				DFPE 158		Adopté	X			X							
7e				DFPE 159		Adopté	X			X							
7e				DFPE 165		Adopté	X			X							
7e				DFPE 185		Adopté	X			X							
7e				DFPE 193		Adopté	X			X							

Commission Séance	n° Définitif	Groupe dépositaire	A V Vnr	n° délib	Objet	VOTE	PCF-PG		EELVA		PS-RGA		CI		UMPPA		UNANIMITE
							CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
7e				DFPE 194		Adopté	X			X							
7e				DFPE 196		Adopté	X			X							
7e				DFPE 200		Adopté	X			X							
7e				DFPE 205		Adopté	X			X							
7e				DFPE 274		Adopté	X			X							
7e				DFPE 280		Adopté	X			X							
7e				DFPE 278		Adopté	X			X							
7e				DFPE 198		Adopté	X			X							
7e				DFPE 199		Adopté	X			X							
7e	78	UMPPA	Vnr	-	Fermetures successives du gymnase Burgard	Rejeté	X		X		X						
7e	79	CI	Vnr	-	Départ du semi-marathon de Paris pour les déficients visuels et athlètes en situation de handicap	Adopté (amendé oralement)											X
7e				DFPE 303		Adopté											X
7e/5e	80	Exécutif	A	DFPE 303	Augmentation subvention	Adopté											X
8e	81 bis	Exécutif	Vnr			Adopté							X		X		
8e	82	PS-RGA	Vnr	-	Rachat du 37 bis, rue de Montreuil	Adopté											X
8e	83 bis	Exécutif	Vnr			Adopté											X
8e	85	UMPPA	Vnr	-	Création d'un équipement culturel dans la ZAC Boucicaut (15e)	Rejeté	X		X		X						
8e	86	CI	Vnr		Lancement d'un concours international d'architectes urbanistes pour l'aménagement des berges de Seine	Rejeté	X		X		X						
8e				DU 86		Adopté								X		X	
8e/7e	87	Exécutif	Vnr	-	Développement du tournoi de Roland Garros	Adopté	SCRUTIN PUBLIC 141 POUR - 12 CONTRE - 0 abstention										
8e/7e	88	EELVA	Vnr	-	Préservation des serres d'Auteuil, un autre projet pour Roland Garros	Rejeté	SCRUTIN PUBLIC 12 POUR - 142 CONTRE - 0 abstention										
8e	89	PS-RGA	Vnr	-	Attribution de la dénomination "rue Léo Fränkel" à une future voie du 13e arrondissement	Adopté							X		X		
8e	90	PS-RGA	Vnr	-	Atribution de la dénomination "rue Paul et Augustine Fiket" à une future voie du 13e arrondissement	Adopté											X
8e	91	PS-RGA	Vnr	-	Atribution de la dénomination "rue Jean-Michel Basquiat" à une future voie du 13e arrondissement	Adopté											X
8e	92	UMPPA	Vnr	-	Hommage à Michel Guy en baptisant une voie publique de son nom	Rejeté	X		X		X						
8e				DLH 165		Adopté											X
8e				DLH 281		Adopté											X
8e	93	Exécutif	A	DLH 281	Rectification d'erreurs matérielles	Adopté											X

Commission Séance	n° définitif	Groupe dépositaire	A V Vnr	n° délib	Objet	VOTE	PCF-PG		EELVA		PS-RGA		CI		UMPPA		UNANIMITE
							CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
8e				DLH 282		Adopté											X
8e				DLH 285		Adopté							X		X		
8e				DLH 288		Adopté											X
8e	94	UMPPA	V	DLH 288	Accueil d'un artiste ou d'un collectif d'artistes en colocation dans le local en rez-de-chaussée du 42, rue Cauchy	Rejeté	X		X								
8e	95	Exécutif	A	DLH 297	Rectification de l'adresse du foyer situé dans le 20e ardt	Adopté											X
8e				DLH 297		Adopté											X
8e				DLH 298		Adopté											X
8e				DLH 328		Adopté											X
8e				DLH 356		Adopté									X		
8e				DLH 426		Adopté									X		
8e	96	Exécutif	A	DLH 426	Amendement technique	Adopté									X		
8e	97	Exécutif	A	DU 286	Substitution de la société CORESI (Cogedim Résidences) à Paris-habitat-OPH	Adopté											X
8e				DU 286		Adopté (amendé)											X
8e	98	PCF-PG	Vnr	-	Modification de la réglementation portant sur la sécurité des ascenseurs	Adopté							X		X		
8e	99	UMPPA	Vnr		Harmonisation dispostif d'accession à la propriété avec le PTZ+	Rejeté	X		X		X						
8e	100	CI	Vnr	-	Mention dans les délibérations de la situation de l'immeuble au regard de la zone de déficit en logement social	Adopté											X
8e	101	CI	Vnr		Prêt Paris Logement taux 0 %	Rejeté	X		X		X						
8e	102	CI UMPPA	Vnr	-	Dégradation du parc social 228, rue de Courcelles (17e)	Rejeté	X		X		X						
8e	103	UMPPA	Vnr	-	Relogement de l'association "Premiers de cordée"	Rejeté	X		X		X						
8e				DLH 421		Adopté											X
9e				DAC 353		Adopté					X						
9e	104	UMPPA	V	DAC 673	Musée du Montparnasse : maintien du niveau de la subvention	Rejeté	X		X		X						
9e				DAC 824		Adopté											X
9e	105	Exécutif	A	DAC 824	Augmentation de la subvention	Adopté											X
9e	106 bis	Exécutif	Vnr		relatif aux animaux sauvages dans les cirques à Paris	Adopté											X
9e	107	PCF-PG	Vnr	-	Situation du théatre Les Bouffes du Nord	Adopté									X		
9e				DAC 396		Adopté	X										

Commission Séance	n° Définitif	Groupe dépositaire	A V Vnr	n° délib	Objet	VOTE	PCF-PG		EELVA		PS-RGA		CI		UMPPA		UNANIMITE
							CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
9e	108	Exécutif	A	DAC 576	Modification de l'arrondissement concerné	Adopté											X
9e				DAC 576		Adopté											X
9e	109 bis	Exécutif	Vnr		Installation de la Maison de l'Histoire de France sur le site des Archives nationales	Adopté									X		
9e	110	EELVA	Vnr	-	Soutien au réalisateur birman Zarganar	Adopté										X	
9e	111	Non inscrit	Vnr	-	Solidarité avec le peuple ivoirien	Adopté (amendé oralement)											X
9e				DAC 716													X
9e	112	PS-RGA	Vnr	-	Plaque commémorant l'attentat de la rue des Rosiers (4e)	Adopté											X
9e	112 bis	Exécutif	A	SGRI 94		Adopté											X
9e				DAC 578		Adopté											X
9e/7e	113	Exécutif	A	DAC 578	Augmentation de la subvention	Adopté											X
1ère				DF85-1		Adopté							X		X		
1ère				DF85-2		Adopté							X		X		
1ère				DF85-3		Adopté							X		X		
1ère	114	CI	V	DF 85	Rémunération des dirigeants des SEM parisiennes	Adopté											X
1ère	115 bis	Exécutif	Vnr			Adopté											X

Le projet de délibération DEVE 140 a été retiré de l'ordre du jour.

MUNICIPAL =Vœux et Amendements retirés : A 10-A11-A12-A13-A15-A17-A18-A21-A22-V31-V32-A42-V58-V59-V63-V66-V71-V72-A74-V76-V81-V83-V84-V106-V109-V115

							PCF-PG		EELVA		PS-RGA		CI		UMPPA		UNANIMITE
Séance en Commission	n° Définitif	Groupe dépositaire	A V Vnr	n° délib	Objet	VOTE	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
1ère	01	Exécutif	Lr	DF 30-DF 31 G	Lettre rectificative	Adopté							X		X		
1ère	02	Exécutif	Lr	DF 30-DF 31 G	Lettre rectificative	Adopté							X		X		
1ère	03	Exécutif	Lr	DF 30-DF 31 G	Lettre rectificative	Adopté							X		X		
1ère	02	PS-RGA	A	DF 30 G	Abondement crédits DASES 50.000 euros (équipes de maraude d'intervention sociale)	Adopté							X		X		
1ère	04 bis	Exécutif	A	DF 30 G		Adopté											X
1ère	05	PCF-PG	A	DF 30 G	Abondement compte 65561 - 1 million d'euros FSL	Adopté											X
1ère				DF31G	Individualisation des autorisations de programme nouvelles votées au budget primitif du Département de Paris pour 2011	Adopté							X		X		
1ère				DF-DRH 32G	Création, suppressions et transformations d'emplois dans les services du Département pour 2011	Adopté							X		X		
1ère				DA 15G	Signature d'une convention constitutive d'un groupement de commandes pour la fourniture de boissons et de produits	Adopté											
1ère				DEEES 128G	Signature d'une convention avec l'association Le Laboratoire Paris Région Innovation pour l'attribution d'une subvention	Adopté											X
2e				DEEES 126G	Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec Ecole de la 2e chance de Paris	Adopté											X
2e 6e				DEEES 94G		Adopté											X
6e				DASES 623G		Adopté							X		X		
6e				DASES 622G		Adopté							X		X		
3e				SG8G		Adopté									X		
3e 8e	06	EELVA	A	SG 8G	projet Charle de Gaulle express	Rejeté					X				X		

Séance Commission	n° Définitif	Groupe dépositaire	A V Vnr	n° délib	Objet	VOTE	PCF-PG		EELVA		PS-RGA		CI		UMPPA		UNANIMITE
							CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
3e 8e	07	EELVA	A	SG 8G	reserves sur le projet Charles de Gaulle Express	Rejeté					X				X		
3e 8e	08	EELVA	A	SG 8G	mise en service de lignes de bus express sur autoroutes et voies rapides (expérimentation sur le périphérique)	Adopté									X		
3e 8e	09	EELVA	A	SG 8G	mise en service de lignes de bus express sur autoroutes et voies rapides (ligne de bus expresssur voies réservées)	Adopté										X	
3e 8e	10	EELVA	A	SG 8G	interconnexions avec le réseau ferroviaire	Adopté									X		
3e 8e	11	EELVA	A	SG 8G	fret ferroviaire	Adopté											X
3e 8e	12	EELVA	A	SG 8G	rendre payante les autoroutes et voies rapides franciliennes pour les poids lourds en transit	Adopté											X
3e 8e	13	PCF-PG	A	SG 8G	engagement financier de l'état pour l'amélioration du réseau de transports (35 milliards)	Rejeté					X				X		
3e 8e	14	PCF-PG	A	SG 8G	urgence de l'amélioration et rénovation des infrastructures de transports collectifs	Adopté											X
3e 8e	14 bis	UMPPA	A	SG 8G		Rejeté	X		X		X						
3e 8e	15	Majorité	V	SG 8G	engagement financier de l'état au plan régional de mobilisation pour les transports	Adopté							X		X		
6e				DASES 287G		Adopté											X
6e				DASES 580G		Adopté											X
3e 8e	16	PS-RGA	V	SG 8G	Création d'une station "Maison Blanche" sur la ligne 14	Adopté											X
6e	16 bis	Exécutif	Vnr		Mise en place d'un réseau Logement seniors	Adopté											X
6e	16 ter	Exécutif	A	DASES 287 G		Adopté											X
6e				DASES 141G		Adopté											X
6e				DASES 551G		Adopté	M. LEBEL ne prend pas part au vote										
6e				DASES 567G		Adopté				X							

							PCF-PG		EELVA		PS-RGA		CI		UMPPA		UNANIMITE
Séance Commission	n° Définitif	Groupe dépositaire	A V Vnr	n° délib	Objet	VOTE	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
6e				DASES 568G		Adopté				X							
6e				DASES 606G		Adopté											X
6e	17	PS-RGA	Vnr	-	Avenir du centre CPAM rue de Lagny (20e)	Adopté									X		
6e				DASES 390G		Adopté											X
6e				DASES 603G		Adopté											X
6e	18	PS-RGA	Vnr		Demande de financement de maraudes d'intervention sociale dans le 11e arrondissement	Adopté											X
6e	19	PCF-PG	Vnr		Financement d'une maraude d'intervention sociale dans le 11e ardt	Adopté											X
6e	20	PS-RGA EELVA PCF-PG	Vnr	-	Situation des exilés du 10e ardt	Adopté									X		
6e	21	PS-RGA	Vnr		Demande de financement du projet d'accueil de nuit porté par le CASP	Adopté											X
6e	22	PCF-PG	Vnr		Financement du projet d'accueil de nuit "Bas seuil" (11e)	Adopté											X
7e				DASCO71G	Subventions à 5 associations et une société coopérative pour l'implantation de résidence d'artistes au sein de 9 collèges parisiens.	Adopté											X
7e	23	UMPPA	Vnr		Préservation du Cours Saint-Louis	Rejeté	X		X		X						
9e				DAC 814G		Adopté										X	

GENERAL = Amendements retirés : A3G -A4G

Sommaire

Ouverture de la séance. 1625

Condoléances. 1625

Félicitations. 1626

Souhaits de bienvenue. 1626

Adoption de comptes rendus. 1626

Discussion budgétaire Ville et Département. .1626

Intervention de M. le Maire de Paris. 1626

Interventions des orateurs. 1629

Suspension et reprise de la séance. 1662

Interventions des orateurs (suite). 1663

2010, PP 70 - Budget spécial primitif de la Préfecture de police pour 2011. Vœu relatif à l'utilisation du Taser par les effectifs de police déposer par le groupe PCF/PG. 1688

Suspension et reprise de la séance. 1713

Explications de vote. 1714

2010, DF 85 - Budget primitif d'investissement et de fonctionnement de la Ville de Paris pour 2011. 2010, DF 85-1° - Budget d'investissement de la Ville de Paris pour 2011. 2010, DF 85-2° - Budget de fonctionnement de la Ville de Paris pour 2011. 2010, DF 85-3° - Autorisation de relèvement des tarifs. Lettre rectificative n° 1. Lettre rectificative n° 2. Vœu de l'Exécutif. Vœu du groupe E.E.L.V.A. relatif à l'enveloppe locale d'animation pour les projets solidarité et partenariat internationaux. Vœu du groupe PCF-PG relatif à l'application et à l'extension du 1% artistique aux nouvelles constructions de la Ville. Vœu de l'U.M.P.P.A. relatif à l'actualisation des audits 2001 sur la situation budgétaire et financière et la gestion des personnels de la Ville. Vœu de l'U.M.P.P.A. relatif à la création d'un office municipal de la fiscalité. Vœu de l'U.M.P.P.A. relatif aux procédures d'attribution des subventions aux associations. Vœu du groupe Centre et Indépendants relatif à la mise en place d'une commission de travail sur le partenariat public-privé au stade Jean-Bouin. Vœu du groupe Centre et Indépendants relatif à la création d'un bleu budgétaire "attractivité économique de Paris". Vœu du groupe Centre et Indépendants relatif à l'estimation des recettes attendues de la CET. Vœu du groupe Centre et Indépendants relatif à la création d'un comité consultatif d'évaluation. Vœu du groupe Centre et Indépendants relatif à la stabilisation des dépenses de fonctionnement. Vœu du groupe Centre et Indépendants relatif aux subventions aux associations. 1718

2010, DF 85-1° Budget d'investissement de la Ville de Paris pour 2011. 1721

2010, DF 85-2° Budget de fonctionnement de la Ville de Paris pour 2011. 1725

2010, DF 85-3° - Autorisation de relèvement des tarifs. 1726

2010, DF 87 - Individualisation des autorisations de programme nouvelles votées au budget primitif de la Ville de Paris pour 2011. 1726

2010, DF 88 - Budget primitif des états spéciaux d'arrondissements pour 2011. 1727

2010, DF-DRH 86 - Créations, suppressions et transformations d'emplois dans les services de la Ville de Paris pour 2011. Vœu relatif au déploiement des formations au développement durable dans les directions de la Ville déposé par le groupe EELVA. Vœu relatif au plan de déprécarisation des cantinières des caisses des écoles déposé par le groupe EELVA. Vœu en faveur de la politique de déprécarisation des personnels contractuels de la collectivité déposé par le groupe PCF/PG. Vœu relatif à la suppression du poste de "déléguée au design de la Ville de Paris" déposé par le groupe UMPPA. Vœu concernant la mise à disposition d'agents au profit d'une mutuelle déposé par le groupe CI. Vœu concernant la fusion des structures administratives redondantes déposé par le groupe CI. Vœu concernant la limitation du nombre de membres du cabinet du Maire déposé par le groupe CI. 1727

2010, DILT 29 - DF 25 - Budget primitif du Service Technique des Transports Automobiles Municipaux pour 2011. 1728

2010, DPE 37 - DF 23 - Budget annexe de l'assainissement de la Ville de Paris - Budget primitif 2011. 2010, DPE 99 - DF 93 - Budget annexe de l'assainissement de la Ville de Paris - Fixation du taux et des modalités de calcul de la redevance d'assainissement (part collecte) à compter du 1er janvier 2011. 1728

2010, DPE 38 - DF 24 - Budget annexe de l'eau de la Ville de Paris - Budget primitif 2011. 2010, DPE 98 - DF 92 - Budget annexe de l'eau de la Ville de Paris - Fixation du taux de la part communale à compter du 1er janvier 2011. 1728

2010, DEVE 95 - DF 26 - Budget annexe du fossoyage - Budget primitif pour 2011. 1728

2010, PP 70 - Budget spécial primitif de la Préfecture de police pour 2011 (suite). 1728

2010, DF 99 - Contrats de couverture de taux d'intérêt et (ou) de change. 1729

Suspension et reprise de la séance. 1729

2010, DDEEES 280 - Signature d'une convention de délégation de service public pour la gestion de six marchés couverts alimentaires. 1729

2010, DDEEES 308 - Signature d'un avenant à la convention de délégation de service public de gestion du lot C des marchés découverts alimentaires (16e). .1730

2010, DDEEES 298 - Subvention à l'association des commerçants du Haut-Montmartre (18e) pour les illuminations de fin d'année 2010. Montant : 9.400 euros. .1731

2010, DDEEES 303 - Saisine pour avis de l'Autorité de la Concurrence sur la situation concurrentielle dans le secteur de la distribution alimentaire à Paris. 1732

Vœu relatif aux dates de début et de fin des illuminations de Noël déposé par le groupe P.S.R.G.A. 1735

Vœu concernant l'organisation du marché de Noël sur les Champs-Élysées déposé par le groupe U.M.P.P.A. 1735

Vœu relatif au financement des illuminations par les associations de commerçants du 15e déposé par le groupe U.M.P.P.A. 1737

Vœu pour un "Arbre de Noël" équitable et durable déposé par le groupe E.E.L.V.A. 1738

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à un audit sur les procédures de passation des marchés de l'AGOSPAP. 1739

Vœu déposé par le groupe Centre et Indépendants relatif à l'adoption d'une charte portant reconnaissance du parcours syndical. 1740

2010, DAJ 31 - Approbation de la licence "Open Data" dans le cadre de la diffusion par la Ville de Paris des données publiques en sa possession. 1741

2010, DDEEES 264 - Signature d'une convention avec l'association Cap Digital Paris Région prévoyant le versement d'une subvention pour des actions stratégiques du pôle de compétitivité. Montant : 100.000 euros. 1743

2010, DDEEES 310 - Signature d'un avenant à la convention passée avec la Fédération des Centres Sociaux de Paris pour l'attribution d'une subvention - Montant : 50.000 euros. 1745

2010, DDEEES 305 - Signature de conventions d'occupation du domaine public municipal pour l'installation et l'occupation expérimentale de mobilier urbain intelligent. Fixation de la redevance correspondante. Vœu relatif au mobilier urbain intelligent déposé par le groupe E.E.L.V.A. Vœu déposé par l'Exécutif. 1745

Vœu en soutien aux étudiants de l'École Normale Supérieure déposé par le groupe P.C.F.-P.G. Vœu déposé par l'Exécutif. 1747

Vœu relatif à l'aménagement de l'îlot Bréguet et à la permanence d'une activité postale sur ce site déposé par le groupe P.S.R.G.A. 1748

Vœu relatif à la mise à disposition des salons de réception de l'Hôtel de Ville déposé par le groupe "E.E.L.V.A.'. 1749

2010, DVD 236 - Communication du bilan annuel d'avancement du projet d'extension du tramway T3 à Paris. 1749

2010, DVD 51 - Approbation du principe d'aménagement de l'avenue de la Porte de Montmartre et de la rue Louis Pasteur Valléry Radot (18e). Signature d'une convention avec le Département de Paris pour cet aménagement au titre du contrat particulier 2009-2013. Demande des subventions correspondantes auprès du Stif et de la région Ile de France. 1750

Vœu déposé par les groupes de la majorité municipale relatif à l'avenir du Centre Bus Plaine Lagny (20e). 1751

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à l'instauration du "tourne à droite" pour les cyclistes. Vœu déposé par l'Exécutif. 1752

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la ligne 13. Vœu déposé par l'Exécutif. 1753

Vœu déposé par le groupe Communiste et les élus du Parti de gauche pour l'enlèvement des panneaux ACL du métro parisien. Vœu déposé par l'Exécutif. 1753

2010, DEVE 127 - Avis du Conseil de Paris sur la demande d'autorisation formulée par la S.C.I. CNIT Développement en vue d'exploiter, au titre de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, des installations de réfrigération et de combustion situées tour Phare place Carpeaux à Puteaux (92). Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la reconsidération de ce projet de tours de bureaux. Vœu déposé par l'Exécutif. . . .1754

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'actualisation et à la lisibilité du Plan Climat de Paris. 1755

2010, DPE 90 - Approbation du bilan du plan de prévention des déchets pour Paris 2006-2010. 1756

2010, DPE 102 - Signature d'une convention avec l'association L'Interloque pour l'attribution d'une subvention pour la réalisation d'une ressourcerie Paris Centre. Montant : 98.300 euros. 1757

Vœu relatif aux effets des intempéries sur la voirie et les dangers encourus déposé par le groupe U.M.P.P.A. 1758

2010, DEVE 113 - Information sur le projet d'aménagement du jardin sur dalle porte de Vanves (14e) et autorisation de déposer une déclaration préalable. 1760

Suspension et reprise de la séance. 1761

Débat relatif au développement du Tournoi de Roland-Garros à Paris. Vœu déposé par l'Exécutif relatif au développement du Tournoi de Roland-Garros à Paris. Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. pour la préservation des serres d'Auteuil, un autre projet pour Roland-Garros. 1761

Suspension et reprise de la séance. 1772

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal dans divers organismes. 1772

Vœu déposé par les groupes de la majorité municipale relatif au financement des associations et au retrait de la circulaire du 18 janvier 2010. 1773

2010, PP 74 - Modification de la délibération n° 2002 PP 38 des 18 et 19 mars 2002 modifiée portant fixation du régime indemnitaire des agents de surveillance de Paris. 1774

Vœu relatif à l'implantation de la vidéoprotection dans les équipements municipaux et les parties communes des ensembles immobiliers déposé par le groupe U.M.P.P.A. 1776

Vœu relatif aux horaires des vacataires des "Points écoles" déposé par le groupe U.M.P.P.A. Vœu déposé par l'Exécutif. 1778

Vœu en opposition à la suppression programmée de la HALDE déposé par le groupe PCF/PG. Vœu déposé par l'Exécutif. 1778

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la prostitution dans le 18e. 1779

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal dans divers organismes (suite). 1781

Suspension et reprise de la séance. 1782

2010, DAC 353 - Installation d'une sculpture monumentale de Salvador Dali, dite Le Profil du Temps, à Montmartre (18e). 1782

2010, DAC 673 - Signature d'un avenant à la convention d'objectifs signée avec l'association Musée du Montparnasse (15e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 67.500 euros. Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'augmentation de la subvention. 1783

2010, DAC 824 - Subvention à l'association FORANIM, Forum d'Animation, de Création, d'Expression et de Loisirs (15e). Montant : 2.000 euros. 1784

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif aux animaux sauvages dans les cirques à Paris. Vœu déposé par l'Exécutif. 1784

Vœu relatif à la situation du théâtre "Les Bouffes du Nord" déposé par le groupe PCF-PG. 1786

2010, DAC 396 - Signature d'une convention avec l'Association paroissiale de l'Eglise évangélique luthérienne de l'Ascension (17e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 16.500 euros. 1787

2010, DAC 576 - Subvention à l'association "Bible et Terre Sainte" (5e). Montant : 5.000 euros. 1789

Vœu relatif au projet d'installation de la Maison de l'Histoire de France sur le site des Archives nationales (3e) déposé par le groupe "E.E.L.V.A.". Vœu déposé par l'Exécutif. 1789

Vœu pour une manifestation publique à l'Hôtel de Ville en soutien au comédien et réalisateur Birman ZARGANAR déposé par le groupe "E.E.L.V.A.". . . .1790

Vœu relatif à la solidarité de la Ville de Paris avec le peuple ivoirien et son président démocratiquement élu déposé par M. MARTINS. 1791

2010, DAC 716 - Signature d'une convention avec l'Institut Mémoires de l'Edition Contemporaine (14280 Saint-Germain-la-Blanche-Herbe) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 35.000 euros. 1792

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la plaque commémorant l'attentat de la rue des Rosiers. 1794

2010, DAC 719 - Acceptation de divers dons manuels faits en faveur des collections des musées de la Ville de Paris. 1795

2010, SGRI 94 - DAC 808 - DF 98 - Signature d'une convention pour le don d'un bronze du sculpteur Antoine Bourdelle, intitulé La femme de l'artiste, Stéphanie Van Parys, à la Ville de Ramallah. 1796

2010, DAC 578 - DJS 328 - Signature d'un avenant à la convention pluriannuelle signée avec l'association Compagnie Bouche à bouche/Catherine Hubeau (14e). - Montant : 7.500 euros. 1796

2010, DJS 464 - Subvention à Seuil (5e). Montant : 4.000 euros. 1796

2010, DJS 469 - Autorisation à M. le Maire de Paris de poursuivre la mise en oeuvre du dispositif Paris Jeunes Vacances. Vœu relatif à l'évolution du dispositif "Paris Jeunes Vacances" déposé par le groupe U.M.P.P.A. 1797

2010, DFPE 144 - Signature d'un avenant à la convention passée avec la Fondation CASIP-COJASOR (Comité d'Action Sociale Isréalite de Paris et Comité Juif d'Action Sociale et de Reconstruction) pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie Susanne et David Levy (20e). - Montant : 276.871 euros. 2010, DFPE 158 - Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association Gan Ménahem pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective Gan Kitov (17è) et signature d'une convention d'objectifs. - Montant : 259.594 euros. 2010, DFPE 159 - Signature d'un avenant n°1 aux conventions passées avec l'association Gan Ménahem pour l'attribution d'une subvention pour respectivement le fonctionnement de la crèche collective "Léa Frankforter" et du jardin d'enfants "Sinaï" (18e), signature d'une convention d'objectifs pour chaque établissement.Montant total : 371 135 euros. 2010, DFPE 165 - Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association Gan Ménahem pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective Heikal Ménahem (20e) et signature

d'une convention d'objectifs. - Montant : 214.788 euros. 2010, DFPE 185 - Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association OHEL ESTHER pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie dénommée "Ohel Léa" (19e). - Montant : 57.498 euros. 2010, DFPE 193 - Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association l'association Crèche Gan Esther pour l'attribution d'une subvention pour la crèche collective du 19e et signature d'une convention d'objectifs. - Montant : 118.777 euros. 2010, DFPE 194 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association Gan Yaël Crèche et Jardin d'Enfants pour l'attribution d'une subvention pour la crèche collective du 19e et signature d'une convention d'objectifs. Montant : 200.667 euros. 2010, DFPE 196 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association Gan Yaël Crèche et Jardin d'Enfants pour l'attribution d'une subvention pour la crèche familiale du 19e et signature d'une convention d'objectifs. - Montant : 294.225 euros. 2010, DFPE 200 - Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association Gan Yaël Crèche et Jardin d'Enfants pour l'attribution d'une subvention pour le jardin d'enfants du 19e et signature d'une convention d'objectifs. - Montant : 90.539 euros. 2010, DFPE 205 - Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association Gan Yaël Crèche et Jardin d'Enfants pour l'attribution d'une subvention pour la halte-garderie du 19e et signature d'une convention d'objectifs. - Montant : 73.608 euros. 2010, DFPE 274 - Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association OZAR HATORAH pour l'attribution d'une subvention pour la crèche collective du 11e et signature d'une convention d'objectifs.Montant : 98.206 euros. 2010, DFPE 280 - Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association Ozar Hatorah pour l'attribution d'une subvention pour la crèche collective du 13e et signature d'une convention d'objectifs. - Montant : 199.962 euros. 2010, DFPE 278 - Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association INSTITUTIONS GANONE YAD pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective (11e).Montant : 66.739 euros. 2010, DFPE 198 - Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association Jeunesse Loubavitch pour l'attribution d'une subvention pour la crèche collective du 19e et signature d'une convention d'objectifs. - Montant : 33.398 euros. 2010, DFPE 199 - Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association Jeunesse Loubavitch (19e) pour l'attribution d'une subvention pour la crèche collective du 19e et signature d'une convention d'objectifs. - Montant : 56.847 euros. 1799

2010, DFPE 254 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association "Le Trampoline" (5e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 322.392 euros. 1803

Vœu relatif aux fermetures successives du gymnase Burgard (15e) déposé par le groupe U.M.P.P.A. . . .1803

Vœu relatif au départ du semi-marathon de Paris pour les déficients visuels et athlètes en situation de handicap déposé par le groupe C.I. 1804

2010, DFPE 303 - DPVI 175 - Signature d'une convention passée avec l'Office Public de l'Habitat "Paris Habitat" pour l'attribution d'une subvention d'investissement pour l'aménagement de locaux (20e) en vue de l'aménagement d'un équipement associatif d'accueil de la petite enfance et de la création d'un espace parents-enfants. - Montant : 81.317 euros. 1805

Vœu déposé par les groupes de la majorité municipale relatif au projet d'ouverture d'héliport dans le secteur de la porte d'Aubervilliers. Vœu déposé par l'Exécutif. 1805

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au rachat du 37 bis rue de Montreuil (11e). 1807

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la réalisation d'études d'aménagement du secteur Maillot-Grande Armée, dans la perspective du Grand Paris. Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la mise en place d'un Comité de la Porte Maillot. Vœu déposé par l'Exécutif. 1808

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la création d'un équipement culturel dans la Z.A.C. "Boucicaut" (15e). 1809

Vœu relatif au lancement d'un concours international d'architectes urbanistes pour l'aménagement des berges de Seine déposé par le groupe C.I. 1810

2010, DU 86 - Approbation des éléments financiers des traités de concession d'aménagement arrêtés au 31 décembre 2009. 1811

Vœu relatif à l'attribution de la dénomination "rue Léo Fränkel" à une future voie du 13e déposé par le groupe P.S.R.G.A. 1813

Vœu relatif à l'attribution de la dénomination "rue Paul et Augustine Fiket" à une future voie du 13e déposé par le groupe P.S.R.G.A. 1814

Vœu relatif à l'attribution de la dénomination "rue Jean-Michel Basquiat" à une future voie du 13e déposé par le groupe P.S.R.G.A. 1814

Vœu relatif à un hommage à Michel Guy en donnant son nom à une voie publique déposé par le groupe U.M.P.P.A. 1814

2010, DLH 165 - Réalisation par la S.I.E.M.P. d'un programme d'acquisition réhabilitation comportant 2 logements PLA-I, 7 logements PLUS et un local d'activités situé 34 rue Bichat (10e). 1815

2010, DLH 281 - Réalisation par la R.I.V.P. d'un programme comportant 5 logements PLA-I, 12 logements PLUS, 3 logements PLS et un local d'activités, 13-15 rue Bleue (9e). 1816

2010, DLH 282 - Réalisation par la RIVP d'un programme comportant une résidence sociale de 30 logements PLA-I situé 4 rue de Provence (9e). 1817

2010, DLH 285 - Réalisation par la RIVP d'un programme de construction comportant une résidence sociale pour jeunes travailleurs de 30 logements PLAI, 72 avenue Félix Faure (15e). 1818

2010, DLH 288 Réalisation par la RIVP d'un programme de construction comportant 5 logements PLUS 42 rue Cauchy (15e). Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'accueil d'un artiste au rez-de-chaussée de l'immeuble. 1821

2010, DLH 297 - Restructuration par Résidences Sociales d'Ile-de-France (RSIF) des Foyers de Travailleurs Migrants Violet 11-12 rue Gabriel Laumain / 36-38 rue du Faubourg Poissonnière (10e) et Amandiers-Troënes 61-63 rue des Amandiers (20e). 1821

2010, DLH 298 - Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de construction de 31 logements PLUS, 8 logements PLAI et 39 logements PLS, 141-219 boulevard MacDonald (19e). 2010, DLH 328 - Réalisation par la SGIM d'un programme comportant 3 logements PLA-I, 9 logements PLUS et 3 logements PLS situé 28 quai des Célestins (4e). 1821

2010, DLH 356 - Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de construction d'une résidence sociale de 47 logements PLA-I situé 55-57 rue Chardon Lagache (16e). 1823

2010, DLH 426 - Modification temporaire du montant et des conditions d'attribution des Prêt Paris Logment (PPL 0 %) et du Prêt Parcours Résidentiel (PPR). 1825

2010, DU 286 - Etablissement d'une servitude de passage au niveau de la rampe de parking de l'immeuble situé 379 rue de Vaugirard au profit de Paris Habitat OPH pour les locaux situés 383-385-387 rue Vaugirard (15e). 1825

Vœu relatif à la modification de la réglementation portant sur la sécurité des ascenseurs déposé par le groupe PCF-PG. 1826

Vœu relatif à l'harmonisation du dispositif d'accession à la propriété avec la PTZ+ déposé par le groupe U.M.P.P.A. 1826

Vœu relatif à la mention dans les projets de délibération de la situation des programmes immobiliers visés en secteur déficitaire ou excédentaire en logement social déposé par le groupe C.I. 1827

Vœu concernant le Prêt Paris Logement à taux 0% déposé par le groupe C.I. 1827

Vœu relatif à la dégradation du parc social 228 rue de Courcelles (17e) déposé par les groupes U.M.P.P.A. et C.I. 1828

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'association "Premiers de cordée". 1828

2010, DLH 421 - Signature d'une convention entre l'ADEME et la Ville de Paris pour le financement de prestations d'aide à la rénovation énergétique à destination des copropriétaires parisiens. 1829

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la réalisation d'un bilan annuel de la commande publique. Vœu déposé par l'Exécutif. 1830

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans divers organismes. 1831

2010, DEVE 140 - Avis du Conseil de Paris sur la demande d'autorisation formulée par la SCI EIFFEL en vue d'exploiter, au titre de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), une installation de réfrigération située 35, rue d'Alsace à Levallois-Perret (92). 1832

Modification de la composition de Commissions. 1832

Départ à la retraite d'un agent de la Ville de Paris. 1832

Adoption, par un vote global d'approbation de l'Assemblée, des projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'une inscription. 1832

Clôture de la séance. 1832

Votes spécifiques. 1832

Projets de délibération adoptés par un vote d'ensemble de l'Assemblée. 1837

Liste des membres présents. 1852

Liste des membres présents en Commission. 1852

Annexe n° 1 - Liste des questions écrites posées à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police. . . .1853

Questions du groupe U.M.P.PA. QE 2010-36 Question de Mme Laurence DOUVIN et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Préfet de police sur le décret n° 2010-1390 du 12 novembre portant diverses mesures de sécurité routière. 1853

QE 2010-37 Question de M. Claude GOASGUEN, Mme Danièle GIAZZI, M. Bernard DEBRÉ, Mmes Céline BOULAY-ESPERONNIER, Marie-Laure HAREL, M. Pierre GABORIAU, Mme Valérie HOFFENBERG, MM. Pierre AURIACOMBE, Eric HÉLARD et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris concernant les mesures prises pour faire cesser les gênes occasionnées sur l'espace public par l'abandon d'un chantier au 11/13, rue Henri-Heine (16e). 1853

QE 2010-38 Question de Mme Marie-Claire CARRERE-GEE et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris concernant le nombre de logements acquis pour chaque année, depuis la précédente mandature, pour la Ville de Paris et pour le 14eme arrondissement. 1853

QE 2010-39 Question de Mme Rachida DATI et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative au coût d'entretien du Champ de Mars et aux moyens qui y sont affectés depuis 2008. 1854

QE 2010-40 Question de Mme Rachida DATI et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative au coût des logements achetés occupés en vue de les conventionner en logements sociaux. 1854

QE 2010-41 Question de Mme Rachida DATI et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative aux dépenses consacrées aux conservatoires municipaux depuis 2001. 1854

QE 2010-42 Question de Mme Rachida DATI et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative aux dépenses consacrées au nettoyage de l'espace public, coûts de personnel compris. 1854

QE 2010-35 Question du Conseil du 1er arrondissement à M. le Maire de Paris demandant des justifications sur la non attribution de deux appartements dans le 1er arrondissement. 1854

Annexe n° 2 - Budget d'investissement de la Ville de Paris pour 2011. 1855

Annexe n° 3 - Budget de fonctionnement de la Ville de Paris pour 2011 1859

Annexe n° 4 - Scrutin public relatif au vœu n° 87 concernant le tournoi de Roland Garros. 1862

Annexe n° 5 - Scrutin public relatif au vœu n° 88 concernant le tournoi de Roland Garros. 1866

Annexe n° 6 - Tableau des vœux et amendements déposés en Commission. 1870

Annexe n° 7 - Tableau des votes des groupes politiques. 1881

La Secrétaire générale du Conseil de Paris
Directrice de la publication
Catherine SCHMITT